This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

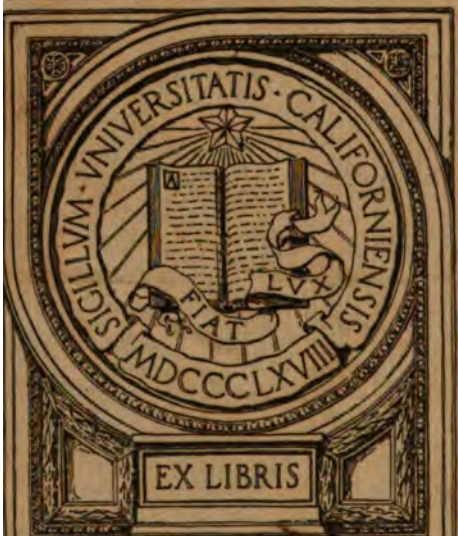
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

GIFT OF
JANE K. SATHER

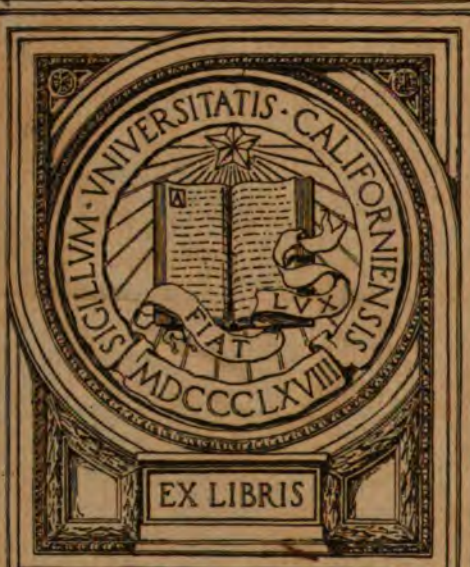


EX LIBRIS

Digitized by Google

Digitized by Google

GIFT OF
JANE K. SATHER



Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Le Général de Division

Comte de Martimprey

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Cliché BRAUN

Le Général de Division

COMTE DE MARTIMPREY

1808 - 1883

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Général DERRÉCAGAIX

Le Général de Division
Comte de Martimprey

AVEC SEPT PLANCHES HORS TEXTE ET CINQ CARTES

PARIS
LIBRAIRIE CHAPELOT
MARC IMHAUS & RENÉ CHAPELOT, ÉDITEURS
30, Rue Dauphine, VIe (Même Maison à NANCY)
1913

Digitized by Google

Digitized by Google

PRÉFACE

Quand on reporte sa pensée sur nos guerres du siècle dernier, on ne voit tout d'abord que la victoire finale et le nom du vainqueur. En Crimée par exemple, ce qui frappe l'esprit c'est la prise de Sébastopol, puis l'énergique figure du maréchal Pélissier qui a terminé ce siège sanglant et couronné nos drapeaux d'une gloire immortelle. Et cependant, combien de généraux illustres ont surgi dans ces événements! Parmi eux, il en est un dont le nom, presque oublié en dehors de l'armée, restera cependant attaché à tout jamais aux faits et gestes des armées d'Algérie, de Crimée et d'Italie. C'est celui du général Edmond de Martimprey, qui fut leur chef d'état-major général, leur organisateur, le préparateur de leurs marches, de leurs combats, de leurs approvisionnements, qui assista à leurs luttes, partagea leurs épreuves, veilla à leur rapatriement et, dans certains cas, comme en Crimée, partit le premier de tous pour revenir le dernier.

282888

Digitized by Google

Il y a là une grande personnalité qui n'a pas dans notre histoire militaire la place qui lui revient.

Il importe de la lui rendre. Tel est le but de ce livre.

Sous le second Empire, l'armée compta dans ses rangs deux généraux de Martimprey, deux frères, qui tous deux parvinrent au sommet de la hiérarchie et laissèrent parmi nous une trace brillante par l'éclat de leurs services, leurs qualités militaires et leur dévouement à la France.

Le plus jeune, Auguste, officier d'infanterie, fidèle aux traditions de ses aïeux, succomba en héros aux suites d'une grave blessure reçue à la bataille de Magenta.

L'aîné, Edmond, officier d'état-major, devint une des premières illustrations militaires de son temps. Très modeste, animé du sentiment du devoir, il se distinguait par une conscience et une abnégation qu'on ne saurait trop admirer, surtout quand on les trouve réunies aux vertus militaires qui font les hommes de grande valeur.

A ces divers titres, le général de division Edmond de Martimprey mérite d'être honoré parmi les plus dignes.

Après avoir été, en Afrique, le chef d'état-major et l'ami de La Moricière et de Cavaignac, puis le chef d'état-major général de l'armée d'Algérie sous le maréchal Randon, il devint le major général de l'armée d'Orient, sous les ordres successifs

Digitized by Google

des maréchaux Saint-Arnaud, Canrobert et Pélissier. Il fut ensuite, comme adjoint au maréchal Vaillant, le véritable major général de l'armée d'Italie.

Parvenu la même année au commandement en chef, il aurait obtenu la dignité de maréchal de France si une maladie grave ne l'avait enlevé au service actif en arrêtant prématurément sa carrière.

Il se révéla à ses subordonnés par des qualités de foi, d'énergie, de courage et d'honneur qui en firent un chef éminent. D'un esprit, d'une intelligence et d'un cœur qui l'élevaient, comme l'a écrit son fils aîné, au-dessus des vulgarités du siècle, il a été un modèle pour tous ceux qui ont servi sous ses ordres.

Nul mieux que lui n'a exercé avec plus de dévouement et de compétence les difficiles fonctions de chef d'état-major général d'une armée en campagne qui embrassent à la fois tous les détails du service courant, des marches, des cantonnements et des opérations. Nul n'a rempli avec plus de perfection les devoirs multiples et compliqués qui lui ont incombé à cet égard pendant les guerres du second Empire, tâche accablante qui aurait fait reculer plus d'un général et qu'il a accomplie à l'entière satisfaction de ses chefs.

Si la France a pu se glorifier d'avoir produit nombre d'illustres généraux, elle compterait sans

Digitized by Google

peine les majors généraux qui, depuis Berthier, ont exercé avec éclat ces hautes et lourdes fonctions. Le général de Martimprey a été le plus remarquable d'entre eux; et les talents militaires qui l'ont signalé à l'attention de ses supérieurs serviront toujours d'exemple à ceux qui le suivront dans la carrière.

Il fut mon général en chef pendant deux ans. Ce fut pour moi une chance heureuse et un bonheur de servir sous ses ordres. Je lui dois, en grande partie, ma croix de chevalier et une citation. J'ai été fier d'avoir été distingué par lui. C'est pour moi un acte de reconnaissance que d'entreprendre aujourd'hui le récit de sa brillante existence, trop heureux si je peux rendre à sa mémoire l'hommage qui lui est légitimement dû.

GÉNÉRAL DERRÉCAGAIX.

Paris, le 11 décembre 1912.

Digitized by Google

ARMOIRIES

de la

MAISON DE MARTIMPREY

Digitized by Google

Digitized by Google

UNIV. OF CALIFORNIA

Le Général de Division
Comte de Martimprey

CHAPITRE I

LES ORIGINES

Ancêtres des Martimprey tués à l'ennemi. — Pays d'origine. — Services militaires. — Décret des ducs de Lorraine en 1618. — Branches aînée et cadette. — Derniers représentants de la branche cadette. — Caractères généraux des chefs de famille.

Au mois d'août 1876, le général de division de Martimprey, gouverneur des Invalides, se trouvait en villégiature dans son château de Chaumont-sur-Yonne. Il approchait de soixante-dix ans et sa santé, éprouvée par ses longs services de guerre, était gravement atteinte.

Voulant laisser à ses enfants une idée des origines de sa famille et de ses traditions, il reporta sa pensée sur l'ancien château de Martimprey, près de Gerbépal, dans les Vosges, et écrivit ce qui suit :

« Je viens interroger l'ombre des vieux parents

C'est là qu'ils ont vécu, comme je voudrais vivre :
Laborieux et fiers, obscurs, mais sans remords,
Traçant devant leurs fils le sillon qu'il faut suivre.
Et marchant, le front calme, à d'héroïques morts

DE LAPRADE.

Digitized by Google

Tels ont été :

Hugues de Martimprey, tué en Egypte, en 1250, bataille de Pharanie, sous saint Louis.

Gérard de Martimprey, tué à la bataille de Montcassel (Flandre), 1339.

Philippe de Martimprey, blessé à mort à Azincourt, 1415.

Comte de Martimprey de Choisimont, tué en prison du 2 au 5 septembre 1792, massacre des prisons.

Général de division Auguste de Martimprey, blessé à Magenta, 1859. Mort des suites de sa blessure en 1875, 15 février. Son nom figure au rapport officiel de la bataille. Honneur rare! »

Cette belle page, sur laquelle l'âme d'un héros a fait passer un souffle de gloire et d'immortalité, donne une première idée des origines de cette noble race. Il suffira d'un court résumé pour la compléter.

La maison de Martimprey est originaire du duché de Bourgogne. Le premier de ses membres qui ait commencé son illustration est Hugues de Martimprey, dont le nom et les services ont été transmis par titres authentiques, vérifiés en la Cour souveraine de Lorraine et Barrois, qui a maintenu à ses héritiers, en 1618 et 1765, les titres et qualités de chevalier, de comte et de baron.

En 1248, parti de Besançon où il possédait de grands biens, il accompagna saint Louis dans sa première croisade et fut tué à la bataille de Pharanie, en Egypte, en 1250. Succombant au champ d'honneur pour Dieu, son roi et sa patrie, il montra aux héritiers de son nom la voie qu'ils devaient suivre.

Les armes de sa maison datent de cette époque et portent pour devise : *Pro fide pugnando* (COMBATTANT POUR SA FOI).

Digitized by Google

Son arrière petit-fils, Gérard de Martimprey de Villefont, accompagna le duc de Bourgogne, Eudes IV, en Flandre, marcha avec lui contre les Anglais et périt à la bataille de Montcassel, le 26 juillet 1339.

Son petit-fils, Philippe, entré au service de Jean sans Peur, duc de Bourgogne, prit part à la guerre de 1415 contre les Anglais, combattit à Azincourt, y fut grièvement blessé et mourut l'année suivante des suites de ses blessures.

Un de ses descendants, Marc de Martimprey, comte de Villefont, prit part, avec Charles le Téméraire, à la conquête de la Lorraine et à l'invasion de la Suisse. Il combattit à Granson, à Morat et sous les murs de Nancy, où son prince perdit la vie.

C'est à propos de Marc que les documents du temps font mention, pour la première fois, de la terre de Martimprey.

Ce fut à cette époque, en effet, dans les premières années du XVIe siècle, que les chefs de la maison vinrent habiter cette propriété, où ils possédaient un château. Ils y avaient été attirés par les ducs de Lorraine, qui leur témoignaient une estime particulière. Ce changement de résidence constitue, pour la maison de Martimprey, une période lorraine qui dura depuis le XVIe siècle jusqu'à la fin du XVIIIe.

En 1595, à la mort de Jean III, la maison de Martimprey se divisa en deux branches. La branche aînée donna à l'armée plusieurs officiers, entre autres Jean-Joseph-Félix de Martimprey, qui fit la campagne des Indes contre les Anglais, sous le bailli de Suffren. Il devint lieutenant-colonel et quitta volontairement le service en 1793. Son frère aîné, Jean-François-César, parvenu au grade de maréchal de camp, s'était déjà retiré du service en 1791.

La branche cadette s'adonna également à la carrière

Digitized by Google

des armes, et plusieurs de ses membres devinrent des officiers distingués.

Parmi eux, François de Paule, Augustin, comte de Martimprey de Choisimont, comte et baron de Villefont, devint en 1776 lieutenant au régiment de Languedoc. Une lettre royale le désigna pour remplir auprès du roi Louis XVI les fonctions de gentilhomme ordinaire de la chambre. Il fut le grand-père des deux généraux de division.

La Révolution le trouva fidèle à son souverain. Ecroué à la prison de la Force, il y fut massacré du 2 au 5 septembre 1792.

Son second fils, Augustin-Pierre, entré dans l'armée comme simple soldat, fit toutes les campagnes de l'Empire, de 1806 à 1815, fut grièvement blessé à Lutzen, parvint au grade de colonel, fut nommé officier de la Légion d'honneur et de Saint-Louis. Il donna sa démission en 1830.

Son frère aîné, Augustin-Dominique-Romain, épousa, en 1807, Mlle Angélique-Françoise Royer de Maulny, fille d'un ancien officier, qui lui donna deux fils, Edmond et Auguste, les futurs généraux de division, et une fille, Lise-Apolline-Josèphe de Martimprey.

En résumé, pendant près de sept cents ans, les chefs de cette famille servirent leur patrie les armes à la main et lui donnèrent, sans compter, la vie de leurs enfants. Aujourd'hui encore, leurs descendants figurent comme officiers dans les rangs de l'armée, n'ayant d'autre ambition que de faire honneur à leur nom et à leurs aïeux.

La famille de Martimprey ne s'est pas distinguée seulement par ses services militaires, et les souvenirs qu'elle a laissés dans le pays lorrain parlent encore en sa faveur. A Gerbépal, où se trouvent les ruines de l'ancien château de Martimprey, leur mémoire est restée l'objet d'une grande vénération. Hommes modestes,

Digitized by Google

sans représentation extérieure, vivant sans faste dans la simplicité la plus digne, fiers de leur origine, tenant en haute estime leurs titres de descendants d'un chevalier croisé, ils ne se prévalurent pas de leurs avantages et ne voulurent jamais user du droit de haute et basse justice qui leur avait été concédé.

Ils s'employèrent toujours à faire le bien, inspirant confiance, recevant avec un accueil empressé ceux qui recouraient à eux dans les moments difficiles, et leur donnant à l'occasion de sages conseils avec l'appui de leur influence. Hommes de devoir et de foi, fidèles serviteurs de leurs souverains, prêts à verser leur sang en toute occasion, ils ne cherchèrent qu'à transmettre à leurs descendants des traditions de dévouement, de courage et d'honneur.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE II.

ENFANCE ET JEUNESSE

Naissance, éducation, entrée à Saint-Cyr. — École d'application d'état-major. — Stage d'infanterie. — La carte de France. — Stage de cavalerie. — Retour à l'infanterie. — Embarquement pour la province d'Oran.

Edmond-Charles de Martimprey naquit à Meaux, résidence de sa famille, le 16 juin 1808. Comme on l'a vu, il était le fils aîné du comte Augustin-Dominique-Romain de Martimprey de Choisimont et de Mlle Angélique-Françoise Royer de Maulny.

Tout jeune encore, son intelligence s'éveilla au contact des souffrances que l'invasion de 1814 causait à la patrie. L'Empire s'écroulait et les soldats de toutes les nations dévastaient nos campagnes. Un jour, il y eut sous les murs de Meaux un violent combat pour empêcher un corps prussien de forcer le passage de la Marne. Le soir, son père le mena sur le terrain de la lutte et lui fit voir, couchés à terre, plusieurs grenadiers de la vieille garde. Il n'avait que six ans et ce spectacle se fixa dans sa mémoire; s'ajoutant plus tard aux récits des guerres de Napoléon et aux sentiments que les traditions de ses aïeux avaient éveillés dans son âme, il décida du choix de sa carrière. A seize ans, après avoir terminé sa seconde, il déclara à son père qu'il voulait être militaire. Une santé robuste, un grand désir d'activité et un goût décidé pour l'armée justifiaient sa résolution que ses parents approuvèrent.

Digitized by Google

Il entra à Saint-Cyr, le 16 novembre 1826, le 9° de sa promotion sur deux cents élèves. Insensible aux premières brimades, il travaillait avec ardeur, quand une contusion à la joue reçue au tir à la cible l'obligea à entrer à l'infirmerie. Son mal, qui n'était rien au début, empira au point qu'on le crut perdu. Le général commandant l'école lui fit administrer les derniers sacrements. Mais la force de la jeunesse reprit le dessus. Une fois guéri, il se remit au travail, se distingua par son fanatisme et passa en première division avec le grade de caporal. Placé dans une compagnie de recrues, il se trouva, au mois de janvier, en présence d'un mouvement de révolte causé par les sévérités du sous-directeur des études. Ses camarades abandonnèrent un jour l'amphithéâtre. Martimprey et quatre ou cinq autres gradés refusèrent de les suivre. Le général directeur du personnel au ministère de la guerre vint faire une enquête et punit les coupables. Aussitôt, tout rentra dans l'ordre, et les gradés restés fidèles à leur devoir furent nommés chefs de compagnie. La deuxième reçut pour sergent-major Edmond de Martimprey. Mis en quarantaine avec les autres gradés, il vit ses amis approuver sa conduite, ainsi que son frère Auguste, entré une année après lui. A partir de ce moment, il commanda ses recrues avec une sévérité qui maintint la discipline, mais qui lui fit des ennemis et lui attira des duels à la sortie de l'école.

Aux examens de fin d'année, il obtint le n° 14, qui assurait son admission à l'école d'état-major, faveur réservée alors exclusivement aux trente premiers.

La police, prévenue par l'autorité supérieure, empêcha tous les duels, et le 3 janvier 1829, le sous-lieutenant de Martimprey entrait à sa nouvelle école. Heureux de son sort, il se distinguait par son zèle, lorsqu'un accident grave vint interrompre ses études. Une chute dans un escalier lui causa une luxation du poi-

Digitized by Google

gnet gauche et une fracture du bras. Un moment, on craignit le tétanos, mais sa constitution l'emporta; la guérison se fit assez vite et il eut le bonheur de ne pas rester estropié.

Sa deuxième année fut troublée par la prise d'Alger et la campagne de 1830, pour laquelle il demanda vainement à quitter l'école; puis, par la Révolution de Juillet.

Cet événement lui causa une impression profonde.

A ses yeux comme à ceux de ses camarades, la fidélité au roi était un culte.

Après l'abdication de Charles X, il se rendit à Meaux, dans sa famille, et voulut donner sa démission. Les conseils de son père réussirent heureusement à changer le cours de ses idées. Il rentra à l'école d'état-major, reprit ses travaux et sortit à la fin de l'année avec le n° 7.

Il fut désigné pour faire son premier stage au 11e régiment d'infanterie qui occupait Soissons et était destiné à entrer en Belgique. Il rejoignit de suite son poste et, pour ses débuts, se trouva sous les ordres d'un capitaine de caractère difficile, avec lequel cependant, grâce à son zèle, il finit par s'entendre.

Au mois de juin, un ordre du ministre le tira de son régiment, à son grand déplaisir, pour l'affecter à une section topographique qui devait exécuter le levé d'une partie de la Champagne comprise entre Reims, Sainte-Menehould et l'Argonne. A cette époque, les officiers d'état-major récemment sortis de l'école d'application et possédant quelques aptitudes pour la topographie étaient employés aux levés de la carte de France.

Le lieutenant de Martimprey avait à cet égard un véritable talent qui devait, peu d'années après, lui permettre de rendre, en Afrique, des services signalés. Désigné d'office, en raison de ses notes, il commença

Digitized by Google

à mener une existence solitaire et laborieuse que ne soupçonne pas d'habitude le commun des mortels.

Logé dans une pauvre auberge de village, l'officier topographe se lève avec le jour, part avec sa boussole, son trépied, sa planchette, trime toute la journée, déjeune où il peut et ne rentre qu'à la nuit, exténué, mais avec la satisfaction du devoir accompli. Telle fut alors la vie du sous-lieutenant de Martimprey. Il avait 23 ans, cet âge où tant d'autres ne rêvent que fêtes et plaisirs. « Cette existence fit promptement mûrir dans son esprit les idées sur lesquelles chacun sent le besoin de s'appuyer pour traverser ce monde (1). »

Les travaux de la carte de France ne plaisaient pas toujours aux officiers passionnés pour le service actif. Le sous-lieutenant de Martimprey était du nombre. Il n'en fit pas moins ses levés avec une entière conscience.

Nommé lieutenant le 20 juin 1832, il fut inscrit, au mois d'octobre suivant, dans le corps spécial d'état-major.

Il rencontra alors un de ses anciens, destiné à un bel avenir, le capitaine d'état-major Bedeau, dont les conseils influèrent sur sa destinée. Bedeau n'avait qu'un rêve : quitter Paris et le service d'état-major pour passer dans les troupes. Il comptait pour cela obtenir, un jour ou l'autre, son affectation à l'armée d'Algérie. Il encouragea vivement son jeune camarade de Martimprey à quitter la carte de France et à suivre son exemple.

Ce dernier, gagné à ces idées, fit d'actives démarches pour être envoyé au siège d'Anvers; mais, n'ayant pu réussir, il alla faire son stage de cavalerie au 6e hussards, à Auch. Il s'adonna alors tout entier à son nou-

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.* — Ce livre fut écrit et publié par son fils aîné, Louis de Martimprey, capitaine d'état-major, avec les notes que le général a laissées.

Digitized by Google

veau service, perfectionna ses aptitudes de cavalier et obtint d'excellentes notes.

Toutefois, au bout d'un an, cette vie lui parut monotone.

S'étant rendu à Montpellier en 1835 pour embrasser son frère Auguste, lieutenant au 26e de ligne, qui partait pour l'Afrique, il rencontra à Toulouse le colonel de son ancien régiment d'infanterie, le 11e, qui allait aussi se rendre en Algérie. Ce chef de corps, n'ayant pas de lieutenant d'état-major, l'autorisa à demander cet emploi qui lui fut accordé huit jours après.

Il fit ses adieux au 6e hussards où il était très apprécié, rejoignit le 11e de ligne et alla avec lui s'embarquer à Port-Vendres sur un navire de guerre, le *Duquesne*, qui devait le transporter à Oran. Des renforts y étaient envoyés pour réparer l'échec subi, en juin 1835, dans les marais de la Macta.

Après une pénible traversée de dix jours, le *Duquesne* jeta l'ancre le 3 novembre 1835, vers onze heures du soir, dans la rade de Mers-el-Kébir.

Cette arrivée sur la terre d'Afrique laissa, dans l'âme du jeune lieutenant, une impression des plus vives.

La mer était unie, la nuit magnifique la lune se couchait derrière les hautes montagnes qui couvrent le mouillage à l'ouest, éclairant le fort de ses dernières clartés.

Des feux de campements arabes brillaient sur le rivage que saluait la musique du 11e de ligne. J'étais en extase; une vie nouvelle s'ouvrait devant moi (1).

Le lieutenant de Martimprey avait alors 27 ans; il était grand, mince, vigoureux, plein d'ardeur et dans les meilleures conditions pour faire campagne.

---

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE III

PREMIÈRES CAMPAGNES D'AFRIQUE

(1835-1840)

Arrivée dans la province d'Oran. — Situation du pays. — Combat de l'oued Sig (1835). — Nomination de capitaine. — Travaux topographiques. — Combats sur la Tafna, contre les Garabas, et de Sidi-Yacoub (1836). — Rapports avec le général Burgeaud. — Combat de la Sikkak (1836). — Citation. — Martimprey chevalier de la Légion d'honneur.— Traité de la Tafna. — Fonctions de chef d'état-major. — Présentation au duc d'Orléans. — Rupture du traité de la Tafna.

A l'époque où le 11e de ligne débarqua en Afrique, la guerre contre Abd-el-Kader semblait concentrée dans la province d'Oran. C'était là qu'étaient le berceau de l'Emir, ses tribus les plus fidèles, ses postes les plus importants et ses khalifas les plus renommés.

Quelques mois auparavant, il avait réussi à enlever, dans le défilé de la Macta, le convoi du général Trézel qui rentrait à Arzew, après une courte expédition. Ses pertes, très élevées, l'avaient empêché de poursuivre son succès. De notre côté, nous avions eu 600 hommes hors de combat et nous avions laissé à l'ennemi un obusier avec toutes nos voitures. En France, le public, très ému, qualifia cet événement de *désastre*. Ce n'était pourtant qu'un simple accident de guerre, un succès d'arrière-garde pour l'Emir. Mais, les indigènes en firent une victoire éclatante. Le général Trézel en fut disgracié et de nombreux renforts furent aussitôt dirigés sur la province d'Oran.

Digitized by Google

Telle était la situation à l'arrivée du 11e de ligne. Il fit son entrée à Oran, le 4 novembre 1835, à midi. « Je marchais, écrivait le lieutenant de Martimprey, avec une joie mêlée de fierté, derrière le colonel, en tête du régiment. Il alla s'établir, le soir même, à trois lieues en avant d'Oran, dans la plaine dite du Figuier, où les troupes destinées à des opérations prochaines formèrent un grand camp, dont le parapet en terre et le fossé ne nous dispensèrent pas de quelques alertes et fusillades nocturnes. »

La vie d'Afrique commençait, pour le jeune officier, le jour même de son débarquement.

L'Algérie a eu sur sa carrière, comme sur celle de ses contemporains, une influence exceptionnelle. C'est elle, c'est surtout la province d'Oran qui a mis en relief ses qualités d'officier d'état-major, de topographe et d'officier des affaires arabes. Elle lui a offert mainte occasion de se distinguer et d'être apprécié par des chefs de haute valeur, tels que La Moricière, Cavaignac et Bugeaud. C'est elle enfin qui l'a fait arriver au grade d'officier supérieur à 34 ans et, plus tard, aux premiers échelons de la hiérarchie.

On ne saurait donc le suivre avec trop d'attention dans ces premières années de sa vie en campagne, où les services qu'il a rendus avec un zèle et un dévouement remarquable ont attiré sur lui les regards de ses généraux.

Pour venger l'échec de la Macta, une expédition fut résolue contre Mascara, centre de la puissance de l'Emir. Le gouverneur général, maréchal Clausel, allait la diriger et le duc d'Orléans, fils aîné du roi, devait l'accompagner. Au camp du Figuier, on organisait, dans ce but, un corps expéditionnaire de 12.000 hommes. Vingt jours furent nécessaires pour former les colonnes et les convois.

Digitized by Google

Le 28 novembre, on entra en campagne. Une vie nouvelle s'ouvrait pour le lieutenant de Martimprey, vie de fatigues et de dangers, d'alertes de nuit et de combats le jour, faite tout entière de surprises et de mouvement. Pour un jeune officier, arrivant de France, épris de sa carrière et brûlant du désir de montrer sa bravoure, c'était un charme sans égal.

Dès les premières marches, son attention fut éveillée. Chaque jour, les traînards avaient la tête tranchée et chaque soir, en face d'un ennemi invisible qui harcelait nos avant-postes, on campait en carré, en ordre serré, sans autre espace que le terrain foulé par les pieds des soldats.

Martimprey reçut le baptême du feu le 1er décembre. Les Arabes occupaient le débouché des gorges de l'oued Sig (1). Le maréchal chargea le général Oudinot d'aller le reconnaître. Le colonel du 11e de ligne commandait l'infanterie, accompagné de son lieutenant d'état-major. Un combat violent s'engagea. L'ennemi était en forces et plein d'ardeur. Il fut néanmoins repoussé, mais après nous avoir mis une centaine d'hommes hors de combat. En rentrant au camp, le colonel de Vilmorin fit connaître à ses officiers la brillante conduite de son officier d'ordonnance et parla de lui dans les termes les plus flatteurs. Il en fut très heureux. C'est là qu'il vit pour la première fois le commandant de La Moricière, déjà connu de toute l'armée.

A partir de ce moment, on se battit tous les jours et on livra, le 3, un combat victorieux, devant les marabouts de Sidi Embareck. En arrivant près de Mascara, le 11e de ligne fut chargé d'occuper le village d'El Bordj, tandis que le maréchal gagnait Mas-

(1) Voir, pour les campagnes d'Afrique, la carte n° 1.

Digitized by Google

cara, avec le duc d'Orléans. Pendant ce temps, la fusillade continuait sans un instant de répit.

Après avoit fait incendier Mascara, le maréchal revint sur ses pas et toute la colonne reprit le chemin de la côte, par un temps affreux qui rendait les chemins impraticables. Les chameaux qui portaient les vivres et les blessés tombaient à chaque pas, exténués; il fallut bivouaquer sans abris. Le retour vers Mostaganem se fit ainsi dans des conditions pitoyables; et quand on fut revenu à Oran, le quart de l'effectif entra aux hôpitaux. Le nombre des malades était si élevé qu'on dut installer des ambulances dans les mosquées et les synagogues. La mortalité fut énorme et, tout compte fait, cette petite armée de 12.000 hommes en avait perdu plus de 1.200. Tel était, en Afrique, le revers de la gloire!

Le lieutenant de Martimprey paya aussi son tribut et fut atteint d'un commencement d'entérite en arrivant à Mostaganem. Le mal céda heureusement à la vigueur de sa jeunesse, et dans les premiers jours de janvier 1836, il fut prêt à repartir en expédition.

Le duc d'Orléans était rentré en France; le maréchal de son côté avait résolu d'aller dégager Tlemcen, bloquée par Abd-el-Kader. Il forma une colonne de six à sept mille hommes avec les soldats valides restant de sa récente course à Mascara, et se mit en route, le 8 janvier 1836. Cette marche, de trente-deux lieues, s'accomplit sans combat. La ville fut occupée. Le maréchal y laissa un chef distingué, le général Perrégaux, et se dirigea sur Raschgoun, petit port voisin qu'il voulait relier à Tlemcen par une route.

Le départ eut lieu le 25 janvier. Le 11e de ligne couvrait l'ambulance, le convoi et la réserve d'artillerie. Dès le 26, les Arabes se montrèrent en forces et nous livrèrent, deux jours de suite, des combats acharnés. Le 11e de ligne fut très engagé; un moment ses lignes

Digitized by Google

furent traversées; bientôt le nombre des Arabes grossissant, la situation devint grave et le maréchal comprit qu'il ne pourrait atteindre Raschgoun. L'inquiétude gagnait tout le monde, quand le canon retentit sur notre gauche. C'était le général Perrégaux qui avait entendu à Tlemcen le bruit prolongé de la lutte et qui accourait au secours de son chef. Grâce à lui, on put battre en retraite et regagner Tlemcen, tandis que les Arabes célébraient leur victoire. Ce furent des jours d'épreuve pour les officiers du 11e qui acquirent alors, à leurs dépens, une dure leçon d'expérience. Le lieutenant de Martimprey, vivement frappé par ce qu'il venait de voir, fut des mieux placés pour en profiter.

Le maréchal, du reste, ne s'obstina pas dans ses projets; et, laissant une garnison à Tlemcen, sous les ordres du capitaine du génie Cavaignac, il revint à Oran. Le 11e de ligne rentra dans cette ville avec le reste des troupes; son lieutenant d'état-major, ayant son cheval indisponible, dut faire la route à pied.

A son arrivée, heureusement, il eut une compensation qui dissipa ses fatigues. Il y trouva sa nomination de capitaine, datée du 20 décembre 1835, et des nouvelles de sa famille dont il était privé depuis deux mois. Les difficultés qu'on éprouvait alors à transmettre les correspondances étaient souvent insurmontables. Tout homme isolé était sûr d'être tué par les Arabes ou par les fauves. Quelques semaines avant la rentrée du 11e de ligne à Oran, deux porteurs de dépêches du maréchal, partis de Tlemcem pour Oran, avaient été dévorés par des lions.

En février, le maréchal rentra à Alger.

Le général Perrégaux, commandant de la province, reprenant son initiative, voulut affecter le capitaine de Martimprey à une mission spéciale.

On le savait bon topographe et, à cette époque, où

Digitized by Google

l'on n'avait aucune carte du pays, cette qualité était inappréciable. Le général allait conduire une expédition contre la tribu des Garabas, campée au delà du Sig, dans la vallée du Chrouf. Il fit venir le capitaine et le chargea de diriger le service topographique.

Ce dernier en fut un moment ennuyé. Les travaux topographiques ne passaient pas pour un service de guerre. Mais au début de la conquête de l'Algérie, ils avaient une importance telle que sans eux on ne pouvait préparer ni marche, ni opération. Le capitaine s'en rendit compte, et revenant sur sa première impression, il écrivit plus tard, à ce sujet :

A la guerre, les travaux topographiques doivent porter bonheur, s'ils ont tout le développement qu'ils comportent, c'est-à-dire si, au delà des levés, ils s'étendent à la statistique du pays, à l'étude de son état politique et militaire. L'officier qui joindra à ces études la connaissance de la langue parlée sur le théâtre de la guerre, qui se montrera actif, intelligent, de bonne volonté et résolu, obtiendra promptement la considération et la bienveillance du commandement et, en attendant qu'il recueille les bénéfices légitimes de sa carrière, il aura la plus douce des satisfactions, celle de se rendre utile.

Telle fut, en effet, la manière éclairée dont le capitaine comprit ses nouvelles fonctions. Elle fut bientôt si appréciée par ses chefs que tous voulurent les lui conserver et qu'elles devinrent pour lui, pendant quelques années, une véritable spécialité. Il se mit alors à l'étude de la langue arabe et des ressources que pouvaient offrir les tribus de la province. Il put ainsi compléter les levés par des mémoires dans lesquels ses généraux trouvaient les renseignements dont ils avaient besoin. Sa connaissance du pays, des tribus qui le peuplaient et même des projets de l'ennemi, les amenèrent parfois à lui confier les affaires arabes et à le

Digitized by Google

considérer comme un officier indispensable. Son service ne l'empêchait pas d'ailleurs de prendre toujours une part active aux combats, ce qui lui fit bientôt une belle réputation de courage et d'énergie.

Chez les Garabas, il eut ainsi à porter des ordres au milieu de la mêlée engagée entre les guerriers de la tribu et les chasseurs à cheval de la colonne.

Le général Perrégaux, très content de ses services, l'amena peu de jours après, dans une expédition sur la basse Mina, en lui offrant une place sous sa tente et à sa table. Il devait lui conserver toujours une véritable amitié. Dans cette nouvelle course, Martimprey se distingua en sauvant la vie à un chasseur d'Afrique qui était en train de se noyer dans la Macta. Le 13 mars, il prit part à une action engagée, dans la plaine de Ceyrat, contre les Ferragas, et revint ensuite, avec la colonne, à Mostaganem et à Oran, où il arriva le 1er avril. En passant à Mostaganem, il vit partir pour Alger, où le gouverneur demandait des renforts, le 11e de ligne, dont il se sépara définitivement.

A Oran, il eut à faire de nouveaux adieux. Le général Perrégaux était aussi appelé à Alger par le maréchal Clausel. Mais avant de quitter son commandement, il proposa le capitaine de Martimprey pour la croix de chevalier et lui témoigna une affection dont ce dernier fut vivement touché. Par la suite, il la lui exprima de nouveau toutes les fois qu'il en eut l'occasion. Sa carrière, du reste, devait être de courte durée. Il mourut en 1837, des suites d'une blessure reçue au siège de Constantine.

Le général d'Arlanges, qui le remplaçait à Oran, commença par maintenir le chef du service topographique dans ses fonctions. Puis, le 7 avril, à la tête d'une colonne de 2.400 hommes, il l'emmena dans une course vers la chaîne du Tessalah, contre les Beni-Amer. De là, le général marcha sur Raschgoun, d'où

Digitized by Google

il comptait reprendre le projet du maréchal Clausel, et relier la côte à Tlemcem.

Tout le monde avait le sentiment que l'effectif de la colonne était trop faible pour une opération de ce genre, faite au milieu de tribus hostiles et bien armées. Les événements ne tardèrent pas à justifier ces craintes.

On ne put arriver au bord de la mer, vis-à-vis Raschgoum, que le 16, après un combat meurtrier où nous perdîmes 85 hommes. Le camp, établi à l'embouchure de la Tafna, dut être fortifié. Huit jours après, le 25, le général d'Arlanges partit en reconnaissance avec une colonne volante de 1.200 hommes sans sacs, deux escadrons et quatre pièces.

Son but était d'étudier le terrain sur lequel on pourrait tracer la route. Le capitaine de Martimprey l'accompagnait. Mais, dès le début, à la mosquée de Sidi-Yacoub, des masses compactes de Kabyles engagèrent une lutte tellement opiniâtre qu'il fallut s'arrêter, puis battre en retraite, ce qui redoubla leur audace. Bientôt le général, son chef d'état-major et son aide de camp furent blessés et hors de combat. Le colonel Combes prit le commandement et pressa la marche. Il fallut abandonner à l'ennemi des chevaux tout équipés, les tués et un grand nombre de blessés qui furent massacrés; puis des coffrets de canons de montagne, des tambours et des armes. L'ennemi, enivré par son succès, se mit alors à piller. La poursuite en fut ralentie et on put regagner le camp où on se compta. On avait bien ramené 280 blessés; mais 60 hommes dont 3 officiers manquaient. C'était une perte de 340 hommes. A l'état-major, il y avait un officier tué et tous les autres, sauf Martimprey, étaient blessés. Tous les chevaux étaient atteints. Celui du capitaine était blessé à l'épaule. Ce combat de Sidi-Yacoub était une défaite et la situation avait pris tout à coup un caractère de gravité extrême.

Digitized by Google

A partir de ce moment, chaque jour, le camp fut attaqué, et l'on crut, un soir, que les retranchements allaient être forcés. Les vivres manquaient; il fallut abattre des chevaux d'artillerie pour nourrir la troupe dont le moral résistait encore. Le général d'Arlanges était bloqué.

Heureusement, le général Bugeaud, qui avait été nommé à sa place, arriva à Oran au mois de mai, avec trois régiments d'infanterie. Il se rendit par mer à Raschgoun, prit le commandement le 6 juin, fit rompre le blocus qui durait depuis un mois et demi, et prit la route d'Oran qu'il atteignit le 16.

Deux jours après, Bugeaud repartait pour Tlemcem qui avait besoin d'être ravitaillé et offrait une place à sa table au capitaine de Martimprey qui fut très sensible à cet honneur. Toutefois, il s'aperçut dès le premier jour que ses rapports avec son nouveau chef seraient parfois difficiles.

A cette époque, le général Bugeaud n'était pas partisan de la conquête de l'Algérie, qu'il trouvait ruineuse et compromettante. Il le disait tout haut et provoquait, à table, sur ce sujet, des discussions dans lesquelles il s'animait au point de perdre toute mesure. Il attaquait vivement des hommes tels que La Moricière et Cavaignac, dont l'armée d'Afrique admirait alors la bravoure et les talents. Un jour, en marche, à moitié route de Tlemcen, Martimprey, l'entendant critiquer plus vivement que jamais ces chefs qu'il aimait, ne put se retenir et protesta dans des termes qui irritèrent le général. Ce dernier se contenta cependant de le regarder d'un air mécontent.

En arrivant au bivouac, il profita d'un incident pour lui adresser des reproches sur un ton tellement blessant, que celui-ci s'en plaignit. Le général insista et s'échauffa, Martimprey, habituellement maître de lui, se regimba et prétendit avoir droit à des ména-

Digitized by Google

gements. Le général, furieux, le menaça de le faire marcher à la queue de la colonne et de le faire embarquer pour la France dès qu'on serait arrivé à Raschgoun.

Bugeaud, heureusement, était un chef généreux; un acte de bravoure du capitaine devait tout arranger.

Dans la dernière journée de marche avant Tlemcen, le 26 juin, l'arrière-garde fut attaquée par de nombreux cavaliers. Le général cherchait un officier pour aller dire au commandant de l'escadron de spahis de repousser l'assaillant. Martimprey s'offrit, reçut l'ordre du général, le transmit et se lança sur les Arabes avec les spahis. Il arriva sur l'ennemi en tête de la charge, mais fut accueilli par un feu de file qui coucha par terre, derrière lui, six à huit spahis. L'attaque fut arrêtée du coup; c'était l'insuccès.

Il revint au pas, sous une grêle de balles auprès du général qui avait tout vu, et l'envoya chercher trois escadrons de chasseurs pour prendre sa revanche. Il chargea de nouveau à leur tête et l'ennemi fut dispersé.

Souvent vif dans ses propos, Bugeaud n'avait pas de rancune.

Témoin de la bravoure de Martimprey, il réunit son état-major le soir à Tlemcen et lui dit que parfois « on pouvait se heurter dans des appréciations, mais qu'en campagne surtout il n'en fallait garder aucune impression fâcheuse et ne penser qu'à bien servir. Il termina en leur donnant l'assurance de son estime et de son affection (1) ».

Puis, pour mieux prouver au capitaine qu'il ne gardait aucun souvenir de sa discussion, il le cita à l'ordre pour sa conduite dans le combat du même jour.

---

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

A partir de ce moment, il lui témoigna une bienveillance qui ne devait plus se démentir.

La garnison de Tlemcen, laissée sous les ordres de Cavaignac, était fatiguée, presque sans vivres, et avait grand besoin d'être secourue. Le général repartit pour la Tafna, afin d'y prendre un nouveau convoi, et se mit en route le 4 juillet pour le conduire dans la place. Son aide de camp, ayant dû rentrer en France, il le remplaça par Martimprey. En route, le 6 juillet, il eut à livrer à l'Emir son fameux combat de la Sikkak, dans lequel Abd-el-Kader éprouva une défaite complète. Un de ses bataillons de réguliers fut fait prisonnier. Ce fut un beau succès qui eut un grand retentissement.

Le général cita encore le capitaine à l'ordre et le proposa de nouveau pour la croix de la Légion d'honneur. Il voulut même l'envoyer à Paris porter les drapeaux pris à l'ennemi. Mais Martimprey, d'un caractère modeste, peu disposé à remplir une mission d'apparat, pria le général de l'en exempter. Il fut surtout heureux d'apprendre qu'à Paris le dépôt de la guerre avait fait reproduire de nombreux exemplaires de son plan du combat de la Sikkak, que le général avait joint à son rapport.

Quelle distance, écrivait-il plus tard, entre cette vie pleine d'attraits et celle que je menais, neuf mois auparavant, dans l'oisiveté d'une garnison (1).

A cette époque, il avait réussi à gagner la confiance du général Bugeaud, qui la lui témoigna deux jours après l'affaire de la Sikkak, en lui dictant un long mémoire sur la guerre dans la province d'Oran. Il y exprimait ses idées sur la qualité des troupes, soldats et officiers à employer en Afrique, sur les moyens de transport, sur l'artillerie, la composition des colonnes,

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

la nécessité de l'offensive dans les combats, le choix des postes, les camps retranchés à construire, enfin sur les subsistances et les ravitaillements.

Un pareil travail ne pouvait que mûrir l'esprit de Martimprey et lui donner une expérience qui lui manquait encore.

Il en avait besoin alors, même pour les règles d'hygiène à observer dans ce pays. Car peu de jours auparavant il avait commis une grave imprudence.

La saison était chaude et le plaisir de se plonger dans les eaux de la Tafna l'avait tenté. Il prit ainsi un bain en plein soleil, ce qui lui valut, en rentrant à Tlemcen, un fort accès de fièvre. Une large saignée put heureusement le remettre sur pied.

Bientôt il reprit la route d'Oran avec le général qui s'y embarqua pour Alger et rentra ensuite en France. Le général Létang remplaça Bugeaud dans le commandement de la province.

Au mois d'août, malgré une chaleur accablante, le capitaine fit, avec son nouveau chef, deux courses au sud d'Oran, sur le Tlélat et la Mékerra.

Il n'allait pas tarder à recevoir la récompense des actions de guerre dans lesquelles sa belle conduite avait été remarquée. Il fut nommé le 30 août chevalier de la Légion d'honneur et inscrit définitivement dans le cadre des capitaines d'état-major ayant fini leurs stages.

Ce fut un des moments les plus heureux de sa vie. Décoré à 28 ans, sur la proposition du général Bugeaud, titulaire de deux citations, estimé tout particulièrement par les divers généraux qui l'avaient vu à l'œuvre, il commençait à surgir parmi ses camarades.

A son retour à Oran, à la fin de septembre 1836, il fut chargé d'une reconnaissance de la forêt d'Emsila, en pays à peu près insoumis. C'était une mission difficile et périlleuse. En la lui confiant, le général mit

Digitized by Google

sous ses ordres un bataillon d'infanterie et vingt cavaliers. A cette époque, le règlement sur le service en campagne attribuait à un officier d'état-major en reconnaissance le commandement à grade égal, sans tenir compte de l'ancienneté, des troupes destinées à l'accompagner. Dans cette circonstance, le chef de bataillon fut maintenu à Oran et, par hasard, plusieurs capitaines se trouvèrent plus anciens que Martimprey. Néanmoins, il leur donna ses ordres, se mit en route, réussit dans sa mission et rentra en ville où il reçut de vives félicitations.

Pour lui, ce fut une joie particulière : c'était la première fois qu'il exerçait, en campagne, le commandement d'un petit corps de troupes.

Récemment encouragé par de belles récompenses et par l'estime de ses chefs, il était alors plein de vigueur et d'entrain. C'était d'autant plus heureux qu'une période d'épreuves allait commencer pour lui.

Son général fut forcé d'expédier plusieurs bataillons au maréchal Clausel pour renforcer les troupes destinées à l'expédition de Constantine. L'effectif de son infanterie disponible fut ainsi réduit à 3.000 hommes, ce qui lui interdisait toute opération d'une certaine ampleur. Il eut cependant à ravitailler Tlemcen dans des conditions difficiles où le concours de Martimprey lui fut très utile et lui permit de réussir en trompant la vigilance d'Abd-el-Kader. Ce fut après cette expédition qu'il céda le commandement de la province au général Brossard et rentra en France. C'était le sixième chef que le capitaine voyait désigner pour Oran depuis qu'il servait en Afrique. Il y avait de quoi décourager les meilleurs officiers. Martimprey s'en affligea, comprenant combien il était difficile d'obtenir d'utiles résultats avec des changements aussi fréquents. Mais son zèle ne se démentit pas un instant.

Le général Brossard était peu estimé. Très dépen-

Digitized by Google

sier, dénué de sens moral, il était prêt à commettre les actes les plus répréhensibles pour en retirer un profit.

Forcé de ravitailler Tlemcen, n'osant pas le faire avec le peu de forces dont il disposait, il eut l'idée d'entamer des négociations avec l'Emir, qui lui désigna comme intermédiaire un juif nommé Ben-Durand. Il fut convenu entre eux qu'Abd-el-Kader ravitaillerait la ville et que le général lui laisserait acheter à Oran les matières premières dont il avait besoin pour refaire ses munitions.

Martimprey reçut l'ordre d'assurer la remise aux agents de l'Emir d'un premier chargement de plomb, acier, soufre, etc. Ce service était si étrange qu'il éveilla dans son esprit un soupçon qu'il ne pouvait cependant avouer à personne. Après réflexion, il réclama un ordre écrit. Le général le lui donna, en lui faisant observer que les munitions de guerre livrées à l'Emir valaient bien le blé et la viande envoyés par ce dernier aux troupes de Tlemcem. Martimprey répliqua qu'il voyait les choses autrement. Malgré sa réponse et son attitude, il reçut l'ordre écrit d'assister à une deuxième livraison. Cette fois, n'y tenant plus, il déclara au chef d'état-major qu'il était décidé à désobéir. C'était grave assurément; et cependant les faits devaient démontrer bientôt à quel point il avait eu raison.

Le mois d'avril 1837 fut marqué par la nomination d'un nouveau gouverneur, le général Damrémont, et le retour du général Bugeaud à Oran. L'arrivée de ce chef éminent ne pouvait que réjouir Martimprey. Depuis la dernière campagne qu'ils avaient faite ensemble, le général avait gardé de lui le meilleur souvenir. Un moment, il avait cru être appelé à entrer en Espagne à la tête d'une armée et avait demandé à Martimprey de le rejoindre comme aide de camp. Mais ce projet n'avait pas eu de suite et, cette fois, ce fut

Digitized by Google

le général qui se rapprocha du capitaine, emmenant avec lui de nombreux renforts.

Au mois de mai, il quitta Oran à la tête d'une colonne, avec laquelle il alla porter des vivres à Tlemcen et se rendit ensuite au camp de la Tafna. Martimprey l'accompagnait. L'expédition s'accomplit sans combat. Cette attitude des Arabes frappa tous les officiers, qui furent encore plus surpris lorsqu'en arrivant sur la Tafna ils entendirent parler de paix à conclure avec l'Emir. Le capitaine écrivit à ce sujet :

Le général avait-il dès lors mesuré la longueur de la lutte nécessaire pour anéantir la puissance si forte, si vivace, qu'avec son génie Abd-el-Kader, au nom de l'islamisme, était en mesure de nous opposer? Je ne saurais le dire (1).

Toujours est-il que Bugeaud, approuvé par le Gouvernement, entama des négociations avec l'Emir, régla les conditions d'un traité de paix et prit rendez-vous avec lui pour une entrevue le 1er juin, au Fid-el-Attach.

Martimprey fut témoin de cet événement historique qui amena le général à commettre une des grandes fautes de sa carrière. Il en a fait un récit très fidèle qui a été publié.

L'Emir, comprenant les avantages de ce rendez-vous, fit en sorte de lui donner une apparence toute à son avantage. La France allait traiter avec lui sur le pied de l'égalité. C'était une reconnaissance publique de la haute position qu'il s'était attribuée. Voulant en profiter, il commença par se faire attendre et obligea ainsi Bugeaud à venir au-devant de lui. Son état-major seul l'accompagnait; il n'y avait là que sept officiers, dont Martimprey, et quatre cavaliers d'escorte.

Abd-el-Kader, qui avait prévu le mouvement, envoya

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

un khalifa à Bugeaud pour le conduire près de lui. Il y eut un mouvement d'hésitation et Martimprey fit observer qu'il n'y avait plus à reculer; il fallait aller chercher l'Emir jusque dans son camp. Plus tard, le général Bugeaud, racontant à la Chambre des députés cet incident de la guerre d'Afrique, se servit des expressions du capitaine pour justifier sa décision.

Enfin, l'Emir parut et l'entrevue eut lieu. Le récit qu'en a fait le capitaine est connu avec tous ses incidents. Le traité de la Tafna qui en résulta fut une erreur qui pesa toujours sur la mémoire de Bugeaud. Non content d'avoir fait d'Abd-el-Kader un sultan algérien assez puissant pour traiter directement avec le roi de France, il avait consenti à évacuer Tlemcen, le camp de la Tafna, et la plus grande partie des territoires que nous occupions au sud d'Oran, d'Alger et de Mostaganem.

Comme il fallait s'y attendre, ce traité rencontra en France une désapprobation générale et la carrière du général en fut un moment compromise. Ses officiers d'état-major en furent les premiers affectés. Mais le capitaine, déjà très attaché à ce chef éminent, ne laissa jamais percer les sentiments qu'il en ressentit. Il se contenta d'écrire un jour qu'à cette époque l'Afrique était un pays de « troubles, d'erreurs, d'intrigues et d'iniquités (1) ».

Après cette funeste expédition, Martimprey rentra à Oran, avec la colonne, dans les premiers jours de juin. Son général y resta le temps suffisant pour attendre la ratification, puis l'exécution du traité qu'il avait si malheureusement conclu.

Aux yeux de l'armée d'Afrique, la paix en était la conséquence. Pour les officiers fatigués, c'était le moment d'obtenir des congés. Le capitaine n'avait pas vu

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

sa famille depuis quatre ans et, pendant cette période, il n'avait cessé d'être en expédition, de lever ses itinéraires, de marcher et de combattre. Arrivé à Oran comme lieutenant, il avait maintenant la double épaulette, la croix, quatre citations et la réputation d'un officier d'état-major de grand mérite. Il avait aussi besoin de repos. Il demanda et obtint un congé, dont il profita pour aller revoir tous les siens. Tandis qu'il en jouissait avec un bonheur partagé, son jeune frère, Auguste, arrivait à Bône avec le 26e de ligne, pour prendre part à l'expédition de Constantine, une des plus rudes campagnes qu'ait vues l'Algérie.

Pendant l'absence du capitaine, on découvrit à Oran les malversations du général Brossard. Il avait reçu d'Abd-el-Kader des sommes d'argent importantes pour cesser les hostilités et conclure avec lui des arrangements qui avaient contribué à lui livrer Tlemcen avec des munitions de tout genre. Forcé de se rendre en France, il y fut arrêté et traduit en conseil de guerre.

Au mois de décembre, Martimprey, ayant fini son congé, revint à Oran. Il y trouva un nouveau chef, le général Auvray, qui fut bientôt remplacé par le général Rapatel.

Ce dernier ne fit également que passer et eut pour successeur le général Guéhéneuc, à la fin de 1837. Un de ses premiers actes fut de donner au capitaine de Martimprey, le 16 décembre, l'ordre de se rendre à Mostaganem pour y étudier l'état de la place, celui des postes qui en dépendaient, la situation des troupes, des approvisionnements et du matériel de toute espèce.

Cette mission fut remplie à la satisfaction du général qui complimenta le capitaine à son retour à Oran.

La paix régnait alors partout. Mascara était devenue la capitale de l'Emir et on avait un instant songé à y envoyer Martimprey pour gérer le consulat que

Digitized by Google

la France y avait installé. La proposition lui en avait été faite avant son départ pour Marseille; mais il ne l'avait acceptée que sous conditions. A son retour, la situation n'était plus la même; on ne lui parla plus de cet emploi et il profita de sa liberté d'action pour compléter les études topographiques qu'il avait entreprises. Il pressentait une reprise des hostilités un jour ou l'autre et songeait au besoin de cartes et de renseignements qu'on aurait alors. Quoique peu encouragé par ses chefs qui ne jetaient plus les yeux sur les levés, il se livra au travail avec ardeur.

Au mois de juin, voyant l'importance qu'avait prise Mascara, il s'y rendit et fit un levé à vue assez étendu de la ville et des environs. Il commença de même un levé des environs d'Oran au 1/25.000e. Ses travaux qui avaient déjà rendu tant de services à ses généraux, étaient favorisés par le calme qui régnait dans la Province. Pendant les années 1838 et 1839, en effet, les troupes, resserrées dans les étroites limites imposées à notre domination, restèrent dans une inaction complète.

Il n'en fut pas de même pour Martimprey.

Chargé d'abord de remplacer, comme chef d'état-major, le lieutenant-colonel de Maussion, parti en congé, il fut distrait de ces fonctions par la malheureuse affaire du général Brossard qui venait d'éclater. Ce chef militaire, mis en jugement à Perpignan, avait cité le capitaine comme témoin à décharge.

Celui-ci dut se rendre en France, où sa déposition, marquée au coin de la sincérité et appuyée sur les ordres écrits qu'il avait gardés, le fit classer dans les témoins à charge. Un premier arrêt condamna l'accusé, mais fut cassé en appel. Il fallut un nouveau jugement qui occasionna au capitaine un second voyage à Perpignan. Cette fois, ce fut pour assister à un acquittement. Ces allées et venues lui avaient permis d'aller

Digitized by Google

embrasser ses parents à Meaux et son frère Auguste à Bône.

A cette époque, Bugeaud, retiré dans sa propriété d'Excideuil, était en butte aux attaques de la presse. Devenu un homme politique par son entrée à la Chambre des députés, il avait souvent montré son mépris pour les journalistes. Ceux-ci, excités de leur côté, ne l'avaient pas ménagé et n'hésitaient pas à l'occasion à lancer contre lui les calomnies les plus odieuses.

Un fait de cette nature venait de se produire pendant le séjour de Martimprey à Perpignan. Reconnaissant des procédés que le général avait eus à son égard, il crut devoir lui exprimer les sentiments que les attaques des journaux avaient soulevés dans l'armée. Sa lettre fit un grand plaisir au général, qui lui répondit peu de temps après.

Excideuil, le 18 novembre 1838.

J'ai reçu avec infiniment de plaisir, mon cher Martimprey, la lettre que vous m'avez écrite de Perpignan. Je tiens à votre estime plus qu'à celle de beaucoup d'autres et il m'a été doux de recevoir l'assurance que les calomnies de *l'infâme* et les déclamations de la presse n'avaient point affaibli vos sentiments pour moi, ce qui augmente ceux que j'avais pour vous.

Heureusement que dans mon malheur les consolations du genre des vôtres ne m'ont point manqué. Tous mes amis de l'armée et de la Chambre se sont empressés de m'écrire les choses les plus aimables et mes commettants ici m'ont comblé d'attentions et de démonstrations flatteuses. On m'a donné des fêtes et des banquets; on a tout fait pour adoucir ma peine et me réconcilier avec l'humanité.

Certains passages de votre lettre sont bien misanthropes et je conviens que le spectacle du monde est bien fait pour inspirer ces sentiments. Mais s'il y a des hommes pervers, il y en a aussi de bien bons et vous en êtes un. C'est pour eux qu'il faut vivre; c'est à ceux-là qu'il faut se dévouer.

Digitized by Google

Pour moi, j'aime beaucoup mieux mon département depuis la cruelle épreuve que je viens de subir.

Vous avez raison, mes jours de bivouac ont été les plus beaux de ma vie. J'espère bien en avoir encore et ils seraient plus heureux si je vous avais à mes côtés, etc.

Votre dévoué serviteur.

BUGEAUD.

Martimprey garda cette lettre comme un souvenir précieux.

Revenu à Oran, il reprit ses fonctions de chef d'état-major provisoire et eut l'occasion, en septembre 1839, d'être présenté au duc d'Orléans, venu dans la province en touriste. Le prince voulut voir les travaux du bureau topographique. Mais, prévenu contre leur exactitude, il se montra peu aimable pour leur auteur et lui laissa une impression pénible. Celle-ci heureusement ne tarda point à s'effacer sous la pression d'événements auxquels bien des officiers s'attendaient.

On voulut, pour honorer le prince, lui faire exécuter l'expédition des Portes de fer. Abd-el-Kader, qui avait réorganisé ses forces, n'attendait qu'une occasion pour rompre le traité de la Tafna. Il prétendit que cette expédition en violait les clauses, reprit les armes et dévasta la Mitidja.

Digitized by Google

CHAPITRE IV

GUERRE CONTRE ABD-EL-KADER

(1840-1847)

Combat de Mazagran (1840). — Nomination de La Moricière à Oran. — Sa confiance en Martimprey. — L'étoile polaire. — Gouvernement du général Bugeaud. — Destruction de Tagdempt. — Combat d'El-Bordj (1841). — Opérations autour de Mascara. — Expédition du Chéliff (1842). — Martimprey chef d'escadron d'état-major. — Combat contre les Keraïch. — Blessure grave. — Direction des affaires arabes d'Oran. — Carte de la province. — Missions diverses. — Voyage à Paris. — Organisation des bureaux arabes. — Bataille d'Isly (1844). — Expédition dans le sud. — Mouvements insurrectionnels (1845). — Courses avec la Moricière. — Études de colonisation. — Rentrée en France du maréchal Bugeaud. — Reddition d'Ab-el-Kader (1847).

De tous côtés et surtout à Oran, on se mit sur le pied de guerre. Martimprey fut chargé par le général Guéhéneuc de se rendre à Bou-Tlélis, avec un escadron et un bataillon pour vider les silos. Malgré le faible effectif de sa troupe, il réussit à remplir sa mission.

A son retour, on apprit que le poste de Mazagran et la ville de Mostaganem avaient été attaqués par les Arabes, le 15 décembre.

Le général y envoya Martimprey, pour « organiser la défense de Mazagran, étudier la situation de Mostaganem et d'Arzew, enfin prendre toutes les disposition qu'exigeait leur sûreté (1) ».

Il partit sur une mauvaise tartane, gagna Arzew,

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

prit les mesures défensives nécessaires et s'embarqua le lendemain sur une petite barque de pêcheur qui le conduisit tant bien que mal à Mostaganem. Quelques heures après son arrivée, il partit pour Mazagran avec des munitions, quinze jours de vivres, un obusier et le matériel nécessaire pour prolonger la défense. Il visita le poste, fit réparer son enceinte, lui donna pour commandant le capitaine Lelièvre et rentra à Mostaganem, où il acheva son inspection. Il repartit ensuite pour Oran sur la barque qui l'avait emmené, fut surpris par une tempête et faillit être jeté à la côte où les Arabes l'auraient impitoyablement massacré. Son énergie soutint le patron de la barque qui réussit à le conduire à Arzew, après vingt heures d'une navigation périlleuse. Dans cette ville, il prit le bateau de la correspondance et put enfin gagner Oran, où il rendit compte de sa mission.

Huit jours après, le 2 février 1840, eut lieu l'attaque de Mazagran. Grâce à ses dispositions, cette bicoque fit une défense glorieuse qui resta célèbre dans l'histoire et exalta au dernier degré le courage de nos soldats.

La lutte contre Abd-el-Kader reprit alors dans toute l'Algérie; cette fois, nos généraux, Bugeaud en tête, comprirent qu'on avait fait fausse route et qu'elle devait être menée jusqu'au bout avec la plus grande énergie.

Autour d'Oran étroitement bloqué, un premier engagement eut lieu à Ten-Salmet, près de Misserghin, où le général Guéhéneuc, accompagné de Martimprey, arriva trop tard pour infliger une défaite à Bou-Hamedi, khalifa de l'Emir à Tlemcen.

Mais deux jours après, le chef indigène, ayant repris l'offensive, fut battu et forcé de s'éloigner. Martimprey se distingua dans ce combat par son activité et sa bravoure.

Digitized by Google

A la suite de cette affaire, un camp fut établi en avant-poste à Bridia et couvert par une redoute. On s'attendait à y être journellement attaqué. Martimprey obtint de s'y installer pour avancer ses travaux topographiques. Mais il ne put y rester longtemps. Le 15 juin, pendant un engagement, une chute de cheval lui causa une forte entorse qui l'obligea à regagner Oran et à s'y reposer. Il profita de son inaction pour achever d'intéressantes études sur l'organisation à donner aux colonnes dans les campagnes d'Afrique.

Cette année 1840 fut, pour les troupes de la province, une époque de découragement. La faiblesse des effectifs ne permettait aucune opération et les ordres reçus par le général Guéhéneuc lui prescrivaient de retenir devant lui une partie des contingents indigènes sans s'engager. Cette situation avait engendré partout une grande lassitude morale et physique.

Au mois d'août heureusement, la désignation d'un chef populaire vint la modifier. Le général de La Moricière, nouvellement promu, fut nommé à Oran, à la place du général Guéhéneuc. Celui-ci, très affecté de son changement, ne voulut pas s'embarquer sans avoir avec Martimprey, qu'il avait en grande estime, un entretien dans lequel il lui fit connaître les instructions qui avaient motivé ses actes. Il comptait sur lui pour le défendre à l'occasion.

Une ère nouvelle de combats et de succès allait commencer. Le nouveau chef des troupes d'Oran, à peine âgé de trente-quatre ans, célèbre déjà par ses talents, son courage et son expérience, ne pouvait manquer de donner à la lutte contre l'Emir un caractère offensif d'une vigueur inattendue.

Martimprey, qui professait pour lui une admiration sans bornes, ne put s'empêcher d'en témoigner sa joie aux officiers qui s'intéressaient à l'avenir de la Pro-

Digitized by Google

vince et notamment au général Bugeaud. Ce dernier lui répondit :

Excideuil, le 4 septembre 1840.

Mon cher Martimprey,

Votre bon souvenir, pour être tardif, n'en est pas moins précieux. Je suis heureux, chaque fois que je reçois des preuves d'estime et d'affection de mes frères d'armes.

Vous avez bien raison de penser que je m'intéresse vivement à la Division d'Oran. Rien de ce qui la touche ne m'est indifférent. Ce chef, qu'à juste titre vous avez accueilli avec joie et espérance, je l'avais désigné pour Oran, au temps où je devais prendre le commandement de toute l'armée. Depuis, lorsque le Gouvernement se laissait arrêter par les criailleries de la presse et par d'autres considérations tout aussi mauvaises, je l'ai encore pressé d'envoyer au plus tôt Lamoricière à Oran, et s'il a tant tardé, ce n'est pas ma faute.

Malgré ses talents et sa résolution, les choses n'iront pas aussi vite que vous paraissez le croire. Il est des circonstances qui sont plus fortes que les hommes de mérite, ou du moins qu'on ne peut vaincre qu'avec du temps et une persévérance des plus énergiques...

....Adieu, mon cher Martimprey, tenez-moi un peu au courant de ce que vous ferez et croyez à mon attachement.

BUGEAUD.

La nomination de La Moricière transporta de joie la petite armée d'Oran. Son premier acte fut la suppression du camp de Bridia, et Martimprey, qui avait concouru à son établissement, dut, peu de mois après, aider à son évacuation. Il en fut du reste heureux, car son emplacement, mal choisi, n'avait engendré que des maladies.

En même temps, le nouveau général, préoccupé des moyens d'action dont il pourrait disposer et pénétré de la nécessité de connaître son terrain d'opérations,

Digitized by Google

voulut voir en détail les ressources que pourrait lui offrir le bureau topographique.

Il y trouva non seulement des cartes et de nombreux itinéraires, mais le levé de toutes les positions occupées par les troupes depuis l'arrivée du capitaine en Afrique et des mémoires de toute sorte, complets et détaillés, sur la statistique du pays, sur les tribus, le nombre de leurs guerriers, leurs troupeaux, leurs productions, la contrée qu'elles habitaient, les chemins praticables, etc. Disposé d'avance à remplacer le capitaine si son service ne lui offrait pas les renseignements dont il avait besoin, il fut au contraire enchanté, le lui dit nettement, lui fit connaître toute l'importance qu'il attachait à ses fonctions et lui donna un nouveau programme de travaux. Il voulait une carte générale de la province, complétée par renseignements, avec l'aide du bureau arabe. Le capitaine commença à en dresser les minutes tandis qu'un autre officier d'état-major les mettait au net. Ce fut un travail considérable qui exigea des efforts assidus. Mais à cette époque où la configuration du sol était à peu près inconnue, son utilité fut hautement appréciée. Chaque jour le général venait en suivre les progrès. Quand il devait partir en expédition, le capitaine rédigeait un projet et y ajoutait un croquis. Une fois en route, chaque jour de marche donnait lieu à une étude par renseignements et à un levé pendant l'étape ou le combat, puis, le soir, au bivouac, à une mise au net sur un plan directeur. La carte de la province fut ainsi dressée en dix années. Les minutes furent établies en double; un exemplaire pour le dépôt de la guerre, alors dirigé par le général Pelet, et un autre pour le bureau topographique d'Oran.

Ces beaux travaux furent bientôt connus et valurent à leur directeur les approbations les plus flatteuses. Ils lui firent une réputation d'autant plus méritée qu'il ne manquait jamais un combat et qu'il fut en même

Digitized by Google

temps employé, tantôt comme chef d'état-major, tantôt comme officier des affaires arabes.

Les premiers efforts du nouveau commandant de la province eurent pour but de préparer une vigoureuse offensive contre l'Emir. Il voulut avoir une organisation de marche pour ses colonnes et un personnel spécial pour les guider. Sa confiance dans Martimprey était déjà telle qu'il le désigna pour diriger ses colonnes. A partir de ce moment, ce fut toujours lui qui, en expédition, précédait les troupes d'une quarantaine de pas, entouré de guides arabes et suivi d'un cavalier portant un fanion blanc orné d'une étoile rouge.

Les soldats eurent bientôt fait d'appeler ce fanion *l'étoile polaire*, puis d'appliquer ce surnom au capitaine d'état-major chargé de la direction des colonnes.

Ces fonctions devinrent par la suite un poste de choix, d'autant plus remarqué qu'il attirait sur son titulaire les premiers coups de l'ennemi. Elles n'empêchèrent pas le capitaine de faire en même temps le levé à vue et la reconnaissance des routes suivies par les troupes. La ville d'Oran était bloquée. Pour la dégager, le général commença par razzier une des tribus les plus dévouées à l'Emir, les Garabas. Dans la nuit du 22 octobre 1840, guidé par Martimprey qui connaissait le pays, il réussit à enlever leurs tentes, leurs troupeaux et la famille de leur chef, Ben-Yacoub. Dans son rapport, il cita le capitaine et le proposa pour officier de la Légion d'honneur.

Ce fait d'armes éloigna les indigènes et dégagea les abords de la ville. Le mois suivant, ce fut le tour des Ouled Ali d'être razziés. Au retour, la colonne fut assaillie par les Arabes; il y eut un violent combat qui coûta la vie au colonel d'état-major de Maussion. C'était pour le capitaine un chef et un ami. Depuis 1836, ils ne s'étaient pas quittés, partageant souvent la

Digitized by Google

même tente, quelquefois la même couverture et mangeant à la même table. Ce fut pour lui une grande perte.

Après la razzia des Ouled-Ali, vint celle des Ouled-Kralfa, campés à vingt lieues d'Oran sous les ordres du khalifa d'Abd-el-Kader, Bou-Hamedi. Le capitaine guida son chef comme précédemment; la razzia eut un plein succès; Bou-Hamedi dut se rejeter en arrière et on rentra à Oran, à la fin de novembre, pour y trouver le lieutenant-colonel d'état-major Pélissier, successeur du colonel de Maussion. Sa rencontre avec Martimprey fut l'origine de rapports d'estime et d'amitié qui ne devaient jamais être altérés, malgré le caractère difficile du futur maréchal. Ils eurent une grande influence sur la carrière du capitaine.

Le début de l'année 1841 allait bientôt mettre en présence les troupes d'Oran et les forces régulières de l'Emir. Un de ses khalifas les plus renommés, Mustapha-ben-Tami, s'était avancé au delà du Sig, poussant devant lui les gens des Garabas. A cette nouvelle, La Moricière quitta Oran, dans la soirée du 12 janvier, avec dix bataillons, deux escadrons et une batterie de montagne. Martimprey lui donnait la direction, marchant en tête avec un guide arabe qui n'était qu'un bandit connu par ses crimes. L'entreprise réussit encore et les Azib des Garabas furent enlevés. En reprenant la route d'Oran, la colonne eut son arrière-garde attaquée par les forces de Ben-Tami. Un violent combat s'ensuivit près des marabouts de Sidi-Lakdar; les Garabas perdirent plus de trois cents hommes et le lieutenant d'Abd-el-Kader dut s'enfuir avec ses cavaliers.

Ces débuts du nouveau général avaient donné à ses soldats une telle confiance qu'avec eux, désormais, il pouvait tout entreprendre.

La nomination de Bugeaud comme gouverneur gé-

Digitized by Google

néral vint redoubler leur ardeur et inspirer à tous une nouvelle foi dans le succès. La Moricière en fut informé à son retour à Oran, où il trouva l'ordre de se rendre à Alger accompagné de Martimprey.

Le nouveau gouverneur offrit à ce dernier, en souvenir de leurs bonnes relations passées, l'emploi de deuxième aide de camp. C'était très flatteur. Mais le capitaine s'était attaché au général de La Moricière et ressentait pour lui autant de sympathie que de dévouement. Il l'avoua au gouverneur en le remerciant et lui demanda de le maintenir à son poste. Bugeaud avait l'âme trop haute pour s'en offenser. Il n'en apprécia que plus favorablement le caractère et la manière de servir du capitaine, qui venait de lui montrer une abnégation des plus louables. La Moricière de son côté en fut vivement touché.

Désormais, Martimprey fut pour lui un ami. L'entourage du général s'en rendit compte au point que, plus d'une fois, le chef d'état-major s'adressa à lui pour obtenir de La Moricière une décision qu'il croyait utile.

Rentré à Oran, le général prépara l'exécution du plan d'opérations qu'il avait exposé à Alger au gouverneur, et qui se résumait ainsi : occuper Mascara, siège de la puissance de l'Emir, accabler les tribus des environs qui étaient son plus ferme appui, le forcer à engager ses forces régulières, les battre et les détruire.

Dans ce but, les troupes d'Oran furent concentrées en avril à Mostaganem. Le mois suivant, le gouverneur leur amena quelques renforts et vint se mettre à leur tête. Le duc de Nemours, second fils du roi, l'accompagnait. Quand tout fut prêt, voulant fixer définitivement les détails de l'expédition, il convoqua La Moricière, qui vint le trouver avec les capitaines de Martimprey et Daumas, ce dernier chef des affaires arabes. Le colonel de La Rue, envoyé du Ministre de

Digitized by Google

la guerre, assistait à l'entretien. Bugeaud ne voulait pas marcher d'abord sur Mascara et tenait avant tout à détruire les postes fortifiés qui servaient de base et de magasins d'armes à l'Emir, surtout Tagdempt. On discuta. Martimprey fut invité, après avoir présenté ses itinéraires, à donner son avis. Il proposa de marcher d'abord sur Tagdempt, puis sur Mascara; d'occuper cette place avec une garnison munie de vingt jours de vivres, de revenir, avec la colonne, à Mostaganem, chercher un second convoi, le conduire à Mascara et, de là, rayonner sur le pays, suivant les vues du gouvernement et du général. Son avis fut goûté par ses deux chefs et, le 18 mai 1841, la colonne se mit en route.

Après divers petits combats, on arriva, le 24, à Tagdempt. Le fort, protégé par une enceinte rectangulaire, avait été incendié par Abd-el-Kader, qui ne pouvait songer à le défendre.

Martimprey, en sa qualité de directeur de la marche, arriva le premier devant l'entrée du fort. Mais, voulant laisser au chef d'état-major le plaisir d'y entrer avant lui, il l'attendit. Ils y pénétrèrent tous deux et trouvèrent sous la voûte, pendus côte à côte, un chien et un chat. « C'était une façon des Arabes d'exprimer aux Français qu'ils seraient toujours, vis-à-vis d'eux, comme chien et chat (1). »

Le fort fut détruit et le jour même, 25 mai 1841, la colonne repartit pour Mascara, où Martimprey s'était engagé à conduire le gouverneur. Chaque étape fut marquée par un combat.

Pendant le trajet, un incident se produisit entre le général en chef et le capitaine. Ce dernier avait été invité à dîner par le gouverneur, en compagnie du duc

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

de Nemours, du colonel de La Rue, délégué du Ministre, et de trois députés. Les officiers d'état-major du prince et du général Bugeaud complétaient la réunion. Comme d'habitude, la conversation s'anima; on parla des difficultés que les colonnes rencontraient pour vivre dans un pays à peu près sans ressources comme l'Algérie. Martimprey, qui connaissait sa province, fit observer que la contrée était cependant couverte de riches moissons et que les convives avaient même pour sièges de belles gerbes de blé. Il ajouta que les Romains avaient su faire la guerre en Afrique en vivant sur le pays et qu'ils l'avaient appelée le grenier de l'Italie.

Cette observation excita la susceptibilité de Bugeaud. Craignant qu'on lui reprochât un jour de n'avoir pas su tirer parti des ressources que possédaient les Arabes, il reprocha au capitaine de se faire l'écho du général La Moricière, et l'admonesta vivement. Le lendemain, il le chargea d'assurer l'approvisionnement des magasins de Mascara, avec les moissons qu'il avait signalées, et mit à sa disposition quelques corvées de soldats.

Martimprey, ému, blessé même par le ton du gouverneur, songea un moment à demander sa rentrée en France. Mais le général La Moricière l'en détourna et le duc de Nemours lui témoigna un véritable intérêt qui le calma. Le gouverneur continua sa route sur Mascara, y fit reposer les troupes pendant vingt-quatre heures et repartit pour Mostaganem, laissant le capitaine à Mascara pour remplir sa mission.

Huit jours après, il revenait avec un fort convoi. Dans l'intervalle, il avait réfléchi; l'idée du capitaine lui avait paru pratique. Il le prit à part, lui dicta un ordre pour la récolte des moissons et pour leur achat par l'administration, lui promit des encouragements

Digitized by Google

s'il réussissait et le prévint que, « dans le cas contraire, il aurait à se repentir de ses erreurs (1) ».

Dès le lendemain, la récolte commença. La troupe était commandée par le colonel de cavalerie Randon, avec Martimprey pour chef d'état-major. Le résultat fut remarquable; tout le monde s'y intéressa. Le général de La Moricière, qui voulait faire de Mascara sa nouvelle base d'opérations, s'en occupa le premier. Bientôt, les approvisionnements en blé, orge et paille furent abondants et répondirent à tous les besoins.

Le gouverneur fut enchanté et, cette fois, en quittant Mascara pour Mostaganem, il félicita Martimprey et l'emmena avec lui. Ce dernier assista, le 20 juin, au combat d'El-Bordj. Peu de jours après, la colonne, de retour à Mascara, reprit sur une large échelle la récolte des moissons, qui ne devait pas, cependant, s'achever sans quelques résistances. Le 13 juillet, en effet, près des marabouts de Sidi-Daho, l'apparition subite du khalifa Ben-Tami faillit tout compromettre. Un combat violent s'engagea. Le capitaine, dans cette journée, chargea sur les réguliers d'Abd-el-Kader avec le colonel Yusuf, le maréchal des logis Fleury et quelques cavaliers. Leur initiative arrêta l'élan de Ben-Tami et permit d'achever la lutte avec succès. Le porte-fanion du capitaine fut cité à l'ordre.

Le 19, après plusieurs affaires, les troupes, très fatiguées, rentrèrent à Mostaganem et à Oran. On passa l'été à les refaire et à leur procurer un repos devenu indispensable.

Dès qu'elles furent en état de repartir, on les concentra de nouveau à Mostaganem, où le gouverneur général ne tarda pas à arriver d'Alger, prêt à entreprendre une vigoureuse campagne d'automne.

Au mois de septembre, il fit former deux colonnes.

---

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

L'une, dite *politique*, sous ses ordres directs, marcha contre la forte tribu des Flitta; l'autre, dite de *ravitaillement*, commandée par La Moricière, quitta Mostaganem six jours plus tard pour se rendre à Mascara, avec un nombreux convoi. Martimprey en faisait partie.

Près des montagnes d'El-Bordj, apprenant que les forces de l'Emir, d'un effectif élevé, lui barraient le chemin, La Moricière, craignant de compromettre sa mission, prévint ses colonels qu'avant d'attaquer l'ennemi il voulait se joindre à la colonne du gouverneur. Son chef d'état-major, Pélissier, fut d'un avis contraire et, connaissant l'influence du capitaine, directeur de la marche, il le pressa d'agir sur le général pour l'engager à forcer seul le passage; Martimprey refusa, trouvant que son devoir était d'obéir à son chef, dont il partageait d'ailleurs les idées.

La réunion des deux colonnes s'affectua et fut approuvée par Bugeaud. Abd-el-Kader, qui était sur les lieux avec de nombreux contingents, les lança sur lui à El-Bordj, le 8 octobre. Le combat fut long et meurtrier. Il fallut déloger l'Emir de trois positions successives, avant de le forcer à battre en retraite. Deux jours après, la colonne gagnait Mascara, dont la garnison avait eu aussi à se défendre.

On rayonna alors autour de la ville, razziant les tribus et vidant leurs silos. Puis, on marcha sur Saïda, suivant l'itinéraire que Martimprey avait tracé. On y arriva, après un combat de nuit, livré le 21 à Sidi-Aïssa-Maïmo, et on n'y trouva que les ruines d'un récent incendie. L'Emir avait encore détruit ce poste.

Le général Bugeaud se porta ensuite au-devant du khalifa Ben-Tami qui était aux environs et qui, prenant l'offensive, fit une attaque soudaine sur le bivouac du gouverneur, à Tagremaret, avec 1.200 cavaliers réguliers. Il en résulta un combat de cavalerie où

Digitized by Google

nos spahis, entraînés par le colonel Yusuf, repoussèrent l'ennemi et rentrèrent au camp, enivrés de leur succès.

Martimprey écrivit à ce sujet :

Leur retour fut triomphal et mérite d'être décrit, parce qu'il donne une idée de cette époque.

Ils revinrent musique en tête; derrière marchaient les prisonniers, la corde au cou; puis, plusieurs rangs de cavaliers menant en main les chevaux de prise tout sellés, les armes suspendues à l'arçon; enfin, un double rang de spahis, les fusils haut, et ayant chacun une tête au bout du canon.

Les escadrons, précédés de leurs blessés et de leurs morts portés sur des cacolets et sur des litières, fermaient la marche (1).

On revint à Mostaganem, où le capitaine organisa une nouvelle colonne d'approvisionnements qui, rendue à Mascara, permit à La Moricière de recommencer ses razzias et ses enlèvements de silos.

Les tribus voisines furent bientôt complètement ruinées et découragées.

Le capitaine menait alors une existence d'une activité incessante. A peine rentré à Mascara, il préparait l'itinéraire de la prochaine course qui s'effectuait quelquefois le soir même. Pendant tout l'hiver, il fut en mouvement, n'ayant souvent qu'un petit nombre d'heures de repos. Les marches de nuit se renouvelaient à chaque instant ; c'était le moyen de surprendre les tribus au petit jour. Elles amenaient souvent des combats qui furent toujours heureux et entraînèrent plusieurs soumissions. Ces opérations autour de Mascara diminuèrent notablement le prestige d'Abd-el-Kader et ruinèrent peu à peu ses moyens d'action.

En février 1842, le gouverneur général arriva d'Al-

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

ger pour faire une expédition contre Sebdou qui fut détruit et changer divers commandements de subdivisions. Martimprey était toujours en course.

Cette période des campagnes d'Afrique fut tellement active et produisit de tels avantages qu'elle laissa dans son esprit un souvenir saisissant. Il l'a décrite dans les termes suivants :

Si l'histoire de la conquête de l'Algérie est un jour écrite avec une impartialité éclairée, la campagne d'hiver de Mascara, de 1841 à 1842, sera considérée comme la cause la plus efficace de cette conquête; elle comptera dans les plus belles pages des annales de l'armée française.

Je n'ai jamais rencontré de militaire, officier ou soldat, ayant fait partie, à l'époque dont il s'agit, de la division de Mascara, qui ait refusé au chef qui nous conduisit son tribut d'admiration et qui ne se soit félicité d'avoir eu l'honneur de concourir à sa mémorable entreprise.

Personne autre que lui n'en avait, par avance, calculé la portée et précisé les conséquences.

Ecrivant au duc d'Orléans à ce sujet, le général me faisait l'honneur de me citer au prince comme le seul officier sous ses ordres qui n'eût pas désespéré d'arriver à une bonne fin; je dois avouer pourtant que mes espérances furent plus d'une fois ébranlées par la crainte, non pas des difficultés que l'ennemi pouvait nous opposer, mais de celles dont les germes fermentaient dans nos rangs, à tous les degrés de la hiérarchie, et dans le Gouvernement lui-même.

Le général de la Moricière en triompha, à force de volonté, d'habileté, de courage et de génie (1).

L'admiration de Martimprey pour son illustre chef était redoublée par une vive amitié et par des sympathies que les épreuves de la campagne avaient fortifiées. Elles avaient eu pour le capitaine l'avantage de

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

le faire apprécier par tous ces hommes que l'Algérie devait placer un jour à la tête de l'armée : Randon, Pélissier, Saint-Arnaud, Bedeau, Cavaignac, et tant d'autres.

Ces courses continuelles, au lieu de ralentir ses travaux topographiques, n'avaient fait que les développer. De tous côtés, ses chefs lui en adressaient des félicitations et des remerciements.

Randon, alors colonel de cavalerie, lui écrivait déjà en 1840 :

... J'ai pu acquérir une nouvelle preuve de votre esprit judicieux et du fruit que l'armée peut retirer de votre expérience rendue plus complète par l'étude constante que vous faites des détails du métier.... Je vous remercie, j'aime à vous le répéter, de ce que vous avez bien voulu vous souvenir de moi à votre camp de Bridia et il me tarde de vous l'exprimer de vive voix....

Le chef le plus frappé par l'étendue et la précision de ses travaux était le lieutenant-général Pelet, pair de France, alors directeur général du dépôt de la guerre, où il centralisait, faisait mettre au net et reproduire les travaux topographiques des officiers d'état-major. Ancien aide de camp de Masséna, ayant fait toutes les campagnes du premier Empire, ami du maréchal Soult, ministre de la guerre, membre de la chambre des pairs, très instruit, le général Pelet était une des personnalités remarquables de l'époque. Il avait été frappé depuis longtemps par les résultats qu'obtenait Martimprey, par les œuvres qu'il produisait et faisait son éloge en toute occasion. Il connaissait aussi ses parents et leur communiquait de temps à autre les nouvelles qu'il en recevait.

En 1840, lorsque La Moricière eut vu le capitaine à l'œuvre, aussi brave au feu qu'habile dans ses levés, il l'avait proposé, malgré son grade, pour la croix d'of-

Digitized by Google

ficier de la Légion d'honneur. Le général Pelet lui écrivit à cette occasion.

Paris, le 27 novembre 1840.

Mon cher Capitaine,

Le dernier rapport du général de Lamoricière et son ordre du jour aux troupes de la division d'Oran m'ont fourni l'occasion d'appeler sur vous l'attention de M. le Maréchal (1). La lettre ci-jointe vous prouvera le vif intérêt que l'on prend ici à vos travaux. Je regrette qu'il ne me soit pas possible de vous faire obtenir immédiatement la croix d'officier de la Légion d'honneur, qui a été demandée pour vous.

Le Pair de France,
Lieutenant général Directeur,

PELET.

A la fin de l'année suivante, le capitaine put lui envoyer les minutes d'une belle carte d'ensemble des reconnaissances faites au printemps. Le directeur du dépôt de la guerre en fut si satisfait qu'il la montra au ministre, et ce dernier l'examina avec un grand intérêt.

Au mois d'avril 1842, le gouverneur général revint à Oran pour s'entendre avec La Moricière sur les opérations à effectuer au printemps.

Il voulait remonter le Chéliff avec une partie des troupes d'Oran, et opérer sa jonction sur l'oued Rouïna avec une colonne venant d'Alger sous les ordres de Changarnier. La Moricière, pendant ce temps, couvrirait sa marche du côté du sud en parcourant les hautes vallées qui se déversent dans le Chéliff.

Bugeaud comptait beaucoup sur cette opération pour achever la pacification des tribus voisines. Il tint avant

(1) Maréchal Soult, ministre de la Guerre.

Digitized by Google

tout à avoir son guide des colonnes et le levé du terrain parcouru.

En conséquence, il donna l'ordre au capitaine de Martimprey de quitter momentanément le général de La Moricière et de se rendre près de lui à Mostaganem.

Cette expédition du Chéliff, renforcée de tous les goums de la contrée, commença le 15 mai 1842.

Ce fut, écrivait le capitaine, un véritable triomphe. A la vue d'une masse aussi considérable de leurs coreligionnaires, réunis sous le drapeau français, les tribus de l'Est furent entraînées à se soumettre, etc....

La jonction des troupes d'Oran et d'Alger s'effectua sans encombre et Martimprey, poussant sa marche jusqu'à Blidah, eut le plaisir d'y rencontrer son frère Auguste, alors capitaine adjudant-major au 26e de ligne.

Après quelques jours de repos, la colonne d'Oran reprit le chemin de sa province, sous les ordres du général d'Arbouville, commandant la subdivision de Mostaganem.

Mais avant de quitter le directeur de ses marches, le gouverneur général tint à lui témoigner sa bienveillance en le proposant pour chef d'escadron et en le citant dans son rapport sur l'expédition.

Le retour de la colonne se fit par Milianah et le général d'Arbouville ajouta aux fonctions du capitaine celles de la direction des affaires arabes. On était à la fin de juin et les étapes s'accomplirent par une chaleur accablante qui occasionna beaucoup de maladies. Tout le monde aspirait au repos et Martimprey, lui-même souffrant de l'entorse qu'il s'était faite l'année précédente, songeait à aller aux eaux de Bourbonne pour achever sa guérison. Il avait écrit à ce sujet au général Pelet pour savoir si ce dernier approuverait une

Digitized by Google

demande de congé. Mais à ce moment les ordres du général de La Moricière vinrent déranger ses projets.

Le commandant de la province maintenait en expédition les troupes qui arrivaient d'Alger et les envoyait chez les Flitta. Le capitaine, continuant la vie active qu'il menait depuis le mois d'avril, se vit entraîné dans de nouvelles courses, et dut renoncer à son congé. Après avoir assité à un combat près de Sidi Mohamed-ben-Aïssa, il quitta le général d'Arbouville pour rejoindre La Moricière à Mascara.

Après avoir fait avec lui une marche dans le sud-est jusqu'à Taguin, visité les ksours de Chellala et de Ben-Hammade, il rentra dans le Tell et assista, près de Loha, à une rencontre imprévue entre les soldats de la colonne et de nombreux cavaliers commandés par l'Emir en personne. Ce dernier fut mis en déroute et faillit être pris.

Les derniers mois de l'année s'écoulèrent encore en expéditions qui eurent, pour la carrière du capitaine, une importance exceptionnelle. Le 13 novembre 1842, il fut promu chef d'escadrons d'état-major. Ce grade supérieur, qui décide de l'avenir des officiers, lui était décerné à 34 ans et le plaçait dans une position hors ligne. Très connu maintenant dans l'armée d'Afrique, apprécié comme un officier de choix par des chefs célèbres, tels que Bugeaud, La Moricière, Bedeau, Changarnier, par d'autres très en vue qui allaient bientôt s'élever aux premiers rangs de la hiérarchie, tels que Pélissier, Randon, Cavaignac, Saint-Arnaud, Bosquet, ayant fait toutes les expéditions d'Oran depuis 1835 et obtenu plusieurs citations, lié d'amitié avec le général de La Moricière, il était sûr désormais de parvenir aux grades les plus élevés. Comme il l'écrivit alors, « ce fut le plus beau moment de sa jeunesse ».

Mais, comme il arrive souvent, un accident faillit, quelques jours après, anéantir toutes ses espérances.

Digitized by Google

C'était en novembre. Les cavaliers du capitaine de Forton venaient d'exécuter une razzia sur la tribu insoumise des Keraïch. Le commandant de Martimprey reçut l'ordre de protéger leur retour avec deux compagnies d'infanterie. Il fut ainsi entraîné dans un engagement au cours duquel il fut atteint d'un coup de feu en pleine poitrine. La blessure était grave; mais elle fut bien soignée. Il resta immobilisé pendant un mois à Mascara. Ce long repos suffit à le remettre. A la fin de l'année, il était prêt à reprendre sa vie d'expédition. Il reçut à cette époque, presque en même temps, des félicitations et des condoléances. Le général Pelet, son chef topographique, lui écrivit que son avancement « serait salüé par les acclamations de tout le corps d'état-major et de l'armée d'Afrique tout entière ». Deux jours après, il lui renouvelait ses compliments.

Paris, le 26 novembre 1842.

Mon cher Commandant,

C'est avec une bien vive satisfaction que j'ai appris votre nomination. Le zèle et le dévouement dont vous n'avez cessé de donner des preuves méritaient la récompense que vous venez d'obtenir, et je n'hésite pas à dire que tous vos camarades applaudiront à votre avancement.

Par décision du 18 de ce mois, M. le Maréchal vous a maintenu au service topographique d'Oran. Cette disposition me fait d'autant plus de plaisir, qu'il m'eût été difficile de vous désigner un successeur, qui par sa connaissance du pays, pût se rendre aussi utile que vous.

Le Pair de France,
Lieutenant général Directeur,
PELET.

Au commencement de 1843, la santé du commandant était si bien rétablie que le général de La Mori-

Digitized by Google

cière le chargea, en rentrant à Oran, de visiter quatre tribus turbulentes, de leur imposer des contributions de guerre et de consolider leur soumission.

Quoiqu'il trouvât l'une d'elles, les Medgeers, en armes, le fusil haut, prête à combattre, il réussit dans sa mission, grâce à une fermeté qui produisit un excellent effet.

De nouvelles fonctions l'attendaient à Oran. Il devait y « prendre la direction des affaires arabes de la subdivision, puis centraliser la statistique et tous les documents relatifs à l'existence politique et matérielle des tribus de la province (1) ». Les chefs des bureaux arabes des autres subdivisions, parmi lesquels se trouvaient le commandant Bosquet et le capitaine Charras, tous deux officiers d'artillerie, avaient ordre de correspondre avec lui. Il fut en même temps nommé membre de la commission administrative instituée à Oran.

Ces attributions, nouveau témoignage de la confiance du général de la Moricière, montrent que, tout en se distinguant dans le service d'état-major, Martimprey avait acquis, comme officier des affaires arabes, une réputation incontestée.

Dans la commission administrative dont il faisait partie, il eut à s'occuper du budget des recettes et des dépenses, de la délimitation du terrain civil concédé aux colons et de nombreux travaux d'utilité publique, tels que le barrage du Sig, les salines d'Arzew, la conservation des forêts, etc.

Pour la délimitation du territoire civil, il fut amené à reconnaître les terres de l'ancien beylick, usurpées depuis la conquête par les tribus qui les avoisinaient. Il put ainsi faire inscrire sur les registres du domaine cinq mille hectares d'excellentes terres. Elles furent exploitées de suite et devinrent le point de départ des terrains de colonisation.

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

En réalité, ces travaux furent le début de l'existence civile, politique et administrative de la province d'Oran. Martimprey, toujours modeste, en reporta le mérite au général de La Moricière. Ils eurent aussi pour résultat de faire définir d'une façon précise, les attributions des officiers des affaires arabes. Enfin ils lui permirent de compléter avantageusement les cartes qu'il avait commencées. Il put y tracer les divisions naturelles du pays, le Tell, le grand et le petit désert. En réunissant les levés de ses nombreux itinéraires et ceux qu'il avait exécutés autour des villes, il réussit à établir une nouvelle carte d'ensemble de la province et l'adressa au général Pelet, au commencement de 1843, en l'accompagnant d'une lettre qui en faisait voir l'importance.

Mascara, le 16 janvier 1843.

Mon général,

Conformément à votre intention de recevoir communication des travaux de statistique que le général de la Moricière m'a donné l'ordre d'exécuter, j'ai l'honneur de vous adresser le calque d'une carte au 1/400.000, présentant les divisions administratives instituées par l'autorité française, dans la province d'Oran. Elles sont écrites en rouge. Le nom des tribus et tout ce qui est primordial est en noir.

J'aurais voulu de plus tracer sur la carte la limite actuelle des soumissions, comme aperçu de l'état politique de la province. Craignant la confusion dans le dessin, je me suis décidé à vous indiquer ici cette limite par un jalonnement de points; pour cette indication, j'ai pris la situation des choses au 15 décembre 1842, c'est-à-dire, précédemment aux opérations des divisions de Medeah, Milianah, Mostaganem et Mascara dans le bas Chélif...

. . . . . .

Le chef d'escadron d'état-major,
DE MARTIMPREY.

Digitized by Google

Les travaux du commandant, moins éclatants que les combats auxquels il avait assisté, avaient, cependant, pour la consolidation de notre conquête algérienne, des conséquences inappréciables. « Nous étions passés, dit-il, de l'obscurité à la lumière et, bien que nous eussions à poursuivre une guerre pleine de cruelles nécessités, il nous était permis de nous livrer aux douces espérances d'une pacification définitive et pleine d'avenir (1). »

Tandis qu'il achevait à Oran la mission qui lui avait été confiée, l'occupation du reste du pays se poursuivait activement : le poste de Tiaret était fondé en avril 1843, près de Tagdempt; ceux de Saïda et de Sidi-bel-Abbès étaient créés à la même époque; les soumissions s'étendaient autour d'Orléansville et de Tlemcen. L'Emir, qui voyait ces progrès ruiner peu à peu sa puissance, apparut tout à coup dans la plaine d'Eghris, chez les Hachem-Garabas, près de Mascara. Pendant ce temps, sa smala était enlevée à Taguin, le 10 mai 1843, par le duc d'Aumale. Cet événement, d'une portée considérable, ne découragea pas Abd-el-Kader; et le gouverneur, apprenant sa présence chez les Hachem, ordonna au général commandant la subdivision d'Oran de renforcer Mascara. Celui-ci forma aussitôt une colonne avec le 9e chasseurs à pied qui arrivait de France, tous les détachements disponibles et 1.200 cavaliers du Maghzen, commandés par l'agha Mustapha. Il la confia au chef d'escadrons de Martimprey qui devait, avec elle, rallier La Moricière. Il accomplit cette petite opération sans obstacle, et revint ensuite à Oran.

Au commencement de juin, il reçut une mission analogue et fut chargé de conduire à Mascara un fort convoi de poudre et de matériel d'artillerie. Il était

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major*

Digitized by Google

escorté par El Mezari, nouveau chef des cavaliers du Maghzen, remplaçant l'agha Mustapha récemment tué dans une rencontre. Après avoir déposé ses voitures à Mascara, il conduisit ses cavaliers au général de La Moricière, le rejoignit sur le Menafsa et resta près de lui pour concourir à ses opérations.

Bientôt, le général l'envoya, avec le même Maghzen, razzier, sur le haut Riou, les Beni-Meslem insurgés, qui émigraient vers les hauts plateaux. Il livra à cette occasion, le 16 juin, un violent combat au goum de cette tribu qui soutint vaillamment la lutte et la prolongea pour donner à l'émigration le temps de s'éloigner. Néanmoins, l'engagement fit honneur au Maghzen, à leur vaillant chef El Mezari et au commandant de l'expédition.

Il campa sur le terrain du combat et, le jour suivant, rejoignit La Moricière qui fut néanmoins vexé de voir les troupeaux des Beni-Meslem lui échapper.

Le lendemain soir, survint un incident qui fut encore, pour Martimprey, une nouvelle leçon d'expérience. Dans la nuit, un Arabe de cette tribu vint le trouver et, quoique ses renseignements fussent des plus utiles, il ne crut pas devoir réveiller le général. Il ne le prévint qu'au lever du jour. Ce dernier voulut de suite questionner l'indigène et apprit alors qu'une nouvelle émigration, aussi forte que celle des Beni-Meslem, était en train de défiler à deux lieues de son camp. Il fit prendre les armes et lança ses cavaliers sur les traces indiquées. Malheureusement, il était trop tard; on ne put atteindre aucun dissident. La Moricière, mécontent, adressa de vifs reproches à Martimprey pour ne pas l'avoir prévenu assez tôt. Celui-ci, très ennuyé, dut s'avouer qu'ils étaient mérités, et s'en souvint pour l'avenir.

Il n'y avait plus qu'à rentrer à Tiaret, ce qui eut lieu dans les premiers jours de juillet.

Digitized by Google

A peine arrivé, le commandant fut chargé de conduire à Oran, par Mascara, un aide de camp du ministre de la guerre, le chef d'escadrons d'état-major Foltz, qui était venu suivre les dernières opérations.

La mission, très simple en apparence, n'était pas facile. Le voyage de Tiaret à Mascara devait s'effectuer en pays ennemi, au milieu de tribus hostiles qui préparaient une nouvelle insurrection.

Aussi, dès sa première étape, la nuit venue, Martimprey, qui s'était constitué à grand peine une petite escorte de dix-huit hommes du train, quitta le chemin suivi et alla bivouaquer à quelque distance, embusqué dans le fond d'un ravin. Il fit veiller son monde, les chevaux sellés et bridés. Une grande agitation, souvent troublée par des coups de feu, régnait aux environs.

Il repartit au petit jour, à travers la plaine d'Eghris où régnait un silence de mauvais augure. Il eut cependant le bonheur d'atteindre sans encombre Mascara, où on le croyait perdu, sachant que des cantiniers qui le suivaient avaient été massacrés.

Le lendemain, 18 juillet, la ville fut attaquée par Abd-el-Kader, à la tête d'un millier d'hommes. Sa tentative n'eut aucun succès. Après une fusillade nourrie, il dut battre en retraite. Martimprey qui, dès les premiers coups de fusil, s'était porté sur le lieu du combat, voyant l'ennemi en fuite, se lança sur ses traces avec une quinzaine de cavaliers dont trois officiers: une troupe de spahis devait l'appuyer. Il put sabrer quelques traînards. Mais l'arrière-garde de l'Emir, voyant son faible effectif, revint sur ses pas et ouvrit le feu. Sur les quinze cavaliers, trois furent mis hors de combat et sa position allait devenir critique quand heureusement les spahis arrivèrent pour le dégager. Il se replia alors sur l'infanterie, après avoir recueilli les corps déjà décapités d'un maréchal des logis et d'un chasseur. Il se reprocha d'avoir causé leur mort en

Digitized by Google

cédant à un entraînement qui était pourtant bien naturel.

Cette petite affaire avait néanmoins donné une certaine sécurité à la route qu'il devait suivre jusqu'à Oran. Il quitta donc Mascara trois jours après, marcha rapidement jusqu'au Sig, y trouva 150 cavaliers de tribus fidèles qu'il prit comme escorte et parvint à gagner Oran sans encombre.

Il y trouva le congé qu'il attendait pour se rendre à Bourbonne, dont les eaux lui étaient recommandées, et ne tarda pas à s'embarquer pour revoir la mère patrie.

Ce fut pour lui une grande joie. Depuis l'année précédente, les événements l'avaient constamment forcé de retarder ce voyage qui lui était devenu nécessaire. Il put enfin s'occuper de sa santé, qui en avait grand besoin.

A Paris, il fut reçu par le maréchal Soult qui l'interrogea longuement sur la province d'Oran et sur les créations jugées utiles à la pacification définitive du pays. Très renseigné sur cette question, il lui en fit un exposé complet, selon les vues du général de La Moricière. Le ministre lui en témoigna toute sa satisfaction.

La seconde visite fut pour le général Pelet. Le directeur général du dépôt de la guerre le reçut en ami et l'installa pendant quelques jours dans les services du dépôt pour y mettre les cartes du Ministre au courant. Il lui annonça la publication de son dernier travail d'ensemble, la Carte politique et administrative de la province d'Oran, à 1/800.000. Il comptait l'achever pendant son séjour aux eaux.

Elle permettait de saisir d'un coup d'œil les divisions de la province, l'extension de notre domination

Digitized by Google

dans le sud, ainsi que les postes fondés, ou à fonder dans le Tell et sur sa limite (1).

Ce fut pendant le séjour aux eaux du commandant que le général Bugeaud fut élevé à la dignité de Maréchal de France.

Martimprey partagea, à cette occasion, la joie de toute l'armée.

A son retour de Bourbonne, le maréchal Soult lui donna de nouvelles preuves de sa bienveillance. A ce moment, la direction des affaires de l'Algérie au ministère préparait un projet d'organisation des bureaux arabes « d'après lequel la direction des affaires arabes d'Alger, placée près du gouverneur général, devait correspondre directement avec les bureaux des divisions, des subdivisions et des cercles, recevoir leurs rapports et leur donner des instructions. Dans ces conditions, la politique des tribus et leurs intérêts échappaient au commandement. Celui-ci n'était plus que le bras, le bureau arabe était la tête (1). »

C'était le système de l'intendance militaire appliqué aux bureaux arabes, créant, à côté du commandement, une puissance à peu près indépendante.

Le projet était rédigé et allait être soumis à la signature du Ministre, lorsqu'un heureux hasard permit au commandant d'en prendre connaissance. Il s'empressa de faire un rapport détaillé dans lequel il signalait tous les vices du projet. L'intendant militaire qui était alors directeur des affaires d'Algérie fut exaspéré par la lecture de ses observations. La scène qu'il fit à Martimprey fut tellement vive que ce dernier, jugeant qu'il n'avait plus rien à faire à Paris, partit le soir même pour Marseille et de là pour Oran.

Peu de temps après il vit paraître le décret d'organisation des bureaux arabes, et fut heureux de cons-

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

tater qu'on avait tenu compte de ses idées. Il avait, dans cette circonstance, rendu un grand service à la cause algérienne.

A son retour, il trouva la situation générale améliorée. La puissance d'Abd-el-Kader était très diminuée. La prise de la smala lui avait porté un coup irréparable; son infanterie régulière était détruite et l'un de ses principaux khalifas, Sidi Embarek, venait d'être tué dans un combat. Désormais son prestige était presque anéanti et sa situation très précaire, ne lui permettait plus que des coups de main sans portée. Ce fut peut-être ce qui décida le commandant à céder à un de ses collègues, le bureau arabe d'Oran, qu'il dirigeait depuis quelque temps.

L'Emir, voyant ses affaires tourner si mal en Algérie, se dirigea vers le Maroc pour y chercher un appui. La Moricière prévoyant une prochaine campagne dans l'ouest, envoya Martimprey à Tlemcen, avec mission de recueillir sur la frontière, sur ses tribus, sur leurs ressources, tous les renseignements susceptibles d'être utilisés.

On était à la fin de 1843, et l'hiver commençait lorsque Martimprey arriva à Tlemcen. Bedeau y commandait. Reçu par lui en camarade, il fut logé dans sa maison, invité à sa table et amené dans les courses que ce chef distingué faisait à chaque instant. Il couchait même dans sa tente, trop heureux de saisir l'occasion qui lui était offerte de se perfectionner au contact d'un homme de valeur.

Sa première opération fut d'aller assister à la création du poste de Lalla-Magrnia qui devait être le prétexte de notre guerre avec les Marocains.

A son retour à Tlemcen, il trouva le maréchal Bugeaud et La Moricière tous deux appelés par l'état politique du pays. Martimprey causa avec eux de la situation et, sachant que le gouverneur comptait maintenir

Digitized by Google

la tranquillité au moyen de colonnes légères, il en fit ressortir les inconvénients, ajoutant qu'il les croyait trop faibles au milieu de populations belliqueuses et « qu'un jour ou l'autre ces dispositions pourraient se payer chèrement (1) ».

Cet avis déplut au gouverneur, qui ne put s'empêcher, malgré son amitié pour le commandant, de lui faire une observation désagréable. Celui-ci ne dit rien; mais les événements ne devaient pas tarder à lui donner raison. Pendant cette année 1844, les circonstances amenèrent le général Bedeau à confier à Martimprey divers commandements de troupes. C'était combler ses vœux, et ce fut pour lui une grande joie d'avoir à diriger de petites colonnes. Il s'acquitta de ces fonctions à l'entière satisfaction de son chef.

Un jour, il partit avec deux bataillons, un escadron de chasseurs, deux pièces de campagne et une compagnie du génie pour ouvrir une route carrossable entre Tlemcen et Magrnia. Une autre fois, à la tête d'un détachement, il fut chargé de razzier les Ouled-Oulassa. Il leur enleva une position défensive avec deux escadrons de chasseurs d'Afrique auxquels il fit mettre pied à terre.

Rentré à Tlemcen, il apprit du général Bedeau que les Beni-Amer, excités par l'agha Kadda-ben-Moktar, étaient prêts à s'insurger. Il reçut l'ordre d'arrêter cet agha au sein de sa tribu. Bedeau lui confia pour cela le 8e bataillon de chasseurs à pied et deux escadrons. Il partit avec huit jours de vivres, faisant courir le bruit qu'il allait mettre un terme aux incursions de quelques maraudeurs du sud. A son passage chez les Beni-Amer, divers chefs vinrent le voir pour se renseigner. La bonne réception qui leur fut faite en attira d'autres et, parmi eux, Kadda-ben-Moktar. Il fit aus-

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

sitôt cerner sa tente et le prévint qu'il avait ordre de l'arrêter, en lui faisant observer qu'il ne l'avait pas appelé. C'eût été une perfidie à laquelle il ne se serait jamais prêté. L'agha se résigna comme un vrai musulman, fut ramené à Tlemcen et de là déporté en France. Plus tard, la soumission de l'Emir permit de lui rendre sa liberté.

Suivant son habitude, le commandant utilisait toujours ses courses en faisant le levé des contrées qu'il traversait pour la première fois. Sous ce rapport, son séjour à Tlemcen lui avait permis de compléter la topographie de la subdivision, jusque-là peu connue, et de recueillir sur les tribus voisines de la frontière des documents que le maréchal Bugeaud ne devait pas tarder à utiliser. Martimprey se rendit à Oran pour les mettre au net et revint ensuite à Tlemcen en passant par son ancien bivouac d'Aïn-Bridia. Mal lui en prit; il y gagna de forts accès de fièvre qui lui causèrent une faiblesse extrême. Son ordonnance fut atteint comme lui; ses chevaux, exposés plusieurs nuits de suite à des pluies froides et pénétrantes, tombèrent aussi malades. Rien ne marchait plus dans sa petite smala.

Ces jours d'épreuve, que tous les officiers d'Afrique ont connus, furent durs à passer. Heureusement ils furent assez courts et lorsqu'au mois de mai le beau temps reparut, il était déjà en convalescence et fut bientôt remis.

La Moricière, inquiet de l'agitation des tribus de l'ouest, venait d'arriver. Le poste de Magrnia s'achevait et les troupes chargées de sa défense étaient campées sur ses abords. On allait être forcé de faire reconnaître notre domination à l'ouest par le sultan du Garb.

Le général de La Moricière ne tarda pas à apprendre que ce dernier, considérant la création de Magrnia

Digitized by Google

comme un acte d'hostilité, concentrait à Oudjda d'importants contingents. Il faisait en même temps courir le bruit qu'il préparait une invasion du territoire oranais par deux fortes masses de troupes, opérant, l'une par les plaines de Magrnia, l'autre par les hauts plateaux. Le général rassembla aussitôt à Magrnia six bataillons, quatre escadrons et huit bouches à feu, le tout à l'effectif de 4.500 hommes. Puis il prévint le gouverneur en lui demandant à la fois sa présence et des renforts.

Martimprey, qui le secondait activement, se rendit avec lui au marabout de Sidi-Aziz, à la fin de mai, avec une faible colonne.

Le 30, apercevant au loin une grande masse de cavalerie, le général l'envoya en reconnaissance aux avant-postes. Il en revint bientôt annonçant une attaque imminente, qui se produisit peu d'instants après. Mais déjà nos dispositions étaient prises. L'ennemi, reçu par des feux bien dirigés, ne tarda pas à plier. La Moricière prit l'offensive et lança ses escadrons. Les cavaliers marocains, sabrés et bousculés, s'enfuirent à Oudjda. Ils avaient été entraînés au combat par un chérif, parent du sultan, qui leur avait promis la victoire.

Le soir même, le général rentrait à Magrnia avec Martimprey. Dans les premiers jours de juin, Bugeaud rejoignit son lieutenant et prit le commandement.

Le 15, une entrevue eut lieu entre Bedeau et le caïd d'Oudjda, El-Guennaoui. Martimprey fut envoyé par La Moricière en avant de Magrnia, sur un mouvement de terrain d'où il pouvait suivre des yeux le général Bedeau. Resté seul sur le point qu'il avait choisi, le commandant y fut attaqué par les Marocains et fut un instant en danger. Un caïd, heureusement, vint le dégager et l'engagea à se retirer s'il ne voulait pas être massacré. La Moricière le rappelait au

Digitized by Google

même instant. Bedeau reparut de son côté, sain et sauf, sans avoir rien obtenu.

Nous commencions notre marche en retraite, lorsque Bugeaud, survenant avec quatre bataillons, fit faire demi-tour, prit l'offensive et marcha sur Oudjda. Ce mouvement inattendu surprit l'ennemi qui battit en retraite par la plaine de la rive gauche de l'oued Mouïlah. Martimprey, sachant que, dans cette partie de son cours, cette rivière n'offrait aucun gué, en prévint La Moricière et le gouverneur, en leur faisant entrevoir la possibilité d'acculer les Marocains sur un obstacle infranchissable.

Bugeaud ordonna aussitôt de les attaquer, après une conversion à droite, qui obtint le résultat prévu. Plus de 300 Marocains furent tués et, avec leurs têtes les spahis élevèrent une pyramide sur le bord de la rivière.

On revint à Magrnia; puis, le 19 juin, l'armée alla occuper Oudjda, où Martimprey accompagna le général de la Moricière. Il y eut alors, avant la bataille d'Isly, diverses opérations guidées par le commandant qui lui valurent les compliments de ses chefs. On arriva ainsi au mois d'août. L'armée s'était renforcée et comprenait maintenant 18 bataillons, 19 escadrons, 800 cavaliers indigènes et 20 bouches à feu.

Le gouverneur général résolut de marcher sur les masses ennemies que le fils du sultan du Maroc, Sidi Mohamed, avait rassemblées à une dizaine de lieues de distance sur les mamelons appelés Coudiat Muley-Abd-er-Rhaman. Il chargea Martimprey de lui dessiner le fameux dispositif en losange qu'il avait adopté pour la marche en avant; puis, de choisir ses guides, de s'entendre avec eux et de les diriger.

Les levés que celui-ci avait exécutés sur la frontière lui avaient fait connaître tous les terrains environnants.

Le 13 août, l'armée quitta de nouveau Magrnia et reprit sa marche le lendemain au point du jour.

Digitized by Google

Martimprey guidait la tête de colonne qui s'attendait au combat. Il la conduisit sur les gués de l'oued Mouïlah, qui furent franchis sans obstacle, et l'engagea ensuite dans la vallée d'un affluent de droite de l'oued Isly. Cinq à six cavaliers marocains se retiraient devant lui en tiraillant; nos éclaireurs avaient ordre de ne pas répondre.

Ce prélude de la bataille d'Isly, dans lequel Martimprey avait, depuis la veille, une responsabilité spéciale, a été raconté par lui dans les termes suivants :

Nous nous avancions dans un ordre parfait. Le maréchal, avec son état-major, se maintenait à gauche et à hauteur de la tête de colonne. — Martimprey, cria-t-il, êtes-vous sûr de la direction? — Oui, Monsieur le Maréchal, m'empressai-je de répondre. — *Bono*, reprit-il d'une voix de stentor qui, entendue de toute l'armée, souleva dans les rangs une rumeur bruyante d'hilarité pleine de confiance.

Enfin, un fort détachement était venu nous reconnaître et s'était rapidement retiré.

En arrivant à Djerf-Hakdar, où l'Isly fait un angle prononcé, nous découvrîmes sur la rive gauche trois grands camps de tentes blanches, de même forme, contenant entre eux de 18.000 à 20.000 hommes. La tente du fils de l'Empereur dominait le camp principal.

Les contingents des tribus étaient groupés autour des trois camps; partout régnait un mouvement que notre approche justifiait. Des cavaliers ne tardèrent donc pas à accourir et à engager une tiraillerie assez vive avec nos chasseurs à pied d'avant-garde, déjà embusqués le long de l'Isly qui se présentait devant nous. La tête de colonne en était à quatre cents pas.

Le maréchal prescrivit de faire halte et de prendre l'ordre de combat par bataillons échelonnés, se flanquant de proche en proche. Il fallait passer la rivière pour aborder les camps, notre véritable objectif.

Dans ce moment, un colonel fit au maréchal l'observation que le terrain accidenté de la rive gauche ne permettrait pas

Digitized by Google

d'y employer la cavalerie et d'y conduire du canon. Le maréchal m'interpella. Je lui garantis sur ma tête de le bien conduire par la rive gauche. Aussitôt il donne le signal de se porter en avant.

Je courus à la rivière, dont les balles ridaient l'eau. Une rampe excellente, la seule peut-être à une lieue au-dessus et au-dessous, qui fut large et praticable sans travail, s'offrait devant moi.

La colonne du centre qui suivait l'artillerie de campagne s'y engagea, la franchit sans encombre et remonta avec la même facilité sur l'autre rive, après avoir traversé un gué solide et sans profondeur.

A partir de ce moment, l'affaire fut générale.

A trois heures du soir, nos bivouacs occupaient l'emplacement du camp du fils de l'Empereur.

La bataille d'Isly eut un effet moral extraordinaire.

La paix s'ensuivit. Elle fut signée à Tanger, le 10 septembre 1844 (1).

Ce grand événement de guerre, qui consacra d'une manière définitive notre conquête algérienne, avait laissé dans l'esprit du commandant de Martimprey un souvenir ineffaçable. Et lorsque, quinze ans plus tard, devenu commandant en chef, il nous conduisit sur le terrain de la bataille, après avoir vaincu les Beni-Senassen, ce fut avec une joie non dissimulée qu'il nous fit élever un monument commémoratif sur l'emplacement même de la tente du prince Sidi-Mohamed.

Peu de jours après ce grand succès, Martimprey revint à Magrnia avec le général Bedeau. Il fut chargé de l'installation des troupes au camp de Djemâa-Razaouat, tandis que le maréchal s'embarquait pour Alger.

Lorsque les chaleurs furent passées, l'état sanitaire

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major*

Digitized by Google

s'étant amélioré, La Moricière remit ses soldats en mouvement. Il fit d'abord exécuter par le commandant, une reconnaissance de la route de Djemâa-Razaouat à Tlemcen, l'emmena ensuite dans une course le long de la frontière, puis revint avec lui à Tlemcen, attendre le général Cavaignac qui remplaçait Bedeau, promu divisionnaire.

Le commandant assista, dans cette ville, à la touchante entrevue qui eut lieu, en novembre, entre La Moricière et Cavaignac. Emus jusqu'aux larmes, ils s'embrassèrent avec effusion et parlèrent du passé. Huit ans auparavant, Cavaignac, alors capitaine, avait commandé à Tlemcen, dans des circonstances difficiles. Il s'y retrouvait général à la tête d'une belle subdivision, et de tribus désormais soumises.

Après l'avoir installé, La Moricière le quitta, lui laissant Martimprey pour l'accompagner dans sa tournée de prise de possession. Ce voyage commença immédiatement. Ils visitèrent ensemble Magrnia, Djemâa-Razaouat, Sebdou, les hauts plateaux, la frontière marocaine, Missiouine et la région boisée des Ouled-Elnar du Tell. Après six semaines de courses, ils revinrent à Tlemcen où Cavaignac rendit sa liberté au commandant.

Rentré à Oran, ce dernier y trouva une nouvelle mission d'une importance politique de premier ordre.

Il s'agissait de délimiter la frontière du Maroc. Le ministre avait envoyé dans ce but en Afrique le général de La Rue et désigné Martimprey pour lui être adjoint.

Tous deux gagnèrent d'abord Tlemcen, où le commissaire du gouvernement attendit l'arrivée d'un personnage marocain, Si-Selaoui, délégué par le sultan du Gharb.

Ce délai servit au commandant à préparer un travail qui était la conséquence du traité de Tanger.

Digitized by Google

C'était une tâche délicate qu'il a résumée dans ses souvenirs.

Je recueillais des renseignements sur la frontière, telle qu'elle existait du temps des Turcs, et je traçais la carte à mettre à l'appui du procès-verbal de délimitation. Dans le Tell, ce travail était facile; la carte que j'avais dressée l'année précédente et qui était entre les mains du ministre, contenait toutes les indications nécessaires. Dans le Sahara, c'était beaucoup moins clair et je fus conduit à une erreur grave, en m'en rapportant aux témoignages du caïd de Tlemcen, Si Ammadi-Sakal, et de l'agha de la montagne de l'Ouest, Si ben-Abd-Allah. Ils nous certifièrent que les Ouled Sidi Cheikh Garabas étaient marocains.

Ce mensonge, car ce ne pouvait être une erreur, était léger à des musulmans, témoignant de la non appartenance aux chrétiens de populations musulmanes.

Une entrevue solennelle fut convenue pour consacrer cette œuvre de délimitation. Elle eut lieu sous le canon du fort de Magrnia entre les délégués des deux nations, escortés par le général Cavaignac et le caïd d'Oudjda, tous deux à la tête d'une forte troupe.

Après les salutations d'usage, suivies d'une collation et de cadeaux, les signatures furent apposées en mars 1845 sur l'acte de délimitation et sur la carte qui en contenait le tracé. Martimprey eut à signer également celle qu'il avait dressée.

L'erreur volontaire des indigènes au sujet des Ouled-Sidi-Cheikh-Garabas souleva plus tard d'amers regrets.

De retour à Oran, le commandant fit, par un temps affreux, une longue et pénible reconnaissance dans le but d'ouvrir une route à travers le Tessalah, vers Sidi-Bel-Abbès; puis il repartit avec La Moricière pour aller fonder à Daya un poste-magasin entre Sebdou et Saïda.

Digitized by Google

Il était dans cette région quand le colonel Géry, un des meilleurs officiers supérieurs de la province, alors commandant de la subdivision de Mascara, reçut l'ordre de conduire une colonne dans le sud.

Martimprey, qui avait préparé un itinéraire dans cette direction, jusqu'à Stitten, lui fut adjoint.

Le 18 avril, la colonne étant formée, on quitta Saïda. La marche s'effectua à travers le chott Chergui. Les tribus nomades avoisinantes avaient fui vers le Sahara. Il fallut chercher à les atteindre. En marchant sur le ksar de Rassoul, qui appartenait aux dissidents, on échangea une vive fusillade avec des goums des Ouled-Sidi-Cheikh, qui suivaient la colonne. Le ksar fut occupé et détruit.

On résolut de pousser jusqu'à Brizina, centre de ksours entourés de belles palmeraies, sur la limite du Sahara. On y parvint par le lit desséché de l'oued Mecheria, après un court engagement au Kreneg du même nom et un combat contre deux à trois cents fantassins aux abords de l'oasis. La colonne prit un peu de repos pendant son séjour au milieu des dattiers et, le 1er mai, elle fit sauter les murailles du ksar.

Là, il fallut s'arrêter, les vivres étaient rationnés; on reprit le même jour la route du Tell. Un fort rassemblement de cavaliers du sud, soutenus par des tirailleurs à pied, attaqua alors la colonne; un combat eut lieu; l'ennemi fut mis en déroute et la marche continua.

Le pays parcouru, de Rassoul à Brizina, avait un caractère particulier. Il laissait à ceux qui le voyaient, l'impression du désert, surtout à cette époque de l'année où l'été commençait et où les chaleurs, accrues par la nature sablonneuse du sol, devenaient accablantes. Le commandant, frappé par l'aspect de cette région, si différente de celles du nord de l'Afrique, écrivit plus tard à ce sujet :

Digitized by Google

Sous ce grand ciel brûlant, sans nuage, d'un bleu foncé, notre colonne paraissait comme un point. Elle tenait bien peu de place ainsi, près de ces immenses soulèvements aux arêtes verticales, aux crêtes hérissées, dont le roc, couvert d'une couche ferrugineuse appliquée par fusion, réfracte au loin les rayons d'un soleil de feu.

Le spectacle nouveau de cette nature grandiose et sévère m'impressionna vivement (1).

Le commandant revint à Rassoul avec le chef de la colonne, gagna ensuite l'oued Sidi-Nasseur et se dirigea sur Frendah, où il arriva au mois de juin.

Pendant cette pénible expédition, il avait trouvé le temps de dresser une carte du pays et de l'accompagner d'un mémoire, qui lui valut des remerciements du maréchal Soult. Il devait être reproduit en partie dans le compte rendu sur la situation de l'Algérie, adressé aux Chambres par le ministre.

A son arrivée à Frendah, le commandant fut rappelé par le général La Moricière qui était aux environs. Il fit avec lui plusieurs courses intéressantes et fut chargé d'établir le projet d'une nouvelle route destinée à relier entre eux les divers postes-magasins du sud.

Il revint à Oran pour y organiser un service de statistique de la province. En même temps, il fut autorisé à délivrer des titres de concession aux habitants du village de Medina-Djedida, nouvellement créé aux abords de la ville sur ses propres plans.

---

(1) Dans cette course audacieuse vers l'extrême sud, le colonel Géry était secondé par le capitaine Deligny, alors chef des affaires arabes de sa colonne. Près de vingt ans après, en 1864, pendant l'insurrection des Ouled-Sidi-Cheikh, Deligny, devenu général de division et commandant de la province, conduisait une colonne dans la même région. L'impression ressentie par le chef d'escadron de Martimprey, s'était communiquée à tous les officiers. Malgré la beauté de ces oasis et le pittoresque des villages indigènes, c'était bien le Sahara, la grande steppe désertique qui vous apparaissait comme une région nouvelle, imposante et désolée.

Digitized by Google

Martimprey eut alors l'occasion de faire une excursion d'un nouveau genre. Le contre-amiral Rigodit, chef supérieur de la marine, allait visiter la côte ouest de nos possessions. Le commandant, ayant obtenu l'autorisation de l'accompagner, visita avec lui les présides espagnols et Gibraltar. A son retour à Oran, il trouva le général de La Moricière en partance pour Alger où il allait faire l'intérim du gouvernement général. Il devint lui-même chef d'état-major provisoire de la division, à la place de son ami le colonel de Crény qui était allé se marier en Normandie. Le général de Bourjolly commandait la province.

Ces changements, joints à la dissémination de nos forces, avaient éveillé l'attention des Arabes et, pendant l'automne de 1845, provoqué de divers côtés des mouvements de révolte. Ce fut alors que survint le désastre de Sidi-Brahim, où le colonel de Montagnac et sa petite troupe furent anéantis par les dissidents restés fidèles à Abd-el-Kader. Dans la même contrée, le colonel de Barral fut obligé de se réfugier dans le fort de Magrnia. Le général Cavaignac de son côté, après deux jours de combat contre les Traras insurgés, fut rejeté sur Tlemcen. Toute sa subdivision se souleva. A Aïn-Témouchen, une troupe de 250 soldats d'infanterie mit bas les armes devant des contingents indigènes et fut emmenée prisonnière. Des massacres isolés eurent lieu; des ponts furent coupés et les principales routes interceptées.

Martimprey, alors à Oran, fut envoyé à Nemours pour se renseigner sur l'affaire du colonel de Montagnac. Il recueillit des détails sur ce malheur, visita la place, y installa un commandant supérieur et se rembarqua pour Oran. En route, il rédigea sur cet événement un rapport qui fut publié en France par ordre du ministre de la guerre.

Au reçu de ces tristes nouvelles, La Moricière arriva

Digitized by Google

d'Alger avec des renforts, prit avec lui Martimprey et partit de suite en expédition. Ce fut une nouvelle période de combats meurtriers. Le commandant se rendit ainsi avec son chef au col de Thaza où on rallia le général Cavaignac. De là on gagna Nemours pour s'y ravitailler et marcher sur Nedromah. Pendant ce trajet, la colonne livra un violent combat aux Beni-Menir, soutenus par des réguliers d'Abd-el-Kader. Après les avoir battus et repoussés, elle fut attaquée par des milliers de Kabyles qui voulaient l'empêcher de gagner Aïn-Kebira. Elle leur fit subir de grandes pertes et les dispersa.

D'Aïn-Kebira, le commandant se rendit avec La Moricière chez les Traras révoltés qui furent décimés à Bab-el-Hadid et forcés de s'humilier devant le vainqueur. On revint ensuite à Nedromah d'où Martimprey partit avec quatre escadrons pour conduire des blessés à Nemours et en ramener un convoi. Il se dirigea ensuite avec son général sur Mascara d'où ce dernier réussit à rouvrir les communications avec Oran et Mostaganem.

A son arrivée dans cette ville, il eut une surprise agréable, sa nomination de lieutenant-colonel datée du 25 octobre 1845. En quittant le ministère, le maréchal Soult avait tenu à lui donner cette dernière marque d'estime. Cette récompense accordée spontanément par l'illustre lieutenant de l'Empereur était inappréciable. Il y fut d'autant plus sensible qu'il ne s'y attendait pas, n'ayant encore que trois ans de grade de commandant. Malgré cela, cet avancement parut à tous parfaitement mérité. Il en reçut de nombreuses félicitations. Celle du général Pelet lui fut particulièrement sensible. Ce dernier lui écrivit, le 6 novembre :

Digitized by Google

Mon cher Colonel,

Vous connaissez depuis longtemps le vif intérêt que je vous porte; je n'ai donc pas besoin de vous dire tout le plaisir que j'ai éprouvé en apprenant votre nouvelle promotion. Personne plus que moi n'a rendu justice à votre zèle et à vos travaux, et vous pouvez être assuré que je saisirai toujours avec empressement les occasions qui se présenteront de vous être utile.

Le Pair de France,
Lieutenant général Directeur général,
PELET.

Martimprey était maintenu à la disposition du gouverneur général, qui le laissa auprès de La Moricière. Celui-ci en fut très heureux; il l'amena chez les Sdamas qu'il comptait châtier. Martimprey reçut plusieurs fois à cette occasion des commandements de troupes avec lesquelles il eut à livrer divers combats et à exécuter plusieurs razzias, notamment sur les Tenmasnias et les Hachem-Cheragas. Ses courses le conduisirent à Medrossa d'où il fut lancé avec quatre escadrons contre le shérif Bou-Maza, dont la présence venait d'être signalée. Il le mit en fuite et lui enleva une émigration nombreuse, suivi par La Moricière qui se disposait à le soutenir avec l'infanterie.

A ce moment, divers changements eurent lieu dans l'armée d'Afrique. Le plus remarqué fut celui du colonel Pélissier qui quitta l'état-major général pour prendre le commandement de la subdivision de Mostaganem.

On avait atteint l'année 1846. Les courses continuaient ardentes et fructueuses. Le lieutenant-colonel assista ainsi à la soumission des Sdamas, visita avec La Moricière Frendah et Tiaret. Il fut ensuite dirigé sur les campements des Harrar, qu'il razzia après une poursuite de plus de quatre lieues.

Digitized by Google

De retour à Saïda, il retrouva son général, qui lui confia sa cavalerie et un bataillon pour aller punir les Beni-Fouaga de leurs pillages de convois.

Ces expéditions répétées avaient ramené le calme dans les tribus et rétabli notre autorité.

Le général reprit la route d'Oran et envoya Martimprey à Mostaganem pour y organiser une colonne dont il devait être le chef d'état-major, avec le colonel Vaneddeghem, du 16e de ligne, pour chef. En deux jours, tout fut prêt. Quatre bataillons, deux pièces de montagne, un peloton de chasseurs d'Afrique et une centaine de cavaliers indigènes partirent pour opérer dans la vallée du Chéliff, où l'on imposa de fortes amendes aux Medgeers et surtout aux Hadars qui voulurent combattre et furent rudement châtiés. La colonne razzia encore les tribus de la rive droite du Chéliff, puis prit position à Bel-Hassel pour surveiller les parties basses du fleuve de la Mina et la turbulente tribu des Flitta. Elle y fut rejointe par le lieutenant-colonel Bosquet que Martimprey avait momentanément remplacé. Ce dernier retourna alors auprès du général de La Moricière sur l'oued el Haddad et partit avec lui pour Tiaret.

Il quitta bientôt ce poste pour refouler, vers le sud, l'Emir lui-même, qui venait de faire une pointe sur le Tell.

Les tribus des Harrar et des Ouled-Gréliff, qu'il avait soulevées, furent promptement ramenées dans le devoir.

On était alors au printemps de 1846. Désormais, le Tell était tranquille et La Moricière put enfin s'occuper des questions de colonisation qui étaient pour lui le véritable but de notre conquête.

Pour ces intéressants travaux, le lieutenant-colonel était encore son collaborateur le plus utile. Dès qu'il fut libre, il l'envoya à Oran « délimiter les territoires

Digitized by Google

nécessaires à l'établissement de vingt-cinq mille colons européens entre Oran, Mostaganem et Mascara ».

C'était une étude difficile. Il fallut d'abord constater l'état des propriétés arabes. Le lieutenant-colonel y consacra un mois entier pendant lequel il fut absorbé par un travail assidu, qui lui prit souvent, à cheval ou sous la tente, quinze heures sur vingt-quatre. La mise au net du dessin et la rédaction des mémoires s'achevaient, quand le général le rappela à Oran.

Il en partit avec lui, au mois de mai, pour se rendre à Frendah. C'est dans ce poste que La Moricière prépara un projet de création, dans chaque province, d'une préfecture chargée de l'administration civile et destinée à remplacer, avec le temps, l'autorité militaire. Martimprey le jugea prématuré et son appréciation fut justifiée par le mauvais accueil qu'il reçut au gouvernement général.

Une partie de ce travail portait la signature du lieutenant-colonel, qui se trouva, à cette occasion, mêlé à un nouvel incident.

Quand le gouverneur était absent d'Alger, le commandant de la province avait le droit d'envoyer directement au ministre la copie des rapports qu'il adressait à Alger.

La Moricière voulut user de ce droit. Martimprey venait d'obtenir un congé et allait partir pour Port-Vendres. Le général lui confia le double de son travail au moment où il expédiait l'original au gouverneur général.

Ce procédé était d'autant plus regrettable que le maréchal avait toujours été plein de bontés pour La Moricière, qui connaissait bien ses idées sur cette question.

Avec son sens pratique, Bugeaud ne jugeait pas opportun d'accorder une part de commandement aux administrateurs civils avant la pacification complète

Digitized by Google

du pays. Or, la conquête de l'Algérie n'était pas encore terminée.

Quoi qu'il en soit, Martimprey, obéissant à son chef, porta le double de son projet au général de La Rue, directeur des affaires de l'Algérie à Paris, qui le mit de suite à l'étude.

Après avoir passé quarante jours en France, le lieutenant-colonel regagna Oran, où il trouva sa nomination de chef d'état-major de la division, en remplacement de son ami, le colonel de Crény, appelé à Alger comme sous-chef d'état-major général.

Le maréchal Bugeaud avait annoncé sa prochaine arrivée. Déjà, sans plus attendre, il avait adressé de vifs reproches à La Moricière pour l'envoi de son travail au ministère et l'avait fait publier avec une réfutation sévère. Certaines phrases du lieutenant-colonel relatives aux indigènes y étaient particulièrement blâmées.

Le Maréchal avait raison, écrivit plus tard Martimprey, qui avait cédé aux désirs de son général et conclu, dans son travail, à la nécessité de prélever sur les Arabes, les terres qu'ils avaient en excédent, pour les livrer à la colonisation (1).

L'entrevue du gouverneur et du général de La Moricière fut des plus froides. Désormais, les relations de service devinrent impossibles entre ces deux chefs qui avaient eu une part si belle à la conquête de l'Algérie.

Le lieutenant-colonel ne put s'empêcher d'attribuer à ce fait l'animosité que le gouverneur montra désormais pour le général, sentiment qu'il qualifie d'injuste, mais qu'il croit avoir été entretenu par des excitations maladroites.

---

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

Il en fut d'autant plus peiné qu'il connaissait la bienveillance du maréchal et qu'il lui était aussi dévoué qu'à La Moricière.

Du reste, le procédé de ce dernier ne pouvait être considéré que comme un acte d'indiscipline. Quoi qu'il en soit, le projet administratif de La Moricière devait être avant peu consacré par un décret.

A la suite de cette affaire, le commandant de la province, ayant dû faire une absence, fut remplacé par le général d'Arbouville. Le directeur des affaires arabes, le lieutenant-colonel Walsin, ayant pris, lui aussi, un congé, ses fonctions furent confiées au chef d'état-major de la division. On savait qu'un surcroît de travail, même considérable, n'était pas fait pour l'effrayer.

Comme il était tout acquis aux idées colonisatrices de La Moricière, il profita du répit que lui laissaient les Arabes pour préparer la réalisation du projet de colonisation. Des crédits avaient déjà été ouverts pour accorder des indemnités aux indigènes usufruitiers du sol qu'on allait accaparer et pour acheter aux propriétaires les terrains enclavés dans les limites de nos tracés. On agrandit ainsi le domaine de l'Etat d'étendues considérables.

Martimprey était persuadé que ces mesures avaient une grande importance pour l'avenir de la colonie et que c'était le seul moyen pratique de « féconder par le travail la terre conquise au prix de tant de sang (1) ».

L'idée qu'il préconisait était assurément pratique, pourvu qu'elle fût appliquée au moment opportun. Mais il n'en fallait pas moins prévoir qu'une des premières tendances de l'administration civile serait de renverser le pouvoir militaire et de se substituer à lui aux dépens peut-être des populations indigènes. C'est

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

ce qui arriva quelques années après. Et quand le lieutenant-colonel de Martimprey, devenu commandant en chef, trouva dressée devant lui comme adversaire cette même autorité civile dont il avait été un des premiers promoteurs, peut-être regretta-t-il l'ardeur qu'il avait mise en 1846 à préparer son avènement.

Le maréchal Bugeaud voulait, lui, des colonies militaires. Ses théories ne pouvaient réussir, parce que les colons militaires devaient toujours manquer des mises de fonds et de l'expérience nécessaires.

Mais, de toutes façons, il eût été sage de laisser l'administration des colons à l'autorité militaire, tant que les ferments de révolte étaient à redouter parmi les indigènes.

En tout cas, désormais, un conflit existait entre le maréchal et son premier lieutenant. Il devait avant peu se continuer à Paris, au sein même de la Chambre des députés, dont tous deux allaient être membres, et produire dans le public le plus fâcheux effet. Martimprey, devenu l'admirateur et l'ami de La Moricière, fut naturellement entraîné à défendre ses idées, qui finirent par triompher.

Pour le moment, pendant l'automne de 1846, il avait à s'occuper, comme directeur des affaires arabes et chef d'état-major, du maintien de la paix dans la province. Son attention fut attirée sur la contrée qui s'étend au sud de la montagne de Tessalah. La tribu des Beni-Amer l'avait quittée pour se rendre près d'Abd-el-Kader, au Maroc. Par suite, la tranquillité de la région était compromise. Pour l'assurer, Martimprey demanda la création d'un aghalik, qu'il fut chargé d'organiser et d'installer. Cette mesure eut un heureux résultat.

Après différentes courses dans l'intérieur de la province avec son commandant intérimaire, il rentra à

Digitized by Google

Oran, où il eut l'occasion de revoir son frère Auguste, sur le point de rentrer en France avec son régiment.

Pendant ce temps, le général de La Moricière poursuivait une campagne électorale qui ne fut peut-être pas une heureuse inspiration. Elle réussit cependant, mais après des péripéties que le général tint à faire connaître à son chef d'état-major par la lettre suivante :

Paris, le 21 octobre 1846.

Mon cher Martimprey,

Je vous remercie bien de votre lettre du 8 octobre... les renseignements précis qu'elle renferme sur l'état des choses, l'activité avec laquelle vous continuez à pousser ce qui est relatif à la colonisation, la sûreté et la logique avec laquelle vous conduisez toute cette affaire, me font un plaisir que vous comprendrez mieux que je ne pourrai vous l'exprimer.

... J'ai été bien bas pendant deux mois... mais nos travaux sur la colonisation restaient debout et les efforts du Maréchal (1) et de tous les siens, pour les discréditer, n'avaient fait que les grandir ; la grande réunion de membres influents des deux Chambres chez M. Guizot avait produit un très mauvais effet pour les projets enfantés à Alger, qui ne reposaient point comme les nôtres sur un travail consciencieux et approfondi, comme celui que vous aviez fait; cette discussion, qui a eu quelque retentissement, avait été le signal d'une sorte de réaction en faveur des idées dont j'étais le représentant....

... Après mon élection, je suis arrivé à Paris; j'ai trouvé tout le monde au ministère disposé à faire réussir nos projets. Pendant mon absence, on avait toujours songé à s'en faire une arme contre la colonisation militaire (2). Aujourd'hui, on espère que nous pourrons avoir un commencement d'exécution pour le printemps prochain, afin d'appuyer nos idées sur des faits accomplis....

(1) Bugeaud.
(2) Préconisée par le gouverneur général.

Digitized by Google

... Il paraît qu'une lettre écrite par vous à Tanger et adressée à Roches, je suppose, aurait été envoyée par lui au ministère des affaires étrangères. M. Guizot l'aurait lue et en aurait été très frappé; il en a longuement parlé au général (1) en lui disant que votre jugement sur les choses était l'appréciation la plus saine qu'il en ait encore vue; il a témoigné le regret de ne pas avoir fait plus ample connaissance avec vous, etc.

N'allez pas, après cette lettre, vous gonfler d'orgueil et devenir insupportable, etc... adieu, à bientôt et mille amitiés.

Le lieutenant-général,

DE LA MORICIÈRE.

La Moricière rentra à Oran, à la fin de l'hiver suivant et Martimprey fut heureux de le revoir.

En entrant à la Chambre élective, dit-il, le général avait eu pour but de rechercher, pour ses projets de colonisation, les faveurs de l'opinion, bien éloignées jusque-là de leur être acquises.

Le Gouverneur général, en possession depuis longtemps de la députation, était plus que jamais le promoteur de la colonisation par l'armée, à l'exclusion des systèmes qui, comme celui du commandant de la province d'Oran, tentaient de se faire jour à la tribune du Parlement.

A ce propos, Martimprey rappela, dans ses souvenirs, le blâme dont le général fut frappé de différents côtés pour s'être lancé dans la politique.

C'est ainsi, dit-il, que la patrie, qu'il ne faut jamais maudire, est ingrate envers ses meilleurs serviteurs et que l'histoire elle-même ne leur réserve qu'une justice tardive.

---

(1) Général de La Rue, aide de camp du roi.

Digitized by Google

A cette époque, le maréchal Bugeaud fit aussi une courte apparition à Oran. Quant au général, il approuva ce que le lieutenant-colonel avait fait au bureau arabe en son absence; et peu de jours après, il repartit pour Paris afin de prendre part à l'ouverture de la session.

Le général d'Arbouville reprit le commandement et se rendit de suite à Tlemcen, d'où Cavaignac venait de partir en expédition. Martimprey, absorbé par les affaires arabes, fut momentanément remplacé, comme chef d'état-major, par le commandant Jarras.

Il eut alors un moment difficile.

Le maréchal Bugeaud venait de commencer une expédition dans l'oued Sahel, du côté de la Kabylie, quand il reçut une plainte grave contre le lieutenant-colonel. Ce dernier était accusé d'avoir rendu, chez les indigènes, une révolte imminente par suite des achats de terre qu'il avait faits récemment pour le compte du domaine. Le maréchal, déjà excité contre lui par les questions de colonisation auxquelles il avait pris part, ordonna au général d'Arbouville de procéder à une enquête.

Le commandant de la province, qui tenait son directeur des affaires arabes en très haute estime, le chargea de rédiger lui-même sa réponse. Martimprey, touché d'un procédé aussi délicat, l'en remercia vivement et en conserva toujours un souvenir reconnaissant. Il établit un mémoire justificatif très complet que le général signa et adressa au gouverneur. On n'entendit plus parler de cette affaire; mais, à la Chambre des députés, les idées colonisatrices de La Moricière furent vivement attaquées et, à ce sujet, Martimprey, à son tour, fut blâmé. Ce fut pour lui un gros ennui.

Soutenu, toutefois, par la bienveillance du général d'Arbouville, il continua son service avec le même

Digitized by Google

zèle, et finit par reléguer cet incident dans les souvenirs du passé.

A cette époque, survint, en Algérie, un événement qui devait laisser une trace profonde dans l'esprit des contemporains. Ce fut la rentrée en France du maréchal Bugeaud, au mois de juillet 1847. Il venait de terminer son expédition de l'oued Sahel.

Ce fut à la fin de cette campagne, couronnée de succès, que se termina à Bougie, le long et glorieux commandement du duc d'Isly. Son nom, populaire dans l'armée française, chéri et vénéré dans l'armée d'Afrique et jusque chez les indigènes, était pour toujours attaché à l'histoire de la conquête la plus juste, la plus noble et la plus civilisatrice des temps anciens et modernes (1).

Le départ du maréchal coïncidait avec la ruine définitive de la puissance d'Abd-el-Kader. Ce dernier, en effet, à peu près expulsé d'Algérie, se soutenait avec peine au Maroc. Le sultan, redoutant son influence, venait de le frapper d'anathème, et de réunir contre lui de nombreux contingents.

Cette situation agitait les tribus. La Moricière, revenu à la tête de son commandement, fut obligé de se porter sur la frontière pour surveiller les événements. Il laissa le lieutenant-colonel à Oran pour diriger les publications du journal l'*Echo* et satisfaire la curiosité publique, très surexcitée par les nouvelles de l'ouest.

Au mois de décembre, l'Emir, ayant voulu attaquer de nuit l'armée marocaine, subit une défaite complète et fut rejeté sur notre territoire. C'était la fin. Epuisé, sans ressources, abandonné par ses derniers réguliers, il déposa les armes et se rendit au général de La Moricière.

---

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

Le duc d'Aumale, nommé depuis peu gouverneur général, fut prévenu. Il arriva à Nemours et reçut sa soumission. On fit monter l'Emir à bord du navire qui avait amené le gouverneur et on le conduisit à Mers-el-Kebir, où La Moricière demanda d'urgence Martimprey, qui se trouva ainsi mêlé aux incidents de la reddition de notre célèbre adversaire. Il en fit plus tard un récit détaillé.

C'est sur le plateau de Sidi-Brahim, théâtre du drame sanglant du colonel de Montagnac, qu'eut lieu la reddition.

Les murs du marabout étaient restés tachés de sang; le sol était parsemé d'ossements humains. C'est là qu'Abd-el-Kader vint se présenter; il comptait s'y trouver en face du général de Lamoricière, *le seul entre les mains duquel*, suivant ses expressions, *il avait pu se résoudre à consommer le sacrifice suprême de son abdication.*

En l'absence du général, ce fut le colonel de Montauban, du 2e spahis, qui reçut l'émir.

Après avoir passé devant le front de la cavalerie, qu'il salua avec estime, Abd-el-Kader, escorté de quelques chasseurs à cheval, se dirigea sur Nemours, où il arriva le soir; sa famille y était déjà.

Presque en même temps, le général de Lamoricière y entrait, sans autre escorte que celle des quelques cavaliers réguliers de l'émir, qui étaient venus se rendre à lui la veille.

Dans la matinée où s'accomplissait cet événement, qui couronnait l'œuvre longue et laborieuse de la conquête de l'Algérie, des salves d'artillerie étaient tirées à Nemours pour une autre cause. Le duc d'Aumale, gouverneur général depuis trois ou quatre mois, débarquait.

Les jours précédents, le général de Lamoricière l'avait pressé par plusieurs courriers de venir user de l'influence de son rang, comme gouverneur, comme fils du roi, pour donner des chances plus favorables à l'heureuse issue qui se préparait; mais l'état de la mer avait retardé l'arrivée du Prince.

Digitized by Google

Il fit le plus affectueux accueil au général de Lamoricière auquel le général Cavaignac, qui accompagnait le duc d'Aumale, adressa des compliments pleins de chaleur, dignes de ces nobles cœurs.

Le général de Lamoricière alla voir l'Emir, qui lui fit présent de son yatagan. La foi musulmane de l'illustre vaincu ne put suffire à lui donner la force de se renfermer en lui-même durant ces premières heures; ses larmes abondantes et ses sanglots étouffés remplirent une nuit sans sommeil.

Enfin, le matin, l'âme brisée, mais résigné, il monta la dernière jument qui lui restât et qui, comme lui, était blessée et s'avança, suivi de quelques serviteurs, vers le logement du duc d'Aumale.

A une certaine distance, il mit pied à terre et, conduisant en main sa monture à la manière des Arabes lorsqu'ils font acte de soumission, il vint rendre hommage au prince, qui le reçut avec une haute dignité.

L'Emir retourna à pied à sa tente.

Dans l'après-midi, le même navire à vapeur reçut le duc d'Aumale, Abd-el-Kader et le général de Lamoricière qui, à son arrivée à Mers-el-Kebir, au milieu de la nuit, m'envoya l'ordre de me rendre de grand matin auprès de lui.

Lorsque j'arrivai à bord, le duc me donna la main, le général me sauta au cou et nous nous tînmes embrassés quelques instants; puis, il me conduisit auprès de l'Emir et me mit à sa disposition.

Abd-el-Kader me demanda de faire venir un médecin pour panser un léger coup de feu qu'il avait reçu à la jambe, s'informa de mon nom, du temps que j'avais passé en Afrique. Je lui dis que j'y étais depuis 1835, que j'avais débuté par l'expédition de Mascara, après la Macta; que j'étais avec le général Bugeaud à leur entrevue de Fid-el-Atach, pour la paix de la Tafna.

Le souvenir de cette journée, où sa puissance s'était élevée jusqu'à le faire traiter d'égal à égal avec le représentant de la France, touchait une plaie saignante : Abd-el-Kader inclina la tête et se tut. Il passa la matinée à écrire et à dicter des lettres à Mustapha-ben-Tami, qui était près de lui.

Digitized by Google

Vers huit heures du matin, je conduisis l'émir à bord de la frégate qui allait le porter à Marseille. J'y vis amener sa mère, sa femme, toutes deux voilées, son fils, enfant d'un aspect maladif, et plusieurs de ses officiers, tous blessés.

A dix heures, le navire faisait route vers la France et disparaissait à l'horizon (1).

Martimprey se rendit alors à l'église Saint-Louis d'Oran où il assista à un *Te Deum* solennel avec le prince, le général de La Moricière et les autorités.

L'heureux terme d'une guerre qu'il avait suivie depuis son origine, au milieu de tant de vicissitudes, était donc atteint! un avenir de paix et de progrès s'ouvrait pour cette terre d'Algérie conquise au prix de tant de sacrifices (1).

Après le départ de l'Emir, Martimprey fut chargé d'accompagner le duc d'Aumale dans une tournée aux environs d'Oran. Il lui fit visiter Misserghin, le Sig, Mostaganem, Arzew, et le ramena à Oran où le prince s'embarqua pour retourner à Alger.

---

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

CHAPITRE V

RÉVOLUTION DE 1848

Gouvernement du duc d'Aumale. — Lettre de Pélissier. — Martimprey chef d'état-major de Cavaignac. — Proclamation de la République. — Martimprey quitte l'Algérie. — Sa situation. — Son arrivée à Paris. — État des esprits. — Commission de défense nationale. — L'armée des Alpes. — Direction du personnel et des opérations militaires. — Journées de juin. — Son mariage. — Changement de ministère. — Son retour en Afrique.

Dans le rapide voyage qu'il fit avec le duc d'Aumale, Martimprey avait eu l'occasion d'apprécier le jeune prince. L'impression qui lui en resta était si vive qu'elle ne devait plus s'effacer. Il la résuma ainsi : « D'une intelligence supérieure, laborieux, instruit et sage, le duc d'Aumale, quoique bien jeune, se montra, dès son début, un grand administrateur et le digne dépositaire du pouvoir (1) ».

Il avait alors, pour chef d'état-major général, un ami de Martimprey, le colonel de Crény, qui avait su acquérir la réputation d'un homme de talent et de caractère.

A cette époque, Martimprey était connu de tous les chefs de l'armée d'Afrique; et les relations qu'il avait avec plusieurs d'entre eux devaient avoir un jour une heureuse influence sur son avenir. Ses rapports avec Pélissier étaient des plus intimes, et d'autant plus dignes d'être signalés que ce dernier ne prodiguait pas son amitié.

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

Ces sentiments ne devaient jamais cesser et l'on verra plus tard le caractère si difficile du duc de Malakoff atténuer toujours pour Martimprey ses rudesses et ses duretés. Au début de 1848, Pélissier, qui commandait la subdivision de Mostaganem, eut le malheur de perdre son père qu'il aimait profondément. Martimprey lui adressa l'expression de ses condoléances, auxquelles il répondit par une lettre qui donne déjà une idée du lien qui les unissait.

Mostaganem, 12 janvier 1848.

Mon cher Martimprey,

J'ai reçu vos cordiales condoléances et elles ont été pour moi une douce consolation; car, dans la situation où la perte cruelle d'un père m'a placé, on attache un grand prix à voir sa peine partagée par un cœur tel que le vôtre.

Dieu vous conserve longtemps votre excellent père, votre excellente mère et tous les vôtres. Je vous embrasse cordialement.

Le général A. Pélissier.

La reddition d'Abd-el-Kader, suivant, à quelques mois de distance, la rentrée en France du maréchal Bugeaud, marquait une date importante dans l'histoire de notre conquête. Cette grande œuvre semblait terminée et cette illusion devait durer quelque temps.

La tranquillité succédait à l'agitation et pour bon nombre d'officiers, le moment de prendre un congé était arrivé. Le commandant de la province d'Oran lui-même, persuadé qu'il pouvait s'absenter sans inconvénient, quitta le pays au mois de janvier 1848, pour aller suivre en France la session parlementaire. Il ne devait plus revoir l'Algérie.

Cavaignac le remplaça par intérim. Martimprey était au mieux avec lui. « C'était, dit-il, un chef bienveillant et même affectueux. » Il fut heureux d'être à

Digitized by Google

la tête de son état-major. Rien du reste à ce moment ne troublait la paix, et d'importantes tribus, qui avaient émigré au Maroc avec Abd-el-Kader, revenaient sur leurs territoires, complètement ruinées, réduites à la dernière misère et très diminuées.

Cette époque fut aussi favorable à l'avancement des travaux topographiques. Le lieutenant-colonel en profita pour faire achever par un de ses officiers une carte générale du Maroc à laquelle il travaillait depuis plusieurs mois, et qu'il envoya plus tard au dépôt de la guerre.

Tandis qu'à Oran on jouissait d'un calme si complet, une nouvelle inattendue arriva d'Espagne, le 5 mars. Une révolution avait éclaté à Paris, le 24 février; le gouvernement du roi Louis-Philippe avait été renversé et la République proclamée.

Aussitôt, Cavaignac envoya son adhésion. Son chef d'état-major, tenant à s'isoler de toute démonstration politique, réunit ses officiers et leur dit que, dans des circonstances aussi extraordinaires, il comptait prendre toujours pour règle de conduite le sentiment du devoir militaire et le dévouement à la patrie. Ses officiers furent tous de son avis. C'était une sage réserve, basée sur le règlement qui doit toujours guider l'âme d'un soldat.

Le général Cavaignac fut le premier à l'approuver. D'ailleurs la République ne se présentait pas à Oran sous une forme séduisante. La lie de la populace était déjà venue au Château-Neuf, résidence du général, hurler des vociférations et l'obliger à se montrer pour recevoir son salut. En rentrant, il serra la main de Martimprey et lui dit, les larmes aux yeux : « Ce n'est pas ainsi que j'entends la République ».

Tandis que ces incidents agitaient la ville, le lieutenant-colonel reçut, le 7 mars, du général de La Moricière, une lettre qui lui causa une vive surprise. Ce

Digitized by Google

dernier avait été blessé dans les journées de février, et lui disait qu'en présence des graves événements de Paris, il avait besoin d'avoir près de lui un officier ayant toute sa confiance. Il avait songé à Martimprey et lui demandait de venir le rejoindre.

Celui-ci en parla à son nouveau chef, qui avait également reçu de son prédécesseur à Oran une lettre dont il avait été profondément touché. « Cavaignac, dit plus tard le lieutenant-colonel, était un noble cœur. Il avait été vivement impressionné par les termes de la lettre de La Moricière. Ils effacèrent jusqu'à la dernière trace des préventions qu'on avait jetées précédemment entre ces deux hommes si dignes l'un de l'autre. »

J'aurais voulu vous garder, mon cher ami, dit-il à Martimprey; mais j'en fais le sacrifice à Lamoricière; quand on a, comme vous, servi et travaillé si longtemps ensemble, c'est un désir bien naturel de vouloir se retrouver, surtout au milieu de ces événements graves où nous voici engagés (1).

Il embrassa son chef d'état-major pour qui il professait depuis plusieurs années autant d'estime que d'amitié et se sépara de lui pour se rendre à Alger.

Il venait d'être nommé général de division et gouverneur général.

Martimprey vendit tout ce qu'il avait, ses effets, ses chevaux, et s'embarqua, le 10, pour Marseille. Le 15, il était à Paris.

Les souvenirs qu'il a laissés de cette première partie de sa vie militaire s'arrêtent à cette date. Ils se terminent par une réflexion qui peint leur auteur et montre l'élévation de ses sentiments.

J'aurais pu sans doute donner bien des détails encore

(1) *Souvenir d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

sur les vingt premières années de la conquête et de l'histoire de l'Algérie; car, dans cette période si remplie de ma vie, j'ai approché bien des hommes, connu bien des faits, pénétré bien des passions.

Mais, à un demi-siècle de distance, les couleurs vraies s'effacent parce que le cadre a changé.

Ne voulant pas que ce récit puisse donner lieu à des jugement erronés, j'ai cru meilleur de ne parler des personnes et des choses qu'avec une extrême réserve (1).

Martimprey rentrait en France après un premier séjour de treize ans en Algérie. Arrivé dans ce pays comme lieutenant d'état-major, il en repartait lieutenant-colonel et officier de la Légion d'honneur, avec quatre citations à l'ordre de l'armée, une blessure grave, un cheval blessé sous lui, et ayant pris part à vingt-trois combats ou actions de guerre. C'était très beau!

Pendant cette glorieuse période, sa personnalité s'était affirmée. Il était noté comme un officier d'état-major de grande valeur, brave soldat, apte à exercer à l'occasion un commandement de troupes. Il avait successivement rempli les fonctions d'officier topographe, de guide de colonnes dans des régions inconnues, de directeur des affaires arabes, de chef d'état-major et de commandant de troupes. Partout, on l'avait jugé un officier d'élite. Après avoir rempli des missions difficiles, il était devenu l'officier de choix et l'ami du général de La Moricière, cet homme supérieur qui avait à peu près conquis la province d'Oran et forcé Abd-el-Kader à se rendre.

Ces faits parlaient d'eux-mêmes et, désormais, le lieutenant-colonel était, après Pélissier, l'officier supérieur d'état-major le plus distingué de l'armée d'Afrique. Mais ce dernier, désigné pour des commande-

(1) *Souvenirs d'un officier d'état-major.*

Digitized by Google

ments actifs, ne devait plus reprendre des emplois d'état-major, auxquels son caractère, rude et difficile, ne pouvait convenir. Martimprey restait, ainsi, le seul en vue pour les hautes fonctions d'état-major. Cette spécialité, jointe à son éducation, à sa puissance de travail et à sa bienveillance, venait de le faire appeler à Paris par son ancien général d'Oran et devait le désigner, quelques années plus tard, pour être le major général de nos armées.

L'aspect de Paris, quand il y arriva, n'était pas fait pour lui donner une haute idée du nouveau gouvernement. Le désordre régnait partout. La populace, maîtresse de la rue, était prête à s'imposer et à faire la loi; pour l'apaiser, on avait nommé un ouvrier membre du gouvernement, ce qui n'avait pas empêché le palais des Tuileries d'être envahi et pillé. Des éléments de désorganisation avaient même gagné l'armée. On se demandait ce que serait l'avenir et l'on sentait qu'il fallait faire appel aux hommes d'ordre et d'énergie. On ne pouvait les trouver que parmi les chefs de l'armée d'Afrique alors très populaires. C'était cette conviction qui avait décidé La Moricière à demander le concours de Martimprey, qui lui fit naturellement sa première visite. En quelques mots, le général le mit au courant. « On n'aura, lui disait-il, que les militaires d'Afrique pour les besognes qui se préparent. »

Le plus pressé était de lui trouver une position. Une commission de défense nationale venait d'être créée. La plupart de ses membres, les généraux Pelet, Vaillant, du génie, La Moricière, Bedeau, connaissaient Martimprey. Il fut mis à sa disposition le 23 mars.

Elle s'occupa d'abord de définir ses attributions et le but de ses efforts. Pendant ce temps, l'agitation la plus vive régnait dans la capitale, où le public et les clubs étaient entraînés par des meneurs et des ambi-

Digitized by Google

tieux. Déjà, le 16, le lendemain de l'arrivée de Martimprey, une manifestation de gardes nationaux avait eu lieu pour éloigner du gouvernement provisoire certains membres qu'on jugeait trop avancés. Cette démarche provoqua, le 17, un mouvement en sens contraire. Des corporations ouvrières et des clubs révolutionnaires se portèrent sur l'hôtel de ville pour demander le renvoi des troupes et l'ajournement des élections.

Les choses allèrent ainsi jusqu'au milieu d'avril. La commission de défense nationale venait de fixer ses premiers travaux. Le gouvernement provisoire avait été forcé d'organiser une armée des Alpes dont le commandement avait été confié au général Oudinot. On supposait qu'elle pourrait être obligée d'entrer avant peu dans le bassin du Pô.

A ce sujet, la commission, qui avait déjà chargé Martimprey d'établir le cantonnement de cette armée, lui confia une mission spéciale dont son ami, le général Pelet rédigea les termes.

14 avril 1848.

Le colonel Martimprey continuera le travail sur le cantonnement provisoire de l'armée des Alpes. Ce travail devra être copié et donné au général Oudinot ou au colonel Saint-Hippolyte (1). Il le montrera au colonel Charras (2).

Le colonel Martimprey demandera de ma part au colonel Charras les rapports sur les pays étrangers depuis le 15 mars jusqu'au 15 avril, et en fera un résumé sommaire par puissance et par armée. Il demandera aussi des détails sur la composition et sur l'arrivée des troupes venant de l'Algérie, pour compléter le travail de l'armée des Alpes.

Le colonel me remettra le projet de marche par le col de Tende, Coni, etc.

(1) Chef d'état-major du général Oudinot.
(2) Nommé depuis peu lieutenant-colonel et secrétaire de la Commission.

Digitized by Google

Le colonel Martimprey demandera la communication du projet de marche fait par M. Denniée pour l'entrée dans le Piémont en deux colonnes par le mont Cenis et le mont Genèvre.

Il continuera la marche sur Turin (qui doit être comprise dans l'itinéraire), sur Milan et Brescia, par Novare et Chiari, sur Alexandrie et Crémone, par Asti et Plaisance.

E. Pelet.

Ces projets ne devaient pas, du reste, être mis à exécution. Ce qui occupait les esprits, c'étaient les élections pour la Constituante. Celle-ci se réunit le 14 mai. Cavaignac, élu représentant du peuple, était nommé ministre de la Guerre le 17. A ce moment, il y avait de tels tiraillements dans les différents partis qu'on pressentait une prochaine guerre civile. Cavaignac dut songer à concentrer à Paris les troupes dont il pourrait avoir besoin.

Se souvenant des capacités de Martimprey, il le nomma, le 3 juin, directeur du personnel et des opérations militaires. Il avait ainsi sous la main un homme de devoir, en dehors des partis, dont la loyauté, le zèle et le dévouement lui étaient particulièrement connus. Dans la terrible tragédie qui se préparait, il ne pouvait mieux placer sa confiance.

Martimprey allait être chargé d'une lourde responsabilité; le gouvernement s'était placé dans une situation extraordinaire et à peu près sans issue.

Après la Révolution de février, il avait promis du travail aux ouvriers de Paris. Pour tenir ses engagements, il avait créé des ateliers nationaux, où plus de 100.000 hommes étaient venus réclamer du pain et des moyens d'existence. Cette charge devint bientôt une ruine pour le budget. Un jour, la Chambre refusa les crédits, mesure qui souleva la colère du peuple et

Digitized by Google

causa, dans ses rangs, une agitation indicible. Une lutte sanglante devint imminente.

Cavaignac prit ses dispositions pour la soutenir avec succès. Martimprey le secondait et transmettait ses ordres pour la concentration, à Paris, des régiments dont le concours était nécessaire. Au dernier moment, il dut se rendre lui-même dans les garnisons voisines, et former une colonne qu'il ramena dans la capitale.

Le 23 juin, le soulèvement du peuple éclata et des barricades s'élevèrent. La commission exécutive de l'assemblée voulut forcer Cavaignac à éparpiller ses forces et à diriger sur chaque barricade des détachements chargés de les détruire. C'était le moyen de faire écraser les compagnies ou les bataillons par des masses d'insurgés et d'assurer le triomphe de la révolution. Le ministre s'y refusa. Il fallut se décider à lui confier tous les pouvoirs.

La lutte fut alors conduite avec la plus grande énergie. Après trois journées de combats, l'insurrection fut vaincue. Pendant ce temps, Martimprey, chargé d'envoyer aux troupes les ordres du chef du pouvoir, eut une tâche des plus difficiles et supporta de cruelles heures d'angoisses. Il faut avoir vu Paris à cette funeste époque pour s'en rendre compte. Quand le combat eut cessé, les rues, les places, les grands boulevards, théâtre de cette lutte fratricide, présentèrent pendant quelques heures l'aspect le plus sinistre. Sur les boulevards, les troupes bivouaquaient dans la poussière, au milieu des débris de toute sorte, sur des tas de paille souillés. On aurait dit une ville morte, conquise par une armée victorieuse, dont les soldats, après avoir rompu leurs rangs, erraient à l'aventure, cherchant un abri, le repos et des vivres.

Le lieutenant-colonel dut conserver toute sa vie le souvenir des pénibles journées qu'il vécut à cette époque et du travail accablant qui lui incomba. Peu d'hom-

Digitized by Google

mes, il est vrai, pouvaient comme lui résister pendant plusieurs jours aux fatigues d'un service prolongé. Mais la gravité des événements pendant les sanglantes journées de juin 1848 donnait à ce service un caractère exceptionnel.

Il l'accomplissait avec d'autant plus de zèle que le ministre de la guerre était son ami. La Moricière, membre de l'Assemblée constituante, avait succédé, le 28 juin, à Cavaignac, devenu chef du pouvoir exécutif.

Ses prévisions sur les officiers d'Afrique s'étaient réalisées. Tous les emplois directeurs du ministère de la guerre étaient confiés à des officiers généraux ou supérieurs de la province d'Oran.

Ce fut pour Martimprey une chance heureuse. Car les services qu'il rendit à cette époque ne pouvaient manquer d'être brillamment récompensés. La Moricière le nomma colonel le 10 juillet, douze jours après son arrivée au ministère. C'était le gage assuré d'un brillant avenir. Martimprey, âgé à peine de quarante ans, n'avait plus qu'à se laisser porter par les événements. Il pouvait aspirer aux grades les plus élevés.

Il conservait encore les fonctions dont il avait été chargé aux heures les plus sombres de la guerre civile. Il y avait tant de vides à combler, de blessures à guérir, de colères à calmer, de services à réorganiser, que sa présence à la tête de sa direction était indispensable.

D'autre part, les relations de famille que sa présence à Paris lui avait permis de renouer, devaient l'amener, avant peu, à un événement d'un caractère intime qui allait modifier son existence.

Mme de La Moricière voulait le marier. Il ne demandait pas mieux. Elle le présenta à Mlle Louise-Thérèse Mesnard de Chouzy, petite-fille du comte de Champagny, duc de Cadore, ministre des Affaires étrangères

Digitized by Google

sous Napoléon Ier. Un projet de mariage ne tarda pas à être agréé par les deux familles. Indépendamment de sa belle réputation militaire, le colonel apportait à sa fiancée un cœur excellent, plein de droiture et de bonté, une modestie et une abnégation qui pouvaient peut-être lui nuire dans le courant de la vie, mais qui le relevaient encore aux yeux de ses amis. Sa demande fut accueillie et, dès le mois de septembre, il sollicita l'autorisation ministérielle, qui lui fut accordée le 2 octobre. Son mariage fut célébré le 19 du même mois.

A ce moment, les circonstances qui l'avaient fait appeler au ministère s'étaient modifiées. Les esprits étaient tournés vers l'élection du Président de la République. Tout le monde faisait de la politique; et ce genre d'occupation était loin de lui convenir.

Il ne tenait pas à la vie de bureau, et aspirait à retourner en Algérie, où Mme de Martimprey était prête à le suivre.

Le 10 décembre, le prince Louis Napoléon, ayant été élu Président de la République, le ministère fut changé et le général Rullière succéda à La Moricière.

Le colonel n'avait pris ses fonctions de directeur que pour être agréable à son ancien commandant de la province d'Oran.

Libre désormais, il s'empressa de demander son renvoi en Afrique, où il rêvait d'avoir un commandement. Le 23, le nouveau ministre signa un décret qui le mettait à la disposition du gouverneur de l'Algérie, pour exercer le commandement d'une subdivision. Mais, connaissant le mérite du colonel qu'il avait vu à l'œuvre dans les premières années de la conquête, il ne voulut pas le laisser partir sans lui donner un de ces témoignages d'estime qui sont toujours si précieux pour un officier. Il lui adressa la lettre suivante.

Digitized by Google

Paris, le 23 décembre 1848.

Vous avez rempli vos devoirs avec tant de distinction, que je ne saurais trop, mon cher colonel de Martimprey, vous en exprimer ma satisfaction. C'est un nouveau titre à la haute estime et à l'attachement que je vous ai voué depuis bien des années.

Général RULLIÈRE,
Ministre de la Guerre.

Pressé de reprendre sa vie active, le colonel fit ses adieux à sa famille et arriva à Alger avant la fin de l'année.

Notre colonie africaine avait alors pour gouverneur le général Charon, du génie, chef bienveillant et capable qui appréciait Martimprey et ne demandait qu'à combler ses désirs.

Pour le moment, il ne pouvait lui confier que la subdivision d'Orléansville. Le commandement lui en fut donné peu de jours après son débarquement.

Digitized by Google

CHAPITRE VI

COMMANDEMENT DE LA SUBDIVISION D'ORLÉANSVILLE

(1849-1851)

Situation d'Orléansville. — Son climat. — Officier d'ordonnance de Martimprey. — Ses troupes. — Expédition contre les Achacha. — Mort du maréchal Bugeaud. — Le choléra. — Dévouement du colonel. — Le théâtre. — Opérations en Algérie. — Siège de Zaatcha. — Séjour en France. — Départ de Du Barail. — Tranquillité des tribus. — Agitation à Paris. — Expédition de Saint-Arnaud. — Martimprey chef d'état-major général de l'armée d'Algérie.

Au point de vue de l'agrément, Orléansville n'était pas une résidence de choix. Créé depuis cinq ans, ce poste avait à peine les installations nécessaires, et se distinguait surtout par un climat torride. Placée sur la rive gauche du Chéliff, la ville s'était élevée sur un terrain plat, entourée de collines arides, qui semblaient concentrer sur elle les ardeurs d'un soleil saharien. Située au fond d'un entonnoir, elle devenait en été un séjour insupportable. On y constatait souvent 45° centigrades à l'ombre. La mer, heureusement, n'était pas loin; et le petit port de Ténès, à dix lieues au nord d'Orléansville, offrait aux Européens le moyen d'atténuer l'effet débilitant des grandes chaleurs par ses brises rafraîchissantes et ses bains de mer. Du côté du sud, le massif élevé de l'Ouarensenis permettait également de trouver dans ses vallons des eaux courantes et des ombrages.

Digitized by Google

En revanche, au point de vue politique, ce poste avait une importance qui en augmentait l'intérêt. Les tribus des environs s'étaient maintes fois soulevées et, à l'arrivée du colonel, celles du Dahra frémissaient encore au souvenir du terrible châtiment que leur avait infligé, trois ans auparavant, le colonel Pélissier en les enfumant dans leurs grottes.

C'était surtout pour madame de Martimprey que le séjour d'Orléansville devait être dur et pénible. Mais la courageuse compagne du colonel, décidée à suivre partout son mari, ne songeait qu'à partager ses fatigues et les chances de sa vaillante carrière.

Un officier qui devait parvenir plus tard au premier rang de la hiérarchie militaire, le général du Barail, alors jeune capitaine, eut l'occasion de voir le colonel peu de temps après son arrivée à Orléansville. Il en a laissé un portrait qui mérite d'être conservé.

Le colonel de Martimprey venait de remplacer le général Bosquet dans le commandement de la subdivision d'Orléansville. Collaborateur des plus utiles du maréchal Bugeaud, élève préféré du général de La Moricière, qu'il avait suivi au ministère de la Guerre comme chef de cabinet, le colonel de Martimprey avait une place à part dans l'armée d'Afrique, où on l'estimait autant pour la noblesse de son caractère que pour l'éclat de ses services et l'étendue de ses connaissances militaires. D'un esprit plus juste que brillant, infatigable au travail, ne sachant pas ce que c'était qu'une distraction, très ferme, très exigeant même, mais bienveillant, bon comme du pain, il obtenait tout ce qu'il voulait, parce qu'il était toujours le premier à payer de sa personne.

Dès son arrivée, il s'était souvenu d'un jeune maréchal des logis de spahis qu'il avait remarqué, en 1842, dans la province d'Oran, pour sa distinction, son intelligence et sa bravoure. Il lui avait même témoigné une certaine affection et, le sachant depuis peu capi-

Digitized by Google

taine au 1er régiment de spahis, il lui fit demander par son chef de corps, le colonel Daumas, qu'il connaissait de longue date, s'il lui conviendrait de devenir son officier d'ordonnance.

Ce jeune officier n'était autre que du Barail, le futur auteur du portrait qui vient d'être reproduit. Le capitaine n'avait aucune envie de se rendre à Orléansville qui passait déjà pour un poste désagréable. Mais la demande du commandant de la subdivision était trop flatteuse pour qu'il pût y répondre par un refus. Il accepta, guidé surtout par l'estime que le colonel de Martimprey lui avait inspirée. « Et puis, disait-il, auprès d'un tel chef il aurait beaucoup à apprendre ».

Au chef-lieu de sa subdivision, le colonel avait à sa disposition le 16e de ligne, colonel Jolivet, un escadron du 1er régiment de spahis, commandant de Mirandol, deux sections d'artillerie de montagne, un détachement du génie sous les ordres du commandant Le Brettevillois, et divers détachements de troupes auxiliaires.

Un de ses fonctionnaires les plus importants était le chef du bureau arabe, capitaine Richard, du génie. Très intelligent, instruit, bien doué physiquement, ayant de beaux services, il aurait fait un homme de grande valeur s'il avait eu l'esprit juste. Mais sous ce rapport, dominé par des utopies, il devait causer quelques ennuis au commandant de la subdivision. Il avait imaginé, pour civiliser les Arabes, de leur appliquer les idées phalanstériennes qu'il professait. « Ces décevantes théories sociales, dit du Barail, étaient l'antithèse absolue des convictions du colonel qui, lui, ne voyait de salut que dans la pratique inflexible des devoirs de famille et des vertus patriarcales. » Aussi dut-il, sans tarder, mettre un terme aux fantaisies humanitaires de son subordonné et le ramener à une conception plus

Digitized by Google

nette des besoins des indigènes et des devoirs des officiers chargés de les administrer.

Une fois installé, le colonel entreprit une tournée sur son territoire. Il voulait connaître le pays, les officiers, les chefs arabes placés sous ses ordres et se faire voir à ses inférieurs. Il commença son inspection par le cercle de Ténès et, comme il attendait alors le capitaine du Barail, il laissa, en partant, sur sa table de travail, quelques préceptes écrits de sa main. « Ce trait, dit ce dernier, dépeint l'homme; il ne les avait pas inventés, mais il les observait toujours, ceux-ci entre autres : Ne remettez jamais à demain ce que vous pouvez faire aujourd'hui. Considérez que rien n'est fait, quand il vous reste encore quelque chose à faire.

Le colonel de Martimprey, ajoutait-il, a été pour moi une sorte d'oracle et il m'a mis dans la tête quelques axiomes, quelques règles qui m'ont été des plus utiles dans ma carrière. Une maxime qu'il m'a développée maintes fois dans la suite et sur laquelle il aimait à revenir presque perpétuellement était celle-ci : « Quand vous recevez un ordre, employez toute votre intelligence à le bien comprendre et toute votre bonne volonté à en rechercher les moyens d'exécution. Cela seul vous donnera un avantage immense sur tous vos camarades; parce qu'en règle générale, quand on reçoit un ordre, l'esprit est frappé tout d'abord par les difficultés, par les impossibilités qu'il soulève. On dirait que c'est là un défaut du cerveau. »

En parcourant le pays soumis à son commandement, le colonel constata partout le calme et la tranquillité. C'était, du reste, l'état général de la colonie, sauf dans le sud et sur la frontière de l'ouest où quelques troubles existaient encore.

Au mois de juin cependant, il eut une alerte à laquelle il mit promptement bon ordre. L'importante

Digitized by Google

tribu des Achacha, sur la limite des subdivisions d'Orléansville et de Mostaganem, refusa d'acquitter ses impôts. Après en avoir rendu compte au général de division, il le prévint qu'il se rendait sur les lieux pour apaiser ce mouvement de révolte. Puis, sans attendre d'ordres, il partit avec trois bataillons des 16e et 68e de ligne et deux escadrons de cavalerie. Il alla camper au centre même de la tribu. Le général de Salles, commandant la subdivision de Mostaganem, qui était parti de son côté, le 24 juin, avec des troupes, le rejoignit deux jours après. Une opération fut concertée et, le 28, on razzia les révoltés qui s'empressèrent de faire leur soumission et de payer leurs impôts. Les deux colonnes rentrèrent dans leurs garnisons respectives.

Ce fut pendant cette expédition que parvint à Martimprey une nouvelle qui lui causa une grande tristesse. L'illustre maréchal Bugeaud, atteint par le choléra à Paris, avait succombé le 10 juin. Martimprey, qui professait pour lui la plus respectueuse admiration, lui conserva toujours un fidèle et touchant souvenir.

L'été s'acheva à Orléansville, sans le moindre incident. Mais la saison qui suivit fut marquée par l'invasion du choléra qui devint bientôt une redoutable épreuve pour toute la subdivision.

Le gouverneur avait décidé, en octobre, de faire rentrer en France le 16e de ligne. Il fut remplacé par le 12e qui partit de Marseille avec des malades et apporta dans la colonie le germe de l'épidémie. Il arriva à Orléansville avec des hommes qu'il fallut envoyer à l'hôpital. Le fléau se répandit avec rapidité et prit en quelques jours un caractère alarmant. Tous les corps payèrent leur tribut. Sur cinq officiers de spahis, trois moururent; et autour d'eux, la proportion, sans être aussi forte, fut considérable.

Digitized by Google

UNIV. CALIFORNIA

Un homme se distingua dans ces heures cruelles ; ce fut le commandant de la subdivision.

A force de calme, d'énergie et de dévouement, dit du Barail, le colonel de Martimprey réussit pourtant à maintenir le moral de ses troupes. Il se multiplia pour combattre l'épidémie, non seulement dans l'armée et dans la population civile, mais encore chez les tribus voisines, parmi lesquelles elle s'était propagée. Tous les jours, nous nous rendions à l'hôpital pour surveiller et encourager les services sanitaires, pour voir et pour consoler les malades et, tous les jours, je revenais, pénétré d'une admiration croissante en face de la hauteur de caractère et de la sérénité d'âme de mon chef. Quel grand cœur! et j'ajouterai : quel grand chrétien! Cette situation atroce se maintint pendant deux longs mois. Le choléra s'était rapidement étendu sur tout le territoire de l'Algérie (1).

A la fin de l'année, cependant, la maladie s'atténua et finit par disparaître. On regretta alors un élément de distraction dont la population jouissait précédemment et qui n'existait plus. C'était le théâtre.

Le général de Saint-Arnaud, un des prédécesseurs du colonel, avait été le premier à l'installer. Des militaires de la garnison, doués de dispositions dramatiques, avaient complété la troupe des comédiens et un lieutenant d'infanterie, connu pour ses goûts artistiques, en avait été nommé directeur. Malheureusement, la subvention, prise d'abord sur des contributions imposées aux révoltés du Dahra, avait fini par manquer. Le colonel de Martimprey n'avait pas d'argent pour solder les frais. Il n'aurait du reste jamais admis un virement de fonds. Il fallut donc se résigner à perdre les artistes qui s'éloignèrent et ne laissèrent que des regrets, surtout au moment du choléra.

---

(1) *Mes Souvenirs*, par le général du Barail.

Digitized by Google

La paix la plus profonde continuait à régner parmi les tribus de la subdivision. Néanmoins, son commandant se tenait au courant des agitations qui se manifestaient dans le reste de l'Algérie; c'était pour lui un moyen de prévoir les événements et de surveiller les mouvements qui auraient pu se produire autour de lui.

Il entretenait, pour cela, une correspondance active avec les principaux officiers des trois provinces, ce qui lui permettait de suivre, jour par jour, les différentes opérations militaires. Il y en avait de différents côtés. En Kabylie, le général Herbillon, commandant la division de Constantine, châtiait la tribu des Beni-Toufout. Sur la route de Sétif à Bougie, le général de Salles opérait contre une autre tribu kabyle. Dans la subdivision de Batna, une insurrection grave, celle des Ziban (1), avait éclaté et fait soulever les gens du sud de la province de Constantine. Le commandant du cercle, le colonel Carbuccia, était en train de ramener à l'obéissance les Ouled-Sahnoun, chez lesquels il avait pénétré avec une colonne de trois bataillons et de trois escadrons. Chez les Guetchoulas, manœuvrait le colonel Blangini; et, sur les cimes du Djurdjura, Canrobert, alors colonel, livrait de glorieux combats.

En octobre, commencèrent les opérations contre Zaatcha, dont le siège, l'assaut et la prise, survenue à la fin de novembre, eurent, dans toute l'Algérie, un si grand retentissement.

L'effet moral en fut considérable et, du même coup, l'insurrection des Ziban fut terminée.

On comprend quel intérêt devaient avoir tous ces événements pour le commandant d'une subdivision dont les tribus avaient été si souvent insurgées. Mais, grâce au succès de nos armes, l'année 1849 finit au

(1) Contrée des oasis au sud des montagnes de l'Aurès.

Digitized by Google

milieu d'un calme complet. D'autre part, à Orléansville, l'état sanitaire, malgré une température que du Barail qualifia « d'infernale », était redevenu parfait. Le colonel de Martimprey en profita, au commencement de 1850, pour prendre un congé et aller embrasser en France son fils aîné, Louis, qui venait de naître. Cette pensée comblait son cœur de joie. Il fut remplacé momentanément par le colonel du 12e de ligne. Son officier d'ordonnance, du Barail, maintenu en fonctions, le tint au courant des incidents survenus en son absence.

Son séjour en France fut consacré aux joies de la famille. Mais déjà, à cette époque, sa notoriété était assez répandue pour qu'il lui fût difficile de s'isoler. Au commencement de 1850, le ministère de la guerre s'occupait de la répartition de la propriété en Algérie et de la délimitation des terres appartenant au domaine. Une commission, nommée à cet effet, préparait de nouveaux projets de loi. Ayant connu la présence du colonel à Paris, elle voulut utiliser son expérience et le convoqua à ses séances par la lettre suivante.

Paris, le 6 mars 1850.

Monsieur,

M. Daru, président de la commission de législation de l'Algérie instituée auprès du ministère de la Guerre, me charge d'avoir l'honneur de vous prier de vouloir bien vous rendre vendredi, 8 mars, à 8 heures précises du matin, à la séance de la commission.

La commission de législation de l'Algérie, appelée en ce moment à discuter les deux projets de loi relatifs à la propriété et au domaine national en Algérie, a pensé que vous seriez disposé à lui prêter dans cette circonstance le concours de vos lumières et de votre expérience.

Le secrétaire de la Commission :

DE LAVERGNE.

Digitized by Google

Le colonel n'était pas fâché d'exprimer son avis sur une question qui l'avait toujours intéressé. Et, quand il retourna à Orléansville pour reprendre ses fonctions, il put renseigner le gouverneur sur les mesures que le ministère préparait.

Au siège de son commandement, il ne devait pas tarder à avoir un gros ennui. Son officier d'ordonnance, auquel il tenait, allait être forcé de le quitter.

Au milieu de l'été de 1850, une vacance de commandant d'escadron se produisit dans le régiment de du Barail. Elle lui revenait de droit. Il en parla à son chef, qui fut le premier à s'incliner devant les exigences de cette situation et à reconnaître l'intérêt de carrière qui faisait à son officier d'ordonnance un devoir de rentrer à son corps. La séparation fut pénible. « Je quittais avec beaucoup de regrets, écrivit du Barail, l'excellent colonel de Martimprey, qui m'avait si bien accueilli et si bien fait travailler. »

Le colonel dut lui chercher un successeur, et le remplaça, tout en le regrettant. Du Barail ne devait jamais l'oublier et conserva pour lui la plus sincère admiration.

Pendant toute cette année, la subdivision jouit d'une paix qui semblait définitive. Mais là, comme dans toute l'Algérie, ce n'était qu'une apparence, et le colonel, instruit par les leçons du passé, sachant qu'il ne fallait jamais se fier aux Arabes, ne relâchait pas sa surveillance.

En 1851, son attention fut attirée par les incidents qui se déroulaient à Paris. Les partis s'agitaient; on parlait du rétablissement de l'Empire; et les ministères qui se succédaient au pouvoir semblaient en rapprocher l'avènement.

Ces faits avaient leur écho en Algérie. Au mois d'avril, le général d'Hautpoul, gouverneur général et membre de l'Assemblée législative, dut rentrer en

Digitized by Google

France. L'intérim fut confié au général Pélissier. A peine fut-il installé à Alger que les mouvements de révolte provoqués dans la petite Kabylie par le schérif Bou-Baghla nécessitèrent une expédition. Le commandement de la colonne principale fut confié par ordre supérieur au général de brigade Saint-Arnaud, alors commandant de la province de Constantine, qui devait récolter à lui seul les bénéfices de cette campagne.

Au moment où elle allait commencer, le chef d'escadron Fleury, aide de camp du prince Président, vint faire en Algérie une tournée qui occupa les esprits et fit beaucoup jaser. Il était chargé de recruter des adhérents à la politique du chef de l'Etat et de remplir, auprès de Saint-Arnaud, une mission secrète qui eut son dénouement au coup d'Etat.

Ses démarches n'empêchèrent pas l'expédition de s'achever. Elle eut pour résultat la nomination de Saint-Arnaud au grade de général de division.

Sur ces entrefaites, l'été était arrivé et les nouvelles reçues de la capitale faisaient pressentir, en Algérie, de grandes modifications. On parlait de l'appel de Saint-Arnaud à Paris, de la désignation du général Randon, ministre de la Guerre, pour le gouvernement général, du général de Mac-Mahon pour la division de Constantine.

Ces bruits circulaient dans la colonie depuis le mois de juillet. A cette époque, le chef d'état-major général de l'armée d'Algérie, le général de Crény, fut forcé de rentrer en France pour des raisons personnelles. Au mois de septembre, sa mise en disponibilité rendit la vacance définitive.

L'autorité supérieure songea, pour le remplacer, au colonel de Martimprey. La première idée en vint au général Randon, qui espérait déjà être nommé gouverneur général et qui prenait les devants pour choisir son futur major général.

Digitized by Google

Le commandant de la subdivision d'Orléansville ne tarda pas à être mis au courant de ses vues par une lettre du général Pélissier.

Alger, le 19 septembre 1851.

Mon cher colonel,

La mise en disponibilité de M. le général de Crény laisse vacante la position de chef d'état-major général de l'armée d'Afrique.

Préoccupé de la nécessité de pourvoir à cette vacance, M. le ministre de la Guerre m'a consulté et m'a demandé mon opinion sur vous. Je n'ai pu répondre qu'une chose : c'est que, par vos qualités, par vos connaissances, vous étiez très apte à occuper le poste de chef d'état-major général et que, pour mon compte, je vous y verrais venir avec le plus grand plaisir; mais que j'ignorais si cette position serait à votre convenance, que je vous consultais et qu'aussitôt votre réponse reçue, je répondrai catégoriquement.

Je vous consulte donc, mon cher colonel, en vous priant de m'envoyer par le retour du courrier votre réponse nettement exprimée, afin que je puisse moi-même répondre sans indécision à M. le Ministre. L'intention du ministre est d'envoyer un officier général à Mostaganem pour y commander la subdivision. Je vous donne cet avis parce qu'il est de nature à modifier peut-être votre décision.

Je n'ai pas besoin de vous répéter, mon cher colonel, que je serai, pour ma part, très heureux de vous voir à la tête de l'état-major général, ne dussé-je même avoir que fort peu de temps le plaisir de travailler avec vous.

Recevez, etc...

Le général de division
Gouverneur général par intérim,

A. Pélissier.

Le commandement de la subdivision de Mostaganem pouvait être tentant pour le colonel. Mais l'avis

Digitized by Google

que lui transmettait le général Pélissier ne lui laissait aucun espoir de l'obtenir; il accepta donc la position qui lui était si gracieusement offerte. Le climat d'Orléansville, qu'il supportait depuis trois ans, ne lui permettait d'ailleurs de goûter les joies de la famille qu'en risquant la santé des êtres qui lui étaient le plus chers. Alger, au contraire, était une résidence agréable, saine et très recherchée. En outre les fonctions qu'on lui confiait étaient pleines d'intérêt et dévolues ordinairement à un officier général. Il avait tout avantage à les accepter. Il s'empressa de remercier le gouverneur et de lui envoyer la réponse favorable que ce dernier attendait. Il fut nommé chef d'état-major général le 4 octobre.

Digitized by Google

CHAPITRE VII

ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L'ARMÉE D'ALGÉRIE

(1851-1852)

Importance des nouvelles fonctions de Martimprey. — Accueil de Pélissier. — Expédition de Kabylie. — Gouvernement du général Randon. — Ses projets. — Réorganisation de l'armée. — Martimprey général. — Santé de sa famille. — Sa rentrée en France. — Mise en disponibilité. — Proclamation de l'Empire. — Commandement d'une brigade à Bordeaux.

La nouvelle situation qu'allait occuper le colonel de Martimprey avait une importance supérieure à celle des divers emplois qu'il avait remplis jusqu'alors. Et cependant, dans notre armée, ces fonctions d'état-major, trop effacées devant les actes du commandement, sont toujours restées ingrates.

Si l'initiative et la responsabilité appartiennent au commandant en chef, la part qui revient, dans le succès, à son chef d'état-major général n'en est pas moins considérable.

En France, on a eu souvent une tendance à l'oublier. Pour le colonel, cette fonction allait devenir, pendant une dizaine d'années, une véritable spécialité. Il importe donc, pour la bien comprendre, de la définir avec précision, en rappelant comment elle était comprise sous le premier Empire.

La gloire d'un général en chef, dit à ce sujet le général Thiébault, dépend souvent de la manière dont on exécute ses ordres.

Digitized by Google

Après le général en chef, le chef de l'état-major général est celui qui, dans une armée, peut faire le plus de bien par sa capacité, ou le plus de mal par son insuffisance.

Il doit à l'armée la sollicitude la plus vive pour tous ses besoins, aucun ne lui étant étranger.

Il doit au général en chef de mettre en action tout ce qu'il conçoit.... et, sous tous les rapports, le tribut de ses idées.

Il doit au ministre de la Guerre les rapports les plus exacts et les plus circonstanciés.

Pour être en état de remplir de semblables devoirs, il faut réunir aux qualités intellectuelles et morales les plus heureuses, à un caractère ferme et connu, une grande capacité, les connaissances les plus exactes et les plus étendues et un grand ascendant.

Relativement aux qualités intellectuelles et à celles qui tiennent au caractère, il faut cet esprit d'ordre et de méthode qui organise et classe le travail; cette fermeté qui fait tenir à la marche établie; cette prévoyance qui prépare; cette activité qui vivifie; cette justice qui encourage; cette sévérité qui retient; cet amour de ses devoirs qui prévient les moindres négligences et fait toujours tendre au perfectionnement; cette vigilance qui excite celle des autres; et cette influence qui commande le zèle et fait obtenir de chacun ce dont il est capable.

Relativement aux qualités morales, il faut ces formes qui ménagent l'amour-propre, adoucissent l'effet des refus et ajoutent aux prix des faveurs ou des grâces; et cette délicatesse, cette intégrité qui commandent l'estime et la considération.

A ces qualités, il faut ajouter cette abnégation qui s'efface devant la personnalité du chef, ce dévouement qui entraîne aux derniers sacrifices et cette conscience, poussée jusqu'au scrupule, qui assure l'exécution des ordres.

Tel est l'ensemble de qualités, de talents et de connaissances qu'un bon chef d'état-major général doit

Digitized by Google

posséder, et qu'en 1851 le ministre de la Guerre, aussi bien que le gouverneur général, comptait avec raison trouver dans le colonel de Martimprey. Si plus tard, dans les guerres difficiles de Crimée et d'Italie, ce fut encore à lui qu'on fit appel pour ces fonctions, c'est que son aptitude à les exercer avait été unanimement reconnue.

En octobre 1851, il quitta Orléansville et vint prendre à Alger le service compliqué qui lui incombait. Pélissier lui fit un accueil affectueux. Martimprey était pour lui un ami et les sentiments qu'il lui témoignait ne devaient plus se démentir. De la part du duc de Malakoff, qui était loin de prodiguer son estime, ce fait constitue à lui seul un véritable éloge.

La situation générale de l'Algérie avait alors un caractère particulier. Un certain nombre d'officiers, poussés par l'ambition, la quittaient pour se rendre à Paris, faire leur cour aux puissants du jour et être prêts à recevoir les premiers rayons du soleil levant. La mission du commandant Fleury en Afrique avait porté ses fruits et c'était vers la capitale, devenue un centre d'intrigues, que se tournaient les regards.

L'Algérie semblait abandonnée et l'intérim même du gouvernement général qui durait sans titulaire depuis le mois d'avril faisait beaucoup jaser. Les Arabes ne bougeaient pas; mais l'apparition d'un schérif dans quelque tribu fanatique était toujours à craindre.

C'est ce qui arriva au mois d'octobre, au moment où le colonel de Martimprey prit son service. Bou-Barghla, l'homme à la mule, chassé de l'oued Sahel au printemps par le général Camou et réfugié en Kabylie, chez les Zouaouas, avait retrouvé parmi eux des partisans dévoués. Appuyé sur leurs fusils et fort du prestige religieux qu'il exerçait encore, il avait employé l'été à soulever les tribus du plateau de Boghni et de la rive gauche du Sebaou, jusqu'aux Flissa. Au

Digitized by Google

mois d'octobre, les communications entre Alger et Delys étaient menacées. Le gouverneur jugea qu'il fallait agir et frapper un coup vigoureux sur les dissidents.

Mais, en France, on ne voulait pas d'affaires; le coup d'Etat se préparait et on désapprouva l'entreprise. On trouvait la saison trop avancée pour s'aventurer dans les montagnes de la Kabylie. On chercha même à soulever l'opinion publique par des articles qui exagéraient les dangers à courir.

Pélissier, convaincu de la nécessité de punir les révoltés et de ne pas laisser le soulèvement s'étendre, ne tint aucun compte de ces résistances. Au moment où Martimprey prenait son service, il organisa ses colonnes et donna l'ordre de concentrer les troupes au Fondouk, près d'Alger. Son nouveau chef d'état-major ne pouvait encore lui donner son concours. Ce fut son sous-chef, le lieutenant-colonel d'état-major de Cissey, qui le suppléa. D'autre part, le gouverneur avait besoin de laisser à Alger un homme de confiance pour expédier, en son absence, les affaires courantes et le décharger de tous les détails du service. Ce fut à Martimprey qu'incomba cette tâche, ce qui lui permit aussi de procéder à son installation.

Le gouverneur quitta Alger le 23 octobre et entra en opérations le 31. Tranquille sur la direction générale du service, il commença aussitôt ses mouvements.

Il châtia les tribus révoltées d'autant plus rudement qu'il était forcé d'en finir avec elles avant les mauvais temps. Dès le 4 novembre, le schérif, poursuivi l'épée dans les reins, dut abandonner les Kabyles qu'il avait soulevés. Le lendemain, les soumissions commencèrent. En vingt jours tout fut pacifié. A la vue de leurs villages incendiés, de leurs troupeaux enlevés, de leurs maisons détruites, les indigènes se résignèrent à subir les lois du vainqueur, qui leur imposa une organisation nouvelle et des contributions de guerre écrasantes.

Digitized by Google

Le 25 novembre, les troupes se mirent en route pour regagner leurs cantonnements et, deux jours après, Pélissier rentra à Alger.

Martimprey, qui l'avait régulièrement tenu au courant des affaires survenues en son absence et des mesures prises pour assurer leur marche, vint au-devant de lui avec les autorités militaires et civiles. On commençait alors à parler de la nomination définitive de Pélissier comme gouverneur général. Mais ceux qui la croyaient probable, ignoraient les projets formés à Paris.

Ils ne tardèrent pas à être fixés. Déjà, en novembre, on avait su que le général Randon avait cédé son portefeuille de la Guerre au général Saint-Arnaud. Dans les premiers jours de décembre, on apprit que, le 2, ce dernier avait exécuté le coup de force préparé par les amis du prince-président. On reçut ensuite les décrets du 2 et du 3, qui déclaraient l'Assemblée dissoute et convoquaient le peuple dans ses comices pour statuer sur les modifications apportées à la Constitution.

Ce fut un grand événement pour l'Algérie. Mais, sous l'autorité énergique de Pélissier, aucun trouble n'était à craindre. Suivant son ordre, Martimprey transmit, sans commentaires, les décrets et proclamations de la présidence, ainsi que les arrêtés du gouverneur, dont le dernier devait rester dans le souvenir de tous les contemporains. Il était ainsi conçu :

« Article unique. — L'Algérie est placée sous le régime de l'état de siège. »

Il signifiait aux nombreux aventuriers, déclassés et transportés politiques établis en Afrique, de ne pas bouger. La colonie, en effet, conserva son calme. A Paris, l'article unique de Pélissier et la proclamation qui le suivit furent très goûtés.

Le 11 décembre, le général Randon fut nommé gou-

Digitized by Google

verneur général. De nombreuses correspondances permettent de croire que cette haute fonction lui était déjà promise au moment où il faisait désigner Martimprey comme chef d'état-major général. En tout cas, il ne s'attarda pas en France, débarqua à Alger le 25 et prit aussitôt son commandement.

Il avait connu le colonel à ses débuts dans la province d'Oran, quand il n'était encore que capitaine. Tous deux avaient été en relations et plusieurs lettres de Randon témoignent de l'estime qu'il lui portait. Ce fut donc avec joie que tous deux se retrouvèrent. Le gouverneur savait qu'il avait dans son chef d'état-major général un collaborateur aussi sûr que dévoué, un homme de devoir, d'une loyauté absolue dans l'exécution des ordres et des détails du service.

Pélissier s'empressa de retourner à Oran. Martimprey lui donna, jusqu'à son embarquement, tous les témoignages de sympathie qu'autorisaient leurs relations passées et les marques de déférence que méritait sa haute personnalité.

Le gouverneur arrivait en Afrique avec des idées nouvelles qu'il comptait mettre à exécution et pour lesquelles son chef d'état-major allait lui offrir un concours des plus utiles. Elles reposaient sur la situation même de l'Algérie qu'il connaissait à fond, et dont l'exposé justifiait ses projets.

Le général Randon les fit connaître à Martimprey dès leurs premiers entretiens et trouva en lui un chef éclairé prêt à le seconder.

Il estimait que ses prédécesseurs avaient réussi, dans une large mesure, à vaincre la résistance des indigènes, mais que le but à poursuivre n'en restait pas moins la soumission entière du pays, et que, pour y arriver, il y avait encore beaucoup à faire.

Dans le Tell, le littoral de la Méditerranée était loin d'être dans nos mains. La Kabylie, cette vaste région

Digitized by Google

montagneuse qui s'étend de Dellys à Collo et de Milah à Aumale, échappait sur bien des points à notre domination. Les populations des frontières restaient hostiles et toujours remuantes. Celles de l'ouest, influencées par l'anarchie marocaine, exigeaient une surveillance attentive. Nos tribus, sans cesse menacées par les brigandages des maraudeurs voisins, étaient dans un état d'hostilités permanent.

De nos postes avancés du sud, on apercevait les vastes plaines du Sahara, sur lesquelles notre influence était à peu près nulle. Les nomades qui les parcouraient, gravitant autour de leurs oasis, vivaient en dehors de notre action et pouvaient, à l'occasion, braver notre autorité.

Il fallait donc être toujours en mesure de maintenir dans le devoir les populations remuantes et d'achever la conquête. Pour cela, il fallait une armée spéciale à la colonie et fortement organisée.

Le général Randon estimait que c'était là son premier devoir. Martimprey, déjà tout acquis à ces idées, s'empressa d'entrer dans ses vues. Le projet d'organisation du gouverneur avait pour base l'augmentation des régiments permanents d'Afrique. Une étude fut entreprise et, le 20 janvier 1852, un travail d'ensemble, établi par l'état-major, fut adressé au ministre de la Guerre.

A l'avenir, chaque province devait posséder une force active permanente, qui comprenait :

1 régiment de zouaves, à 3 bataillons de 1.200 hommes	3.600 h.
1 régiment de tirailleurs algériens, à 2 bataillons de 1.000 hommes	2.000
1 régiment de la légion étrangère, à 3 bataillons de 1.000 hommes	3.000
1 bataillon d'infanterie légère d'Afrique	800
2 régiments de France, chacun à 2 bataillons de 1.000 hommes	4.000
1 escadron du train des équipages militaires	1.200
TOTAL	14.600 h.

Digitized by Google

Cette proposition fut agréée et un décret du 13 février décida qu'on procéderait immédiatement à la formation des nouveaux régiments. Ce fut l'origine des trois premiers régiments de zouaves, qui devaient conquérir avant peu une renommée légendaire.

Des ambulances divisionnaires, divisées en sections proportionnées à la force des colonnes, furent également constituées. Les quatre régiments de chasseurs d'Afrique furent répartis par provinces, et celle d'Oran en eut deux.

Les spahis furent installés sur les confins du Tell et affectés à la garde des frontières.

Trois nouveaux cercles furent créés à Tifech, Aïn-Beïda et Tebessa.

Ces changements apportèrent à l'état-major général un surcroît de travail, que le colonel de Martimprey dirigea avec une compétence et une activité très appréciées par le gouverneur général. Les débuts de l'année 1852 y furent consacrés. Cette organisation devait se perpétuer et donner à notre armée d'Afrique une autonomie qui était devenue une nécessité.

Tandis que ces travaux de réorganisation s'accomplissaient, des colonnes étaient constituées de divers côtés pour achever la soumission des tribus encore indécises ou hésitantes.

Cette époque fut très brillante pour l'Algérie, et le général Randon y acquit une réputation d'administrateur très méritée, dont une partie rejaillit sur son chef d'état-major général. L'autorité supérieure songea alors à le récompenser des services qu'il avait rendus dans son grade de colonel.

Le 15 avril, il fut nommé général de brigade et maintenu à son poste. Il n'avait pas quatre ans de grade de colonel; néanmoins, ceux qui connaissaient les rigueurs du climat d'Orléansville et la part qu'il

Digitized by Google

avait prise à la nouvelle organisation applaudirent à son avancement.

Ce fut pour lui un vif encouragement. A cette époque, la santé de Mme de Martimprey et de ses enfants, ébranlée par leur séjour en Afrique, commençait à l'inquiéter. Il dut les renvoyer en France avant les chaleurs, espérant qu'un climat plus tempéré améliorerait leur état. Mais il n'en fut rien, et bientôt ses préoccupations à cet égard furent telles qu'il ne crut plus pouvoir, pendant quelque temps au moins, rester en Algérie. Il s'en ouvrit au gouverneur, qui fut le premier, malgré l'ennui qu'il en éprouvait, à partager ses appréhensions.

Il dut se résigner à demander un congé pour aller donner des soins à sa famille, qu'il installa momentanément à Luchon. Il quitta ses fonctions et, une fois près des siens, se consacra entièrement aux soins que leur état réclamait. A Paris, il fit ses premières visites au ministre de la Guerre et au prince-président, qui venait d'être élu pour dix ans. Il en reçut le meilleur accueil et, à la suite de son entretien avec le ministre, désirant attendre le moment où une vacance de son grade se produirait dans un commandement à sa convenance, il demanda et obtint sa mise en disponibilité, le 23 octobre. Désormais, jusqu'à nouvel ordre, tout lien avec l'armée d'Afrique était rompu pour lui. Il en rendit compte au général Randon, qui ne voulut pas le laisser partir sans lui donner un témoignage de sa haute estime et de son amitié. Il lui écrivit vers la fin d'octobre.

Alger, le 25 octobre 1852.

Mon cher Général,

Je veux, depuis bien des jours, vous répondre et vous dire combien j'ai pris part aux inquiétudes que vous avez conçues sur la santé de Madame de Martimprey et sur celle de vos enfants : je viens enfin m'acquitter de ce soin.

Digitized by Google

Je suis charmé que vous ayez été content de l'accueil que vous avez reçu du Prince et du ministre de la Guerre. J'apprendrai maintenant avec le plus vif intérêt que vous soyez casé de la manière la plus conforme à vos intérêts et à vos désirs; j'espère que cela ne se fera pas attendre.

Vous ne pouvez pas douter, mon cher Général, des regrets dont j'accompagne votre départ d'Alger. Je savais depuis longtemps tout ce qu'il y avait en vous de loyauté, de droiture, de dévouement à remplir vos devoirs militaires, et, dans cette dernière période que nous avons parcourue ensemble, j'ai reconnu, auprès de ces qualités, celles que développent dans les hommes de votre caractère les positions élevées dans la hiérarchie militaire...

Adieu, mon cher Général, souvenez-vous que quelque poste où vous serez, dans quelque position que vous vous trouviez, je vous suivrai de mon intérêt et de mon amitié; c'est vous dire la part que je prendrai à tout ce qui vous adviendra. Veuillez vous charger de mes hommages empressés auprès de Madame de Martimprey et des compliments pour elle que lui adressent ma femme et ma fille et recevez pour vous l'assurance de mon affection bien sincère.

Général RANDON.

La lettre du général Randon valait une citation et, à défaut d'une inscription sur les états de services de Martimprey, elle méritait de trouver sa place dans un récit détaillé de sa carrière. Elle permet de se faire une idée de son caractère et des qualités qui faisaient de lui, pour ses inférieurs, un véritable modèle.

Au moment où il rentra en France, les esprits étaient très agités. La situation du prince-président s'était encore affermie et de tous côtés on parlait du rétablissement de l'Empire. Peu de jours après la mise en disponibilité du général, le 7 novembre, le Sénat l'avait voté et, quinze jours après, le peuple, consulté, approuvait cette forme de gouvernement par près de 8 mil-

Digitized by Google

lions de voix. Le 1er décembre 1852, Louis-Napoléon fut proclamé empereur sous le nom de Napoléon III.

Le général de Martimprey resta en dehors des événements, attendant la décision que prendrait à son égard un ministre de la Guerre dont il connaissait la bienveillance. Le 17 janvier 1853, il fut nommé au commandement de la 1re subdivision de la 14e division militaire, à Bordeaux. La santé de Mme de Martimprey était à peu près rétablie, et cette nomination contribua encore à l'améliorer. Ce n'était, sans doute, pour le général, qu'une position d'attente, mais elle lui attribuait une résidence de choix, dans une belle ville, sur une des grandes voies ferrées qui conduisent à Paris, et dans une région qui lui assurait, en revenant d'Algérie, un climat favorable.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE VIII

CAMPAGNE DE CRIMÉE

PREMIÈRE PARTIE

Saint-Arnaud et Canrobert (1854-1855).

Préliminaires de la guerre d'Orient. — Martimprey chef d'état-major général. — Première armée d'Orient. — Départ de Marseille. — Arrivée à Gallipoli. — Le choléra. — Varna. — Plan de campagne. — Débarquement à Old-Fort. — Bataille de l'Alma. — Marche sur Sébastopol. — Canrobert succède à Saint-Arnaud. — Siège de Sébastopol. — Bataille d'Inkermann. — Les tranchées. — Premier hiver en Crimée. — Changement de chef d'état-major général. — Lettre de Canrobert. — Répartition en corps d'armée. — Bombardement. — Projets conçus à Paris. — Difficultés du commandement. — Démission de Canrobert.

Lorsque le général de Martimprey s'installa à Bordeaux, en février 1853, on pressentait déjà une prochaine guerre en Orient. Depuis l'année précédente, les rapports avec la Russie étaient très tendus. A cette époque, la France avait obtenu de la Porte ottomane le rétablissement de divers privilèges concédés aux Latins en Terre sainte par le traité de 1740 et usurpés depuis par les Grecs. Le tsar Nicolas Ier, qui cherchait une occasion de rompre avec les Turcs pour réaliser le rêve russe de l'occupation de Constantinople, protesta vivement contre la décision de la Porte et s'opposa à son exécution.

Cette attitude avait causé à notre gouvernement les préoccupations les plus graves, car il voyait dans les procédés de la Russie une hostilité non déguisée et le désir de pousser les choses à l'extrême. Dans les

Digitized by Google

hautes sphères, on pressentit la guerre et peut-être le général de Martimprey reçut-il déjà à ce moment quelque avis confidentiel lui conseillant d'attendre en France une solution à la question d'Orient.

En tout cas, dès le commencement de 1853, cette affaire prit une caractère belliqueux. Après une tentative infructueuse faite auprès de l'Angleterre pour l'engager à partager avec elle les dépouilles de l'empire d'Orient, la Russie envoya à Constantinople, comme ambassadeur, le prince Mentschikoff, grand-amiral, chargé d'imposer à la Turquie un traité qui faisait passer sous le protectorat du tsar les sujets grecs de l'Empire ottoman et lui attribuait la protection des Lieux saints. C'était une prétention inacceptable. Le gouvernement turc, encouragé par les puissances occidentales, refusa, et l'ambassadeur de Russie reçut l'ordre de quitter Constantinople. Son brusque départ, le 21 mai, fit sensation, et dès ce moment la guerre parut inévitable.

Dans les rangs de l'armée, on suivait ces événements avec un vif intérêt, et quand on apprit que, le 3 juillet, l'armée russe avait franchi le Pruth pour pénétrer en Moldavie, on ne douta plus qu'avant peu la France entrerait en ligne à son tour.

La conduite de la Russie avait soulevé l'opinion publique en France et en Angleterre. Elle avait, en outre, rapproché ces deux Etats, qui avaient en Orient des intérêts communs. Le premier tenait à ses droits sur les Lieux saints et le second à sa suprématie maritime, que les Russes menaçaient dans la mer Noire. Malgré ces dispositions, qui conseillaient une alliance entre les deux puissances, on ne fit encore aucun préparatif. On se contenta d'envoyer les flottes française et anglaise croiser à l'entrée des Dardanelles.

Telle était la situation, lorsque, le 23 octobre, la Russie déclara la guerre à la Porte. Il n'y avait plus à

Digitized by Google

hésiter. Les flottes reçurent, le 2 novembre, l'ordre de franchir les Détroits et d'aller mouiller en face de Constantinople. Toutefois, on proclamait que c'était là une mesure purement défensive. L'empereur Napoléon III, qui redoutait l'effet des intentions belliqueuses qu'on lui supposait, affectait de croire toujours à la paix, et, dans ce but, peut-être aussi par suite de ses hésitations naturelles, ne prenait aucune mesure en vue d'une mobilisation.

On en était là lorsqu'on apprit, vers le milieu de décembre, que les hostilités avaient éclaté et que la flotte russe, profitant d'une supériorité numérique écrasante, avait anéanti celle des Turcs à Sinope.

En Angleterre, où l'on redoutait les succès maritimes de la Russie, ce désastre souleva l'opinion publique. En France, il y eut peu d'émotion, mais on se montra sympathique aux Turcs. Les deux gouvernements s'entendirent pour agir de concert; ils envoyèrent à leurs flottes l'ordre d'entrer dans la mer Noire et de la garder jusqu'à nouvel ordre. C'était un premier acte d'hostilité qui ne laissait plus de doutes sur l'avenir.

L'Empereur cependant, fidèle à sa ligne de conduite, fit, à la fin de janvier 1854, auprès du tsar, une dernière tentative en faveur de la paix. La réponse de l'autocrate fut un refus hautain et blessant. Il n'y avait plus qu'une solution : la guerre. Elle fut déclarée officiellement le 27 janvier.

Ce résumé des événements était nécessaire pour faire comprendre quelles furent, pendant l'année 1853, les aspirations de nos généraux, et en particulier celles de Martimprey. Leurs affaires courantes, sans intérêt spécial, durent nécessairement passer au second plan, tandis que leurs pensées étaient absorbées par les prévisions de l'avenir belliqueux qu'ils entrevoyaient. Pour le général de Martimprey, la situation avait un caractère à part. De tous les généraux d'état-major de

Digitized by Google

l'armée d'Afrique, il était un des plus indiqués pour une campagne en Europe. Sa connaissance approfondie des services d'état-major et de troupes, sa vigueur physique, son expérience de la guerre et la haute estime dont il jouissait le désignaient un des premiers pour entrer dans les cadres d'une armée d'opérations. Il est donc probable que, dans le cours de l'année 1853, tandis qu'il suivait avec attention les événements d'Orient, il dut se préparer discrètement à entrer prochainement en campagne.

Aussi ne fut-il pas surpris par la déclaration de guerre. Mais, comme tout le monde, il chercha d'abord à se renseigner sur les troupes qui allaient être désignées pour combattre la Russie. Il ne fut pas aisé de le savoir, car, même en haut lieu, on ignorait les décisions que l'Empereur comptait prendre. Lui-même ne savait pas encore à quel parti s'arrêter. Puis nos corps n'étaient pas constitués pour la guerre; les grandes unités de combat, avec leurs états-majors et leurs services auxiliaires, n'étaient pas formées; les effectifs étaient affaiblis; il n'y avait aucune organisation de campagne. On discuta pendant tout le mois de février pour savoir ce que l'on enverrait en Orient. L'Empereur finit par décider qu'on ferait partir un corps d'armée de deux divisions d'infanterie et une brigade de cavalerie. Puis, en mars, on reconnut que c'était insuffisant et on constitua quatre divisions d'infanterie, placées sous les ordres des généraux Canrobert, Bosquet, prince Napoléon et Forey. Le maréchal Saint-Arnaud devait en prendre le commandement en chef. C'était déjà une petite armée.

Saint-Arnaud avait choisi pour chef d'état-major le général de Martimprey, dont il avait toujours admiré l'aptitude professionnelle et la puissance de travail. Il n'avait pu décider l'Empereur à constituer un corps expéditionnaire que dans les premiers jours de mars.

Digitized by Google

Il prévint alors les généraux chargés du commandement des divisions, et plus spécialement Canrobert, qui devait le suppléer en attendant son arrivée. Ce fut à ce moment qu'il appela Martimprey à Paris pour lui faire connaître le choix dont il était l'objet et lui donner ses instructions. L'expédition avait d'abord pour but l'occupation de la Crimée. C'était lui qui l'avait choisi et qui l'avait fait décider, malgré tous les avis contraires. Martimprey reçut l'ordre de se rendre immédiatement à Marseille pour préparer l'installation des troupes, puis leur embarquement, et veiller à tous les besoins.

Ce fut alors seulement qu'il eut une connaissance exacte des circonstances qui avaient amené notre déclaration de guerre, des projets arrêtés et des dispositions prises pour leur exécution.

Ce n'était pas brillant, et, pour un homme d'ordre comme lui, l'état des choses au début était loin d'être encourageant.

Dans toute affaire de guerre, on commence par définir le but à atteindre, puis on adopte un plan, qui sert de base pour l'organisation de l'armée. Ici, rien de semblable. L'Empereur cherchait sa voie et réfléchissait. Le maréchal Vaillant, du génie, son conseil habituel, ne prenait pas d'initiative et attendait que le souverain divulguât sa pensée. Sur ces entrefaites, le général du génie anglais sir John Burgoyne, qui connaissait l'Orient, vint à Paris au mois de janvier 1854 et communiqua à l'Empereur l'idée qui dominait en Angleterre : l'occupation de la Crimée et la destruction du port militaire de Sébastopol. Pour y parvenir, il conseillait l'installation des alliés à Gallipoli, moyen assuré de protéger les Dardanelles, de menacer le flanc droit d'une armée russe qui voudrait marcher sur Constantinople et de s'avancer ensuite dans la mer Noire. Ce premier plan fut adopté par Napoléon III.

Digitized by Google

Il convenait à Saint-Arnaud; il n'y avait plus qu'à l'appliquer. Martimprey, mis au courant, veilla à l'exécution des premiers ordres.

Quand il partit pour Marseille, après avoir dit adieu à tous les siens, la situation se présentait dans les conditions suivantes :

L'Angleterre, la France et la Turquie, poussées à bout par les prétentions de la Russie, s'étaient alliées pour combattre l'ennemi commun. Le premier projet d'opérations du général anglais Burgoyne était admis. Pour le réaliser, le maréchal Saint-Arnaud avait constitué sous ses ordres une première armée d'Orient, qui comprenait :

Un état-major général, commandé par le général de Martimprey, et composé comme il suit :

Le lieutenant-colonel d'état-major Jarras, travailleur acharné, toujours sévère, appliqué, peu sympathique, mais homme de devoir, très connu de son supérieur, sous-chef d'état-major;

Les chefs d'escadrons d'état-major Osmont et Renson;

Les capitaines d'état-major Manèque, d'Orléans, de la Hitte et Rambaud.

Le service politique et topographique était dirigé par le lieutenant-colonel d'état-major Desaint, officier supérieur capable et dévoué, que secondaient :

Le chef d'escadrons d'état-major Davout;

Les capitaines d'état-major Davenet, Perrotin, Berthaut.

C'était un personnel de choix, dont les membres devaient, pour la plupart, parvenir aux grades élevés.

L'état-major du commandant en chef, avec lequel le général de Martimprey devait avoir de fréquents rapports, était complété comme il suit :

Commandant l'artillerie de l'armée : colonel Lebœuf;

Commandant le génie de l'armée : colonel Tripier;

Digitized by Google

Intendant de l'armée : intendant militaire Blanchot;

Grand-prévôt : chef d'escadrons de gendarmerie Guisse;

Aumônier en chef : abbé Parabère.

L'armée d'Orient ne comprenait d'abord que :

Deux divisions d'infanterie à deux brigades chaque, commandées par les généraux Canrobert et Bosquet;

Une brigade de cavalerie, général d'Allonville;

Un corps de réserve, sous les ordres du prince Napoléon, savoir :

Une division de réserve à deux brigades, commandée par le général Forey;

Une brigade de cavalerie, général Cassaignolles.

C'était alors le corps expéditionnaire d'Orient. En février, il n'existait encore que sur le papier. Les premiers éléments des divisions et leurs divers services recevaient à peine, dans les premiers jours de mars, l'ordre de se rendre à Marseille, où ils devaient toucher le matériel de campagne qu'on pourrait leur donner, puis s'embarquer pour Gallipoli. C'est autour de cette ville que devait s'achever leur organisation et qu'ils recevraient le matériel, les vivres, les munitions, les effets, destinés à la compléter.

Il est élémentaire de n'envoyer en expédition qu'une troupe entièrement prête, ayant sa formation définitive, concentrée sous les ordres de ses chefs et prête à entrer en action devant l'ennemi. Mais les premières dispositions prises pour l'envoi du corps expéditionnaire en Orient étaient loin d'être aussi parfaites. Ce furent les premières difficultés que rencontra le chef d'état-major général. Il se rendit à Marseille, le 6 mars, pour les surmonter et mettre en mouvement les divers rouages qu'il allait être appelé à diriger.

Il noua de suite des relations avec les autorités locales, afin de s'entendre avec elles pour un prompt embarquement. Il fut suivi à bref délai par les officiers

Digitized by Google

d'état-major et par ceux des divers services. Les généraux arrivèrent le 13.

Malgré son zèle, le général de Martimprey se heurta, dès le début, à un désordre et à des actes d'imprévoyance qui annulaient ses efforts. L'état des choses, à Marseille, a été défini par le maréchal Canrobert dans des termes sévères :

Rien n'était prêt. Pendant ces quelques jours, dit-il, j'assistai à un brouhaha indescriptible.

Outre la défectuosité de l'organisation, il y avait d'autres faits d'ordre matériel qui rendaient toute concentration de troupes et de matériel, d'une difficulté inouïe. Ainsi la ligne de chemin de fer reliant Paris à Marseille était en deux tronçons interrompus; à Chalon-sur-Saône, la voie ferrée s'arrêtait; l'on devait alors prendre le bateau jusqu'à Lyon, où l'on en changeait pour descendre le Rhône jusqu'à Avignon; là, on retrouvait le chemin de fer jusqu'à Marseille.

L'absence de grands bateaux de commerce était, d'un autre côté, une source de malentendus perpétuels. Des milliers de petits bateaux, mobilisés pour la guerre, arrivaient de toutes parts, sans instructions précises; ils ne savaient quels hommes ils devaient embarquer et les hommes, arrivés en toute hâte, ignoraient dans quels bateaux ils devaient prendre place. Quant à l'artillerie, il en venait des détachements de tous les points de la France, et capitaines, sous-officiers et soldats allaient à qui mieux mieux à l'aventure. « Le matériel que vous devez toucher, disait-on aux uns, est à Avignon. — Mais non, répondaient-ils, nous l'avons déjà touché. — Ce n'est pas le vôtre; il est destiné à une autre batterie.... Allez le verser à l'arsenal ici et retournez à Aix ou à Nîmes prendre vos pièces et vos caissons; le tout est en gare et vous attend depuis huit jours. »

Canrobert ajoute :

Le général de Martimprey, avec son esprit sobre et ordonné, sa puissance de travail admirable, parvenait avec

Digitized by Google

la plus grande peine à mettre un peu d'ordre dans tout ce tohu-bohu. C'étaient des caisses de cartouches, des trains d'artillerie ou d'ambulance, des paquets de biscuits ou des sacs de farine, des conserves, des forges, des fourgons, des fours de campagne, enfin tout ce qui est nécessaire à la vie de plusieurs milliers d'êtres (1).

Martimprey, de son côté, écrivait dans ses notes, le 8 mars : « J'ai fini d'écrire au ministre à minuit. S'il n'est pas content de mes débuts, il ne se plaindra pas, du moins, de mon silence. Je me débrouille et je crois que tout ira bien. C'est un travail de quinze à dix-huit heures par jour. »

Il était descendu, comme Canrobert, à l'hôtel des Colonies, cette résidence traditionnelle des officiers d'Algérie de passage à Marseille. Il était là, à côté de son général en chef provisoire, dans les meilleures conditions pour s'entendre avec lui et pour imprimer aux éléments incomplets de l'armée d'Orient une marche aussi uniforme que possible. Cependant, il ne pouvait y réussir qu'imparfaitement et trouvait dangereux de partir pour une expédition lointaine sans être mieux organisé. Il en fit part à Canrobert, qui, sur son conseil, en prévint le ministre, en lui déclarant, avec force « récriminations, qu'il était impossible d'embarquer des hommes sans subsistances ni matériel, et, une fois arrivés, de les faire débarquer, dénués de tout, dans un pays n'offrant aucune espèce de ressources » (1).

La réponse fut un ordre formel de partir le 19 mars, avec le personnel et les troupes disponibles. Il n'y avait plus qu'à obéir. Pour un chef d'état-major consciencieux, c'était navrant. Néanmoins, chacun se résigna, espérant que, selon leur vieille habitude, nos troupes se débrouilleraient.

---

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst, t. II, p. 99.

Digitized by Google

Martimprey se préoccupa d'abord de réunir les transports nécessaires. Il n'avait pu encore rassembler que deux frégates à vapeur, l'une, le *Christophe-Colomb*, vieux bateau bien connu des Algériens, et l'autre, l'*Africain*. Ces deux navires devaient remorquer chacun un bâtiment de transport. Dans le peu de temps qui lui restait avant le 19, il réussit à faire préparer l'installation des généraux, puis à faire embarquer sur ces navires le 3e bataillon de chasseurs à pied, deux compagnies du génie, des détachements d'artillerie, du 6e dragons, du bataillon des ouvriers d'administration, des infirmiers, 104 chevaux ou mulets et un convoi de matériel incomplet, n'ayant qu'une seule caisse d'ambulance, 500 paires de souliers et cinq jours de vivres pour la troupe.

L'ordre reçu de Paris, pour le départ, prescrivait de faire deux convois, qui devaient prendre la mer, le premier le 19 mars et le second le 21. Ils furent prêts au jour indiqué. Le chef d'état-major général fit, en outre, partir avec le premier convoi l'intendant de l'armée, M. Blanchot, et un commandant du génie. Tous deux devaient, en arrivant à Gallipoli, se concerter avec les autorités turques pour rassembler les approvisionnements nécessaires à l'armée et choisir l'emplacement de son camp.

Le 19 mars, à minuit, par un beau temps, Martimprey s'embarqua, avec Canrobert et Bosquet, sur le *Christophe-Colomb*. La campagne de Crimée commençait, et il pouvait écrire aux siens : « Je m'embarque le premier de tous. »

Canrobert avait de grandes sympathies pour lui, et, de son côté, il appréciait tout particulièrement les qualités militaires et l'éclat des services de son chef provisoire. Celui-ci venait de voir à l'œuvre son major général; il le vit de plus près encore pendant la traversée et, plus tard, dans les rudes épreuves que leur

Digitized by Google

réservait la Crimée. Il devait laisser de lui un portrait remarquable.

Le général de Martimprey était, dit-il, au physique et au moral, le type accompli de l'officier d'état-major; il accueillait toujours avec une courtoisie de grand seigneur grands et petits, même au milieu des plus lourds surcroîts de besogne et quand il était aux prises avec les difficultés les plus énervantes. D'une application incroyable, d'une exactitude et d'une précision rigoureuses, sa tête était meublée des détails les plus minuscules de l'organisation et des mouvements de l'armée, et sa puissance de travail était inépuisable. Il passait plusieurs nuits de suite sans cesser de travailler et sans jamais se rebuter, ni réclamer de repos. Il avait l'esprit aussi libre sous le feu que dans son cabinet; et son cœur élevé, doublé d'un caractère ferme, ne connaissait pas le découragement : il fut, à la tête de l'état-major, un exemple vivant pour toute l'armée à laquelle il a rendu les plus grands services. Personne ne l'a jamais approché sans être séduit par lui (1).

Un pareil éloge, écrit par le chef militaire qui était le plus à même de juger le général de Martimprey, définissait sa personnalité d'une façon si brillante qu'il était utile de le reproduire au début même de la campagne.

Les premiers jours de traversée furent mauvais. Mais le 23, à Malte, le temps se rasséréna et les passagers du *Christophe-Colomb* purent débarquer. Le gouverneur les attendait pour les conduire à l'ancien palais des grands-maîtres. Ils assistèrent aux exercices des troupes anglaises et furent frappés de leur précision. Martimprey comprit, dans cette première entrevue, que l'alliance anglaise ne serait pas un vain mot et que les soldats de cette nation nous montreraient, à l'occasion, des qualités de résistance et de bravoure remarquables.

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

Il alla, avec les autres généraux, visiter l'église Saint-Jean et les tombeaux des chevaliers de Malte, puis dîna chez le gouverneur, qui lui fit, pendant son séjour, l'accueil le plus aimable (1).

Le 25, on se rembarqua pour le Pirée, où l'on arriva le 28.

Pendant cette traversée, Martimprey ne cessa de s'occuper. Ayant réfléchi depuis plusieurs jours aux travaux dont il allait être chargé, il les avait classés dans sa mémoire et commença à rédiger les instructions destinées à ses divers services.

Celui du lieutenant-colonel d'état-major Desaint, embrassant la politique et la topographie, avait à ses yeux un intérêt particulier. C'était celui qu'il avait créé dans la province d'Oran et qui lui avait été si utile à ses débuts.

Le connaissant à fond, il prépara à son sujet un règlement complet, qui servit pendant toute la campagne. Un court résumé en donnera une idée. Il comprenait :

— la révision, la confection et la conservation des cartes du théâtre de la guerre;

— la réunion des renseignements statistiques concernant les routes, les eaux, les ressources du pays en habitants, en vivres et en transports;

— l'histoire des événements militaires antérieurs;

— les renseignements sur les populations, les races, les croyances, les intérêts, les divisions administratives;

— les renseignements sur les places de guerre, les forces en ligne, la marine, l'état financier des belligérants;

— les renseignements sur l'âge, la santé, la capacité, les antécédents des généraux en chef et en sous-ordre;

---

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

— l'organisation des courriers, des guides, des espions;

— la construction d'un plan directeur pour y porter les reconnaissances;

— l'établissement de mémoires descriptifs, de cartes, pour y porter les emplacements de troupes et les tenir au courant;

— l'ouverture des registres nécessaires, registres d'effectifs, des renseignements journaliers, des espions et de leurs rapports;

— l'organisation de la presse, pour multiplier les croquis destinés aux généraux;

— la construction d'un lever au 1/100.000e des routes parcourues et des positions occupées, etc.

Martimprey soumit ces instructions au général Canrobert, qui les approuva, engagea le général Bosquet à les lire comme « un travail remarquable » et en fit faire une copie pour l'envoyer au ministre.

Le 1er avril, au point du jour, on arriva à Gallipoli.

La première impression faite par cette cité orientale, vue de la mer, fut des plus séduisantes. « Tout ce qui nous entourait, a raconté Canrobert, était perdu dans une nuée laiteuse; plus tard, un soleil de printemps bleuâtre et argentin perça timidement les brouillards et éclaira peu à peu l'horizon. Au fond, sur le bord de la mer bleue intense, nous voyions la tache blanche des maisons de la ville, avec les minarets et les coupoles, et les vestiges des vieux châteaux féodaux construits par les Grecs, les Génois et les Vénitiens. Tout cela s'étageait en amphithéâtre sur la verdure de la côte : c'était, à première vue, un site délicieux, une ville de féerie, une cité des *Mille et une nuits*. Dieu sait s'il fallut en rabattre aussitôt pied à terre (1). »

A midi, Martimprey débarqua avec Canrobert. De

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

près, le mirage s'évanouit et l'aspect de Gallipoli fut tout autre. La ville était d'une saleté repoussante, avec des rues mal tracées, des exhalaisons puantes et malsaines. « C'était un spectacle de misères, d'ordures et d'abrutissement (1). »

Sur l'ordre de leurs chefs, les officiers d'état-major s'occupèrent de suite des mesures à prendre pour l'établissement d'un camp sur le plateau au nord de la ville, que Canrobert avait désigné. Ce dernier communiqua ensuite à Martimprey les instructions du ministre. Il fallait tout d'abord « étudier la presqu'île de Gallipoli, chercher par tous les moyens possibles à la fortifier et couper son isthme par un vaste retranchement » (1).

Deux jours après, Martimprey fut prévenu que l'armée allait bientôt se composer de cinq divisions d'infanterie et que son effectif s'élèverait à 60.000 hommes. Il était impossible d'en installer plus de 30.000 à Gallipoli. En présence de cette difficulté, le général en chef, obligé de se renseigner sur les événements et sur les ressources qu'on pourrait tirer de la Turquie, résolut de se rendre à Constantinople. Il laissa son chef d'état-major général à Gallipoli pour parer à toutes les nécessités, recevoir les dépêches et les arrivages de France, puis partit pour la capitale sur la frégate l'*Africain*. En même temps, il envoya Bosquet à Varna, pour étudier la ville et ses environs au point de vue de l'établissement d'un camp franco-anglais de 70.000 hommes environ. Il devait voir Omer pacha, commandant en chef de l'armée turque, se renseigner sur ses projets et sur la valeur de son armée.

C'était encore à Martimprey qu'incombait la tâche la plus ardue; car il avait à recevoir, caser, nourrir et organiser les divers éléments qui arrivaient de France

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

et à prendre des décisions dont l'initiative appartenait au chef de l'armée.

Les difficultés étaient d'autant plus grandes que le gouvernement, après avoir mis tant de lenteurs à organiser les premiers corps destinés à l'armée d'Orient, apportait maintenant une hâte extrême à l'embarquement du reste du corps expéditionnaire. Malheureusement, dans les questions de mobilisation, la précipitation sans une préparation préalable amène toujours du désordre. Néanmoins, l'expérience des officiers et l'activité des soldats suppléèrent à tout ce qui manquait.

Les 5, 6, 7 et 9 avril, plusieurs bateaux chargés de troupes entrèrent dans le port. Le 11, on reçut six navires, suivis de sept autres, qui arrivèrent dans la nuit. Le 15, l'effectif s'élevait à 11.000 hommes et 492 officiers. A la fin d'avril, le corps expéditionnaire comptait 22.000 hommes et l'armée anglaise 6.000.

Martimprey avait fait diviser Gallipoli et ses environs en deux zones : celle de l'ouest pour les Anglais, celle de l'est, beaucoup plus vaste, pour notre armée. Ces dispositions facilitèrent l'installation des troupes.

Le 29, le prince Napoléon, dont l'arrivée était signalée, fut reçu à son débarquement par Canrobert et Martimprey, qui eut aussitôt après à expédier les ordres pour une revue, le lendemain.

En mai, les arrivages furent encore plus nombreux.

Le maréchal de Saint-Arnaud fut annoncé pour la première semaine de mai. Le 7, en effet, on signala l'arrivée du *Berthollet*, qui le transportait en Orient, avec la maréchale. Canrobert, Bosquet, Martimprey et d'Allonville se rendirent à bord pour le saluer. Parti de Paris dans un état de santé alarmant et constamment exposé à des crises d'angine de poitrine qui mettaient sa vie en danger, le commandant en chef était heureusement valide ce jour-là.

Digitized by Google

Il descendit à terre avec les généraux, visita les camps, passa les troupes en revue, se rendit aux ambulances, aux magasins provisoires et à l'hôpital de Gallipoli. Il fut frappé de l'ordre qui régnait déjà, et qui était dû à Martimprey. Mais il ne put s'empêcher de remarquer aussi tout ce qui manquait encore.

Il constata cependant avec une vive satisfaction que le chef d'état-major général avait fait créer, organiser et approvisionner les hôpitaux de Gallipoli, Nagarra, Constantinople, Andrinople et Varna, et qu'un matériel léger d'ambulance, pour 12.000 hommes, avait été rassemblé.

Pendant ce même mois de mai, la division anglaise, installée au camp de Boulaïr, près de Gallipoli, quitta son poste pour se rendre à Scutari. Le chef d'état-major général fit immédiatement occuper son emplacement et le terrain environnant par nos trois premières divisions, qui étaient à l'étroit dans leur camp des Fontaines.

Vers le 15, l'état-major général fut informé de la marche offensive des Russes sur Silistrie. Leur armée avait passé le Danube et assiégeait cette place, que les Turcs défendaient avec vigueur. Le maréchal de Saint-Arnaud, surexcité par ces nouvelles, voulut secourir la place et donna l'ordre à Canrobert de mettre en marche ses trois divisions. Celui-ci transmit l'ordre à Martimprey, qui fit observer que les divisions, n'ayant ni leur effectif, ni leur artillerie, ni même des aprovisionnements de vivres suffisants, ne pouvaient pas concourir à une opération.

Le maréchal, très animé, accourut à Gallipoli, constata les défectuosités, en fut exaspéré et écrivit à l'Empereur sa fameuse lettre, reproduite par Camille Rousset et Germain Bapst. Mais il fut reconnaissant à Martimprey de lui avoir dit la vérité et le remercia de « s'être conduit en honnête homme ».

Digitized by Google

Néanmoins, comme on avait promis à Omer pacha de venir à son aide, le maréchal s'entendit avec Lord Raglan pour envoyer à Varna une avant-garde, formée par une division légère anglaise et la première brigade de la division Canrobert. Martimprey veilla au départ, qui eut lieu le 31 mai.

Ce fut à cette époque que Saint-Arnaud eut l'idée de constituer les bachi-bouzoucks en troupe régulière. Mais l'état-major général n'eut guère à s'en occuper.

Tandis qu'on achevait ainsi péniblement l'organisation de l'armée et qu'on hésitait sur l'opération à entreprendre, les gouvernements français et anglais s'entendaient définitivement pour porter la guerre en Crimée et s'emparer de Sébastopol. Depuis lors, on a souvent critiqué et discuté ce plan de campagne, qui semblait, à première vue, inspiré par l'intérêt des Anglais. En y réfléchissant, on voit que c'était là le meilleur parti à prendre. Le but de la guerre était de soustraire la mer Noire et, par suite, l'Empire turc à la suprématie des Russes. L'occupation de la Crimée et la destruction de son grand port militaire conduisaient directement à ce résultat. Si l'on avait voulu, au contraire, prendre pour premier objectif l'armée russe de Silistrie, elle pouvait se dérober comme en 1812 et obliger l'armée alliée à la poursuivre dans les steppes de la Bessarabie, où l'entretien des troupes, sans base établie d'avance, sans ligne de communications, aurait été impossible. Dans la campagne d'Orient, c'était la France qui était la base d'opérations et la flotte qui assurait la ligne de communications. On ne pouvait donc s'éloigner de la mer. La Crimée devenait ainsi l'objectif obligé.

Les deux généraux en chef français et anglais adoptèrent le plan indiqué par leurs gouvernements et réunirent en conseil, le 18 juillet, leurs principaux généraux pour le discuter; Martimprey n'eut qu'à

Digitized by Google

écouter et chercha de suite à combiner les moyens d'exécution.

Malheureusement, à cette époque, l'armée fut assaillie par un fléau terrible, le choléra, qui éclata d'abord à Gallipoli et y fit de nombreuses victimes.

D'autre part, l'état-major général reçut de Silistrie une nouvelle qui resta pour lui une énigme : les Russes avaient levé le siège et disparu. Pendant ce temps, nos trois divisions avaient été transportées tant bien que mal à Varna, où Martimprey s'était rendu de son côté avec son état-major. Gallipoli n'était plus qu'une place de dépôt. Une des premières occupations de l'état-major à Varna fut la mise en route des divisions vers la Dobrutcha. Ce mouvement, succédant à une inertie qui pesait à tout le monde, fut accueilli avec joie. Malheureusement, le choléra accompagna les troupes et causa dans leurs rangs des pertes énormes. Martimprey était resté à Varna. Familiarisé avec ce fléau, qu'il avait déjà vu en face bien des fois, il se multiplia pour venir en aide aux malheureux qui. en étaient atteints et montra dans ces douloureuses circonstances le même dévouement, le même courage calme et résolu dont il avait fait preuve à Orléansville.

Lorsqu'au mois d'août l'épidémie eut un peu diminué et qu'on put se compter, on vit que la division Canrobert avait perdu plus de six mille hommes; chacune des deux autres douze à dix-huit cents. Quant au corps des bachi-bouzoucks, qui avait été un des propagateurs les plus actifs du fléau, il n'existait plus.

Mais c'était encore à Varna que la maladie avait été la plus terrible. Près de la moitié de la garnison avait été atteinte. Les souffrances de nos malheureux soldats ne sauraient être mieux dépeintes que par le récit de leur chef, le maréchal Canrobert.

Sous les tentes, c'est un spectacle horrible : les uns poussent des cris de rage; la bave leur sort de la bouche;

Digitized by Google

à toutes les exhortations, ils répondent par des hurlements et des jurons; d'autres jettent des gémissements plaintifs, éteints, qui fendent le cœur; la plupart se tiennent le ventre et semblent vouloir l'ouvrir pour en arracher les intestins. Des officiers, des soldats, des médecins vont de l'un à l'autre. Quelques-uns les repoussent; d'autres les appellent et, dans leur dernier regard, expriment le remerciement de ce que l'on essaie de faire pour les soulager; ceux-ci ont l'agonie douce, toute d'épuisement; ils ont cessé d'être avant la mort. Les cadavres que l'on enlève sont épouvantables; les visages sont hideux, verts ou noirâtres, quelquefois violacés; les yeux souvent sortent des orbites; les membres sont dans une contraction effroyable; les pieds sont ratatinés et les corps couverts de taches repoussantes (1).

Le général de Martimprey, soutenu par le sentiment du devoir, se multiplia avec ses officiers pour combattre le fléau. Tous y mirent d'autant plus d'ardeur que le service médical était insuffisant. « Il n'y avait même *aucun médicament* à la disposition des médecins (1). »

Pour connaître la cause de cette imprévoyance, il fallait remonter très haut. Le maréchal Saint-Arnaud, qui était le premier à s'en désoler, était ministre de la Guerre au moment où l'expédition se préparait. Il n'avait pu prendre aucune disposition avant la décision de l'Empereur, et, quand il l'avait connue, il avait dû se hâter, pressé par les événements. En réalité, c'étaient l'Empereur et son ministre qui étaient les premiers responsables de la faute commise en faisant partir l'armée sans avoir assuré la santé des soldats et pris à cet égard les mesures indispensables. Martimprey, mieux que personne au courant de ces faits, s'efforçait d'y remédier sans une plainte, sans un mot d'amertume. Ses officiers donnaient comme lui l'exemple le

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

plus réconfortant. Tous, dans ces tristes journées, ne cessèrent d'employer leurs efforts à sauver les malheureux qui les entouraient.

Il y eut un moment, au mois d'août, où le mal fut aggravé par une épreuve plus terrible encore : le feu. Un incendie, d'une violence inouïe, accrue par un vent qui soufflait en rafales, éclata subitement un soir dans les bâtiments en bois que nous avions transformés en magasins. Le maréchal était à Varna.

A la sonnerie de la générale, tout le monde fut sur pied. Martimprey, comme le commandant en chef et les autres généraux, se hâta de se rendre sur les lieux. Les maisons voisines, toutes en bois, s'enflammèrent rapidement, et les poudrières furent menacées. Un moment, le feu prit une telle intensité que tout le monde hésita et Saint-Arnaud fit sonner la retraite. Martimprey, dont la ténacité dans ces moments critiques était remarquable, insista vivement avec le général d'artillerie Thiry pour continuer la lutte contre l'incendie. Il finit par entraîner le maréchal. « Mais déjà une partie des travailleurs, pris de peur, avaient couru à la mer et étaient entrés dans l'eau jusqu'à la ceinture. »

Alors, à la lueur qui augmentait encore, on vit les six généraux présents s'adosser au mur, prêts à sauter avec les poudres. Devant ce spectacle, les travailleurs reviennent, grimpent de nouveau sur les toits (des poudrières), jettent dessus les peaux (de bœufs et de moutons), tandis que les corvées de la marine amènent des pompes au moyen desquelles on arrose sans cesse cette couverture spéciale (1).

Ces six généraux étaient : Martimprey, Bosquet, Bouat, Thiry, d'Autemarre et de Monet.

Grâce à l'exemple donné par les chefs de l'armée et au dévouement de tous, on finit par être maître du feu. La part du chef d'état-major général dans ce résultat

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

n'aurait jamais été connue si le maréchal Canrobert ne l'avait signalée lui-même.

Bientôt, du reste, ces malheurs eurent une fin. L'expédition de Crimée, quoique résolue, rencontrait encore certaine opposition parmi les amiraux anglais. Pour les décider, Lord Raglan, d'accord avec Saint-Arnaud, les réunit chez lui avec les généraux, le 19 avril. Après une discussion approfondie, l'expédition fut décidée à l'unanimité.

Martimprey fit un résumé de la séance qui fut lu, le lendemain, aux généraux et chefs de service convoqués chez le général en chef. Le plan adopté leur fut expliqué et ils reçurent l'ordre d'en préparer l'exécution.

Le chef d'état-major général s'en occupait déjà depuis le moment où Saint-Arnaud lui en avait parlé. L'exploration faite par la marine sur les côtes de la mer Noire avait démontré qu'une descente en Crimée était réalisable. Par suite, l'état-major général mit toute son activité à réunir les moyens d'action nécessaires pour un débarquement. Ce fut un gros travail, qui fut accompli dans le mois d'août. Le général de Martimprey rédigea ensuite les instructions à distribuer aux troupes pour leur départ et fit préparer le transport des munitions, du parc de siège et du matériel.

L'armée avait été reconstituée. Elle comptait maintenant 29.058 hommes de troupes, 1.146 officiers, 2.904 chevaux et 133 bouches à feu, dont 68 de campagne. A la fin d'août, 172 bâtiments furent prêts à l'embarquer tout entière avec son artillerie et ses approvisionnements.

Le 28, dit Canrobert, parut l'ordre d'embarquement; c'était un chef-d'œuvre de précision et de conception qu'on ne cesse encore d'admirer, quand on le voit. L'amiral Bouët-Willaumez l'avait rédigé avec la collaboration du général

Digitized by Google

de Martimprey. Ces deux hommes avaient réellement le génie de l'organisation.

Tout y avait été prévu : trente mille hommes avec leurs vivres pour quarante-cinq jours et leurs fours de campagne; cent trente-trois pièces d'artillerie avec leurs chevaux et leurs approvisionnements; les poudres, les fascines, les gabions, les outils et autres ustensiles de siège;... (1).

Le 2 septembre, l'embarquement commença. Martimprey monta, le 3, sur la *Ville-de-Paris*, avec le commandant en chef. Ils se rendirent dans la rade de Baltchick, lieu de réunion des flottes, d'où elles devaient partir ensemble avec leurs convois.

Les navires devaient transporter également l'armée anglaise et une division turque de 7.000 hommes.

L'appareillage, retardé par les Anglais, ne put se faire que le 7 au matin.

Ce départ des armées et des flottes alliées fut un spectacle imposant. Trente-quatre vaisseaux de ligne, suivis de trois cents bâtiments de transport et de cinquante vapeurs de guerre, partaient pour la Crimée avec cinquante-neuf mille combattants, leur artillerie, leurs munitions, leur matériel de campagne et leurs approvisionnements de tout genre.

En route, les commandants en chef eurent à choisir un lieu de débarquement; il fallait fixer aux flottes alliées une destination précise. C'était d'autant plus nécessaire que Saint-Arnaud et lord Raglan n'étaient pas d'accord. Le premier voulait atterrir sur le point le plus rapproché de Sébastopol; le second préférait une côte éloignée, sans défense organisée. Un conseil fut réuni sur la *Ville-de-Paris*. Mais on ne put s'entendre; il fallut se résigner à de nouvelles reconnaissances.

Martimprey monta à cet effet sur le *Caradoc*, avec les généraux Canrobert, lord Raglan, Burgoyne, Brown,

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

l'amiral Lyons, le colonel Lebœuf, commandant l'artillerie, et le colonel Trochu, chef du cabinet du maréchal Saint-Arnaud. Ce dernier, très souffrant, ne put s'en occuper. Après de nombreuses discussions, on adopta l'avis du général en chef anglais et on décida que la baie d'Old-Fort, à huit jours de marche de Sébastopol, serait choisie comme rade de débarquement. L'opération devait s'effectuer le 14 septembre.

Martimprey fit préparer les ordres pour l'exécution de cette délicate manœuvre et pour les formations des troupes après le débarquement.

Dans la nuit du 13, en face d'une côte plate sans défenseurs, nos bateaux firent descendre les hommes dans les chalands, qui furent de suite conduits à terre. L'enthousiasme était général; on ne voyait pas d'ennemis. Les premiers débarqués, au point du jour, se déployèrent en tirailleurs et s'avancèrent vers l'intérieur du pays pour couvrir le mouvement.

Saint-Arnaud, remis de sa crise, y assistait à cheval, avec Canrobert. Martimprey et l'amiral Bouet-Willaumez, à pied, veillaient au débarquement. Pendant tout le jour, ils virent les régiments descendre à terre, se former en colonnes sur la plage et gagner, aux cris de joie de la troupe, les emplacements qui leur étaient assignés.

Le soir, dit Canrobert, les trois premières divisions étaient à terre avec l'artillerie. Les hommes avaient leurs tentes, du bois et des vivres pour six jours (1).

Malgré les retards causés par les Anglais, en quatre jours les deux armées alliées se trouvèrent établies sur le sol de la Crimée, avec leur matériel, leur artillerie et tous leurs accessoires. Les Russes ne les avaient pas inquiétées. L'opération n'en était pas moins une

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

œuvre si difficile que plus tard Canrobert, devenu général en chef, assimilait à une action d'éclat le travail accompli dans ces rudes journées par le chef d'état-major général.

Saint-Arnaud avait appris par des gens du pays que l'armée russe nous attendait sur les hauteurs de l'Alma. Il résolut d'aller l'attaquer, et, forçant les Anglais à activer leurs mouvements, il fit partir ses troupes le 19. Les ordres de marche, rédigés par Martimprey, avaient prescrit, pour cette première journée, la formation en losange, adoptée par le maréchal Bugeaud pour les préliminaires de la bataille d'Isly. L'étape s'accomplit sans obstacles. Vers midi, on atteignit les hauteurs de la rive gauche du ruisseau de Bulganack; on campa au delà, sur un terrain d'où l'on apercevait l'armée russe.

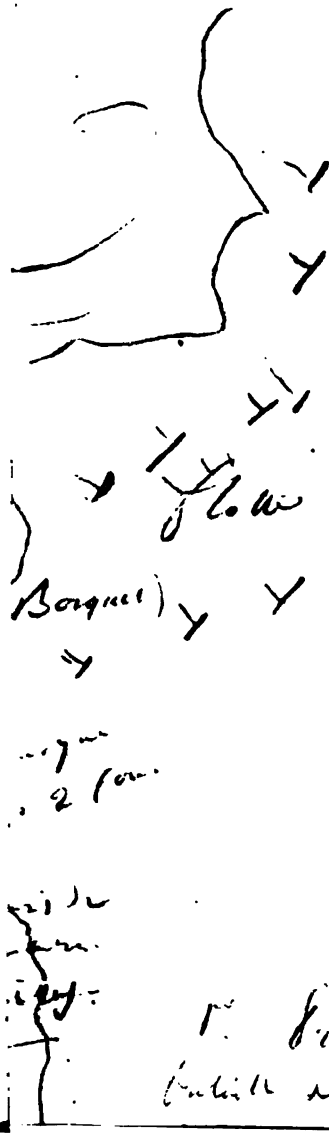
A la rentrée des reconnaissances, Saint-Arnaud indiqua à Martimprey les dispositions qu'il comptait prendre pour la bataille du lendemain. Ce dernier réunit aussitôt son état-major, lui fit connaître les ordres du maréchal et dessina, séance tenante, un croquis du terrain où nous allions combattre. Il y traça lui-même les directions que devraient suivre les divers corps anglais et français (1). Puis il fit rédiger et expédier les ordres de mouvement pour l'attaque des positions russes. Son croquis, reproduit en triple expédition, fut envoyé à lord Raglan et au général Bosquet, chargé de tourner l'aile gauche russe. Un exemplaire en fut adressé à l'Empereur.

Le 20 septembre eut lieu la bataille de l'Alma, dont les divers épisodes ont été maintes fois racontés. Saint-Arnaud, surmontant sa faiblesse, commanda son armée à cheval, et sut encore, en dépit du mal dont il souffrait, remporter une éclatante victoire.

---

(1) Voir le croquis de la bataille de l'Alma.

Digitized by Google



Digitized by Google

Digitized by Google

Notre mouvement offensif, commencé de bonne heure, fut arrêté par l'immobilité de l'armée anglaise à notre gauche et repris vers 1 heure de l'après-midi, quand on la vit marcher à l'ennemi. Lorsqu'il fallut gravir les berges escarpées et leurs pentes entrecoupées de haies, de murs et de nombreux obstacles, les têtes de colonne du général Bosquet rompirent leurs rangs et montèrent à l'assaut du plateau avec une ardeur sans égale, mais en désordre.

Martimprey en fit l'observation au maréchal, qui, voyant la bravoure et l'entrain de ses hommes, lui répondit : « Laissez-les faire; c'est une bataille de soldats (1) », mot plus profond qu'on ne pense, et qu'on pourrait appliquer à bon nombre de nos combats.

Toutes les fois que la France a eu des soldats aguerris et confiants dans leurs chefs, elle a eu des batailles de soldats terminées par des victoires.

Ici, un glorieux résultat semblait acquis dès le début. Rien n'arrêtait nos zouaves et nos fantassins, ni les difficultés du terrain, ni les projectiles de l'ennemi. Bientôt, nos divisions furent sur le plateau, maîtresses d'un terrain que les Russes avaient cru inabordable, et attendant qu'à leur gauche l'armée anglaise se montrât à leur hauteur.

Celle-ci avait eu à surmonter des difficultés imprévues. Elle s'était heurtée à des redoutes où les Russes avaient préparé une défense énergique. Bientôt, le maréchal crut prudent de lui venir en aide. La division du prince Napoléon était la plus proche. Martimprey se chargea de lui transmettre l'ordre et se rendit au galop auprès du prince pour lui expliquer la situation. Ce dernier envoya de suite une brigade du côté des Anglais et alla lui-même établir son artillerie sur une

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

position d'où elle pouvait contrebattre avec avantage les batteries de l'adversaire (1).

A quatre heures de l'après-midi, la bataille était gagnée, et les Russes battaient en retraite en bon ordre. L'absence de cavalerie empêcha la poursuite. Le bivouac fut établi sur le champ de bataille.

Nous comptions 1.339 hommes hors de combat dont 6 officiers et 132 tués. Les pertes de l'armée anglaise étaient plus élevées et celles des Russes montèrent à plus de 6.000 hommes.

C'était, pour eux, un échec d'une portée considérable. Pour nous, c'était notre première grande victoire depuis Waterloo. Elle relevait notre prestige et consacrait aux yeux de tous notre prise de possession de la Crimée.

Le lendemain, à 9 heures du matin, le maréchal réunit près de lui les généraux de division et les deux commandants en chef de l'artillerie et du génie, pour les remercier du concours qu'ils lui avaient prêté. Puis, il ajouta : « Vous vous unirez tous à moi, avec plaisir, messieurs, pour les éloges que j'ai à adresser à notre chef d'état-major. Il était partout et, à mesure qu'il y avait à se porter en avant, il s'y trouvait à la tête des troupes pour y donner la direction avec une habile intelligence. Il est impossible de mieux faire et vous l'avez trouvé. Je suis heureux de lui payer ici cette dette de satisfaction ».

En signalant ainsi la belle conduite de son chef d'état-major général, il montrait aussi quelles doivent être dans ces circonstances les fonctions d'un major général. On les croit souvent inertes et subordonnées aux ordres du commandant en chef. Pour Martimprey au contraire elles étaient d'une activité incessante dans laquelle son initiative trouvait toujours à s'employer.

---

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

Le maréchal le retint à déjeuner et, revenant sur la bataille de la veille, lui dit encore : « Mon cher Martimprey, je savais que vous valiez beaucoup, mais vous avez dépassé tout ce que j'attendais de vous. Je veux vous gronder pourtant. Vous y mettez trop d'ardeur; il faut plus de calme. » Le chef d'état-major général lui donna l'assurance que son ardeur extérieure n'empêchait pas son calme; qu'elle lui semblait nécessaire pour animer les autres, mais qu'il y voyait toujours clair.

En fait, sa conduite de la veille avait été très remarquée et le prince Napoléon lui-même, jusque-là assez froid pour lui, fit son éloge au milieu d'un groupe d'officiers.

Ces félicitations firent une grande impression sur le général de Martimprey et le comblèrent de joie. Elles furent pour lui une douce récompense et un encouragement.

Malheureusement aussi cette grande journée était la dernière du maréchal. Le soir, il dut s'aliter, et ne put désormais suivre l'armée que dans une calèche prise aux Russes. D'autre part, Canrobert, assez grièvement blessé, fut également forcé de rester en voiture, mais en avant de sa division qu'il commandait encore.

Il n'y avait plus à la tête de l'armée, qu'un chef valide, c'était Martimprey. Se rendant compte de la gravité des circonstances, et de la responsabilité qui lui incombait, il continua à donner des ordres au nom du maréchal, qui s'occupait de son commandement malgré ses souffrances.

On fit d'abord relever et évacuer les blessés.

Il fallut ensuite prendre une décision pour les journées qui allaient suivre. On savait bien qu'il fallait marcher sur Sébastopol, mais on était partagé sur la direction à adopter. Les Anglais voulaient tourner la place pour l'attaquer par le sud et occuper une rade

Digitized by Google

comme base d'opérations. Le maréchal avait l'idée de tenter une attaque de vive force par le nord.

Une réunion de généraux eut lieu autour de la couchette du maréchal et, après une discussion assez vive, la proposition anglaise fut adoptée. On décida d'exécuter une marche autour de la place et de l'attaquer par le sud.

Ce fut cette résolution qui nous entraîna à faire le siège de Sébastopol. L'histoire nous apprend que, si on avait tenté une attaque par le nord, où les travaux de défense n'existaient pas encore, on aurait eu de grandes chances d'enlever la place.

Martimprey fit expédier les ordres de marche sur Balaklava pour le 23. Le départ se fit gaiement. En route, on trouva des armes et des sacs abandonnés par les Russes et on établit le bivouac aux abords de la vallée de la Katcha. Ce fut la dernière fois que le maréchal monta à cheval. A l'arrivée au bivouac il se coucha pour ne plus se relever.

Le lendemain, ce fut le général Canrobert qui, malgré sa blessure, prit la tête de l'armée, traîné dans sa voiture. La marche reprit donc le 24, vers la vallée du Belbeck, en obliquant vers la gauche pour contourner la ville. En route, Martimprey envoya reconnaître une troupe à cheval, qu'on apercevait dans le lointain et qui n'était autre que l'unique escadron de chasseurs d'Afrique dont l'armée disposait. On traversa le ruisseau pour établir le bivouac sur la rive gauche.

Le 25, l'armée anglaise ayant pris la tête, nos têtes de colonne attendirent sur place qu'elle fut écoulée et ne partirent qu'au milieu du jour. L'étape fut longue et ennuyeuse. Il y eut un peu de désordre, qui fut vite réparé, dès qu'on eut atteint la ferme Mackensie et le bivouac.

Le 26, on se mit en route avant le jour. Le maréchal n'en pouvait plus. Sentant sa fin prochaine, il fit de-

Digitized by Google

mander le général Canrobert, causa longtemps avec lui et lui remit le commandement. Aussitôt après, ce dernier fit appeler le chef d'état-major général, lui montra sa lettre de commandement et lui donna ses instructions. Martimprey alla de suite faire mettre à l'ordre et communiquer aux troupes les adieux du maréchal et la prise de commandement du nouveau général en chef.

Après une étape assez courte, on arriva sur la verdoyante vallée de la Tchernaïa et l'on gravit les monts Fédioukine qui dominaient sa rive gauche. Le bivouac y fut tracé et, aussitôt après, Martimprey convoqua les généraux et les chefs de corps au quartier général. Canrobert leur fit lire les adieux du maréchal, puis sa lettre de commandement, leur annonça qu'il prenait immédiatement ses fonctions et leur demanda leur concours dévoué. Tous s'empressèrent de le promettre.

Le lendemain 27, on arriva à Balaklava où l'on eut la désagréable surprise de constater que les Anglais s'étaient emparés de la rade sans prévenir leurs alliés. Plus tard, on s'en consola. La rade était étroite, sans profondeur et bien inférieure au port de Kamiesch dont nous fîmes notre base d'approvisionnements.

Deux jours après, le maréchal, transporté sur le *Berthollet*, y rendait le dernier soupir. Il succombait au champ d'honneur, après avoir donné à la France une grande victoire et entouré son nom d'une gloire immortelle. C'était une belle mort qui rachetait bien des défauts.

Pour Martimprey, ce changement avait aussi son importance. Depuis son départ de Marseille, l'état de santé du maréchal était pour lui une difficulté. Dans les circonstances graves où il se trouvait, en face de résolutions à prendre qui engageaient l'avenir de l'armée et les intérêts de deux grandes nations, cette situation était une cause de soucis. Désormais cette préoccupation

Digitized by Google

cessait. L'amitié qui le liait au nouveau général en chef devait aplanir tous les obstacles et faciliter les rapports de service. Canrobert et Martimprey étaient camarades de promotion et, à ce titre, devaient se tutoyer dans l'intimité. Si, en 1854, l'éclat des services de Canrobert l'avait justement porté au premier rang, il n'en était pas moins resté un cœur affectueux, essentiellement bon, très heureux d'apprécier les talents de son camarade et de les utiliser pour le plus grand bien de l'armée. Sachant du reste qu'il avait en lui un ami dévoué, travailleur infatigable, aussi brave que discipliné, doublé d'un homme du monde, Canrobert avait pour son major général une affection qui ne le cédait qu'à son estime; il devait le lui prouver en mainte occasion.

Il eût été difficile de trouver un commandement en chef mieux composé, plus uni et mieux approprié aux circonstances. Si le succès n'a pas couronné de suite les efforts de ces deux généraux, c'est que l'imprévu des événements a dominé leurs volontés et que pour arriver au triomphe final il fallait d'abord le temps de le préparer et plus tard l'énergie d'un chef comme Pélissier.

Quoi qu'il en soit, l'arrivée de Canrobert au pouvoir suprême était pour Martimprey une chance heureuse. Dès qu'il put causer librement avec lui, il appela son attention sur les défectuosités qui devaient être une entrave pour les opérations et particulièrement sur la nécessité de réclamer au plus tôt en France des renforts et des approvisionnements, surtout des effets et des couvertures pour l'hiver. Le général en chef écrivit de suite au ministre de la Guerre, qui malheureusement ne put répondre à temps à ses demandes.

Ce fut le 27 septembre que Martimprey, accompagnant Canrobert sur le plateau de Chersonèse, aperçut pour la première fois, cette cité de Sébastopol qui allait

Digitized by Google

devenir, pendant un an, le but de nos efforts et des combats meurtriers du siège.

Ce jour-là rien ne faisait soupçonner l'aspect désolé que devait prendre plus tard le plateau sur lequel les armées allaient s'installer.

La nature était riante et l'impression qu'on en ressentait avait un charme particulier. Martimprey la subit comme son chef qui en a fait un tableau séduisant.

On foulait partout une couche épaisse de verdure émaillée de fleurs d'automne; on rencontrait de nombreux jardins enclos de murs, des cultures diverses, des fermes et mêmes des villas fort élégantes, des arbres et une forêt sur le bord de la mer. L'ensemble était plein d'attrait, par cette belle matinée de septembre.

Des mamelons cachaient la ville; mais, en s'avançant entre les ravins étroits aux rebords broussailleux, on atteignit le sommet des monticules et la ville apparut, silencieuse et brillante, enfoncée dans un énorme gouffre. La masse de ses constructions éclatantes de blancheur, les dômes recouverts de cuivre de ses églises s'allumaient de mille feux sous les rayons du soleil; le port était encore silloné de navires dont les flancs étaient zébrés de bandes blanches et noires. On distinguait deux grandes rues animées, pleines de monde; au milieu, sur un rocher, était le théâtre en marbre blanc, avec un fronton et une colonnade comme un temple antique. Plus près et devant nous était un bastion, et en arrière, filant en oblique, des lignes de défense se prolongeaient en zig-zags jusqu'à la mer. Des milliers d'hommes barbus portant la chemise flottante sur le pantalon, des femmes aux jupes courtes avec des fichus rouges sur la tête et des enfants travaillaient à ces ouvrages; à notre droite, devant un faubourg, sur un mamelon, était une tour en pierres blanches, la Tour Malakoff, que les marchands de la ville s'étaient cotisés pour faire élever en apprenant l'expédition. A gauche, les forts de la Quarantaine, Constantin et Alexandre, tout blancs, montraient sur le fond

Digitized by Google

bleu foncé de la mer leurs batteries superposées d'un aspect redoutable (1).

Martimprey espérait-il alors, comme Canrobert, comme les Anglais, qu'en peu de temps la ville serait prise et la guerre terminée? On ne saurait le dire. Mais sa haute expérience lui fit plutôt penser qu'une place de guerre défendue par de nombreux forts, une vaillante armée et une puissante flotte pourrait bien offrir à ses adversaires une longue résistance. D'ailleurs, la ténacité proverbiale des Russes ne permettait pas de se bercer de pareils espoirs.

Le jour même de la mort du maréchal, l'armée gravit les pentes du plateau de Chersonèse et, guidée par les officiers d'état-major, commença son installation.

Le chef d'état-major général eut pour premier travail de répartir les troupes en deux corps d'armée à deux divisions : un corps de siège et un corps d'observation, le premier sous les ordres du général Forey, le second sous ceux du général Bosquet. Il leur fixa également leurs emplacements au sud de la place : l'armée anglaise à droite, le corps de siège à gauche, le corps d'observation en arrière, à droite.

Au commencement d'octobre, les installations furent terminées et de nombreuses reconnaissances avaient déjà levé tous les terrains environnants. L'état-major général avait eu, dans ces premières journées, un travail considérable.

Maintenant, le moment était venu de décider le but et la direction des attaques à entreprendre.

A cet effet, les généraux furent convoqués chez lord Raglan, le 7 octobre. On y décida les premières attaques.

---

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

L'ouverture de la tranchée eut lieu le 9. Le siège était commencé (1). La première quinzaine d'octobre fut marquée par une grande activité. La construction des parallèles et des batteries, leur armement, la répartition des troupes pour ces divers travaux, le concours de la marine, les ordres et les rapports journaliers, les reconnaissances, absorbèrent tous les instants de l'état-major général. Le 16, nous avions cinq batteries prêtes. Depuis le 9, les canons russes ne cessaient de tonner et d'accabler nos travaux. Néanmoins, nous étions pleins d'espoir et l'ardeur des troupes était remarquable. On se crut suffisamment prêt et on décida de donner l'assaut le lendemain.

Martimprey fit préparer l'ordre pour l'attaque du 17, que l'on espérait devoir être décisive. Cet ordre devait rester un document historique parmi ceux qu'eut plus tard à signer le général Canrobert.

Le lendemain, pour préparer l'assaut, toutes nos batteries ouvrirent le feu. Les Russes y répondirent avec vigueur, et une effroyable canonnade éclata des deux côtés. Après quatre heures de durée, elle démontra notre infériorité. Plusieurs de nos batteries durent cesser le feu; l'une d'elles était détruite par une explosion, une autre par les projectiles ennemis. Les Anglais avaient eu de meilleurs résultats. Mais il fallait renoncer à l'assaut. Les troupes reçurent l'ordre de regagner leurs camps.

Il n'y avait plus d'illusions à se faire : le siège serait long et meurtrier; les deux armées passeraient l'hiver devant Sébastopol.

Le 18 octobre, tandis que dans les rangs des alliés les esprits se reportaient tristement à l'échec de la veille, à l'espoir perdu d'un rapide succès et aux conséquences que chacun pouvait entrevoir, les Russes

(1) Voir la carte n° 11 (plateau de la Chersonèse).

Digitized by Google

firent une démonstration sur le col de Balaclava. Elle resta sans portée, mais ce fut pour les généraux en chef une occasion de se rencontrer et d'échanger leurs pensées. Ils se rendirent chez lord Raglan, où eut lieu une entrevue à laquelle Martimprey assista.

A partir de ce moment, les travaux du siège prirent une marche régulière et uniforme. Il en fut de même de ceux de l'état-major général, qui rentrèrent dans les conditions ordinaires du service courant, toujours très chargé quand il s'agit d'une armée et de ses rapports avec des forces alliées. Du 18 au 25, ces travaux eurent surtout pour but l'augmentation et le renforcement de nos batteries, puis l'ouverture de la deuxième parallèle, qui nous fit arriver à 400 mètres de la place.

Les Russes, de leur côté, recevaient des renforts dont notre bureau politique connaissait l'importance par des déserteurs et des espions. Notre armée en reçut aussi à cette époque, de telle sorte que, dans les derniers jours d'octobre, notre effectif s'élevait à 46.000 hommes et 5.500 chevaux.

Le 25 fut marqué par une action de guerre inattendue. Les Russes, débouchant par la vallée de la Tchernaïa, dirigèrent une attaque sur Balaklava, menaçant la base d'opérations anglaise et la droite de notre corps d'occupation. Canrobert monta à cheval aux premiers coups de canon et se porta sur le terrain du combat, suivi de son état-major. Martimprey dut assister à ses côtés à cet engagement et à la fameuse charge des Anglais, qui resta aussi célèbre par leur bravoure que par son peu de succès. Cette journée fut un échec pour les Russes et un avertissement pour les alliés. Comme conséquence, le chef d'état-major général expédia le soir, à la brigade Vinoy, l'ordre d'aller renforcer, de ce côté, la position des Anglais.

A la suite de cette affaire, on reprit des deux côtés les occupations ordinaires du siège, qui consistaient,

Digitized by Google

au bruit d'un tir incessant, à développer les batteries et à compléter nos parallèles.

Chacun cependant sentait que le seul moyen d'en finir était l'assaut et que chaque coup de pioche nous rapprochait du jour où il faudrait le donner.

Pour en régler les dispositions, Canrobert convoqua les généraux le 4 novembre. Martimprey assista à ce conseil, dans lequel la date du 7 fut adoptée.

Au même moment, les Russes, confiants dans la force de leurs 100.000 hommes, combinaient contre nous une attaque décisive dans le but de nous jeter à la mer. Elle se produisit dans la nuit du 5 au 6, un peu avant le jour, sur le plateau d'Inkermann, contre les positions anglaises. Canrobert monta à cheval aux premiers coups de canon et se porta sur le terrain avec Martimprey. Par un temps froid, sombre, pluvieux, ils s'avancèrent dans l'obscurité, luttant contre l'impression déprimante qui les envahissait. Ils se portèrent d'abord vers le moulin situé au croisement des routes, où ils trouvèrent le général Bosquet.

Ils y restèrent jusqu'au moment où les brigades Bourbaki et d'Autemarre arrivèrent à l'aide des Anglais, dont l'ennemi menaçait la droite. Canrobert partit alors pour rejoindre lord Raglan, ayant à droite Martimprey, à gauche le colonel Trochu. Pendant ce trajet, un obus éclata au milieu du groupe, blessa Canrobert au bras et le jeta à terre. On s'empressa autour de lui, mais cet accident ne l'empêcha pas de remonter à cheval et d'aller retrouver lord Raglan. Il consentit alors à se faire panser. Pendant ce temps, la bataille d'Inkermann s'achevait. L'effort des Russes avait échoué; leurs fausses attaques sur le corps de siège et du côté de Balaklava n'avaient pas réalisé leurs espérances. Ils avaient tenté d'occuper nos positions; mais l'énergique résistance des Anglais, complétée par l'offensive de Bosquet, leur avait enlevé la victoire.

Digitized by Google

Néanmoins, ils avaient montré une telle supériorité numérique qu'il y avait lieu d'étudier de nouveau la situation et de voir si l'on pouvait continuer à risquer un assaut, dont le succès, désormais, paraissait bien douteux.

Une réunion de généraux eut lieu le 7, chez lord Raglan. Martimprey y entendit constater les avantages que les Russes avaient sur nous au point de vue des effectifs et de l'artillerie; on conclut à la nécessité d'attendre, pour l'assaut, de nouveaux renforts en hommes et en canons. C'était, pour nous, le résultat le plus clair de la victoire d'Inkermann. Et, comme on savait que les réponses aux demandes adressées en France exigeaient des mois entiers, on comprit qu'il fallait se résigner à la patience, s'organiser pour les froids de l'hiver et continuer avec courage les pénibles travaux du siège.

A cet égard, depuis le début de l'expédition, Martimprey ne s'était pas abusé. Sa correspondance officielle insistait, notamment, pour réclamer en France des approvisionnements de toute sorte, surtout en effets, indispensables pour supporter un hiver de Russie. Saint-Arnaud et Canrobert, malgré l'espoir prolongé d'une attaque victorieuse, s'étaient rendus à ses raisons et avaient toujours appuyé ses demandes. Les amiraux, partageant ces idées, avaient également exposé leurs besoins à Paris et à Londres.

L'Empereur Napoléon III, frappé de cette situation, s'en était occupé lui-même et avait notifié à ses ministres sa volonté de les voir satisfaire sans retard aux réclamations de la flotte et de l'armée. Tout cela n'empêcha pas notre administration d'être dans l'impossibilité de le faire avant les mois de février ou de mars.

Au commencement de novembre, le chef d'état-major général eut à régler les dispositions relatives au départ du prince Napoléon, qui, malgré sa bravoure

Digitized by Google

TENTE DU GÉNÉRAL DE MARTIMPREY DEVANT SÉBASTOPOL

Digitized by Google

Digitized by Google

et atteint de dysenterie, ne put se résigner aux misères d'un siège prolongé, dans la boue, l'humidité, le froid et le mauvais temps.

A partir du mois de novembre 1854, Martimprey fit procéder, pour son service, à une installation définitive. Elle compléta le quartier général français, qui fut bientôt composé d'une petite agglomération de baraques et de tentes (1)

Le 14 du même mois, il eut à supporter un phénomène météorologique, sorte de trombe, qui fut le prélude du rude hiver de cette année, bouleversa les camps et laissa dans la mémoire des témoins oculaires un souvenir ineffaçable. D'après le récit du maréchal Canrobert, son historien, M. Germain Bapst, en a fait une description saisissante.

Au matin, vers cinq heures, le vent s'éleva avec une violence telle que, dans tous les camps, la culbute de l'abri sous lequel on était couché réveilla les dormeurs, qui, en un clin d'œil, furent ensevelis sous ses débris. Leurs petites tentes-abris étaient déchirées et entraînées au loin. Les quelques grandes tentes des généraux ou des état-majors eurent leurs tiges cassées; tout le monde était surpris; on ne savait où l'on était; une neige fondue, épaisse, vous glaçait et empêchait de voir. Par moments, le vent emportait tous les objets et jetait à terre les individus. Là où il y avait un mur, un obstacle, on trouvait acculés et mélangés les objets les plus divers : des armes, des débris de tentes, des marmites, des instruments de musique de cuivre, des tambours, des bottes de foin, des harnais, des bûches, des chaises, des tables; le tout cassé, mouillé. Les malheureux soldats couraient à quatre pattes après leurs effets; impossible d'allumer du feu et de cuisiner. Les officiers tâchaient d'empêcher leurs hommes de se laisser aller au désespoir,

(1) Voir le croquis de la tente du général.

Digitized by Google

de s'accroupir ou de se blottir derrière un abri d'occasion; ils les forçaient à se remuer....

Des soldats relevèrent trois fois la tente du général Canrobert; plusieurs hommes furent tués en tombant. Les éclairs et le tonnerre faisaient trembler le sol; la grêle alternait avec la neige fondue et les grêlons, gros comme des cailloux, couraient sur le sol en sautillant.... Aux ambulances, ce fut épouvantable. Les plus importantes étaient dans des ravins, recouvertes de bâches et de planches. Ces toitures, mal fixées, se détachèrent et tombèrent sur les patients qui demeuraient au fond. Plusieurs furent tués sous les débris; il y eut de nouvelles blessures....

Au siège, les tranchées se transformèrent en torrents de boue et de grêle et les soldats, encore peu chaudement vêtus et surtout mal chaussés, nagèrent dans cet infect marécage.

Cet ouragan dura jusqu'à la nuit, et, pendant ce temps, les plus vives appréhensions régnaient sur le sort de la flotte; sa destruction pouvait entraîner celle de l'armée. Heureusement il n'en fut rien. On apprit, le lendemain, que, si plusieurs navires avaient été jetés à la côte, les autres s'en étaient tirés avec des avaries faciles à réparer.

Après ce cyclone, l'hiver commença.

Le mois de décembre fut pluvieux et froid. Dans les camps, dès qu'on eut réparé les désastres de l'ouragan, on s'organisa comme on put contre l'humidité glaciale qui envahissait tout.

A ces souffrances physiques vint s'ajouter, pour le général de Martimprey, un des incidents les plus pénibles de sa carrière. Un matin, en dépouillant le courrier, il trouva un ordre de service qui lui retirait ses fonctions et le nommait commandant d'une brigade d'infanterie. Il était remplacé par le général Trochu, récemment promu. Ce dernier passait de la position de chef de cabinet du général en chef à celle de major général de l'armée.

Digitized by Google

Ce fut une surprise d'autant plus désagréable qu'en décidant cette mutation l'autorité supérieure n'avait tenu aucun compte des services rendus par le général depuis le jour de l'embarquement. Elle n'avait même pas un mot de remerciement pour les efforts assidus, le dévouement de chaque jour, les dangers courus et le travail accablant grâce auquel l'armée avait pu, depuis le mois de mars, parer à tout ce qui lui manquait. Quelle que fût la cause de ce brusque changement, le général en fut profondément blessé.

Néanmoins, très maître de lui et sans laisser paraître l'émotion qu'il ressentait, il se contenta, en portant les dépêches au général Canrobert, de lui signaler la lettre de service qui le concernait. Ce dernier en fut aussi surpris que lui. Il garda ce document, rassura son major général, lui prescrivit de continuer son service dont il n'avait qu'à se louer, et répondit de suite, le 11 décembre, au ministre de la Guerre, qu'il tenait à conserver le général de Martimprey comme chef d'état-major général et à garder le général Trochu à sa disposition, pour des fonctions qu'il énumérait.

Aucun travail, si ardu et si fatigant qu'il fût, disait-il, ne pouvait déconcerter le général de Martimprey; aucune circonstance pénible ne pouvait atteindre son moral, l'un des plus solides que j'ai jamais rencontrés.

Il a parfaitement organisé son vaste service et je lui ai toujours trouvé la tête libre dans les moments les plus épineux. C'est en un mot un chef d'état-major, très pratique, très sûr et pour rien au monde je ne voudrais le changer.

Quelques jours après, revenant sur ce sujet, il appuya ses premières propositions par une lettre qui lui faisait autant d'honneur qu'à celui qui en était l'objet.

Digitized by Google

Devant Sébastopol, 21 décembre 1854.

Au Ministre de la Guerre,

Par le dernier courrier, je vous ai longuement entretenu de l'intérêt que j'attachais à ce que le général de Martimprey fût maintenu dans ses fonctions de chef d'état-major général, le général Trochu restant à ma disposition pour y servir dans les conditions que je vous indiquais et parmi lesquelles je faisais figurer, en dehors du travail dont il est chargé, le commandement éventuel d'une brigade.

La décision prise à ce sujet et que vous m'aviez notifiée ne pouvait manquer de blesser profondément le général de Martimprey qui a naturellement reçu à cette occasion, des personnes qui s'intéressent à sa carrière, des marques de surprise et des demandes d'explication bien faites pour l'émouvoir.

D'un dévouement au devoir qui passe ce que l'on peut dire, d'une grande fermeté de cœur et d'esprit, d'une exactitude rigoureuse dans le maniement des affaires, gardant au milieu des complications les plus grandes une tête toujours libre et un jugement toujours droit, très apte d'ailleurs à suivre pied à pied les détails si multipliés de sa fonction, tel est le général de Martimprey, qu'on doit considérer, au point de vue pratique, comme un chef d'état-major excellent. Il n'a peut-être pas ce côté brillant qui consiste à réunir dans une correspondance soignée les grands faits qui sont comme la représentation de l'existence des armées, qui expliquent et justifient les causes auxquelles sont dus leur affaiblissement comme leur développement moral et matériel. Il y a là, je le reconnais, matière à exercer un esprit supérieur. Elle consisterait dans ce que l'on peut appeler la philosophie de l'emploi et il est certain qu'elle aboutirait à des exposés plus substantiels et plus satisfaisants pour le ministre de la Guerre que les maigres statistiques que l'Etat-major général a la mission de recueillir, mission fort difficile à elle seule dans les circonstances où l'armée est placée. Je ne sais s'il est possible de trouver un chef d'état-major qui puisse satisfaire ainsi à toutes les conditions que je viens d'énumérer; ce que je puis affirmer,

Digitized by Google

c'est qu'on en trouverait peu qui fussent en état de préparer des opérations d'une complication sans égale, comme par exemple l'embarquement en Crimée du personnel et du matériel de l'armée d'Orient. C'est là, Monsieur le Maréchal, l'une des actions d'éclat de mon chef d'état-major et il en compte plus d'une de ce genre.

En dehors de ces considérations, permettez-moi encore d'appeler votre attention sur la perturbation inévitable qu'entraîne, pour un service très difficile et très bien monté, un changement de direction dans les circonstances où nous sommes.

En tout, Monsieur le Maréchal, il y a utilité et il y a justice, en ce qui concerne le général de Martimprey, à ne rien changer à l'état de choses existant au commencement de la guerre. Donc récompensez cet officier du dévouement et de l'habileté avec lesquels il avait préparé ses opérations. Le maréchal de Saint-Arnaud vous avait proposé de le faire commandeur de la Légion d'honneur. Après la bataille de l'Alma, où il avait joué personnellement un rôle très remarqué, il le proposa pour général de division. Il a, depuis, ajouté bien d'autres titres à ceux-là et ils m'ont conduit à renouveler cette proposition après la bataille d'Inkermann. Vous feriez acte de justice en proposant à Sa Majesté d'y faire droit et en le maintenant dans ses fonctions avec ce grade supérieur que comporte le nombre de nos divisions. Vous guéririez amplement la blessure qu'il vient de recevoir et toute l'armée apprendrait avec plaisir que cet officier général, qui donne à tous l'exemple du dévouement et d'un inébranlable caractère, a reçu un avancement mérité.

Si, accueillant mes instances, vous voulez bien m'autoriser à retenir les deux titres que vous m'avez adressés pour les généraux de Martimprey et Trochu, je vous serai obligé de faire exprimer dans le *Moniteur de l'Armée* que c'est sur ma demande motivée qu'il n'a pas été donné suite au désir qu'avait exprimé le premier d'être appelé à un commandement de troupes, le second restant à ma disposition.

Le général en chef,

CANROBERT.

Digitized by Google

La démarche de Canrobert auprès du maréchal Vaillant fit annuler cette mutation. Les choses demeurèrent donc en l'état. Toutefois, cette affaire avait fait naître une gêne entre deux chefs militaires qui étaient faits pour s'entendre. Le général de Martimprey voulut en connaître la cause et s'adressa au lieutenant-colonel du génie Riffault, premier aide de camp du ministre, qui lui répondit aussitôt. La décision qui avait frappé le chef d'état-major général avait causé à Paris une impression pénible; elle n'émanait pas du ministre, mais de l'Empereur lui-même, qui l'avait prise de sa propre initiative en la motivant sur le retard d'une situation de débarquement et d'un état *nominatif* de blessés, au moment où Saint-Arnaud mourant avait laissé la direction suprême à son chef d'état-major général. L'Empereur ne se doutait pas qu'il allait blesser un de ses généraux les plus méritants, dont les fonctions avaient pour l'armée une importance exceptionnelle. Dès qu'il l'avait compris, il était revenu sur cette disposition. Le lieutenant-colonel Riffault l'attribuait à « l'activité absorbante au suprême degré d'un officier de l'état-major du général en chef, un de nos amis communs ». Il n'y avait pas de doute, il s'agissait du colonel, plus tard général Trochu.

L'Empereur le connaissait et, séduit par sa facilité, le considérait comme doué d'une haute capacité. Au moment de la constitution de l'armée d'Orient, il avait été frappé des imperfections de notre système de mobilisation. Le colonel Trochu, alors sous-chef du personnel au ministère de la Guerre, avait proposé un système nouveau analogue à celui qui fut adopté en 1873, quand on forma les corps d'armée. Le projet avait été remis à l'Empereur, qui l'avait lu, annoté favorablement et qui avait conçu une idée avantageuse de son auteur. Puis, sans consulter son ministre ni le commandant en chef, il l'avait, un beau jour, impro-

Digitized by Google

visé major général. On a vu la conséquence de cette décision. Heureusement, grâce au sentiment élevé qui animait Canrobert, elle fut annulée et Martimprey conserva ses fonctions. Quelques jours plus tard, il reçut, peut-être à titre de dédommagement, sa nomination de commandeur de la Légion d'honneur, datée du 29 décembre. Nommé officier du même ordre après la bataille d'Isly, il aurait dû recevoir ce nouveau grade après celle de l'Alma. Quoi qu'il en soit, son maintien à son poste fut pour l'armée une heureuse solution.

Après cet incident, il n'y avait plus qu'à s'occuper du siège et des difficultés qui allaient accabler le commandement suprême. L'hiver sévissait, et aucun des objets réclamés si instamment en France depuis l'été précédent n'était encore arrivé. Le soldat manquait de tout, et il fallait constamment exposer à Paris ses besoins en effets, en vivres, en matériel de toute sorte. Les officiers partageaient les misères de leurs hommes. Parfois, il fallut emprunter des provisions à la marine pour alimenter les combattants du siège. Les effets des hommes morts servaient à habiller les vivants; on déterrait les cadavres d'Inkermann pour se vêtir de leurs capotes. L'état-major adressait lettre sur lettre à l'intendance pour remédier à tous ces maux, et n'y parvenait pas.

Au milieu de ces privations, le chef d'état-major général gardait sa force morale, donnant autour de lui l'impression d'un caractère inébranlable. Son esprit énergique, son assiduité au travail étaient pour ses officiers un exemple et un encouragement. Ils en avaient du reste grand besoin. Lorsqu'on relit la correspondance de l'état-major général de l'armée et du cabinet du général en chef depuis l'arrivée de nos troupes en Crimée, on est stupéfait de voir d'un côté l'état délabré des uniformes, des tentes, des chaussures, des vivres, et, de l'autre, l'insuffisance des ressources

Digitized by Google

existant en France, jointe à l'impuissance de notre administration militaire. Heureusement que pour parer à cette déplorable situation nous avions le courage et le dévouement de nos soldats et de nos officiers, spectacle réconfortant qui provoquait l'admiration de leurs chefs et des alliés. Toutefois, les privations de la troupe augmentèrent cruellement pour elle les rigueurs de l'hiver. Les efforts du général en chef pour adoucir ses misères lui créèrent une popularité extraordinaire. A ses côtés, son collaborateur intime, le chef d'état-major général, partageait ses angoisses, se multipliait pour les calmer et restait pour lui un aide de tous les instants. On a vu comment ce vaillant chef d'armée savait reconnaître les services de Martimprey, services discrets, inconnus du public, mais hautement appréciés par tous ceux qui l'approchaient.

Le siège se poursuivait ainsi lentement, à travers des canonnades incessantes, des souffrances prolongées, des difficultés parfois insurmontables.

Cependant, au commencement de l'année 1855, la situation s'améliora.

Les renforts, longtemps attendus, avaient à peu près comblé les vides produits par le feu et les maladies. L'armée anglaise avait retrouvé un effectif convenable. De notre côté, nous avions reçu notre cavalerie et un premier groupe de la garde impériale, commandé par le général Mellinet.

Les Russes avaient également réparé leurs pertes, mais ne semblaient pas disposés à entreprendre une opération sérieuse pendant les grands froids, qui étaient devenus très vifs. La température, toujours au-dessous de 10 degrés centigrades, descendait parfois beaucoup plus bas. On vivait péniblement, et le jour était parfois si sombre que la nuit semblait durer encore.

On avançait cependant vers le corps de place, tandis

Digitized by Google

que l'ennemi s'opposait par tous les moyens à nos travaux d'approche. Au développement de nos parallèles et de nos tranchées correspondait celui de l'artillerie. En janvier 1855, nous avions 1.400 bouches à feu en batterie. Des deux côtés, le tir assourdissant de 900 pièces résonnait sans cesse, et, sous la trajectoire de leurs obus, nos éclaireurs et nos grand'gardes entretenaient avec l'ennemi une fusillade de tous les instants.

D'immenses nuages de fumée planaient sur la ville, et, au-dessous, les détonations des grosses pièces grondaient sans discontinuer. La nuit, les bombes, les obus, les fusées traçaient dans l'air des sillons de feu. Le sol était couvert de débris de fer fondu ou forgé. Et, au milieu du vacarme des batteries, dédaigneux de la mort, qui chaque jour nous enlevait 25 hommes, assiégeants et assiégés vaquaient à leurs occupations avec la tranquillité et souvent avec l'insouciante gaîté des soldats aguerris.

Cependant, au milieu de ces péripéties, on sentait que le siège traînait en longueur. A Paris, l'opinion publique s'en inquiétait et formulait parfois contre le général Canrobert des reproches qu'il était loin de mériter. Il ignorait, d'ailleurs, comme Martimprey, les appréciations dont il était l'objet. Elles étaient si graves que sa position et son autorité en furent ébranlées.

C'était dans l'entourage du ministre de la Guerre que l'opinion lui était le plus défavorable. Déjà, au mois de décembre, un des aides de camp du maréchal Vaillant, officier supérieur, esprit mesuré, réservé, écrivant à un de ses amis, lui disait « que le siège, en tant que siège, était mal conduit.... La place était plus forte qu'à notre arrivée sur le plateau de Chersonèse et son armée de défense plus nombreuse que la nôtre.... D'où vient, ajoutait-il, que nos affaires n'avancent pas? » Et, sans hésiter, reflétant les pensées de ses supérieurs,

Digitized by Google

il s'en prenait au général en chef, « vaillant soldat sans doute », mais n'ayant peut-être pas la capacité de commander une grande armée, « ni les reins assez solides pour supporter la responsabilité d'un pareil fardeau ».

Ces appréciations commençaient à se répandre et les correspondances privées les répétaient.

Le gouvernement en venait à comprendre qu'à la guerre l'oubli du bon sens et des principes porte des fruits bien amers. Mais ce qu'il ne voyait pas, c'était que la lenteur reprochée aux chefs de l'armée était la conséquence des fautes commises au début de l'expédition, notamment de l'incurie et de la précipitation des premiers mouvements. Maintenant, la lumière éclatait; la parole était au canon; la victoire était la seule solution possible. Et, cependant, les hautes personnalités du pouvoir, se berçant encore de rêves irréalisables, s'adressaient à la diplomatie pour obtenir une paix qui leur semblait l'unique moyen d'arranger nos affaires.

On songeait aussi à remanier l'armée d'Orient, et, dès la fin de décembre, l'Empereur, sur l'avis du ministre de la Guerre, remplaçait l'organisation divisionnaire par celle des corps d'armée. Le général Forey, n'ayant pas réussi dans son commandement, était désigné pour rentrer en France. Son corps d'armée était offert au général Pélissier, qui s'empressait d'accepter.

Au milieu de janvier 1855, ces changements étaient arrêtés et, un beau jour, le général de Martimprey trouva dans son courrier la nouvelle composition des troupes. Elles étaient réparties en trois groupes : deux corps d'armée et une réserve; Pélissier commandait le premier corps d'armée, Bosquet le deuxième. La réserve restait à la disposition du commandant en chef.

Le 9 février, Pélissier débarquait à Kamiesch et prenait son commandement.

Digitized by Google

A dater de ce jour, l'armée réorganisée eut la composition suivante :

Commandant en chef : général Canrobert.
Chef d'état-major général : général de brigade de Martimprey.
Commandant de l'artillerie : général de division Thiry.
Commandant du génie : général de brigade Bizot.

1er CORPS D'ARMÉE

Commandant : général de division Pélissier.
Chef d'état-major : général de brigade Rivet.
Commandant de l'artillerie : général de brigade Lebeuf.
Commandant du génie : général de brigade Dalesme.

Le premier corps d'armée comprenait quatre divisions, commandées par les généraux d'Autemarre, Levaillant, Pâté, de Salles : chacune à deux brigades, la première forte de deux régiments d'infanterie et d'un bataillon de chasseurs à pied, la seconde de deux régiments seulement.

Le général de division Morris commandait la division de cavalerie du premier corps, formée à deux brigades.

2e CORPS D'ARMÉE

Commandant : général de division Bosquet.
Chef d'état-major : général de brigade de Cissey.
Commandant de l'artillerie : général Beuret.
Commandant du génie : colonel Frossard.

Il était également fort de quatre divisions, sous les ordres des généraux Bouat, Camou, Mayran et Dulac. Elles avaient la même composition que celles du premier corps. Les troupes d'Afrique, zouaves et tirailleurs algériens, en faisaient partie.

Le général de division d'Allonville commandait sa division de cavalerie, composée de deux brigades.

Digitized by Google

La réserve générale comprenait une division d'infanterie, sous les ordres du général Brunet, et la brigade d'infanterie de la garde impériale, commandée par le général Uhrich; puis les réserves et les parcs de l'artillerie et du génie.

L'effectif général atteignait 81.000 hommes. L'arrivée du général Pélissier fut pour l'armée entière un sujet de joie et de confiance. Au découragement qui commençait à naître allaient succéder de glorieuses espérances que l'énergie bien connue du commandant du premier corps réveillait dans tous les cœurs.

Pour le général de Martimprey, la désignation de ce grand chef était aussi une satisfaction. Pélissier et lui se connaissaient de longue date, s'estimaient et s'aimaient. Martimprey, comme les autres officiers, comptait beaucoup sur ses talents pour les succès à venir. Il fut heureux d'aller le saluer à son arrivée et lui donner, sur l'état de nos affaires, les renseignements qu'il pouvait désirer.

Peu de jours auparavant, un fait qui ne causa d'abord aucune préoccupation avait placé le commandement en chef dans une situation délicate. L'Empereur avait envoyé en Crimée son premier aide de camp, le général Niel. On devina bientôt qu'il était venu contrôler les opérations. Cette fonction occulte, appuyée sur un droit de correspondance directe avec le souverain, était pour le général en chef et pour son chef d'état-major général un embarras considérable. Tous deux n'en laissèrent rien voir. Mais, bientôt, il en résulta des difficultés qui frappèrent tous les yeux.

Niel avait dirigé récemment avec succès le siège de Bomarsund et jouissait dans le corps du génie d'une réputation méritée. Par suite, sa notoriété pesait sur les décisions du général en chef et du modeste général Bizot, commandant le génie de l'armée. Niel avait le droit d'assister, comme membre délibérant, aux con-

Digitized by Google

seils des commandants d'armée et, par une pente naturelle, il en vint à soumettre à Paris des plans et des projets que Canrobert ignorait, mais qu'il ne tarda pas à soupçonner.

Le principe essentiel de l'unité de commandement se trouvait ainsi violé, et, cela, par la volonté même de l'Empereur, qui avait tant d'intérêt à le respecter.

De là des tiraillements et des indécisions qui furent vivement sentis surtout par le chef d'état-major général, dont la nature essentiellement droite aimait la netteté et la précision. Toutefois, discipliné avant tout, il s'efforça de concilier les exigences du service avec celles d'une situation aussi difficile, cherchant surtout à répondre aux désirs du général en chef.

Ce dernier sentait bien qu'un assaut victorieux pouvait seul trancher ces difficultés. Autour de lui, on en parlait souvent, mais on ne le donnait jamais. Au dernier moment, on s'apercevait qu'on n'était pas prêt. Canrobert alors hésitait et tout restait en suspens.

Le 12 janvier et le 2 février, des conférences eurent lieu. On y parla d'une attaque de vive force contre la tour Malakoff. Mais les observations de l'aide de camp de l'Empereur en firent abandonner l'idée; on décida simplement de poursuivre les travaux pour se rapprocher du corps de place. Le général Niel, partisan du système de l'investissement, était opposé à un assaut. Il l'écrivait à Paris, et ses propositions revenaient à Canrobert sous la forme d'ordres émanés de l'Empereur.

Le général en chef, ainsi contrarié dans ses vues, s'occupait du bien-être du soldat et patientait encore, ce qui n'avançait pas nos affaires.

Les Russes, tenus au courant de nos tiraillements, en profitaient pour étendre leurs ouvrages. En février, leur attitude avait pris un caractère offensif. Ils multipliaient leurs sorties et, prévoyant notre intention

Digitized by Google

d'occuper le Mamelon-Vert, en avant de la tour Malakoff, ils y avaient commencé deux redoutes, qui devaient leur en assurer la possession. Ce fut en vain que, le 23 février, le 2e corps, sur l'ordre que lui transmit le chef d'état-major général, essaya de leur enlever cette position. Il se heurta à un ennemi supérieur en nombre, subit un échec et dut battre en retraite, après avoir éprouvé des pertes regrettables. Les Russes achevèrent leurs redoutes, les armèrent, leur donnèrent les noms de Volhynie et Selenghinsk. Pour nous, ce furent désormais les *Ouvrages blancs*, ainsi nommés à cause du tuf blanchâtre qui les recouvrait.

A partir de ce moment, on abandonna tous projets contre Malakoff. C'était le Mamelon-Vert qu'il fallait reprendre. Le 11 mars, un troisième ouvrage, la redoute Kamtchatka, apparut un matin à nos yeux étonnés. On ne crut pas devoir tenter une nouvelle attaque et l'on se contenta d'ouvrir encore des tranchées.

Ces faits préoccupaient le général en chef, qui voyait reculer indéfiniment l'heure d'une attaque décisive. Martimprey, témoin de ses hésitations, les constatait avec peine, mais ne lui laissait voir, comme à ses subordonnés, qu'une confiance inébranlable dans le résultat final.

Un événement politique vint, à cette époque, occuper les esprits. Le tsar Nicolas Ier, le promoteur de la guerre, succomba, le 27 février, aux suites d'un refroidissement. Son successeur, Alexandre II, était animé de sentiments pacifiques, mais la lutte engagée ne pouvait être terminée que les armes à la main. La diplomatie eut beau s'en mêler et ouvrir des conférences, la parole resta au canon.

Le 22 mars, il y eut une forte sortie des Russes, qui voulaient détruire notre première parallèle contre le Mamelon-Vert. Cette fois, ils échouèrent et furent repoussés.

Digitized by Google

Sur le front du 1er corps (Pélissier), notre attitude avait aussi changé. La guerre de mines se poursuivait avec acharnement. Notre activité se montrait sur tous les points et l'on commençait à réclamer un bombardement général. Canrobert, après avoir consulté Martimprey, s'y résolut et le chargea de préparer un ordre à ce sujet. Le 9 avril fut la date adoptée. Au point du jour, par un temps affreux, les alliés ouvrirent un feu d'ensemble de 520 pièces, auquel répondirent immédiatement 998 canons russes de divers calibres. Ce fut un vacarme effroyable, au milieu d'un brouillard humide et froid, que les fumées de l'artillerie épaississaient encore.

De notre côté, on se berçait du vague espoir de voir apparaître sur nos derrières une armée de secours ennemie, que nous espérions vaincre. Mais rien ne parut de ce côté.

Dans la soirée, on put constater les effets du bombardement. Sur le front du 1er corps, une brèche de six mètres avait été ouverte entre deux bastions russes; celui du Mât, ainsi que les ouvrages blancs et le Grand Redan, canonnés par les Anglais, semblaient détruits.

L'état-major général pensait qu'il n'y avait plus qu'à livrer l'assaut. Cette idée circulait dans tous les rangs. Les Russes eux-mêmes s'en inquiétaient. Mais il fallait pour cela une résolution énergique, dont l'initiative appartenait au commandant en chef seul. Or, les Anglais n'étaient pas prêts; de plus, la décision à prendre était grave et, quoiqu'il y eût avantage à profiter de suite des résultats du bombardement, on tergiversa; finalement, la solution fut ajournée.

Le chef d'état-major général n'eut pas à intervenir dans la question. Il n'eut qu'à attendre les ordres, et, ne les voyant pas venir, il se rendit compte qu'il fallait encore patienter.

Au même moment, l'armée fit une grande perte. Le

Digitized by Google

général Bizot, commandant du génie, et jusque-là l'âme du siège, fut tué d'une balle à la tête, en avant de nos ouvrages. On lui fit de grandes funérailles, auxquelles assistèrent tous les généraux. Martimprey y accompagna le général Canrobert, qui prononça sur sa tombe de touchantes paroles.

Ce malheureux événement n'était pas fait pour hâter la solution et rapprocher le jour du grand assaut. Cependant, en face de ses positions, le 1er corps, depuis l'arrivée de Pélissier, avait déployé une activité qui avait mis un terme à l'attitude offensive des Russes.

D'autre part, les commandants en chef, influencés par l'opinion générale, cherchaient dans les conseils de guerre une décision qu'ils n'osaient prendre. Dans le seul mois d'avril, ils tinrent entre eux quatre conférences et chaque fois l'heure de l'assaut fut reculée.

Cette période du siège fut particulièrement pénible pour le général de Martimprey. Homme d'action et de résolution quand il commandait, très net dans ses ordres, il souffrait plus que d'autres des indécisions du commandement suprême. Il sentait d'ailleurs que le général en chef avait une situation difficile qui paralysait ses efforts. Aide de camp de l'Empereur, Canrobert craignait de lui déplaire. Très déférent aux ordres du maréchal Vaillant, dont il reconnaissait la supériorité, il avait été ennuyé des observations que ce dernier lui avait faites après l'échec du 2e corps, le 23 février. Elles avaient augmenté encore sa circonspection. Enfin, les avis de Niel, son collègue auprès de l'Empereur, jouissant comme officier du génie d'une réputation méritée, étaient opposés à l'assaut. « Je vais tâcher, écrivait-il au ministre, de détourner les généraux en chef d'une tentative aussi dangereuse qu'inutile, qui, j'espère, sera abandonnée. » Il exprimait les mêmes idées à l'Empereur, qui les adoptait et les renvoyait en Crimée sous une forme impérative.

Digitized by Google

Martimprey, mis au courant de ces tiraillements, ne pouvait que les déplorer. Il était dans sa nature de ne donner son avis que si on le lui demandait. Plus d'une fois, il fut navré de voir les ordres de Paris enlever au général en chef sa liberté d'action et compromettre l'entente avec Lord Raglan.

Bientôt, cependant, la nouvelle du débarquement à Constantinople d'un corps de réserve destiné à renforcer l'armée vint ranimer les espérances. L'idée d'une prochaine attaque excita de nouveau les courages et Canrobert, partageant l'avis qu'on lui envoyait de France, écrivait à l'Empereur : « Nous attendrons, en harcelant de notre mieux l'ennemi, l'arrivée de l'armée de réserve de Votre Majesté, convaincus, dans ce cas, que de l'action de cette armée dépendra le sort de Sébastopol. » En réalité, c'était un nouvel atermoiement. Napoléon III expédiait en Crimée des ordres qui augmentaient les incertitudes et prolongeaient la crise. Pour le chef d'état-major général, qui ne comprenait le devoir que sous la forme d'une soumission absolue aux volontés de son chef, et qui aurait craint, en lui conseillant une action énergique, d'accroître ses embarras, cette situation devenait parfois extrêmement pénible.

Les incidents qui suivirent ne firent que l'aggraver. Il fut informé, dans le courant d'avril, de l'intention de l'Empereur de venir en Crimée prendre le commandement des forces alliées. Il connut aussi les combinaisons qu'il avait adoptées et qui devaient modifier sa position. Appuyées sur des décisions prises de concert par les deux gouvernements de France et d'Angleterre et élaborées par leurs ministres de la Guerre, elles se résumaient ainsi :

1° Prendre des mesures pour assurer la sécurité du matériel de siège et tenir les tranchées avec une armée de 60.000 hommes;

Digitized by Google

2° Le reste des troupes alliées devait agir contre l'armée russe de secours, la battre, puis compléter l'investissement;

3° Dans ce but, on formait trois armées, dont deux d'opérations, savoir :

4° Une armée de siège forte de 60.000 hommes, dont 30.000 Français et 30.000 Turcs, sous les ordres de Canrobert;

5° Une première armée d'opérations, comptant 55.000 hommes, dont 25.000 Anglais, 15.000 Sardes, 5.000 Français et 10.000 Turcs, commandée par Lord Raglan;

6° Une deuxième armée d'opérations, commandée par l'Empereur ou par un général français à désigner, forte de 70.000 Français, dont 45.000 de l'armée de Crimée et 25.000 de celle de réserve rassemblée à Constantinople;

7° Quant au plan d'opérations, on ne décidait rien pour le moment;

8° On devait donner des ordres en conséquence aux commandants des forces alliées, rassembler le plus tôt possible devant Sébastopol les contingents français et anglais, envoyer l'armée sarde à Balaklava et conserver, dans la mer Noire, tous les bâtiments de transport.

Ces résolutions, qui manquaient de simplicité, de cohésion, d'unité de commandement et surtout de plan d'opérations, avaient été arrêtées le 21 avril. D'habitude, la composition des armées et la répartition des forces sont une conséquence du plan d'opérations. Ici, c'était tout le contraire.

Si cette combinaison s'était réalisée, le général de Martimprey serait resté à l'armée de siège avec Canrobert. Sa position en aurait été diminuée et l'Empereur aurait pris, sans doute, un major général pour diriger

Digitized by Google

les trois armées. Heureusement, il n'en fut rien, et cet ensemble de vues resta à l'état de lettre morte.

Un attentat, commis le 28 avril par un Italien sur l'Empereur, changea le cours des idées. Le souverain renonça à partir et envoya à Canrobert les résolutions arrêtées, avec l'ordre de s'y conformer. Mais quand elles arrivèrent en Crimée, les circonstances n'étaient plus les mêmes. La date de l'assaut avait été retardée pour attendre le corps de réserve de Constantinople. Puis, pour dédommager Lord Raglan du rejet de ses demandes au sujet de l'assaut, l'expédition de Kertch, à laquelle il tenait par-dessus tout, avait été décidée.

Après avoir discuté avec Martimprey les moyens d'exécution, l'effectif et la qualité des troupes à désigner, Canrobert chargea la division d'Autemarre de l'expédition. Le chef d'état-major général transmit ses ordres au 1er corps et à la marine. Le 3 mai, le corps expéditionnaire s'embarqua pour la mer d'Azof. Le lendemain, un télégramme de Paris ordonnait l'envoi de la flotte entière à Constantinople pour en ramener le corps de réserve, et Canrobert crut devoir rappeler les troupes qui étaient parties.

L'état-major général sentit vivement les effets de ce contre-ordre. Une opération de cette importance, une fois commencée, ne pouvait être arrêtée sans de graves inconvénients. Le général en chef le comprit plus tard et, sur le moment, il en fut très ennuyé. Chez son collègue, Lord Raglan, ce fut un froissement qui devait tout gâter. Les rapports devinrent immédiatement très tendus. Le prestige et l'autorité du général en chef se trouvaient atteints par cette regrettable mesure.

Au même moment, comme pour grandir le chef militaire qui avait toute la confiance de l'Empereur, le général Niel fut nommé commandant du génie de l'armée, à la place du général Bizot. Canrobert se trouvait pris entre les plans de l'Empereur, ceux de

Digitized by Google

Niel, qui l'inspirait, et ceux des Anglais, qui en différaient essentiellement.

Pour Martimprey, c'étaient des difficultés insurmontables. Il en fut attristé pour son commandant en chef, auquel il était sincèrement attaché. Dans les hautes sphères de l'armée, on commença à se plaindre. Dans l'entourage de Pélissier, on trouvait que « la défense des Russes était plus intelligente et au moins aussi énergique que nos attaques; on estimait qu'une volonté forte manquait à la tête de l'armée et qu'il y avait quelque chose de chimérique dans les idées des hommes chargés de la direction suprême ». Du reste, le chef du 1er corps, qui n'admettait pas d'hésitations dans le commandement, adressa, le 5 mai, au général Canrobert un projet d'opérations actives basé sur la conquête à n'importe quel prix du Mamelon-Vert et des hauteurs du Carénage.

Le général en chef, les bras liés par les ordres du souverain, ne put en tenir compte, quoique son désir personnel le portât vers une action vigoureuse. Tandis qu'il pensait à cette proposition, un nouvel aide de camp de l'Empereur, le chef d'escadron d'artillerie Favé, débarqua à Kamiesch. Il venait insister sur la répartition des forces en trois armées et sur leur affectation à des opérations nouvelles.

La première armée, forte de 60.000 hommes, sous Pélissier, était chargée des travaux du siège; la seconde, de 55.000 hommes, sous Lord Raglan, devait menacer les communications des Russes sur Simféropol, en restant liée à l'armée de siège; la troisième, de 60.000 hommes, sous Canrobert, devait marcher sur Simféropol par Alouschta.

Le chef d'état-major général ne put recevoir communication de ce nouveau plan de campagne sans en être affecté. Il y voyait une division de nos forces et une complication d'efforts qui étaient une cause de fai-

Digitized by Google

blesse; à ses yeux, l'unité de commandement était remplacée par l'autorité de trois commandants en chef, dont l'un, lord Raglan, appartenait à une nation étrangère; en outre, les trois armées, composées d'éléments disparates, devaient manquer de cohésion. Enfin, l'embarras que ces derniers projets suscitaient au général en chef frappait ses regards et lui montrait combien le succès, dans ces conditions, devenait aléatoire, sinon impossible.

Rien n'avait encore transpiré des hésitations du commandement suprême et l'aspect de l'armée inspirait à ceux qui la visitaient une confiance absolue. Le chef d'état-major général eut de nouveau l'occasion de le constater dans une visite que lui fit le commandant Favé. « Il est, dit-il dans sa correspondance, comme tous ceux qui viennent, émerveillé de l'attitude si ferme, si calme de cette magnifique armée et du soldat au général; chacun y fait son devoir, simplement, sans s'apercevoir qu'il fait quelque chose de méritoire. Les soldats surtout sont admirables à cet égard. Vous les rencontrez blessés? Vous les questionnez; ils vous répondent : ça n'est rien, c'est une bombe qui m'a fait telle blessure, ou c'est quelque autre accident. Ils n'ont pas l'air de se douter d'un mérite, trop fréquent, d'ailleurs, dans les occasions de se montrer, etc. »

Comme le général de Martimprey l'avait prévu, l'exposé du nouveau plan de campagne amena de nombreuses conférences, dans lesquelles l'entente fut impossible. Elle semblait brisée à tout jamais. Lord Raglan, irrité de l'abandon de l'expédition de Kertch, ne montrait plus aucun esprit de conciliation. On finit cependant par adopter une conclusion bizarre: le corps chargé du siège devait être anglais et français; celui de la marche sur Simféropol, français et turc.

Après cet accouplement des troupes alliées, quand on en vint à l'exécution, les Anglais firent des objec-

Digitized by Google

tions qui arrêtèrent toute initiative. Martimprey vit alors que la patience de Canrobert était à bout et qu'il désespérait d'arriver à un résultat.

Un nouvel incident, plus pénible encore, acheva de le dégoûter du commandement. En faisant causer le général Favé, il sut que l'Empereur lui avait adressé récemment une lettre de reproches tellement vive que le ministre de la Guerre avait craint de pousser ainsi Canrobert à un acte de désespoir (1). Sur cette observation, l'Empereur avait déchiré sa lettre, mais le fait avait été connu et Canrobert en avait éprouvé une émotion profonde. Martimprey a dit depuis « qu'après avoir reçu ces confidences le général en chef eut un moment l'idée de se faire tuer ». Il se rendit un matin dans un boyau de tranchée à peu près découvert, où son chapeau à plumes blanches devait le signaler à l'attention des tireurs russes. Ses officiers, devinant son intention, l'avaient retenu et forcé de se dissimuler derrière un parapet (1).

Dès lors, l'idée de donner sa démission se fixa dans son esprit. Martimprey, témoin de ses préoccupations, en fut très inquiet, et, lorsqu'il le vit, le 13 mai, appeler le général Pélissier pour avoir avec lui un entretien prolongé, il ne douta plus de l'imminence d'une crise. Autour du général en chef, l'impression était la même, et quand on vit cet entretien se renouveler deux jours de suite, chacun se confirma dans l'idée d'un prochain changement.

Bientôt, Martimprey fut prévenu par Canrobert lui-même qu'il avait envoyé sa démission à Paris, remis le commandement en chef au général Pélissier et demandé à être simplement replacé à la tête de son ancienne division. Puis, le 18, le chef d'état-major général fut invité à mettre à l'ordre de l'armée la mutation qui venait de s'opérer.

---

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

CHAPITRE IX

CAMPAGNE DE CRIMÉE

DEUXIÈME PARTIE

Commandement du général Pélissier (1855-1856).

Réorganisation de l'armée. — Projets du général en chef. — Expédition de Kertch. — Offensive de l'armée. — Occupation de la Tchernaïa. — Prise du Mamelon-Vert. — Martimprey général de division. — Échec du 18 juin. — Bataille de Traktir. — Prise de Sébastopol. — Projets de campagne d'automne. — Notes de Martimprey. — Son congé en France. — Retour en Crimée. — Rapatriement. — Dernier départ. — Arrivée en France.

Dans sa correspondance, le général de Martimprey a raconté la démission de Canrobert et exprimé, à la date du 20 mai, les impressions qu'il en a ressenties.

La journée d'hier a été fort remplie. A midi et demi, le général Canrobert a remis, en présence de ses généraux de division, le commandement entre les mains du général Pélissier. Il a motivé cette détermination, sur le contre-ordre de Kertch, qui aurait gravement contrarié les Anglais. La vérité est qu'à la suite des longues difficultés de notre situation vis-à-vis de cette place (1), il s'est senti fatigué, que le commandement en chef lui a paru trop lourd. Il était devenu d'une incertitude continuelle dans ses projets. Les instructions de l'Empereur aggravaient encore cet état d'esprit. Il a fait acte d'un grand cœur, en faisant aux intérêts de son armée et de son pays un tel sacrifice qui atteint sa vie militaire tout entière, en donnant la mesure de sa puissance d'aptitude aux hauts emplois. C'est une abdication. L'histoire de nos armées ne présente pas d'exemple d'une

(1) Sébastopol.

Digitized by Google

pareille détermination, surtout quand elle est prise en face de la plus belle armée que les épreuves de toute sorte aient formée. Celle-ci aimait son général qui en avait été très soigneux, et qui même, dans cette partie si importante du commandement, avait poussé les soins jusqu'à la recherche. On se demande si le général en chef, qui était, autant qu'il le pouvait, au milieu des troupes les plus avancées, qui faisait aux tranchées de longues séances, sans utilité réelle, car son courage était trop bien connu, n'a pas eu le désir d'y recevoir une blessure ou la mort. Je l'ai accompagné le plus souvent, et j'avais complètement cessé d'emmener avec moi aucun de mes officiers, parce que je me serais reproché un accident qui leur serait arrivé, là où le bien du service n'avait pas à y gagner, etc....

La nomination de Pélissier était un événement d'une importance telle que l'Europe entière s'en émut. En Russie, ce fut de l'inquiétude; en Prusse et en Autriche, une approbation entière; en Angleterre, de l'enthousiasme; en France, un sentiment général de satisfaction. Tel était l'ascendant qu'exerçait partout la réputation d'énergie du nouveau général en chef. Dans l'armée d'Orient, une confiance sans bornes fut désormais le mot d'ordre.

C'était encore le général de Martimprey qui était le plus touché par ce changement. Au point de vue des sympathies personnelles, il perdait un ami pour en retrouver un autre, dont il appréciait hautement les capacités et dont il possédait toute l'estime.

Pour le service, il ne pouvait qu'y gagner. Comme on l'a vu, Pélissier et lui se connaissaient depuis longtemps, et leurs campagnes dans la province d'Oran avaient créé entre eux des liens d'amitié qui devaient faciliter leurs rapports. Le nouveau général en chef était un homme de devoir, toujours prêt à apprécier les officiers appliqués à leur tâche. Tous deux s'étaient vus de près dans des moments difficiles. Pélissier avait besoin d'un chef d'état-major sûr, honnête, conscien-

Digitized by Google

cieux, actif et laborieux, expérimenté, sachant bien rédiger, connaissant les besoins de l'armée, à l'abri des intrigues et capable d'inspirer confiance à tous ses subordonnés. Martimprey lui offrait tout cela. Il le considérait déjà comme le meilleur chef d'état-major général de l'armée. Il savait la part qu'il avait prise aux premiers embarquements, à la composition de l'armée, à ses divers mouvements, à ses opérations. Il avait vu le maréchal Saint-Arnaud et le général Canrobert lui témoigner la plus entière confiance. Aucun général ne pouvait mieux lui convenir. Ils furent de suite d'accord.

De son côté, Martimprey connaissait parfaitement les hautes qualités et aussi les défauts de son nouveau commandant en chef. Il savait qu'avec du calme, de la déférence et une grande activité de travail il pourrait le satisfaire et éviter les bourrades habituelles dont il gratifiait parfois ses meilleurs amis. Il devint donc volontiers son major général. Leurs rapports furent parfaits; ils établirent entre eux une affection qui ne devait jamais se démentir. Du reste, les qualités d'initiative et d'énergie du général Pélissier étaient faites pour simplifier le service, et, sous ce rapport, Martimprey, tout en regrettant Canrobert, ne pouvait que se féliciter du changement.

A cette époque, il jouissait en Crimée d'une estime que Canrobert exprima plus tard par cette appréciation :

> Au premier rang des hommes de cœur qui donnèrent toujours l'exemple du devoir, il faut citer l'infatigable général de Martimprey (1).

Après avoir été le témoin et pour ainsi dire le confident de ce grand événement, Martimprey se remit au

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

travail avec une nouvelle ardeur. Il fut heureux de voir que partout la démission du général Canrobert était regardée comme un acte de grande abnégation personnelle et qu'il ne resterait bientôt d'autre souvenir de son commandement qu'une immense popularité, bien justifiée, d'ailleurs, par sa sollicitude pour le soldat.

D'autre part, il eut l'occasion de constater que son nouveau chef ne se faisait pas d'illusions sur les difficultés qui l'attendaient, qu'elles excitaient son énergie et qu'à tout prix il était résolu à les vaincre. C'était pour lui comme pour ses officiers un sujet de joie et d'espérance.

Le premier acte du nouveau commandant en chef fut de voir lord Raglan et de se concerter avec lui sur tous les sujets de dissentiments existant entre les deux armées. L'accord fut facile et redevint parfait.

L'entente avec les Anglais était, aux yeux de Pélissier, la première condition du succès. Ceci fait, il s'agissait d'éclaircir une situation profondément troublée. Les indécisions de son prédécesseur, ses dissentiments avec les chefs des armées alliées, les tiraillements produits par les ordres de Paris avaient transpiré. La lenteur de nos progrès devant Sébastopol, la fréquence des conseils tenus par les généraux en chef, survenant au milieu de ces inquiétudes, avaient fait naître le découragement. Martimprey était le premier à en convenir. Il importait de rasséréner les esprits. Imbu de cette idée et sans consulter son entourage, avec la netteté de jugement qui le caractérisait, Pélissier écrivit au général Bosquet, son premier subordonné, une lettre confidentielle, restée historique, dans laquelle il exposait son plan de campagne, qui se résumait ainsi :

1° Conquérir le sud de la place;
2° Occuper les vallées de Baïdar et de la Tchernaïa;
3° Reconnaître le haut pays pour préparer une

Digitized by Google

action extérieure; en même temps, reconstituer l'armée, prendre Kertch et Iénikalé, deux postes de ravitaillement de l'armée russe.

Cette lettre remarquable, qui a été maintes fois reproduite, fut communiquée à Martimprey et devint pour lui le programme de sa ligne de conduite. Elle excluait toute hésitation et précisait le but à atteindre. Le chef d'état-major général savait maintenant que son activité et sa puissance de travail auraient journellement l'occasion de s'affirmer.

Il dut d'abord, le 19 mai, notifier aux généraux et aux amiraux la nouvelle composition de l'armée. Elle comprenait trois corps d'armée : le 1er, commandé par le général de Salles, comptait quatre divisions d'infanterie, d'Autemarre, Levaillant, Paté, Bouat, et la division de cavalerie Morris;

Le 2e, commandé par le général Bosquet, comptait cinq divisions d'infanterie, Canrobert, Camou, Mayran, Dulac, Brunet et la division de cavalerie d'Allonville;

Le 3e, corps de réserve, commandé par le général Regnault de Saint-Jean-d'Angély, comptait deux divisions d'infanterie, Herbillon, d'Aurelle de Paladines; une division d'infanterie de la Garde impériale, Mellinet, et une brigade de cavalerie, Forton.

Ce dernier corps avait été formé avec les troupes venues de Constantinople.

L'ensemble de ces forces s'élevait à 120.000 hommes, dont 100.000 disponibles, 8.700 chevaux de selle et 12.000 de bât ou mulets.

A partir de ce moment, l'activité de l'état-major général ne se ralentit plus jusqu'à la fin du siège, et le seul énoncé des dates des principaux événements suffit pour donner une idée des occupations et de la responsabilité de son chef.

Le 19 mai furent expédiés l'ordre relatif à la nou-

Digitized by Google

velle composition de l'armée et l'ordre général par lequel Pélissier, annonçant aux troupes sa prise de commandement, faisait un éloge remarquable de son prédécesseur.

L'expédition de Kertch fut reprise et commencée immédiatement.

Le 20, fut adressée au général Bosquet la lettre citée plus haut, qui contenait tout le plan de campagne du nouveau général en chef. Martimprey fut mis au courant du mécontentement irrité qu'elle produisit chez le général Niel et de la façon dont le général Pélissier comptait s'affranchir des observations qui pourraient en résulter. Il connaissait assez son nouveau chef pour savoir que ce résultat serait vite obtenu.

Deux jours après, le 22 mai, le chef d'état-major général fit préparer un ordre d'attaque pour le 1er corps d'armée. Sur le front de ce corps, les Russes avaient reconstruit un ouvrage fortifié entre la lunette Bielkine et la baie de la Quarantaine. Pélissier ordonna de l'enlever. Il en résulta, dans la nuit du 22, un violent combat, qui resta indécis. Le lendemain 23, Martimprey transmit au 1er corps l'ordre de le renouveler jusqu'à ce que le succès s'ensuive. Le 23 au soir, la lutte fut reprise avec des forces supérieures; elle fut acharnée. Mais nous savions qu'il fallait vaincre. On arracha l'ouvrage aux Russes et on le retourna contre eux.

Ces deux combats avaient été meurtriers; mais, quels que fussent nos sacrifices, nous étions vainqueurs; c'était l'important. Et, dans les deux armées, chacun comprit que désormais le siège était entré dans une phase nouvelle. Pour nous, c'était la confiance et l'espoir de vaincre; pour l'ennemi, ce fut l'inquiétude et l'appréhension de la défaite.

Aussitôt après, le chef d'état-major général fut invité à préparer un ordre de mouvement pour l'occupation

Digitized by Google

des vallées de Baïdar et de la Tchernaïa. Il se mit au travail, le présenta au général en chef, qui l'approuva, et l'expédia aux troupes. Cette opération eut lieu le 25 mai.

Après une marche de nuit, deux divisions d'infanterie, deux de cavalerie et la brigade de cavalerie de la Garde, soutenues par cinq batteries à cheval, descendirent dans la Tchernaïa, s'élevèrent sur la rive droite, attaquèrent les Russes à Tchorgoun, les rejetèrent vers le nord et s'établirent sur les monts Fédioukine, qui commandaient la vallée et le pont de Traktir. Désormais, la Tchernaïa était dans nos mains; nos camps pouvaient s'étendre à l'aise et leur sécurité était assurée.

Pendant ce temps, l'expédition de Kertch réussissait, et, le 27 mai, le général en chef télégraphiait au ministre de la guerre : « Succès complet à Kertch et à Iénikalé. »

Un brillant ordre général compléta ces faits de guerre, le 28, en montrant aux troupes de quels exploits elles étaient capables. Désormais, tout le monde était fixé. Martimprey, délivré des inquiétudes qu'il ressentait naguère, heureux de la tournure que nos affaires avaient prise, ne pouvait s'empêcher de constater les résultats obtenus depuis le 13 : l'entente avec les Anglais rétablie, les Russes vaincus et refoulés sur le front du 1er corps d'armée, la vallée de la Tchernaïa occupée, l'armée de siège couverte du côté de l'armée de secours russe, la prise de Kertch et de Iénikalé, tout cela s'était accompli en douze jours, malgré les ordres contraires venus de Paris, et avait rendu aux assiégeants leur hardiesse habituelle.

Le général en chef, content de ces résultats, appréciait mieux que personne l'active collaboration du chef d'état-major général et la part qui lui revenait dans ces changements. Voulant lui témoigner sa satisfaction, il

Digitized by Google

adressa, le 2 juin, au ministre de la Guerre, la lettre suivante, dont il eut soin de lui donner connaissance :

M. le Maréchal, à tous les regrets que m'a causés la mort du bon et brave général Bizot, s'est ajouté pour moi le chagrin qu'il ait succombé avant de connaître sa promotion au grade de général de division. Ce grade lui était depuis longtemps décerné par toute l'armée et, en le proposant au choix de l'Empereur, vous répondiez au vœu unanime des soldats.

Dans l'estime de tous, un nom était associé à celui de ce digne général, c'est celui du général de Martimprey, du chef de l'état-major général. Chacun se rappelle le rôle éminent qu'il a rempli dans toutes les circonstances critiques; chacun lui reporte avec reconnaissance une grande partie de la gloire acquise et de la conservation de cette belle armée. Pendant que ses camarades plus heureux, Bouat, Mayran, d'Allonville, recevaient la récompense de leurs services, le général de Martimprey a dû attendre et il attend toujours avec cette modestie qui rehausse encore le prix de ses solides qualités. Je ne fais que remplir un devoir d'équité, M. le Maréchal, en appelant votre attention sur une situation qui, en se prolongeant, prendrait une teinte fâcheuse, aux yeux de tous ceux qui ont apprécié le général de Martimprey. Il est d'ailleurs dans l'intérêt du service qu'une armée de 100.000 hommes et de onze divisions, plus la garde, ait pour chef d'état-major général un général de division. Oui, il est indispensable, dans une foule de cas, qu'il soit l'égal des généraux divisionnaires, le supérieur des chefs d'état-major des corps d'armée. Je regrette d'autant plus que le général de Martimprey n'ait pas encore reçu cette troisième étoile dont il est si digne, que le général Rivet, dont vous appréciez le mérite et qui dirige fort bien l'état-major du 1er corps, a présidé à plusieurs actes de guerre et en est fort digne également. Je voudrais aussi le voir avancer. Toutefois, quelle que soit son ancienneté, quels que soient ses titres, quel que soit mon désir en sa faveur, il doit céder le pas au général de Martimprey, dont il est

Digitized by Google

oiseux du reste que je développe plus longtemps le mérite si connu et les capacités, etc...

Le général en chef,

A. PÉLISSIER.

Le général de Martimprey, très touché de cet acte de bienveillance, en exprima ses remerciements au général en chef. Ses rapports avec lui étaient d'une grande cordialité. Heureux de cette situation, il en parla, à cette époque, dans ses lettres privées, en des termes qui méritent d'être connus.

Hier soir (27 mai), il y a eu réunion des généraux en chef chez lord Raglan pour un projet d'étudier la droite de notre ligne de bataille jusqu'à Baïdar. Le général Pélissier m'emmène toujours à ces réunions. Il est très content de ses succès de début qui en amèneront d'autres sans aucun doute; et, hier matin, après mon rapport, il me dit : « Martimprey, il faut que nous soyons les deux premiers de cette époque militaire qui, depuis le Ier Empire, ne s'était plus produite : moi, comme général en chef; vous, comme chef d'état-major d'armée. » — Pour moi, c'est beaucoup trop. — Pour lui, j'espère qu'il en sera selon ses vœux.

Il est beaucoup plus calme que je ne l'ai jamais vu. Il me traite avec beaucoup d'affection et de bienveillance et a une grande confiance en moi. Tout marche avec un rapport de 10 minutes, le matin, de 5 minutes, le soir, quand il y en a. Il signe sans lire les 4 ou 5 dépêches que je lui présente, à moins que je ne le prie d'y porter son attention.

Dans une situation si favorable, il n'y avait plus qu'à songer à l'assaut. Dès le 2 juin, Martimprey fut prévenu par le général en chef qu'il comptait le donner dans quatre ou cinq jours, et en prépara l'exécution. Pélissier lui précisa l'opération : il voulait s'emparer, par une attaque de vive force, des ouvrages russes du Carénage, du Mamelon-Vert et de la carrière située en avant du grand redan. Conformément à ses indica-

Digitized by Google

tions, le chef d'état-major général prescrivit aux troupes de commencer, dans l'après-midi du 6 juin, un bombardement général contre la place, de le continuer de jour et de nuit jusqu'au 7 à 6 heures et demie du soir. Il leur transmit ensuite les ordres en vertu desquels l'assaut devait d'abord être donné aux ouvrages blancs, puis au Mamelon-Vert, pendant que, sur la gauche, les Anglais procéderaient à l'attaque de l'ouvrage russe des carrières.

Quatre divisions d'infanterie du 2e corps, désignées pour l'attaque principale, devaient prendre leurs positions à 4 heures et demie du soir, le 7. Deux d'entre elles étaient chargées de l'attaque du plateau du Carénage; les deux autres, de l'attaque du centre; une division turque concourait à l'opération en qualité de réserve et devait prendre position sur les hauteurs d'Inkermann.

Les ordres, donnés avec une précision extrême, furent exécutés de même.

A 6 heures et demie du soir, Martimprey accompagna le général en chef, avec son état-major général, au retranchement situé en avant de la redoute Victoria, et, sur son avis, donna l'ordre de faire partir les trois fusées, signal de l'attaque. L'opération s'exécuta avec une vigueur et un ensemble qui témoignaient en faveur des ordres donnés. Les ouvrages blancs des 22 et 27 février furent d'abord brillamment enlevés sur la droite, du côté du Carénage. Puis l'ouvrage du Mamelon-Vert fut emporté d'assaut par le colonel de Brancion, du 50e, qui tomba sous la mitraille ennemie après avoir planté son aigle sur la redoute. L'ennemi se défendit vaillamment; le combat dura jusqu'au soir, et, vers 7 heures et demie, nous fûmes définitivement maîtres du Mamelon-Vert. Nos soldats l'occupèrent triomphalement aux cris enthousiastes de *Vive l'Empereur!*

Digitized by Google

L'effet moral produit par cette victoire fut considérable. Martimprey, aussi fier de ce beau succès que le général en chef, eut l'occasion de le constater dans les jours qui suivirent. Nous avions enlevé aux Russes leur première ligne de défense et ils avaient été stupéfaits de voir qu'un seul combat et une nuit de travaux de tranchées avaient suffi pour obtenir un pareil résultat. Nous avions gagné 400 mètres sur le corps de place. Enfin, dans l'esprit de tous, assiégeants et assiégés, le nouveau commandant en chef avait imprimé la marque de son énergie. La confiance des Russes en était ébranlée; la nôtre surexcitée au delà de toute expression.

Sur un point cependant de l'attaque du 7, les prescriptions du général en chef avaient été transgressées. Suivant son ordre, Martimprey avait recommandé de s'en tenir à une solide occupation des ouvrages conquis et de ne pas pousser les attaques plus loin. Mais, entraîné par son ardeur, le général de division Mayran, après avoir enlevé les ouvrages blancs, s'était lancé à la poursuite des Russes, s'était heurté à de puissantes réserves, avait été arrêté, puis ramené, en perdant un grand nombre d'hommes et un canon. C'était une de ces fautes que le général en chef ne pardonnait pas.

Le lendemain 8 juin, il convoqua à son quartier général les généraux qui avaient pris part aux combats de la veille. Martimprey y fut témoin des félicitations qu'il leur adressa et aussi des reproches sévères qu'il fit au général Mayran pour avoir enfreint ses instructions et avoir exécuté contre l'ennemi une poursuite inconsidérée. Il vit cet infortuné général se retirer les larmes aux yeux et la mort dans l'âme. C'était un pénible spectacle, auquel malheureusement on ne pouvait remédier. Le même jour, l'état-major général expédia aux troupes le bel ordre général par lequel Pélissier célébrait leur victoire.

Digitized by Google

Quelque temps après, Martimprey fut également témoin d'un incident qui fit éclater entre le général en chef et Bosquet une brouille définitive. Il savait que depuis longtemps le premier n'aimait pas son subordonné. Pélissier, tout en reconnaissant les grandes qualités militaires du commandant du 2e corps, trouvait que ses actes avaient souvent pour but de se faire valoir. C'était un genre de défaut qu'il n'admettait chez personne. Cette fois, Bosquet avait conservé pour son usage personnel un plan de Malakoff trouvé sur un officier russe tué le 7 juin. Pélissier le réclama sur un ton de commandement qui froissa son subordonné. Celui-ci, s'en étant plaint, reçut une de ces admonestations que seul le général en chef savait faire et qui mit un terme à l'incident. Désormais ces deux généraux restèrent brouillés.

Ce fait n'étonna pas Martimprey. Il savait que Bosquet s'était mis dans son tort et il était le premier à comprendre, au point de vue militaire, le langage énergique de son chef. Ce dernier eut, à ce moment, des difficultés assez graves suscitées par les ordres venus de Paris. Il les surmonta, non sans peine, grâce à son habileté, à sa persévérance et à cette volonté indomptable qui en faisait un si grand général. Martimprey fut tenu au courant des incidents soulevés par les lettres ou les télégrammes de l'Empereur. Il ne put qu'approuver son général, dont il admirait la supériorité, et n'eut pas à s'immiscer dans ses réponses, que Pélissier, très maître de sa pensée, tenait à faire lui-même.

Ce fut à cette époque que le chef d'état-major général reçut son grade de général de division, daté du 11 juin. Cette nomination était le résultat de la proposition faite par le maréchal de Saint-Arnaud après la bataille de l'Alma, renouvelée par Canrobert au

Digitized by Google

mois de décembre 1854, par Pélissier le 2 juin et enfin de la victoire du 7 juin.

Martimprey obtenait cet avancement à 47 ans. Désormais, sa situation et sa notoriété lui permettaient d'aspirer à une dignité plus élevée encore. Pour ses fonctions, ce nouveau grade avait divers avantages. Il devenait l'égal des commandants de divisions et de corps d'armée, ce qui lui donnait, pour la transmission des ordres, une autorité nécessaire à la bonne exécution du service.

Son avancement ne surprit personne et fut approuvé partout. Les nombreuses lettres de félicitations qu'il reçut à cette occasion lui en apportèrent la preuve. L'une d'elles lui fut particulièrement sensible. C'était celle du général Canrobert, auquel il avait cru devoir communiquer le premier la bonne nouvelle.

Devant Sébastopol, 12 juin 1855.

Mon cher Camarade,

Je ne saurais trop vous remercier de l'aimable empressement que vous avez mis à m'annoncer l'heureuse nouvelle de votre nomination au grade de général de division. Personne n'y applaudira de meilleur cœur que moi qui ai pu apprécier tous les titres que vous aviez depuis longtemps à cette tardive rémunération de vos nobles et si utiles services.

Merci de nouveau, mon cher de Martimprey, et tout à vous de cœur.

Général CANROBERT.

Parmi les autres lettres, il en est une qui donne la note exacte des rapports qui existaient entre Martimprey et le général en chef. C'était celle de son ami, le général de Crény, que sa mauvaise santé avait forcé de quitter l'armée.

Digitized by Google

Saint-Quentin, le 18 juin 1855.

Mon cher de Martimprey,

J'ai lu dans les journaux d'hier votre nomination au grade de général de division. Borel me dit tenir de vous-même que vos fonctions près du nouveau général en chef sont pour le moins aussi agréables que près de l'ancien. Recevez donc doublement mes félicitations. Tout cela me paraît fort naturel; comment le général Pélissier se serait-il départi, vis-à-vis de vous, de son ancienne affection?... Comment, ancien chef d'état-major général, ne vous eût-il pas donné la plénitude de vos attributions?... quoi qu'il en soit, je suis tout heureux de savoir le fait d'accord avec le raisonnement, ayant éprouvé par ma propre expérience auprès du maréchal Bugeaud que, malgré sa haute bienveillance, j'aurais mieux tenu mon emploi ailleurs....

J'ai vu le nom de Borel cité dans l'ordre du jour.... Tant d'occasions vont se présenter dans les terribles affaires qui sont imminentes qu'il surmontera, j'espère, sa mauvaise fortune... si seulement la vie est sauve? C'est ce que je commence par souhaiter à tous ceux dont le souvenir m'occupe plus spécialement. Car le péril sera pour tout le monde dans les graves affaires qui se préparent.

Nous savons par le télégraphe électrique l'affaire du 7 juin à la droite. Nous attendons avec anxiété les détails, les noms et la suite?... Les succès passés sont d'un favorable augure pour l'avenir.... Mais à quel prix? Le public l'oubliera vite, ce que je ne puis faire, ayant des amis comme Borel et vous dans les rangs? et tant d'autres bons camarades....

Saluez de ma part votre général en chef; c'est de meilleur cœur encore depuis que je vous sais si bien avec lui.

Vous allez faire ensemble de grandes choses, et je m'en réjouirai du fond de l'âme. Adieu, ma santé ne se rétablit pas....

Général DE CRÉNY.

Le 23 juin, le général Desvaux félicita aussi Martimprey de sa nomination et lui exprima « la grande joie

Digitized by Google

que lui causait cette juste récompense, à laquelle applaudit toute l'armée d'Afrique, qui a pour lui tant d'estime et d'affection.... Vous faites, depuis le commencement de la campagne, un rude métier, etc.... Vous avez trop de travail; ne me répondez pas, etc. »

Ce fut pour le général de Martimprey une époque heureuse. Son succès personnel s'effaçait, il est vrai, devant celui du général en chef, dont les conséquences frappaient maintenant tous les yeux. Mais il était le premier à s'en féliciter et à constater que l'attitude de l'armée devant la place avait complètement changé. Elle était devenue offensive, menaçante, et donnait à nos armes, au point de vue du siège, un éclat qui grandissait la confiance du soldat et atteignait le moral de l'ennemi. Nos pertes, très sérieuses sans doute, étaient compensées par la grandeur des résultats. Et Martimprey en était d'autant plus fier que sa part dans ces changements avait une importance indéniable.

Et cependant, il rêvait parfois de quitter sa position pour aller commander une division d'infanterie. Il l'avoua au général en chef deux jours après avoir reçu sa nomination. Pélissier tint à le garder. Martimprey écrivit à ce sujet à un de ses parents :

Je ne demande pas mieux que de remplir, autant que cela dépendra de moi, cette haute mission.... Si elle a de grands devoirs, il est beau cependant de laisser son nom à la tête d'une grande armée et d'y attacher sa réputation.

Cette victoire du 7 juin eut toutefois un mauvais côté. Elle enflamma toutes les têtes, et la facilité avec laquelle on l'avait obtenue éveilla parmi de nombreux groupes d'officiers l'idée qu'un nouvel assaut contre la tour Malakoff réussirait de même. Tout le monde était plein d'ardeur et on ne tenait aucun compte des 400 à 500 mètres qu'il faudrait parcourir sous le feu de l'ennemi. Martimprey, très réfléchi, aurait peut-être

Digitized by Google

hésité; mais, en voyant le général en chef, si capable en toutes choses, si expérimenté, adopter ces idées, il partagea sa confiance.

Le 10 juin, il y eut une conférence entre les généraux des armes spéciales des deux armées française et anglaise. Eux aussi croyaient au succès d'un nouvel assaut. Ils établirent un plan d'ensemble, qui fut soumis au général Pélissier et dont son chef d'état-major général dut avoir communication. Ce plan souleva de suite dans l'esprit de Pélissier des objections, qui l'entraînèrent à rédiger une note générale expliquant sa manière de voir sur les travaux du siège, les attaques à entreprendre et la prise de la place.

Elle avait pour titre : *Exposé des vues du général en chef Pélissier relativement à la direction à donner au siège de Sébastopol.* Rien ne prouve que le chef d'état-major général ait été consulté pour sa rédaction; elle porte le cachet des travaux personnels du général Pélissier. Mais il est à peu près certain que Martimprey en eut connaissance un des premiers et qu'il fut amené à en causer avec son chef. En tout cas, la note était une réfutation des projets des généraux d'armes spéciales; elle était faite sur un ton si mesuré et si net en même temps qu'elle semblait péremptoire.

Néanmoins, l'ardeur des troupes en faveur d'une attaque de Malakoff ne faisait qu'augmenter. Pélissier finit par être entraîné; le 15 juin, il tint conseil sur ce grave sujet avec les autres généraux en chef; il leur exposa son plan d'attaque et le fit adopter. Martimprey fut invité à préparer l'ordre de mouvement pour son exécution. Les indications données par le général Pélissier ont été conservées. Elles montrent comment se faisait le service et permettent de se rendre compte du rôle particulier qui incombait au général de Martimprey dans la rédaction des ordres, comme dans la préparation des combats.

Digitized by Google

Pour l'affaire du 18 juin, la note prise sous la dictée du général en chef portait ce qui suit :

Préparer le dispositif de l'attaque Malakoff.
Détail des mouvements.
Artillerie.
Préparer une colonne pour marcher sur Batchi-Seraï.
Itinéraire.
Marches préparatoires.
Enlèvement préalable des batteries.
Colonne où entreront : des Français.
des Anglais, s'ils le désirent.
des Piémontais.
les Turcs.
Les transports.
Les vivres.
M'en parler à midi.

Note du général Pélissier, commandant en chef, le 15 juin 1855 (préparatifs de l'attaque du 18).

Général DE MARTIMPREY.

Pélissier ne donnait à son chef d'état-major général que le canevas des ordres à préparer. C'était ce dernier qui les faisait et les lui soumettait ensuite.

Pour l'opération du 18 juin, l'ordre de mouvement comprenait :

1° Un bombardement général de la place, le 17, par toutes les batteries d'attaque;

2° Une reconnaissance offensive contre l'armée de secours faite le 18, dans la direction d'Aïtodor, par les Turcs, les Sardes, les chasseurs d'Afrique et quatre divisions françaises tenues en réserve sur la Tchernaïa;

3° L'assaut du grand redan, le 18, par les Anglais, puis celui de la tour Malakoff et des ouvrages voisins par notre armée.

Cette entreprise fut précédée, le 16, par le changement du commandant du 2e corps, qui devait être

Digitized by Google

chargé de l'attaque. Le général Bosquet dut céder son commandement au général Regnault de Saint-Jean-d'Angély, nouvellement arrivé avec la Garde et peu au courant des détails du siège. Bosquet fut mis à la tête du corps de 25.000 hommes réuni sur la Tchernaïa.

Cette mesure, à la veille d'une attaque décisive, étonna l'armée. Elle déplaçait un chef renommé, d'une capacité hors ligne, qui avait depuis longtemps préparé l'attaque de Malakoff. C'était une faute que personne ne comprit. Le chef d'état-major général ne la connut qu'une fois décidée, et, comme beaucoup d'autres, il la déplora, sans pouvoir l'empêcher.

A part ce changement, le mouvement paraissait bien combiné et tous les détails étaient expliqués nettement.

Martimprey quitta le quartier général avec le général en chef, dans la nuit du 17 au 18, pour se rendre à la redoute Victoria. Mais Pélissier partit un peu tard et, quand il arriva à son poste d'observation, lord Raglan l'attendait déjà avec impatience.

Depuis quelques instants, le général Mayran avait engagé le combat avant le signal convenu. Ayant pris la lueur d'une bombe pour celle d'une fusée, il avait refusé d'écouter ses officiers d'état-major et donné l'ordre d'attaquer.

Ailleurs, une brigade mal dirigée par son chef était arrivée trop tard sur le terrain du combat.

Ces deux faits empêchèrent la cohésion des efforts; en outre, les Russes avaient entendu le bruit de nos rassemblements; notre attaque était prévue, leurs moyens de défense avaient été concentrés sur les points menacés; notre offensive fut repoussée partout. C'était un grave échec, accompagné de pertes cruelles : 3.142 tués ou blessés, dont 1.373 tués, parmi lesquels deux généraux et des officiers supérieurs de grande valeur.

Toutefois, dès que Pélissier eût constaté la supériorité de l'ennemi, il ordonna au général de Martim-

Digitized by Google

prey de faire cesser le feu et ramener les troupes dans les tranchées, ce qui eut lieu de suite.

Cette journée fut péniblement ressentie, mais elle n'abattit aucun courage. La valeur de nos soldats était telle à cette époque que leur confiance n'en fut pas ébranlée. Le seul sentiment qui les domina fut le désir de la revanche.

Au quartier général, il en fut de même; depuis le chef d'état-major général jusqu'au dernier officier, tous n'eurent qu'une idée : recommencer jusqu'au succès. Seulement, Pélissier comprit qu'il ne fallait plus rien livrer au hasard et que, dans la dernière attaque, il avait un peu négligé cette règle. Sur son avis, le chef d'état-major envoya de tous côtés des instructions et des notes, qui eurent pour effet de faire entrer l'armée dans une voie nouvelle de préparation, d'organisation et de travaux avancés. Le général en chef avait été le premier à saisir les causes de son échec. Il montra à le réparer une ténacité remarquable.

Suivant sa volonté, le chef d'état-major général prépara l'ordre qui rendait au général Bosquet le commandement du 2e corps et qui replaçait le général Regnault de Saint-Jean-d'Angély à la tête de la Garde.

Les lignes de la Tchernaïa formèrent un commandement spécial, qui fut confié au général Herbillon.

Ces dispositions produisirent un bon effet. Elles furent complétées par la construction, autour de Kamiesch, d'une fortification continue reliant entre elles huit redoutes. Ce travail, conseillé par le maréchal Vaillant, fit de notre port d'attache la tête d'un vaste camp retranché, qui pouvait, en cas de revers, devenir un excellent réduit.

A cette époque, vers la fin de juin, Martimprey apprit un matin que lord Raglan, atteint du choléra, était à la dernière extrémité. Il fut emporté en trois jours, et quand Pélissier alla le voir, il était déjà trop

Digitized by Google

tard, le général en chef de l'armée anglaise avait cessé de vivre. Peu de jours après, il fut remplacé par le général Simpson, qui ne tarda pas à arriver.

Au commencement de juillet, le général Pélissier fut prévenu par une lettre confidentielle du maréchal Vaillant de l'orage qui s'était amassé sur sa tête, à Paris, après l'échec du 18 juin, des dispositions prises par l'Empereur pour lui ôter son commandement et des circonstances qui les avaient empêchées d'aboutir. Il n'est pas probable qu'il en parla de suite au général de Martimprey. Celui-ci, cependant, connut ce grave incident et se félicita qu'il n'ait pas eu de suites. Mieux que personne, il savait qu'une disgrâce de Pélissier aurait compromis le succès de nos armes en Crimée.

Tandis qu'il pensait encore aux conséquences qu'aurait eues la décision de l'Empereur, il fut informé du désir d'Omer pacha, général en chef de l'armée turque, de quitter la Crimée avec ses troupes pour aller défendre, en Asie, la citadelle de Kars, assiégée par les Russes. Il sut en même temps que les autres généraux en chef s'opposaient à ce départ.

Pour en finir avec les intentions d'Omer pacha, Pélissier convoqua chez lui ses collègues, le 14 juillet. Martimprey fut prévenu le soir même des résolutions prises dans ce conseil. Les généraux en chef étaient décidés à empêcher toute diminution des forces turques en Crimée. Omer pacha, furieux, partit pour Constantinople, donnant l'ordre à son suppléant de concentrer son armée sur la côte.

Ce mouvement avait pour effet de dégarnir la vallée de Baïdar et de découvrir les derrières des alliés. C'était du reste une conséquence des curieuses dispositions montrées par les Turcs depuis le commencement du siège. Tandis que les alliés se faisaient tuer pour eux, ils affectaient constamment de ne pas vouloir concourir

Digitized by Google

aux travaux du siège. En réalité, ils n'avaient qu'un rôle de troupes de réserve.

Cette fois, il fallait parer aux dangers causés par leur déplacement. Suivant les instructions de Pélissier, le chef d'état-major général confia au général d'Allonville, un de nos meilleurs généraux de cavalerie, le soin de surveiller la vallée de Baïdar avec sa division de cavalerie et un bataillon de chasseurs à pied.

Pendant ce temps, le nombre des déserteurs russes augmentait. C'était un indice certain des souffrances de la garnison de Sébastopol. D'autre part nos tranchées se rapprochaient de la place et pour les détruire, l'ennemi tenta, au milieu de juillet, deux sorties vigoureuses qui furent repoussées.

A cette occasion, le chef d'état-major général transmit aux troupes un bel ordre du jour du général en chef.

L'impression causée par l'affaire du 18 juin commençait à s'effacer; nos progrès étaient sensibles; le service avait repris son entrain et tout marchait régulièrement vers un succès définitif.

Néanmoins les défauts inhérents à l'organisation même des armées assiégeantes, alliées pour la lutte, mais indépendantes, produisaient de temps à autre des faits regrettables.

Martimprey fut témoin de l'un d'eux à la fin de juillet. Les chefs du génie des armées française et anglaise, les généraux Niel et Jones, qui avaient de fréquentes entrevues, eurent l'idée de définir les mesures à prendre dans le cas où la résistance de la place obligerait les alliés à passer un nouvel hiver en Crimée. Ils décidèrent qu'il faudrait se rassembler derrière les lignes de Balaklava et de Kamiesch. Le mémorandum établi à ce sujet fut envoyé à Londres, puis à Paris, où il causa de l'inquiétude. Le ministre de la Guerre en écrivit à Pélissier. Cette affaire amena le général Simpson à réu-

Digitized by Google

nir chez lui les généraux en chef et les commandants d'armes spéciales. Martimprey y entendit son chef se révolter contre les propositions des chefs du génie et déclarer hautement que jamais son armée ne quitterait ses tranchées pour se retirer derrière les lignes de Kamiesch. Il en fut enchanté, car il partageait énergiquement cet avis. Comme Pélissier il aurait été prêt à s'écrier : « *Lever le siège*, voilà un de ces mots qui ne doivent pas être écrits ».

Cet épisode, qui ne releva pas la situation du général Niel, fut suivi du départ du général Canrobert, dont l'Empereur réclamait la présence à Paris. Il fut remplacé par le général de Mac-Mahon qui inspirait à tous la plus grande confiance.

Martimprey vit partir Canrobert avec regret. Il en avait reçu de telles preuves d'affection que sa rentrée en France ne pouvait le laisser indifférent. Mais, d'autre part, il était également lié avec Mac-Mahon et avec son chef d'état-major, le colonel Lebrun. Tous deux faisaient partie du corps spécial d'état-major et professaient pour Martimprey une estime particulière.

Vers le 12 août, celui-ci eut à signaler au général en chef les rapports des avant-postes qui avaient remarqué du côté de l'armée russe de secours, jusqu'alors immobile, des mouvements inaccoutumés. Dès le 13, on prévit une attaque sur nos positions de la Tchernaïa. Le général en chef s'entendit avec Martimprey sur les dispositions à prendre pour la repousser. 40.000 alliés soutenus par 120 bouches à feu étaient prêts à recevoir les Russes. Le 16 au matin, la bataille s'engagea. Pélissier, craignant une attaque des assiégés, resta au début de la journée à son quartier général avec son état-major. Vers 6 heures du matin, tranquille de ce côté, il fit diriger quatre divisions de renfort sur les monts Fédioukine; il demanda aux Anglais d'envoyer 3.000 hommes dans la plaine de Balaklava et à la divi-

Digitized by Google

sion turque de se placer à droite de notre cavalerie. Ces ordres transmis, Martimprey se rendit avec son chef sur le champ de bataille et put, en y arrivant, constater le succès. La bataille avait été de courte durée. A 9 heures du matin, le général russe, jugeant de nouveaux combats inutiles, abandonna la lutte et fit retirer ses troupes.

Le chef d'état-major général assista aux efforts vainement tentés par le général en chef pour lancer la cavalerie Morris sur les troupes russes en désordre et eut le regret de voir perdre une des plus belles occasions qu'auraient eue nos cavaliers de s'illustrer dans cette journée. Au dire des témoins oculaires les plus compétents, c'était une circonstance unique.

Après avoir envoyé aux divisions l'ordre de regagner leurs campements, Martimprey rentra avec Pélissier au quartier général. Il venait d'assister à une victoire éclatante dans laquelle 16.000 Français, engagés contre 40.000 Russes, les avaient battus. Cette affaire compensait dans une large mesure notre échec du 18 juin, établissait notre supériorité d'une façon incontestable et laissait l'impression que les Russes, à bout de forces, avaient fait une tentative désespérée.

Cette idée fut bientôt confirmée par la construction d'un pont d'un kilomètre de long jeté entre les forts Nicolas et Michel. Il ne pouvait être destiné qu'à assurer la retraite de la garnison après un revers décisif.

Le rapport du 18 août sur la bataille de Traktir paraît avoir été rédigé à l'état-major général sous la direction de son chef, sur les indications du général en chef. A partir de ce moment l'assaut de Malakoff ne pouvait tarder. Martimprey eut d'abord à expédier l'ordre de faire un feu incessant de nos pièces de siège; l'ouverture de notre septième parallèle nous mettait alors à 50 mètres des bastions ennemis.

Le 3 septembre, il fut convoqué à une réunion chez

Digitized by Google

Pélissier, dans laquelle ce dernier fit décider un bombardement général le 5 et l'assaut de Malakoff le 8. Puis, il fit préparer les ordres d'attaque par son chef d'état-major avec une précision qui, cette fois, ne devait rien laisser au hasard.

Au jour fixé, Martimprey se rendit avec Pélissier à la redoute Brancion où il arriva vers 11 heures et demie du matin. Au coup de midi, les 800 bouches à feu qui tonnaient sur Sébastopol cessèrent brusquement leur feu. Une immense clameur *en avant* retentit; puis la charge sonna et l'assaut commença. En un clin d'œil, les Russes, surpris, cédèrent Malakoff et Mac-Mahon y planta son drapeau. Le signal d'une attaque générale fut alors donné; mais sur tous les autres points elle échoua. Là, au contraire, on repoussa tous les retours offensifs de l'ennemi, et l'on se fortifia de façon à résister à toute tentative faite pour reprendre l'ouvrage. C'était la victoire définitive. La prise de Malakoff, comme l'affirmait Pélissier, rendait toute prolongation de la défense impossible. Les troupes cependant furent maintenues sous les armes une partie de la nuit, en prévision d'une attaque désespérée des Russes qui ne se produisit pas.

Martimprey resta assez tard dans la redoute Brancion avec le général en chef. Avant de quitter ce poste, il eut l'immense joie d'apercevoir sur le pont qui traversait la grande rade le défilé des troupes russes en retraite. A minuit, ce fut une certitude et pour l'affirmer de formidables explosions éclatèrent de tous côtés. Les Russes détruisaient leurs ouvrages; les établissements militaires et les forts sautaient; ils complétèrent cet acte de destruction en livrant aux flammes leurs principaux monuments. Par un bonheur inespéré Malakoff fut sauvé.

Le chef d'état-major fut témoin d'un malheureux événement qui fit succéder dans le cœur de Pélissier

Digitized by Google

une grande douleur à l'ivresse du triomphe. Son premier aide de camp et son ami, le lieutenant-colonel Cassaigne, qu'il aimait comme un fils, avait été mortellement frappé aux abords de la redoute Brancion. En l'apprenant, Pélissier, se mit à pleurer et s'écria : « J'ai perdu mon meilleur ami ».

Le lendemain, Martimprey assista à ses obsèques avec une foule de généraux et ne vit pas sans une profonde émotion le rude guerrier qu'était Pélissier, suffoqué par la douleur, forcé d'interrompre son discours funèbre et le terminant brusquement par ces mots : « Pleurons tous, messieurs... séparons-nous ».

Le même jour cependant Martimprey transmit aux troupes le beau chant de victoire contenu dans l'ordre du général en chef et aida celui-ci à rédiger pour le ministre le compte rendu officiel des glorieux combats du 8 septembre.

Il se rendit en ville, le 10 septembre, avec Pélissier pour contempler sa conquête et prendre les mesures les plus sévères pour empêcher le pillage et le désordre.

Le 12 septembre il communiqua aux troupes les félicitations adressées par l'empereur Napoléon III à son armée :

L'Empereur au général Pélissier,

Honneur à vous! Honneur à votre brave armée! Faites à tous mes sincères félicitations.

Puis la lettre du maréchal Vaillant :

Le Ministre de Guerre à M. le général Pélissier,

Sa Majesté m'ordonne de vous écrire qu'elle vous élève à la dignité de Maréchal de France. Je suis heureux d'avoir à vous annoncer cette bonne nouvelle, *très heureux*.

Martimprey fut le premier à exprimer à son chef la joie qu'il éprouvait à le saluer du titre de maréchal. Il

Digitized by Google

put constater que, s'il était légitimement fier de son succès, il n'en restait pas moins calme, maître de lui, simple dans ses manières, et toujours dur aux autres comme à lui-même.

Ce fut ce jour-là que Pélissier, voulant témoigner son amitié à son chef d'état-major général, lui donna le seul portrait qu'il possédait de son cher aide de camp Cassaigne (1).

De tous les combattants de l'armée d'Orient, Martimprey était peut-être celui qui jouissait le plus complètement du triomphe de nos armes. Il avait été le premier au travail pour préparer l'organisation de l'armée, son armement, son matériel, son embarquement, ses déplacements successifs, enfin ses luttes, ses combats de chaque jour et ses batailles. Il éprouvait une satisfaction immense à contempler ces grands résultats, dans lesquels il avait une si belle part. Et, dans sa pensée, il dut plus d'une fois les résumer, comme le fit plus tard un des aides de camp du général Bosquet, qui écrivit à ce sujet :

Ainsi se termine ce siège, un des plus mémorables de l'histoire, par sa durée, par le nombre et l'excellence des troupes en présence, par l'énergie des efforts déployés des deux côtés, par l'étendue des travaux d'attaque et de défense, la quantité effrayante d'artillerie mise en jeu par les adversaires, toutes choses hors de proportion avec les règles ordinaires des sièges; enfin, par l'importance des batailles livrées à l'armée d'observation et des assauts donnés au corps de place et aux ouvrages avancés (1).

---

(1) Le général de Martimprey écrivit au bas de cette photographie : « Capitaine Cassaigne tué le jour de la prise de Malakoff, au Mamelon-Vert ». Pendant longtemps on chercha vainement un portrait de ce brillant officier que ses éminentes qualités appelaient aux plus hautes destinées. Celui qui fut retrouvé dans les papiers du général permit d'en offrir une reproduction à sa ville natale.

(2) Général Fay.

Digitized by Google

Pendant toute la durée du siège, les Russes avaient eu en batterie 1.200 à 1.500 pièces, sans compter celles de la rive nord et des bateaux à vapeur. On trouva, en outre, dans la place, 4.000 pièces d'artillerie, plus de 500.000 projectiles et 262.000 kilogrammes de poudre, qui restaient encore après les explosions et les incendies.

De notre côté, nous avions entouré la place de 80 kilomètres de cheminements, d'où 800 bouches à feu avaient lancé sur les forts et la ville un million et demi de projectiles de toute nature.

Ce siège avait été surtout long et pénible parce que la place présentait ce cas extraordinaire qu'elle restait en communication, par toute sa partie nord, avec le reste de l'empire russe. Elle avait pu conserver sa base d'opérations et nous livrer une bataille de onze mois, à l'abri de défenses considérables et formidablement armées, qu'il nous fallait toujours attaquer de front, sans pouvoir jamais les tourner. C'étaient les conditions les plus désavantageuses.

Quand il fut question des propositions à établir en faveur des généraux de cette vaillante armée, et, en particulier, pour le grade de grand-officier de la Légion d'honneur, le maréchal y pensa tout d'abord pour Martimprey. Mais, avec son abnégation et le sentiment élevé de son devoir, le chef d'état-major général fit valoir les services de ses camarades. Il était, lui, un des plus jeunes généraux de division; il s'effaça devant les plus anciens, et Pélissier, reconnaissant la justesse de ses observations, s'empressa de s'y conformer. Plus tard, il se repentit souvent de n'*avoir pas insisté*. Il aurait pu suppléer à cette proposition par une citation, dans laquelle il aurait fait valoir les mérites de son chef d'état-major général depuis le début de la campagne, son zèle infatigable, sa capacité et son courage dans les combats. Il lui aurait assuré ainsi la part de

Digitized by Google

gloire et d'honneur qui lui revenait dans la prise de Sébastopol. C'eût été pour ce dernier un souvenir immortel.

Mais Pélissier n'en eut pas l'idée.

Une des particularités qui signalèrent la prise de Sébastopol fut la série d'ovations dont le général Canrobert fut l'objet à Paris. Pendant que les vainqueurs des Russes continuaient en Crimée leur rude et longue campagne, sans une fête, sans acclamations, en France, c'était le brave Canrobert qui, malgré lui, cueillait des lauriers. Les correspondances qui en parlaient amenèrent Martimprey à écrire à ce sujet, le 14 septembre :

Les ovations peuvent et doivent enivrer le général Canrobert. Mais cette palme immortelle qu'il pouvait cueillir, il la regrettera toujours avec une profonde amertume. Il a toutes les qualités, moins la décision; et, à la guerre, cette qualité ne peut faire défaut sans paralyser l'effet de toutes les autres. Ainsi il en a été, ainsi il en sera toujours. C'est un illustre caractère. Il faut l'honorer.

Le général de Martimprey était de ceux qui regardaient la prise de Sébastopol comme un coup décisif porté à la puissance russe, et il n'envisageait guère d'autre probabilité qu'une paix prochaine. Aussi fut-il surpris lorsqu'il vit le ministre de la Guerre, cinq jours à peine après la chute de la place, réclamer une campagne d'automne et demander à Pélissier un projet d'opérations destiné à être soumis à l'Empereur, qui voulait, sur ce sujet, s'entendre avec ses alliés. Le ministre proposait d'abord une diversion sur Eupatoria.

L'Empereur, d'accord avec l'opinion publique, désirait voir les alliés profiter de leur victoire, poursuivre leurs avantages et peut-être conquérir la Crimée avant l'hiver. C'était une grosse affaire. Le nouveau maréchal, dont le sens militaire était si éclairé, entretint son chef d'état-major général des idées qu'on lui

Digitized by Google

soumettait, et, après en avoir conféré avec lui, décida qu'il ne pouvait accepter les combinaisons proposées.

Cependant, il jugea utile de donner satisfaction dans une certaine mesure aux idées de l'Empereur et, en même temps, aux désirs des Anglais, en prenant contre l'armée russe retranchée à Mackensie les dispositions qu'exigeaient les circonstances. Il décida, en conséquence, de renforcer les troupes turques chargées de la défense d'Eupatoria et donna des ordres à ce sujet au général de Martimprey. Celui-ci organisa un corps expéditionnaire de 17.000 hommes d'infanterie, une division de cavalerie de 2.500 cavaliers et 8 batteries. Le général d'Allonville fut mis à sa tête, et, dix jours après la prise de Sébastopol, le 18 septembre, il s'embarqua à Kamiesch.

Onze jours plus tard, le 29, d'Allonville battait à Khanghil un corps russe détaché des troupes de Mackensie et lui enlevait de nombreux trophées.

Au même moment, sur un ordre venu de Paris, le chef d'état-major général eut à préparer une expédition contre la forteresse de Kinburn, qui commandait les débouchés du Dniéper et du Boug. Elle fut enlevée dès la première attaque.

Ces expéditions furent appréciées en Angleterre et en France. Mais l'Empereur n'en tenait pas moins à la conquête de la Crimée et à la prise de Simféropol. Il continuait à faire des plans de campagne dans le silence du cabinet. Il rêvait de laisser 10.000 hommes à Eupatoria, 60.000 à Sébastopol, de marcher sur Kherson avec une forte armée de 80.000 hommes et d'occuper la rive gauche du Dniéper.

Pélissier, mis au courant de ces projets, qu'il désapprouvait pour plusieurs raisons, les résuma dans plusieurs questions, dont il confia l'étude au général de Martimprey. Ce dernier entreprit de suite ce travail et le rapporta peu de jours après au maréchal, qui s'en

Digitized by Google

servit pour les explications à donner au ministre de la Guerre.

Cette étude, dont le brouillon, écrit de la main du chef d'état-major général, a été conservé, fait connaître les diverses combinaisons que la prise de Sébastopol a suggérées à Paris. Elle montre aussi les raisons que l'expérience dictait aux chefs de l'armée d'Orient pour s'y opposer. A ces divers titres, elle paraît assez curieuse pour être citée. Les questions posées au général de Martimprey étaient les suivantes :

1° *Peut-on sûrement évacuer la Crimée?*

Après avoir exposé ses raisons, le chef d'état-major général termina ainsi sa note : « D'après ces considérations, il y aurait à conclure que l'idée de l'évacuation de la Crimée doit être rejetée (1). »

2° *Combien d'hommes faut-il pour défendre les positions qu'occupent les alliés à Sébastopol?*

Une rapide étude l'entraînait à demander une armée de 60 à 70.000 hommes, dont 48.000 d'infanterie, non compris les garnisons de Kertch et de Kinburn (1).

3° *Peut-on attaquer les Russes de Simféropol à Mackensie?*

Toute tentative pour se heurter de front aux ouvrages russes de Mackensie à Simféropol lui semblait au-dessus des forces humaines.

4° *Peut-on faire d'Eupatoria la base d'une large opération ?*

La réponse, sèchement négative, est justifiée par l'impossibilité de nourrir une armée dans cette région. « La guerre, disait le général de Martimprey, est toujours malheureuse dans un pays qui ne peut nourrir l'armée qui envahit (1). »

---

(1) Voir aux pièces justificatives.

Digitized by Google

5° *Peut-on transporter à Kaffa la base d'une large opération?*

Ici non plus la réponse n'était pas favorable et concluait en ces termes : « Ne comptons pas trop sur la facilité d'un débarquement devant l'ennemi. Jusqu'à présent, nous avons réussi par surprise dans ces opérations si délicates et dans lesquelles l'incertitude du temps nous a donné chaque fois de vives inquiétudes, etc. Comme à Old-Fort, comme à Kinburn, la fortune nous a souri. Prenons garde à ses retours (1). »

6° *Peut-on investir la Crimée, c'est-à-dire porter 30.000 hommes au haut de la flèche d'Arabat et 60.000 à Pérékop?*

Pour faire une réponse précise, le chef d'état-major général demandait de nouveaux renseignements.

7° *Peut-on prendre Nikolaïef et Kherson?*

C'était s'exposer à livrer une ou plusieurs batailles la mer à dos. « C'était trop chanceux (1). »

8° *Peut-on porter 100.000 hommes en Bessarabie et se maintenir avec avantage derrière le Dniester?*

Les conditions étaient mauvaises. Il valait mieux y renoncer.

Ces questions étaient suivies de deux ou trois autres sans grande importance, auxquelles le chef d'état-major général ne paraît pas avoir eu le temps de répondre.

Mais, trouvant utile de développer sa pensée et de l'appuyer sur une expérience chèrement acquise, il termina son travail par des notes d'ensemble sur la guerre d'Orient, les premières datées du 25 novembre 1855, les dernières du mois de décembre (1).

Les idées exposées dans ce mémoire étaient partagées par le maréchal, qui s'en servit pour réfuter les con-

(1) Voir aux pièces justificatives.

Digitized by Google

ceptions des hautes personnalités de Paris et de Londres. Ses conseils, dictés par la prudence, étaient aussi goûtés par le maréchal Vaillant. La saison, d'ailleurs, était trop avancée pour permettre autre chose qu'une attente vigilante. Le gouvernement anglais voulait cependant agir quand même. La puissance maritime russe ne lui semblait pas assez ruinée. Il remplaça lord Simpson par lord Codrington et envoya en France le chef de l'armée, le duc de Cambridge, pour conférer avec l'Empereur, et demander une réunion des généraux en chef à Paris. Les maréchaux Vaillant et Pélissier s'y opposèrent énergiquement. Il fallut y renoncer. Mais certains esprits étaient tellement montés qu'on alla jusqu'à accuser Pélissier de reculer devant les difficultés. Celui-ci, indigné, déclara, le 6 décembre, en renouvelant ses raisons, qu'il se verrait forcé, si on insistait, de décliner l'honneur de diriger des opérations qu'il ne pouvait approuver. Puis, dans une seconde lettre, il atténua ces déclarations.

Cependant l'hiver s'annonçait et rendait désormais une nouvelle campagne impossible. D'un autre côté, le chef d'état-major général, obéissant aux ordres venus de Paris, avait déjà dirigé sur la côte d'Afrique les tirailleurs algériens, et sur Marseille la Garde impériale. D'autres troupes étaient venues les remplacer, de façon à maintenir l'effectif de l'armée à 140.000 hommes.

Le général de Martimprey procéda alors, sur l'indication du commandant en chef, à une nouvelle répartition de l'armée en trois corps d'armée, chacun d'eux comprenant quatre divisions d'infanterie et une de cavalerie.

A cette époque, ses occupations lui laissaient parfois quelques loisirs. Il les employait d'habitude à visiter les nombreux blessés qui étaient encore en Crimée. Et, à ce sujet, répondant à un de ses amis qui lui

Digitized by Google

parlait de la notoriété acquise par les chefs de l'armée d'Orient, il lui disait : « ... J'ai horreur de la popularité, mais j'apprécie beaucoup l'influence qu'exerce la bienveillance sans complaisance. Je serais heureux de voir mes enfants doués de caractères sympathiques. Militairement, il n'y a rien de plus précieux. C'est avec cela qu'on commande, qu'on entraîne les hommes, qu'on leur donne l'exemple ou des consolations. Je vais aller en faire l'essai, sous ce dernier rapport, auprès des blessés des ambulances, etc. »

A mesure que les jours s'écoulaient, n'ayant plus l'excitation du siège, des combats ou d'un futur assaut, le général de Martimprey se sentit de plus en plus dominé par un impérieux désir de revoir, après tant d'épreuves, sa chère famille, qu'il avait laissée en France. Il en parla au maréchal, qui sympathisa avec son idée et lui accorda le congé dont il avait besoin. Ce fut probablement dans les premiers jours de décembre 1855 qu'il s'embarqua à Kamiesch.

Arrivé en France, puis à Paris, après une heureuse traversée, Martimprey fut mis de suite au courant de la situation. Tandis que les gouvernements alliés projetaient de nouvelles opérations, les esprits étaient à la paix et l'accord ne pouvait tarder à se faire. Mais l'important pour lui était de revoir les siens. Il eut le bonheur de retrouver Mme de Martimprey et ses enfants en bonne santé et put se consacrer pendant quelques jours aux joies du foyer familial, dont il était sevré depuis si longtemps.

Il commença ainsi l'année 1856, dans un charme intime, qui le récompensait des terribles épreuves qu'il avait eu à subir.

Dans les premiers jours de janvier, il fut rappelé aux exigences de la réalité par une aimable lettre du maréchal Pélissier, dont les termes affectueux témoignaient des vives sympathies qui les unissaient :

Digitized by Google

Au Quartier général à Sébastopol, 25 décembre 1855.

Mon cher Martimprey,

Je vous félicite d'avoir rallié votre monde; car vous ne tarderez pas à être appelé à Paris, pour assister à des réunions pour aviser au plus sage parti à prendre dans les circonstances actuelles.

Le ministre m'écrit à cet égard; on avait eu même la pensée d'appeler dans ce but tout ce qu'il y a ici de gros bonnets. J'étais peu de cet avis. J'ai répondu, en ce qui me concernait, que ma place était ici et que, si on voulait que l'opinion française de l'armée fût représentée dans cette conférence, elle le pouvait être largement par vous, par le général Niel, par le général Bosquet, au besoin par l'amiral Bruat que je supposais encore de ce monde. On paraît avoir été de mon avis, avant de l'avoir reçu, car on s'est borné à appeler l'amiral Lyons et le général de la Marmora qui seront à Paris dans les premiers jours de janvier.

J'ai, à cette occasion, écrit au ministre pour lui compléter les pensées que je lui avais exprimées d'accord avec vous, et je suis décidé à persister dans cette opinion, car j'ai eu la même pensée que vous, j'ai déclaré que me contraindre à entreprendre une chose que je crois impossible et dangereuse à un degré excessif, ce serait, à mon éternel regret, m'entraîner à demander qu'un autre voulût bien se charger de l'accomplissement.

.....

Je comprends que chacun des vôtres me soit fort reconnaissant du congé que je vous ai accordé, et, pour eux, je ne le regrette pas; mais plus j'avance et plus je sens que vous étiez le dernier à qui j'aurais dû accorder un congé et je vous le dis dans l'intime conviction où je suis, que vous ne l'allongerez pas d'un seul jour. Je n'ai ici aucun mécontentement, je m'empresse de vous le dire; mais vous n'y êtes pas et c'est pour moi une privation extrême. Le temps n'y fait rien; car chaque jour, je la sens plus vive....

Au revoir et surtout à bientôt, hommage bien affectueux

Digitized by Google

à Madame de Martimprey; amitiés au frère et aux enfants; je vous serre la main bien cordialement.

Maréchal PÉLISSIER.

Pour ceux qui ont connu le maréchal, il n'est pas de plus bel éloge pour le général de Martimprey que l'amitié de ce grand homme de guerre, à la fois si éminent et si difficile.

Après le 1er janvier 1856, voulant le remercier de ses vœux de nouvel an, le maréchal lui adressa une seconde lettre plus intime encore :

Séhastopol, 5 janvier 1856.

Mon cher Martimprey, je vous remercie pour vos félicitations et vos vœux; je vous remercie pour votre calendrier et je vous en envoie un, en échange, de notre presse criméenne, où cette vieille affection que vous rappelez vous semble s'être consolidée... Pour ma part, je la crois granitique....

... Je penserai à vos jardins; mais ce n'est guère qu'en mars qu'on pourra y songer. Jusque-là tout porte à penser que, un peu plus , un peu moins, nous serons sous la neige, ainsi que les fumiers qui seront à transporter pour fumer ces potagers. Mais vous serez ici et nous pourrons y aviser ensemble.

Ce sentiment est exclusif de Madame de Martimprey et de vos bons petits enfants. Mais j'ai quelque satisfaction à penser que la grande moitié de votre absence est passée et que chaque jour nous mène rapidement vers la fin....

Au revoir, mon cher Martimprey, compliments bien affectueux à vos dames, etc....

Maréchal PÉLISSIER.

Par sa première lettre, Pélissier lui annonçait une convocation qui ne pouvait tarder. Il la reçut en effet peu de jours après et assista, le 10 janvier, aux Tuileries, à une conférence provoquée et présidée par

Digitized by Google

l'Empereur. Les généraux Bosquet et Niel en firent également partie. Mais ce n'était pas pour leur demander leur avis qu'ils étaient appelés. On leur donna simplement connaissance du projet d'opérations arrêté par le duc de Cambridge et Napoléon III. Pélissier devait marcher sur Simféropol avec 120.000 hommes, dont 15.000 Sardes, 25.000 Anglais et 80.000 Français. Simféropol pris, on verrait s'il fallait poursuivre l'ennemi sur Pérékop ou se rabattre sur Batchi-Seraï. Heureusement, ces combinaisons n'eurent aucune suite.

Le 19 janvier, en effet, notre ambassadeur à Constantinople prévenait le maréchal Pélissier que les propositions de paix concertées entre les puissances alliées étaient acceptées par écrit et sans réserve par le tsar Alexandre II. Martimprey en fut de suite informé. Le rapatriement de l'armée d'Orient s'imposa dès lors à sa pensée. C'était un travail incessant, qui ne devait pas tarder à réclamer sa présence à son poste. Son congé se terminait. Il se sépara de nouveau de sa famille et repartit pour rejoindre Pélissier, qui le reçut avec une joie non déguisée. Il reprit aussitôt ses fonctions.

Il sut alors que l'entente entre les puissances belligérantes avait été consacrée par un protocole signé à Vienne et que Paris était désigné comme le siège du congrès chargé du rétablissement de la paix.

Celui-ci s'ouvrit, en effet, le 25 février, et un mois après, le 30 mars, le traité de paix fut signé. La nouvelle, transmise en Crimée par le télégraphe, y fut annoncée officiellement, le 2 avril, par une salve de 100 coups de canon. Martimprey, comme le maréchal, en fut pleinement heureux. Cet événement donnait encore plus d'importance à la prise de Sébastopol et mettait un terme aux souffrances de nos malheureux soldats, si cruellement éprouvés depuis quatre mois par le scorbut et le typhus.

Digitized by Google

Il fut, pour l'armée d'Orient, l'occasion de nouvelles propositions de récompenses. Le maréchal Pélissier voulut en profiter pour faire obtenir à son chef d'état-major général la plaque de grand-officier de la Légion d'honneur. Et, craignant que Martimprey, par esprit d'abnégation, voulût encore s'effacer devant ses camarades, il lui dit, le 8 avril : « Je vous donne l'ordre de vous porter le premier pour grand-officier. Si je n'en proposais qu'un seul, ce serait vous. Entendez-vous, *je vous donne l'ordre* de vous porter le premier; sans cela nous serons encore pressés d'établir les états de proposition comme la première fois, et vous ne direz pas un mot pour m'empêcher de commettre un nouvel oubli. »

La proposition resta encore sans effet.

Des fêtes militaires cimentèrent bientôt entre les armées, naguère ennemies, une amitié que la lutte avait fait naître. Le 13 avril, le chef d'état-major général se rendit à Mackensie avec le maréchal et les généraux invités pour faire une visite de courtoisie au général en chef Luders, de l'armée russe, et assister à l'intéressante revue qui suivit. Une belle division de 10.000 hommes, choisie dans toute l'armée, leur fut présentée.

Aussitôt après, le chef d'état-major général transmit aux troupes les ordres du commandant en chef, qui prescrivait, pour le 17, un superbe carrousel, que les chasseurs d'Afrique devaient organiser, et une grande revue de 100 bataillons, 30 escadrons et 198 bouches à feu.

Le maréchal, accompagné par Martimprey et par les généraux alliés, fit au général en chef russe les honneurs de ces magnifiques troupes qui avaient si vaillamment combattu et que leurs vêtements usés n'empêchaient pas d'être aussi présentables qu'un jour de parade en garnison. Derrière les généraux en chef, galopait un groupe considérable

Digitized by Google

d'officiers des diverses armées, offrant le spectacle le plus pittoresque.

La revue terminée, le défilé commença et ce fut avec une émotion profonde que les généraux et les états-majors virent passer ces fiers bataillons aux sons des musiques militaires. Nos glorieux drapeaux, noircis par la poudre, déchirés par les projectiles, s'inclinaient successivement devant l'illustre vainqueur de Sébastopol et devant le général russe, naguère notre ennemi, qui les saluait avec respect et applaudissait ceux qui n'avaient arraché aux combats que la hampe et quelques lambeaux (1).

L'armée anglaise, forte de 30.000 hommes, défila ensuite dans une admirable tenue.

Ce fut un beau jour de fête militaire, qui laissa dans l'âme des assistants un souvenir inoubliable. Ce fut aussi le dernier. A partir de ce moment, les embarquements se succédèrent avec rapidité, et le chef d'état-major général, qui en avait la responsabilité, eut, pendant leur durée, un travail incessant. A la fin de mai, 100.000 Français, les Sardes et presque tous les Anglais avaient quitté ce théâtre de leurs exploits. Le maréchal était résolu à rester le dernier. Par suite, son chef d'état-major général et ses officiers partagèrent avec lui l'honneur de partir après tous les autres. Martimprey a écrit à cette occasion :

Sébastopol, 18 mai 1856.

Mon état-major est pressé de regagner la France. J'ai dit à mes officiers : Finissons comme il faut cette longue mission; nous étions les premiers, on nous verra les derniers à quitter la terre conquise.

Au mois de juin, presque toute l'armée était rapatriée. Alors, un dernier devoir s'imposa à la pensée

(1) Général Fay.

Digitized by Google

des nobles cœurs qui représentaient encore la France : celui de veiller à la protection des tombes des héros que nous laissions en Crimée. Martimprey écrivit à ce sujet :

Sébastopol, 28 juin 1856.

... Il ne reste, il ne peut rester sur la tombe d'un ennemi qu'une auréole de gloire. J'ai le cœur ému toutes les fois que je visite nos vieux camps; à chaque pas on y rencontre de nombreux ossuaires, où s'aperçoivent quelques pierres blanches portant des noms qui nous sont connus et souvent sont bien chers. Je les salue d'un dernier adieu. C'est le triste côté du départ; d'ailleurs où la France n'a-t-elle pas maintenant, en Europe, laissé la trace de ses soldats? Elle ne s'est pas bornée à l'Europe. C'est, il faut le dire, un sang qui féconde. Il y a des idées qui portent avec elles un effet puissant. Le général Réad est tué le 16 août dernier à la bataille de Tractir; son corps est rapporté à l'ambulance du quartier général. Il est inhumé au milieu des nôtres avec cette épitaphe :

« Le général Read, mort au champ d'honneur le 16 août 1855 », et, à côté, un chef de bataillon français et un officier russe reposent sous la même pierre. Au-dessous de leurs noms, il est écrit : *Juncti in Christo*. C'est toujours sous cet aspect de gloire qu'il faudrait voir l'espèce humaine. On ne risque rien à la grandir tant qu'on peut. Quant à moi, tant que je vivrai, j'irai en pensée vers cette terre de Crimée pour y trouver mes meilleures inspirations.

Samedi prochain, avant de partir du grand quartier général, nous saluerons de coups de canon ceux qui ne doivent pas nous suivre. Du haut des vaisseaux, nous leur enverrons un pareil adieu. Ce sera une matinée de regrets et d'espérance et celle-ci les dominera; mais le culte qu'on rend à ceux qui ne sont plus ne fait qu'accroître les sentiments qui vous attachent à ceux qu'on possède.

Le 4 juillet, tout était terminé; l'embarquement du commandant en chef, du chef d'état-major général et

Digitized by Google

des derniers soldats était prêt. Le maréchal télégraphia au ministre de la Guerre :

« Il ne restera rien de l'armée française demain, 5 juillet, en Crimée. »

Et le 7, arrivé à Thérapia avec ses officiers, le général de Martimprey pensa peut-être qu'il aurait pu, lui aussi, prendre sa part du superbe et dernier télégramme que Pélissier adressa en France :

Ma tâche est accomplie. J'ai rapatrié, dans le meilleur état, cette belle armée, l'orgueil de ses concitoyens. Je me suis embarqué, le 5, à Kamiesch, avec mes derniers soldats, mon dernier canon. A mon tour, je puis songer aux joies de la patrie.

Cette dépêche, qui reporte la pensée aux grandes époques de la puissance romaine, terminait noblement la campagne de Crimée. Le chef d'état-major général, qui en avait organisé les débuts et qui avait été le premier à quitter la France, était aussi, avec le commandant en chef, le dernier à y revenir. C'est, dans l'histoire de nos guerres, un des beaux exemples du devoir accompli.

Digitized by Google

CHAPITRE X

COMMANDEMENT DE LA DIVISION D'ORAN

(1857-1859)

Rentrée en France. — Disponibilité. — Lettres de Pélissier. — 19e division militaire à Bourges. — Nomination du général à Oran. — Situation de l'Algérie. — Administration. — Ministère de l'Algérie et des Colonies. — Martimprey major général du prince Napoléon. — Lettre du maréchal Randon. — Difficultés de la situation. — Mac-Mahon commandant supérieur. —Bruits de guerre contre l'Autriche. — Martimprey demande sa disponibilité.

Après une heureuse traversée, le général de Martimprey débarqua à Marseille avec le maréchal Pélissier, le 1er août 1856. Il put alors s'écrier, comme un de ses amis :

Ah! quel cri d'actions de grâces on adresse à la Providence et quelle joie l'on éprouve dans l'instant où l'on revoit le sol de la patrie, après une absence de deux années, passées tout entières dans les combats et au milieu des maladies terribles qui caractérisèrent si épouvantablement la guerre de Crimée!

Une fois en France, l'état-major général de l'armée d'Orient se trouva dissous. Le commandant en chef, qui venait d'être nommé duc de Malakoff, ne gardant près de lui que ses aides de camp, rendit aux autres officiers leur liberté. Le général de Martimprey le quitta comme on quitte un ami et se rendit directement à Paris pour y prendre les ordres du ministre de

(1) *Souvenirs de Crimée et d'Italie*, par le général Lebrun.

Digitized by Google

la Guerre. Là, désireux de goûter un repos dont il avait besoin, il demanda sa mise en disponibilité, qui lui fut accordée le 21 du même mois. Pendant ce temps, le maréchal Pélissier, qui avait vu plusieurs fois l'Empereur et le ministre, avait renouvelé ses instances pour obtenir en sa faveur la plaque de grand-officier. Il avait fait des démarches à l'approche du 15 août, espérant réussir. Ce fut en vain, et l'illustre maréchal put se rendre compte des difficultés qu'il rencontrerait à cet égard. Il n'en écrivit pas moins à son ami.

Paris, 20 août 1856.

Mon cher Martimprey, je vous remercie de votre bonne petite lettre. J'avais espéré pouvoir vous annoncer quelque chose; on s'obstine à trouver que, pour la plaque, il faut une plus grande ancienneté de divisionnaire, quand ils l'ont donnée à des maréchaux de camp. Je ne me rebuterai pas; mais, en ce moment, toutes les idées sont vers les champs.

J'ai été reçu à bras ouverts à Plombières, parfaitement questionné et parfaitement écouté aussi; et la lumière paraît s'être faite nette et vive; nous causerons de tout cela et vous serez content.

Je vais aller à la campagne aussi; car je suis accablé de sollicitations, autant que nos bien-aimés champs africains le sont de sauterelles.

Les conversations et les lettres, nombreuses et pressées, peuvent se résumer ainsi :

L'Empereur est le premier homme du siècle... vous en êtes la plus flamboyante épée... Je suis apte à être receveur général, soit préfet, sous-préfet, conseiller, receveur particulier... soit tabac, timbre, surveillant, gardien, concierge de château, soit de voir mon fils officier supérieur, capitaine, etc.

L'Empereur ne peut rien vous refuser; demandez-lui ceci, demandez-lui cela pour moi, pour tel, ou pour les miens et votre noble cœur sera couvert de bénédictions. Il n'y a

Digitized by Google

pas jusqu'à Mlle Jäger, *de Halle*, sœur de caïd Osman, qui voudrait *venir m'embrasser* (1)...

Ne m'oubliez point, je vous prie, près de Madame de Martimprey et de sa famille, j'embrasse vos enfants et je vous serre la main cordialement.

Maréchal Duc de Malakoff.

Je viens de voir le Maréchal Canrobert qui traverse Paris en deux ou trois jours et va présider le conseil général de Cahors. Il a, comme toujours, été un aimable camarade; il est peu satisfait des poses et des incessants grognements de notre gras béarnais (2) qui ne m'écrit pas plus que si je n'étais point de ce monde.

.....amitiés au frère.....

Le maréchal Pélissier ne cessait pas cependant de penser à la récompense qu'il voulait obtenir pour son chef d'état-major général. Au mois d'août, il passa quelques jours auprès du ministre de la Guerre et en profita pour la réclamer encore. S'étant rendu de là à la campagne, aux Coudreaux, il écrivit à Martimprey :

Aux Coudreaux, 29 août 1856.

Mon cher de Martimprey, je ne suis arrivé ici que mercredi et, si je l'avais laissé faire, le Maréchal Vaillant m'eût gardé plusieurs jours. J'ai profité de cette bonne disposition pour lui écrire d'ici et lui reproduire vos arguments qui sont les miens en faveur de cette plaque que je me reprocherai toujours de ne pas avoir demandée dès le 8 septembre. Si le ministre ne s'exécute pas, comptez que je porterai une botte au retour de Biarritz.....

J'ai vu Canrobert et il a été charmant. Il revenait d'Aix et allait présider son conseil général. Quant à notre gros

(1) Le caïd Osman était un allemand qui était venu servir en Afrique, dans les rangs de nos spahis. Brave soldat, il était parvenu au grade de lieutenant et n'était connu que sous le surnom de caïd Osman. Nos généraux estimaient sa bravoure et son dévouement.

(2) Le maréchal Bosquet.

Digitized by Google

Béarnais, il continue à ne pas être de ce monde. Décidément c'est un assez pauvre caractère et, bien loin de contester sa capacité, je la reconnais; mais son outrecuidance est la dixième puissance de cette capacité.

Nous nous verrons, je crois, le 8 septembre à Paris. Le général Renson décide que le dit jour, les éléments de ce bon état-major de Crimée se réuniront pour fêter leur doyen. Vous manqueriez trop à cette fête et indubitablement vous en serez le président, quand je n'en serai plus que l'invité.

.... Je compte bien que je reverrai le frère. Présentez mes hommages à Madame de Martimprey, embrassez vos enfants et comptez sur ma vieille affection. Je vous serre la main cordialement.

Maréchal Duc de Malakoff.

Tous les efforts du maréchal devaient rester inutiles; la Crimée était finie, on avait largement récompensé ses combattants, on ne voulait plus en entendre parler. Pélissier n'était pas un courtisan; il avait des ennemis; le général de Martimprey, de son côté, n'était pas homme à faire des démarches. Il fallut renoncer, pour le moment, à toute espérance.

Ce dernier, du reste, y songeait peu. Il remerciait le maréchal de sa bienveillance, puis se consacrait tout entier aux joies de la famille et goûtait pleinement, après deux années d'épreuves, les charmes de la disponibilité.

Le 8 septembre, il se retrouva à Paris, au milieu de ses officiers d'état-major, qui s'étaient réunis dans un banquet pour célébrer la prise de Malakoff. Ce fut une de ces fêtes de camarades et de frères d'armes qui ne laissent que de doux souvenirs.

A la fin de l'année, au moment des promotions et des mutations qu'elles entraînent, il commença à songer à un commandement. Il s'aperçut alors qu'au retour de Crimée chacun s'était pourvu; les meilleurs

Digitized by Google

postes étaient occupés et il en fut réduit à solliciter celui de la 19e division, à Bourges, qui allait devenir vacant.

Il le demanda et fut nommé par l'Empereur, le 18 février suivant. Il s'y rendit aussitôt. Ce devait être pour lui un commandement d'attente. Mis en vue par ses campagnes et ses beaux services, il était aussi trop jeune, 49 ans, pour s'éterniser dans une division de France. A la première occasion, on devait lui confier un poste plus important.

Elle se présenta au mois de novembre. Le maréchal Pélissier était revenu à Paris après un court séjour au camp de Châlons, lorsqu'il apprit que le commandement de la division d'Oran allait devenir vacant. Connaissant les goûts du général de Martimprey, son vif désir de revoir l'Algérie et de faire encore campagne, sachant d'ailleurs que le gouverneur général, maréchal Randon, serait le premier à agréer sa candidature, il s'empressa de demander pour lui ce beau commandement. Il l'obtint sans peine. Tout concourait pour faire réussir sa démarche, et, le 13 du même mois, Martimprey en fut avisé.

En recevant sa nomination, qui le comblait de joie, il fut invité à se rendre d'urgence à son poste. C'était un ennui pour les siens. Mais sachant qu'un pareil ordre devait être motivé par de sérieuses raisons, il partit de suite, laissant derrière lui tous ceux qu'il aimait. Sa famille le rejoindrait plus tard. Il passa à Paris, vit le ministre pour le remercier et prendre ses ordres, puis se dirigea de suite sur Marseille et de là sur Oran.

Le maréchal Pélissier lui écrivit quelques jours après :

Paris, 7 décembre 1857.

Mon cher de Martimprey, ce n'est que lorsque vous aviez

Digitized by Google

déjà pris la mer que j'ai appris votre rapide passage à Paris et votre voyage d'urgence à Oran. Je n'ai pas été étranger à votre envoi à cette belle destination; mais avec cette lenteur qu'on avait mise en toutes choses, je ne me serais pas attendu à ce brusque départ qui vous a été imposé.

Quoi qu'il en soit, tout en plaignant ceux qui peuvent avoir à en souffrir, je suis fort heureux que ma province de prédilection ait enfin trouvé un chef complètement digne d'elle, un chef qui la dégagera de cette sorte de *cancération* qui semblait l'envahir.....

Je vous félicite cordialement de votre beau commandement, je félicite bien plus la province de vous avoir pour chef....

.....Je vous embrasse bien cordialement.

Maréchal Pélissier.

L'Algérie était alors gouvernée par le maréchal Randon, qui venait de s'illustrer par la conquête de la grande Kabylie. La dignité de maréchal de France avait été sa récompense. Consulté confidentiellement sur la désignation du général de Martimprey, il s'empressa de l'approuver. Le premier soin du nouveau chef de la division d'Oran fut de l'en remercier.

Rien au monde ne pouvait lui être plus agréable. La province d'Oran était son pays de prédilection; il la connaissait à fond, l'ayant parcourue en tous sens dans sa jeunesse, les armes à la main. Il y était estimé; enfin, c'était pour lui une joie d'une douceur intime de revenir général de division dans cette région où, vingt-deux ans plus tôt, il avait débuté comme lieutenant.

La contrée passait alors pour la plus belliqueuse d'Algérie. Le voisinage du Maroc était pour elle un sujet continuel de troubles, d'incursions de tribus hostiles et d'expéditions. L'administration coloniale n'y était pas facile et exigeait un chef militaire aussi

Digitized by Google

LE GÉNÉRAL DE MARTIMPREY

Commandant la division d'Oran

(1857)

Digitized by Google

Digitized by Google

ferme que prudent. A tous ces points de vue, le choix de Martimprey était heureux et témoignait de la confiance du gouverneur et du souverain.

Martimprey fut installé au Château-Neuf peu de jours après sa nomination et prit de suite connaissance du service. Dès qu'il fut au courant de la situation, il jugea utile de faire un voyage sur la frontière et quitta Oran, à la fin d'avril, pour se rendre à Tlemcen, où il arriva le 29. De là il visita Nemours, Maghnia, Zouïa, en passant par Sidi-Medjehed, qui lui rappela ses courses avec La Moricière, Gar-Rouban et Sebdou. Il revint ensuite à Tlemcen et à Oran, où il rentra le 6 mai.

Il retrouvait la colonie dans un état prospère. L'expédition victorieuse du maréchal Randon en Kabylie et la soumission définitive de ses montagnards semblaient marquer la fin de la conquête. De tous côtés on se livrait aux travaux de la paix; l'année s'annonçait sous les meilleurs auspices.

Le général commençait à fixer ses idées sur ses divers services, lorsqu'une grave nouvelle lui arriva de Paris. Un terrible attentat avait eu lieu, au mois de février, contre l'Empereur et l'Impératrice. Un Italien, Orsini, jusque-là réfugié en Angleterre, y avait formé un complot et préparé son crime. Si les souverains en étaient sortis sains et saufs, plusieurs personnes de leur suite avaient été tuées ou grièvement blessées. Ce crime indigna tout le monde.

Le général de Martimprey, comme tous ses collègues, adressa à l'Empereur, à cette occasion, un télégramme de félicitations :

Le général commandant la division d'Oran et les officiers de l'état-major de la division, après avoir remercié Dieu d'avoir protégé vos jours et ceux de l'Impératrice, menacés par un horrible attentat, adressent à cette occasion à Votre Majesté la nouvelle expression de leur dévouement, etc...

Digitized by Google

En Algérie, du reste, ce crime fut vite oublié. Tout le monde était au travail. Dans le sud de la province d'Oran, le commandant de Colomb faisait respecter notre drapeau, depuis Géryville jusqu'au delà de Figuig.

Les Arabes du Tell se livraient à la culture des terres avec une activité qu'excitait le haut prix des céréales. La confiance régnait partout, fondée sur les résultats acquis et sur les progrès dont quelques-uns recevaient alors un commencement d'exécution. Tel était le chemin de fer d'Alger à Oran.

L'existence d'une voie ferrée devait avoir une grande influence sur le développement de la colonie; mais, pour le seconder, il fallait disposer de nouvelles terres pour les distribuer aux colons.

Une commission de transactions et partages avait été instituée pour cantonner les tribus dans les terres qu'elles cultivaient et affecter à la colonisation celles qui leur étaient inutiles ou qui revenaient à l'Etat. Le général commandant la division d'Oran s'occupait avec sollicitude de ce travail.

Pendant ce temps, la rumeur publique répandait le bruit d'une combinaison, dont on s'occupait à Paris, et qui devait modifier profondément l'état de l'Algérie. Il s'agissait d'en confier la direction suprême au prince Napoléon, avec le titre de vice-roi ou de lieutenant de l'Empereur et des pouvoirs étendus. Les esprits s'agitaient et le général de Martimprey surveillait ces nouvelles avec attention, lorsqu'il reçut une lettre confidentielle du colonel d'état-major Castelnau, aide de camp du ministre de la Guerre, lui proposant les fonctions de major général du prince et lui recommandant un secret absolu. Il répondit de suite au ministre :

Digitized by Google

Oran, le 7 juin 1856.

A Monsieur le Ministre de la guerre,

L'Empereur m'a comblé lorsqu'il a daigné, il y a six mois, m'envoyer dans la province d'Oran. A la satisfaction d'exercer ce beau commandement s'ajoutait, après de longues absences, celle de voir mes jeunes enfants et ma femme, réduite à peu près à ne plus marcher, dans les conditions de bon air, d'agrément et de bien-être qu'offre exceptionnellement le Château-Neuf. Mes vœux étaient d'y rester longtemps.

Mais je serais ingrat si je méconnaissais les intentions bienveillantes que manifeste Votre Excellence dans la lettre qu'elle m'a fait écrire le 29 mai dernier par le colonel Castelnau. Son Altesse Impériale le Prince Napoléon m'a constamment traité avec une grande bonté. Mettant de côté toute considération étrangère au service, je tiendrai pour préférable, ce que, sur votre proposition, Sa Majesté fera de moi. Je suis donc prêt à recevoir vos ordres.

Dans la nouvelle organisation, le chef d'état-major général actuel sera supprimé. Si je dois être major général, afin que ma fonction puisse répondre à ce que S. A. I. le prince lieutenant de l'Empereur devra en attendre, je vous demanderai avec les plus vives instances de me donner pour aide-major général le colonel d'état-major Lebrun, officier de guerre et de cabinet, susceptible d'obtenir un prochain avancement. Il connaît à merveille la Grande Kabylie et la province de Constantine, tandis que je n'ai pratiqué l'Algérie qu'à l'ouest du méridien d'Alger.

La communication du colonel Castelnau ayant eu lieu par la poste, j'ai cru devoir faire suivre la même voie à ma réponse. Enfin le caractère confidentiel de cette communication m'a paru m'imposer le devoir de ne pas entretenir M. le Maréchal Randon de son objet, bien que dans mes sentiments de dévouement envers M. le Maréchal, mon bienfaiteur de longue date, le silence me coûte.

Général de MARTIMPREY.

Digitized by Google

La lettre du colonel Castelnau laissa le général de Martimprey très perplexe. Mais son incertitude fut de courte durée. Le 24 du même mois, un décret impérial institua un ministère de l'Algérie et des colonies et confia sa direction au prince Napoléon. Trois jours auparavant, le gouverneur avait reçu du ministre de la guerre la dépêche suivante :

L'Empereur désire que vous puissiez venir sans délai à Paris pour traiter de la grande question relative à l'Algérie.

Le maréchal Randon s'embarqua le 26, recevant des fonctionnaires et de la population de vifs témoignages de sympathie.

Quant à ses divisionnaires, ils attendaient avec anxiété les événements qui allaient surgir de cette innovation.

Le premier fut la démission du maréchal Randon, bientôt suivie de la nomination du général de division Renault comme gouverneur général intérimaire.

Dès son arrivée, ce dernier adressa à ses généraux une lettre destinée à leur notifier sa prise de commandement. Il écrivit au général de Martimprey, le 24 juillet : « Je ne saurais trop vous féliciter de la bonne impulsion que vous avez su imprimer à tous les services, et notamment à tout ce qui a trait à la colonisation, etc. » Il le qualifiait en même temps d' « officier loyal et désintéressé ».

Ce fut un encouragement pour le commandant de la division d'Oran. Il en avait d'autant plus besoin à ce moment que la création du ministère de l'Algérie et la démission du maréchal Randon jetaient le trouble dans les esprits, éveillant partout plus de craintes que d'espérances. Quant aux indigènes, toujours au courant de nos affaires, ils montraient déjà des dispositions qui exigeaient une surveillance attentive.

Sur ces entrefaites, Martimprey reçut du maréchal

Digitized by Google

Randon une lettre qui lui fit connaître à la fois les motifs de la démission du gouverneur, les causes du récent changement et l'esprit qui allait présider désormais aux destinées de l'Algérie. A ces divers points de vue, c'était un document historique digne d'être conservé :

Saint-Ymier près Grenoble, le 19 août 1858.

Mon cher général,

Je veux depuis longtemps vous écrire; mais j'ai été empêché par les circonstances contradictoires qui depuis près de deux mois se déroulent devant moi. Je dois cependant, sans tarder plus longtemps, vous mettre au courant de la situation, au moins telle qu'elle m'apparaît.

Quand j'ai été appelé à Paris, après le décret qui créait un ministère spécial pour l'Algérie, je me suis proposé de faire abnégation de tout ce qui pourrait m'être personnellement désagréable dans la nouvelle organisation et de ne jamais perdre de vue que les intérêts du pays doivent passer avant tous les autres.

Je n'ai pas failli à ce programme et plus je voyais des doctrines dangereuses, à mon sens, pour la colonie, se produire, plus je me rattachais à elle, pour la défendre du péril qui me semblait devoir la menacer.

La confiance que l'Empereur mettait en moi rendait ce devoir encore plus sacré et, jusqu'au dernier moment, j'ai tout sacrifié à ce double désir de me conformer à ce que Sa Majesté semblait attendre de moi, et à ce que l'Algérie était en droit d'exiger. Ce n'est donc pas à la légère, obéissant à une folle impatience, ou subissant une contrariété personnelle, que je me suis déterminé à donner ma démission des fonctions de gouverneur général; mais j'y ai été conduit par cette conviction que c'était un parti pris de démolir pierre à pierre le gouverneur général parce qu'il gênait la libre expansion des idées que l'on voulait faire dominer dans la colonie; qu'après les confidences faites aux intimes, les conversations amoncelées chaque jour, dans la *Patrie* et autres journaux officiels, en étaient les fidèles

Digitized by Google

interprètes, ce n'est qu'après quelques entretiens dans lesquels, fort de mes convictions, d'un dévouement aux intérêts de la colonie dont personne ne peut douter, que j'ai reconnu très clairement que mes opinions, en fait de gouvernement, n'étaient pas à la hauteur des projets du jour, et que, ne pouvant me renverser de haute lutte, parce qu'une volonté supérieure s'y opposait, on saurait me décourager en attaquant ce que nous avons fait, en niant les progrès accomplis, en les dénaturant même, et enfin en entrant dans cette voie non moins ridicule que fatale, préconisée par quelques écrits injurieux envers l'armée, dont ils déprécient les services, envers les chefs dont ils cherchent à rabaisser l'intelligence, le zèle et le patriotisme.

J'ai vivement réclamé pour qu'un démenti authentique fût donné à de pareilles tendances, à de semblables doctrines, je n'ai pu avoir cette satisfaction; j'ai voulu savoir si le gouverneur général devait oui ou non être le représentant légal du ministre, sinon de l'Empereur, si les décrets d'annexion de la justice et de l'instruction publique ne le regardaient en quoi que ce soit, enfin si, alors que naguère on voulait lui substituer un vice-roi, un lieutenant de l'Empereur, sous le prétexte que le pays avait grandi et qu'il exigeait une direction plus immédiate, débarrasée d'entraves, investie d'une initiative plus réelle, si, dis-je, les intérêts de cette même colonie avaient changé par la raison que l'administration supérieure se serait localisée à Paris, n'ayant pu trouver à s'installer à Alger. Je ne demandais pas assurément une augmentation de pouvoir, de situation, de traitement en rien semblable à ce que le prince avait formulé, je me bornais à demander que l'on me donnât les moyens de conduire les affaires du pays avec la promptitude et l'à-propos que réclamaient les intérêts généraux. Je demandais que l'on se prononçât clairement sur cette question, à savoir s'il y aurait un gouverneur général ou un commandant supérieur des troupes; en d'autres termes si l'autorité militaire devait céder le pas à l'autorité civile au grand préjudice du bon sens et de l'équité, etc.; or, comme je n'ai pu avoir pleine satisfaction sur aucun de ces points, il m'a paru démontré, ainsi que je vous le disais en commençant cette

Digitized by Google

lettre, que je me sacrifierais en pure perte à la mission de défendre le gouvernement actuel de l'Algérie; que je me trouverais contraint à disputer le terrain pied à pied, que je serais réduit à faire une opposition déplorable pour le principe d'autorité, et que je serais conduit forcément à me retirer, après avoir perdu, ou tout au moins compromis, le caractère de loyauté et d'honnêteté que je tiens à conserver intact, sans avoir pu faire dominer les doctrines que je crois seules praticables en Algérie, pendant encore de longues années.

Voilà pourquoi j'ai dû donner ma démission, après avoir consacré vingt ans de ma vie à la prospérité de la colonie.

Vous devez comprendre que ce n'est pas sans un profond chagrin que je me suis séparé de vous, de l'armée d'Afrique et de tout ce qui se rattache à cette chère colonie; mais ce qui me prouve que j'ai fait ce que je devais, c'est que ma conscience est parfaitement tranquille, et que tous ceux qui ont connu ma détermination m'ont approuvé.

Ces renseignements que je vous donne sont pour vous, non pas à titre précisément confidentiel, parce qu'en effet il n'y a rien dans tout cela de mystérieux, et que je dois vous faire connaître les motifs qui m'ont guidé dans les graves résolutions que j'ai prises; seulement je ne voudrais pas avoir l'air de chercher à créer des embarras au nouveau ministre ou de lui faire une opposition quelconque; sous la réserve de ces conditions, je désire, au contraire, que l'on sache bien les pensées qui ont servi de règle à ma conduite et que cette brave armée, en échange de l'attachement que je lui porte, me conserve son souvenir : je regrette de ne pouvoir lui adresser mes adieux, mais vous lui direz dans l'occasion les sentiments que je lui porte.

Quant à vous, mon cher Général, je vous aime et vous estime depuis trop longtemps pour que vous ne croyiez pas sincères et ces regrets de m'éloigner de vous et mon espérance de voir renaître des rapports de service qui m'ont toujours été si agréables. Je vous serre la main bien cordialement.

Maréchal RANDON.

Digitized by Google

Quelle situation étrange divulguait cette lettre! Certes, depuis quelque temps déjà, des bruits circulaient sur la lutte que les autorités civiles comptaient entreprendre contre l'autorité militaire, mais on pouvait croire encore qu'ils étaient sans fondement. Maintenant, c'était chose faite, et le nouveau ministère n'en était pas seulement la confirmation, il en était aussi l'inspirateur. La personne du prince Napoléon à la tête de ce mouvement justifiait toutes les appréhensions.

Pour le général de Martimprey, il n'était plus question de devenir le major général du lieutenant de l'Empereur, mais simplement de continuer ses fonctions et de se tenir prêt à combattre les empiétements qui ne pouvaient manquer de se produire. La situation allait devenir difficile, mais elle devait trouver à Oran, dans le commandant de la province, un homme au cœur ferme et loyal, auquel une conscience droite dicterait toujours son devoir. Pour le moment, il n'y avait qu'à continuer dans la voie suivie jusqu'à ce jour en attendant de nouveaux ordres.

Néanmoins, les événements récents entraînaient le général à méditer profondément sur la situation et sur les obligations qui allaient lui incomber. Au mois de septembre, ses idées étaient définies; il les exprima au ministre de la Guerre, maréchal Vaillant, dans une lettre qui parut si bien rédigée qu'elle fut communiquée au prince Napoléon. En remerciant le maréchal, le prince lui dit : « J'ai beaucoup d'estime et d'affection pour le général de Martimprey; c'est notre meilleur divisionnaire en Afrique. » Le ministre s'empressa de l'écrire au général de Martimprey, qui ne se fit pas d'illusions sur la banalité de ce compliment.

Bientôt, les commandants des trois provinces d'Algérie furent officiellement fixés sur la marche à donner aux affaires. A la fin du mois de septembre, le gouverneur fut remplacé par un commandant supérieur

Digitized by Google

des forces de terre et de mer. Ce n'était plus qu'un chef militaire. On avait ainsi un chef suprême à Paris, auquel aboutissaient toutes les questions administratives ou autres, et dont dépendait le commandant supérieur. Le général de Mac-Mahon fut désigné pour ces nouvelles fonctions. Il avait pour aide de camp un ami de Martimprey, le colonel Lebrun, qui s'empressa de lui écrire, sans lui dissimuler les difficultés qu'il entrevoyait.

Alger, le 14 octobre 1858.

Mon Général,

Voulez-vous me permettre de me féliciter du bonheur que j'éprouve d'avoir pu suivre ici le général de Mac-Mahon et d'être ainsi rapproché de vous. Personne n'a été plus heureux que moi de ce changement survenu dans la position militaire du général et cependant j'y entrevois bien des difficultés dont il ne lui sera peut-être pas facile de triompher. Quoi qu'il en soit, il est bien encouragé dans l'œuvre délicate qu'il va poursuivre, en pensant que vous êtes un de ses appuis et que votre esprit de droiture sera toujours en parfait accord avec le sien. Pour moi qui l'aime de tout mon cœur, je ne puis dire assez combien je suis heureux de voir que votre force puisse être ajoutée à la sienne pour doubler ainsi son courage et ses moyens d'action. Pardonnez-moi, mon Général, ce mouvement d'expansion qui trouve sa source dans les sentiments de respectueuse estime et de dévouement que je vous ai voués et que je vous conserverai toujours.

LEBRUN.

Le mois suivant, à l'occasion de la naissance d'un de ses enfants, le général, ayant cru devoir l'annoncer directement au maréchal Vaillant, en reçut une réponse affectueuse terminée par ces mots : « Laissez-moi vous dire, mon cher général, que je vous regarde comme un ami et que je vous prie de me croire le vôtre de tout cœur. »

Digitized by Google

Ces marques d'estime étaient la conséquence des services rendus en Crimée par le chef d'état-major général de l'armée et de la haute estime qu'il avait acquise.

En décembre, le général de Mac-Mahon s'étant rendu à Paris pour les travaux d'inspection générale, Martimprey fut appelé à Alger pour faire l'intérim.

A cette époque, les premiers bruits de guerre contre l'Autriche commençaient à circuler. On savait que l'Empereur avait toujours eu l'idée de détruire les traités de 1815 en faisant payer à l'Autriche la part qu'elle avait prise dans la chute de Napoléon Ier. Martimprey, tenu au courant par ses amis de Paris, prévoyait qu'une grande guerre ne tarderait pas à éclater, et, dans cette idée, il n'avait pas l'intention de s'éterniser à Oran, d'autant plus que les intentions prêtées au prince Napoléon étaient loin de l'y engager. Toutefois, il se contentait de surveiller les événements.

Il en était là, lorsque éclata, après le 1er janvier 1859, la nouvelle de l'apostrophe lancée par l'Empereur, en plein cercle de cour, à l'ambassadeur d'Autriche : « Je regrette que nos relations avec votre gouvernement ne soient pas aussi bonnes que par le passé; mais je vous prie de dire à l'Empereur que mes sentiments personnels pour lui ne sont pas changés. »

Ces paroles retentirent dans l'Europe entière, et, à partir de ce moment, les personnages un peu au courant des affaires ne doutèrent plus de l'imminence d'un conflit. La nouvelle, parvenue à Oran, où le général était de retour, le décida à prendre un parti.

Dès le 5 janvier, il écrivit à son ami le colonel Jarras, alors à Versailles, pour lui dire qu'il était résolu à demander sa mise en disponibilité.

Jarras lui répondit, le 12, qu'il le savait opposé aux « folles utopies annoncées par certains partisans du système inauguré par le prince Napoléon ». Il pensait

Digitized by Google

qu'il ne se sentait plus en état de lutter contre ces tendances, surtout « depuis le décret qui supprimait la responsabilité des tribus ».

Il lui annonçait en même temps que « la guerre contre l'Autriche était décidée; que le prince Napoléon partait pour rendre visite à sa fiancée, la princesse Clotilde de Savoie, et que le général Niel l'accompagnait ». Tandis qu'il s'occuperait de son mariage, le général devait visiter les places fortes du Piémont, notamment Gênes et Alexandrie, et voir le rôle qu'elles pourraient jouer dans des opérations contre l'Autriche.

A la suite de sa lettre au colonel Jarras, Martimprey prit son parti; il adressa au ministre une demande de disponibilité et de rentrée en France. C'était une résolution dont il ne se dissimulait pas la gravité. Nommé par l'Empereur, il renonçait brusquement et sans raisons apparentes au beau commandement qui lui avait été confié. Il prenait ce parti au début de la création du ministère de l'Algérie, peu de temps après la démission du gouverneur général et dès les premières manifestations de l'autorité du nouveau ministre. Personne ne pouvait s'y tromper : c'était un coup d'éclat, justifié, comme l'avait écrit Jarras, « par les folles utopies annoncées par certains partisans du système inauguré par le prince Napoléon ».

Toute la carrière du général pouvait s'en ressentir. Néanmoins, il n'hésita pas. Les premières instructions du nouveau commandant supérieur lui avaient montré que le général de Mac-Mahon se plierait absolument aux volontés du ministre de l'Algérie. Sa conscience, comme celle du maréchal Randon, lui dictait son devoir. Il avait résolu de quitter sa position et avait lancé sa demande. On mit quelque temps à lui répondre. Cependant, au commencement de février, Jarras le prévint que sa démission de commandant à Oran était acceptée. Il ajoutait : « Votre demande de rentrer en

Digitized by Google

France est publique à Paris depuis plus de quinze jours, et vous apprendrez sans doute avec plaisir que votre détermination est fort approuvée. » Il savait d'ailleurs que les motifs de cette détermination étaient nombreux, et il l'attendait dans le courant de mars.

Le 20 février, en effet, le maréchal Vaillant, ministre de la Guerre, lui adressait une réponse affectueuse :

Mon cher Martimprey,

Votre rentrée en France est décidée : c'est Esterhazy qui vous remplacera : les choses sont réglées ainsi depuis hier seulement; maintenant écrivez-moi : 1° à quelle époque vous voulez quitter Oran; je donnerai des ordres au général Esterhazy en conséquence; 2° quelles sont vos intentions? Accepteriez-vous la division qui va se trouver vacante à Lyon? Si vous suiviez mon conseil, ce serait oui. J'ai ma raison pour vous parler ainsi. Si une division active ne vous va pas, nous attendrons que la division territoriale dont vous avez envie soit vacante.

A vous de cœur.

Maréchal VAILLANT.

Le général fit alors connaître à Jarras qu'il ne fallait pas l'attendre avant la fin d'avril, parce que le général de Mac-Mahon l'avait invité à retarder son départ jusqu'à l'arrivée du général Walsin Esterhazy. Ce fut, en effet, le 1er mai seulement que Martimprey put débarquer à Marseille, pour arriver le surlendemain à Paris. Il savait déjà depuis quelques jours que les fonctions d'aide-major général de l'armée d'Italie lui étaient réservées.

Digitized by Google

CHAPITRE XI

CAMPAGNE D'ITALIE

(1859)

Composition de l'armée d'Italie. — Organisation du commandement. — Gâchis du début. — Rôle de Martimprey. — Sa note sur le plan de campagne. — Marche de flanc vers Novare. — Palestro. — Bataille de Magenta. — Martimprey à Ponte-Nuovo. — Marche sur Milan. — Combat de Melegnano. — Ordres de mouvement vers le Mincio. — Situation le 23 juin. — Bataille de Solférino. — Mouvements après la bataille. — Négociations. Armistice. — Paix de Villafranca. — Appel de Martimprey à Paris. — Sa nomination de grand officier de la Légion d'honneur. — Lettres de Pélissier.

Les circonstances tournaient décidément en faveur du général. Par le plus grand bonheur, son départ d'Oran venait de coïncider avec une situation nouvelle dans laquelle on ne pouvait se passer de ses services. La façon remarquable dont il avait rempli ses difficiles fonctions de chef d'état-major général en Crimée le désignait pour le même emploi dans la campagne qui se préparait. Il en fut prévenu officieusement avant d'avoir quitté l'Afrique. Il n'avait plus qu'à s'applaudir de la détermination qu'il avait prise.

La guerre contre l'Autriche était décidée dans l'esprit de Napoléon III depuis la fin de la guerre d'Orient. Toutefois, il en garda le secret jusqu'en 1858. Après son entrevue de Plombières avec M. de Cavour, au mois d'août de cette même année, il se décida, sans en parler encore. Au milieu du mois de décembre, il signa avec ce diplomate les conventions militaires qui

Digitized by Google

l'engageaient vis-à-vis du Piémont (1), et, à la réception du 1er janvier, il jeta le masque.

Toutefois, jusqu'au mois de mars, on parla de la guerre à mots couverts et, naturellement, on ne prépara rien. Mais, dans le courant du même mois, les mouvements de l'Autriche forcèrent le gouvernement à agir. Les nôtres commencèrent à la fin d'avril.

Lorsque le général de Martimprey arriva à Paris, le 3 mai, il rendit d'abord visite au maréchal Randon, alors major général de l'armée d'Italie; il apprit que, depuis la fin d'avril, celle-ci était constituée et que les troupes étaient déjà en marche.

Il reçut ses instructions et alla prendre les ordres de l'Empereur, le lendemain. Ce dernier lui remit, en outre, 10.000 francs, à distribuer à son arrivée en Italie et l'engagea à partir de suite. Le soir même, il prenait le train pour Marseille, s'embarquait le 5 sur le *Caire* et arrivait à Gênes le 6 mai.

L'armée d'Italie, dont il allait être le véritable major général, comprenait six corps d'armée :

1er corps, maréchal Baraguey d'Hilliers;
2e — général de Mac-Mahon;
3e — maréchal Canrobert;
4e — général Niel;
5e — prince Napoléon;
6e — général Regnault de Saint-Jean-d'Angély, commandant la Garde impériale.

Chaque corps d'armée devait compter environ 20.000 hommes; c'était un faible effectif.

L'Empereur s'en était réservé le commandement et avait désigné d'abord le maréchal Randon pour major général, avec Martimprey pour aide-major général. Mais, pendant le voyage de ce dernier, il avait changé

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

d'avis. Randon restait ministre de la Guerre et le maréchal Vaillant était nommé major général, malgré ses soixante-dix ans. Le général de Martimprey, maintenu comme aide-major général, avait pour chefs de service les officiers supérieurs d'état-major désignés ci-après :

De Rouvray, général de brigade, sous-aide-major général;

Jarras, colonel d'état-major, bureau de la correspondance générale et des mouvements;

De Maligny, colonel d'état-major, bureau des services administratifs et judiciaires;

Saget, colonel d'état-major, bureau des services politique et topographiqué.

Plus tard, le colonel Jarras, promu général de brigade, prit les fonctions de sous-aide-major général.

Le jour même de son arrivée à Gênes, le ministre de la Guerre annonçait à Martimprey sa mutation dans les termes suivants :

Paris, le 6 mai.

Mon cher Général,

A mon grand regret, il faut que je renonce, au moins pour le moment, à aller vous rejoindre. Il m'en coûte beaucoup, vous pouvez m'en croire.

Il n'y avait pas de cartes aux Tuileries pour vous : celles dont il a été question ne sont point encore en la possession de l'Empereur : quand il les aura reçues, il vous en fera parvenir. Le premier officier qui partira pour Gênes vous remettra une carte de Jomini en plusieurs feuilles qui me paraît bonne.

Vous avez du reste dans votre bagage d'état-major, indépendamment de la grande carte de la Lombardie et Vénétie, dressée par l'état-major autrichien, des cartes du Piémont qui doivent être bonnes à consulter.

Vous n'oublierez pas qu'entre le ministre de la Guerre et le

Digitized by Google

chef de l'état-major général de l'armée d'Italie, il ne pourra jamais exister des rapports trop fréquents et que vous pouvez compter sur mon zèle, mon ardent désir de concourir de tous mes moyens aux succès que l'Empereur ne peut manquer d'obtenir avec une armée pareille à celle dont Sa Majesté va prendre le commandement.

Maréchal RANDON.

Les détails qui précèdent montrent quelle hâte fiévreuse avait présidé à l'organisation et à la mobilisation de l'armée d'Italie. Les fautes du début de la guerre d'Orient recommençaient. Les changements de ministre de la Guerre et de major général à l'heure de la mobilisation n'avaient pu que suspendre les préparatifs de la campagne et augmenter le trouble qui existait déjà dans tous les services. De tout cela, il résultait une organisation du commandement suprême qui mérite qu'on s'y arrête. Elle eut une influence sur les fonctions du général de Martimprey et peut-être sur le reste de sa carrière.

La campagne d'Italie, d'ailleurs, n'est pas connue comme elle aurait dû l'être. La présence du souverain à la tête de l'armée devait avoir pour effet de dissimuler les erreurs au profit de sa réputation, et on alla si loin dans cet ordre d'idées qu'après la campagne, lorsqu'on en eut rédigé le récit officiel, revu et corrigé par lui, on fit détruire les archives qui auraient pu servir à en contester la vérité (1).

Au début, cependant, on ne songeait qu'à vaincre. L'Empereur avait tenu à commander l'armée, quoiqu'il n'eût jamais conduit une troupe devant l'ennemi. Aussi, avant de partir, quand il voulut établir un plan d'ensemble pour ses opérations, se trouva-t-il embarrassé. Il fit alors demander l'avis de M. Thiers et celui

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

du vieux général suisse Jomini, qui avait pourtant trahi son oncle Napoléon Ier, en 1813, en passant au service des Russes.

Pour parer à son défaut d'expérience, les généraux ne manquaient pas et un bon major général pouvait suppléer à tout.

S'il avait consulté à cet égard le chef éminent qui lui avait conquis Sébastopol, il est probable que ce dernier lui aurait conseillé de confier ces hautes fonctions à son ancien chef d'état-major général de l'armée d'Orient, le général de Martimprey. Mais Napoléon III ne passait pas pour aimer l'esprit frondeur et caustique de Pélissier; il avait confiance dans le maréchal Vaillant, qui la méritait, savait le ménager et lui avait déjà donné des preuves de sa capacité et de son dévouement.

Il le choisit pour major général. C'était alors un vieillard alourdi par l'embonpoint, mauvais cavalier, officier du génie de mérite, mais courtisan, spirituel, sceptique et insouciant (1). Il ne pouvait éclipser le général en chef, auquel ses conseils devaient être utiles. Toutefois, il avait, lui aussi, besoin d'un suppléant. Il lui fallait un homme capable, expérimenté, modeste, discipliné, prêt à accepter un rôle important en restant effacé. Le général de Martimprey répondait à cet idéal. Randon et Vaillant l'estimaient très haut, et l'Empereur était sûr de trouver en lui un subordonné respectueux, obéissant, très actif, travailleur acharné, qui veillerait à tout. On n'hésita donc pas à faire passer au rang de sous-chef d'état-major un chef militaire qui avait rempli en Crimée les fonctions de major général avec un talent remarqué.

Désormais, par conséquent, les ordres de mouvement ou de combat, souvent inspirés par Martimprey, mais prescrits par l'Empereur ou le maréchal Vaillant,

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

devaient être préparés, détaillés et parfois même conçus par l'aide-major général, qui, dans ce but, ne quitterait plus le quartier impérial.

Martimprey, heureux de faire campagne dans une position où il pourrait être utile, n'eut pas un instant d'hésitation et prit de suite son service.

Ce ne fut pas une sinécure. L'armée n'était alors organisée que pour la paix, et, jusqu'au mois d'avril, l'Empereur voulant qu'on parlât le moins possible du concours qu'il avait promis au Piémont, empêchait qu'on donnât les ordres nécessaires aux préparatifs d'une campagne. C'était la même tactique que pour la guerre d'Orient. Puis, quand les concentrations des Autrichiens en Italie rendirent notre présence indispensable, il fit partir en hâte les divisions et les brigades telles qu'elles étaient constituées, pensant que cela suffisait. Il le déclara quelques jours après : « On devait s'organiser en route. »

Il résulta de cette idée que l'armée se trouva rapidement dans un gâchis complet. Rien n'était prêt et on manquait de tout.

A Gênes, le général de Martimprey avait été devancé, depuis le 28 avril, par le colonel d'état-major Lebrun, qui avait reçu du maréchal Vaillant l'ordre verbal de se rendre dans cette ville afin de pourvoir à tous les besoins et à l'installation de la portion considérable de l'armée destinée à la traverser. Un crédit lui avait été ouvert à la Banque de Gênes. La peine qu'il se donna pour remplir sa mission est indicible. Tout manquait; chevaux, logements, munitions, approvisionnements, rations, tout devait être improvisé. Il fut relevé de ses accablantes fonctions le 6 mai, au moment de l'arrivée du général de Martimprey. Ce dernier commença par prévenir l'Empereur de son débarquement. Puis il rendit visite au maréchal Baraguey d'Hilliers et aux chefs des différents services. Il régla avec le grand

Digitized by Google

prévôt l'installation de l'état-major général; il vit le général Leboeuf pour la répartition de l'artillerie et de son matériel; le général Frossard pour la répartition du génie; l'intendant général Pâris, pour celle du personnel de l'intendance, de l'administration, des magasins, des transports, des hôpitaux, des distributions, etc.; il arrêta, de même, le service du payeur général pour le Trésor et les postes, et fixa définitivement la composition de l'état-major général. Il trouva encore le moyen de recueillir des renseignements sur l'ennemi et partit le 7 pour Alexandrie. Il revint à Gênes le 8 et adressa de là à l'Empereur le télégramme suivant :

A Sa Majesté l'Empereur, à Paris,

L'heureuse concentration de votre armée et de l'armée Sarde dans des positions dominantes permet à Votre Majesté de laisser son organisation s'achever, avec d'immenses avantages pour de prochains succès. Votre Majesté, arrivant 8 ou 10 jours trop tôt, si elle part mardi, pourra le regretter, quant au contraire, ces quelques jours de plus passés en France par l'Empereur doivent, sous la continuation de sa puissante impulsion, assurer à cette armée sa plénitude de force. Je me crois autorisé à dire qu'elle pense comme moi...

.....

L'aide-major général,

E. DE MARTIMPREY.

En attendant, il trouvait les troupes dans un désarroi complet. Baraguey d'Hilliers et Mac-Mahon n'avaient pas d'artillerie; le corps du maréchal Canrobert se trouvait sans cartouches; il n'y avait pas d'équipages de pont pour franchir les rivières, dans un pays qui en était sillonné; les objets les plus indispensables manquaient aux soldats; les cavaliers n'avaient pas leur armement; les régiments, partis à la hâte,

Digitized by Google

réclamaient des chaussures; il fallut commander en France des rations de lard et de biscuit par millions. Le travail de l'aide-major général en fut centuplé. Néanmoins, il accomplit sa tâche grâce à une activité incessante et finit par parer à tous les besoins.

Le 12, Napoléon III arriva à Gênes et, dans l'après-midi, réunit un conseil de guerre qu'il présida. Martimprey s'y trouva avec les maréchaux Vaillant et Baraguey-d'Hilliers, les généraux Mac-Mahon, Lebœuf, Frossard et Regnaud de Saint-Jean d'Angely. Le plan du général Jomini, que l'Empereur semblait vouloir adopter, présentait trois hypothèses :

1° Passer le Pô à Plaisance et tourner la gauche autrichienne;

2° Passer le Pô à Valenza et attaquer de front;

3° Passer au nord, par Novare et Magenta, et tourner la droite de l'ennemi (1).

C'est la première combinaison que Napoléon proposa à ses généraux. Ceux-ci déclarèrent qu'ils n'étaient pas prêts et la-dessus la séance fut levée. Si Martimprey avait été major général, il aurait pu causer au préalable avec l'Empereur et éviter peut-être le mauvais effet de cette première entrevue. Mais ce soin regardait le maréchal Vaillant, qui préférait ne pas s'en mêler. L'Empereur ignorait sans doute qu'un véritable chef d'armée ne rassemble jamais de conseil de guerre. Aussi jaloux de son initiative que de son autorité, il entend garder pour lui seul la responsabilité de ses actes et commande sans hésitation au lieu de chercher des avis.

Quant à l'aide-major général, « il était déjà absorbé par l'effrayante besogne de tout prévoir et de tout régler pour assurer l'existence de l'armée, la transmission des ordres et leur exécution (1) ».

---

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

Il résulta de cette situation que, jusqu'au 16 mai, l'Empereur, donnant lui-même des ordres selon les avis qu'il recevait sur les mouvements de l'ennemi, les faisait généralement suivre d'un contre-ordre qui arrêtait sur place les troupes en marche, paralysait toutes les initiatives, décourageait les plus ardents, fatiguait les officiers et les soldats. Pour obvier à ces inconvénient, Martimprey fit préparer plusieurs itinéraires destinés aux mouvements de l'armée, suivant les diverses hypothèses qu'il prévoyait.

Mais tout le monde n'était pas d'aussi bonne composition. Le roi Victor-Emmanuel, lui, s'exaspérait et écrivait à Cavour, le 16 :

Le très digne Empereur nous fait marcher à la baguette; il change, rechange ses projets et veut des choses impossibles.... Les dispositions militaires sont étranges, et si nous continuons à aller de ce pas, nous serons bientôt sans armée (1).

A cette date Martimprey, voyant les hésitations du commandant en chef, avait rédigé, sous forme de note, un projet pour la campagne d'Italie. Il put la lire à l'Empereur à Alexandrie :

Note lue à l'Empereur à Alexandrie

le 16 mai 1859.

Projet pour la campagne d'Italie.

Général DE MARTIMPREY.

Si, comme tout porte à le croire, les Autrichiens sont concentrés entre la Sesia, le Pô et le Tessin, avec Mortara pour pivot de leur droite, ils occupent alors le centre d'un cercle de six lieues de rayon dont la circonférence passe par Verceil-Casale, Valenza, Bassignano, et se confond à

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst,

Digitized by Google

peu près avec le cours du Pô, vis-à-vis de nos positions de Sale, Caséi et Voghera. Les points qui viennent d'être mentionnés, sans parler de ce qui s'étend vers Varzi et Bobbio, jalonnent une ligne de 20 lieues couvertes par la Sésia et le Pô, et dont Alexandrie occupe à peu près le milieu. Cette grande place, en relation par une ligne de fer avec nos deux bases de Gênes et de Suse, est aussi le point de départ des deux lignes de fer qui s'étendent sur notre droite et notre gauche actuelles.

Alexandrie, qui a été le lieu de la plus heureuse concentration de forces, doit conserver pour nous une importance capitale jusqu'à ce que les opérations nous aient conduits à rejeter les Autrichiens au delà du Tessin, et, dans la supposition, qu'il faut toujours faire entrer en compte, qu'on peut éprouver quelque échec, nos entreprises ne doivent, en aucun cas, nous exposer à être séparés d'Alexandrie.

Cela et l'observation que notre ligne actuelle a une étendue plus que le triple du rayon de la circonférence suivant laquelle l'ennemi, s'il agissait avec audace, pourrait se porter avec toutes ses forces sur un point de notre ligne, semble conseiller de resserrer celle-ci, au moment où nous voudrons réellement entrer en action, et de faire en sorte de ne pas cesser de couvrir Alexandrie.

Un grand mouvement vers la droite ne remplirait pas ce but. Si l'on manquait le passage du Pô au-dessus du confluent du Tessin, on laisserait à l'ennemi beau jeu vers Verceil et Casal. Au contraire, si l'on opère vers la gauche, l'on couvre par Alexandrie la communication avec Gênes et par ses propres opérations cette place et Turin. Déjà, on a un bon passage à Casal. La Sésia offre moins de difficultés que le Pô. Il faudrait, entre Casal et Cambio, tenter le passage du Pô. On peut ne pas réussir; mais aussi il n'y a pas d'échec réel. Si l'on réussit, on livre bataille entre Saint-Georges et Mortara et l'on rejette les Autrichiens derrière le Tessin; première portion de la campagne qu'on ne peut guère supprimer (1).

---

(1) Voir la carte n° III (croquis d'ensemble de la campagne d'Italie).

Digitized by Google

En résumé, Martimprey conseillait à l'Empereur de tourner les Autrichiens par leur droite. Cette combinaison était d'autant plus logique qu'à cette date l'ennemi, trompé déjà par notre démonstration sur Plaisance, retirait ses forces de Verceil pour les ramener au sud.

Napoléon III cependant ne décida rien, et la concentration de nos corps d'armée au sud du Pô s'acheva le 17. Plus que jamais nos adversaires crurent que notre offensive allait se dessiner par la route Voghera-Plaisance.

De notre côté, on s'aperçut que le maréchal Vaillant, quoique officier du génie, n'avait pas prévu le siège de cette place et que notre parc de siège n'était pas arrivé. Peut-être l'armée sarde pourrait-elle y suppléer. Par suite, on fit le 17 quelques mouvements sans importance et les deux jours suivants on resta immobile.

Il n'en fut pas de même chez l'ennemi. Voulant arrêter notre marche, il fit attaquer le 20, par un corps d'armée d'environ vingt mille hommes, à Montebello, la division Forey, qui formait notre avant-garde. Nos soldats, impatients de se mesurer avec l'ennemi, montrèrent une grande vigueur, le battirent et le repoussèrent. C'était un heureux début.

L'Empereur se rendit, le 21, avec les généraux Martimprey et Fleury sur le terrain du combat pour féliciter le vainqueur. L'aide-major général fut alors témoin de l'impression douloureuse que la vue des blessés causa au souverain.

Napoléon III est livide. C'en est fini de ses idées de conquête. La gloire coûte trop cher. Son cœur se révolte et s'apitoye. Il se reproche ce sang versé... la douleur le rend muet et l'annihile. Il s'arrache enfin à ce spectacle et revient à Voghera, etc. (1).

La première idée que le combat de Montebello sug-

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

géra à Napoléon III fut la probabilité d'une nouvelle attaque. Il voulut se mettre en mesure de la repousser et fit donner l'ordre aux armées sarde et française d'exécuter une concentration générale sur Voghera.

Cependant, l'ennemi ne bougeait pas et les nouvelles qui arrivaient au quartier général étaient rassurantes.

L'Empereur fit alors donner contre-ordre aux Sardes et arrêta leur marche, ce qui provoqua chez le roi Victor-Emmanuel une colère non déguisée. Reportant ensuite sa pensée sur la note que le général de Martimprey lui avait lue et qui se rapprochait de la troisième combinaison de Jomini, Napoléon III réunit un nouveau conseil de guerre destiné à fixer ses idées. Il y avait là le maréchal Vaillant, le général de Martimprey et les généraux Lebœuf et Frossard, commandant en chef l'artillerie et le génie de l'armée. Il leur soumit deux questions :

1° L'armée franco-piémontaise doit-elle poursuivre ses opérations sur le bas Pô en marchant sur Plaisance, passer ce fleuve près de cette place et se porter ensuite au-devant de l'armée autrichienne?

2° Doit-elle renoncer à sa marche sur Plaisance, rétrograder, puis, remontant le Pô par sa rive droite, le franchir près de Casal, se porter sur Novare, passer le Tessin et attaquer l'ennemi au centre de la Lombardie (1)?

La délibération dura plus de trois heures; les membres du conseil étaient divisés. A la fin, deux avis restèrent en présence. Le maréchal Vaillant voulait poursuivre le mouvement sur Plaisance. Le général de Martimprey avait une idée contraire. « Le siège de Plaisance et le passage du Pô, sous cette place, présentaient

(1) Général Lebrun, *Souvenirs de la guerre d'Italie.*

Digitized by Google

à son avis de grandes difficultés; il préférait le grand mouvement tournant qui devait permettre d'envahir la Lombardie par le haut Tessin. Ce nouveau plan d'opérations avait d'ailleurs pour lui cet avantage incontestable que si, plus tard, l'armée française, à la suite d'un revers, venait à être forcée de se replier, sa retraite sur Alexandrie et Turin serait assurée et facile, tandis qu'un échec devant Plaisance l'obligerait peut-être à se retirer sur Gênes (1) ».

Ce raisonnement frappa les membres du conseil, au point qu'il fut transmis plus tard à diverses personnalités de l'armée et conservé par le général Lebrun, alors chef d'état-major du 2e corps d'armée (Mac-Mahon). Ce furent en effet ces observations, conformes à la note lue à l'Empereur, le 16 mai, qui décidèrent de la direction imprimée aux opérations.

Toutefois, Napoléon III, persuadé maintenant qu'il ne fallait plus continuer la marche sur Plaisance, ne se décida pas de suite en faveur de la proposition de Martimprey. Soit qu'il ne voulut pas paraître guidé par ses généraux, soit pour une autre raison, il adopta la deuxième combinaison de Jomini, le passage du Pô à Valenza suivi d'une attaque de front, et donna à l'aide-major général l'ordre de préparer un mouvement dans ce sens.

Ce dernier établit le 25 un itinéraire d'ensemble qui devait porter les deux armées au delà du Pô et de la Sésia, le 31 mai. Il communiqua ce travail au général Frossard qui partageait sa manière de voir, et tous deux s'entendirent pour présenter encore diverses observations à Napoléon III. Cette entrevue, qui eut lieu le 26, décida Sa Majesté à revenir au projet d'une opération sur la droite de l'armée autrichienne en passant par Novare. L'Empereur remit dans ce but, le même jour,

(1) Général Lebrun, *Souvenirs de la guerre d'Italie.*

Digitized by Google

à l'aide-major général, une note autographe qui était le résumé des dernières conversations (1).

Le nouvel itinéraire des armées alliées était prêt. Le général de Martimprey le signa par ordre et l'expédia de suite. Le mouvement devait commencer le lendemain 27.

Le 1er corps (Baraguay-d'Hilliers), partant de Casteggio, devait être le 3 juin à Novare, laissant une division sarde à Verceil et une autre à Casal pour faire une démonstration sur le Pô, à Candia.

Le 2e corps (Mac-Mahon), parti de Voghera, devait arriver à Novare le 2 juin.

Le 3e corps (Canrobert), qui était à Ponte-Curone et Alexandrie, atteignait Novare le 1er juin.

Le 4e corps (Niel) partant de Sale et de Pecetta, arrivait aussi à Novare le 1er juin.

La Garde, quittant Alexandrie, ne devait être dans cette ville que le 2 juin.

L'armée du Roi occuperait cette ville et Casal, le 1er juin (1).

Cette marche de flanc, couverte par le Pô et la Sesia, devait être protégée par une division sarde chargée d'occuper Palestro. Mais le Roi ayant fait observer que cette division était trop faible pour résister à un corps d'armée ennemi, on décida d'envoyer à Palestro deux autres divisions sardes et le 3e corps (Canrobert) pour les soutenir.

Il en résulta les brillants combats de Palestro, le 30 et le 31 mai, dans lesquels les Sardes et le 3e zouaves enfoncèrent les Autrichiens et leur enlevèrent une batterie. L'Empereur, venu avec le Roi sur le terrain du combat, fut impressionné par la vue des mourants, ne put y rester et rentra à Verceil.

---

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst. Pièces justificatives.

Digitized by Google

La marche de flanc du reste de l'armée s'effectua ainsi sans encombre et le soir du 1er, la plus grande partie de nos corps se trouvaient suivant les ordres donnés, entre la Sesia et le Tessin. Le mouvement tournant sur la droite de l'ennemi était presque achevé. Novare était occupé par le 2e corps, précédé par le 4e dans la direction du Tessin. L'Empereur vint dans cette ville à la fin de la journée et appela près de lui le major général, l'aide-major général et les commandants d'armes spéciales pour conférer sur la situation. Craignant une attaque de la part des Autrichiens, il voulait l'attendre à Novare, persuadé qu'ils allaient renouveler l'offensive de Radetski, en 1849. Mais le général de Martimprey, s'appuyant sur les rapports des reconnaissances, qui ne signalaient pas de troupes ennemies dans les environs, exprima un avis opposé. L'Empereur disposait de 100.000 hommes; il pouvait, selon lui, continuer sa marche en avant et attaquer avec succès le premier corps autrichien qu'il rencontrerait. Le général Lebœuf soutint son opinion. Mais l'Empereur, hésitant toujours, ne prit aucune résolution et parut attendre que l'ennemi vînt à sa rencontre. Le 2 juin, la concentration des deux armées était un fait accompli; Napoléon III avait sous la main une force offensive redoutable; il fallait prendre une détermination. Il se borna à prescrire à son aide-major général de préparer des ordres de mouvement pour le passage du Tessin, exprimant son intention de marcher ensuite sur Milan.

Mais, dans la journée, il expédia lui-même divers ordres, généralement suivis de contre-ordres, qui rendirent difficile l'exécution de ses volontés et causèrent de grandes fatigues. Par suite, dans la soirée du 3 juin, la veille de la bataille de Magenta, la situation était la suivante :

Les 1er et 4e corps (Baraguey d'Hilliers et Niel) étaient

Digitized by Google

à Novare; le 3e (Canrobert) et l'armée sarde vers Robbio et Palestro, avec l'ordre de se rendre le lendemain, Canrobert à Novare et le roi à Turbigo. Le 2e corps (Mac-Mahon), qui avait franchi le Tessin à Turbigo avec la division de voltigeurs de la Garde (général Camou), mise sous ses ordres, et qui avait repoussé de Robechetto, dans la matinée, une avant-garde autrichienne, se trouvait autour de ce village; les voltigeurs de la Garde étaient en arrière, entre Robechetto et Turbigo. Les grenadiers de la Garde à Novare.

L'extrême division du sol, les nombreux canaux et les vignes n'avaient pas encore permis d'utiliser la cavalerie, ce qui empêchait l'armée d'être bien éclairée. Elle n'avait, pour la renseigner, que le service des espions, qui était du reste bien fait. En ce moment, elle était coupée en deux par une rivière importante, le Tessin, et le seul but qui lui fût indiqué était d'atteindre Milan. L'entrée triomphale dans la capitale de la Lombardie semblait la pensée dominante. Quant au véritable objectif, l'armée ennemie, on ne s'en préoccupait que dans l'espoir de la voir se retirer.

Dans cette journée du 3, comme dans celle du 4, l'Empereur, qui tenait toujours à diriger lui-même les opérations, utilisa peu son état-major général. Son idée fixe fut définie dans une lettre au Roi : « ... Dès que les troupes françaises et sardes seront arrivées à Novare, nous nous porterons à marches forcées sur Milan... » (1).

Il résulta de tout cela une situation qui fut un moment assez critique et qui fit attribuer au général de Martimprey un rôle inattendu.

De différents côtés, dans la journée du 3, l'Empereur, le Roi et leurs états-majors furent prévenus que les Autrichiens, ayant repassé le Tessin, battaient en

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

retraite. Napoléon III fut vivement sollicité d'ordonner la poursuite. Mais il n'en fit rien et, renonçant aux avantages que lui assurait son mouvement de flanc, il ne s'occupa que de prescrire la marche sur Milan.

L'armée allait donc avoir, sur la rive gauche du Tessin, un corps d'armée et demi en route sur Magenta et Buffalora; le reste était sur la rive droite et devait se porter sur ces localités pour rejoindre le 2e corps. De là, on se dirigerait ensemble sur la capitale. Pour franchir le Tessin, la portion de l'armée qui était sur la rive droite avait à franchir trois ponts formant autant de défilés : celui de San-Martino, sur le Tessin; celui de Ponte-Nuovo di Magenta, sur le canal du Tessin, appelé le Naviglio-Grande, et, un peu au sud, celui du chemin de fer, sur le même cours d'eau, tous deux à 5 kilomètres à l'ouest de Magenta.

L'Empereur était persuadé que, le 4 juin, il n'y aurait pas d'affaire. Son major général, le maréchal Vaillant, avait fait dire le matin au général Renaud, malade, qu'il pouvait rester à Novare; « il n'y aura pas de combat aujourd'hui; le passage de l'armée au delà du Tessin sera terminé d'ici à deux jours, et, avant, il n'y aura rien d'intéressant » (1). Et, confiant lui-même dans une journée de repos, il resta à Novare.

Napoléon III, naturellement, ne demanda pas d'autre avis et monta en voiture, vers 10 heures et demie, pour aller voir les ponts du Tessin. Le général de Martimprey l'accompagnait, avec le général Fleury et le colonel Vaubert de Genlis (1).

L'aide-major général, n'ayant d'autres renseignements que ceux du souverain, croyait, comme lui, à une journée tranquille. Tandis qu'on roulait vers Trécate, la division de grenadiers de la Garde, suivant la grande route, arrivait au pont de San-Martino, passait

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

le Tessin et s'avançait au delà, sur la rive gauche. Le 4e corps se mettait en mouvement avec une colonne interminable de voitures, qui empêchait le 3e d'avancer et le forçait à rester sur place.

A 11 heures et demie, la tête de colonne de la Garde fut subitement arrêtée par une batterie autrichienne. L'ennemi s'était porté sur la route que nous suivions et nous surprenait en formation de marche.

L'Empereur et les généraux qui l'accompagnaient, étonnés d'entendre le canon, montèrent de suite à cheval, à Trécate, et se dirigèrent vers le Tessin. De là, on percevait les décharges de l'artillerie de Mac-Mahon, qui était engagé de son côté. Mais elles cessèrent bientôt après, ce qui inquiéta vivement l'Empereur.

La division de grenadiers de la Garde, assaillie par des forces très supérieures, leur résistait avec peine et demandait des renforts. Ses pertes, déjà assez fortes, rendaient sa position critique. L'Empereur, à cette vue, fut saisi d'une grande inquiétude. Il n'avait pas l'habitude des combats; l'image de la défaite, avec toutes ses conséquences, se dressa devant ses yeux; il en fut un instant comme terrifié. Le maréchal Canrobert a raconté « qu'immobile, l'air effaré, le regard fixé du côté où il a entendu le canon, il n'était plus que la figuration du commandement. Ceux qui l'entourent en sont frappés. Il n'y a rien à attendre de lui; chacun doit faire de son mieux et ne s'inspirer que de ses idées. C'est ce que pensent à la fois le général Lebœuf et le général de Martimprey » (1). Le premier va chercher des batteries et s'occuper du moyen de les faire arriver. « Le général de Martimprey se décide à prendre sur ce point la direction du combat, et, jusqu'à l'arrivée du maréchal Canrobert, on le trouvera aux

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

points les plus menacés, ralliant les défaillants et mettant un peu d'ensemble dans le décousu du combat, où, sans lui, chaque unité, livrée à elle-même, serait complètement désorientée (1). »

La lutte se localise autour de Ponte-Nuovo di Magenta et devient extrêmement violente. Le général Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, accablé par les masses autrichiennes qui augmentent à chaque instant, demande des secours à l'Empereur, qui ne peut en envoyer. Martimprey prend alors sur lui d'appeler les zouaves de la Garde et un bataillon de grenadiers qui n'avait pas encore donné. Ce petit renfort permit de soutenir encore le combat (2).

Un officier d'état-major vint alors prévenir Napoléon III que des colonnes autrichiennes, arrivant du sud et remontant le cours du Tessin, menaçaient de nous couper du pont de San-Martino. On se demandait comment faire face à ce nouveau danger, lorsque le général Picard, du 3e corps (Canrobert), arriva avec sa brigade. L'Empereur l'ayant questionné, sans lui donner d'ordres, le général de Martimprey lui prescrivit de déployer ses régiments sur les deux rives du canal et de prendre l'offensive pour faire croire à l'approche d'une force imposante (2). Cette diversion fut des plus heureuses. L'ennemi, qui était sur le point de tourner la division de grenadiers et de lui couper la retraite par San-Martino, fut arrêté. La lutte continua encore avec des feux meurtriers de part et d'autre.

Nos troupes voyaient les Autrichiens se renforcer à chaque instant et pouvaient à peine résister à leurs coups; l'Empereur était dans une anxiété extrême et ses traits peignaient son angoisse. Bientôt, les projectiles tombent autour de lui; on craint pour sa vie; ses

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.
(2) Voir la carte n° IV (Bataille de Magenta).

Digitized by Google

officiers l'entraînent sur la route, dans la direction du pont de San-Martino, près duquel il s'arrête et reprend position (1).

Pendant ce temps, le général Martimprey, jugeant sa présence nécessaire sur le terrain du combat, y était resté, prêt à seconder le général Regnaud par tous les moyens. Au même moment, le maréchal Canrobert, que Napoléon III avait empêché de se mettre en route le matin, arriva au pont de San-Martino avec son corps d'armée, qui avait pu enfin se dégager des voitures du 4e corps. L'Empereur restant silencieux et ne donnant aucun ordre, il se décida à agir de sa propre autorité et se rendit d'abord sur le lieu de la lutte pour juger la situation. Il y trouva Martimprey, qui le mit de suite au courant. Le général Niel (4e corps) arrivait à ce moment. Le maréchal s'entendit avec lui pour combiner une attaque sur le village de Ponte-Vecchio di Magenta, par lequel débouchaient les colonnes ennemies, à deux kilomètres environ au sud de la voie ferrée.

Bientôt, grâce à cet appui, la bataille prit une autre tournure; la rive droite du canal fut dégagée; les Autrichiens, rejetés dans Ponte-Vecchio, l'abandonnèrent au maréchal, qui s'y fortifia, repoussa un retour offensif de l'ennemi et s'y maintint.

Ce fut le dernier effort de nos adversaires de ce côté; à Ponte-Nuovo, où Martimprey était resté, ils cédaient aussi du terrain. On entendit alors de nouveau le canon de Mac-Mahon, ce qui ranima l'élan de nos troupes.

L'aide-major général continua à suppléer aux ordres qu'on ne lui donnait pas, « chargea d'abord le capitaine Saget de dégager la grande route, qui était la seule artère de la bataille, et, deux heures après, les abords du pont furent libres. Puis, craignant que la

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

bataille, dont l'issue était encore douteuse, ne vînt à recommencer le lendemain, il prit à part le général Fleury et lui demanda de vouloir bien écrire sur une feuille de son calepin les instructions suivantes :

1° Ordre de faire partir les guides et la division de cavalerie Partouneaux pour être au petit jour à San-Martino.

2° Ordre à l'intendant Pâris d'envoyer toute la nuit des convois de vivres et d'avoine par la grande route.

3° Au colonel d'Ouvrier (de l'artillerie) de faire partir séance tenante soixante voitures de munitions d'infanterie.

4° Au maréchal Baraguey d'Hilliers (1er corps) de se porter sur San-Martino par la *voie du chemin de fer*, ou par une route de traverse, s'il en trouve. La grande route sera réservée aux convois.

5° Envoyer l'ambulance du quartier général, des médecins et des infirmiers (1).

Ces ordres furent rédigés et portés de suite, et, à 8 heures et demie du soir, le général Jarras, de l'état-major général, put constater que leur exécution était commencée.

La lutte avait été vive à Ponte-Nuovo, et si les Autrichiens l'avaient cessée vers le soir, malgré leur supériorité numérique, c'est qu'ils avaient entendu sur leur droite une puissante canonnade et une nouvelle bataille qui s'engageait sur leur flanc, menaçant leur ligne de retraite.

Le général de Mac-Mahon, parti le matin des environs de Robechetto, avec la division Camou, des voltigeurs de la Garde, avait vu, du haut des clochers, le déploiement des masses autrichiennes et s'était d'abord avancé sur Magenta et Buffalora. Ayant trouvé ce dernier village aux mains des grenadiers de la Garde et sûr désormais d'être en relations avec le reste de l'armée, il avait suspendu son tir d'artillerie pour se for-

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

mer en colonne d'attaque sur Magenta. Puis, tout étant prêt et son corps bien en main, il avait exécuté sur ce village une marche concentrique, soutenue et préparée sur sa droite par une batterie de 30 bouches à feu. L'ennemi était aussi en forces sur ce point et le combat y avait pris bientôt une violence extrême. Mais rien n'avait pu ralentir l'ardeur de nos soldats, qui sentaient leur attaque bien combinée. Ils avaient d'abord refoulé l'ennemi sur le village, où, malgré sa résistance acharnée, ils avaient triomphé de ses efforts et remporté un succès éclatant.

Le soir, vers huit heures, un officier d'ordonnance de l'Empereur, le colonel d'état-major de Toulongeon, venu pour prendre des nouvelles et ayant quitté Sa Majesté au moment où elle doutait du succès, ne pouvait en croire ses yeux. Avant de repartir, il avoua que l'Empereur, quand il l'avait quitté, étudiait sur ses cartes, avec le général de Martimprey, les routes que l'armée pourrait suivre pour battre en retraite.

Quand il revint au quartier général, l'Empereur savait déjà qu'il avait remporté une grande victoire. Il le trouva rasséréné et heureux.

A onze heures, Napoléon III adressa à l'Impératrice un télégramme qui lui apprenait son succès et dans lequel il disait : « Le général de Mac-Mahon, s'emparant de Magenta après des combats sanglants, l'avantage nous est resté.

« Les généraux de Mac-Mahon, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, le maréchal Canrobert et Vinoy se sont couverts de gloire (1) ».

On pouvait être surpris de ne pas voir cité dans ce télégramme le nom de Martimprey. Canrobert lui-même en fit plus tard la remarque. Il est cependant

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

naturel qu'un chef d'armée, en pareil cas, ne cite que les commandants d'unités engagées au combat.

Ce fait n'enlevait rien au mérite qu'avait eu l'aide-major général à soutenir, sur le terrain, les généreux efforts du commandant de la Garde.

Avant de quitter l'Empereur, dans la soirée du 4, il reçut l'ordre de préparer trois décrets : l'un, nommant le général Decaen général de division, sur la demande de Mac-Mahon, à la place du général Espinasse glorieusement tué à l'ennemi; l'autre, élevant le commandant du 2e corps à la dignité de maréchal de France; le troisième lui conférant le titre de duc de Magenta. L'Empereur signa et fit expédier le premier, puis réserva les deux autres.

Il les porta lui-même au général de Mac-Mahon, le 6 au matin, l'embrassa en le faisant maréchal de France et duc et lui témoigna sa profonde gratitude.

Cette double récompense, si brillamment gagnée, provoqua, dans l'entourage du souverain, une appréciation inattendue. Ses amis les plus intimes trouvèrent qu'en agissant ainsi l'Empereur proclamait Mac-Mahon le vainqueur de la bataille, que l'honneur de la victoire devait revenir au chef de l'armée qui avait donné les ordres de mouvement, que ce dernier aurait dû attendre pour décerner ces faveurs et ne pas attribuer à la bataille le nom de Magenta. On s'en prit même au général de Martimprey, prétendant que c'était lui qui aurait dû faire ces observations à Napoléon III et lui reprochant de n'avoir pas à cet égard l'initiative nécessaire. Le général Fleury soumit la première partie de ces réflexions à l'Empereur et l'Impératrice les trouva justes.

On oubliait que le général de Martimprey, placé pour la première fois auprès du souverain et n'étant pas major général ne pouvait s'attribuer le droit de lui adresser des observations aussi intimes. Il était d'ail-

Digitized by Google

leurs dans sa nature et dans son éducation militaire d'obéir strictement aux ordres de ses supérieurs et de ne faire d'observations que dans des cas d'une gravité extrême, après y avoir été autorisé.

Du reste, le soir de Magenta, les combattants de Ponte-Nuovo et de Ponte-Vecchio eurent d'abord le sentiment que, si le combat cessait et si l'ennemi se retirait, c'était de sa part un acte volontaire. La plupart avaient la conviction qu'il était assez fort pour recommencer la lutte le lendemain. Mais quand ils connurent le succès de Mac-Mahon et la prise de Magenta, ils comprirent que ces résultats avaient décidé la retraite de l'ennemi. On a su depuis que la fatigue des Autrichiens était telle que leur commandant en chef n'avait pas cru pouvoir leur faire reprendre la lutte le 5 juin.

Ces considérations montrent que l'acte de Napoléon III, décernant à Mac-Mahon sur le champ de bataille la dignité de maréchal et le titre de duc, était justifié. Quant à son aide-major général, on ne pouvait que le louer de la part qu'il avait prise à la bataille. L'Empereur, qui était bienveillant et reconnaissant, ne devait lui en conserver qu'un bon souvenir.

Nos pertes étaient sensibles. Nous comptions 3.650 officiers et soldats tués ou blessés. Parmi ces derniers se trouvait le général Auguste de Martimprey, frère cadet de l'aide-major général et commandant une brigade d'infanterie du 4e corps. Son nom fut cité dans le bulletin de victoire, ce qui est toujours un grand honneur. Cette blessure, qui parut d'abord assez légère, fut bientôt reconnue assez grave. Elle créait pour le général des droits à peu près certains à la troisième étoile.

La victoire de Magenta donna lieu plus tard à des appréciations variées. Le succès du maréchal de Mac-Mahon et les récompenses dont il fut l'objet, lui firent attribuer une part de gloire qui dépassait la réalité.

Digitized by Google

L'Empereur, frappé lui-même des observations qui lui furent présentées, s'empressa de nommer aussi maréchal de France le commandant de la Garde impériale, qui s'était illustré à Ponte-Nuovo.

Pour remettre les choses au point, il convient de s'en rapporter au jugement de l'aide-major général qui les a résumées comme il suit :

Le maréchal de Mac-Mahon a eu là un grand et considérable rôle; mais si la Garde impériale n'eût pas tenu ses positions avancées, qu'il fallait qu'elle tînt; si le général Niel, si le maréchal Canrobert n'étaient venus l'appuyer et aider aussi aux résultats définitifs du maréchal de Mac-Mahon sur Magenta, le maréchal de Mac-Mahon aurait eu, au lieu d'une victoire, un échec.

Le 5 juin, le quartier général resta sur place et se transporta le 6 à Magenta. Le général de Martimprey eut sa journée prise par la préparation des ordres relatifs à l'entrée de l'armée à Milan. L'honneur de traverser le premier cette capitale, fut réservé au corps Mac-Mahon, comme l'entrée à Berlin, en 1806, l'avait été au corps de Davout.

En même temps, comme on venait d'être informé de la retraite isolée du corps autrichien du général Urban vers le lac de Côme, l'aide-major général eut à prescrire au général de cavalerie Desvaux de l'atteindre et de l'attaquer. Cette tentative n'ayant pas réussi, on reprit le mouvement général vers Milan qui était devenu la grande opération du moment.

Mac-Mahon y entra triomphalement le 7 au matin et alla établir son campement sur les remparts. Ayant été avisé alors d'une concentration des forces ennemies à Melegnano, il en prévint l'Empereur, qui était installé à Quarto-Carquino, près de la ville. La dépêche ne put lui être remise que la nuit.

L'Empereur dormait; le colonel Favé le réveilla. La

Digitized by Google

missive du maréchal lue, il fit appeler le général de Martimprey et lui prescrivit de disposer les 1er, 2e et 4e corps en demi-cercle pour cerner les Autrichiens, et de confier le commandement de cette expédition au maréchal Baraguey d'Hilliers, qui n'avait point encore combattu.

Le général de Martimprey combina ces instructions avec soin. Si elles avaient été suivies à la lettre, les Autrichiens qui occupaient Melegnano eussent été cernés et obligés de mettre bas les armes (1).

On aurait surtout évité les sanglants sacrifices et la grande effusion de sang qui signalèrent cette affaire. Mais, poussé par l'amour-propre, le maréchal Baraguey-d'Hilliers voulut agir seul sans attendre le concours des 2e et 4e corps d'armée. Il fit attaquer de front une position bien défendue, sans préparer son offensive, et subit des pertes extrêmement graves. L'ennemi fut vaincu et repoussé; mais au prix de nombreux tués et blessés. La réputation du maréchal s'en ressentit toujours.

Le général de Martimprey accompagna les souverains quand ils entrèrent, le 8, dans la capitale de la Lombardie. Il assista, pendant les quatre ou cinq journées qui suivirent, au débordement d'enthousiasme des habitants, heureux d'être rendus à leur patrie. Le 9, on entendit un *Te Deum* solennel au Dôme; le 10, eut lieu la représentation de gala à la Scala. Enfin, le 11, la marche en avant fut reprise.

Il n'est pas probable que l'aide-major général pût assister à ces belles cérémonies. Le travail qui lui incombait était trop chargé pour lui en laisser le loisir. De jour et de nuit, il devait être sur pied, et les instants qu'il pouvait consacrer au sommeil étaient comptés avec parcimonie. Les ordres à composer et à rédiger prenaient un temps d'autant plus long que l'habitude

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

de les détailler régnait dans notre armée. Il ne pouvait jamais les expédier que le soir, vers 8 ou 9 heures. Cela fait, il avait encore des notes à prendre ou à rédiger, des reconnaissances à prescrire, des ordres à donner à ses officiers pour la surveillance des marches, des mouvements, des directions de colonne, pour l'installation du quartier général, etc. Quand tout était terminé, s'il pouvait se reposer trois ou quatre heures, il s'estimait heureux. D'habitude, il lui fallait être des premiers en selle, le lendemain matin.

Cette vie si active ne le fatiguait pas. Elle semblait convenir à sa nature, ce qui était une condition précieuse pour les fonctions dont il était chargé. Sous le rapport matériel, et même au point de vue du service, son existence était réglée d'une façon avantageuse. Il en a parlé, dans ses lettres, dans les termes suivants :

Tout va bien avec l'Empereur et le maréchal Vaillant qui me traite avec beaucoup d'affection. J'ai un rôle qui me satisfait, qui me met à chaque instant en rapport avec l'Empereur auprès duquel le service est des plus agréables. Il écoute, il veut, mais il est toujours calme. J'ai place à la table impériale. C'est un grand souci de moins dans la vie. Je suis logé dans une maison séparée du palais, avec une installation complète de bureaux. Je vais chez le maréchal à certaines heures.

. . . . . .

J'ai beaucoup de travail, beaucoup à penser, à classer dans ma tête. Je suis aussi circonspect que possible dans ces contacts perpétuels qui me mettent 4 à 5 heures par jour près de Sa Majesté. Qu'il sorte de là de la gloire pour notre patrie et pour nous des causes de satisfaction!

Une autre fois, il écrit :

. . . . . .

Je me lève à six heures pour me coucher fort tard, et il n'y a pas une petite interruption d'occupation. Je ne fais que recevoir et expédier des ordres, et j'ai 20 officiers qui

Digitized by Google

ne sont pas plus oisifs que moi. Quatre ou cinq fois par jour, je vais de mon quartier chez l'Empereur. Nos affaires avec le maréchal Vaillant vont à merveille, et je suis très content d'avoir le Maréchal ici, puisque son expérience et sa présence sont une grande garantie pour moi.

Le 11 juin, le mouvement continua. On marchait sur l'armée autrichienne, qui était loin d'être détruite, qui avait reçu des renforts et qu'il faudrait encore combattre. On se dirigea d'abord sur l'Adda. Le 16 juin, Martimprey se rendit, avec le quartier impérial, à Brescia. La plus grande difficulté fut de trouver des vivres, et cette pénurie retarda la marche des troupes.

Les nouvelles reçues à l'état-major général annonçaient que les Autrichiens s'étaient retirés derrière le Mincio, et l'Empereur était persuadé qu'ils attendraient les armées alliées dans le quadrilatère. Cependant, des avis qui méritaient d'être pris en considération le prévenaient qu'ils repassaient le Mincio pour se porter sur la position défensive, très étudiée par eux, de Solférino. L'Empereur persista dans son idée d'une bataille dans le quadrilatère et donna ses indications dans ce sens au général de Martimprey.

Par suite, le 23 juin, l'armée sarde était à Lonato; notre 1er corps à Esenta, le 2e à Castiglione, le 3e à Mezzane, couvrant le flanc droit de l'armée; le 4e à Carpenedolo; la Garde en réserve à Montechiaro.

L'ordre de mouvement, envoyé le 23 au soir aux différents corps d'armée, prescrivait à l'armée sarde de se porter en deux colonnes sur Pozzolengo; au 1er corps de marcher en deux colonnes d'Esenta sur Solférino; au 2e de s'avancer sur la route de Mantoue, puis de se porter par un à gauche sur Cavriana; au 4e d'aller de Carpenedolo à Guidizzolo; le 3e corps se rendait de Mezzane à Medole; la Garde, partant de Montechiaro, suivait le 2e corps.

Digitized by Google

Pendant cette marche du 24, les armées alliées se trouvaient assez concentrées pour se soutenir réciproquement en cas de rencontre avec l'ennemi. Celle-ci se produisit dans la matinée. L'armée autrichienne était venue occuper, comme on l'avait dit à Napoléon III, la belle position défensive de Solférino. Le 2e corps se heurta à un de ses avant-postes à Casa-Morino, lui enleva sa position et ouvrit le feu sur les troupes qu'il apercevait. Le 4e corps s'engageait de même sur la droite, et bientôt la bataille devint générale.

L'Empereur, prévenu à Montechiaro, se rendit à Castiglione pour en suivre les incidents. Martimprey, qui l'accompagnait avec les généraux de sa suite, le vit cette fois, très maître de lui, donner sur le champ de bataille des ordres verbaux qui dénotaient une décision et de l'expérience. Napoléon III, plus habitué maintenant aux émouvantes péripéties de la guerre, avait pris de l'assurance. La valeur de ses troupes, le courage héroïque de ses soldats et de leurs officiers, lui avaient donné confiance.

Le général de Martimprey se rendit avec lui à Monte-Medolano, puis sur une éminence en arrière des batteries de la division Forey (1er corps), où il resta pendant plusieurs heures (1). L'Empereur fut le premier à se rendre compte que la tour de Solférino était la clé de la position, et donna les ordres nécessaires pour s'en emparer. La lutte acquit bientôt une intensité formidable. Martimprey n'eut, pendant la bataille, aucune mission spéciale à remplir. Il y assista, complétant à l'occasion les ordres donnés par l'Empereur à ses officiers d'état-major, notamment au général Jarras, devenu son sous-aide-major général.

Le champ de bataille offrait deux parties distinctes : au nord, une partie montueuse, dont la tour de Solfé-

(1) *Le Maréchal Canrobert*, par Germain Bapst.

Digitized by Google

rino était le point culminant; au sud, une plaine s'étendant jusqu'au Pô. Sur ce terrain, les divers engagements amenèrent trois combats distincts, d'une violence extrême.

A notre gauche, l'armée sarde se heurta au 8e corps autrichien. Ses divisions étaient échelonnées à grandes distances. Par suite, ses efforts manquèrent d'ensemble et n'eurent pas assez de puissance pour vaincre. L'ennemi maintint sa position et ne recula qu'à la nouvelle des échecs éprouvés à sa gauche.

Au centre, l'Empereur, voulant s'emparer du point dominant, avait heureusement concentré trois corps d'armée. Au début, le 1er corps échoua dans son attaque; mais la Garde, qui le suivait en réserve, vint le renforcer, pendant que le 2e corps gagnait du terrain sur sa droite. L'artillerie, bien employée, prépara la lutte décisive, qui fut couronnée de succès. La tour et le village de Solférino une fois enlevés, on refoula l'ennemi, la Garde et le 1er corps s'avançant sur Monte-Fontana et Cavriana. Ce dernier village devint le centre de la résistance et le point qu'il fallait conquérir pour achever la victoire. Une nouvelle lutte, meurtrière et acharnée, s'engagea sur cette position.

Le 2e corps, à droite de la Garde et du 1er corps, secondait leurs efforts. Il fut retenu un moment sur place par les vides qui s'étaient produits sur ses deux flancs. Mais, quand ils eurent été comblés par la cavalerie, il concourut à l'attaque sur Cavriana et facilita sa prise, qui affirma notre victoire au centre et sur la gauche.

Sur la droite, les 3e et 4e corps supportèrent les efforts de trois corps d'armée autrichiens. Le 4e corps, marchant sur Guidizzolo, enleva brillamment le village de Medole et poursuivit son attaque sur Rebecco. Il fut puissamment aidé par une grande batterie de 42 bouches à feu, qui produisit dans les rangs ennemis des

Digitized by Google

effets meurtriers. A sa droite, le 3e corps enleva Castel-Gofredo et prit position à Ceresara, surveillant avec une brigade la route de Mantoue. L'action puissante de ces deux corps força l'ennemi à battre en retraite vers 4 heures de l'après-midi (1).

C'était une grande victoire, qui allait décider des destinées du royaume lombardo-vénitien. L'armée autrichienne battue se retira derrière le Mincio, favorisée par un violent orage, par l'absence de poursuite et par une panique extraordinaire survenue dans la plaine de Medole.

La bataille avait été sanglante. Nous avions environ 12.000 tués ou blessés, dont 720 officiers et quatre généraux hors de combat : Auger et Dieu, qui succombèrent à leurs blessures; de Ladmirault et Douay. L'armée sarde avait aussi subi de grandes pertes, qui portaient le nombre des blessés et tués à 17.521 hommes.

Les pertes de l'ennemi étaient plus élevées encore. L'armée victorieuse passa la nuit du 24 juin sur le champ de bataille. L'aide-major général transmit les ordres pour reprendre, le lendemain, la marche sur le Mincio. Il passa la nuit du 25 à Cavriana, avec la Garde et le 2e corps. Le mouvement du 26 porta le 1er corps à Mozambano, sur le Mincio; le 2e à Castellazo; le 3e aux abords de Solférino; le 4e à Volta. Le même jour, les pontonniers rétablirent les ponts de Valeggio, de Borghetto et en préparèrent trois autres; l'armée sarde commença l'investissement de Peschiera, et des ordres furent expédiés au 5e corps (prince Napoléon), aux environs de Plaisance, pour qu'il eût à rejoindre l'armée le plus tôt possible.

L'Empereur avait encore, à ce moment, l'idée de continuer sa marche contre les Autrichiens et de s'emparer de Vérone. Dans ce but, Martimprey expédia, le

(1) Commandant Vial.

Digitized by Google

30 juin au soir, les ordres pour le passage du Mincio, qui fut exécuté sans obstacles le lendemain 1er juillet. L'armée ennemie ne fit aucune tentative pour s'y opposer.

Le même jour, le quartier impérial s'installa à Valeggio, où il put rester quelques jours et régler avec calme les dispositions que les circonstances allaient bientôt exiger.

Le général de Martimprey eut l'occasion d'y rencontrer le prince Napoléon, qu'il n'avait pas revu depuis sa démission de commandant de la division d'Oran, peu de temps après la création du ministère de l'Algérie et des Colonies. Il s'attendait à une froideur marquée. Mais l'entrevue eut lieu chez l'Empereur, un soir où l'aide-major général était occupé à écrire un ordre. Le général se leva au moment du départ du prince, qui répondit à cette marque de déférence en lui disant : « Bonsoir, général. » C'était un témoignage de bienveillance dont Martimprey fut surpris et qu'il devait sans doute à la présence de Sa Majesté. Cet incident reporta sa pensée sur la grave décision qu'il avait prise à Oran et qui devait être pour lui, selon sa propre expression, « un brisement de carrière ».

A Valeggio, le commandement en chef commença à s'occuper des récompenses à décerner à l'armée et du rapport sur la dernière bataille. Le major général s'était réservé ce genre de travaux. Il proposa Martimprey pour grand-officier, en même temps que Lebœuf et Frossard, et fut étonné, à cette occasion, de la grande ancienneté de général de division et de commandeur de son aide-major général. Il put alors se rendre compte de sa modestie, qu'il avait déjà eu l'occasion de remarquer et qui lui faisait écrire au même moment :

J'ai, à ma grande satisfaction, quelque chose de mieux

Digitized by Google

que de voir citer mon nom; c'est l'utilité de mes services et la conscience de ne rien épargner pour qu'ils soient ce qu'ils doivent être. Cela vaut mieux qu'un peu plus de bruit ou d'éclat. Mes précautions tendront au contraire à ne paraître jamais avoir dans l'armée, plus d'importance que je ne dois en avoir.

Martimprey fut nommé grand-officier de la Légion d'honneur à la date du 25 juin, lendemain de la bataille de Solférino. C'était une attention délicate, qui rehaussait encore le prix de cette belle récompense. Il s'empressa d'en remercier l'Empereur.

On peut regretter qu'elle n'ait pas été précédée d'une citation. Mais il est à remarquer que, dans cette campagne, il n'y eut d'autres citations que celles des rapports généraux. C'était une règle générale; elle fut appliquée à toute l'armée.

Le 7 juillet, l'Empereur, influencé par les nouvelles qu'il avait reçues de certaines puissances européennes, se décida à adresser à l'empereur d'Autriche des propositions de paix que ce souverain s'empressa d'accepter. Il annonça en même temps au général de Martimprey qu'il le désignait, avec le major général, pour représenter l'armée dans les réunions qui allaient avoir lieu pour discuter les conditions de l'armistice.

La première entrevue de Villafranca fut, en effet, fixée au lendemain matin, 8 juillet. Des plénipotentiaires militaires furent désignés à cet effet. L'Autriche était représentée par le général baron de Hess, chef d'état-major général de l'armée, accompagné par le général de Mensdorf-Pouilly et par deux aides de camp. L'armée sarde avait envoyé son chef d'état-major, le lieutenant-général della Rocca (1).

(1) Le général della Rocca avait pour aide de camp le capitaine Castiglione, le mari de la dame italienne qui fit sensation par sa beauté à la Cour des Tuileries sous le nom de comtesse de Castiglione.

Digitized by Google

Les divers articles de l'armistice furent arrêtés, et on décida que le 16, à midi, si la paix n'était pas conclue, les hostilités reprendraient. L'armistice fut signé par le général de Hess, le général della Rocca, le maréchal Vaillant et le général de Martimprey.

Dès ce moment, ce dernier entrevit le départ de l'Empereur et commença à se préoccuper des routes que suivrait l'armée pour rentrer en France.

Ce fut pour l'état-major général une période de grand travail, qui avait en même temps un intérêt considérable. Le 9, en effet, fut entièrement consacré aux arrangements conclus la veille et aux notifications qu'ils entraînaient. L'aide-major général fut prévenu que des échanges de communications avaient lieu, par l'intermédiaire d'officiers, entre les deux empereurs, pour préparer entre eux une entrevue solennelle. Le lendemain 10, Napoléon III alla chercher son cousin le prince Napoléon à son quartier général et le ramena à Valeggio. Il avait à lui confier une mission spéciale et voulait en causer à l'avance. Ce fut dans cette journée que le major général annonça à Martimprey le prochain départ de l'Empereur pour Paris et celui du quartier impérial pour Desenzano. En même temps, il l'invita à se tenir prêt à accompagner Sa Majesté le lendemain, dans sa visite à l'empereur d'Autriche.

Le 11 juillet, Martimprey assista à l'entrevue des deux empereurs à Villafranca et en fit le récit dans les termes suivants :

Nous sommes partis en beau cortège. La maison militaire de l'Empereur, l'aide-major général et le capitaine Hartung accompagnant, un escadron de cent gardes, un escadron de guides escortant, nous sommes arrivés à Villafranca à 9 heures moins quelques minutes; l'Empereur a continué et bientôt nous avons aperçu l'empereur d'Autriche suivi de son état-major qui arrivait sur la route de Vérone. Les deux empereurs sont partis l'un vers l'autre au galop; les deux

Digitized by Google

escortes se sont arrêtées et nous avons vu les saluts s'échanger de la distance d'une centaine de pas. On s'est tendu la main. Nous sommes alors revenus vers Villafranca; en passant, l'Empereur a nommé à l'empereur d'Autriche le maréchal Vaillant et moi. Les deux souverains sont allés s'enfermer ensemble et, à 10 heures et demie, ils ont reparu. Après avoir fait à leurs escortes respectives l'honneur de les passer en revue, l'empereur d'Autriche a reconduit un instant l'Empereur et nous sommes rentrés à Villafranca, ayant donné force poignées de main au général baron de Hesse et à quatre ou cinq généraux qui étaient là.

Que sortira-t-il de cette entrevue? Les façons des deux souverains ont été parfaites et les démonstrations réciproques seraient plutôt favorables à des *interprétations pacifiques* qu'à toutes autres.

Toutefois, on n'en peut rien savoir et l'on ne doit pas se presser de concevoir des espérances trop vives de peur d'avoir à y renoncer plus péniblement encore....

A la suite de son entrevue avec l'empereur d'Autriche, Napoléon III chargea le prince Napoléon de se rendre près de lui afin d'arrêter définitivement les préliminaires de paix sur les bases déjà consenties. Ce fut un travail facile. Les ratifications des deux souverains furent données aussitôt après.

La paix était faite.

L'armée française en eut connaissance de suite, et, dès lors, dans les états-majors comme dans les commandements de troupes, on commença à annoncer le prochain départ de l'Empereur.

Le moment où Napoléon III allait quitter l'armée pour rentrer en France avait pour Martimprey une certaine importance. Qu'allait-on décider pour l'armée d'Italie? Quel serait son nouveau commandant en chef? Et quelle pouvait être la position de l'aide-major général dans la nouvelle combinaison? Toutes ces questions avaient pour lui un intérêt de premier ordre.

Digitized by Google

L'éloignement du souverain constituait déjà un changement complet dans l'existence qu'il avait menée depuis le commencement de la campagne, et ce fait n'était pas sans lui causer quelque préoccupation.

Sous l'empire des pensées qui l'absorbaient, il repassait dans son esprit les rapports qu'il avait eus depuis le mois de mai avec son souverain et les résumait ainsi :

L'Empereur va donc partir. Bienveillant pour tous ceux qui l'entourent, il l'a été particulièrement pour moi. Voici deux mois que j'entre chez lui à toute heure, qu'il me donne directement ses ordres pour tout ce qui concerne l'armée, dans son activité et son commandement. Tout a bien été avec le maréchal Vaillant qui a été toujours de ma part l'objet des procédés les plus attentifs et les plus respectueux. Mes relations avec l'entourage de l'Empereur ont été faciles. Dans l'armée, les maréchaux m'ont toujours accordé beaucoup d'égards, et d'ailleurs j'ai vu, de jour en jour, rechercher l'influence qu'on suppose que je pourrais exercer sur l'avancement qui m'a été souvent remis avec une confiance honorable. C'est donc une bonne page à ajouter à ma vie militaire. Pendant les deux batailles, à Solférino plus particulièrement, j'avais toujours été au côté de l'Empereur, échangeant les remarques que provoquait la situation et ses exigences.

En réalité, pendant cette courte mais glorieuse campagne, le rôle du général fut, comme on l'a vu, aussi important que difficile. La plupart du temps, il remplit les fonctions du major général en raison de l'âge et du peu d'activité du maréchal Vaillant. Souvent aussi il dut suppléer aux ordres que l'Empereur ne donnait pas, ou compléter ceux qu'il expédiait en négligeant des détails nécessaires. Tout cela dut être fait avec discrétion, en s'effaçant pour ne froisser personne et pour arriver cependant à d'utiles résultats. Tous ceux qui ont fait la guerre d'Italie en ont rap-

Digitized by Google

porté pour lui une très haute estime. Mais, parmi ses qualités d'homme de guerre et de chef d'état-major général, celle qui frappa le plus ses chefs et ses collègues fut son abnégation.

Pour l'instant, il fallait avant tout se consacrer aux questions d'évacuation, qui devenaient la grosse affaire du moment. A Desenzano, sur le lac de Garde, où Martimprey arriva le 13, il commença à s'en occuper et résolut d'adresser pour lui-même au ministre de la Guerre une demande d'emploi au comité d'état-major, en lui laissant entendre que son vœu serait d'aller à Alger.

Le surlendemain, il était à Milan et y fit, à déjeuner, son dernier repas à la table impériale.

L'Empereur partit le 15, à 2 heures de l'après-midi, laissant le commandement en chef au maréchal Vaillant, avec Martimprey pour chef d'état-major général. Tous deux accompagnèrent l'Empereur à la gare. Avant de monter en wagon, Napoléon III, ne voyant pas son aide-major général, qui était resté en arrière, le fit demander.

J'ai été, écrivit le général, sensible à ce mot de souvenir. J'ai traversé la foule; il m'a donné la main; je l'ai remercié de ses bontés.

J'espère qu'il emporte des idées plus favorables au corps d'état-major que ses anciennes. Combien ils ont couru, mes pauvres officiers, et de nuit et de jour! Combien ils ont travaillé! Quel dévouement et quelle abnégation! Tout ce que j'ai fait pour eux s'est borné à bien peu de chose. Pas une plainte que d'un seul, — encore pas envers moi qui l'ai proposé sans succès. Je suis venu à bout de ma tâche sans tomber malade; c'est bien heureux. Un peu de repos va me paraître bien bon. Je crains qu'ensuite le travail ne suffise plus à l'activité ordinaire de la machine, mais le temps passera et, une fois le 10 août venu, il me semble que nos troupes auront pris bien nettement leur marche et nous n'aurons qu'à les suivre....

Digitized by Google

Le maréchal et Martimprey s'installèrent dans la villa Bonaparte, qui leur offrait, pour les services du quartier général, tous les aménagements désirables.

A peine livré à lui-même, le général adressa sa demande au ministre de la Guerre, en lui laissant entendre qu'une autre position que le comité d'état-major pourrait lui convenir. Mais il n'osa pas préciser ni exprimer son désir secret de retourner à Alger, estimant que son attitude passée à Oran ne le lui permettait pas.

Une position à laquelle il songeait aussi était le commandement du dépôt de la guerre. Il avait sur cet emploi une idée personnelle et très remarquable, qui a été en partie réalisée depuis 1870 : c'était d'en faire un véritable état-major général de l'armée, séparé du ministère. Il écrivit à ce sujet :

J'ai eu occasion de parler du dépôt de la guerre devant l'Empereur et j'ai émis l'opinion que, séparé du ministère, ce grand établissement devait avoir à sa tête même un maréchal, qui, dans un pays guerrier comme le nôtre, serait réellement le préparateur des éléments des opérations, l'archiviste de nos anciennes guerres pour servir aux futures; l'hôtel naturel des militaires de distinction des autres nations qui viennent à Paris, le directeur de tous les travaux et missions à l'étranger que nos officiers d'état-major, soit dans les ambassades, soit autrement, devraient nécessairement accomplir pour être toujours au courant de ce qui se fait chez nos voisins comme progrès ou préparatifs militaires. On a trouvé le maréchal trop grand personnage au premier aperçu. Il m'a semblé que le reste était goûté. Le maréchal Pélissier voulut ce système à son retour de Crimée et voulait pour moi sa direction avec le maréchal Vaillant. Mais, tout ce qui ne changeait rien à rien était alors le meilleur; en sera-t-il toujours ainsi?

Le séjour du général de Martimprey à Milan ne fut pour lui qu'un repos relatif. En attendant les ordres

Digitized by Google

pour l'évacuation de l'armée d'Italie, il ne pouvait écarter de sa pensée les préoccupations de l'avenir. Elles étaient d'ailleurs entretenues par le bruit public, qui le désignait déjà pour le commandement supérieur en Algérie. Tout en cultivant cet espoir, il ne pouvait se dissimuler les dangers de cette situation, qu'il espérait cependant éviter. « Alger, écrivait-il, aurait ses périls, mais je finirais par y écraser le serpent dans son œuf ou par l'étouffer. » Fort d'un passé qui l'avait porté aux premiers rangs de la hiérarchie et d'une expérience solidement acquise, il était naturel qu'il comptât triompher de ces périls.

Une bonne nouvelle lui parvint à cette époque : son frère Auguste était nommé général de division. C'était le baume mis par l'Empereur sur sa blessure de Magenta. Le chef d'état-major général fit part de cette nomination au maréchal Pélissier et lui annonça en même temps qu'il avait été fait grand-officier. Le duc de Malakoff lui répondit :

Paris, le 20 janvier 1859.

Mon cher Général, je viens vous remercier de m'avoir écrit et je vous félicite sur la nomination du frère (1). Quant à votre plaque, elle vous était due depuis le 8 septembre (2). Le ministre même m'avait fait espérer par écrit, à deux reprises, que vous la recevriez. C'est le ruban rouge (3) qu'on vous aurait justement passé cette fois... Voilà où vous ont conduit un injustifiable oubli de ma part et un moment de trop grande abnégation de la vôtre...

Maréchal Pélissier.

(1) Le général Auguste de Martimprey, nommé général de division à la suite de la grave blessure reçue à Magenta.

(2) Jour de la prise de Malakoff.

(3) Le grand cordon de la Légion d'honneur.

Digitized by Google

La lettre du maréchal Pélissier fit faire au général de Martimprey un retour sur le passé, mais n'éveilla en lui aucun regret. Il avait fait son devoir et n'avait rien à se reprocher.

Un télégramme arrivé le même jour, 23 juillet, prescrivit au général en chef d'envoyer à Paris, pour le 12 août, la Garde impériale et les quatre premiers corps d'armée, Baraguey-d'Hilliers, Mac-Mahon, Canrobert et Niel, organisés à deux divisions; au total 10 divisions d'infanterie et la cavalerie de la Garde. Après ce départ, il devait rester encore cinq divisions d'infanterie, deux régiments détachés, trois divisions de cavalerie, presque toute l'artillerie, le génie, des hôpitaux, des magasins, des dépôts.

L'état-major général se mit de suite au travail et, le surlendemain, les mouvements étaient commencés. Martimprey les résumait ainsi :

Milan, le 25 juillet 1859.

... Nous sommes en plein mouvement sur Paris, le premier convoi vient de partir; un deuxième part à 8 heures, un troisième à 1 heure, un quatrième à 3 h. et demie; ces quatre convois par jour emportant chacun 1.000 hommes vont se renouveler pendant 12 jours, ce qui fait 48 convois à 1.000 hommes ou 48.000 hommes; 3.600 chevaux de cavalerie de la garde complètent ce qui passe par le mont Cenis. Par le mont Genèvre passent 24 batteries, c'est-à-dire 144 bouches à feu. Gênes embarque 25.000 hommes pour Marseille; c'est donc 73.000 hommes d'infanterie, 3.000 sabres et 144 bouches à feu qui seront passés de Milan à Paris en moins de 20 jours. C'est un vrai tour de force et je crois que l'Empereur n'est pas fâché de montrer à l'Europe ce que nous pouvons faire sous ce rapport. C'est moitié de l'armée. Pour le reste, je prépare le mouvement final; si bien que cela ressemblera, quand on voudra, à une mécanique montée dont on n'a plus qu'à lâcher le ressort pour que tout accomplisse son rôle.

Digitized by Google

Ce vaste mouvement de cinq corps d'armée réduisait l'armée d'Italie à cinq divisions. Ce n'était plus qu'un corps d'occupation. Le désir de rentrer en France se manifesta alors parmi les généraux et les officiers qui pouvaient aspirer au retour. Martimprey était du nombre, car son sous-chef d'état-major pouvait désormais le suppléer, d'autant plus que son grade et sa situation ne convenaient plus à une armée aussi réduite. Il espérait donc être appelé à Paris pour le 15 août, ce qui lui aurait permis de s'occuper des nouvelles fonctions qui pourraient lui être confiées. En attendant, il faisait préparer les départs qui restaient encore à effectuer et écrivait à ce sujet :

...J'organise nos derniers mouvements de troupes. Dans deux ou trois jours les ordres seront donnés partout, de telle façon que, sauf les cinq divisions momentanément retenues, tout le reste marche déjà vers la France et l'Algérie comme des troupes qui défilent pour une revue.

Le maréchal Vaillant fut le premier à se rendre compte des changements survenus dans la situation; et, dans sa grande bienveillance pour l'aide-major général qui lui avait rendu tant de services, il le prévint, le 28 juillet, qu'il priait l'Empereur de l'appeler à Paris, avec les généraux Lebœuf et Frossard, pour la fête du 15 août (1). Il lui en donna les raisons, lui dit qu'il avait été bien modeste en ne demandant au ministre qu'une place au comité d'état-major et qu'on lui donnerait probablement une meilleure position.

Martimprey n'avait plus qu'à attendre la réponse du ministre. Elle était favorable et arriva le 2 août, plus tôt qu'on ne l'espérait. Il fit alors connaître au maréchal qu'il comptait partir le 9 ou le 10, ce qui ne sou-

(1) Voir aux pièces justificatives. Lettre du 29 juillet.

Digitized by Google

leva aucune objection. Son voyage était déjà fixé. Il comptait s'arrêter à Turin pour saluer le roi Victor-Emmanuel et son chef d'état-major, le général della Roca, gagner Suze dans la soirée, traverser le mont-Cenis le lendemain et arriver à Paris le 12 au matin.

Ses préparatifs ne furent pas longs; il n'eut plus, en attendant le 9 août, qu'à accompagner le maréchal dans les diverses cérémonies auxquelles il fut invité, et à régler définitivement la nouvelle organisation des troupes laissées en Italie. Suivant les ordres reçus, il leur fit connaître, le 7, que désormais l'armée était remplacée par un corps d'occupation composé de cinq divisions d'infanterie et de deux brigades de cavalerie. Le général Jarras devenait chef d'état-major général. Son état-major ne comprenait plus que trois officiers supérieurs et six capitaines.

Les fonctions du général de Martimprey cessèrent à la même date, et, en ouvrant ses dernières dépêches, il se demanda s'il allait y trouver un mot du ministre lui faisant connaître, ou tout au moins entrevoir, sa future destination. Mais il n'y vit rien; il partit sans savoir quelles fonctions l'Empereur lui réservait. « Il sait mieux que personne, écrivit-il à cette occasion, et je pourrais dire qu'il sait seul de quelle manière je lui ai été utile dans cette guerre. Il aura, pour se le rappeler, s'il le veut, tous les éloges que l'on s'accorde à donner à ce grand mouvement, qui a marqué le point de départ de nos succès de cette campagne et en a été la cause. Ce n'est pas à moi qu'il appartiendrait autrement de réveiller ces souvenirs. »

Cette note était inspirée par le sentiment de la vérité. Elle montrait d'une façon saisissante l'importance peu connue du rôle rempli par l'aide-major général auprès du souverain. S'il y a eu depuis des critiques sur le grand mouvement du début, il n'en est pas moins vrai qu'il a conduit l'armée à des victoires, qu'elle fut tou-

Digitized by Google

jours assez concentrée pour être en état de livrer bataille avec des chances de succès et que, sous une forme discrète, les conseils de l'aide-major général permirent au souverain de diriger sûrement l'armée pendant toute la campagne et d'obtenir de glorieux résultats. On verra plus loin que Napoléon III ne l'avait pas oublié et qu'il tint à en témoigner sa reconnaissance à celui qui avait été son véritable major général.

Arrivé à Paris au jour indiqué, le général de Martimprey alla d'abord s'inscrire aux Tuileries, puis chez le ministre et chez le maréchal Magnan, gouverneur de Paris. Il consacra la journée du 13 août à sa famille et assista le lendemain à la grande revue passée par l'Empereur sur la place Vendôme.

Après cette belle cérémonie militaire, quand il alla saluer son souverain, celui-ci lui dit qu'il le reverrait dans la soirée. A la fin de la journée, en effet, eut lieu aux Tuileries un banquet présidé par l'Empereur et l'Impératrice, auquel Martimprey était invité. Leurs Majestés furent très aimables pour lui, et quand, vers 11 heures, il songea à se retirer, Napoléon III vint le trouver et lui demanda des nouvelles sur la situation des troupes et du maréchal Vaillant en Italie. Il aborda ensuite la question personnelle et voulut savoir ce qu'il désirait. « Vous m'avez rendu, lui dit-il, de trop grands services pour que je puisse ne pas les reconnaître, et je tiens à vous donner, en outre, un témoignage de toute l'amitié que j'ai pour vous. »

Martimprey, très touché, lui répondit que cette amitié serait sa meilleure récompense et l'assura de sa respectueuse affection, remettant entre ses mains le soin de ses intérêts. L'Empereur lui fit alors connaître qu'il voulait l'envoyer commander en Algérie et lui faire organiser ses troupes par division, ce qui lui avait manqué jusqu'alors. Après l'avoir remercié, Martimprey lui exprima le désir de faire reprendre leur

Digitized by Google

cadre de réserve et exerçant provisoirement les fonctions de commandant supérieur, avait néanmoins pu maintenir la tranquillité. Mais, au mois d'août, un prétendu chérif, prenant le nom traditionnel de Mohammed-ben-Abdallah, avait surgi dans l'Ouest et appelé les Arabes à la guerre sainte. Il fallait maintenant, à la tête de la colonie, un chef expérimenté et énergique, connaissant le pays, surtout la province d'Oran. Le maréchal Randon, ministre de la Guerre, dont les sympathies pour le général de Martimprey n'étaient pas douteuses, s'empressa de le désigner à l'Empereur comme le plus apte à répondre aux exigences de la situation. Napoléon III, qui avait appris à l'apprécier, accueillit favorablement la proposition et lui fit connaître ses intentions au banquet du 14.

Le général fut pleinement heureux de sa nomination. Mais rien n'exigeait encore son départ immédiat. Il fallait, du reste, qu'il eût le temps de s'entendre, à Paris, avec les ministres de la Guerre et de l'Algérie sur les dispositions à prendre à son arrivée dans la colonie. Il fut ainsi amené à passer en France la fin du mois d'août et les premiers jours de septembre. Ce délai lui permit aussi d'organiser sa maison militaire et de préparer le départ de sa famille. Il eut surtout à causer longuement des incidents survenus dans l'ouest de la province d'Oran.

Le 13 septembre, voyant approcher le jour du départ, il se dirigea sur Biarritz, afin de voir l'Empereur et de prendre ses dernières instructions. En chemin de fer, il rencontra le ministre de l'Algérie et des Colonies, qui était alors le comte de Chasseloup-Laubat, et fit route avec lui de Bordeaux à Biarritz. Il profita de cette rencontre pour sonder un peu le terrain, connaître les idées de son ministre civil et jeter quelques jalons. Il ne poussa pas plus loin son entretien, mais il en fut satisfait. Il vit aussi Sa Majesté, dîna à la villa impé-

Digitized by Google

riale, causa longuement avec Napoléon III, lui expliqua d'une façon sommaire les difficultés qu'il allait rencontrer en Afrique et régla quelques questions de commandement. Il fut comblé de marques de confiance et quitta son souverain, très heureux de son entrevue. Il se voyait alors jouissant d'une véritable faveur et il était persuadé qu'il avait désormais dans la main le moyen de « vaincre toutes les résistances ». Il revint à Bordeaux avec M. de Chasseloup-Laubat, qui lui laissa aussi la meilleure impression. « Il est plein d'espérances dans mon concours, écrivait-il alors,... il a été charmant,... la bonne volonté, chez lui, est grande et je n'ai pas l'intention, quand même, de trouver le système impossible.... » En tout cas, le commandant supérieur estimait que tout avènement du prince Napoléon en Algérie était écarté. Le ministre l'informa, en outre, de son intention de faire un voyage en Algérie au printemps de 1860.

Pour le moment, jugeant que sa présence à Alger devenait nécessaire, le général de Martimprey se rendit à Marseille, où l'attendait la frégate l'*Asmodée*. Il y arriva le 17 et s'y rencontra, le lendemain, avec le duc et la duchesse de Malakoff, qui revenaient d'un voyage en Espagne. Il reçut alors de nouvelles informations sur les récents incidents qui s'étaient produits sur la frontière du Maroc et s'embarqua le 19.

Quant aux difficultés qui l'attendaient, il espérait bien les surmonter. Il était maintenant le véritable gouverneur de l'Algérie, avec la plume blanche, insigne du commandement en chef, et il allait exercer désormais l'autorité suprême. C'était un nouvel échelon de la hiérarchie militaire qu'il venait de gravir, et il ne pouvait plus obtenir d'autre récompense que la dignité de maréchal de France. Les officiers qui le virent arriver en Algérie furent persuadés qu'à la première occasion il parviendrait à cette haute position,

Digitized by Google

qui semblait due à ses brillants services. L'armée entière partageait cette manière de voir. La Moricière lui avait écrit à cette occasion : « Vous trouverez là (en Algérie) votre bâton de maréchal, que vous avez déjà gagné et que vous méritez mieux que bien d'autres, quoique votre nom ait fait moins de bruit que le leur, et la France vous devra, je l'espère, la conservation de sa grande colonie au milieu de la crise qui se prépare.... »

Le 21 septembre, à 6 heures du matin, à Alger, trois coups de canon annoncèrent l'arrivée du commandant supérieur. A 8 heures, son débarquement fut salué par des salves d'artillerie. Reçu à la Marine par tous les officiers généraux présents à Alger, par le préfet et par le corps des officiers de toutes armes de la garnison, le général de Martimprey s'achemina à pied vers la porte de la Marine. Là, M. Blasselle, adjoint, remplissant les fonctions de maire en l'absence de M. Sarlande, et entouré des officiers de la milice algérienne, lui adressa une harangue des plus sympathiques, dans laquelle il rappela les éminents services déjà rendus par le général à l'Algérie et à la colonisation.

Depuis 1835, vous aviez successivement assisté aux combats livrés en Algérie, en Crimée, en Italie.

Avant la glorieuse campagne à laquelle vous venez de prendre une part si active et si remarquable, vous commandiez la province d'Oran où vous avez laissé des marques ineffaçables de votre paternelle administration.

Nous savons, lui dit-il, que votre aménité vous concilie l'affection de vos subordonnés; nous savons que vous réunissez aux brillantes et solides qualités du guerrier accompli le mérite du penseur profond et de l'administrateur distingué.

Dès l'année 1845, la province d'Oran vous fut redevable des études préalables à la création de quinze ou vingt

Digitized by Google

communes et du grand mouvement de colonisation qui s'y est opéré.

Nous vous devons également en partie la colonisation de la subdivision d'Orléansville que vous commandiez en 1849.

Vous êtes donc, à tous les titres, le bienvenu parmi nous, etc....

Le général de Martimprey lui répondit :

Monsieur le Maire,

Je vous remercie des paroles flatteuses que, comme représentant du premier magistrat de la cité, vous venez de m'adresser en rappelant les services rendus à mon pays dans ma carrière militaire; tout ce passé serait incomplet si aujourd'hui je ne m'efforçais de justifier la haute marque de confiance que l'Empereur m'accorde, en me donnant le commandement supérieur des forces de terre et de mer en Algérie.

Je suis heureux du reste de vous transmettre directement une nouvelle preuve de la bienveillance de Sa Majesté Impériale pour l'Algérie. Les travaux de la rue du Rempart vont commencer immédiatement et 3.000.000 sont alloués pour cette grande entreprise.

J'ajouterai que le tronçon du chemin de fer d'Alger à Blidah va s'exécuter également.

Tous ces importants travaux amélioreront sans nul doute la position du pays.

Pour moi, tout dévoué à la mission qui m'est confiée, je m'efforcerai d'apporter dans l'accomplissement de mes devoirs autant de bienveillance que de modération; mais aussi, toute la fermeté, toute l'énergie que les circonstances pourraient exiger.

Aussitôt après, le cortège continua sa route et gagna le palais, au milieu des flots empressés d'une population accourue pour saluer le nouveau commandant en chef des troupes de terre et de mer.

Digitized by Google

Le général de Martimprey reçut immédiatement les autorités civiles et militaires et les différents corps constitués.

Il adressa ensuite à la population algérienne, à l'armée et aux autorités civiles, la proclamation suivante :

ORDRE GÉNÉRAL

Au quartier général à Alger, le 21 septembre 1859.

Nommé, par décision impériale du 17 août dernier, commandant supérieur du 7e arrondissement militaire et commandant supérieur des forces de terre et de mer en Algérie, je prends le commandement avec ce dernier titre à dater d'aujourd'hui.

Fonctionnaires de tout ordre, soldats, colons et indigènes, tous solidaires dans la même cause, je vous exprime combien je suis heureux de me retrouver parmi vous.

Muni des exemples de mes prédécesseurs, et sous la direction de ministres préoccupés de la sécurité et des développements de la colonie, je tâcherai, dans mon dévouement et ma reconnaissance envers l'Empereur, de justifier par mes actes la confiance dont Sa Majesté a daigné m'honorer en m'envoyant ici.

Le général de division,
commandant supérieur des forces de terre et de mer en Algérie,

Signé : DE MARTIMPREY.

Pour ampliation,

Le général de division, chef d'état-major général,

Signé : A. DE TOURVILLE.

Le général prit immédiatement ses fonctions. Elles étaient moins faciles qu'on aurait pu le croire.

Par suite de la création du ministère de l'Algérie et des Colonies, le commandant supérieur en Algérie, comme on l'a vu, avait deux chefs : son ministre et

Digitized by Google

celui de la Guerre. Le premier avait toujours pour programme le remplacement de l'autorité militaire par l'autorité civile. Si le but n'était pas avoué, il était parfaitement connu. Son collègue de la guerre, instruit par l'expérience, soutenait, au contraire, ses généraux. Le commandant supérieur, bien renseigné sur les intentions des deux ministres, savait qu'il ne pourrait défendre le système du prince. D'ailleurs, personne n'aurait osé encore le proclamer ouvertement; aussi, avec l'appui du ministre de la Guerre, Martimprey avait le droit d'espérer que l'état de choses en Algérie se maintiendrait longtemps encore. Il devait y compter d'autant plus qu'il avait la confiance de ses deux supérieurs hiérarchiques.

La situation n'en était pas moins difficile. Elle exigeait une prudence et, dans certains cas, une réserve que fait ressortir une lettre adressée par le maréchal Randon en réponse à celle que le commandant supérieur lui avait envoyée d'Alger, après son arrivée, pour le tenir au courant des incursions faites par les Marocains sur notre territoire et lui demander l'autorisation de mobiliser 15.000 hommes pour en finir promptement avec ces turbulents voisins.

Paris, le 20 septembre 1859.

Mon cher Général,

J'ai reçu vos diverses lettres et je vais y répondre...

J'arrive au Maroc. Il est évident que de loin on ne peut pas prévoir tous les événements, comme aussi se faire une exacte opinion de la situation des choses, ce qui m'amène à vous dire que je raisonne avec vous plutôt que j'ordonne : vous êtes sur les lieux, vous avez la responsabilité, par conséquent vous devez avoir une grande liberté d'action.

Ceci établi, je ne puis m'empêcher de croire que le mouvement qui se fait sur la frontière contre nos tribus n'a rien de gouvernemental; que le nouvel Empereur a d'autres

Digitized by Google

préoccupations que celle de se quereller avec nous; qu'il y a dans tout cela, comme toujours, un amour de pillage de la part de la foule, et de la part des chefs quelque rancune, quelque désir, eux aussi, de faire du butin, quelque velléité de guerroyer. Je ne sais si tout cela mérite de fortes colonnes d'infanterie qui vous alourdissent, vous épuisent et vous font toujours arriver trop tard....

Vous connaissez trop mon caractère, mon désir ardent d'être utile à la colonie, comme aussi j'ai trop de confiance dans la droiture et la loyauté de vos intentions, pour que je ne me laisse pas aller, en vous écrivant, à la libre expansion de mes pensées : il faudra donc bien moins regarder les lettres que je vous écrirai, comme des dépêches officieuses, mais bien plutôt leur conserver le caractère confidentiel : je n'éprouve aucune difficulté à penser tout haut avec vous, je devrais apporter plus de réserve si j'avais à demeurer dans une attribution rigoureuse.

Je vous dis cela une fois pour toutes : si vous éprouvez les mêmes sentiments, vous pourrez en agir de même quand vous aurez à me faire connaître le fond de vos pensées; vous aurez soin seulement de mettre sur l'adresse de vos dépêches qu'elles ne doivent être que pour moi seul.

Je recevrai toujours de vos nouvelles avec plaisir; mais dans ce moment ce sera avec un intérêt encore plus grand que je recevrai vos lettres.

Je vous renouvelle, mon cher Général, l'assurance de mes sentiments de vieil attachement.

Le ministre de la Guerre,
Maréchal Randon.

Si l'on se reporte à une précédente lettre du maréchal inspirée par la création du ministère de l'Algérie et par sa démission de gouverneur, on comprendra les sous-entendus de sa pensée.

Pour le moment, le ministre de l'Algérie manifesta son initiative par la nomination d'un nouveau préfet d'Alger, à la place de M. Géry. C'était un administra-

Digitized by Google

teur de talent, personnellement connu et appuyé par le prince.

Dès son arrivée, le commandant supérieur fut exactement renseigné sur les derniers événements survenus dans l'ouest. Au commencement d'août, poussés par le nouveau chérif, deux tribus marocaines, les Angad et les Mahia, s'étaient établies sur notre territoire. Des douars avaient été pillés, des convois enlevés. Le 31 août, le commandant Bachelier, attaqué à Zouïa par une bande de 1.200 Marocains, puis abandonné par le goum, avait dû reculer en combattant sur le poste de Lalla-Marghrnia. Cette affaire avait produit un fâcheux effet sur les indigènes. Le lendemain, 1er septembre, le chérif était venu assaillir la redoute de Sidi-Zaher avec 3.000 cavaliers. Son échec n'avait pas empêché les Angad et les Mahia, unis aux Beni-Snassen, de se porter sur le camp du commandant Beauprêtre, à Tiouly, dans le cercle de Nemours. Là aussi, ils avaient été repoussés, et ceux d'entre eux qui étaient tombés dans les mains énergiques de Beauprêtre avaient payé de leur vie leur audacieuse tentative.

Ces événements avaient eu leur contre-coup dans la province d'Alger, où des marchés avaient été pillés. Pour empêcher l'agitation de s'étendre, le général de Martimprey forma d'abord deux colonnes légères à Sebdou et à Bel-Khelil, sous les ordres du général de brigade Durrieu et du commandant de Colomb. Puis il leur ordonna de parcourir la frontière et de disperser les contingents indigènes qui pourraient s'y rassembler. En même temps, il dirigea sur l'oued Kiss, près de la frontière du Maroc, le général de brigade Thomas, commandant la subdivision de Tlemcen, pour y construire une grande redoute destinée à servir de biscuit-ville au futur corps expéditionnaire.

La présence de ces troupes rassura les populations et arrêta toute nouvelle tentative. Le commandant supé-

Digitized by Google

rieur profita de ce répit pour se rendre dans la province de Constantine, où il avait à voir différents postes. Mais déjà, dans son esprit, la nécessité d'une expédition dans l'ouest s'était affirmée. Il jugeait indispensable de châtier les tribus marocaines qui avaient violé notre territoire et attaqué nos troupes. Il en avait fait le sujet de sa dernière lettre au maréchal Randon, qui l'approuva et lui répondit peu de jours après en lui indiquant l'effectif qu'il aurait à réunir pour une campagne rapidement menée. Il avait, en même temps, demandé l'autorisation de l'Empereur.

Paris, le 30 septembre 1859.

Mon cher Général,

Je ne savais où vous prendre depuis votre départ pour l'Est; votre dépêche télégraphique d'hier m'apprend que vous êtes de retour à Alger; j'en suis bien aise, parce qu'en admettant que vous deviez faire une expédition dans le Maroc, il importe essentiellement que vous soyez sur les lieux pour en surveiller les préparatifs....

Je regrette que vous n'ayez pas arrêté avec l'Empereur, pendant votre séjour à Biarritz, la question de l'expédition contre le Maroc; vous auriez gagné ainsi un temps précieux...

En écrivant à l'Empereur, je lui ai exprimé l'opinion qu'il fallait, pour opérer contre les Beni Senassen avec prompte chance de succès, deux colonnes fortes chacune de 5 à 6.000 hommes, avec une division de 16 à 18 escadrons, pour garder la plaine, escorter les convois, ou empêcher la concentration de contingents étrangers au pays. Il faudrait aussi savoir quelle opération définitive tenteront les Espagnols contre les Riffains.

Vous ne perdrez pas de vue que l'expédition que vous aurez à diriger dans le Maroc, quand l'Empereur l'aura autorisée, devra être conduite aussi rapidement que possible, parce que vous ne pourrez garder jusqu'au 1er janvier l'effectif en hommes et chevaux qui constitue dans ce moment l'armée d'Afrique.

Digitized by Google

Je vous renouvelle, mon cher Général, l'expression de mes sentiments affectueux.

Le ministre de la Guerre,

Maréchal RANDON.

Le commandant supérieur avait adressé, à la même époque, au ministre de l'Algérie et des Colonies, un exposé de la situation sur la frontière et sur le territoire marocain.

Depuis la fin du mois d'août, le Maroc avait un nouveau sultan, Sidi-Mohammed, qui négociait avec l'Espagne pour mettre fin à des hostilités engagées par les Kabyles du Riff contre la garnison de Ceuta. D'autre part, l'Angleterre, comme toujours, surveillait avec un soin jaloux tout ce qui se passait dans ce pays et encourageait secrètement des envois d'armes et de munitions. Nos gouvernements avaient toujours montré une disposition malheureuse à ménager cet état de choses, quelquefois même à s'incliner devant les prétentions de nos voisins. L'Empereur tenait beaucoup à l'entente qui nous unissait alors à l'Angleterre. Cependant, en présence des agressions des Marocains, il n'hésita pas à autoriser une expédition.

Martimprey, libre désormais de ses mouvements, ne perdit pas un instant. Le corps expéditionnaire de l'Ouest, qu'il avait déjà constitué sur le papier, devait comprendre deux divisions d'infanterie, sous les ordres des généraux Walsin-Esterhazy, commandant la province d'Oran, Yusuf, commandant la province d'Alger, et une division de cavalerie, ayant à sa tête le général de cavalerie Desvaux, commandant la province de Constantine.

Les troupes devaient être rendues à la redoute de l'oued Kiss le 20 octobre. Le commandant supérieur avait pris ses dispositions pour que les corps les plus éloignés pussent être concentrés à cette date.

Digitized by Google

L'organisation du corps expéditionnaire commença aussitôt. Sa composition était la suivante :

Commandant en chef : Général de division de Martimprey.
Chef d'état-major : Général de brigade Borel de Brétizel.
Commandant de l'artillerie : Colonel d'artillerie Michel.
Commandant du génie : Colonel du génie Lafont.
Intendance : Intendant Moisez.

1re DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division Walsin Esterhazy.
Chef d'état-major : Colonel d'état-major Renson.
Quartier général : État-major; service de l'artillerie; service du génie; intendance; affaires arabes.

1re brigade, général Deligny :

81e de ligne	2	bataillons.
2e régiment de zouaves	4	—

2e brigade, général Tixier :

24e de ligne	3	—
2e régiment de tirailleurs algériens	1	—
3e de ligne	1	—
TOTAL	11	bataillons.

Cavalerie :

2 pelotons du 2e chasseurs d'Afrique;
1 peloton du 2e spahis.

Artillerie :

2 sections de montagne, 1 section de fuséens;
2 sections de mortiers de montagne; 1 section de campagne.
Total : 8 pièces.

Génie : 1 section.
Service de santé : 1 ambulance.
Train des équipages : 1 détachement de 300 mulets.
Troupes d'administration : 1 section (2 officiers, 45 hommes).

2e DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division Yusuf.
Chef d'état-major : Colonel d'état-major Spitzer.
Quartier général : État-major; service de l'artilerie; service du génie; intendance; affaires arabes (1).

(1) *Tactique des grosses colonnes*, par le commandant Mordacq (Archives de la Guerre).

Digitized by Google

1re brigade, général de Liniers :

13e bataillon de chasseurs à pied	1	bataillon.
9e de ligne	3	—

2e brigade, général Thomas :

1er régiment de zouaves	1	—
2e régiment étranger	2	—
1er régiment de tirailleurs	1	—
TOTAL	8	bataillons.

Cavalerie :

2 pelotons du 1er chasseurs d'Afrique ;
1 peloton du 2e spahis.

Artillerie :

2 sections de montagne, 1 section d'obusiers rayés;
1 section de mortiers de montagne, 1 section de pontonniers, 1 section de parc.
Total : 8 pièces.

Génie : 1 section.
Service de santé : 1 ambulance.
Train des équipages : 1 détachement de 275 mulets.
Troupes d'administration : 1 section (1 officier, 45 hommes).

DIVISION DE CAVALERIE

Commandant : Général de division Desvaux.
Chef d'état-major : Chef d'escadron d'état-major Gresley.
Quartier général : État-major; intendance.

1re brigade, colonel de Bonnemains :

1er régiment de chasseurs	3	escadrons.
12e régiment de chasseurs	4	—

2e brigade, colonel de Brémond d'Ars :

1er régiment de chasseurs d'Afrique	4	—
2e régiment de chasseurs d'Afrique	4	—
2e régiment de spahis	2	—
TOTAL	17	escadrons.

Goum : 600 cavaliers de tribus (subdivisions de Tlemcen et d'Oran).
Service de santé : 1 ambulance.
Troupes d'administration : 1 section (1 officier, 20 hommes).
Train des équipages : 1 détachement.

Digitized by Google

A la date du 9 octobre, 1859, l'effectif de ces différents corps était le suivant :

	Officiers	Troupe	Chevaux
Infanterie (1re division)....	185	6.339	305
— (2e division)....	137	4.569	234
Cavalerie (17 escadrons)...	116	1.913	1.993
Artillerie (16 pièces).....	15	604	530
Génie	5	131	48
Services administratifs, ambulances	32	120	50
Train des équipages.....	13	900	1.350
États-majors, divers.....	63	201	294
EFFECTIF GÉNÉRAL....	566	14.777	4.804(1)

En Algérie, cet effectif parut très élevé. On disait que les tribus marocaines soulevées contre nous n'étaient pas assez puissantes pour résister à une colonne plus faible, et on ne comprit pas d'abord la nécessité d'un corps expéditionnaire aussi nombreux. On ignorait que les Beni-Snassen, à eux seuls, pouvaient mobiliser 15 à 18.000 fantassins. Aujourd'hui, il est démontré que l'idée de rassembler ce corps d'armée avait été entièrement approuvée par le ministre de la Guerre. Il avait le souvenir des masses formidables armées par le sultan du Maroc, en 1844, contre le maréchal Bugeaud, et avait appris par une expérience récente que, dans un massif montagneux défendu par des Kabyles, il était indispensable d'avoir deux divisions d'infanterie pour les combats en pays de montagne et une division de cavalerie pour garder les plaines. Ici, il fallait, en outre, agir promptement, puisque les troupes d'Algérie devaient être prochainement réduites. Son calcul fut justifié par ce fait que l'apparition du corps expéditionnaire suffit, quelques jours plus tard, pour décourager les contingents marocains.

La concentration des corps désignés pour cette expédition se fit sans difficulté, grâce aux dispositions

(1) Commandant Mordacq.

Digitized by Google

prises par le commandant supérieur. Ceux de la province d'Oran, déjà réunis dans plusieurs camps sur la frontière, n'eurent qu'à se rendre par étapes sur l'oued Kiss. Ils s'y trouvèrent avant la date fixée.

Les bataillons de la province d'Alger furent embarqués sur des navires de l'Etat, avec les détachements d'armes spéciales, et rapidement transportés à Nemours, d'où ils se rendirent sur l'oued Kiss.

Les approvisionnements de vivres et de matériel furent également transportés par mer et rassemblés en temps opportun.

Pour la cavalerie, le commandant supérieur avait demandé au ministre de la marine de grands navires de transport, qu'on ne put lui donner parce qu'ils étaient affectés à l'expédition de Chine. Il fallut, dès lors, faire venir les régiments de cavalerie par étapes. Plusieurs étaient très loin. Ils ne purent rejoindre les autres troupes du corps expéditionnaire que le 23 et le 24 octobre.

L'artillerie eut ses approvisionnements au complet en temps voulu. Le général de Martimprey en rendit compte au ministre, le 10 octobre, dans les termes suivants :

A l'égard des munitions de guerre, outre 2.000 coups de canon ou fusées, outre l'approvisionnement de 40 et 60 cartouches que porte chaque soldat, j'ai une réserve à la suite des troupes de 320.000 cartouches et, dans les postes frontières, une deuxième réserve de 1.140.000 cartouches; en tout, une moyenne de 150 cartouches par homme (1).

Le génie, pourvu d'approvisionnements complets, constitua une réserve à Nemours et fut prêt, avec le reste, à suivre les colonnes.

Une section de pontonniers avait été attachée à la

(1) Commandant Mordacq (Archives de la Guerre).

Digitized by Google

2e division, en raison des difficultés qu'offrait parfois le passage des rivières. Malgré leur faible largeur, plusieurs d'entre elles avaient des bords encaissés et des crues dangereuses. Le général en chef, qui les avait souvent traversées, prit à ce sujet les précautions nécessaires.

Au point de vue du service de santé, sa prévoyance avait été mise en éveil et l'organisation qu'il avait adoptée devait largement suffire dans des circonstances ordinaires. Il s'en était occupé lui-même avec une sollicitude que peu de chefs auraient eue. Avant son départ d'Alger, il avait prescrit de constituer des *hôpitaux d'évacuation* à Tlemcen, Marghnia et Nemours, en utilisant tous les bâtiments militaires disponibles; puis, à proximité de ces hôpitaux, des *dépôts de convalescents* pour les hommes hors d'état de rejoindre leurs régiments, après guérison de leurs blessures ou de leurs maladies.

A Oran, l'ordre avait été donné d'évacuer sur Arzew et Mostaganem tous les malades en état d'être transportés, et sur Marseille les convalescents capables de supporter le voyage. Pour compléter ces mesures, des approvisionnements considérables de médicaments, de pansements et de matériel sanitaire avaient été expédiés dans les villes désignées pour avoir des hôpitaux. Le général en chef s'était ainsi assuré à l'avance, pour ses malades et ses blessés, 500 places au Kiss, 150 à Marghnia, 300 à Nemours, 500 à Tlemcen et 500 à Oran; soit, au total, 1.950 places (1).

Le service des subsistances ne laissait également rien à désirer. D'énormes dépôts de vivres avaient été organisés à l'avance dans les villes de Nemours, Marghnia et Tlemcen; des convois incessants devaient être dirigés de la première de ces places sur les bivouacs du corps

(1) Commandant Mordacq.

Digitized by Google

expéditionnaire, qui devait disposer, pour ce service, de 6.200 animaux. De nombreux troupeaux de bœufs, fournis par des bouchers, devaient suivre les corps. Le premier de ces troupeaux fut constitué à Nemours avec 400 bœufs.

Enfin, la grande redoute construite au Kiss par le général Thomas, pour servir de biscuit-ville, fut prête en temps voulu. Elle mesurait 400 mètres de long sur 300 mètres de large (1).

A tous les points de vue, les mesures relatives au bon entretien des troupes, à la guérison des malades et des blessés avaient été prises à l'avance par le général de Martimprey, avec un soin et une entente du commandement que l'on a rarement vus en Afrique. On y retrouvait l'habileté et la prévision du chef d'état-major général de l'armée de Crimée.

Ces détails avaient besoin d'être connus afin de juger plus tard comment une prévoyance aussi parfaite se trouva mise en défaut par des circonstances aussi douloureuses qu'inattendues.

Au commencement d'octobre, tous les ordres étaient donnés; les mouvements s'exécutaient et tout faisait espérer que les troupes seraient concentrées dans le camp du Kiss à la date voulue. Le général en chef n'avait plus qu'à se mettre à leur tête.

Avant de quitter sa résidence, il adressa aux soldats du corps expéditionnaire de l'Ouest la proclamation suivante :

Au quartier général à Alger, le 6 octobre 1859.

Soldats du corps expéditionnaire de l'Ouest!

Au moment d'aller me placer à votre tête, je tiens à vous dire dans quelles circonstances je le fais, le but que nous avons à atteindre et ce que j'attends de vous.

---

(1) Cette redoute devait servir de tombe au général Thomas, emporté en quelques heures par une attaque de choléra.

Digitized by Google

Notre frontière a été violée par les Marocains. Nos patrouilles, nos colons ont d'abord été surpris par leurs attaques, nos camps eux-mêmes, placés à plus de cinq lieues en dedans de la frontière, ont été assaillis par des rassemblements de plusieurs milliers de fantassins et de cavaliers.

Le trouble s'est répandu dans l'Ouest de la subdivision de Tlemcen, et des fractions de tribus ont incliné vers l'insurrection.

Enfin, il faut le dire, sous l'influence de menées secrètes, l'agitation s'est communiquée jusque dans la division d'Alger, où, fait inouï depuis des années, plusieurs marchés viennent d'être pillés.

Ainsi de proche en proche, notre domination et le principe d'autorité, au moyen desquels le pouvoir assure la sécurité aux personnes et aux intérêts de toute nature, semblent menacés de décheoir.

Il s'agit pour nous de relever, de rétablir la situation, et nous allons y procéder en marchant contre ces agresseurs qui, méprisant toute autorité régulière, ne reconnaissent que l'ascendant de la force.

La bataille d'Isly eut pour conséquence de faire respecter notre voisinage par les Marocains pendant quinze années, et aujourd'hui, pour obtenir un résultat analogue, il est nécessaire de leur donner des preuves nouvelles que, si nous aimons la paix et si nous ne songeons à aucun agrandissement territorial, ils n'en ont pas moins toujours devant eux des soldats, dignes émules de ceux que conduisait en 1844 le maréchal Bugeaud, de vénérée mémoire.

Oui, il faut qu'ils s'inclinent de nouveau devant notre courage et votre discipline.

J'étais à Isly et j'ai présentes les leçons que cette campagne nous a fournies.

Vos frères d'armes d'alors se distinguaient par l'ordre qui régnait dans leurs rangs, aussi bien dans les marches que dans les attaques.

L'élan appartenait aux nombreux tirailleurs et derrière eux marchaient des bataillons solides et irrésistibles.

Qu'aujourd'hui, il en soit encore ainsi.

Je blâmerais, dans les chefs comme dans les soldats, une

Digitized by Google

fougue intempestive qui, nous amenant en désordre devant les positions à conquérir, nous ferait heurter de front, et prématurément, les obstacles et entraînerait le sacrifice des plus vaillants.

Au contraire, en faisant concourir au même but le feu de l'artillerie et les mouvements tournants, on arrive quelques instants plus tard à triompher sûrement des obstacles en épargnant un sang précieux.

Soldats, la tâche que vous aurez à accomplir sera digne de votre valeur.

Montrez-vous dociles à la voix des chefs expérimentés qui vous conduisent, et dans les moments difficiles, ayez présent à la pensée que l'Empereur, qui aime si vivement son armée, a les yeux sur vous.

Le général de division,
commandant supérieur des forces de terre et de mer en Algérie,

Signé : E. DE MARTIMPREY.

Le même jour, le général s'embarqua sur la frégate l'*Asmodée*, qui devait le conduire à Oran, avec les généraux Desvaux, Yusuf et de Liniers, qu'il avait invités à partir avec lui. Le général Borel de Brétizel, son chef d'état-major, l'accompagnait avec ses officiers.

Deux jours après, il arrivait à Oran, recevait les autorités et prenait connaissance des nouvelles de la frontière. L'une d'elles était inquiétante : des cas de choléra avaient été constatés dans les ambulances et dans les camps. Leur nombre augmenta rapidement avec l'accumulation des troupes; la mortalité commença à être sensible. Le 12 octobre, on comptait déjà une moyenne de dix cas par compagnie d'infanterie. A partir du lendemain, ce chiffre ne fit qu'augmenter.

Le général en chef, qui s'était trouvé si souvent aux prises avec cette redoutable épidémie, montra le plus grand sang-froid. Dès le début, le personnel sanitaire fut insuffisant. Il en demanda aussitôt, surtout dans la

Digitized by Google

province de Constantine, et fit désigner, dans les corps de troupes, des infirmiers volontaires, qui se présentèrent en grand nombre.

Ces nouvelles lui firent hâter son départ. Il notifia d'abord aux autorités espagnoles voisines de la province d'Oran les faits qui avaient motivé son expédition, le but qu'il se proposait d'atteindre et son intention formelle de ramener ses troupes en Algérie après avoir rempli sa mission.

Il quitta Oran, le 11 octobre, pour aller visiter d'abord les hôpitaux d'évacuation qu'il avait fait installer à Tlemcen, Lalla-Marghnia et Nemours.

Il s'occupa ensuite de l'expédition. L'épidémie régnante était un nouveau motif de la mener rondement.

Il étudia d'abord le terrain sur lequel il allait agir et définit ensuite son projet d'opérations.

Long de 14 lieues environ de l'est à l'ouest, sur une largeur de 6 lieues en moyenne, avec une crête étroite et à pentes abruptes, le massif montagneux des Beni-Snassen présente vers son milieu un plateau élevé, accessible au nord et au sud par une double rampe, qui fait communiquer la plaine des Trifa avec celle des Angad. L'occupation de ce plateau, où se trouve la source abondante d'Aïn-Taforalt, coupe toute communication, aussi bien entre les deux plaines qu'entre l'ouest et l'est de la montagne. Un corps d'armée maître de ce plateau devait dominer la situation en rompant toute cohésion entre les tribus et en brisant leurs moyens de défense. C'était un objectif tout indiqué (1).

Ce massif était habité par les Beni-Snassen, puissante tribu kabyle divisée en quatre fractions, les Beni-Mengouch, les Beni-Ourimeuch, les Beni-Khaled et les Beni-Attich. Ces divers groupes formaient une confédération qui jouissait dans la contrée d'un pres-

(1) Voir la carte n° V des Beni-Snassen.

Digitized by Google

tige d'invincibilité dû à ses douze mille fusils, au difficile accès de ses montagnes, au caractère farouche de ses guerriers, à leurs goûts belliqueux et à ce fait qu'aucune armée n'avait encore pénétré au cœur du pays. Il importait de détruire cette légende et de châtier ces indigènes pour leurs méfaits.

A leur tête se trouvait un personnage religieux, réputé par son courage et son habileté, El-Hadj-Mimoun, des Beni-Ourimeuch, qui s'était imposé par les traditions de sa famille, et, après la mort de son père, par la force de ses armes. Tous les gens de la montagne lui obéissaient et son influence s'étendait au loin sur les régions voisines.

La vue des masses de troupes que nous avions rassemblées au commencement d'octobre produisit sur ces indigènes une crainte salutaire. Ils envoyèrent au général de Martimprey des lettres de soumission et lui offrirent une contribution de guerre. Le général en chef avait trop d'expérience pour écouter leurs propositions. Il savait que, s'il se retirait sans combattre, ils ne manqueraient pas de dire que les Français n'avaient pas osé les attaquer et qu'avec quelques douros on avait obtenu leur éloignement. Il déchira leurs missives; ils n'avaient plus qu'à attendre le châtiment qu'ils avaient mérité.

A cet égard, le général en chef avait arrêté ses dispositions. Et il exposa son projet au maréchal Randon dans une lettre qu'il lui adressa de Nemours, le 16 octobre. « Il comptait se porter, le 20 au plus tard, avec la 1re division d'infanterie (Esterhazy), toute la cavalerie et huit jours de vivres à Aïn-Regada (plaine des Trifa), puis à Cherraa, où il construirait une redoute. La 2e division d'infanterie (Yusuf) resterait au Kiss jusqu'au 25, menaçant la partie est de la montagne. A cette date, elle viendrait le rejoindre; la cavalerie

Digitized by Google

surveillerait les contingents des Kebdana et des Guelaïa.

L'attaque de la position dominante de la montagne aurait lieu le 26 ou le 27, avec 18 bataillons. Le général comptait alors s'établir solidement à Aïn-Taforalt, et, de là, rayonner sur les environs, comme le maréchal l'avait fait en Kabylie, en 1857.

Après la soumission des Beni-Snassen, il devait se porter sur Aïoun-Sidi-Mellouk, puis sur Zakkara.

L'effet produit par l'arrivée du corps expéditionnaire était déjà considérable et lui faisait espérer une prompte solution.

Mais tandis qu'il préparait ainsi le succès de l'expédition, le choléra menaçait de le compromettre. Quand la 2e division eut rejoint la 1re au Kiss, le fléau redoubla d'intensité et ses ravages devinrent bientôt aussi terrifiants que ceux de la Dobrutscha de funeste mémoire. A la date du 19 octobre, un grand nombre d'officiers avaient été atteints. Le général de Liniers, pris un des premiers, avait dû être transporté à Oran.

Les évacuations se succédaient, transportant de nombreux cholériques dans les ambulances des villes voisines. On était débordé par leur nombre. Les remèdes, les pansements, le personnel médical ne suffisaient plus. Le chiffre des morts s'élevait chaque jour davantage. Heureusement les infirmiers volontaires ne firent jamais défaut et l'on trouva dans tous les rangs un dévouement admirable.

A l'ambulance du camp, le spectacle était navrant. Les malades étaient rangés le long des côtés de la grande tente qui les abritait; et comme on n'avait plus le temps d'enterrer les morts au fur à mesure des décès, les cadavres formaient au centre un tas hideux qui attendait qu'on l'enlevât. Les médecins, impuissants contre un pareil fléau, circulaient au milieu des

Digitized by Google

mourants, souvent frappés eux-mêmes, mais toujours courageux et dévoués (1).

Personne n'était épargné. Vers le 20, le général commandant la 2e division fut atteint par l'épidémie. Plusieurs colonels durent quitter leur commandement. Le 24, le général Thomas, pris par le choléra dans l'après-midi, mourait dans la soirée. Cette division avait eu ses trois généraux frappés par ce mal implacable.

Un moment vint où la situation parut désespérée. On parlait de renoncer à l'expédition et de la reprendre quand l'état sanitaire serait amélioré. Le général de Martimprey montra dans ces circonstances une force d'âme et une résolution qui soutinrent les plus hésitants et relevèrent les courages. Il convoqua chez lui les généraux et les chefs de corps, les mit au courant des détails qu'ils ignoraient, de ses projets et de la nécessité de pénétrer dans les montagnes des Beni-Snassen pour les punir de leur agression :

La situation, ajouta-t-il, est attristante; il est pénible de voir nos propres soldats succomber aux attaques d'un mal terrible. Mais rappelons-nous que le siège de Constantine, que le siège de Zaatcha, que la guerre de Crimée, ont commencé sous l'influence du même fléau. Notre constance et l'aide de Dieu nous ont fait surmonter le mal. Vous êtes les mêmes hommes, vous avez la même énergie et je sais que je puis compter sur vous (2).

L'état des esprits avait montré au général en chef qu'il était urgent de créer une diversion et de changer d'air. Un autre motif l'incitait à le faire.

Pour amener les troupes avec leurs accessoires et leurs approvisionnements à portée des points d'attaque,

(1) Détails donnés par un témoin occulaire qui allait à l'ambulance relever le chiffre des morts de sa division.

(2) Commandant Mordacq (Archives de la Guerre).

Digitized by Google

il fallait s'en rapprocher. La base du Kiss était trop éloignée. Il parut indispensable d'avoir un poste-magasin situé dans un terrain pourvu d'eaux saines, abondantes, offrant de bons bivouacs et assez près du col d'Aïn-Taforalt pour l'atteindre dans une seule journée.

Pénétré de cette idée et persuadé qu'un déplacement serait favorable à la santé des troupes, le général de Martimprey voulut se charger lui-même de la reconnaissance.

Il quitta le camp du Kiss, le 21 octobre, avec la 1re division d'infanterie, la cavalerie et un fort convoi de vivres.

Il établit son camp à Aïn-Djeraoua où se trouvaient plusieurs puits. L'ennemi, décimé lui-même par l'épidémie et menacé par la 2e division, n'osa pas inquiéter la colonne. Le choléra fit encore dans nos rangs de nombreuses victimes. Le lendemain, le général en chef se porta près du marabout de Sidi-Mohamed ou Berkane, sur un terrain qui présentait d'excellentes conditions de bivouac. Ce jour-là, le nombre des malades diminua, et les grand'gardes échangèrent quelques coups de feu avec les Kabyles.

Puis, laissant sur place les troupes de la 1re division, le général de Martimprey leur prescrivit une reconnaissance sur le col d'Aïn-Taforalt et les quitta le 23, pour revenir au Kiss, avec la cavalerie et les animaux de transport.

A son arrivée, il rendit compte au ministre de l'Algérie et des colonies des mouvements qu'il venait d'exécuter.

Je viens de rentrer au Kiss, après avoir fait choix du point d'où je compte attaquer la montagne des Beni-Snassen. Cherrâa, dont je vous ai parlé, m'a paru trop loin. Ce lieu, marqué par une ancienne casbah qui avait pour office de protéger la plaine des Trifa et le pied des pentes du

Digitized by Google

massif des Beni-Snassen, contre les incursions des habitants de la rive gauche de la basse Moulouya, est en effet à 16 kilomètres des contreforts qui descendent du col d'Aïn Taforalt. Pour atteindre ce col, j'ai jugé préférable de constituer mon deuxième dépôt de vivres à la sortie des montagnes de l'oued Sidi Mohamed ou Berkane. De là, les troupes d'attaque auront à longer le pied des pentes pendant 8 à 10 kilomètres et un relai égal les conduira à Aïn Taforalt... (1).

Pendant l'absence du général en chef, la maladie avait fait, dans la 2e division, de plus grands ravages encore que dans la 1re; tous les moyens administratifs étaient devenus insuffisants; on avait été obligé de laisser les malades dans les corps; l'intensité du fléau dépassait toutes les prévisions. Il arriva un moment où l'on ne trouvait plus, pour enterrer les morts, d'autres fossoyeurs que les disciplinaires. Ceux-ci, pillards incorrigibles, dépouillaient les cadavres et vendaient leurs effets qui trouvaient encore des acheteurs.

Cependant, au milieu de ces épreuves, le moral de l'armée ne faiblissait pas. Il parut se relever encore quand l'ordre de départ fut donné pour le 25 et l'on put constater dans les corps à partir de ce jour une amélioration notable.

On laissa un bataillon du 9e de ligne à la redoute du Kiss; puis la 2e division d'infanterie, la division de cavalerie, ainsi que le complément du convoi de vivres et de munitions, se mirent en marche, le 25, à 7 heures du matin, et atteignirent à 3 heures de l'après-midi le camp de Sidi-Mohamed ou Berkane, distant de 32 kilomètres du Kiss.

Conformément aux ordres qu'il avait reçus, le général en chef n'avait pas manqué de faire savoir aux Beni-Snassen qu'il n'était pas venu pour les soumettre

(1) Commandant Mordacq.

Digitized by Google

à notre domination, ni pour reculer vers l'est notre frontière actuelle, mais pour obtenir par la force des armes la *Dia*, ou réparation du sang de nos soldats et de nos colons victimes d'agressions injustes.

Les travaux du poste de Sidi-Mohamed ou Berkane avaient été activement poussés pendant les journées des 23, 24 et 25 octobre, malgré quelques tentatives de l'ennemi pour les interrompre; ils furent complètement terminés dans la journée du 26; une reconnaissance, exécutée le 23 par le général Deligny, avec un millier d'hommes d'infanterie, avait fourni au général en chef les renseignements nécessaires pour arrêter l'ensemble de ses dispositions d'attaque. Dans l'après-midi du 26, il donna ses ordres pour le lendemain. Chaque division d'infanterie devait former deux colonnes d'une brigade chacune; l'une pour l'attaque des positions, l'autre pour servir de réserve et couvrir le convoi pendant la marche, jusqu'au moment de pénétrer dans la montagne.

Pour détourner aussi longtemps que possible l'attention de l'ennemi du véritable point d'attaque et inquiéter les contingents du Riff, ainsi que ceux de la partie ouest de la montagne, le général en chef prescrivit à la cavalerie de se porter, le 27, dès le point du jour, sur la Moulouya; puis, de se rabattre à gauche, sur le pied des hauteurs, vers le point occupé par un vieux fort nommé Kasbah Bougriba, et d'y rester jusque vers midi, en incendiant des gourbis et des broussailles. Elle devait ensuite revenir au débouché de l'oued Tegma, dans la plaine.

Pour créer une autre diversion, en menaçant les Kebdana et les Guelaïa, le général en chef avait ordonné à tous les bâtiments de guerre dont il disposait de se rendre au mouillage des îles Zaffarines.

Les colonnes d'infanterie ne quittèrent leurs bivouacs de Sidi-Mohamed ou Berkane qu'à 10 heures du ma-

Digitized by Google

tin, lorsque le mouvement de la cavalerie eut produit son effet. Longeant le pied des pentes dans un ordre parfait, elles arrivèrent vis-à-vis du col d'Aïn-Taforalt. Le général en chef arrêta alors ses dispositions définitives et donna ses derniers ordres.

La brigade Deligny, de la division Walsin Esterhazy, devait se porter directement à l'attaque du col. Pour y arriver, elle avait à franchir une distance de 6 kilomètres et à s'élever d'une hauteur de 800 mètres environ, dans un terrain boisé, rocheux, tourmenté, où les Kabyles avaient multiplié les obstacles. Ils s'y trouvèrent réunis en grand nombre le 27. Ceux qui étaient restés devant le camp de Sidi-Mohamed ou Berkane, après le départ de la cavalerie, avaient pu suivre les mouvements de l'infanterie et discerner le point à atteindre. La brigade Archinard, de la division Yusuf, devait former une seconde attaque à droite de la première et occuper le col d'Ouarinfou, à travers des difficultés analogues et sous le feu des villages fortifiés d'Aïn-Tegma.

Ces deux brigades, formées en colonnes par peloton, et destinées à marcher de front, étaient précédées par une section du génie; l'artillerie était placée derrière le premier bataillon et les cacolets à la gauche. Pour alléger ces deux colonnes, chargées d'une double attaque simultanée, les hommes marchaient sans sacs et portaient seulement, roulés dans la tente-abri, leur réserve de cartouches et un jour de vivres.

L'attaque fut entamée des deux côtés vers 2 heures, avec un égal entrain, et poussée avec vigueur sous la direction des généraux de division (1).

Le combat se poursuivit sans interruption jusqu'au soir. Les Marocains, ayant eu le temps nécessaire pour organiser

(1) Archives de la Guerre).

Digitized by Google

la résistance, avaient préparé sur toutes les pentes, aussi bien sur le front que sur les flancs, de nombreuses embuscades. Tous les sentiers étaient barrés par des abatis et des murs en pierres sèches que l'infanterie eut beaucoup de peine à enlever. Elle fut très heureusement secondée dans cette tâche par l'artillerie, dont les obus vinrent à bout d'un grand nombre d'obstacles et dont le feu à grande portée, en obligeant les Kabyles à se tenir à une certaine distance, annihila presque complètement l'efficacité de leur tir.

La brigade Deligny, grâce à son appui, put donc continuer son ascension sans subir de grosses pertes. Vers 4 h. 30, elle allait même aborder l'entrée du col, lorsque les Kabyles firent rouler sur elle une véritable avalanche de blocs rocheux. Le général commandant la 1re division, qui marchait avec cette brigade, échappa à grand peine à ce nouveau genre de projectiles. Autour de lui, un certain nombre d'hommes et de chevaux furent assez grièvement atteints.

L'artillerie dirigea immédiatement son feu sur les sommets d'où semblaient provenir ces blocs et les premiers bataillons de la brigade Deligny attaquèrent bientôt le col sans incidents. A la tombée de la nuit, le village d'Aïn Taforalt était entre nos mains.

De son côté, la brigade Archinard avait rencontré une résistance beaucoup plus sérieuse qu'on ne supposait. Elle avait dû opérer dans un terrain coupé, très couvert, sillonné d'arbres, de vergers, de maisons que les Kabyles défendirent pied à pied. Elle ne put atteindre les grottes situées au-dessus des villages qu'à la tombée de la nuit; encore fallut-il que l'artillerie en battît l'intérieur assez longtemps avant que ses défenseurs ne les abandonnassent. Les Marocains, même à ce moment, ne se tinrent pas pour battus et allèrent occuper les sommets voisins (1).

Les troupes étaient épuisées. Au delà du village des Riran, enlevé après celui d'Aïn-Tegma, se trouvait un petit plateau arrosé par des ruisseaux que formaient

(1) Commandant Mordacq.

Digitized by Google

des sources abondantes. Arrivés là, les hommes, n'en pouvant plus, se couchaient et refusaient d'avancer. La nuit approchait.

Le général commandant la 2e division fut forcé de suspendre le mouvement et de convoquer les chefs de corps. Tous déclarèrent qu'on ne pouvait aller plus loin et qu'il fallait bivouaquer sur place. Le général allait se ranger à leur avis quand son chef d'état-major exprima une opinion contraire. « L'ordre du général en chef, dit-il, est d'aller occuper ce soir le col d'Ouarinfou. Personne n'a le droit de le modifier. A tout prix il faut y aller. » Tout le monde se tut. Chacun comprenait que ce dernier avis était le vrai. Le général déclara que c'était le sien et donna l'ordre de reprendre la marche après une demi-heure de repos. On encouragea les hommes, on excita leur ardeur; des feux furent allumés sur la direction à suivre, puis la marche reprit; le col était tout près; il fut occupé sans combat.

Le plateau central des Beni-Snassen était entre nos mains, et désormais leur résistance était brisée. Grâce à l'artillerie et aux bonnes dispositions du général en chef, nos pertes étaient insignifiantes. Pour comble de bonheur, le choléra avait diminué et sa marche, depuis le départ du camp du Kiss, faisait espérer que l'épidémie tirait à sa fin. L'armée tenait la clé du pays, et les Kabyles, se voyant débordés, comprirent qu'ils ne pouvaient plus rien contre la force de nos armes.

Les souffrances subies depuis plusieurs jours et les pertes considérables qu'une cruelle maladie avait causées à la troupe faisaient un devoir au général en chef, après le succès du 27 octobre, de réconforter un peu le cœur de ses soldats.

Il leur fit alors connaître les citations qu'il leur accordait et fit précéder son ordre du jour des paroles suivantes :

Digitized by Google

Au grand quartier général, à Aïn-Taforalt, 28 octobre.

Soldats,

Vous venez d'atteindre avec succès le premier but offert à vos efforts. Les ravages d'une affreuse maladie, qui, heureusement, vient de disparaître, n'ont pas plus ébranlé votre force morale qu'ils n'ont arrêté les progrès de vos opérations.

Hier, après une journée glorieuse, vous avez dressé vos camps au cœur d'une montagne où, jusqu'ici, jamais armée n'avait pénétré; en persévérant, vous obtiendrez bientôt, soyez-en sûrs, les légitimes réparations auxquelles nous ont donné droit des agressions injustes.

Vos généraux, vos chefs de corps, viennent de me faire parvenir les témoignages de la satisfaction que leur a causée, dans le combat d'hier, la conduite des troupes sous leurs ordres. J'ai suivi de l'œil, avec plaisir, la régularité de vos mouvements.

Aujourd'hui, je me fais un devoir de porter à la connaissance de l'armée les noms qui me sont signalés parmi les plus méritants, etc.

Le même jour, des envoyés d'El-Hadj-Mimoun se présentèrent avec des lettres de leur cheikh pour entrer en négociations; mais le général de Martimprey exigea qu'il vînt en personne lui rendre hommage et faire acte de soumission.

El-Hadj-Mimoun, s'inclinant devant sa volonté, se présenta dans la matinée du 30, peu de temps avant l'expiration du délai que le général lui avait assigné. Il accepta et garantit les conditions imposées à ses tribus, en répression des attaques auxquelles elles avaient pris part; il livra des otages, pris parmi les notables des différentes fractions, et s'engagea, au nom de celles-ci, à payer un impôt de guerre de 100 francs par fusil. Le général fut satisfait de l'attitude et des paroles pleines de convenance de ce chef, qui lui

Digitized by Google

PRISE DU COL DE TAFORALT

(27 octobre 1859)

Digitized by Google

Digitized by Google

parut digne de sa réputation, mais débordé par le fanatisme musulman.

Un dégrèvement de l'impôt fut accordé aux habitants d'Aïn-Tegma, dont le village avait été dévasté, pour l'exemple, par les troupes du général Yusuf. La redoute de Mohamed ou Berkane avait cessé d'être utile. Le général en chef la fit évacuer, en dirigeant sur le camp du Kiss les malades qui y étaient restés et en faisant monter sur le plateau d'Aïn-Taforalt les approvisionnements et le matériel qu'elle contenait (1).

Le châtiment des Beni-Snassen et l'occupation de leurs montagnes avaient produit sur toute la frontière un effet salutaire. Mais il restait à punir les tribus marocaines des environs, notamment les Angad et les Mahia, qui avaient fait des incursions sur notre territoire.

De nouvelles dispositions s'imposaient. Le général en chef décida d'abord de rester chez les Beni-Snassen avec ses troupes, pour leur faire mieux sentir la main du vainqueur et prendre le temps de préparer ses futures opérations. C'était une seconde campagne à organiser dans des conditions différentes.

Il prit sa ligne de communications par Marghnia. Il fit diriger sur ce poste la plus grande partie de ses approvisionnements et ouvrir deux routes, l'une sur le Kiss, l'autre sur la plaine des Angad.

Tandis qu'il donnait ces ordres, il reçut au camp d'Aïn-Taforalt la visite d'un personnage politique, nommé Si-Sliman, petit-fils du sultan Muley-Sliman, prédécesseur de Muley-Abd-er-Rhaman. Il se prétendait dépossédé par le sultan régnant et venait voir s'il pourrait intéresser la France à sa cause. Le général de Martimprey ne lui laissa à cet égard aucune espérance

(1) Archives de la Guerre.

Digitized by Google

et lui fit comprendre qu'il n'avait pas à se mêler des affaires du Maroc.

Il fallait craindre que les Angad et les Mahia, pour échapper au sort qui les menaçait, ne voulussent s'enfoncer vers le sud. Pour empêcher toute émigration de ce côté, le général en chef forma deux colonnes légères, composées en grande partie de cavalerie, l'une sous le commandement du général Durrieu, l'autre sous celui du général Desvaux. Le premier, partant de Sebdou le 4 novembre, devait marcher vers le sud-ouest et interdire l'accès des hauts plateaux aux tribus marocaines. Le second devait refouler ces mêmes tribus sur le général Durrieu et être suivi de près par le général en chef avec le reste du corps expéditionnaire.

Enfin, une dernière petite colonne, sous les ordres du commandant de Colomb, fut chargée de razzier, au sud, les Beni-Guil, coupables de nombreux pillages commis sur nos tribus.

La colonne Desvaux ayant été mise en mouvement le 3 novembre, le corps expéditionnaire quitta la montagne le lendemain. On marchait vers le sud, à travers la plaine des Angad. La cavalerie campa à Aïoun-Sidi-Mellouk et le général de Martimprey à Sidi-bou-Houaria. Le 5, on atteignit le village de Sidi-Mahmet, d'où les goumiers délogèrent les habitants après un court combat. Les Angad et les Mahia avaient fui. Mais le lendemain ils se trouvèrent en présence du général Durrieu, qui les fit charger par le goum. En un clin d'œil ils eurent 250 cavaliers hors de combat et furent mis dans le plus grand désordre. On leur prit 30.000 moutons et 2.000 chameaux. Ils s'empressèrent de demander l'aman, qu'ils obtinrent moyennant 40.000 francs et vingt otages.

Les Beni-Guil avaient déjà subi des pertes semblables et n'avaient plus qu'à se repentir de leurs méfaits.

Le corps expéditionnaire de l'Ouest avait maintenant

Digitized by Google

terminé sa mission. Les puissants moyens d'action dont il disposait lui avaient permis de châtier en quelques jours toutes les tribus dont nous avions à nous plaindre. Il n'y avait plus qu'à rentrer en Algérie. Les marches de retour commencèrent le 7 novembre. Deux jours après, le général en chef arrivait avec ses troupes sur le terrain de la bataille d'Isly, qui lui rappelait de si glorieux souvenirs.

En revoyant ces lieux, il eut la pensée d'honorer la mémoire du maréchal Bugeaud par une démonstration militaire. Par son ordre, une petite pyramide en pierre fut construite sur l'emplacement occupé le 14 août 1844 par la tente du maréchal. Dans l'après-midi, la troupe improvisa spontanément une fête militaire pour rendre hommage au vainqueur d'Isly. Des salves de coups de canon furent tirées en son honneur et les troupes défilèrent devant le monument. La soirée se termina par une ronde gigantesque, éclairée par des torches improvisées, dans lesquelles zouaves, chasseurs d'Afrique, hussards, fantassins et même un aumônier de la colonne, ancien zouave, chantaient la *Casquette*.

Les colonnes marchèrent, le 10, sur Oudjda, dont le caïd et les habitants avaient pactisé avec l'ennemi. Les têtes de nos soldats, coupées dans les combats de Zouïa et de Sidi-Zaher, avaient été promenées en triomphe dans les rues de cette petite ville. Le caïd, comptant sur la clémence du vainqueur, vint au-devant du général en chef avec un cheval de soumission et les notables de sa cité. Il en fut pour ses frais. Il fut arrêté, conduit à Nemours et envoyé à notre consul à Tanger, qui fut chargé d'adresser une plainte contre lui au sultan du Maroc. Oudjda dut payer une contribution de guerre d'environ 100.000 francs.

Désormais, la campagne était finie. Elle était glorieuse pour nos armes et devait avoir pour conséquence le maintien, pendant plusieurs années, des tribus ma-

Digitized by Google

rocaines de la frontière dans une tranquillité parfaite. Ce résultat, grâce aux mesures prises, avait été obtenu sans combats meurtriers; le choléra seul avait décimé les troupes. Ses ravages avaient cessé depuis leur installation sur le plateau des Beni-Snassen. Mais ils n'en étaient pas moins cruels et devaient laisser aux officiers et soldats un souvenir ineffaçable. L'effectif, qui était, le 9 octobre, de 15.343, officiers compris, n'était plus, un mois après, que de 11.794. Il manquait 3.549 hommes, près du quart du chiffre du début. Ces pertes furent très remarquées et causèrent en France une impression douloureuse. Aussi, malgré les qualités éminentes dont le général de Martimprey avait fait preuve, ce fut un peu sur lui que les autorités supérieures se montrèrent disposées à faire injustement peser la responsabilité de ce malheur.

Cependant, il n'en fut pas ainsi de la part du ministre de la Guerre, qui était prêt à le défendre, et qui lui écrivit à cette occasion :

Paris, le 6 novembre 1859.

Mon cher Général,

Il y a assez longtemps que je ne vous ai écrit, mais j'attendais pour pouvoir le faire que vous eussiez entrepris votre campagne. J'arrive juste à temps pour vous féliciter sur les heureux résultats que vous avez obtenus, et qui, je l'espère, ne se démentiront pas dans leurs conséquences.

Je vais m'entretenir avec vous avec la franchise que vous me connaissez, et je commencerai par vous prévenir de ne confier aux dépêches télégraphiques que ce que vous désirez qui soit connu, parce que rien n'est moins discret que le télégraphe. Ainsi, vous me dites que vous avez reçu une lettre du ministre de l'Algérie qui vous a contrarié, et l'Empereur de me demander et de demander au ministre de l'Algérie ce que signifient ces paroles. Vous dites que vous avez imposé les Beni-Snassen à 100 francs par fusil, et voilà le ministre des Finances qui réclame le versement au Trésor

Digitized by Google

des 1.200.000 francs que cette contribution de guerre produira : les ordonnances sont formelles....

J'ai été bien impressionné des pertes cruelles que vous avez faites et c'est à peine si j'ose parler du chiffre énorme de vos morts. L'invasion du choléra dans votre colonne est encore une énigme pour nous : nous ne savons par où il vous est venu, comment il s'est étendu, et ce que je désire par-dessus tout apprendre, c'est qu'il soit bien définitivement parti. C'est un grand bonheur que les divisions qui existent dans le Maroc aient facilité votre attaque et que vous ayez pu terminer aussi rapidement ce que vous aviez entrepris. Je vous en ai déjà fait mon compliment et je le réitère de grand cœur....

Vous avez assez vécu au milieu des événements de ce monde pour avoir remarqué que le sort des armes était variable et qu'il fallait souvent autant d'indulgence que de sévérité....

Maréchal RANDON.

Quelques jours après, une seconde lettre vint compléter la première :

Paris, le 15 novembre 1859.

Mon cher Général,

Je commence par vous dire que l'Empereur, que j'ai tenu très au courant de vos opérations, est parfaitement content de la promptitude et de la vigueur avec laquelle vous avez conduit cette expédition et du succès complet qui l'a couronnée....

Votre position est bonne; elle s'est encore améliorée depuis votre arrivée; vous comprenez que je fais valoir les services que vous pouvez rendre, et que vous rendez, chaque fois que j'en trouve l'occasion; mais il ne faut pas que vous oubliiez que je ne suis pas chargé des intérêts généraux de l'Algérie. Les appréciations que j'ai émises sur la ligne de conduite que vous deviez tenir là-bas se sont confirmées. Vous arriverez au bien, c'est-à-dire à la réforme des fâcheuses conceptions qui ont fait irruption sur l'Algérie, à la condition d'agir avec prudence, tact et modération....

Digitized by Google

Il me faudrait un rapport général sur la marche, l'invasion et les effets du choléra : faites-le préparer par l'intendance.

Maréchal RANDON.

La fin de la lettre du ministre indique clairement les difficultés qui attendaient le commandant supérieur. Les fâcheuses conceptions dont il parlait n'étaient autres que le remplacement de l'autorité militaire par les pouvoirs civils. Et, derrière cette combinaison, on savait qu'il fallait voir aussi un cantonnement des indigènes de plus en plus resserré, afin de livrer le reste de leurs terres aux spéculateurs de terrains. Le ministre savait, d'ailleurs, que la loyauté de caractère du général de Martimprey, jointe à sa fermeté, ne se prêterait jamais à de pareilles compromissions. Mais quel avenir de luttes s'ouvrait devant lui!

Pour le moment, tout entier aux affaires de son commandement, il s'occupa de la rentrée des corps dans leurs garnisons respectives. Les itinéraires, les ordres d'embarquement, les évacuations de malades, la dislocation des colonnes qui devait s'effectuer le 12, tout était prêt. Il fit ses adieux aux troupes, dès le 10, par la voie de l'ordre.

ORDRE GÉNÉRAL

Soldats du corps expéditionnaire de l'Ouest,

Les Beni-Snassen sont vaincus par nos armes; les Mahia, les Angad et les Beni-Guil, frappés par les colonnes du sud; Oudjda est aujourd'hui à vos pieds, rachetant à prix d'argent les justes châtiments encourus par ce repaire de malfaiteurs.

Son caïd, qui entretenait un tel état de choses et avait pris part à l'attaque perfide de Sidi-Zaher, a été arrêté par mes ordres et dirigé sur Tanger; sa casbah, son maghzen, tout ce qui appartient au gouvernement marocain, avec

Digitized by Google

lequel la France est en paix, demeureront d'ailleurs respectés.

La campagne est terminée; demain vous repasserez la frontière.

Un corps d'observation, sous les ordres du général Deligny, commandant la subdivision de Tlemcen, veillera sur le pays jusqu'à ce que les populations soient rentrées de part et d'autre dans la situation normale que leur assurent vos succès.

Je ne retracerai pas ici dans quelles circonstances ceux-ci ont été obtenus, alors qu'en quelques jours la maladie réduisait vos effectifs d'un cinquième; mais je veux louer hautement la force morale que vous avez opposée à cette rude épreuve.

Je louerai aussi l'ordre dans lequel vous n'avez cessé de marcher et surtout votre excellente discipline, que rien ne prouve mieux que l'absence absolue de toute plainte en conseil de guerre depuis que je me suis mis à votre tête. Enfin, toutes les recommandations que j'ai eues à vous faire, d'épargner les villages et les propriétés des populations domptées, ont été rigoureusement observées.

Je vous remercie sincèrement, soldats, et avec vous je remercie vos officiers et vos généraux de tous ces faits, que je suis heureux de proclamer.

Je ne terminerai pas sans rendre justice aux bons services de notre fidèle maghzen d'Oran, qui, alors que l'insurrection semblait devoir gagner toute la province, a continué à former l'avant-garde de nos troupes, en bravant les malédictions de coreligionnaires fanatiques.

. . . . . .

Au revoir, soldats; je retourne à Alger, fier de vous avoir commandés, et je rendrai compte au ministre de la Guerre de vos bons services, en le priant d'en solliciter la récompense auprès de Sa Majesté l'Empereur, dans l'étendue qu'ils comportent.

Le commandant en chef du corps expéditionnaire de l'Ouest,

Général DE MARTIMPREY.

Digitized by Google

Les troupes repassèrent la frontière le 11, et, le lendemain, le général en chef, accompagné par le commandant de la 2e division et par son état-major, arriva à Tlemcen. Il y reçut la soumission des Zakkara, dernière tribu marocaine à châtier, dont le chef vint s'incliner devant lui. Il lui accorda l'aman, fixa sa contribution de guerre et retint des otages en garantie du paiement. Il partit ensuite pour Oran et rentra à Alger sur la frégate qui l'avait amené.

Malgré ses heureux résultats, cette expédition du Maroc ne devait pas avoir pour la carrière du général de Martimprey les conséquences heureuses qu'il était en droit d'espérer.

Le rôle important qu'il avait eu à remplir pendant la campagne d'Italie avait fait des envieux. Sa nomination à la tête du 7e corps d'armée et du gouvernement de l'Algérie en avait grossi le nombre. Il y en avait même dans l'entourage du souverain.

A ce point de vue, la campagne du Maroc offrit à ses ennemis une occasion favorable. Le choléra avait laissé de tous côtés un souvenir pénible. On savait bien qu'il n'y était pour rien, qu'il avait courageusement lutté contre l'épidémie. Mais on n'en disait pas moins que les malheurs, à la guerre, retombent sur le chef responsable, que les officiers d'état-major n'étaient pas faits pour le commandement, etc.

On lui reprocha sa prudence comme un excès, on critiqua la lenteur de ses opérations, malgré leur rapidité; ses ordres généraux, qu'on trouva fréquents, sans tenir compte de la nécessité où il était de relever sans cesse le moral de ses soldats. On rapprocha l'importance du corps expéditionnaire de la facilité avec laquelle on avait occupé le massif des Beni-Snassen, trouvant que l'effectif des troupes mises en mouvement n'était pas nécessaire pour une opération aussi simple; enfin, que les sacrifices faits pour cette expédition et la mobilisa-

Digitized by Google

tion d'un corps d'armée de trois divisions n'étaient pas en rapport avec les résultats obtenus.

Ce reproche, cependant, ne pouvait être adressé qu'au gouvernement, aux ordres duquel le général en chef s'était conformé. Après les attentats commis sur nos tribus, le moins que nous pouvions faire était d'occuper les territoires ennemis, d'abord pour constater notre succès, ensuite pour éviter le retour de pareils faits. Il fallait donc reculer notre frontière jusqu'à la Moulouya. Mais le gouvernement impérial, redoutant des complications, n'osa pas user de son droit, alors que la moindre prudence lui en faisait un devoir.

Les hommes qui jugeaient de loin nos opérations d'Afrique avec leurs vues étroites et personnelles avaient beau jeu pour s'en prendre injustement au général en chef, qui avait été le premier à souffrir des entraves apportées à son action militaire. Ces arguments devaient être repris plus tard contre le général de Martimprey. Pour le moment, on fut heureux d'en avoir fini avec l'épidémie, d'avoir châtié nos agresseurs et de voir les troupes rentrées.

En Afrique, l'impression produite par la récente expédition fut bien différente de celle qui fut constatée à Paris. La réputation militaire du commandant en chef en revint très grandie, et les difficultés qu'il avait surmontées, aussi bien que les résultats acquis, lui créèrent parmi les troupes une belle renommée. Son courage et sa ténacité en face du choléra laissèrent dans l'esprit de ses subordonnés un souvenir ineffaçable.

Bientôt il partit pour Paris, où il avait à faire valoir les services de ses officiers et à leur faire obtenir les récompenses qu'ils avaient méritées pendant l'expédition.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE XIII

COMMANDEMENT SUPÉRIEUR DES FORCES DE TERRE ET DE MER

(1859-1860)

Rivalité entre les autorités civiles et militaires. — Le journal l'*Entr'acte*. — Duel du général Yusuf. — Malveillance du ministère de l'Algérie. — Voyage de l'Empereur en Algérie. — Attaques des conseils généraux contre l'armée. — Lettre du commandant supérieur au président de Vaulx. — Relations avec le général Deligny. — Approbation du ministre de la Guerre. — Le commandant Mircher à Paris. — Blâme du ministre de l'Algérie. — Voyage du général de Martimprey en France. — On lui donne raison. — Changement de système. — Le maréchal Pélissier gouverneur général, Martimprey sous-gouverneur.

A Paris, le général reçut l'accueil le plus cordial du ministre de la Guerre et de l'Empereur. Il eut l'occasion de s'expliquer sur son expédition, de justifier ses opérations et il fut approuvé au point d'obtenir toutes les récompenses qu'il avait sollicitées. En outre, il fut avisé que, désormais, les arrondissements militaires devenaient des corps d'armée. Il prenait donc le titre de commandant supérieur et commandant du 7e corps d'armée. Il put croire alors que ses adversaires étaient réduits au silence et qu'à son retour à Alger il n'aurait plus qu'à s'occuper du développement de la colonie.

Malheureusement, il n'en était pas ainsi, et, dès sa rentrée au Palais du gouvernement, il se trouva aux prises avec ces *conceptions fâcheuses* que le maréchal Randon lui avait signalées et qu'il espérait voir ré-

Digitized by Google

former « avec de la prudence, du tact et de la modération ». Le maréchal ne comptait pas assez avec les passions humaines et les incidents imprévus qu'elles devaient faire naître.

L'hiver de 1859-1860 était, en effet, à peine commencé que la rivalité entre les pouvoirs civil et militaire éclata à Alger et prit rapidement un caractère d'inimitié.

Le prince Napoléon, nommé ministre de l'Algérie et des Colonies, en était le premier instigateur. Les actes de son administration avaient troublé, dès le début, les dépositaires du commandement, qui étaient cependant ses collaborateurs les plus sûrs. Ses préfets avaient commencé à battre en brèche l'autorité militaire, seule garante de la soumission des indigènes. Ce qu'il y eut de plus fâcheux, c'est que le Prince procéda par des moyens inavoués, mais publiquement connus; d'abord par une campagne de presse, entreprise par ses agents; ensuite par des faveurs spéciales accordées aux partisans du régime civil. A son retour à Alger, le commandant supérieur n'eut pas de peine à constater ces tiraillements.

L'un des journaux fondés par les amis du Prince, *L'Entr'acte*, avait pour rédacteur en chef M. Clément Duvernois, qui devait, sous la troisième république, devenir ministre et finir par une condamnation en police correctionnelle à deux ans de prison.

Cette feuille, se trouvant à bout de ressources, imagina, à la fin de janvier, de s'attaquer aux personnalités militaires les plus en vue et de leur consacrer des appréciations satiriques de nature à lui attirer des lecteurs. Elle commença par un article sur le commandant supérieur, qu'elle appela : *le grand cheval de bataille*. C'était un portrait malveillant du général de Martimprey. Il fut remarqué, mais il passa.

Au commencement de février parut un second arti-

Digitized by Google

cle intitulé : *M. Zouzou*. Cette fois, l'attaque, dirigée contre le général commandant la division, dont le nom se prononçait *Youzouf*, avait un caractère blessant. L'aide de camp du général envoya ses témoins à l'auteur de l'article, qui refusa de se battre, alléguant par écrit qu'il n'y avait rien dans sa prose qui fût de nature à offenser cet officier. A la suite de ce refus, une scène de pugilat eut lieu entre l'ordonnance du capitaine et le journaliste. Le général, qui habitait aux environs, prévenu par la rumeur publique, arriva de suite, prit l'affaire en mains et provoqua le journaliste. Le duel fut convenu pour le jour même, qui était un dimanche, après la parade de midi. Il devait avoir lieu dans la chambre d'une maison mauresque habitée par le directeur du journal.

La parade s'avançait, quand un aide de camp du général en chef vint intimer au général de division l'ordre de se rendre au Palais du gouvernement. Le général répondit qu'il irait dès qu'il serait libre. Mais au lieu d'obéir, après la parade, il se fit conduire dans la maison du directeur du journal. Le duel eut lieu, et le journaliste fut assez sérieusement blessé.

Le général se rendit alors avec son aide de camp auprès du commandant supérieur, qui lui reprocha de ne pas avoir obéi à son ordre. Yusuf lui fit observer qu'il ne pouvait manquer à un rendez-vous d'honneur et que lui, général de Martimprey, aurait agi de même s'il s'était trouvé à sa place. Ce dernier n'insista pas et s'en prit alors à l'aide de camp qui avait provoqué cette affaire. Le capitaine lui répondit avec déférence qu'il croyait avoir fait son devoir et qu'il était prêt à en subir les conséquences. Yusuf déclara qu'il ne pouvait s'empêcher d'approuver son aide de camp.

Le général en chef semblait avoir fait sa réprimande pour la forme. Il termina la séance en disant qu'il était heureux de voir cet incident finir par une blessure

Digitized by Google

sans gravité, donna une poignée de main au général Yusuf et au capitaine, en invitant ce dernier à ne pas recommencer.

Le soir, il y avait grande réception au Palais du Gouvernement. On fit au général Yusuf une petite ovation; tout le monde semblait content et une franche gaîté anima la soirée.

Cette affaire fit beaucoup de bruit, et les partisans du pouvoir civil ne se privèrent pas du plaisir de la colporter avec force commentaires au détriment de leurs adversaires. Le récit en parvint même aux oreilles du souverain.

Le général en chef fit son rapport à ses deux ministres et eut la satisfaction de constater que la suprématie du pouvoir militaire n'en était que plus affirmée.

Le ministre de la Guerre lui témoigna sa satisfaction par la lettre suivante :

Paris, le 17 mars 1860.

Mon cher Général,

Un fait grave vient de se passer à Alger : je n'en ai pas été surpris; je m'attendais même à le voir surgir plus tôt. Quand des autorités chargées de faire exécuter les lois pour châtier les insulteurs publics restent inactives, ou quand elles ne se réveillent que lorsque leur propre personnalité se trouve mise en jeu, alors les honnêtes gens bafoués et calomniés se rendent justice par eux-mêmes; sans doute, cela n'est pas légal; sans doute, cela est triste, mais ce n'est pas surprenant.

En rendant compte à l'Empereur de ce qui venait de se passer à Alger, je n'ai pas pu tenir un autre langage, et je n'ai pas hésité à dire à S. M. que, pour mon compte, je ne pouvais me décider à adresser aucune expression de blâme au général Yusuf pour le parti extrême qu'il avait été forcé de prendre. Les officiers ont pris fait et cause pour leur général grossièrement insulté; je ne vois là rien que de très

Digitized by Google

naturel, et je ne pourrais trouver blâmable, comme sentiment, qu'une conduite différente; comme conséquence, je m'en inquiète peu, et je me constituerai leur défenseur chaque fois que l'occasion m'en sera offerte; je ne désire qu'une chose, c'est que la leçon donnée à cette bande de forçats, de repris de justice, etc. (1), ne soit pas perdue et que l'autorité en retire une force et une résolution qui mette un terme à cette situation intolérable pour l'armée....

Maréchal RANDON.

Pour le moment, en effet, l'autorité militaire put croire que ses adversaires avaient désarmé. La paix régnait parmi les indigènes, auxquels la vigueur de notre attitude au Maroc avait donné à réfléchir, et, dans les capitales des trois provinces, notamment à Alger, la tranquillité semblait assurée.

Le commandant supérieur avait obtenu le grade de divisionnaire pour le général Deligny, et l'avait fait nommer commandant de la province d'Oran, à la place du général Walsin-Esterhazy, qui rentrait en France. C'était un ami sûr, dévoué, capable, qui allait administrer les territoires de l'ouest avec toute la fermeté et l'expérience désirables.

A Constantine, il en était de même. Le général Desvaux, qui avait fait récemment la campagne d'Italie et du Maroc avec le général de Martimprey, lui était tout dévoué.

A Alger, les récents incidents avaient rétabli entre le commandant de la division et le général en chef les bons rapports qu'un instant d'irritation au Maroc avait momentanément interrompus.

Les commandants de provinces rendaient compte directement de toutes les affaires militaires, civiles ou arabes au général en chef, qui exerçait de fait les

(1) L'autorité avait trouvé d'anciens condamnés parmi les rédacteurs de l'*Entr'acte*.

Digitized by Google

fonctions de gouverneur général. L'avenir semblait dégagé de toute inquiétude et le commandant supérieur, confiant dans cette situation, travaillait consciencieusement à l'extension des territoires civils, suivant le désir du ministre de l'Algérie et des Colonies.

Toutefois, cette pacification des esprits était plus apparente que réelle. Le calme qui avait succédé à l'agitation, après le duel du général Yusuf, n'était qu'une trêve entre civils et militaires. Elle fut de courte durée.

Dès le mois d'avril, les attaques contre l'autorité militaire recommencèrent. Le général Desvaux et le commandant supérieur s'en plaignirent au ministre de l'Algérie. Ils lui transmirent en même temps leurs observations sur les procédés de l'administration civile vis-à-vis des indigènes au point de vue de la justice musulmane et des bureaux arabes. Il y avait eu, à cet égard, de véritables fautes commises. Leurs lettres n'eurent d'autre résultat que d'éveiller à Paris un vif mécontentement. Sur ces questions, les préfets et d'anciens fonctionnaires algériens étaient d'accord avec le ministre.

En réalité, la lutte contre le pouvoir militaire était soutenue en haut lieu par les personnalités les plus puissantes et favorisée par la mauvaise organisation de l'autorité supérieure. Le ministre de l'Algérie correspondait avec les commandants de provinces et avec les préfets, sans tenir compte du commandant supérieur, qui aurait dû être son intermédiaire officiel. Il en résultait parfois des situations très tendues. De leur côté, les généraux placés à la tête des provinces se trouvaient ainsi avoir deux chefs : le ministre et le commandant supérieur. Dans certains cas, ce dernier était avisé par ses subordonnés des instructions qu'il aurait dû recevoir directement. C'était le désordre introduit dans la hiérarchie. Et ce fait acquérait une

Digitized by Google

gravité extrême quand il s'agissait de questions militaires d'une certaine importance.

On le vit clairement à la fin du printemps de 1860. Sous l'influence de ces tiraillements, quelques agitations se produisirent dans la Kabylie orientale. Le ministre de l'Algérie, prévenu par le préfet de Constantine, envoya ses instructions au général Desvaux, traitant avec lui des dispositions à prendre pour diriger une expédition. Il fit en même temps connaître sa décision au commandant supérieur, qui en avisa télégraphiquement le général commandant à Constantine. Il s'agissait d'une véritable expédition à préparer contre les Kabyles des environs de Sétif. La responsabilité du commandant supérieur était engagée, ce qui n'avait pas empêché le ministre de passer outre et de traiter directement cette question avec un de ses subordonnés.

Quoique justement froissé, le général de Martimprey ne se plaignit pas. Il écrivit au ministre qu'il considérait l'expédition contre la Kabylie orientale comme nécessaire, mais que, pour assurer son succès, il lui paraissait indispensable de maintenir dans leurs villages les Kabyles du reste du pays. Il était donc prudent de former dans la province d'Alger une colonne d'observation destinée à empêcher les contingents indigènes de l'ouest de la Kabylie d'aller renforcer ceux de l'est, aux prises avec le général Desvaux.

Le ministre de l'Algérie en causa avec son collègue de la Guerre, puis écrivit au général de Martimprey que, d'accord avec le maréchal Randon, il n'était pas d'avis que le commandant supérieur se mît à la tête des troupes destinées à seconder le général Desvaux. Il y eut cependant une colonne chargée de cette mission et commandée par un général de brigade. Néanmoins, pour aider son subordonné et veiller aux incidents qui pourraient surgir, le général de Martimprey,

Digitized by Google

abandonnant le projet qu'il avait formé de se rendre aux eaux des Pyrénées, fit, au mois de mai, une tournée en Kabylie et visita le fort Napoléon. L'expédition, du reste, fut rondement menée. Les Kabyles durent payer une forte contribution et, avant les chaleurs, les troupes étaient rentrées dans leurs garnisons. L'Empereur avait déclaré qu'il tenait à ne pas être engagé dans des affaires sérieuses.

Le commandant supérieur adressa une lettre de félicitations et un ordre du jour élogieux au général Desvaux, qui lui répondit le 27 août : « ... Je suis profondément touché des preuves de bienveillance que j'ai reçues de vous à toutes époques, et surtout pendant la durée de l'expédition de Kabylie. Votre dernière lettre et votre ordre du jour me sont bien précieux et me récompensent largement de ce que j'ai pu faire. Je vous remercie du fond du cœur. »

Les détails qui précèdent montrent quelles difficultés le général de Martimprey avait à surmonter et combien sa position était précaire entre un ministre de l'Algérie qui rêvait sa suppression, un souverain qui croyait à la rédemption des Arabes et une administration civile qui le combattait secrètement.

Au commencement de juillet, il apprit *par les journaux* que l'Empereur se proposait de faire un voyage en Algérie au mois de septembre. Quelques jours après, une lettre du ministre confirma cette nouvelle. L'Empereur devait arriver, avec l'Impératrice, vers le milieu du mois. Le ministre de l'Algérie précéderait Leurs Majestés de quelques jours.

Le général de Martimprey exprima à ce dernier son étonnement d'avoir été prévenu par la presse avant de l'être officiellement. Sa lettre resta sans réponse.

A partir de ce moment, il eut à s'occuper spécialement du voyage des souverains. La nouvelle s'était

Digitized by Google

déjà répandue de tous côtés et causait une joie universelle.

C'était la lutte entre les pouvoirs civil et militaire qui avait amené ce déplacement. L'Empereur, frappé de l'antagonisme existant entre les représentants de ces pouvoirs, ne pouvant deviner que son cousin, le prince Napoléon, en était l'auteur, disposé d'ailleurs à se poser en libérateur du peuple arabe, voulut se rendre compte par lui-même de l'état des choses.

Le mois d'août fut employé, à Alger, aux préparatifs de la réception qu'on voulait lui faire. Bientôt, on annonça la prochaine arrivée du bey de Tunis, qui tenait à saluer Napoléon III.

Le général de Martimprey se vit proposer, entre autres projets pour le séjour de l'Empereur à Alger, une grande fête arabe à la Maison-Carrée. Le général Yusuf, commandant la province, en avait eu l'idée. Sa proposition fut examinée et le commandant supérieur, sachant que le général s'entendait à merveille pour ce genre de mise en scène, lui donna son approbation avec les crédits nécessaires.

L'Empereur et l'Impératrice débarquèrent à Alger le 17 septembre et furent reçus avec le plus grand enthousiasme. Le commandant supérieur, escorté par les généraux et les autorités civiles, alla les recevoir à leur descente du navire et les conduisit au Palais du Gouvernement, où leurs appartements avaient été préparés.

Le fait le plus important du séjour de Napoléon III à Alger fut peu connu du public. Il se passa le surlendemain de son arrivée. Impatient de fixer ses idées sur la situation de la colonie, il avait fait convoquer, par le général de Martimprey, les généraux et les préfets des trois provinces. Il présida leur réunion et invita les uns et les autres à lui faire connaître leur opinion

Digitized by Google

sur l'extension de pouvoirs réclamée si ardemment par les autorités civiles.

Chacun s'exprima librement. Les généraux furent unanimes à affirmer le danger qu'il y aurait, pour la paix publique et la sécurité des colons, à confier la suprématie du pouvoir à des fonctionnaires civils. A leurs yeux, l'indigène était toujours frémissant sous la domination française et une révolte, partielle ou générale, était toujours à craindre.

Les préfets furent d'un avis contraire. Ils affirmèrent, quoique n'ayant à cet égard aucune notion certaine, que la pacification du peuple arabe était définitive. Il n'y avait plus à craindre le moindre soulèvement, parce que les indigènes, convaincus de la puissance de la France, s'étaient inclinés devant elle à tout jamais. Il n'y aurait plus que des troubles sans gravité, dus à des maladresses d'agents plutôt qu'à des agitations du fanatisme musulman. L'heure était venue d'émanciper les indigènes, de leur appliquer les lois et l'administration françaises et d'achever leur civilisation.

L'Empereur ne put s'y tromper. L'opposition entre ces deux groupes était complète. Ce n'était pas seulement un conflit d'idées, mais surtout une animosité implacable de la part de l'administration civile, placée en face d'un pouvoir militaire résolu à défendre ses droits et à faire son devoir contre le fanatisme toujours redoutable du peuple arabe.

L'Empereur écouta tous les avis, ne se prononça pas et leva la séance.

Le commandant supérieur recommanda aux généraux le calme, la prudence et la modération dans tous leurs rapports avec les préfets.

Il n'en fut pas de même parmi ceux-ci. Avant de se séparer, ils s'entendirent pour combiner un pro-

Digitized by Google

gramme de nouvelles luttes contre l'autorité militaire. On aurait peine à croire que des fonctionnaires d'un ordre aussi élevé, chargés de traiter les affaires administratives avec autant de mesure que de bienveillance, aient pu se laisser aller à combiner une action commune contre leurs supérieurs hiérarchiques et surtout contre l'armée. Les faits, cependant, sont là pour l'attester. Ils décidèrent de profiter de la prochaine réunion des conseils généraux pour provoquer des discussions sur les abus commis par l'autorité militaire en territoire indigène et ne fixèrent aucune limite à l'énergie de leurs attaques.

On verra plus loin comment cette campagne fut menée et quelles en furent les conséquences.

Le jour même de cette importante réunion, l'Empereur signa un décret qui élevait le général Yusuf à la dignité de grand-croix. Quant au général en chef, il n'y avait pour lui aucune distinction. Ce fut très remarqué, et l'étonnement s'accrut encore lorsqu'on vit qu'il en était de même au départ du souverain. Ce fait resta inexplicable pour les amis du général de Martimprey, qui en furent affectés. On ne sut à quoi l'attribuer, et les versions les plus variées coururent à ce sujet. Pour les uns, il y avait des influences de cour qui s'étaient montrées hostiles au commandant supérieur. Pour d'autres, c'était l'amitié du général Fleury pour Yusuf, son ancien chef aux spahis, qui avait obtenu pour lui le grand cordon.

Personne ne pouvait se douter que cette faveur était due à l'abnégation même et à l'élévation de sentiments du général de Martimprey. A la fin de l'expédition du Maroc, il avait proposé sans succès le général Yusuf pour la grand-croix de la Légion d'honneur. N'ayant pas réussi et sachant que les propositions de récompenses étaient valables pendant un an, il avait renouvelé la sienne, au moment de la venue de l'Empereur,

Digitized by Google

par la lettre suivante, adressée au ministre de la Guerre :

Monsieur le Ministre,

Les services du général Yusuf sont inscrits dans l'histoire de la conquête. Il les a continués sous mes ordres avec un dévouement, un zèle, un esprit de discipline dont je ne saurais assez le louer. Sa conduite au Maroc, au milieu d'une épidémie terrible, a été admirable. L'Empereur en a fait témoigner sa satisfaction au général par M. le Maréchal ministre de la Guerre, et, sans aucun doute, la récompense que je demande aujourd'hui pour le général Yusuf lui eût été accordée alors, si son chef eût été lui-même en mesure de l'obtenir.

Cette considération ne peut pas peser davantage sur le général Yusuf, et je demande avec insistance à M. le Ministre de la Guerre d'appuyer cette proposition, sans autre considération qui me soit personnelle....

Alger, le 3 septembre 1860.

Le commandant supérieur des forces de terre et de mer en Algérie,

Général DE MARTIMPREY.

Cette lettre, si simple et si belle, en dit beaucoup sur la noblesse de cœur du général en chef. Il est regrettable qu'après l'avoir lue, l'Empereur n'ait pas eu l'idée d'accorder la même distinction au commandant supérieur et au général Yusuf. Il fut peut-être arrêté par la pensée du conflit soulevé entre les pouvoirs civils et militaires, ou par l'ancienneté de chacun de ces généraux dans le grade de grand officier.

Quoi qu'il en soit, tout le monde eût compris alors que ces deux chefs militaires eussent été faits grands-croix en même temps.

Le général de Martimprey se montra aussi heureux de transmettre cette haute récompense à son subordonné que s'il l'avait obtenue lui-même.

Digitized by Google

Il reçut à Alger, au même moment, le bey de Tunis, et conduisit, au jour convenu, les souverains à la Maison-Carrée pour y jouir du spectacle de la fête arabe. Elle fut des plus réussies.

Aux pieds de la tente impériale, dressée sur un monticule, étaient campés deux grands douars du Sud, avec leurs chameaux, leurs tentes, hommes, femmes et enfants, leurs métiers à tisser, leurs chevaux, leur attirail de guerre et de vie au désert.

A l'arrivée des souverains, une caravane se mit en marche avec ses chameaux, surmontés de palanquins richement ornés et occupés par des femmes, escortée par ses cavaliers et suivie de ses troupeaux. Peu d'instants après, elle fut attaquée par un goum ennemi. Dégagée par ses cavaliers, elle disparut à l'horizon.

Puis eurent lieu une chasse au faucon, une poursuite de gazelles par des sloughis et une magnifique fantasia, où les plus brillants cavaliers des trois provinces rivalisèrent de vigueur et d'adresse.

Quand on rentra à Alger, tout le monde était ravi de cette fête, dont le souvenir resta gravé dans la mémoire des assistants.

Le séjour de l'Empereur se termina par une grande revue et une large distribution de récompenses, faite par l'Empereur lui-même, assisté du commandant supérieur, heureux de voir décerner ces faveurs, qu'il avait sollicitées.

Le souverain quitta l'Algérie sans exprimer le fond de sa pensée. Néanmoins, il avait parlé de son désir de réaliser la *rédemption des populations indigènes*. On savait qu'il rêvait de les civiliser, et cela suffit pour faire croire à divers fonctionnaires qu'il était partisan d'une réforme administrative. L'armée, disait-on, avait fini la conquête; c'était maintenant aux pouvoirs civils à faire l'éducation des Arabes pour les conduire jusqu'à

Digitized by Google

l'émancipation. Théories creuses, sans aucun sens pratique et nuisibles à la domination française!

Les ennemis de la suprématie militaire les adoptèrent néanmoins et crurent le moment venu d'affirmer leurs idées. Ils étaient prêts à saisir la première occasion. La réunion des conseils généraux, au mois d'octobre, vint la leur offrir.

Le général de Martimprey, qui avait vu naître ces tendances, comprit qu'après le départ de l'Empereur la lutte, un moment apaisée, renaîtrait plus ardente. Il était sur ses gardes et surveillait les moindres manifestations de cet état d'esprit.

Le conseil général d'Alger fut convoqué au commencement d'octobre, sous la présidence du premier président de la Cour d'appel, M. de Vaulx. Ce chef suprême de la magistrature algérienne était un homme calme, expérimenté, conciliant, ayant de bons rapports avec toutes les autorités. Mais, sous l'empire des idées régnantes, croyant peut-être répondre au désir exprimé par l'Empereur, il parla, dans son discours d'ouverture, des agissements de l'autorité militaire et donna une valeur officielle à des lieux communs qui n'étaient que des calomnies inventées par les adversaires de l'armée.

« *L'injustice et l'oppression des officiers à l'égard de leurs administrés indigènes servaient à susciter des agitations que les armes devaient ensuite réprimer.* »

En d'autres termes, les officiers excitaient des révoltes pour avoir l'occasion de les combattre et d'obtenir de l'avancement. « *L'administration de la justice était vicieuse, l'impôt mal assis, sa perception arbitraire* », etc.

Devant ces attaques, le commandant supérieur, n'écoutant que son devoir, adressa au président du

Digitized by Google

conseil général une lettre mesurée, mais d'une fermeté digne de son caractère et de sa haute position.

A M. le Premier Président de la Cour impériale d'Alger, Président du Conseil général.

Alger, le 8 octobre 1860.

Monsieur le Président,

Lorsque, jeudi dernier, j'ai eu l'honneur de vous rencontrer dans un salon officiel, il a été question entre nous de votre discours d'ouverture de la session actuelle du conseil général de la province d'Alger.

Comme je le fais encore ici, je vous exprimai avec quels sentiments je saluais votre présidence. Car, sans blesser qui que ce soit, je puis dire hautement que je ne connais personne chez qui les principes, le savoir, l'expérience et la très haute position se réunissent au même degré pour justifier le choix dont vous avez été l'objet. Ce choix consacre en vous une autorité personnelle, à laquelle l'administration et le conseil général sont, j'en suis sûr, heureux de s'en rapporter. Mais, de ce fait irrécusable, découle naturellement cette conclusion que les paroles qui sortent de votre bouche, que les lignes que trace votre main ont une valeur destinée à laisser ici et dans la métropole des impressions profondes.

Combien donc, M. le Président, n'ai-je pas dû faire de réflexions pénibles sur ce que, dans votre discours d'ouverture, dans la circonstance la plus solennelle, vous avez fait entendre au sujet de l'établissement et de la perception de l'impôt en pays arabe.

Si les actes impériaux qui définissent mes propres attributions me prescrivent de rester en dehors de l'administration des provinces; si, à plus forte raison, je dois me tenir dans la plus complète réserve vis-à-vis des conseils généraux, ces actes impériaux m'imposent aussi la surveillance de la politique générale du pays. C'est à ce titre qu'après les plus mûres réflexions je me crois dans l'obligation de m'élever contre les atteintes que vous venez de porter à la confiance des indigènes vis-à-vis de l'autorité et de l'administra-

Digitized by Google

tion militaires par les phrases de votre discours relatives aux conséquences des vices que vous supposez exister dans l'établissement de l'impôt arabe et dans sa perception. Je m'en rapporte à la droiture de votre caractère, monsieur le Président. De ce que vous avez exprimé, ne résultera-t-il pas, dans l'esprit de tous, Européens et indigènes, la persuasion fort entraînante que, chez vous, existe ce double sentiment : *qu'il y a injustice et oppression à l'égard des administrés, que de là se produisent ces agitations que les armes doivent réprimer?* A part toute autre considération, un semblable rôle serait-il acceptable par l'armée d'Algérie et par ses chefs? Je proteste contre une pareille supposition.

Veuillez me permettre, monsieur le Président, de suivre vos principales assertions.

Après avoir rappelé qu'en France *l'administration vicieuse de la justice, la mauvaise assiette et le défaut de publicité de l'impôt, puis l'arbitraire de la perception* avaient eu longtemps pour conséquence *des luttes sanglantes*, vous exprimez votre satisfaction de ce qui a été fait pour la justice en Algérie et vous déclarez qu'il *reste beaucoup à désirer en ce qui concerne la fixation et la perception de l'impôt arabe.* Vous regrettez *l'absence de règles bien déterminées et suffisamment connues.* Vous demandez l'*intervention et le contrôle de l'administration française en matière d'impôt.* Enfin, vous énoncez que c'est au défaut de ces garanties que tiennent *les prises d'armes qui signalaient les âges précédents.*

De cet exposé à la réalité des faits, la distance est immense, et cela depuis des années.

Objets de toute la sollicitude des gouverneurs assistés de leur conseil, consacrés, dans leur ensemble et leur détail, par des dispositions légales, l'assiette et la perception de l'impôt en pays arabe ont un fonctionnement aussi régulier que les services analogues dans la mère patrie. Il suffit, à cet égard, de dire que les statistiques relatives à la matière imposable sont établies sous un contrôle hiérarchique et multiple, que la fixation des cotes que doivent supporter les divers éléments de cette matière est soumise à la sanction ministérielle, que le service des contributions directes est

Digitized by Google

chargé spécialement et exclusivement de l'établissement des rôles de perception et de la perception elle-même; qu'enfin, l'inspection des finances a son libre accès dans l'ensemble et dans le détail de ces opérations.

Si, de cet état de choses, je me reporte aux termes que vous avez cru devoir employer, je crois pouvoir substituer à vos expressions d'*absence de règles bien connues* celles, plus exactes, d'*absence trop générale de la connaissance de ces règles.*

Je comprends à merveille, monsieur le Président, comment s'est faite la situation que je déplore. J'entends, en toute circonstance, proclamer le dévouement de l'armée, mais, après cet éloge, viennent des insinuations plus ou moins directes sur l'inaptitude administrative de l'autorité militaire. Cependant, si les attributions administratives de celle-ci ont continué à lui être imposées jusqu'ici dans de larges limites, c'est qu'il y a sans doute pour cela de puissantes raisons d'être, et, dès lors, n'est-il pas dangereux de faire quoi que ce soit susceptible d'ébranler une organisation encore nécessaire, de porter atteinte à la considération de ceux entre les mains de qui elle est constituée, d'affaiblir la confiance de leurs administrés, confiance qui est la première condition de la sécurité publique que réclament tous les intérêts? Après avoir apprécié ces raisons, vous jugerez sans doute, monsieur le Président, dans votre esprit impartial et éclairé, que le seul moyen d'atténuer l'effet que vos paroles n'ont pu manquer de produire, c'est que ma lettre soit lue au conseil général, insérée au procès-verbal de ses séances et publiée avec lui.

J'adresse copie de ce que je vous écris à M. le Ministre de l'Algérie, aujourd'hui à Biskra, et aussi, en raison de l'éloignement de Son Excellence, à M. le Ministre de la Guerre, en priant le dernier de nos gouverneurs généraux de placer au besoin cette pièce sous les yeux de l'Empereur, afin que le discours que vous avez prononcé ne parvienne pas seul à Sa Majesté.

Elle pourrait croire, autrement, que j'ai négligé les devoirs

Digitized by Google

que ma position m'impose envers l'armée que je commande et envers le pays dont j'ai à garantir la tranquillité.

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le général de division,
commandant supérieur des forces de terre et de mer,
Signé : De Martimprey.

A la même date, le préfet d'Alger avait prononcé au conseil général un discours dans lequel il montrait la France algérienne jetant les yeux « sur le Soudan et étendant ses mains vers Fez et Tunis ». Ce programme de politique conquérante, énoncé publiquement par le représentant du ministre de l'intérieur, avait une gravité particulière. Le commandant supérieur, qui connaissait mieux que personne notre réserve obligée vis-à-vis du Maroc et nos relations amicales avec le bey de Tunis, ne pouvait tolérer ce langage, d'autant plus que, dans la même assemblée, le commandant de la division d'Alger venait de faire entendre les paroles les plus mesurées. Il adressa au préfet la lettre ci-après :

Monsieur le Préfet du département d'Alger.

Alger, le 8 octobre 1860.

Monsieur le Préfet,

Après les sages paroles prononcées à la séance d'ouverture du conseil général par M. le général Yusuf, afin de détourner les esprits de s'occuper de ces questions politiques qui portent au loin de profondes impressions et dont l'introduction, en tous cas, est contraire au principe constitutif des conseils généraux, j'ai été étonné de lire dans votre discours le paragraphe ci-après : « C'est là dans l'histoire des nations musulmanes un fait unique et qui seul suffirait, s'il en était besoin, pour consacrer cette prédestination providentielle qui jetait autrefois la France en Egypte, la porte aujourd'hui vers la Chine, Suez et la Syrie, la pousse au Sénégal

Digitized by Google

et la fait asseoir ici les yeux sur le Soudan et *les deux mains étendues, l'une vers Fez et l'autre vers Tunis.* »

Juge, par mes attributions, de ce qui peut intéresser la politique générale de l'Algérie, je regrette de n'avoir pas été à même de m'opposer en temps utile à cette manifestation solennelle de vos appréciations. Elle est de nature, dans son exagération, à donner lieu à des interprétations qui peuvent ne pas être sans de graves inconvénients. Je la signale à l'attention du ministre de l'Algérie et des Colonies, et, en raison de l'éloignement actuel de Son Excellence, j'en fais part également à M. le maréchal ministre de la guerre, afin que, si le maréchal le juge convenable, l'Empereur soit informé de la désapprobation que je viens de vous formuler.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma haute considération.

Le général de division,
commandant supérieur des forces de terre et de mer,

Général DE MARTIMPREY.

Les discours prononcés à Alger en plein conseil général, par des fonctionnaires d'un ordre aussi élevé, avaient produit un effet d'autant plus considérable qu'ils avaient été livrés à la presse par les autorités civiles. Il n'en fut pas de même pour les lettres du commandant supérieur. Il en résulta que l'agitation produite dans les esprits ne fit que s'accroître. On savait bien que le général en chef avait adressé de sévères observations aux auteurs de ces discours, mais on ne les connaissait pas; on voyait seulement que la lutte entre les pouvoirs civil et militaire venait d'éclater avec une violence inconnue jusque-là.

On put même croire qu'il y avait à ce sujet un mot d'ordre donné dans toute l'Algérie. Toutefois, dans la province de Constantine, qui venait d'être le théâtre d'insurrections dans la Kabylie orientale et le Hodna, la présence du ministre de l'Algérie dans le sud

Digitized by Google

imposa une certaine réserve aux fonctionnaires civils. Dans la province d'Oran, ce fut le contraire. Les attaques contre l'armée éclatèrent, comme à Alger, en plein conseil général, et forcèrent le commandant supérieur à adresser un rapport détaillé au ministre de l'Algérie, qui était alors à Biskra.

A Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Algérie et des Colonies.

Alger, 10 octobre 1860.

Monsieur le Ministre,

Au moment où je venais de fermer la dépêche par laquelle je vous rendais compte de la nécessité où je m'étais trouvé d'adresser au préfet et au président du conseil général d'Alger des observations que, je l'espère, Votre Excellence trouvera pleinement motivées, au sujet des discours que ces hauts fonctionnaires avaient prononcés à la séance d'ouverture de ce conseil, j'ai reçu par un courrier de terre le numéro de l'*Echo d'Oran* contenant le compte rendu de la séance d'ouverture du conseil général de cette province.

M. le préfet Majorel, se renfermant dans les limites que lui tracent les lois et les décrets constitutifs des conseils généraux, s'est borné à présenter le budget et les documents à l'appui; mais bien différent a été le rôle que s'est attribué le président du conseil et dont je prie instamment Votre Excellence de vouloir bien se faire juge, aussi bien dans l'intérêt de l'ordre public, que de telles manifestations tendent à troubler sérieusement, que dans l'intérêt de la considération qu'il est nécessaire d'assurer à tout dépositaire de l'autorité.

Après un exorde consacré au voyage de l'Empereur et à la louange de l'armée, après avoir dit qu'en Algérie toutes les classes s'associent aux *vraies gloires* de l'armée, M. N... continue ainsi : « L'Empereur a vu, dans une merveilleuse fantasia, se presser à ses pieds les plus fiers des indigènes. En montrant qu'il pouvait sans imprudence les laisser venir l'entourer en armes, *il a fermé les bouches qui me-*

Digitized by Google

naçaient nos provinces de scènes pareilles à celles de la Syrie, comme si l'armée, qui a dompté les Arabes lorsqu'ils avaient à leur tête un homme de génie et qui a couvert le pays de ses établissements, *avait lieu de redouter aujourd'hui de misérables agitateurs et des insurrections sans portée, ou comme si des généraux français pouvaient descendre au rôle des pachas de Beyrouth ou de Damas.* »

Certes, Monsieur le Ministre, les indigènes ont manifesté un vif enthousiasme à la vue de l'Empereur, mais immédiatement après les insurrections si récentes du Hodna et de la Kabylie orientale, après les déclarations qu'ont faites devant le conseil de guerre de Constantine les adhérents du chérif qui, en si peu de jours, avait réuni 700 à 800 tentes dans le Bou-Taleb, peut-on proclamer que l'ère des insurrections est à jamais close? Et, se berçant de l'espoir chimérique qu'un homme du génie d'Abd-el-Kader ne se présentera plus pour lever contre nous, sur une vaste étendue du pays, l'étendard de la révolte, peut-on oublier déjà quelle importance rapide sont susceptibles de prendre des hommes qui n'ont que la valeur de Bou-Maza ou de Bou-Baghla, etc., que le président classe sans doute parmi ces misérables agitateurs, capables seulement de provoquer des insurrections sans portée?

Pour nos populations urbaines, des scènes semblables à celles de Djeddah et de Damas ne sont nullement à craindre. Ici, les proportions numériques sont tout autres; mais devant une insurrection générale, quel serait le sort de nos exploitations rurales? On oublie déjà à Oran les dévastations de Gar-Rouban et de Mazis en 1859; on semble n'avoir pas entendu parler de celle de l'oued El-Kébir.

L'armée française domptera, il faut l'espérer, les Arabes aussi souvent qu'il sera nécessaire, eût-elle, dans des complications graves, à lutter contre de fanatiques marabouts ou contre des Tacfarinas ou des Firmus, et nul de ses généraux ne montrera la honteuse faiblesse, pour ne pas dire pis, des pachas de Beyrouth et de Damas, aussi point n'était-il besoin de leur faire l'injure d'un parallèle, même déguisé, avec ceux-ci.

Plus loin, M. le Président du conseil général s'exprime

Digitized by Google

ainsi : « Il appartient aux conseils généraux de signaler combien tout développement de la *colonisation demeurait impossible au milieu des attaques incessantes dirigées contre les institutions civiles, des alarmes jetées dans le public au sujet de la soumission des Arabes et de la sécurité du pays.* Sans doute, les colons qui auraient cependant le plus à perdre, puisque, outre leur vie, ils risqueraient la fortune et la vie de leur famille, *s'effrayaient médiocrement de ces alarmes, parce qu'ils en connaissaient les causes et la valeur.* Mais quel attrait pouvait offrir aux émigrants, aux capitaux de l'Europe habitués à toutes les garanties d'une organisation civile, une contrée où l'on semblait remettre chaque jour en question l'existence de ces garanties et jusqu'à la réalité de la conquête? Aussi les émigrants délaissaient-ils l'Algérie, terre française et voisine de la France, pour les rives étrangères et lointaines de l'Amérique, et les capitaux, qui ont construit des chemins de fer sur tous les points du globe, *ont-ils failli faire échouer, par leur abstention, la création de nos chemins de fer.* »

De qui partaient ces prétendues attaques contre les institutions civiles? D'où venaient ces prétendues alarmes jetées dans le public? Je n'ai eu pour ma part connaissance ni des unes ni des autres, mais, en les imaginant, M. N... trouve bon, dans l'intérêt de ses virulentes attaques contre l'autorité militaire, d'attribuer implicitement à celle-ci ces causes de perturbation.

D'ailleurs, Monsieur le Ministre, est-ce d'aujourd'hui que les émigrants délaissent l'Algérie, que les capitaux hésitent à s'y engager? Voici d'ailleurs un paragraphe encore plus passionné et dans lequel le président du conseil général s'oublie envers l'administration militaire jusqu'aux plus calomnieux outrages :

« *De vives objections* ont été élevées contre le passage de masses indigènes sous le régime civil. On a dit que ce régime n'assurait pas leur soumission, *comme si des soulèvements étaient possibles en face de l'armée ou que le concours énergique de cette armée ne fût pas assuré à tous les représentants de l'autorité.* On a dit encore que les Arabes le repoussaient; mais, chez les Arabes, ceux qui tiennent ce

Digitized by Google

langage sont précisément ceux qui ont leurs raisons pour aimer l'état de choses ancien, parce qu'ils ont la main *dans tous ses profits comme dans tous ses abus*. Pour vous, messieurs, vous vivez depuis trop longtemps au milieu des populations indigènes pour ignorer *ce qu'elles préfèrent du joug de l'arbitraire ou de celui de la loi.* »

Les chefs indigènes ont la main dans tous les profits du régime militaire.... Quels sont ces profits, dont, encore implicitement, M. N... attribue la part principale aux agents de ce régime?... Qui devrait supporter l'odieux de cet état de choses, s'il pouvait exister, si ce n'est l'administration et le commandement militaires?

Je m'arrête, Monsieur le Ministre, sans vouloir relever la qualification de *joug de l'arbitraire*, par laquelle M. N... (parlant encore du régime militaire) clôt ce paragraphe, ni celle d'*éléments rétrogrades*, que renferme, à l'adresse des agents de ce régime, la suite du discours. Votre Excellence appréciera ce que peuvent mettre d'amertume dans des cœurs loyaux et dévoués de semblables attaques, et Elle comprendra que, comme chef de l'armée d'Algérie, je vienne les lui déférer.

D'ailleurs aussi, je crois que mes devoirs envers le ministre de la Guerre, chef suprême de l'armée après l'Empereur, m'imposent l'obligation de l'informer de ce nouvel et grave incident, et je lui adresse, avec le discours entier de M. N..., copie de la présente lettre.

Veuillez agréer, etc....

Le général de division,
commandant supérieur des forces de terre et de mer
en Algérie,

DE MARTIMPREY.

La situation était des plus tendues, et jamais un gouverneur ne s'était trouvé ainsi en lutte ouverte avec les fonctionnaires civils placés sous ses ordres, soutenus à Paris par un membre du gouvernement. Cette fois, l'antagonisme était si grave qu'il fallait le tran-

Digitized by Google

cher dans un sens ou dans l'autre. Une solution radicale s'imposait. Le général de Martimprey avait le devoir de défendre l'armée; il le fit avec une loyauté et une énergie que tous les esprits impartiaux approuvèrent.

Il lui fallait d'abord répondre au général Deligny, qui lui avait rendu compte des incidents survenus au conseil général d'Oran. Sa lettre est une page d'histoire; elle renseignait le commandant de la province voisine sur l'origine du conflit et sur l'attitude que le général en chef comptait prendre.

A Monsieur le général de division Deligny, commandant la division d'Oran.

Alger, 13 octobre 1860.

Mon cher Général,

Je vous remercie de votre lettre du 8 octobre; ses détails, en ce qui se rapporte à votre attitude dans le conseil général, m'ont été très précieux. Ici, le général Yusuf n'a pas été moins sage au milieu de toutes les causes d'excitation possibles. Je vous ai fait connaître de quelle manière j'étais intervenu. Je crois que le conseil général d'Alger n'a pas été bien inspiré, dans la circonstance, par son directeur. Ces démissions données par la plupart de ses membres, sous prétexte que leur indépendance a été atteinte, ne prouvent rien contre ce que j'ai dû écrire. Enfin, la session sera poussée jusqu'au bout dans l'intérêt des affaires de la province, mais la décision prise, et qui ne pouvait guère être rétractée, est bien prochaine et arrêtée. Le discours de M. N... dépasse tout ce que j'aurais cru possible en ce genre. Vous savez également que je l'ai déféré à l'examen des deux ministres de la Guerre et de l'Algérie.

Enfin, ce matin, j'ai adressé au maréchal (Randon) mes observations sur les menées dont les deux courriers précédents lui avaient signalé les tendances, je devrais dire les offenses. Voici dans quels termes je me suis expliqué :

Digitized by Google

« Votre Excellence a su sans doute ce qui s'est manifesté aux yeux de l'Empereur lorsque Sa Majesté, dans la matinée du 19 septembre, a mis en présence les généraux et les préfets des trois provinces, les premiers plaidant avec ardeur pour s'opposer à des extensions civiles sans limites, qui leur paraissaient pleines de périls, ceux-ci insistant dans leur confiance dans une soumission des indigènes, qu'ils considèrent comme acquise à tout jamais sans trouble grave possible, pour que le droit commun et les institutions de la métropole s'étendissent de plus en plus sur le pays arabe. De cette discussion, remplie d'écarts, résultait la démonstration de l'antagonisme, tout prêt à dégénérer en conflits, qui existe entre les administrateurs des territoires civils et ceux des territoires militaires.

« Quand je congédiai les généraux, qui rejoignaient leurs commandements, je leur dis que l'Empereur avait vu et nécessairement compris l'état des choses, que je leur recommandais et leur prescrivais la modération la plus absolue dans tous leurs rapports, dans tous leurs actes vis-à-vis de MM. les Préfets.

« J'ai de sérieuses raisons de supposer que les dispositions concertées entre ces hauts fonctionnaires n'ont pas eu ce caractère pacifique et que le plan arrêté à Alger, avant leur séparation, fut de porter la plus violente atteinte que l'on pourrait à la considération des administrateurs militaires, en transportant la discussion des conseils généraux sur le terrain de l'établissement et de la perception de l'impôt en pays arabe. Il paraissait facile d'y montrer d'odieux abus et même d'y placer les raisons de ces insurrections, que notre désir d'avoir à brûler de la poudre pour les récompenses qu'on y doit gagner nous fait, dans ce système, nous ménager habilement. Les faits n'ont pas tardé à justifier ces appréciations. Préparée par le jeu d'une artillerie dont nous ne disposons pas, la presse, que dirigent les préfets, l'attaque a commencé sur toute la ligne avec l'ouverture de la session des conseils généraux. A Alger, à Oran, vous avez vu, Monsieur le Maréchal, combien l'effort a été direct. Le préfet d'Alger y a eu sa part d'action et d'influence, au lieu de prémunir le si digne et si respectable président de Vaulx

Digitized by Google

contre son inexpérience administrative. Le préfet d'Oran a été silencieux, et c'était trop pour qui sait le mandat d'un préfet vis-à-vis d'un conseil général. A Constantine, le conseil, présidé par un conseiller d'Etat, homme d'expérience, n'a pas vu ses travaux débuter par de semblables actes; mais le même jour, le journal de la localité permettait au préfet de Constantine de faire savoir qu'il n'avait pas oublié le mot d'ordre.

« Je crois avoir fait mon devoir au milieu de ces tendances anarchiques. Vous savez, Monsieur le Maréchal, ce que j'ai écrit : je l'écrirais encore. Le conseil général d'Alger se retire parce qu'il y a vu une attaque à son indépendance. J'ai su hier officiellement qu'il continuait toutefois ses travaux en maintenant sa décision, à laquelle plusieurs membres font exception.

« J'ai été on ne peut pas plus satisfait de l'attitude et du calme des généraux Yusuf et Deligny dans ces circonstances. Le général Desvaux accompagnait S. E. le ministre de l'Algérie et des Colonies. L'esprit de l'armée est très calme, parce qu'elle sait que je ne néglige pas le soin de sa considération. Dans mes allées et venues d'Alger à Mustafa, je n'ai jamais trouvé la population civile plus empressée dans ses salutations. Veuillez agréer, etc. »

J'ai l'espoir que toute cette correspondance ira sous les yeux de l'Empereur. Les faits suffisent pour nécessiter enfin une solution. Je préfère mon rappel en France à la conservation d'une fonction bâtarde qui couronne un édifice aussi défectueux. Je désirerais rester avec des attributions convenables. Dans de pareils conflits, d'ordinaire on envoie ceux qui les ont endossés faire ailleurs des réflexions, et ces changements de personnes sont considérés comme nécessaires pour calmer d'abord, et, quand on s'y décide, pour modifier l'état précédent. Le cœur ne m'en bat pas plus vite pour cela, ni moins vite. J'attendrai fort tranquillement la solution du problème, heureux d'avoir trouvé moyen de le poser très nettement. Je vous tiendrai au courant.

Votre bien dévoué,

Général DE MARTIMPREY.

Digitized by Google

Si l'autorité civile avait cru un instant pouvoir intimider le chef suprême de l'armée d'Algérie, elle savait maintenant à quoi s'en tenir. La bataille était engagée et le général de Martimprey, fort de sa conscience et de son droit, était décidé à aller jusqu'au bout. La lutte, du reste, devait être âpre et difficile, et, pour commencer, le conseil général d'Alger avait donné sa démission. Le préfet n'en avait rien dit au commandant supérieur, mais il avait prévenu le ministre de l'Algérie, en lui adressant un compte rendu défavorable à l'autorité militaire.

De pareils procédés ne pouvaient qu'aggraver encore la situation.

Le ministre de l'Algérie et des Colonies, saisi de la question par le commandant supérieur et par le préfet, suspendit son voyage et revint en toute hâte à Mustapha, le 15 octobre, excité par la façon dont le préfet lui avait raconté l'incident du conseil général et irrité contre le général de Martimprey. Au lieu de le voir de suite pour se mieux renseigner, il l'évita jusqu'au 17. Pendant ce temps, sous l'influence du préfet, le président du conseil général n'avait tenu aucun compte de la demande par laquelle le commandant supérieur réclamait l'insertion de sa lettre dans le procès-verbal des séances. Par suite, le public n'en eut pas connaissance et fit peser sur l'autorité militaire les conséquences de l'émotion qui s'était produite au sein du conseil général. L'armée semblait rester ainsi sous le poids des attaques dont elle était l'objet de la part du premier magistrat de l'Algérie; son chef n'avait pas paru la défendre et sa considération en recevait une grave atteinte.

Le général de Martimprey porta de nouveau ces faits, le 17, à la connaissance de M. de Chasseloup-Laubat, en réclamant pour le lendemain la publica-

Digitized by Google

tion, dans l'*Akbar*, de sa lettre au président du conseil général.

La réponse du ministre était significative. Elle comprenait deux lettres : l'une, datée du 16, déclarait qu'il voulait s'abstenir dans une affaire déjà déférée à l'Empereur par le ministre de la Guerre. L'autre, datée du 17, refusait de donner suite à la demande d'insertion dans l'*Akbar* de la lettre adressée au président du conseil général; elle aurait pu, disait-il, « provoquer de l'émotion dans la presse de la métropole ».

Le général de Martimprey était fixé : le ministre de l'Algérie prenait parti contre lui et contre l'armée d'Afrique. Néanmoins, il ne se tint pas pour battu. Il lui accusa réception de ses deux lettres et le prévint qu'il en adressait copie au ministre de la Guerre. Il lui fit observer que, s'il avait demandé la publication de sa lettre dans l'*Akbar*, c'était d'abord en raison de l'émotion produite par les commentaires de la presse, ensuite parce que le discours du président du conseil général avait été reproduit dans l'*Akbar* et dans plusieurs journaux de France. Il lui annonçait, en même temps, qu'il avait demandé au ministre de la Guerre de vouloir bien soumettre à la haute appréciation de l'Empereur tous les incidents qui venaient de se produire. Il ajoutait : « Comme chef de l'armée d'Algérie, je crois avoir eu tout droit, dans le fond et dans la forme, de solliciter la répression auprès des deux ministres dont je relève. »

C'était très net. Le ministre ne crut pas pouvoir reculer plus longtemps une entrevue nécessaire. Il pria le commandant supérieur de venir le trouver. Ce fut pour le général de Martimprey un vif sujet d'étonnement de voir alors le ministre « lui tendre la main avec une amitié et une grâce qui faisaient contraste avec la façon d'être embarrassée qu'il gardait depuis son retour ». M. de Chasseloup-Laubat parla pendant

Digitized by Google

une demi-heure, sans être une seule fois interrompu, et s'efforça d'amener le général à terminer le différend à l'amiable. C'était lui demander de s'incliner devant les attaques dont l'armée était l'objet. Le général lui répondit qu'il entendait que le conflit eût sa solution chez l'Empereur, que le bateau du lendemain emporterait son aide de camp, muni du dossier de sa correspondance. Ils se quittèrent ensuite, en échangeant un simple salut.

Le ministre, tenant à garder des apparences de courtoisie, fit, le soir, une visite à Mme de Martimprey et s'embarqua le lendemain, 18 octobre, sur le *Christophe-Colomb*, pour rentrer en France et s'occuper de cette grave affaire. Le commandant supérieur se rendit à bord pour le saluer. Le même jour, le chef d'escadron d'état-major Mircher, premier aide de camp du général, partait par le paquebot des Messageries, chargé d'instructions spéciales et d'une lettre confidentielle pour le maréchal Randon. Dans cette lettre, après avoir exposé les derniers incidents, le général de Martimprey disait au ministre de la Guerre :

Je viens donc de nouveau, Monsieur le Maréchal, m'adresser à vous pour obtenir une juste et nécessaire réparation des accusations et des insinuations calomnieuses dont l'administration militaire et, avec elle, l'armée d'Afrique viennent d'être l'objet.

Je n'ai nul besoin d'insister davantage auprès de Votre Excellence pour lui faire apprécier le haut prix que j'attache à l'intact maintien de l'honneur et de la considération de l'armée dont l'Empereur m'a confié le commandement, etc....

Le général en chef fit connaître les détails qui précèdent aux généraux de division commandant les provinces, afin que tout le monde dans l'armée fût ren-

Digitized by Google

seigné sur l'énergie avec laquelle ses intérêts étaient défendus.

Pendant ce temps, le préfet d'Alger faisait continuer la campagne de presse déjà commencée et répandre le bruit que l'incident avait été provoqué par le commandant supérieur. Toutefois, les journaux se gardaient bien de publier sa lettre au premier président.

Dans ce malheureux conflit, c'était encore le ministre de l'Algérie et des Colonies qui avait la position la plus fausse. Il n'osait pas se séparer de ceux qui l'avaient compromis en insultant l'armée, et, sachant, d'ailleurs, qu'il y avait des engagements embarrassants, il se décida à faire cause commune avec eux.

Quant à l'état d'esprit du général de Martimprey, il était défini par une phrase qui terminait sa lettre du 21 octobre au général Deligny : « Ce que je sens de la conduite que j'ai tenue me rend calme, et ce calme règne autour de moi. Espérons dans l'Empereur. »

Tandis que cette situation extraordinaire agitait les Algériens, le maréchal Randon mettait sous les yeux du souverain la correspondance du commandant supérieur et en prévenait ce dernier.

Quoique éloigné, disait-il, des lieux où se sont passés les débats entre les représentants de l'autorité militaire et civile, je suis trop identifié aux causes qui les ont produits, j'ai conservé trop de souvenirs qui me rattachent au passé de l'Algérie, pour que je puisse rester indifférent aux choses qui s'accomplissent, aux tendances qui se manifestent pour s'avancer dans une voie que mes convictions me font trouver dangereuse..... A mon point de vue, je n'ai pas d'observations critiques à vous adresser..... Mon jugement, dans cette circonstance, est guidé par le sentiment de tout le bien que l'armée a fait en Algérie, du dévouement que ses chefs ont montré pour le service des intérêts de la colonie, de leur zèle constant, de leur attachement profond pour tout ce qui devait amener la prospérité d'un pays conquis par

Digitized by Google

leur bravoure, objet de leurs plus vives affections. Si vous vous êtes trompé en croyant que des atteintes étaient portées dans ces discours d'apparat aux services rendus par vos prédécesseurs pour établir en tous lieux et en toutes choses l'ordre et le progrès dans la colonie, si vous vous êtes trompé en croyant qu'en marchant sur leurs traces vous compromettiez les grands intérêts remis entre vos mains, je dois l'avouer, je partage votre erreur et je ne puis pas reconnaître dans ces aspirations systématiquement produites autre chose qu'une nouvelle atteinte à l'autorité militaire dont vous êtes le premier dépositaire.... Ce qui reste, c'est la protestation que vous avez faite au nom de l'armée, quand vous avez cru que l'on méconnaissait ses titres à la reconnaissance de la colonie et c'est à cela seul que je veux faire allusion dans cette lettre, en vous répétant que, comme ancien gouverneur général, je comprends les sentiments qui vous ont guidé.

Je vous renouvelle, mon cher général, etc...

C'était l'approbation la plus complète, et le commandant supérieur avait le droit d'être content. Il éprouva un certain plaisir à communiquer la réponse du ministre à ses divisionnaires :

Cette lettre, écrivait-il au général Deligny, m'a causé une vive satisfaction. L'Empereur jugera. Il a les données complètes; et la presse au besoin lui ferait connaître de quel côté est l'honneur et la droiture, de quel côté est l'indignité et l'astuce.

Le général de Martimprey conservait, dans cette lutte si ardente, un calme parfait, certain d'avoir fait son devoir et heureux de se voir approuvé à la fois par son chef hiérarchique et par ses inférieurs.

Pendant ce temps, à Paris, la question agitait le gouvernement, la presse et même les journaux étrangers. Elle avait été traitée en conseil des ministres. Là,

Digitized by Google

le maréchal Randon avait défendu Martimprey, tandis que M. de Chasseloup-Laubat l'avait attaqué. L'Empereur, selon son habitude, n'avait rien dit, et son silence était diversement interprété. Tandis que le ministre de la Guerre comptait sur une solution favorable, celui de l'Algérie avait une opinion opposée et laissait ses chefs de services poursuivre dans les journaux une campagne acharnée, faite de racontars et d'insinuations perfides. Certaines correspondances faisaient connaître cette situation étrange, qu'on aurait peine à croire, si les faits n'étaient là pour l'attester.

Le 25 octobre, le commandant Mircher, arrivé à Paris depuis quatre jours et rapidement mis au courant des choses, en transmettait le résumé à son général :

Paris, mardi 23 octobre 1860.

Mon Général,

Arrivé à Marseille samedi, j'étais dimanche soir à Paris et lundi matin chez le maréchal. Mais S. E. partait pour Saint-Cloud où l'Empereur a réuni les maréchaux pour examiner avec eux un projet de grande réserve de l'armée.

Toutefois comme le maréchal m'avait autorisé à revenir, je l'ai revu le même jour à 5 heures du soir, au moment de son retour de Saint-Cloud et il m'a gardé une grande heure dans son cabinet.

Dans l'intervalle, j'avais appris de son aide de camp que, dès le début de toutes ces affaires, il avait hautement déclaré qu'il vous soutiendrait. Sa lettre du 18 qu'on m'a donnée à lire et qu'il vous a écrite de première inspiration est un témoignage de ses bonnes intentions. Il m'a assuré de plus qu'il avait prudemment défendu vos actes devant S. M. et que, d'ailleurs, cette cause étant aussi bien sienne que vôtre, vous pourriez compter sur un appui dévoué.

Il m'a dit que nul plus que lui ne connaissait les vices du système nouveau, que nul ne s'en était ouvert plus catégoriquement devant l'Empereur à qui il a dit du reste que

Digitized by Google

sa visite était « comme une goutte d'eau qui fait déborder le vase »..

Le maréchal m'a dit : engagez le général a se tranquiliser. Tout le monde proclame que les affaires vont mal en Algérie; que c'est le résultat fatal du système introduit il y a deux ans; mais on s'arrête et on s'occupe fort peu des détails de ce qui vient de se produire.

Le maréchal avait vu dans la journée le ministre de l'Algérie; mais rien de ce que celui-ci lui avait dit ne pouvait modifier les impressions du maréchal. Le ministre vous croit de mauvaise humeur parce que nulle faveur n'est venue vous trouver; le maréchal, qui vous connaît mieux, lui a dit qu'il se trompait fort. Il avait fait du reste des observations à l'Empereur sur la nomination du général Yusuf sans qu'elle accompagnât la vôtre, l'Empereur n'a rien répondu et du reste n'a fait aucune observation critique sur ce qu'il a vu de l'armée et de ce qui se rapporte à votre action.

Le maréchal m'a dit de rester quelques jours et de revenir voir ses aides de camp (Ribourt est absent) et, somme toute, je crois qu'il est aussi bien disposé à vous soutenir que vous pouviez l'espérer de lui. Je vous le répète, il a pris l'affaire en mains comme sienne et vous fera assurer toute satisfaction..... dans la limite de son influence. Mais il reste la question des intentions de l'Empereur.

..... Vous avez dû être prévenu de vous tenir prêt à venir le 15 novembre.....

Au revoir, Mon Général, agréez, je vous prie, l'expression de mon profond dévouement.

H. Mircher.

Le commandant supérieur avait reçu en même temps, du général Deligny, une lettre qui ne lui fut pas moins agréable et qui était aussi, pour lui, un encouragement.

J'ai bon espoir, écrivait le général, que l'Empereur fera bon accueil à votre dossier et que la contrariété qu'il éprouvera peut-être de se voir réduit à la nécessité de prendre des résolutions auxquelles il n'était pas suffisamment préparé,

Digitized by Google

ne fera qu'aggraver la situation du ministre dont l'impuissance sera d'autant plus manifestée et aussi celle des fonctionnaires malhabiles qui, par leurs provocations imprudentes, ont rendu impossible le fonctionnement des pouvoirs.....

..... Quant à vous, Mon Général, en dehors de la satisfaction personnelle qui vous est assurée par la droiture de vos intentions et l'élévation de vos sentiments, la publication qui, soit aujourd'hui, soit demain, sera donnée à vos lettres, vous ménage un rang très élevé dans l'estime et la considération de l'armée. Dans une situation morale semblable, l'avenir peut être envisagé avec sérénité et le présent ne saurait avoir rien de bien pénible.....

D'autre part, le maréchal Randon avait fait prévenir le général de Martimprey de ne pas s'émouvoir du langage que le ministre de l'Algérie pourrait lui tenir, de conserver son calme, d'éviter tout ce qui pourrait envenimer la question et compromettre sa situation, qui était bonne.

Il ne fut donc pas surpris quand il reçut du comte de Chasseloup-Laubat la lettre suivante :

Paris, le 25 octobre 1860.

Général,

J'ai placé sous les yeux de l'Empereur les discours prononcés à l'ouverture de la session du Conseil général de la province d'Alger, ainsi que les lettres que vous avez écrites à M. le Président et à M. le Préfet.

Rien dans le discours de M. le Président de Vaulx n'a paru de nature à porter atteinte à la considération des autorités militaires. Les antécédents du premier président ne sauraient laisser de doutes sur ses intentions, et les paroles qu'il a prononcées ne sauraient non plus se prêter à une interprétation contraire à sa pensée.

L'Empereur a donc daigné m'exprimer son désir de voir M. le Président de Vaulx et ses collègues conserver leurs

Digitized by Google

fonctions de membres du Conseil général. Devant l'expression de ce désir, que je me suis empressé de faire connaître à M. le Président, je ne doute nullement de sa détermination.

Quant au discours de M. le Préfet, à supposer qu'en la forme les expressions dont il s'est servi pour représenter la France étendant sa civilisation sur l'Afrique laissent à désirer, il est évident, cependant, qu'elles ne peuvent être prises que dans un sens pacifique.

Au surplus, Général, je dois, à l'occasion des lettres que vous avez écrites à M. le Président de Vaulx et à M. le Préfet, vous faire observer, qu'il n'entre nullement dans les attributions du commandant supérieur des forces de terre et de mer en Algérie de correspondre directement avec les Conseils généraux, et par conséquent de réclamer l'insertion à leurs procès-verbaux de son opinion personnelle sur les faits qui peuvent se passer dans ces assemblées; que le commandant supérieur n'a pas non plus à donner sa désapprobation directe et officielle aux préfets pour des paroles prononcées par eux dans l'exercice de leurs fonctions; enfin que, s'il croit avoir à appeler l'attention du Gouvernement sur des délibérations des Conseils généraux ou sur des actes des agents de l'administration, c'est au ministre de l'Algérie qu'il doit s'adresser.

Je vous prie donc de vouloir bien, à l'avenir, vous abstenir des démarches semblables à celles dont vous m'avez entretenu par votre lettre du 8 de ce mois.

Comte DE CHASSELOUP-LAUBAT.

Tandis que cette lettre était écrite à Paris, le 25 octobre, le *Courrier d'Algérie*, journal de la préfecture, en informait le public *dès le 26* et insinuait, entre autres faits sciemment dénaturés, l'intention du commandant supérieur de donner sa démission. L'article était ainsi conçu :

« Le différend qui s'était élevé entre l'autorité civile et l'autorité militaire en Algérie paraît avoir été tranché jusqu'à

Digitized by Google

présent à l'avantage de la première. On sait qu'à la suite d'observations adressées par le général de Martimprey aux conseils généraux d'Algérie (qui s'étaient élevés plus ou moins directement contre la suprématie du pouvoir militaire), le conseil général d'Alger avait donné sa démission. Le commandant des forces de l'Algérie, qui s'attribue la direction politique de toute la colonie, avait mandé et énergiquement blâmé le préfet, M. N..., de ne l'avoir pas informé de la démission du conseil. M. N..., vivement blessé, en aurait référé à M. de Chasseloup-Laubat, qui aurait abrégé son voyage pour venir saisir l'Empereur de la question. De son côté, le général de Martimprey, ne pouvant quitter la colonie, avait dépêché son premier aide de camp, le commandant Mircher, au maréchal Randon, lequel aurait refusé de se mêler de cette affaire. Bref, s'il faut en croire les derniers bruits, le ministre de l'Algérie aurait été autorisé à manifester, au nom de l'Empereur, au général de Martimprey, une improbation de son abus d'autorité.

La lettre de M. de Chasseloup-Laubat, ministre de l'Algérie, exprimant, au nom de l'Empereur, au général de Martimprey, les observations improbatives de sa conduite, a été très positivement écrite et à dû arriver à Alger. On attend vers la fin de la semaine, à Paris, la réponse du commandant des forces militaires de l'Algérie. On paraît craindre que le général ne se démette de ses fonctions. »

Il n'y avait pas à s'y tromper : la lettre du ministre n'était, avec sa raideur et son emphase, qu'une tentative d'intimidation, et l'article perfide qui la *précédait* en Algérie montrait nettement quelle était son origine. Le public ne pouvait voir le fond des choses, mais il en était autrement du général de Martimprey.

Le retour du commandant Mircher l'avait renseigné sur les détails les plus secrets de la situation. Il savait qu'à Paris on trouvait que les affaires d'Algérie allaient au plus mal, mais qu'on n'osait pas revenir sur les dispositions prises deux ans auparavant par une personnalité comme celle du prince Napoléon. On recon-

Digitized by Google

naissait cependant qu'un changement était indispensable. Une lettre du général de Crény lui avait transmis à ce sujet des informations particulières.

Saint-Quentin, le 14 novembre 1860.

Mon cher Martimprey,

J'ai reçu hier votre lettre du 8 et je veux compléter mes précédents renseignements, puisque, dites-vous, ils vous ont été utiles. Borel, avec qui j'avais rendez-vous à Eu, ces jours derniers, avait vu la veille, à Amiens, le maréchal Canrobert qui vient assez souvent visiter des amis dans cette ville. Le maréchal lui parla de votre remplacement comme plus que probable. Je ne me souviens plus du terme dont je me suis servi dans ma lettre du 1er. Je vais donc me rectifier ou me répéter. *On ne dit pas que vous ayez encouru l'improbation de l'Empereur* (vous me dites « quant à l'improbation de l'Empereur, je n'y crois pas »). *Sur le fond de l'affaire, on dit qu'il a trouvé inopportune votre lettre au Président de Vaux et regrette de se voir contraint par votre éclat, de faire de suite un changement qu'il voulait amener avec le moins de bruit possible.* On croit toujours que le maréchal Randon ira reprendre son ancien gouvernement, peut-être avec un titre plus élevé, afin de mieux constater l'importance du changement de système. On lui donne pour successeur, soit le maréchal Vaillant, soit le maréchal Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, ce dernier, dit-on charitablement, pour avoir l'occasion de lui ôter la Garde et d'y transférer le maréchal de Mac-Mahon. Enfin, M. de Chasseloup-Laubat quitterait le ministère de l'Algérie et des Colonies; mais l'embarras serait de le dédommager. M. Magne lui céderait volontiers les Finances si M. Barthe voulait lâcher la Cour des Comptes. Mais ce dernier, bien emmitouflé dans son hermine, et qui fait le mort depuis tant d'années dans cette douce fourrure, prétend la garder jusqu'au terme légal de 70 ans. Il n'en a que 65. Chacun, sans doute, aura trouvé sa case au 3 décembre, et vous arriverez pour le dénouement. Celui qui me conviendrait serait que

Digitized by Google

vous restassiez où vous êtes avec de nouveaux pouvoirs? A vous dire vrai, je ne l'espère guère.

L'invitation adressée au président et aux membres du conseil général d'Alger de conserver leurs fonctions paraît indiquer que vous avez gagné la cause pour un autre. Je n'avais accordé aucune attention au bruit de votre démission....

Adieu, tout à vous.

Général DE CRÉNY.

En fait, l'Empereur avait dans les mains tous les éléments du problème; il en cherchait la solution et aussi la forme à adopter pour son application. Jusqu'à présent, sa pensée était de confier la direction suprême de l'Algérie à un pouvoir fortement constitué, et, dans cet ordre d'idées, il songeait à un de ses maréchaux, tout en gardant une impression fâcheuse de l'éclat causé par la lettre du général de Martimprey au président de Vaulx.

En attendant, le ministre de la Guerre avait invité le commandant supérieur à venir à Paris, vers le 15 novembre, et l'avait prévenu « que la situation était connue et jugée, que des incidents ne pouvaient avoir, après cela, qu'une importance tout au moins insignifiante, pour ne pas dire nulle et inaperçue », qu'il était donc désormais inutile d'entretenir « une lutte sans utilité pour l'Algérie ». Il avait été, en outre, « prémuni contre les dispositions d'esprit que viendrait exciter en lui une dépêche du ministre de l'Algérie ayant trait à ce qui s'était passé et qu'il allait recevoir ».

Ce fut donc avec un calme parfait qu'il en fit la lecture. Son parti était pris d'avance. Deux jours après, le 30, il répondit à M. de Chasseloup-Laubat :

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche

Digitized by Google

du 25 octobre, par laquelle vous me faites connaître les intentions de l'Empereur en ce qui se rapporte à mes lettres à M. le Président du conseil général d'Alger et à M. le Préfet d'Alger. Je me soumets avec respect aux intentions de Sa Majesté et je me conformerai à l'avenir aux instructions que Votre Excellence en fait découler.

Veuillez agréer, etc.

Le commandant supérieur transmit copie de cette lettre au général Deligny, et, pour lui bien expliquer le fond de sa pensée, il ajouta :

Je suis porté à croire que cette réponse n'est pas du tout celle qu'on a voulu provoquer; mais, dans tous mes rapports avec M. le Ministre de l'Algérie et, dans ces derniers temps plus évidemment, j'ai trouvé trop de difficulté à mettre la discussion sur son terrain véritable pour qu'en tous cas j'aie pu voir autre chose que des inconvénients ici à vouloir insister. J'ai protesté; ma protestation a été recueillie par deux ministres de l'Empereur. J'ai reçu de tous deux, dans des termes diamétralement opposés, l'approbation et, naturellement, l'improbation la plus complète de part et d'autre. C'est l'image de ce qui se passe. Je veux me persuader qu'avec un peu de patience nous arriverons à des conditions nouvelles de direction. Tâchons de rester calmes jusque-là. Je n'entrerai pas dans la terre de Chanaan, mais je tiens on ne peut plus, et vous me seconderez en cela, à ce que personne ne se passionne dans ces misérables épreuves. Ce sera la plus grande satisfaction pour moi de pouvoir remettre une armée disciplinée jusqu'à la résignation, malgré les plus iniques attaques.

Il aurait été difficile d'apporter plus de calme et de résolution dans un conflit aussi grave. Cette disposition d'esprit, due à un profond sentiment du devoir, était une des caractéristiques du général de Martimprey.

Digitized by Google

En adressant sa réponse au ministre de l'Algérie, il avait dû, en outre, lui faire connaître certains faits qui étaient la conséquence de sa politique administrative. Les indigènes du territoire *civil* de Bône émigraient dans le territoire militaire, et leur exode avait pris des proportions telles que, dans ce dernier territoire, les terrains de labour allaient bientôt manquer. Le commandant supérieur insistait pour l'envoi d'ordres, dont il faisait ressortir l'urgence.

Cependant, les attaques de l'autorité civile ne cessaient pas, et, au même moment, un article paru dans l'*Indépendance belge* dénaturait encore les faits à son profit.

Le général de Martimprey dédaigna d'y répondre, persuadé qu'une décision souveraine ne tarderait pas à mettre un terme à ces manœuvres. Il venait, du reste, d'être avisé que sa présence à Paris ne serait plus nécessaire que le 3 décembre. Il devait s'embarquer le 27 novembre.

A cette date, tout était terminé. Un décret impérial du 24 novembre avait supprimé le ministère de l'Algérie et rétabli le gouvernement général. Le maréchal Pélissier, duc de Malakoff, était investi de ces hautes fonctions. Cette désignation du chef militaire le plus connu pour son énergie était significative et marquait d'une façon éclatante le triomphe du général de Martimprey.

Son succès fut accentué par les félicitations qu'il reçut à cette occasion, alors que lui-même n'avait encore aucune place dans la nouvelle combinaison.

Le colonel d'état-major Renson, chef d'état-major de la division d'Oran, un de ses anciens amis d'Afrique et de Crimée, lui écrivit un des premiers une lettre qui était pour lui une récompense.

Digitized by Google

Oran, le 4 décembre 1860.

Mon Général,

Le triomphe vous est dû, et vous partez enveloppé dans les plis du drapeau que vous avez si énergiquement et si noblement défendu. Des esprits vulgaires pourront s'étonner que vous ayez fait à la défense d'une noble cause le sacrifice d'avantages positifs considérables, mais ceux qui vous connaissent bien, ceux qui se plaisent à croire qu'il existe encore de notre temps des hommes de caractère, vous reconnaîtront et vous applaudiront du rôle que vous ont inspiré votre amour de la vérité et votre dévouement désintéressé au bien public. Ce rôle, si rare en tout temps, doit entourer votre nom d'une grandeur morale plus éclatante encore. Vos amis savent que vous n'en recherchez pas d'autre, mais permettez-leur d'espérer, mon Général, que l'avenir saura vous tenir compte d'un désintéressement si noble, d'une vertu si ferme.

Rien n'est exagéré, mon Général, dans ce que je vous dis là, et je ne me suis autorisé à vous l'écrire que parce que c'est l'expression de la pensée que j'ai entendu répéter autour de moi par tous ceux dont l'opinion vaut quelque chose.

E. Renson.

Le général Desvaux écrivit de son côté au général de Martimprey, le 4 décembre :

Mon Général,

... La reconstitution du gouvernement général nous montrait que vos idées avaient triomphé, etc.

Après ce qui s'était passé en présence de Sa Majesté, après l'ignoble croisade excitée dans la presse par le ministère de l'Algérie, la nomination du maréchal Pélissier a paru renfermer une signification particulière. Appeler à la tête de l'Algérie, après les réformes civiles et impuissantes du prince Napoléon et de M. de Chasseloup-Laubat, M. le maréchal Pélissier, qui occupe les plus hautes fonctions de

Digitized by Google

l'Etat, qui est connu par l'énergie de sa volonté, n'est-ce pas proclamer que la route suivie depuis deux ans est pleine de périls, ainsi que vous l'aviez signalé, et qu'il faut se hâter d'en sortir. Tous les amis de l'Algérie, tous les officiers qui ont pu connaître exactement ce qui s'est passé sous votre commandement, admirent les sentiments qui ont guidé votre conduite et vous gardent reconnaissance de l'immense service rendu à la colonie par votre appréciation exacte de la situation, par votre fermeté et votre abnégation. Votre caractère était déjà en haute estime dans l'armée; cette dernière épreuve vous élève encore. J'attends avec impatience la nouvelle que l'Empereur vous a donné un témoignage éclatant de la manière dont il apprécie votre mérite et votre désintéressement.

... Quant à vous, mon Général, comptez sur mon dévouement absolu. De près, de loin, je suis à vous de tout cœur. Conservez-moi l'affection dont vous avez bien voulu me donner tant de preuves. Quel que soit l'avenir qui vous est destiné, il ne sera jamais, à mon désir, ni assez glorieux, ni assez élevé.

Veuillez agréer, etc.

Le général Deligny, aussi empressé et aussi heureux que son collègue de Constantine, le félicitait à la même date et lui écrivait :

Voilà donc la victoire gagnée!

... Vous disparaissez pour un moment dans votre triomphe, résultat de deux années de lutte, d'abnégation, de sacrifices de toute sorte.

... De fait, l'Empereur nous a donné une grande satisfaction, etc.

Enfin, le général Yusuf lui adressait, dans son style oriental, même avant ses collègues, les félicitations les plus sincères.

Alger, le 30 novembre 1860.

C'en est fait, mon Général, vous êtes remplacé; mais

Digitized by Google

j'espère que vous ne l'êtes pas pour toujours et je suis convaincu que vous remplacerez celui qui vous remplace aujourd'hui.

Félicitez-vous, mon Général, car vous avez remporté une véritable victoire et obtenu une gloire politique; c'est la plus belle des gloires et la plus difficile.

Le gouvernement militaire est rétabli en Algérie plus fortement que jamais. C'est à votre énergie, à votre noble caractère et à votre abnégation que nous le devons. Pour mon compte, quinze mois que j'ai passés sous vos ordres, je puis l'écrire partout en lettres d'or, sont les quinze mois les plus heureux de ma carrière militaire.

Oui, mon Général, vous représentez pour moi le modèle de la dignité dans le commandement, et heureux ceux qui se sont trouvés et qui se retrouvent encore sous votre autorité! Et, croyez-moi, mon Général, ce n'est pas ma tête qui parle, mais le fond de mon cœur.

Général Yusuf.

En résumé, le commandement en chef du général de Martimprey venait de prendre fin à la suite d'un grand succès, après une durée de quatorze mois, et c'était lui-même qui, dans l'intérêt de l'armée, sacrifiait sa position à son devoir, donnant ainsi l'exemple d'une abnégation qu'on ne fit pas assez ressortir.

Deux événements d'une réelle importance avaient marqué cette période : la guerre du Maroc et la lutte de l'autorité civile contre l'autorité militaire. Dans l'une comme dans l'autre, le général avait réussi et montré des qualités de premier ordre. Ses chefs, comme ses inférieurs, avaient approuvé ses résolutions et, néanmoins, par une fatalité singulière, ces deux événements devaient contribuer à arrêter dans son essor sa belle carrière.

Au Maroc, les ravages du choléra restaient attachés au souvenir de son expédition, et, en pareil cas, il est rare que le chef responsable, quoiqu'il n'y ait été pour

Digitized by Google

rien, ne porte pas, dans une certaine mesure, le poids du malheur. On dit de lui qu'il n'est pas heureux, et, sur les esprits faibles ou fatalistes, cette observation a souvent une influence irréductible.

Dans sa lutte contre le pouvoir civil, le général de Martimprey restait, même après le succès, l'adversaire détesté. Le nombre de ses ennemis s'était accru, et leur puissance, appuyée sur des personnalités comme celle du prince Napoléon et du comte de Chasseloup-Laubat, ne pouvait s'affaiblir. Ils étaient près du souverain, qui n'aimait ni les embarras politiques, ni les caractères trop énergiques. Il y avait là, pour le général, une résistance cachée, difficile à saisir, et une hostilité latente, qui finit par lui nuire.

Digitized by Google

CHAPITRE XIV

SOUS-GOUVERNEMENT DE L'ALGÉRIE

(1860-1864)

Nécessité de la nomination du général de Martimprey. — Nouvelle organisation du gouvernement. — Mort de Si-Hamza. — Tendances du maréchal. — Relations avec les Touareg. — Voyage du sous-gouverneur en France. — Son projet de démission. — Promesses qui lui sont faites. — Sa nomination de grand-croix.

Il était avéré maintenant qu'en instituant pour son cousin le ministère de l'Algérie et des Colonies, Napoléon III avait, sans s'en douter, créé en Algérie l'antagonisme des pouvoirs, affaibli le principe d'autorité et, par cela même, réveillé le fanatisme musulman.

Le général de Martimprey, forcé de combattre ces éléments de désordre, l'avait fait avec calme et fermeté, approuvé par tous ses généraux. Il avait exprimé en haut lieu sa pensée tout entière. En signalant le mal, il avait indiqué le remède et éclairé l'Empereur sur une situation qui devenait intolérable. On avait fini par lui donner raison, et, pour être logique, on aurait dû rétablir le gouvernement général à son profit, mais on n'avait pas osé. En réalité, on lui avait enlevé sa haute position; on lui devait au moins une compensation.

L'Empereur et le ministre de la Guerre, qui tenaient à son retour en Algérie, cherchèrent sous quelle forme on pourrait la présenter. Le ministre promit d'abord le maintien de la plume blanche, et l'Empereur un siège prochain au Sénat. Ces propositions disposèrent

Digitized by Google

le général à être conciliant pour son titre officiel. Il eut l'idée de proposer celui de sous-gouverneur, qui fut adopté. On le lui conféra par décret du 16 décembre 1860. On y ajouta un traitement élevé et tout le monde parut satisfait.

Cette combinaison, cependant, avait été prise trop hâtivement, et l'on s'aperçut bientôt que ce nouveau titre ne correspondait à aucune fonction. On décida alors de faire du sous-gouverneur le chef d'état-major général de l'armée d'Algérie. L'idée n'était pas heureuse. Le public n'y vit guère qu'une diminution d'autorité et ne comprit pas ce changement. Les généraux eux-mêmes ne s'en rendirent pas compte. Du Barail écrivit plus tard à ce sujet : « A la nomination du maréchal Pélissier, en 1860, comme gouverneur général, le général de Martimprey, bien que digne du premier rang, n'hésita pas à descendre au second, donnant ainsi à l'armée un sublime exemple de patriotisme et de désintéressement. »

En fait, la situation exigeait à la fois le rétablissement d'un pouvoir militaire fortement constitué et le retour du général en Algérie, pour montrer à ses adversaires que l'Empereur lui donnait raison.

Mais il y avait là une difficulté. Le commandement supérieur, qu'il venait d'exercer avec éclat, comprenait deux fonctions : le gouvernement de l'Algérie et le commandement du 7e corps d'armée. Il ne fallait à aucun prix renoncer à ce dernier titre, qui valait un grade. Pour cela, il y avait un moyen, auquel malheureusement personne ne songea. C'était d'organiser le gouvernement général comme il l'a été depuis, avec un commandant des troupes et un directeur de l'administration. Le général de Martimprey, maintenu au commandement du 7e corps d'armée et suppléant du gouverneur, ne pouvait plus descendre au commandement d'une division. Quant au gouverneur général, il

Digitized by Google

devenait un vice-roi, exclusivement chargé des intérêts politiques de la colonie. Ses attributions en étaient plutôt agrandies.

Le maréchal Pélissier pouvait accepter cette position, et l'Empereur, au besoin, la lui aurait imposée. Le duc de Malakoff avait alors 67 ans. Vieilli par ses campagnes, par les épreuves de sa vie militaire, il avait beaucoup perdu de son ardeur au travail. Une sorte de vice-royauté tranquille lui aurait convenu. A Paris, on estimait qu'il fallait près de lui un suppléant actif, expérimenté et jouissant de sa confiance. Martimprey, son ancien chef d'état-major de Crimée et son ami depuis vingt ans, répondait à cette nécessité. En outre, c'était pour ce dernier une espérance, presque une désignation pour la succession du maréchal. Ce fut surtout à ce point de vue que s'arrêtèrent les amis du général. Quant à lui, heureux de son succès contre les autorités civiles, du prestige qu'il voyait rendu à l'armée, il revint à Alger avec le gouverneur, dès les premiers jours de janvier.

Ses nouvelles fonctions ne devaient pas, du reste, être une sinécure, d'autant plus que les difficultés étaient moins aplanies qu'on aurait pu le croire. Le préfet d'Alger avait pourtant été changé, et son successeur restait sans initiative, sous les ordres d'un directeur général. Mais les dispositions de l'administration et des colons restaient les mêmes.

Le maréchal avait, pour recevoir, instruire et préparer ses affaires, deux chefs de service de rang très élevé : un conseiller d'Etat, directeur général, et son chef d'état-major général. Le premier venait d'être nommé; c'était un administrateur qui joignait à une grande expérience la connaissance des choses d'Afrique.

Un conseil consultatif était organisé auprès du gouverneur et sous sa présidence. Il comprenait :

Digitized by Google

1° Le directeur général de l'administration civile;

2° Le général commandant supérieur du génie en Algérie;

3° Un inspecteur général des travaux publics;

4° Un inspecteur général des finances;

5° Deux conseillers rapporteurs;

6° Un secrétaire.

Ce conseil était appelé à donner son avis sur toutes les affaires civiles renvoyées à son examen par le gouverneur général.

Au bout de quelque temps, et par suite même de la nouvelle organisation, le général de Martimprey n'eut plus à s'occuper que des questions militaires et indigènes. Les affaires civiles étaient traitées par le directeur général, et l'on s'aperçut bientôt que les tendances de son administration se portaient toujours vers le cantonnement des tribus et l'affectation de terrains de culture à la colonisation.

Le maréchal ne semblait pas se passionner pour les affaires du pays. Il tenait à goûter les avantages de sa grande position et à n'être troublé en rien dans la jouissance de son pachalik. En sorte qu'il en vint bientôt à ménager les aspirations des colons, à redouter la presse et à éviter tout ce qui était de nature à troubler sa quiétude.

Les autorités civiles, vaincues dans la lutte de 1860. se sentaient soutenues par les amis du prince Napoléon, par les partis qui faisaient du libéralisme, peut-être par l'Empereur, qui avait parlé lui-même de la civilisation du peuple arabe. Elles agissaient dans l'ombre, par des insinuations et des articles de journaux qui excitaient les esprits. Une campagne se poursuivait dans les feuilles publiques et au sein même du Corps législatif.

Néanmoins, en 1861, une période de calme semblait s'ouvrir pour l'Algérie. Le nom du vainqueur de Sé-

Digitized by Google

bastopol, sa réputation d'énergie contribuaient à l'affermir. Aussi, les événements militaires qui allaient marquer sa présence à la tête de nos possessions d'Afrique ne devaient avoir, tout d'abord, qu'une importance secondaire.

Le premier surgit au mois d'avril 1861, dans le sud de la province d'Alger. Un fanatique, ayant réuni quelques partisans, fit irruption, un soir, dans le village européen de Djelfa et y massacra une vingtaine de personnes, surtout des femmes et des enfants. Le commandant du poste, prévenu, rassembla son détachement, pénétra dans le village, mit en fuite les assaillants et en arrêta une douzaine.

Le commandant supérieur de Laghouat, qui était alors le chef d'escadrons de spahis de Sonis, parti de son poste au premier avis, était arrivé à Djelfa le matin du jour qui avait suivi cette attaque. Il se renseigna, prescrivit une enquête et fit fusiller sept prisonniers reconnus coupables d'assassinat. Puis il rendit compte par le télégraphe, au général commandant la subdivision de Médéah, son supérieur immédiat.

La dépêche, transmise à Alger, fut portée au gouverneur. Son premier mot fut une approbation; mais, aussitôt après, il exprima ses craintes sur la façon dont les journaux apprécieraient l'affaire; il se décida à blâmer le commandant de Sonis et le renvoya à son régiment.

Dans l'armée, cette mesure fit une mauvaise impression. A Paris même, on en fut surpris. Bien des gens, et parmi eux le ministre de la Guerre, pensaient que l'esprit mesuré du général de Martimprey, joint à sa vieille amitié pour le maréchal, aurait une influence sur ses actes. L'incident de Djelfa montra qu'il n'en était rien et que, dans l'exercice de son autorité, le jugement si ferme du duc de Malakoff s'était beaucoup modifié.

Digitized by Google

Le sous-gouverneur vit sans doute avec peine la brusque révocation du commandant de Sonis, mais il ne fut ni avisé, ni consulté, et ne put rien empêcher.

Il y eut, à cette époque, une vacance de maréchal de France. Les amis du général espéraient qu'elle lui serait réservée. Mais l'Empereur éleva à cette haute dignité le vieux général comte d'Ornano, descendant d'une famille illustre, qui avait déjà donné à la France plusieurs maréchaux. Le sous-gouverneur, qui n'avait rien espéré à ce sujet, s'en exprima nettement avec ses amis, qui traitèrent son opinion d'excès de modestie.

Le général de Martimprey était alors le plus en vue des généraux de division. Ses beaux services et les fonctions qu'il avait remplies l'élevaient dans l'opinion publique au-dessus de ses collègues et le faisaient regarder comme le candidat le mieux désigné pour le maréchalat. Le duc de Malakoff était le premier à admettre qu'il n'avait pas été récompensé suivant ses mérites et faisait des démarches pour le faire nommer sénateur. Il en fit même auprès du maréchal Randon, qu'il n'aimait pas, et qui lui écrivit au mois de juillet : « Je n'ai rien oublié des titres qu'a le général de Martimprey à obtenir une faveur spéciale et des promesses qui lui ont été faites; je plaiderai donc sa cause avec la chaleur de l'amitié que je lui porte.... »

Tandis que les meilleurs amis du général s'efforçaient de lui ouvrir les portes du Sénat, il survint à Alger un incident malheureux, qui produisit un très fâcheux effet.

Un puissant personnage indigène, Sidi-Hamza, khalifa de la grande tribu religieuse des Ouled-Sidi-Cheikh, grand-officier de la Légion d'honneur, venait d'être l'objet de plaintes assez graves. Le sous-gouverneur les communiqua au maréchal, qui jugea utile de le faire venir à Alger, malgré son grand âge et son

Digitized by Google

éloignement. Il voulait l'admonester et le diriger. Ce fut une mauvaise inspiration. Si-Hamza était vieux et malade. Néanmoins, il n'hésita pas à se mettre en route. A son arrivée à Alger, son mal avait tellement empiré qu'il mourut le lendemain.

C'était une haute personnalité, dont l'influence dominait tout le sud, du Maroc à la Tunisie. Très dévoué à la France, redouté de tous pour son énergie, vénéré comme un saint marabout, il maintenait dans l'obéissance ses tribus et celles qui l'avoisinaient. Sa puissance s'étendait bien au delà des terres de parcours des Ouled-Sidi-Cheikh.

Dans plus d'un douar, sa mort nous fut attribuée, et dans sa propre famille elle devint la cause de compétitions malheureuses qui affaiblirent notre autorité.

Le gouverneur général, sans prévoir toutes les conséquences de cette fin prématurée, en fut néanmoins très ennuyé. Le sous-gouverneur, plus au courant que lui des affaires indigènes, en comprit toute la portée. Mais le mal était fait. On fit enterrer Si-Hamza en grande pompe par ses coreligionnaires et on lui fit décerner les honneurs militaires dus à son grade élevé dans la Légion d'honneur.

Sa mort amena la réapparition dans le Sahara, au mois de septembre, du chérif d'Ouargla, Mohamed-ben-Abdallah. Heureusement, le fils aîné de Si-Hamza, Abou-Bekr, qui lui avait succédé à la tête des Ouled-Sidi-Cheikh, avec le titre de bachaga, leva de suite un goum de 300 cavaliers, se mit à sa poursuite, l'atteignit dans les dunes de l'Erg, le fit prisonnier et l'envoya sous bonne escorte à Oran.

Cet acte d'énergie avait produit une impression salutaire, mais n'avait pas calmé l'agitation qui s'était propagée dans nos tribus sahariennes de la province de Constantine. Plusieurs d'entre elles avaient fait défec-

Digitized by Google

tion et avaient pris part aux entreprises du chérif. Il fallait les faire rentrer dans le devoir.

Sur le rapport du général de Martimprey, le maréchal fit marcher contre elles une colonne expéditionnaire, que le général Desvaux réunit à Biskra. Elle fut placée sous les ordres du colonel Pein, commandant la subdivision de Batna, qui commença ses opérations en décembre.

Pendant ce temps, le maréchal se disposait à faire une tournée d'inspection dans son commandement. Avant de partir, il avait donné, au Palais du Gouvernement, le 7 septembre, pour l'anniversaire de la prise de Sébastopol, un banquet, dans lequel le sous-gouverneur, son ancien chef d'état-major de l'armée d'Orient, avait sa place marquée. Le maréchal saisit cette occasion d'affirmer hautement sa préoccupation de développer, par la colonisation, les éléments de prospérité de l'Algérie. « Cette œuvre, ajouta-t-il, j'aspire à l'accomplir, et si j'y réussis, comme je l'espère, j'aurai réalisé le plus cher de mes vœux. »

Cette allocution, qui donnait la note exacte des tendances du gouverneur, produisit un bon effet. Elle fut insérée, le lendemain, dans le premier numéro du *Moniteur de l'Algérie*, journal officiel de la colonie, qui venait d'être créé. Le maréchal partit ensuite pour Bône, laissant à Martimprey le soin de le suppléer pendant son absence. Il visita Bône et Constantine, revint par Bougie à la fin de septembre et passa le mois d'octobre à Alger. En novembre, il inspecta la province de l'Ouest, puis s'embarqua à Oran pour se rendre à Marseille et de là en France, où l'appelaient les travaux de classement.

Il trouva l'Empereur préoccupé des questions algériennes.

En 1860, Napoléon III avait parlé de la rédemption du peuple indigène et s'étonnait que rien n'eût été fait

Digitized by Google

dans ce sens. Depuis lors, l'esprit travaillé par les uns et les autres, il songeait à un sénatus-consulte destiné à consolider la propriété arabe, et en causait souvent avec les personnalités qu'on lui désignait comme capables de l'éclairer.

Tout en s'occupant de ces questions, le duc de Malakoff était loin de négliger les intérêts du sous-gouverneur. Il obtint pour lui la médaille militaire et fit de nouvelles démarches pour un siège au Sénat. Mais ses efforts ne furent pas couronnés de succès. On lui répondit « que quatre ou cinq sièges étaient encore nécessaires pour satisfaire les appétits et les droits ». Il fallait donc encore se résigner et attendre.

Pendant son absence, pour assurer l'ordre et la tranquillité dans le sud de nos possessions, le sous-gouverneur l'avait fait surveiller par différentes colonnes. Le colonel Pein s'était montré dans la région d'El-Oued, à Tougourt, dans l'Oued-Rihr, et avait fait rentrer les dissidents dans leurs campements. Il était ensuite revenu à Batna, en passant par le Hodna.

Le commandant Colonieu avait visité l'oasis d'Ouargla, et le chef d'escadrons Dastugue, du cercle de Sebdou, avait parcouru le Sud-Ouest oranais à la tête des goums de ses tribus. Les nomades du sud avaient repris leur existence habituelle et la tranquillité régnait dans la région.

Le 5 février, le maréchal revint à Alger.

Peu de temps après, le sous-gouverneur l'entretint d'une question qui montrait à quel point la pacification des tribus semblait alors assurée. Une caravane de Touareg avait pénétré dans la province de Constantine avec un chargement de marchandises du Soudan. Elle était conduite par le chef des Touareg Azguer Cheikh-Othman, qui avait déjà effectué un voyage à Alger, sous le gouvernement du maréchal Randon. Martimprey y vit une occasion de nouer avec

Digitized by Google

les caravaniers du Sahara des relations commerciales, auxquelles on songeait depuis longtemps. Il en parla au maréchal, qui approuva ses idées et fit inviter Cheikh-Othman à venir à Alger. Celui-ci s'empressa d'accepter, reçut le meilleur accueil et consentit, sur les offres qui lui furent faites, à se rendre en France avec deux neveux qu'il avait amenés. Le commandant Mircher, premier aide de camp du sous-gouverneur, et un autre officier d'état-major, furent désignés pour les accompagner. Avant de quitter l'Algérie, Cheikh-Othman signa une convention en vertu de laquelle il promettait d'envoyer, le 10 octobre, à Ghadamès, les chefs touareg sous ses ordres pour établir des relations d'affaires avec des négociants algériens. Il devait en résulter des échanges avantageux.

Le reste de l'année 1862 s'écoula dans le calme. Le général de Martimprey en profita pour se rendre en France, où l'appelaient l'état de santé de ses parents, alors très avancés en âge. Les préoccupations qui en résultaient pour lui, jointes aux exigences de l'éducation de ses enfants, peut-être aussi les difficultés de sa position, lui inspirèrent le désir de la quitter et de prendre un commandement en France. Il fallait seulement qu'il put désigner un successeur digne d'être agréé. Il pensa alors au général Desvaux, commandant la province de Constantine, et s'arrêta à Aix, où se trouvait le maréchal Randon, pour l'entretenir de ce projet. Ce dernier écrivit à ce sujet à l'Empereur, qui ne répondit pas. Son silence montrait que l'idée n'était pas goûtée.

Le général de Martimprey revint ainsi à Alger sans avoir pu rien décider au sujet de ce changement.

Le 16 septembre survint un événement qui aurait pu avoir pour lui une grande importance. Le maréchal de Castellane mourut à Lyon, créant une vacance de maréchal de France et de commandant de corps d'ar-

Digitized by Google

mée. Les bruits les plus divers circulèrent aussitôt en France et à l'étranger. Les plus accrédités le faisaient remplacer par le maréchal Randon, qui aurait quitté son portefeuille de la Guerre pour occuper la résidence de Lyon.

On lui donnait pour successeur au ministère le maréchal Niel, commandant à Toulouse, qui aurait cédé son commandement au général de Martimprey.

Pendant la fin du mois de septembre et le commencement d'octobre, la nouvelle de ces changements s'accrédita au point que le sous-gouverneur crut devoir s'en inquiéter. Il était persuadé qu'on ne toucherait pas à la situation du maréchal Pélissier et que son sort était lié au sien. Cependant, comme son nom était mis en avant pour le commandement de Toulouse, au point que le gouverneur lui-même s'en était préoccupé, il se décida à écrire directement à l'Empereur, qui lui répondit de Biarritz, le 27 septembre :

Mon cher Général,

Les bruits de changement dont vous me faites part et qu'on s'est plu à répandre, ne sont fondés en rien. Le maréchal à qui j'ai confié la haute administration de l'Algérie justifie pleinement mon choix et il n'est pas entré dans ma pensée de le porter sur un autre. Ecartez donc à cet égard toute fausse préoccupation, et vous qui secondez si bien votre chef, continuez à me donner les preuves d'un zèle et d'un dévouement sur lesquels je suis heureux de compter.

Croyez, mon cher Général, à tous mes sentiments,

NAPOLÉON.

C'était clair et à l'abri de tout commentaire. Le maréchal Pélissier et son sous-gouverneur ne devaient être l'objet d'aucune mutation.

Néanmoins, l'idée de rentrer en France pour veiller à l'éducation de ses enfants et à la santé de ses vieux

Digitized by Google

parents revenait souvent dans la pensée du général de Martimprey, et, à la fin de l'année, comme le maréchal Pélissier s'était de nouveau rendu à Paris pour les travaux de classement, il prit le parti de lui écrire et lui exposa les raisons qui le portaient à quitter l'Algérie. Le gouverneur fut loin de l'approuver.

Je crains, lui dit-il, que des appréhensions exagérées de ce qui pourrait surgir au milieu de certains conflits qui semblent s'essayer ne soient pour un peu plus, pour un peu moins, dans votre regrettable détermination. Je dis regrettable parce que je n'entrevois pas de dispositions bien chaudes à vous faire une convenable position, je dis regrettable parce que je crois deviner que l'exécution d'une promesse quant au Sénat pourrait s'en ressentir.

Les conflits auxquels le maréchal faisait allusion venaient des tendances persistantes de l'autorité civile à demander la transformation du peuple arabe, tendances qu'il était résolu à combattre. Il était clair, d'ailleurs, qu'en quittant sa position le général de Martimprey diminuerait ses chances d'entrer au Sénat. Tout cela le fit réfléchir. Il ne pouvait quitter le maréchal dans un moment où ses adversaires semblaient vouloir entamer de nouvelles luttes; d'autre part, il pourrait toujours se rendre inopinément en France, si la santé de ses parents l'exigeait. Il abandonna donc l'idée d'un changement et resta à son poste. Il l'écrivit au maréchal Pélissier dès que sa décision fut arrêtée et en reçut une réponse affectueuse terminée par ces mots :

L'Empereur m'a donné l'assurance hier que, dès qu'il le pourrait, il vous appelerait au Sénat. Je suis bien heureux de cette bonne nouvelle.

Tout s'arrangeait ainsi au mieux des intérêts des uns

Digitized by Google

et des autres. Quant aux conflits dont le maréchal l'avait entretenu, le moindre incident pouvait les faire naître, et le sous-gouverneur devait forcément s'y trouver mêlé. Récemment encore, un député avait profité de la discussion du budget de l'Algérie au Corps législatif et de la présence du gouverneur à la séance pour tenter de soulever l'opinion.

Le général Yusuf, commandant de la division d'Alger, au lieu de s'opposer aux idées nouvelles, destinées au fond à dépouiller les indigènes d'une partie de leurs terres, avait cru devoir prendre l'initiative d'un mouvement d'assimilation des Arabes aux Européens. Entraîné par son directeur des affaires indigènes, le lieutenant-colonel Gandil, qui versait volontiers dans les utopies, il avait fait rédiger une circulaire qui exposait son projet. Il comptait pouvoir mettre à la disposition des colons une quantité d'hectares variant de 850.000 à 2.320.000, que les tribus de sa province laissaient sans emploi. Puis, il les aurait cantonnées dans des villages, sous la direction d'une administration municipale. Cette révolution, qui devait transformer les mœurs et les usages du peuple musulman, était qualifiée de *bienfait de la civilisation.* Le général s'imaginait réaliser ainsi les idées de l'Empereur.

La circulaire avait été soumise, par l'intermédiaire du sous-gouverneur, au maréchal Pélissier : ni l'un ni l'autre n'étaient hommes à se payer de mots à effet ou de théories peu pratiques. Tous deux savaient qu'il est souvent dangereux de devancer les aspirations humaines, surtout quand il s'agit de changer les coutumes d'un peuple mahométan.

D'accord avec le sous-gouverneur, le maréchal avait déclaré que les propositions qu'on lui avait soumises étaient prématurées et ordonné de les laisser dans les cartons. Malheureusement, son auteur avait eu la fâ-

Digitized by Google

cheuse idée d'expédier quelques exemplaires de son travail à Paris. Par suite, le maréchal avait eu un jour la désagréable surprise d'entendre un orateur du Corps législatif attaquer son administration, la qualifier de rétrograde et montrer la nouvelle voie à suivre en citant des pages entières de la fameuse circulaire. Rentré chez lui vexé, il avait prescrit au général de Martimprey de renvoyer le lieutenant-colonel Gandil à son régiment et d'admonester le général Yusuf.

Pendant ce temps, en Algérie, la situation paraissait tellement calme que l'Empereur crut le moment venu pour faire paraître le sénatus-consulte auquel il pensait depuis deux ans. Le 10 février, il adressa au gouverneur général et fit insérer au *Moniteur* une lettre destinée à annoncer son décret et à en faire connaître l'esprit. Ses intentions étaient très louables. Il voulait « mettre un terme aux inquiétudes excitées par les discussions sur la propriété arabe ». Dans ce but, l'article principal du sénatus-consulte devait rendre les tribus ou fractions de tribus « propriétaires incommutables des territoires qu'elles occupaient à demeure fixe et dont elles avaient la jouissance traditionnelle, à quelque titre que ce fût ». Napoléon III terminait sa lettre en se proclamant « Empereur des Arabes aussi bien que des Français ».

Le décret parut peu de temps après. Il complétait la lettre impériale du mois de février en prescrivant de délimiter les territoires collectifs de chaque tribu, de les répartir entre les douars et de déterminer ensuite la propriété individuelle de chacun des membres du douar.

L'application de ce décret exigea la nomination de commissions, qui furent prêtes à fonctionner dès le mois d'août.

Ces mesures causèrent des inquiétudes parmi les populations indigènes; mais, confiantes dans la parole

Digitized by Google

du souverain, elles attendirent en paix le résultat qu'on leur promettait.

La colonie semblait jouir alors d'une tranquillité durable. Aucun incident ne paraissait devoir la troubler. Le prince Napoléon et l'escadre de la Méditerranée en profitèrent pour faire successivement une apparition à Alger, où ils furent reçus avec les plus grands honneurs. La dernière de ces visites procura au sous-gouverneur l'occasion de nouer des relations avec le commandant en chef de l'escadre, amiral Rigault de Genouilly, qui était alors une des personnalités les plus en vue de la marine. Peu de temps après, l'amiral fut nommé sénateur, et, en remerciant le général de Martimprey de ses félicitations, il lui exprima une opinion qui était alors répandue dans l'armée. « J'ai le meilleur espoir, mon cher général, lui écrivait-il le 23 juillet, que vous aussi vous entrerez bientôt au Sénat, mais par cette porte qui s'ouvre aux maréchaux de France (1). Cette haute récompense du maréchalat, décernée par reconnaissance de tous vos brillants services, doit vous être accordée par l'Empereur lors de son prochain voyage en Algérie. J'en serai très heureux », etc.

Le Sénat, cependant, n'était pas encore prêt à ouvrir ses portes au général. Les convenances politiques entravaient à cet égard les bonnes dispositions manifestées en sa faveur. D'autre part, l'application du sénatus consulte avançait très lentement. Le gouverneur général, qui était absent, ne donnait pas son avis, gardait le silence et était cause que l'affaire traînait en longueur. L'Empereur s'en irritait. On comprit alors à Paris que la position du sous-gouverneur ne lui laissait pas une initiative suffisante. Un décret le nomma vice-président du conseil consultatif, mesure très utile,

(1) Les maréchaux étaient sénateurs de droit.

Digitized by Google

qui aurait dû être prise au moment du rétablissement du gouvernement général, mais qui eut alors pour résultat d'indisposer le directeur général.

A cette époque, le duc de Malakoff s'occupait de moins en moins des affaires de son gouvernement, dont le poids retombait alors sur le général de Martimprey. Pendant les trois mois qu'il avait passés en France, il n'avait pas fait une seule réponse aux nombreuses questions que le sous-gouverneur lui avait soumises. D'autre part, l'administration civile, désireuse d'agrandir son influence, continuait une lutte sourde et perfide contre l'autorité militaire. Il en résultait, pour le général de Martimprey, une situation parfois intolérable, qui s'aggravait encore par les atteintes que le climat d'Algérie commençait à porter à sa santé, jusque-là si robuste. En réalité, après quatre ans de luttes, le général, fatigué au moral et au physique, était las des difficultés qu'il avait à surmonter, dans lesquelles il ne se sentait plus assez soutenu par le gouverneur, très disposé à ménager les pouvoirs civils et la presse.

A la fin de septembre, le maréchal revint en Algérie, malade, souffrant, ayant sensiblement dépéri et hors d'état de se livrer à un travail suivi. Martimprey le remplaça et fut même chargé, en novembre, de le représenter, à Paris, au comité des maréchaux.

Il trouva partout un accueil excellent. Le ministre de la guerre et l'Empereur lui témoignaient la plus entière confiance. Tous deux reconnaissaient bien que ses services n'avaient pas été récompensés comme ils le méritaient. Aussi, à la fin de cette même année 1863, le souverain, pour le dédommager et ne lui laisser aucun doute sur sa bienveillance, lui décerna le grand-cordon de la Légion d'honneur, qu'il reçut avec une vive reconnaissance.

Digitized by Google

CHAPITRE XV

INSURRECTION DES OULED-SIDI-CHEIKH

(1864)

Fautes commises vis-à-vis du peuple arabe. — Ses dispositions en 1864. — Révolte des Ouled-Sidi-Cheikh. — Attitude du maréchal Pélissier. — Mort de Beauprêtre. — Soulèvement des tribus du Sud — Colonnes d'Alger et d'Oran. — Révolte des Flitta. — Mort du maréchal Pélissier. — Martimprey gouverneur général par intérim. — Difficultés de la situation. — Son énergie, sa circulaire. — Malveillance de la presse. — Mesures contre les Flitta. — Expédition du gouverneur. — Soumission des Flitta. — Apaisement du Sud. — Fin apparente de la révolte. — Voyage en France. — Décret du 7 juillet. — Reprise de l'insurrection. — Retour à Alger. — Mesures contre les dissidents. — Mac-Mahon gouverneur général. — Martimprey sénateur et commandant de la division de Metz.

Depuis la nomination du duc de Malakoff comme gouverneur général, et même depuis la conquête de la Kabylie, on vivait, en Algérie, dans une sécurité trompeuse. On croyait à la pacification définitive du peuple arabe et on laissait se développer les projets destinés à sa transformation. On accumulait ainsi sans s'en douter des motifs de mécontentement qui devaient couver comme un feu sous la cendre et éclater un jour avec d'autant plus de violence qu'ils avaient été plus contenus. C'étaient autant de fautes. Elles ont été résumées par le général Lapasset, alors colonel d'état-major à Mostaganem, dans les termes suivants :

Trouble jeté dans les esprits et dans l'organisation du pays par des changements de système;

Désorganisation des bureaux arabes et affaiblissement du commandement;

Digitized by Google

Nomination dans les tribus de chefs qui n'en étaient pas originaires;

Projet de démocratisation du peuple arabe;

Mouvement contre les idées modernes soulevé par les sectes religieuses;

Réduction des effectifs de l'armée d'Afrique.

Les changements de système, tels que la création d'un ministère de l'Algérie, la nomination d'un commandant supérieur, puis le retour au gouvernement général, avec une autorité civile puissante, avaient vivement inquiété les populations indigènes. Les théories sur le cantonnement des tribus et les propositions de reprise de territoires au profit de colons avaient réveillé chez elles des haines un instant assoupies. Les attaques contre les bureaux arabes leur avaient fait entrevoir un moyen de délivrance. Puis, les meilleurs de nos officiers étaient partis pour les expéditions lointaines ou la campagne d'Italie. Par suite, ceux qui les remplaçaient, nouveaux venus sans expérience, ne trouvèrent pas les moyens d'être avertis à temps des dispositions des esprits. La nomination de caïds dans des tribus qui leur étaient étrangères firent naître des inimitiés. Les idées, souvent émises, de transformer les Arabes en Européens, de leur donner une organisation municipale ou des principes démocratiques, venant s'ajouter aux réductions d'effectifs de nos régiments, avaient produit des effets désastreux. Dans le Sud, on nous avait accusés d'avoir fait empoisonner Si-Hamza.

Il fallait remonter très haut pour retrouver l'auteur des mesures qui avaient créé cet état de choses et compromis la sécurité de la colonie. Une des personnalités les mieux placées pour apprécier les faits écrivait à ce sujet au mois de mai :

Le maréchal Randon, avec sa prétention d'avoir tout fait

Digitized by Google

au mieux, de tout savoir, de tout contrôler, de tout mener en Algérie, est la cause la plus directe après le prince Napoléon de notre désorganisation.... Il a repoussé les mesures qu'on jugeait ici nécessaires pour corriger des défauts d'organisation administrative indigène.... Il a fait de nos spahis des soldats laboureurs, qui ne sont plus ni l'un ni l'autre.... Il a dépeuplé le commandement, les bureaux arabes, de leurs meilleurs officiers, réduit outre mesure les troupes d'Algérie; enfin, il a montré à l'Empereur toujours et partout l'Algérie si pacifiée que c'était un attentat d'y vouloir une répression.... Le maréchal a fait bien et beaucoup. Il serait bien injuste de le méconnaître, mais c'est pendant son gouvernement. Depuis, il a démoli tout autant que M. de Chasseloup-Laubat.

Depuis trois ou quatre ans, les mécontentements, les exaspérations s'accumulaient en silence. Au printemps de 1864, la mesure était comble. Le plus petit incident devait amener une crise redoutable.

Il surgit presque inopinément dans le sud, au mois de mars.

Après la mort de Si-Hamza et de son fils aîné Si-Bou-Bekr, tous les ferments de haine, d'ambition ou de pillage que sa puissante main contenait trouvèrent l'occasion d'éclater. Ses deux frères, Si-Zoubir, nommé par nous agha d'Ouargla, et Si-Lala, nous détestaient. Ces deux chefs, comme leur jeune neveu Si-Sliman, deuxième fils de Si-Hamza, jouissaient dans le Sahara d'un prestige considérable comme descendants du plus grand saint du sud, l'illustre et vénéré Sidi-Cheikh. Leur influence religieuse s'étendait du Maroc à la Tunisie et des confins du Sahara jusqu'au sein des nombreuses tribus du Tell, qui n'avaient plus bougé depuis la chute d'Abd-el-Kader.

Si-Sliman, jeune et ardent, avait remplacé son frère Si-Bou-Bekr à la tête des Ouled-Sidi-Cheikh. Mais, au lieu de le nommer khalifa comme son grand-père, on

Digitized by Google

ne lui conféra, comme à son frère, que le titre de bachaga. Il en fut irrité. Son oncle Si-Lala, personnage ambitieux et fanatique, entretint sa colère en lui répétant que les Français voulaient amoindrir son pouvoir et l'annihiler aux yeux des siens. Un dernier incident acheva de le pousser à la révolte.

Son Khodja (secrétaire) ayant un jour menacé des spahis du bureau arabe de Géryville de les faire châtier, fut lui-même bâtonné par ordre du chef de ce bureau. Exaspéré, il alla raconter le fait à Si-Sliman, en l'amplifiant. Ce dernier, furieux, n'hésita plus et commença, dès la fin de février, avec les gens de sa tribu, une émigration vers la tête de l'oued Mzab, où il se réunit aux contingents armés de son oncle Si-Lala. Il convoquait en même temps les guerriers des tribus soumises à son influence. Cette concentration avait pour but une marche vers le nord et la proclamation du Djehad (guerre sainte). Il attendit jusqu'aux premiers jours de mars le résultat de ses appels aux tribus voisines, et, le 7, se trouvant à la tête de 1.000 à 1.500 cavaliers, il commença son mouvement.

Le gouvernement général fut prévenu à temps; le général de Martimprey proposa de suite des mesures énergiques et la formation de colonnes assez fortes pour réprimer cette tentative dès le début. Le maréchal ne fut pas de cet avis. Il voulut laisser l'insurrection se dessiner plus nettement, pour mieux savoir où il faudrait diriger ses troupes et frapper un coup décisif. C'était aussi pour lui un moyen de mieux connaître la fidélité des chefs indigènes.

Telle était l'explication que l'on donnait à Alger sur l'attitude du maréchal. Les malveillants ajoutaient qu'il avait toujours contesté la pacification définitive de l'Algérie par le maréchal Randon; d'après lui, c'était un leurre, une prétention inadmissible, et, tôt ou tard,

Digitized by Google

les événements se chargeraient de le démontrer. La révolte du sud justifiait ses assertions.

Bientôt on sut que les Chambâ, les Mekhadma, les Saïd-Atba, même les Ouled-Yacoub-ez-Zerara, du djebel Amour, avaient fait défection et s'étaient joints aux Ouled-Sidi-Cheikh. Le 20 mars, la marche de Si-Sliman vers le nord, à la tête de nombreux contingents, fut annoncée. Il fallut agir.

Le maréchal s'y résolut; mais, ne croyant pas à l'importance du mouvement, il fit envoyer un escadron de spahis à El-Aricha et le lieutenant-colonel Beauprêtre, commandant supérieur du cercle de Tiaret, au Djebel-Amour, avec une force insignifiante. On lui donna 100 hommes d'infanterie, tirés du 2e tirailleurs algériens et du 1er bataillon d'infanterie légère d'Afrique (Zéphirs), puis un escadron de spahis et les goums des Harrar. Les spahis et les goumiers appartenaient à des tribus soumises à l'influence religieuse des Ouled-Sidi-Cheikh. Quant à la compagnie d'infanterie, composée d'anciens disciplinaires et d'Arabes, elle manquait de cohésion.

Ces désignations étaient d'autant plus regrettables que l'émotion soulevée dans le peuple arabe par la révolte des chefs religieux de la famille de Si-Hamza était extraordinaire.

Un rapport fut envoyé à Paris, au ministre de la Guerre, qui en fut irrité. Le général Deligny, qui était alors en France, l'ayant vu au sujet des événements du sud, apprit au sous-gouverneur que le maréchal Randon lui reprochait de ne pas avoir pris sur le duc de Malakoff l'influence que son ancienne amitié et ses relations passées devaient lui assurer. Il avait eu le tort de laisser le directeur général accaparer cette influence à son profit.

Pour en finir, le maréchal Randon écrivit au duc de Malakoff que l'Empereur désirait voir remettre au

Digitized by Google

sous-gouverneur l'exécution du sénatus-consulte. Le maréchal Pélissier jugea utile, au contraire, de la confier au directeur général. Le ministre, mécontent, trouva que le général de Martimprey aurait dû réclamer l'attribution de service qui lui revenait. Ce dernier, très ennuyé, se vit forcé de lui écrire une lettre qui peint bien les embarras dans lesquels on le plaçait. Il fit comprendre au ministre qu'il ne pouvait se mêler d'une question dont le gouverneur général était le seul juge et qui, d'ailleurs, ne lui avait pas été communiquée.

Cette lettre le justifia, mais sans réussir à calmer le mécontentement qu'on ressentait à Paris.

En réalité, le gouverneur avait des ennemis qui n'étaient pas fâchés de lui trouver des torts et de les grossir à l'occasion. Cette disposition rejaillissait sur ceux qui l'entouraient et devait nuire à un chef aussi modeste que le général de Martimprey.

Ce fut bien pire quand on apprit les premiers succès de l'insurrection.

Au commencement d'avril, Beauprêtre, ayant su que Si-Sliman remontait l'oued Zergoun, dans la direction de Géryville, s'était porté à Aouinet-bou-Bekr, petit plateau à 20 kilomètres à l'est de ce poste, sur la ligne de partage des eaux du Sahara et des chotts. Il était souffrant, pris d'accès de fièvre et très inquiet. Il sentait que la trahison l'entourait. Il veillait, et trouvant sa sûreté compromise, il songeait à reculer vers les premiers postes du Tell.

Le 7 avril, dans la nuit, il avait conféré avec le commandant du cercle de Géryville, qui l'avait quitté vers 4 heures du matin. Une heure après, il était assailli par Si-Sliman à la tête de plus de 1.000 cavaliers. Soudain, sa tente fut brusquement ouverte et Si-Sliman, apparaissant à cheval, le tua d'un coup de feu. Un serviteur de Beauprêtre le vengea aussitôt en tuant le bachaga.

Digitized by Google

Les spahis et les goums passèrent à l'ennemi et le massacre de nos soldats commença. Un groupe de tirailleurs et de zéphirs se rassembla sur un petit tertre qui dominait le camp. Ils y furent tués jusqu'au dernier (1). Seuls, trois hommes du détachement s'échappèrent, gagnèrent le village voisin de Stitten, d'où ils purent partir et atteindre Frendah, en se cachant le jour et en marchant la nuit. L'un d'eux devint fou.

Cette catastrophe souleva tout le sud de la province d'Oran, ébranla les tribus des autres provinces et retentit profondément dans celles du Tell.

Chez les Ouled-Sidi-Cheikh vainqueurs, Si-Mohamed, le plus jeune des fils de Si-Hamza, succéda à Si-Sliman comme chef religieux et fut encore plus soumis que son frère aux conseils de Si-Lala qui devint le véritable chef de l'insurrection.

A la suite du combat d'Aouinet-bou-Bekr, les gens du Djebel-Amour livrèrent leurs grains aux insurgés, leur ouvrirent l'accès de leurs montagnes et forcèrent Eddin, leur agha, à s'enfuir. Les Harrar passèrent à l'ennemi. Enfin le 17, après avoir massacré son caïd et une vingtaine de spahis, l'importante tribu des Ouled-Chaïb, du cercle de Boghar dans la province d'Alger, rejoignit les bandes de Si-Mohamed.

Il n'y avait plus à hésiter. Le sous-gouverneur fut autorisé à expédier les ordres nécessaires. Il dirigea une colonne sur Laghouat, au milieu de la tribu des

---

(1) Au mois d'octobre suivant, je fis partie d'un détachement chargé d'enterrer les victimes de ce guet-apens. Je pus recueillir sur les lieux-mêmes tous les détails de ce drame sanglant. Les cadavres, dépouillés de leurs uniformes, gisaient encore sur la place où ils avaient succombés. Le vent du sud les avait desséchés et recouverts d'une couche de sable fin qui les avait momifiés. On les rassembla dans une tombe commune et on éleva un petit monument en pierre sur le tertre que la défense de nos soldats avait immortalisé. La troupe rendit les honneurs militaires; un défilé termina la cérémonie et le détachement partit pour rejoindre la colonne du général Deligny.

Digitized by Google

Larbâ, sous le commandement du général Yusuf, commandant de la province d'Alger; une colonne d'observation, commandée par le général Liébert, commandant de la subdivision de Milianah, fut envoyée dans le Sersou pour y servir de lien entre les colonnes d'Alger et d'Oran.

Dans cette dernière province, une assez forte colonne, sous les ordres du général Deligny, revenu de France en hâte, fut dirigée sur Géryville. Puis une colonne de renforts, commandée par le général Martineau, fut mise en route pour conduire dans ce poste de forts approvisionnements. Cette dernière colonne fut attaquée le 27 avril, à Kreneg-el-Azir, par le marabout, à la tête de 5.000 cavaliers et de nombreux fantassins. Un combat acharné s'ensuivit; l'ennemi fut repoussé avec de grandes pertes; mais les nôtres furent sensibles; nous comptions 110 officiers et soldats tués ou blessés. Néanmoins, le général Martineau avait pu refouler les insurgés et accomplir sa mission.

Ces graves nouvelles ébranlèrent l'Algérie entière, et, à Alger même, la population européenne en fut émue. Le sous-gouverneur, sur la demande du directeur général, fit insérer dans les journaux une note que le maréchal approuva et qui était destinée à rassurer les esprits. A partir de ce moment, il transmit régulièrement à la presse le résumé de nos opérations, pour éviter qu'on reprochât à l'autorité militaire son mutisme. Il réussit ainsi à calmer les colons. De tous côtés, cependant, on sentait qu'on était loin du moment où l'on pourrait reprendre aux Arabes une partie de leurs territoires, et, cette fois du moins, ce n'était pas le pouvoir militaire qui avait préparé le soulèvement des tribus.

Le 3 mai, la note suivante, insérée dans les trois journaux d'Alger, mit leurs lecteurs au courant des derniers événements de la province d'Oran :

Digitized by Google

Une dépêche reçue ce jour de Frendah annonce que le général Deligny a dû en partir vers le 30 avril, avec la colonne sous ses ordres, pour aller dans le sud poursuivre le châtiment de l'insurrection. Il doit, dans sa marche, rencontrer, demain ou après-demain, sur l'oued Sidi-Nasseur, le général Martineau, qui a quitté Géryville le 30, après avoir ravitaillé ce poste. Aucun événement ne s'était produit depuis le 27.

Le général de division sous-gouverneur,

E. DE MARTIMPREY.

Pendant ce temps, les troupes de la province d'Alger s'étaient mises en mouvement; le général Yusuf était avec deux mille hommes à Djelfa, en route sur Laghouat, et le général Liébert marchait sur le Sersou (1).

On pensait alors que l'agitation, contenue dans le Tell, ne dépasserait pas le sud. C'était encore une illusion. Dès le 22 avril, le colonel d'état-major Lapasset, posté avec un millier d'hommes à Zemmora, à l'entrée du pays des Flitta, entre Relizane et Tiaret, signalait parmi eux « une certaine émotion causée par les nouvelles d'agitation et de révolte; mais aucun signe, disait-il, n'indiquait un soulèvement immédiat ».

Toutefois, chaque jour, à partir de ce moment, il se tenait sur ses gardes, s'attendant à une prise d'armes. Elle eut lieu, le 12 mai, tandis qu'il était campé près de Tiaret. Réveillé la nuit par les cris d' « El-Djehad » (la guerre sainte), puis averti par les coups de feu tirés

(1) Parti d'Alger en mission, au commencement d'avril, j'étais arrivé à Djelfa sans rencontrer âme qui vive, dans un pays ordinairement peuplé de douars et de nombreux troupeaux. En route, un agha, dévoué au général Yusuf, m'avais mis au courant de l'insurrection et des soulèvements qui se préparaient. A Djelfa, il fallut renoncer à ma mission, m'enfermer dans le bordj, faire des patrouilles et des reconnaissances. Peu de jours après, la colonne du général Yusuf vint nous tirer d'embarras et nous emmener avec elle à la poursuite des dissidents.

Digitized by Google

sur ses avant-postes, n'ayant qu'un jour de vivres, sans réserve de cartouches, sans cacolets pour les blessés, ayant quinze lieues à franchir en pays insurgé pour gagner Relizane, le poste le plus rapproché, il se décida à partir au petit jour. Il rendit compte à Alger et se mit en route. Attaqué par les Flitta, que guidait un marabout nommé Si-Lazereg, il ne put marcher qu'en combattant et atteignit Relizane le lendemain, sans accidents. De là, il se rendit à Zemmora, que les insurgés assiégeaient, mit l'ennemi en fuite et délivra ce poste. Mais les passions étaient surexcitées, et, désormais, une campagne vigoureuse était nécessaire pour venir à bout du fanatisme de ces tribus.

Le sous-gouverneur connaissait bien ce pays, dans lequel il avait souvent opéré. Cette nouvelle révolte lui révéla toute l'étendue du mal. Il prit de suite les mesures nécessaires et rendit compte au ministre de la Guerre de ces malheureux événements, qu'une maladie grave du duc de Malakoff venait de compliquer encore.

Le ministre lui répondit le 18 :

Paris, le 18 mai 1864.

Mon cher Général,

J'ai reçu ce matin vos deux lettres; celle qui m'informe de l'état de santé de M. le maréchal duc de Malakoff me fait craindre que, de quelque temps au moins, il ne lui soit pas possible de s'occuper d'affaires, et c'est pourquoi je vous adresse directement ma réponse....

J'ai été, non pas absolument surpris, mais affligé de voir que l'insurrection, jusqu'à ce jour confinée dans le sud, a gagné aussi le Tell et que la tribu des Flittas a donné l'exemple de la défection....

Je ne doute pas que vous n'ayez pris toutes les dispositions nécessaires pour empêcher le mal de s'étendre, et j'espère que les forces dont se compose actuellement l'armée d'Algé-

Digitized by Google

rie seront, à la rigueur, suffisantes pour infliger aux tribus révoltées le châtiment qu'elles ont mérité; cependant, je m'occupe en ce moment de vous envoyer encore un régiment d'infanterie, que mon intention serait de diriger sur Mostaganem. Dans le cas où vous jugeriez convenable de lui donner une autre direction, vous auriez encore le temps de me le faire connaître par une dépêche télégraphique qui me serait envoyée de Marseille, pour que je modifie mes premières instructions.

Recevez....

Le maréchal ministre de la Guerre,

RANDON.

La réponse du ministre montre à quel point on était contrarié, à Paris, de la révolte survenue en Algérie. On espérait cependant que nos forces en viendraient facilement à bout.

L'état de santé du maréchal Pélissier était un souci de plus, quoique en haut lieu on eût pleine confiance dans les talents et l'expérience du général de Martimprey. Cet état était des plus graves. Dans les premiers jours de mai, le duc de Malakoff avait contracté, dans sa résidence d'été, un fort refroidissement. Affecté déjà d'un catarrhe, son mal empira rapidement. Le médecin-chef de l'hôpital du dey, mandé près de lui le 11 mai, avait été frappé de lui voir du délire. Les jours suivants, l'amélioration ne se produisit pas et le 20 il rendit compte de ses craintes, en ajoutant cependant que l'état du maréchal ne lui semblait pas complètement irrémédiable. Deux jours après, il avouait que tout espoir était perdu. Le duc de Malakoff succombait dans l'après-midi.

Le général de Martimprey restait seul en face d'une situation faite pour troubler les esprits les mieux trempés : l'Algérie soulevée depuis l'extrême sud jusque dans l'intérieur du Tell, nos troupes aux prises

Digitized by Google

avec des forces ennemies insaisissables et d'un effectif supérieur, les tribus agitées, les colons effrayés par d'affreux massacres et la mort du gouverneur général survenant au début même de l'insurrection.

C'était dans ces moments difficiles que le sous-gouverneur montrait le plus de sang-froid. Saisissant d'une main ferme la direction des affaires, il prit de suite les mesures commandées par les circonstances.

Son premier acte fut d'annoncer aux populations le décès du maréchal Pélissier.

22 mai 1864.

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE

Aux populations et à l'armée d'Algérie!

Son Excellence M. le Maréchal, duc de Malakoff, gouverneur général de l'Algérie, a rendu son âme à Dieu aujourd'hui, 22 mai, à 2 heures de l'après-midi.

Animé durant sa vie de sentiments religieux, comme le sont toutes les grandes intelligences unies à un grand cœur, M. le Maréchal, à son lit de mort, s'est entouré des secours spirituels.

Pendant la lutte terrible d'une cruelle maladie, aux prises avec une constitution indomptable, toujours préoccupé des intérêts de la colonie, il n'a cessé de s'informer avec sollicitude des généraux et des troupes qui combattent une insurrection odieuse; leurs succès ont été sa satisfaction suprême.

L'Empereur, la France, l'Algérie, sa terre de prédilection, et l'armée, ressentiront profondément la perte de l'illustre vainqueur de Sébastopol.

Son nom resplendira d'un éclat immortel dans les fastes de la gloire, parmi ceux des capitaines qui ont rendu les plus grands services à leur patrie.

Un service funèbre sera prochainement ordonné pour le repos de l'âme de M. le Maréchal.

Digitized by Google

En attendant les ordres de l'Empereur, le sous-gouverneur exercera les pouvoirs du gouverneur général.

Le général de division sous-gouverneur,
E. DE MARTIMPREY.

Ces ordres ne devaient pas tarder. Mais, dans l'intervalle, le sous-gouverneur eut à remplir certains devoirs que lui imposaient la mort du maréchal. Un des plus touchants lui fut signalé par le colonel d'état-major Renson, chef du cabinet du duc de Malakoff.

Mustapha, le 25 mai 1864.

Mon Général,

Vous savez, je crois, que dans le cours de sa maladie le Maréchal a proféré ces paroles : « J'enverrai mon épée à Notre-Dame-d'Afrique.... Martimprey l'y portera.... »

... Mme la Maréchale est disposée à satisfaire à ce vœu. Si vous jugiez, mon Général, sa réalisation possible, elle s'en rapporterait à vous du soin de la préparer et de la faire exécuter; elle n'y mettrait qu'une condition, c'est que cette épée, sur laquelle le maréchal a fait graver les noms des affaires où il l'a portée, ne sortirait de ses mains que pour être déposée à Notre-Dame-d'Afrique.

Je vous prie d'agréer, etc.

E. RENSON.

Le général s'empressa de transmettre le vœu du gouverneur à Monseigneur Pavy, évêque d'Alger :

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE

Cabinet du Sous-Gouverneur

Alger, le 25 mai 1864.

Monseigneur,

Mme la Maréchale, duchesse de Malakoff, vient de me

Digitized by Google

faire appeler. Elle m'a chargé de mander à Votre Grandeur sa résolution de se conformer au vœu indiqué, à son lit de mort, par son illustre époux de faire hommage perpétuel à Notre-Dame-d'Afrique de son épée.

La conservant jusque-là comme le plus précieux dépôt, Mme la Maréchale la fera remettre à sa destination auguste le jour où la chapelle sera solennellement consacrée.

A cette époque, Monseigneur, autant qu'il dépendra de ma volonté, je me ferai un pieux devoir d'être l'intermédiaire de cette remise, selon les intentions du donateur.

Je vous prie, Monseigneur, d'agréer l'assurance de mon respectueux attachement.

Le général de division sous-gouverneur,

E. DE MARTIMPREY.

A Sa Grandeur Monseigneur Pavy, évêque d'Alger.

Il s'entendit avec la maréchale pour faire organiser au Palais du Gouvernement une chapelle ardente, où le corps du vainqueur de Sébastopol resta exposé pendant une partie de la semaine. Le public y fut admis, et chaque jour une foule considérable, au sein de laquelle parurent de nombreux indigènes, vint se presser aux abords du palais. Les visiteurs étaient introduits par de longues galeries tendues de noir. Le maréchal, revêtu de son uniforme, reposait sur un lit de parade, son bâton de commandement à la main. Des prêtres et des sœurs de charité récitaient des prières, pendant que la foule défilait en silence.

En rendant ces pieux devoirs au chef illustre qui, pendant tant d'années, au milieu des plus terribles épreuves, l'avait honoré de son amitié, le général de Martimprey ne perdit pas de vue un instant les intérêts de la colonie et les mesures qu'exigeait la répression des tribus révoltées. Dans sa dernière lettre

Digitized by Google

au ministre de la guerre, en lui faisant pressentir la mort du duc de Malakoff, il analysait les causes du soulèvement des indigènes, se montrait prêt à endosser toutes les responsabilités, quelque lourdes qu'elles fussent, et demandait seulement la confirmation du pouvoir temporaire qu'il avait assumé.

Dans sa réponse, le maréchal Randon lui témoigna toute sa confiance, lui annonça qu'il était chargé du gouvernement général et examina avec lui les fautes qui avaient pu contribuer à créer en Algérie une situation aussi troublée :

Paris, 25 mai 1864.

Mon cher Général,

Vos dernières dépêches nous avaient laissé peu d'espoir pour le rétablissement du maréchal duc de Malakoff.

Je vous ai également fait connaître que Sa Majesté vous confirmait dans le commandement que les circonstances plaçaient en vos mains; vous êtes donc parfaitement en mesure d'imprimer la direction à tous les services que le maréchal Pélissier tenait de l'Empereur.

Ce qu'il y a de plus important dans le moment présent, c'est assurément de comprimer et de réprimer les mouvements insurrectionnels qui se sont produits ou qui tenteraient de se produire....

... Je vous crois en mesure de maîtriser les événements, et j'espère que ma confiance ne sera en aucun point trompée. Plus tard, nous chercherons les causes qui ont pu permettre à une insurrection aussi compacte de s'ourdir sans que nous en ayons saisi les fils, et ce que nous aurons à faire pour nous préserver de semblables incidents, qui refroidissent la confiance en l'avenir de la colonie et font douter de la persévérance de notre domination. Il y aura lieu de voir si nous ne sommes pas tous tombés dans ce calme d'esprit prenant sa source dans la pensée que les Arabes étaient à jamais soumis, que le repos et la prospérité relative dans laquelle ils vivaient avait amorti leur humeur guerrière, endormi leur fanatisme, et que nous

Digitized by Google

devions ralentir l'active surveillance à laquelle nous nous livrions autrefois.

Vous me dites que les officiers des bureaux arabes sont moins expérimentés, que le choix des caïds a été fait avec moins de jugement : cette dernière observation répond à ce que je viens de dire du ralentissement des soins apportés par le commandement....

... L'Empereur a toute confiance dans la haute intelligence des chefs et la bravoure des troupes; mais il faut que le triomphe de nos armes ne soit pas éphémère, et, pour cela, il faut de la persévérance dans les opérations et tenir la campagne tout le temps nécessaire pour avoir pleine satisfaction de l'insurrection....

Je vous renouvelle....

Maréchal RANDON.

Paris, le 25 mai 1864.

Vous avez raison de penser que nous ne devons pas nous départir de la marche civilisatrice et d'équité qui nous a servi de règle vis-à-vis des populations arabes, et que nous ne devons pas faire peser le poids de notre sévérité sur ceux qui n'ont été qu'égarés; mais, à côté de ces sentiments généraux, il y a ceux d'une légitime vengeance....

A partir de ce jour, le général en chef prit le titre de gouverneur général par intérim. En rendant compte au ministre de la mort du maréchal, il lui avait fait connaître la nécessité où il se trouvait de lui demander des renforts. Il n'avait plus d'effectifs suffisants pour la garde des places, notamment sur la côte. Il lui déclara également qu'il était nécessaire de réorganiser le gouvernement général et de « subordonner à l'autorité militaire des généraux toute la politique et toute l'administration ».

Digitized by Google

La réponse ne se fit pas attendre :

Paris, le 27 mai 1864.

Mon cher Général,

J'ai reçu ce matin les deux lettres que vous m'avez adressées à la date du 23. Vous m'écrivez sous l'impression de la mort, toute récente encore, du duc de Malakoff, et je comprends qu'à tous les degrés de la hiérarchie civile et militaire l'émotion ait été grande. Mais, après le tribut de regrets payé à la mémoire du maréchal, il importe de ne pas perdre de vue qu'une grande tâche reste à remplir, celle de comprimer l'insurrection, de rétablir le calme et la confiance, de punir les fauteurs de ces désordres et de faire rentrer l'Algérie dans une voie de progrès dont les derniers événements tendent à l'écarter.

J'attends avec grande impatience des nouvelles des opérations combinées des généraux Deligny et Yusuf dans le sud, et de celles qui vont pouvoir être dirigées, avec succès j'espère, contre les Flittas, grâce aux moyens d'action que j'ai mis à votre disposition. Déjà, le 82e a dû arriver depuis deux jours à Mostaganem; le 12e est parti les 25 et 26 mai à bord des frégates le *Labrador* et le *Cacique*, et un escadron du 1er hussards s'embarque en ce moment à bord de l'*Ariège*. Dès que les frégates seront de retour à Toulon, elles embarqueront successivement ce qui reste de ce dernier régiment, ainsi que les 100 mulets que je vous ai annoncés.

Je viens de lire, dans le *Courrier de l'Algérie*, que je serais la cause première de l'insurrection du sud par l'autorité dont j'aurais investi Si-Hamza, marabout pacifique transformé par moi en homme de guerre, etc. C'est donc moi qui aurais mis aux mains de son fils Si-Sliman les armes dont il se sert aujourd'hui contre nous; si j'ai été peu surpris de trouver ces étranges allégations dans le journal de l'opposition algérienne, bien que la source d'où elles émanent eût peut-être, par pudeur, fait convenablement de s'abstenir, j'ai au moins été étonné qu'elles n'aient pas attiré l'attention du gouvernement et se soient produites sans observations....

Digitized by Google

Recevez, mon cher Général, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Le maréchal ministre de la Guerre,

RANDON.

Les renforts demandés se bornaient ainsi à deux régiments d'infanterie et un de cavalerie. C'était insuffisant. Le gouverneur général par intérim le fit remarquer au ministre, en insistant sur les événements qui pourraient se produire sur les frontières du Maroc ou de la Tunisie.

Reconnaissant la justesse de cette observation, le ministre n'hésita pas à lui envoyer les forces nécessaires, tout en lui conseillant de montrer sur les frontières de petites colonnes mobiles sous les ordres des commandants des postes voisins. Le maréchal Randon savait qu'avec les Arabes il faut être puissamment armé dès les premiers coups. En 1859, en pleine paix, il n'avait pas hésité à mobiliser deux divisions d'infanterie et une de cavalerie, près de 15.000 hommes, contre une petite confédération de tribus marocaines; maintenant, en présence d'un soulèvement considérable, il dirigea de suite sur l'Algérie les effectifs jugés indispensables. Il était le premier à souhaiter le rétablissement de l'ordre et de la paix.

Pendant ce temps, le moment était venu d'envoyer aux Invalides, suivant la volonté de l'Empereur, la dépouille mortelle du maréchal Pélissier. Le général de Martimprey chargea une commission de régler les détails de ce triste voyage.

Le départ pour Marseille fut fixé au 4 juin. Ce jour-là, par ordre du gouverneur général, un service funèbre fut célébré sur la place du Gouvernement. Toutes les troupes, la milice urbaine, les autorités civiles et militaires et une foule immense, composée d'Euro-

Digitized by Google

péens et d'Arabes, y assistèrent. Après le service, le corps fut transporté sur le *Christophe-Colomb*, qui reçut, avec la députation officielle, la duchesse de Malakoff, le général d'artillerie de marine Pélissier, frère du défunt, l'abbé Suchet, aumônier supérieur de l'armée d'Afrique, la sœur supérieure du Bon-Pasteur d'Alger, les aides de camp et officiers d'ordonnance.

Arrivé à Marseille le 6 juin, le corps fut déposé aux Invalides le 9, après la cérémonie officielle. Suivant la volonté du maréchal, son épée fut placée dans la chapelle de Notre-Dame-d'Afrique.

La mort de l'illustre vainqueur de Sébastopol et la prise de commandement du sous-gouverneur devaient être notifiées aux autorités. Ce dernier leur adressa, dans ce but, la circulaire suivante :

Circulaire à MM. les Généraux commandant les divisions et à MM. les Préfets des départements.

Alger, le 5 juin 1864.

Mon cher Général,

Monsieur le Préfet,

Hier, au milieu de regrets solennels, les restes mortels de M. le maréchal Pélissier, duc de Malakoff, ont quitté l'Algérie pour aller, par ordre de l'Empereur, prendre leur place glorieuse sous le dôme de l'Hôtel des Invalides.

Tant que ces nobles restes sont demeurés parmi nous, on eût dit qu'ils exerçaient le prestige d'autorité qui entourait, de son vivant, le gouverneur général.

Cette autorité, la confiance du souverain l'a temporairement remise aux mains d'un subordonné du maréchal, dont la principale recommandation, sans évoquer d'autres souvenirs, est d'avoir servi longtemps avec dévouement et dans de grandes circonstances sous les ordres de cet illustre capitaine.

Une pareille situation, même à titre provisoire, n'est pas

Digitized by Google

de celles qu'il soit permis de recueillir sans de très sérieuses réflexions et sans chercher comment en remplir les obligations.

Dans ces sentiments, le gouverneur général par intérim fait appel au concours de tous, au nom des intérêts les plus chers de l'Algérie.

Pour ceux-ci, l'ordre matériel et l'ordre moral sont les deux besoins dont la satisfaction est la base de tout état prospère.

Grâce à la valeur, à la persévérance de nos généraux et de nos soldats, suivis par les contingents de la majorité des indigènes, l'ordre matériel ne tardera pas à être complètement rétabli.

Des succès continuels sur une insurrection sauvage en sont le gage; — les exemples les plus sévères le consacreront.

L'ordre moral que nous a laissé le duc de Malakoff est puissant. Il faut qu'il reste tel. Il en sera ainsi infailliblement si chacun se pénètre de ses devoirs, et voici comment on doit l'entendre :

Il faut s'interdire tout ce qui pourrait faire croire à des partis.

Il ne peut y avoir de partis là où il n'y a qu'une autorité qui domine toutes les autres : celle du gouverneur général; qu'une seule direction : la sienne.

Toute tendance contraire serait coupable, qu'elle se traduisît par des faits, des écrits ou des discours, à quelque degré que ce fût de la hiérarchie.

Qu'on le comprenne!

A la presse à remplir son rôle devenu si nécessaire à notre existence sociale, qu'elle vivifie lorsqu'elle se maintient dans les limites que lui assignent la légalité et les nécessités de la situation. Les institutions gouvernementales, dans un pays nouveau comme celui-ci, ne sauraient se fortifier et se développer si elles étaient impunément l'objet de discussions, dans lesquelles les plus vaines théories mettraient en question les lois, les décrets, les règlements, l'organisation, ces émanations des grands pouvoirs de l'Etat, ces garanties du droit commun.

Digitized by Google

Sous le bénéfice des principes d'ordre qui viennent d'être précités, l'Algérie jouira du calme dont ont besoin les intérêts sacrés des hommes de travail et de bonne volonté. Si des esprits passionnés tentaient de semer des préventions, des rancunes, des mécontentements, que le bon sens public les condamne! Il trouvera pour l'appuyer le gouvernement général, secondé par ses représentants à la tête des provinces, confiant, au besoin, dans l'indépendante et consciencieuse fermeté de la justice.

Recevez, { mon cher Général, / Monsieur le Préfet, } l'assurance de ma considération très distinguée.

Le gouverneur général par intérim,
Signé : E. DE MARTIMPREY.

Les conseils donnés à la presse algérienne étaient indispensables, car depuis quatre ans, depuis la reconstitution du gouvernement général, les journaux n'avaient cessé de continuer leurs attaques contre l'autorité militaire. La rivalité et la lutte de l'administration civile continuaient. Contenues par la présence du maréchal Pélissier, elles se manifestaient néanmoins à chaque occasion, employant tous les moyens pour détruire le prestige du pouvoir militaire. La lettre suivante du ministre de la Guerre donne une idée de l'état des esprits à cette époque.

Paris, le 6 juin 1864.

Mon cher Général,

Je vois avec peine que la presse algérienne, bien loin de reconnaître la convenance qu'il y aurait au moins à s'abstenir dans les circonstances actuelles, se laisse aller à de nouveaux écarts, dont la mauvaise presse de la métropole ne manque pas de tirer parti. En ce qui me concerne personnellement, je méprise parfaitement les attaques dont je suis

Digitized by Google

l'objet et je crois inutile de les contredire : mes actes répondent suffisamment, et je ne crois pas qu'il vienne à la pensée d'aucun honnête homme de prendre au sérieux de pareilles calomnies. C'est donc au point de vue de l'intérêt de l'Algérie elle-même que je parle. Je ne m'explique pas que vous vous considériez comme désarmé en face de la presse algérienne; qu'il soit besoin pour la contenir dans des bornes convenables que les préfets soient subordonnés au commandement provincial et que de nouvelles instructions vous soient envoyées sur les moyens de répression à employer. Si MM. les Préfets sont indépendants des généraux commandant les provinces, ils sont les subordonnés du gouvernement général, qui réunit entre ses mains tous les pouvoirs. Vous n'avez qu'à leur tracer la ligne de conduite qu'ils devront suivre et à réclamer d'eux un concours que vous avez tous les moyens d'exiger. Stimulez la faiblesse. Brisez les résistances et punissez énergiquement les manœuvres. Vous me trouverez toujours disposé à vous appuyer dans cette voie, si cela est nécessaire.

Recevez, mon cher Général, l'assurance de mes sentiments affectueux.

Le maréchal ministre de la Guerre.

RANDON.

La circulaire du 5 juin répondait aux désirs du ministre, et elle réussit, pendant quelque temps, à modérer les passions. La mission du gouverneur général par intérim n'en était pas moins délicate, et pour l'encourager, l'Empereur jugea opportun de lui adresser une lettre personnelle.

Le 5 juin 1864.

Mon cher Général,

J'ai accepté avec plaisir votre proposition de vous conserver l'intérim du commandement de l'Algérie afin de vous donner une preuve de ma confiance, persuadé que vous saurez mettre un terme à l'insurrection qui a commencé. Je

Digitized by Google

vous recommande bien de ne pas faire de petits paquets, les colonnes ne devraient pas être moindres de 2.000 hommes.

Je vous envoie aujourd'hui le prince Achille Murat, qui va s'engager comme soldat, mais je désire qu'il reste le moins de temps possible dans les grades inférieurs et que, dès qu'il y aura un prétexte, on le nomme brigadier et aussitôt maréchal des logis. Je vous envoie aussi un de mes officiers d'ordonnance, qui ira rejoindre une des colonnes agissantes, afin de me renseigner *de visu* sur l'état de l'Afrique.

Les chaleurs vont, je pense, rendre les opérations plus difficiles et amener même une sorte de trêve.

Recevez, mon cher Général, l'assurance de mon amitié.

Signé : NAPOLÉON.

La lettre du souverain, comme celle du ministre de la Guerre témoignaient au général de Martimprey une entière confiance, mais elles laissaient voir combien l'insurrection du sud les préoccupait. La recommandation d'éviter les petits paquets semblait inspirée par le souvenir du massacre de Beauprêtre et de ses soldats à Aouinet-bou-Beckr.

A l'arrivée du corps du maréchal à Marseille, le premier soin de la duchesse de Malakoff avait été de transmettre au général de Martimprey « l'expression de ses sentiments de reconnaissance pour tout ce qu'il avait fait au milieu des tristes circonstances qu'elle venait de traverser ».

A ce moment, des événements d'une gravité extrême avaient attiré l'attention du général sur les limites de son ancienne subdivision d'Orléansville. Les Flitta, soulevés par Si-Lazereg, avaient pris l'offensive. Après son échec de Zemmora, le chérif avait cherché à étendre l'insurrection pour augmenter ses forces. Une partie des tribus du cercle d'Ammi-Moussa avait répondu

Digitized by Google

à son appel et avait grossi le nombre de ses adhérents. Voulant alors frapper un coup retentissant, il s'était porté avec ses bandes sur le bordj de la Rahouïa, défendu seulement par vingt-deux hommes. Il avait réussi à s'en emparer et avait massacré ses habitants, sauf un tirailleur algérien qui avait pu s'évader.

Ce facile triomphe avait déterminé de nouvelles défections. Si-Lazereg, exalté par le succès, s'était dirigé sur Ammi-Moussa, qui n'avait que 174 hommes de garnison. Le colonel d'état-major Lallemand, qui commandait à Orléansville, signala le danger au gouverneur général, en lui faisant connaître la terreur qui régnait parmi les colons.

Le général de Martimprey résolut alors de se rendre lui-même dans la zone insurgée pour y diriger les opérations. Auparavant, il expédia en hâte, par mer, au colonel, de nouvelles troupes, avec lesquelles ce dernier forma une colonne forte de deux bataillons, un escadron de hussards, un peloton de spahis et une section d'artillerie. Le colonel eut l'ordre de partir le plus tôt possible pour rallier le colonel Lapasset sur l'oued Riou.

Celui-ci avait sous son commandement trois bataillons, un escadron du 11e chasseurs, une demi-section d'artillerie et les goums de Sidi-Laribi. Il partit de Relizane avec ces forces pour gagner l'oued Riou. Après sa jonction avec le colonel Lallemand, il devait prendre la direction des deux colonnes et aller dégager Ammi-Moussa.

Le général Rose, ancien officier d'Afrique, alors dans la Garde, venait d'arriver. Le gouverneur lui constitua une troisième colonne et l'envoya à Relizane. En même temps, comme la colonne Liébert, dans le sud, ne semblait pas utile aux opérations des généraux Yusuf et Deligny, il lui ordonna de se porter de Teniet-el-Had sur les Béni-Tigrin, pour concourir, avec le co-

Digitized by Google

lonel Lapasset, à une action combinée contre cette tribu et contre les Keraïch. Enfin, le général Martineau fut invité à se porter sur Tiaret.

Tandis que le gouverneur prenait ces mesures, Si-Lazereg était arrivé à 6 kilomètres d'Ammi-Moussa et entraînait dans son mouvement les aghaliks des Beni-Meslem et des Beni-Ouragh. Puis, pour en finir avant l'arrivée des colonnes qui le menaçaient, il avait tenté deux attaques furieuses contre la redoute d'Ammi-Moussa. Ses hommes, fanatisés, s'étaient jetés sur les murs de l'ouvrage pour y faire brèche avec des pioches. Mais les défenseurs avaient énergiquement résisté, et, après deux tentatives inutiles, le marabout, apprenant l'apparition de nos troupes à Relizane et à Tiaret, avait renoncé à son entreprise et repris le chemin des Flitta.

Le colonel Lapasset l'ayant trouvé parti d'Ammi-Moussa, répara les dégâts commis par ses bandes, fit reposer ses troupes et razzia ensuite les tribus qui l'avaient secondé. Il ravagea le territoire des Amamra et des Ouled-Sbaer, leur enleva leurs troupeaux et les rejeta sur le général Rose.

Ce dernier, entré chez les Flitta avec 2.500 hommes et des goums fidèles, avait eu son arrière-garde vivement attaquée. Son camp même avait été assailli, le 6 juin, au moment où les indigènes s'étaient vus renforcés par les insurgés que le colonel Lapasset avait refoulés devant lui. Un combat violent avait eu lieu. Les Flitta, mitraillés par nos canons et tournés par l'infanterie, avaient vu tomber leur marabout, tué d'un coup de feu et avaient subi des pertes considérables.

Pendant ce temps, le Dahra s'agitait. On le fit surveiller et on continua à porter les efforts de nos colonnes sur les Beni-Tigrin, les Keraïch et les Halouga.

Dans le sud, le général Deligny avait alors refoulé dans le Sahara les Ouled-Sidi-Cheikh et leurs adhé-

Digitized by Google

rents; il avait détruit une partie de leurs oasis, renforcé et ravitaillé Géryville. Il s'était ensuite dirigé vers le Tell, après avoir reçu en route la soumission des Harrar, qui étaient revenus à leurs campements habituels. Puis, il s'était porté à marches forcées sur Relizane, où le gouverneur lui avait donné rendez-vous.

Le général Yusuf, de son côté, avait châtié les gens du Djebel-Amour, ceux des ksours qui avaient pactisé avec les rebelles, et revenait sur ses pas pour régler la situation des tribus compromises.

Les insurgés du sud étaient rejetés dans le désert et une grande partie de leurs adhérents avaient demandé l'aman. Désormais, c'était sur les Flitta et sur leurs voisins que devaient se porter nos efforts. L'excitation des indigènes de cette région les poussait au combat avec un acharnement indicible. Le 11 juin, tandis que le général Rose, qui venait de les vaincre, marchait de Dahr-ben-Abdallah sur Zemmora, ils l'avaient violemment attaqué sur ses flancs et ses derrières, dans un pays boisé et difficile, revenant sans cesse à la charge et prolongeant un combat acharné. Ils n'avaient cédé le terrain qu'après avoir subi les pertes les plus graves.

Pendant ce temps, le général Liébert et le colonel Lapasset avaient rempli la mission dont ils étaient chargés sur la rive droite du Riou. Après avoir côtoyé les Keraïch et traversé tout le pays des Beni-Tigrin sans rencontrer de résistance, le premier avait pénétré, le 12 juin, sur le territoire des Matmata, par la ligne des crêtes, tandis que le colonel Lapasset l'abordait par les vallées. Tous les douars, même ceux des Meknessa, qui étaient à la tête de la révolte dans le cercle d'Ammi-Moussa, acceptèrent les conditions qui leur furent imposées. Mais, ayant appris que le successeur de Si-Lazereg, le marabout Abd-el-Aziz, se disposait à venir à leur secours, ils se montrèrent moins empressés à se soumettre; les Meknessa ne tinrent pas la promesse

Digitized by Google

qu'ils avaient faite de livrer 500 fusils. Quelques coups de feu furent même tirés, le 13, sur le camp du général Liébert, établi à Kernachin. Ce manque de foi appelait une répression sévère. Le 14 juin, à 3 heures du matin, les deux colonnes se mirent en mouvement, refoulant devant elles les populations terrifiées, tandis que la cavalerie parcourait l'oued Riou pour couper la retraite aux fuyards.

Le lendemain, le général de Martimprey, parti d'Alger le 12, arrivait à Ammi-Moussa et prenait aussitôt la direction des opérations. Il y trouva le colonel Lapasset, qu'il garda toute la journée pour se renseigner et prendre ses dernières dispositions.

Il résolut de donner aux quatre colonnes dont il disposait des lignes de marche concentriques, avec lesquelles il espérait refouler les Flitta sur un point central, où il leur porterait un coup décisif. Mais, avec un ennemi aussi mobile que les Arabes, qui combattent à leur jour et à leur heure, il est toujours difficile de les atteindre en masse. Plusieurs fractions des Flitta, voyant la quantité de troupes qui allaient fondre sur elles, commencèrent à parler de soumission.

Le gouverneur comprit alors que la pacification ne pourrait tarder. Sachant d'ailleurs qu'il aurait besoin de faire un prochain voyage à Paris, il invita le général Deligny à venir le retrouver dès que sa présence dans le sud ne serait plus nécessaire.

Il fit rentrer, le 17, les colonnes Liébert et Lapasset dans le pays des Meknessa, qui fut ravagé; sa population fut rejetée sur la cavalerie et sur le général Martineau. Entourés de tous côtés, châtiés et vaincus, ces insurgés rendirent leurs armes et acceptèrent les conditions du vainqueur.

Le 21, le même résultat fut obtenu sur les Chekalla et les Amamra. Dès lors, tout le cercle d'Ammi-Moussa était pacifié. Il ne restait à réduire que les Flitta. Ceux-

Digitized by Google

ci comprirent que l'heure était venue de renoncer à la lutte, et, parmi eux, le parti de la paix fit de rapides progrès.

Le général Rose, qui opérait depuis le 15 dans le Garboussa, avait déjà reçu diverses offres de soumission. Les fractions qui demandaient l'aman reçurent l'ordre de se réunir, le 23 juin, sur le Menusfa, entre Bahouia et Dahr-ben-Abdallah. Cette vallée était la seule qui présentât en cette saison une quantité d'eau suffisante pour un fort rassemblement.

Quelques tribus, plus compromises que les autres, voulaient encore résister. Pour en finir, le gouverneur général prit les dispositions suivantes :

Les quatre colonnes dont il disposait firent un mouvement de conversion à droite et s'avancèrent en se reliant entre elles. Le 26 juin au soir, elles occupaient les positions ci-après : la colonne du général Martineau sur la Mina; celle du colonel Lapasset à Aïn-Menad, à la tête de l'oued Kreloug; le général Liébert à Bel-Atia, le général Rose à Ras-el-Anseur.

Le gouverneur général, avec 9 escadrons, quelques compagnies d'infanterie et une section d'artillerie, campait au confluent de l'oued Kreloug et de la Mina. Les goums de Mascara et de Mostaganem fermaient aux insurgés, l'un, l'entrée de l'agalik d'El-Bordj; l'autre, l'accès de la plaine de Relizane. Cette masse de troupes devait, le lendemain, au point du jour, envahir la vallée de l'oued Kreloug, dernier refuge des Flitta, et la fouiller dans tous les sens. Nos colonnes étaient à peine en marche que les populations, comprenant l'inutilité d'une plus longue résistance, vinrent se rendre à merci. Des terrains de campement leur furent assignés, avec ordre d'y attendre les décisions du général en chef. 4.000 prisonniers furent retenus comme otages.

Certain, désormais, de la fin de la révolte, le général

Digitized by Google

de Martimprey remit au commandant de la province d'Oran, qui l'avait rejoint à Relizane, la direction des affaires, en l'invitant à procéder sans retard à une réorganisation du pays. Puis il revint s'embarquer à Mostaganem pour retourner à Alger.

Le général Deligny resta encore une huitaine de jours dans la subdivision de Mostaganem pour visiter les principaux postes. Il convoqua à Raz-el-Anseur, au camp du général Rose, les djemmaa des Flitta, qui, toutes, se rendirent à son appel; et, dans une assemblée entourée d'un certain apparat, où plus de cinq cents notables étaient réunis, il leur fit sentir tout ce que leur conduite avait de blâmable et leur dicta les conditions de l'aman. Leur attitude repentante lui donna l'espoir que cette conférence aurait de bons résultats; il licencia ses colonnes et répartit ses troupes sur divers points, où leur présence devait activer la réorganisation et couvrir le Tell de la province.

Abd-el-Aziz, le dernier chef de l'insurrection, traqué de tous côtés, se rendit, le 9 juillet, au lieutenant chef de l'annexe de Zemmora.

La première partie de la campagne de 1864 était finie. Pendant quatre mois, nos soldats avaient eu à supporter les plus rudes fatigues. Peu nombreux au début, ils avaient suppléé à leur infériorité numérique par leur courage et leur dévouement.

L'insurrection semblait vaincue. De tous côtés, il y avait une détente. On croyait sincèrement que tout était terminé et qu'on allait enfin retrouver le calme habituel.

Rentré à Alger, le gouverneur général, constatant les résultats obtenus et guidé par les rapports de ses généraux, pensa que l'ordre était définitivement rétabli et l'apprit aux troupes par la proclamation suivante :

Digitized by Google

5 juillet 1864.

ORDRE GÉNÉRAL

Au quartier général, à Alger, le 4 juillet 1864.

Soldats,

L'heure est venue de vous féliciter des résultats qu'au prix de votre sang et des plus rudes fatigues votre persévérance vient d'obtenir. Partout l'insurrection est vaincue, la circulation se rétablit au milieu des tribus, naguère en armes, la confiance renaît avec l'ordre, les rapports commerciaux, les travaux de toute nature tendent à reprendre leur cours.

Des mesures sévères, de justes réparations garantiront, dans l'avenir, le maintien de votre œuvre. Pendant sa réalisation, les regards de l'Empereur vous ont constamment suivis. Vos succès, votre bien-être, les soins dont vous étiez entourés n'ont cessé d'intéresser la sollicitude impériale. Bientôt, elle se manifestera par des récompenses pour lesquelles des propositions ont été demandées par le ministre de la Guerre, dans sa bienveillance pour cette armée qu'il a longtemps commandée.

Mais, même à cause du prix qu'elles doivent conserver, ces récompenses sont toujours rares et elles ne suffiraient pas à soutenir les vertus militaires des troupes si, dans l'armée française, il n'existait un ressort plus puissant dans le sentiment d'avoir accompli son devoir, conquis quelque gloire et bien servi sa patrie.

Soldats, que cette pensée fasse battre vos nobles cœurs d'un légitime orgueil.

Le gouverneur général par intérim,

E. DE MARTIMPREY.

Le général put alors s'occuper de la situation personnelle que la mort du maréchal Pélissier et l'insurrection lui avaient créée. Il savait qu'à Paris on songeait à désigner un successeur au duc de Malakoff et

Digitized by Google

que sa position était précaire. Il avait reçu, à ce sujet, du colonel d'état-major Renson une information qui avait pour lui un vif intérêt.

Mustapha, le 23 juin 1864.

Mon Général,

Je viens d'arriver à Alger. Ma première pensée, comme mon premier devoir, est de vous en rendre compte.

Pendant mon séjour à Paris, que j'ai abrégé le plus que j'ai pu, je me suis soigneusement tenu à l'écart, me bornant aux devoirs que j'avais encore à remplir vis-à-vis de la Maréchale. J'ai dû cependant, sur invitations, aller dîner chez le ministre de la Guerre et déjeuner, vendredi dernier, chez l'Empereur, à Fontainebleau.

Le ministre, pas plus que la maréchale Randon, ne m'ont adressé la parole.

A Fontainebleau, j'ai reçu un parfait accueil. L'Impératrice m'a fait placer à côté d'elle et, pendant le déjeuner, m'a beaucoup parlé du Maréchal et de la Maréchale. L'Empereur, qui m'avait dit qu'il voulait causer avec moi, m'a emmené dans le parc après le déjeuner et là, jusqu'à 3 heures, m'a successivement questionné sur l'Algérie, sur les choses, point sur les personnes....

D'après ce que j'ai entendu, les idées se grouperaient, pour le gouvernement de l'Algérie, autour de trois combinaisons : 1° celle qui vous y maintiendrait; 2° celle qui y appellerait le maréchal de Mac-Mahon; 3° enfin, le maréchal Niel. Tous les autres candidats sont repoussés comme non sérieux. Je n'ai pas besoin d'ajouter, mon Général, pour lequel des trois je fais des vœux!...

J'ai quitté la Maréchale allant assez bien et installée à Nogent provisoirement, chez le maréchal Vaillant. Elle est toujours bien triste et fort ennuyée de formalités pénibles de conseil de famille, inventaires, etc. Elle m'a recommandé de vous présenter ses compliments, avec ses sincères remerciements pour tous les égards affectueux dont vous l'aviez entourée toujours et pour tout.

E. Renson.

Digitized by Google

La lettre suivante du maréchal Randon avait complété celle du colonel Renson et appris au général de Martimprey qu'il était temps pour lui de se rendre en France :

Paris, 26 juin 1864.

Mon cher Général,

.....

J'attends maintenant le détail de vos dernières opérations chez les Flittas et celui des reconnaissances forcées que doit faire le colonel Lallemand dans le Dahra....

... J'arrive au sujet qui vous fait désirer de venir passer quelques jours à Paris, pour expliquer à l'Empereur la situation telle que l'a faite à Alger la marche suivie pendant les dernières années, en ce qui concerne l'administration en général et la licence de la presse en particulier, situation que l'insurrection que vous êtes en voie de réprimer rend encore plus difficile. Je vous préviens que l'Empereur vous autorise à vous rendre auprès de lui aussitôt que vous jugerez que votre présence n'est pas nécessaire en Algérie; j'ajouterai qu'il y aurait avantage à ce que cette apparition eut lieu le plus tôt possible, parce que Sa Majesté ne tardera pas à se rendre aux eaux de Vichy, et que, de mon côté, je dois m'absenter pour aller en Dauphiné. Quant à ce qui me concerne, les choses sont suffisamment préparées pour que, même en dehors de mon concours, l'affaire qui vous amènera auprès de l'Empereur puisse être réglée en quelques heures. J'ai dû présenter un nouveau projet de décret, que la mort du maréchal Pélissier et les derniers événements accomplis ont dû modifier et simplifier; ce projet ne contient plus qu'un très petit nombre d'articles : suppression du directeur général des affaires civiles, créer à sa place un préfet d'Alger et un secrétaire général du gouvernement; attribuer aux généraux commandant les divisions la haute direction politique, y compris celle de la presse; faire dépendre de l'autorité militaire tous les Arabes qui ne sont pas compris dans les communes constituées; subordonner, par conséquent, l'action administrative des préfets pour les affaires importantes à celle des généraux, tout en

Digitized by Google

conservant aux pouvoirs civils l'administration directe des services civils et celle des Européens, soit qu'ils se trouvent en territoire civil ou en territoire militaire, ce qui équivaut à la disparition de cette double dénomination. Voilà l'ensemble; le tout est compris dans six articles.

L'Empereur, sous l'inspiration de M...-M... (1) je crois, voulait réunir une commission; il m'a été facile de lui prouver que les discussions de cette commission laisseraient les questions exactement dans la même situation où elles se trouvent; qu'il me semblait que le mieux serait de vous accorder ce que vous demandiez, c'est-à-dire venir exposer la situation et indiquer si les moyens d'y porter remède consistaient, au moins en partie, dans le projet que j'avais préparé, lequel n'était, en dernière analyse, que le résumé de celui qui vous avait été communiqué, ainsi qu'au général Deligny. Sur ce, l'Empereur a fait savoir à M...-M... que la commission ne se réunirait pas et il s'est mis en route immédiatement pour Alger.

Voilà les faits, je vous les donne pour vous seul.

Je fais savoir à Mme de Martimprey l'autorisation que vous donne l'Empereur....

Je vous renouvelle, mon cher Général, l'assurance de mes sentiments affectueux.

Maréchal Randon.

Le bruit du départ du gouverneur général par intérim avait transpiré et ses divisionnaires eux-mêmes en comprenaient l'urgence. Le général Desvaux lui écrivait à ce sujet :

Le succès complet et rapide de vos opérations fera taire les adversaires civils, car dans l'armée vous n'en avez pas. Tous, et les généraux en tête, nous sommes dévoués à notre chef, pour qui nous n'avons que des sentiments de respect, d'estime et d'affection....

... Le général de Cissey m'écrit que l'on pense, à Paris, que le gouvernement général de l'Algérie vous restera, mais

(1) Mac-Mahon.

Digitized by Google

qu'il croit que rien n'est encore arrêté quant à l'organisation nouvelle. Votre voyage est donc nécessaire pour éclairer l'Empereur et le ministre sur la situation rendue si confuse par les passions et par les calculs intéressés, etc.

Pressé ainsi par les circonstances et croyant le moment favorable, le général de Martimprey partit d'Alger le 5 juillet, laissant le gouvernement intérimaire au général de division Morris, commandant la cavalerie régulière et les établissements hippiques.

A Paris, il trouva les esprits à peine calmés des inquiétudes que l'insurrection avait fait naître. Toutefois, on la croyait vaincue et on lui fit bon accueil.

Quant au régime à appliquer à l'Algérie, les idées qu'il avait développées dans ses rapports, appuyées par le maréchal Randon, avaient prévalu. Désormais, la direction générale était supprimée et remplacée par un secrétaire général du gouvernement. La haute direction politique, y compris celle de la presse, était confiée aux généraux, auxquels était même subordonnée l'action administrative des préfets pour les affaires importantes.

Un décret impérial du 7 juillet consacrait définitivement ces réformes, dont l'adoption était un succès pour le général de Martimprey. Il dut en éprouver une vive satisfaction. Cependant, il devait être le premier à en pâtir.

Pour l'instant, l'Empereur et le ministre, ayant réglé cette affaire, se disposaient à partir pour les eaux, quand des télégrammes inattendus vinrent réveiller les craintes passées. L'insurrection venait d'éclater de nouveau avec une violence extrême et menaçait de gagner les trois provinces.

Tout était à recommencer. A peine, en effet, le gouverneur général était-il parti, à peine les troupes étaient-elles rentrées dans leurs garnisons que des mou-

Digitized by Google

vements insurrectionnels s'étaient produits dans le sud des provinces d'Oran et d'Alger.

Dès le 7 juillet, le commandant supérieur de Laghouat annonçait que les Ouled-Sidi-Cheikh et les dissidents qui les avaient suivis remontaient vers le nord, qu'ils campaient sur l'oued Sebgague, que les Adjalètes s'étaient ralliés à leur cause, que plusieurs tribus du Djebel-Amour menaçaient de faire défection et que leur agha, Eddin, redoutant l'approche du marabout, s'était réfugié avec sa famille chez les Larba, à Aïn-Hadjera, près de Zenina. Dans la province d'Oran, Frendah avait été attaquée par deux mille insurgés, qui avaient ébranlé les tribus du Tell. Ces nouvelles, grossies par une presse malveillante, réveillèrent les inquiétudes au sein du gouvernement. Des correspondances particulières, sous prétexte de faire la lumière, peignaient la situation sous le jour le plus sombre. La lettre suivante, adressée par le colonel Lapasset au général Fleury, en donnera une idée :

Juillet 1864.

... Les bulletins disaient, il y a quelques jours : l'insurrection est partout comprimée. Cependant, voici les insurgés qui, avec 2.000 hommes, ont attaqué ces jours derniers le poste de Frenda et semé la défection dans nos tribus du Tell.

Certainement, nos chefs, en croyant à la pacification complète, étaient de la meilleure foi du monde; les faits qui se déroulaient sous leurs yeux semblaient donner raison à leurs appréciations. Malheureusement pour l'Algérie, il n'en est pas ainsi. Ce pauvre pays est bien malade. Croyez-en un vieil officier qui, depuis un quart de siècle, se trouve mêlé à toutes les affaires du pays et qui a assisté à toutes les insurrections, non seulement comme combattant, mais un peu aussi comme penseur.

En ce moment, que trouve-t-on dans l'intérieur de nos tribus? Parfois l'indifférence, le plus souvent la haine pour notre cause. La crainte, le respect de notre nom semblent avoir disparu; les sociétés religieuses ont miné le sol.

Digitized by Google

La plèbe suit le mot d'ordre sans avoir aucun souci de la chose. Seulement, elle a horreur de l'étranger et du chrétien, et, comme depuis bien des années, elle n'est plus maintenue par une autorité sévère, forte et juste, ses mauvais instincts ont débordé; elle désire l'agitation, non pour la gloire du prophète, mais pour piller, pour assouvir les plus mauvaises passions.

Ce qui se passe dans nos villes et nos centres de colonisasion n'est point de nature à arrêter le débordement des tribus. Les meneurs, après avoir nié jusqu'à la possibilité d'une insurrection, sont terrifiés en la voyant s'étendre ou se maintenir; leur haine contre les Arabes n'a plus de bornes; ils parlent ou écrivent pour prouver que les malheurs actuels sont le fait de l'autorité militaire; qu'il faut exterminer les indigènes; qu'il convient de concentrer au plus vite toute l'administration dans les mains des préfets. de subordonner l'armée à leur autorité....

Tel est le tableau actuel de l'Algérie. En ces circonstances, que convient-il de faire? Agir contre les tribus rebelles plus vigoureusement qu'on ne l'a fait jusqu'à ce jour; mettre l'état de siège sur le territoire de toutes les tribus; créer, sur certains points, des commissions militaires jugeant sans appel et condamnant à être fusillé tout indigène détenteur de fusil ou convaincu d'avoir pris part à un mouvement insurrectionnel, ou d'avoir propagé la révolte, etc. Quant à la partie restreinte du territoire occupée par les Européens, il convient de concentrer immédiatement leur administration dans une unique impulsion. Vous connaissez les dangers de deux administrations, de deux intérêts différents, de deux pouvoirs ennemis, de deux camps divisant la colonie....

Telle est mon appréciation sur la situation actuelle; elle est sans passion, comme sans intérêt personnel.

Comme moi, mon Général, vous avez assisté au développement de l'insurrection de 1845-1846; rappelez-vous ses commencements et ses phases diverses. Puis, mettez en parallèle la situation actuelle; vous verrez que les deux mouvements sont semblables.

Agissons donc vigoureusement et promptement, car, je le répète, le terrain est miné presque partout, et, un jour

Digitized by Google

ou l'autre, si l'on n'y prend garde, une explosion générale peut nous surprendre....

La situation, en effet, était pleine de périls et les tribus sahariennes du Tell semblaient prêtes à rejoindre le marabout.

Les nouvelles alarmantes que le général de Martimprey recevait d'Algérie ne lui permettaient pas de rester en France. Du reste, tout en lui témoignant une grande bienveillance, le maréchal Randon et l'Empereur lui avaient appris qu'ils estimaient devoir confier l'application du dernier décret à un nouveau chef militaire.

Le maréchal de Mac-Mahon était désigné pour le gouvernement général. L'Empereur le consultait depuis quelque temps sur les événements d'Algérie. Et, finalement, il s'était décidé à lui confier le sort de la colonie. Ce grand chef militaire était pour lui une sorte de fétiche, l'homme des situations compromises. Arrivé le dernier en Crimée, c'était lui qui avait pris Malakoff, et quand tous les forts de la place sautaient, un seul, celui qu'il venait de prendre, était miraculeusement préservé. En Italie, le 4 juin, lorsque Napoléon III se croyait battu à Ponte-Vecchio, sur le Tessin, c'était le maréchal qui, en prenant Magenta, l'avait sauvé en assurant la victoire. En Algérie, devant une insurrection redoutable et une autorité civile en lutte avec le pouvoir militaire, c'était naturellement à lui que l'Empereur avait songé pour remettre tout en ordre.

Le général de Martimprey, consulté sur le poste de sous-gouverneur, ne dissimula pas qu'il était trop fatigué pour le conserver et indiqua pour la seconde fois le général Desvaux.

Les récentes décisions n'étaient pas pour lui un encouragement. Mais il ne vit que son devoir et, cer-

Digitized by Google

tain d'ailleurs que l'Empereur comme le ministre de la Guerre approuvaient ses actes, il repartit vers le 23 juillet et débarqua à Alger le 26.

Les bruits les plus contradictoires circulaient déjà sur la place du Gouvernement. On racontait que Mac-Mahon allait remplacer Pélissier, qu'il serait bientôt nommé gouverneur général et qu'il viendrait en Algérie avec le droit de désigner les agents supérieurs civils et militaires. On lui attribuait même la mission de résoudre la grosse question de la *répartition des terres*. Les journaux, en faisant courir ces rumeurs, demandaient à l'autorité supérieure de les démentir ou de les confirmer.

Quelle situation étrange pour le général de Martimprey, qui savait alors que tous ses efforts n'auraient désormais d'autre but que d'assurer à son successeur une moisson de lauriers! Néanmoins, il n'hésita pas un instant : il fallait vaincre une révolte qui s'étendait de nouveau, menaçant la sécurité publique et compromettant l'avenir de la colonie.

Un fait inquiétant venait encore de se produire dans le sud de la province d'Alger. Au premier avis des mouvements du marabout, le général Morris avait rassemblé deux colonnes d'observation : l'une sous les ordres du colonel Dumont, du 42e, à Aïn-Toukria; l'autre, commandée par le colonel Archinard, du 1er tirailleurs algériens, à Chellala, sur la limite sud du cercle de Boghar.

Il y avait alors à Taguin un fort rassemblement des Larbâ, du cercle de Laghouat, et des gens du Djebel-Amour, sous les ordres de l'agha Eddin. Des discussions survenues entre eux obligèrent la colonne Archinard à se porter sur ce point, le 29 juillet, et de là sur Ksar-Charef, le 1er août.

Le 6, Si-Lala apparaissait à Taguin à la tête de 700 cavaliers et entraînait les Larbâ, qui se jetaient

Digitized by Google

sur les gens du Djebel-Amour, pillant ceux qui résistaient et entraînant les autres. L'ancien agha des Ouled-Moktar, Bou-Dissa, qui jouissait d'une grande influence, était parti avec eux. Cette défection avait provoqué celle des tribus du cercle de Boghar, qui s'étaient mises en route du 6 au 15 août pour rejoindre le marabout, détruisant tout sur leur passage et massacrant les Européens. En quelques jours, un vide complet s'était fait dans ce cercle.

En apprenant ces malheureux événements, le général de Martimprey envoya de suite à Boghar, avec une colonne, le général Doëns, commandant la subdivision de Médéah.

Peu de jours après, le 25 août, le général Yusuf, revenu de France, allait prendre à Boghari le commandement des troupes de sa province et diriger leurs opérations. A cette date, au sud d'Alger, le marabout était venu occuper les lignes d'eau placées sur les limites du Tell. La révolte avait gagné la subdivision de Médéah; les tribus des Ouled-Nayl, de Teniet-el-Had et d'Aumale étaient prêtes à s'insurger. Il fallait agir sans retard. L'ordre fut donné de ravitailler d'abord les postes du sud.

Dans la province d'Oran, les éclaireurs de Si-Hamza s'efforçaient de percer la ligne de défense installée sur la limite méridionale du Tell, mais ne pouvaient y parvenir. Le commandant de la division comptait marcher sur les rebelles dès la fin des chaleurs, vers le 1er octobre.

Sur la frontière de l'Est, il avait fallu montrer aussi nos troupes. Le général d'Exéa l'avait parcourue à la fin de juillet et avait réussi à contenir les tribus prêtes à se soulever. Quelques fractions seules s'étaient réfugiées en Tunisie.

Le général Desvaux, commandant la province de Constantine, avait dû, sur l'ordre du gouverneur, tra-

Digitized by Google

verser le Ferdjiouah pour en imposer aux Kabyles qui s'agitaient.

Bref, au commencement de septembre, l'insurrection était plus puissante qu'au printemps. Toutefois, la promptitude des mesures prises par le général de Martimprey depuis son retour l'avait empêchée de s'étendre. De tous côtés, nos colonnes arrêtaient les défections. Nous ne pouvions tarder à reprendre du terrain et à réduire à merci les tribus dissidentes.

A Paris, on se rendait bien compte de l'énergie et des efforts du gouverneur général intérimaire. On reconnaissait qu'il avait d'autant plus de mérite qu'il savait devoir être remplacé avant peu. L'Empereur tint à lui témoigner sa reconnaissance et montrer ainsi à tous qu'il n'avait aucun reproche à lui faire. Il le nomma sénateur à la date du 1er septembre. Le même jour, le maréchal de Mac-Mahon était nommé gouverneur général en remplacement du maréchal Pélissier, et le général Desvaux, sous-gouverneur. Ce dernier arriva à Alger le 8 septembre.

L'entrée au Sénat fut, pour le général de Martimprey, un dédommagement et un espoir pour l'avenir. C'était la preuve que le travail accablant qu'il avait assumé depuis la mort du maréchal Pélissier, les préoccupations si graves qui l'avaient assailli, les fatigues qu'il avait endurées, tout cela lui était compté. S'il n'avait pas obtenu le titre définitif de gouverneur général qu'il avait si bien mérité, c'est que des circonstances impérieuses s'y opposaient. Sa nomination de sénateur était une première récompense, rien n'empêchait qu'il ne pût, un jour, en recevoir une seconde. Il s'empressa de remercier l'Empereur et de lui demander un commandement en France.

Ce qui avait le plus frappé le gouvernement dans les affaires d'Algérie, c'était la lutte acharnée des autorités civiles contre les militaires, lutte sans cesse entre-

Digitized by Google

tenue par la presse et surexcitée par des colons qui ne voyaient même dans l'insurrection qu'un nouveau moyen d'accaparer des terres. Pour l'apaiser, l'Empereur avait changé l'organisation du pays et délégué ses pouvoirs à un chef militaire de l'ordre le plus élevé, aussi ferme qu'énergique. C'était une situation nouvelle, et, pour la bien diriger, il crut bien faire en la confiant à des hommes qui n'avaient pas été mêlés aux derniers événements. Il avait, à cette occasion, adopté une formule : Pour un nouvel état de choses, il faut des hommes nouveaux.

Le général de Martimprey, qui avait énergiquement lutté contre les empiétements de l'administration civile, ne pouvait pas, sans inconvénients, être chargé de lui imposer les nouveaux décrets. Ce fut la véritable cause de son changement, qui, du reste, fut volontaire. Afin de prouver qu'il avait mérité son approbation, l'Empereur le nommait sénateur et les lettres du ministre de la Guerre lui témoignaient autant d'estime que d'affection.

La formule adoptée occasionna peu de temps après le départ pour la France d'une autre illustration militaire qui n'aurait jamais dû quitter l'Algérie, du général Yusuf. On voulut même déplacer le général Deligny. C'était une mesure générale. Le général de Martimprey comprit mieux que tout autre les raisons majeures qui le faisaient écarter du gouvernement général. A son retour à Alger, il en avait déjà pris son parti, avec la hauteur d'âme qui le caractérisait. Il subissait le contre-coup des circonstances et n'avait qu'à se résigner. Il était las du reste, au physique et au moral. Ses trente années d'Afrique lui pesaient.

L'important pour lui était de faire son devoir jusqu'au bout; sous ce rapport, il sut contenir l'insurrection dans des limites telles que son successeur n'eut plus qu'à en attendre la fin.

Digitized by Google

Dès le 3 septembre, en effet, le colonel Lapasset définissait la situation en ces termes : « Nos affaires éprouvent un mouvement de hausse. Si nous avions retardé de quelques jours notre apparition dans les environs d'Ammi-Moussa, ce cercle était de nouveau en pleine insurrection. Des troupes viennent d'arriver aussi dans les cercles de Teniet-el-Haad, de Boghar, de Laghouat. Le général Deligny est à Tiaret; le général Martineau, avec quatre bataillons et six escadrons, est à la poursuite de Si-Mohammed-ould-Hamza. Celui-ci, en désaccord avec ses principaux conseillers, a pris la direction du sud. Il en résulte un mieux », etc.

Dans les provinces d'Alger et de Constantine, il en était de même. Partout nos colonnes refoulaient l'ennemi, lui infligeaient des pertes sanglantes et lui fermaient l'accès du Tell.

Tel était l'état de l'insurrection vers la fin de septembre.

A la même époque, le ministre de la Guerre écrivait au général de Martimprey :

Paris, 19 septembre 1864.

Mon cher Général,

Votre dernière lettre, dans laquelle vous m'exprimiez votre reconnaissance pour l'Empereur au sujet de votre nomination au Sénat, contenait un paragraphe qui témoignait de votre désir, bien naturel sans aucun doute, de ne pas rester en France sans emploi.

J'ai mis vos lettres sous les yeux de Sa Majesté, qui a, sur-le-champ, désigné la division de Metz comme devant vous être réservée. J'ai exercé ce commandement et je ne crois pas qu'il y en ait en France un plus important, sous le rapport militaire, pour l'effectif des troupes et les grands établissements qui se rencontrent dans cette division.

J'arrive de Saint-Cloud, et l'Empereur a pris la décision qui vous confère le commandement de la 5e division; je m'empresse de vous en donner avis.

Digitized by Google

J'aime à espérer que cette destination vous conviendra, et, dans tous les cas, elle vous permettra d'en attendre telle autre qui vous plairait davantage. Dans votre intérêt, j'ai cru bien faire de saisir la balle au bond et de ne pas laisser échapper une vacance qui était déjà convoitée.

Maréchal RANDON.

Quelque pénibles que furent ces circonstances pour le général de Martimprey, elles lui procurèrent l'occasion de constater de nouveau l'estime et la considération dont il jouissait.

Une lettre du duc de Magenta, écrite à Nancy, où le maréchal commandait, lui en porta le premier témoignage :

3e CORPS D'ARMÉE

Le Maréchal commandant

N°

Quartier général de Nancy

Le 10 septembre 1864.

Avant de vous serrer la main à mon arrivée à Alger, je veux vous dire, mon cher Martimprey, que je n'éprouve qu'un seul regret, celui de me voir vous remplacer dans ce gouvernement que vous exerciez depuis si longtemps, au moment même où vous alliez achever de renverser une insurrection qui avait pris d'abord, si je suis bien informé, des proportions inquétantes. J'espère bien que vous nous resterez quelques jours; j'ai besoin que vous me mettiez au courant de la situation d'un pays que j'ai quitté déjà depuis longtemps et que vous connaissez si bien.

Le ministre de la Guerre me prévient que la frégate la *Thétis* sera, à la fin de la semaine prochaine, à ma disposition à Toulon; je compte donc partir de cette ville samedi 17 et vous arriverai probablement le 19. Je vous demanderai de nous envoyer à la Marine cinq chevaux attelés, pour moi et mes officiers. Ma femme ne me rejoindra qu'un peu plus tard.

Digitized by Google

Adieu, mon cher Martimprey, croyez toujours à ma bien vieille et bien sincère amitié.

Maréchal DE MAC-MAHON.

Un ancien Algérien, M. Tassin, qui dirigeait au ministère de la Guerre le bureau du service de l'Algérie, et qui était lié avec le général de Martimprey, lui écrivit à la même époque pour le féliciter de sa nomination de sénateur, « dignité, lui disait-il, qui couronne toutes les gloires. Vous laissez, dans ce cher et beau pays, les souvenirs les plus purs de la bravoure et de la loyauté militaires, de la fermeté alliée à la bienveillance, du dévouement à tous les intérêts ».

C'était la note exacte. L'armée tout entière éprouva les mêmes sentiments quand le général quitta cette colonie pour laquelle il avait tant fait. Plus tard, le général du Barail, son ancien officier d'ordonnance, parvenu lui-même à la tête de l'armée, écrivit à ce sujet :

En remettant le commandement au maréchal de Mac-Mahon, le général de Martimprey, qui avait fait l'intérim, demanda à quitter l'Afrique, non par susceptibilité, certes, ni par dépit de devenir le second après avoir été le premier, mais parce qu'il ne voulait pas se condamner au poste de sous-gouverneur perpétuel. Il était, en outre, surmené, exténué par les excès de travail, et s'il n'eût pas voulu se donner l'air d'un mécontent, si surtout sa grande perspicacité ne lui eût pas fait prévoir et prédire, six années d'avance, une crise dans laquelle il pensait qu'on aurait besoin de ses services, il eût pris sa retraite définitive et eût quitté, la mort dans l'âme, une carrière qu'il adorait. Il rentra en France, alla commander à Metz, etc. C'est l'âme la plus haute et le cœur le plus excellent que j'aie connus.

Il attendit, en effet, à Alger, le maréchal de Mac-Mahon, qui arriva le 19 septembre. Il le reçut, l'accom-

Digitized by Google

pagna au Palais du Gouvernement et passa avec lui la journée du 20 pour lui remettre en mains propres et dans le meilleur état possible les affaires de l'Algérie.

Il partit le 21 sur la frégate la *Thétis*, qui avait amené son successeur.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE XVI

COMMANDEMENT DE LA DIVISION DE METZ

(1864-1867)

Situation particulière du général. — Lettre du maréchal Forey. — Importance de la place de Metz. — Réunion de l'association scientifique. — Discours du général. — Evénements d'Allemagne. — Guerre entre la Prusse et l'Autriche. — Exposition de 1867. — Congestion cérébrale. — Mise en disponibilité.

Quelque belle qu'elle fût, la nouvelle position du général de Martimprey était au-dessous de son mérite. Depuis douze ans qu'il était général, il n'avait pas cessé d'être sur la brèche et de rendre des services éminents. Après avoir organisé, soutenu et en partie dirigé nos armées de Crimée et d'Italie, vaincu et soumis les Marocains de la frontière, lutté trois fois avec un courage remarquable contre des épidémies de choléra qui épouvantaient ses troupes, résisté avec une fermeté inébranlable aux empiétements des autorités civiles, exercé en Algérie le pouvoir suprême dans les conditions les plus difficiles, réprimé une insurrection redoutable, ramené les Flitta dans le devoir, préparé une réorganisation de la colonie et acquis des titres incontestés à la gouverner en chef, il était forcé de la quitter et de céder la place à un autre, malgré l'approbation de l'Empereur et de son ministre. Pour toute récompense, il était éloigné de ce pays, auquel il avait tant sacrifié, et gratifié, comme dédommagement, d'un fauteuil au Sénat.

Dans cette situation étrange, la fatalité dominait les volontés du souverain et du ministre de la Guerre.

Digitized by Google

Pour mettre le comble à cet état de choses et comme pour montrer à quel point certaines fonctions, même dans l'ordre le plus élevé, peuvent devenir ingrates, le général de Martimprey était épuisé par l'effort physique et moral qu'il déployait depuis plusieurs mois; sa santé, si robuste, était ébranlée, et c'était à ce moment pénible qu'il lui fallait quitter la plume blanche et descendre du commandement d'un corps d'armée à celui d'une simple division.

L'Empereur et son ministre ont dû comprendre alors que le sentiment d'équité le plus élémentaire aurait dû faire donner au général, avec le Sénat, le pouvoir suprême en Algérie. L'Armée s'y attendait et, malgré la satisfaction causée par l'arrivée d'un chef illustre comme le maréchal de Mac-Mahon, elle eût trouvé la nomination de Martimprey plus légitime encore.

Ce fait parut si extraordinaire que les officiers de l'armée d'Afrique y virent une disgrâce qu'ils ne comprenaient pas. En réalité, le principe qu'une organisation nouvelle exigeait des hommes nouveaux, principe très contestable, ne pouvait suffire à justifier la mesure dont il était l'objet. Il est permis de croire que d'autres causes avaient influé sur sa position.

Le prince Napoléon et ses amis ne lui pardonnaient pas son énergie contre leurs empiétements et la ruine momentanée de leurs ambitions. L'Empereur aimait le calme et la paix. Sa bonté naturelle allait parfois jusqu'à la faiblesse, surtout quand il s'agissait des membres de sa famille et notamment de son cousin. Le général de Martimprey avait obtenu la suppression du ministère de l'Algérie et des Colonies, le renvoi de fonctionnaires d'ordre élevé et l'avènement d'un pouvoir militaire plus puissant qu'autrefois. Il était devenu un ennemi, et, pour lui, l'influence de ses adversaires était d'autant plus à redouter qu'ils avaient

Digitized by Google

toujours leurs places marquées auprès du souverain, au Sénat, au Corps législatif, dans les préfectures, etc. Comment ne pas admettre que leurs rancunes furent assez fortes pour l'écarter du gouvernement général de l'Algérie et le désigner pour le commandement de Metz, avant même que le ministre de la Guerre eût donné son avis?

Le général fut le premier à se rendre compte de cette situation, à en connaître les causes et à se résigner. Il quitta l'Algérie sans se plaindre et prêt à agir contre une de ces infortunes qui atteignent les hommes de valeur plus souvent que les autres. Après tout, le commandement de Metz était le plus important de France au point de vue militaire, et, comme l'avait écrit le maréchal Randon, il pouvait être aussi un poste d'attente. Le général restait la personnalité militaire la plus en vue pour être placée à la tête d'un corps d'armée; il n'avait encore que 56 ans; il avait commandé en chef devant l'ennemi un corps d'armée composé de toutes armes; il avait devant lui une période d'activité de quatorze années. L'avenir lui appartenait et il n'avait qu'à patienter; un jour viendrait où, par la force des choses, justice lui serait rendue et le passé réparé.

Il avait l'âme trop élevée et une trop grande expérience des choses militaires pour les voir autrement.

Toutefois, il avait besoin d'un long repos. En arrivant à Paris, à la fin de septembre 1864, il vit le ministre, puis l'Empereur, et lui demanda l'autorisation de se faire mettre en disponibilité. Napoléon III répondit par un refus. Il dut se résigner et se rendre à Metz.

Il prit de suite son commandement et s'occupa de son installation. Ce ne fut que le mois suivant, au commencement d'octobre, qu'il se décida à demander une permission pour se rendre à Meaux, séjour de ses

Digitized by Google

vieux parents, et l'autorisation d'aller à Paris pendant son absence. Le maréchal Forey, qui commandait à Nancy le 3e corps d'armée, dont Metz dépendait, s'empressa de lui répondre :

Lille, le 5 octobre 1864.

Mon cher Général,

J'ai reçu à Lille, où je suis venu présider à mon déménagement, votre lettre du 2. J'ai adressé immédiatement au ministre une demande de permission de 30 jours, qui vous sont nécessaires pour régler vos affaires. J'espère que le ministre se montrera plus gracieux pour vous, en cette circonstance, qu'il ne l'a été pour moi à mon retour du Mexique dans une occasion semblable.

Je suis heureux de vous avoir sous mes ordres, mais j'espérais mieux pour vous, et en vous donnant le commandement du 2e corps, il me semble qu'on eût fait une chose juste.

Mon installation à Nancy demandera bien encore une quinzaine de jours, quoique je la presse autant que possible.

Je ne connais pas Metz, j'aurai donc, quand j'irai, un double plaisir à voir cette ville importante et vous-même.

Recevez l'assurance de mes sentiments affectueux.

Maréchal Forey.

Pendant les trois années de son séjour à Metz, le général de Martimprey eut à remplir des fonctions régulières, dont le service courant était l'unique aliment. Mais les préoccupations naissantes d'un conflit avec la Prusse donnaient, à toutes les questions, une importance exceptionnelle. L'effectif des troupes qu'il commandait était considérable et les grands établissements militaires qui se trouvaient dans son commandement apportaient à sa correspondance et à ses décisions un intérêt de premier ordre.

La ville de Metz elle-même, grande place forte sur la frontière de l'Est, offrait à un chef militaire actif,

Digitized by Google

instruit et expérimenté un attrait particulier. Illustrée par les souvenirs les plus glorieux, elle était, en face des Allemands, le boulevard de notre défense nationale. Ses forts détachés, qui devaient en faire un puissant camp retranché, n'étaient pas terminés; leur achèvement devait être, pour le commandant de la division, une préoccupation constante et le but permanent de ses efforts. Dans ce centre militaire, le patriotisme des populations était aussi un encouragement. Le général y fut admirablement reçu et n'était pas encore installé que les Messins, avec leur passion pour l'armée, avaient trouvé le moyen de lui témoigner leur estime. Ils étaient fiers de posséder un chef militaire grand-croix de la Légion d'honneur, sénateur, comptant à son actif d'aussi beaux services.

En 1866, une occasion se présenta de lui en donner une nouvelle preuve. L'Association scientifique de France, présidée par le célèbre astronome Leverrier, devait se réunir à Metz, au mois d'avril, et y tenir ses assises. Les habitants, d'accord avec les membres de l'Association, demandèrent au général de Martimprey d'en faire partie et d'ouvrir la session comme la notabilité la plus éminente du pays. Il le fit dans les termes suivants :

Metz, le 18 avril 1866.

Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur d'être appelé à ouvrir cette session générale de l'Association scientifique de France, et je veux d'abord remercier l'édilité messine de sa gracieuse hospitalité, qui nous permet de recevoir dignement notre illustre président, M. Leverrier.

Je salue avec reconnaissance sa présence parmi nous et celle de nos collègues venus de loin pour prendre part à nos travaux, objet de tant de sympathies, à cette époque où, d'ailleurs, tous les efforts de l'esprit humain, tous les élans généreux reçoivent de si haut l'encouragement et l'exemple.

Digitized by Google

Aucune ville, Messieurs, n'était mieux faite que celle-ci pour vous réunir. Fière de ses remparts, qu'elle saurait faire respecter dans son dévouement patriotique à l'empire, riche de traditions, forte de ses croyances, elle renferme dans son sein tout ce qu'une société peut offrir de noble dans ses principes, de sérieux dans ses progrès.

Ici, les associations bienfaisantes savent venir en aide à toutes les souffrances; l'instruction, à tous les degrés, s'offre largement à la jeunesse; la littérature est en honneur; les arts fleurissent sous des maîtres éminents; enfin, l'industrie s'accroît dans un mouvement rapide.

Laissez-moi, Messieurs, signaler aussi à vos regards, avec un légitime orgueil, les vastes établissements de ce grand boulevard militaire, ces arsenaux magnifiques, cette Ecole de l'artillerie et du génie, appelée à recruter les deux corps savants dont l'instruction polytechnique se traduit dans toute sa puissance par des applications multiples.

Pour s'élever au delà, il faut, Messieurs, tendre vers ces régions transcendantes, où pénètrent de rares esprits, princes de la science, s'immortalisant avec elle par de merveilleuses découvertes, spectacle grandiose qui porte à remercier la Providence de la part qu'elle a dévolue à l'intelligence humaine!

Que notre président, Messieurs, accepte dans ces expressions un hommage auquel mes sentiments me disent que vous voudrez applaudir.

Général DE MARTIMPREY.

C'est de Metz que le général put suivre avec un intérêt qu'on devine le grand drame historique développé en Allemagne par l'ambition prussienne, la défaite de l'Autriche, la brutale conquête du Hanovre et l'absorption des royaumes allemands par les Hohenzollern. Il put alors pressentir la lutte formidable que l'avenir réservait à notre patrie, sans soupçonner cependant les perfidies et les mensonges qui devaient être employés pour nous contraindre à une guerre fatale.

Digitized by Google

Les événements survenus chez nos voisins de l'Est furent, pendant l'année 1866, la grande préoccupation des commandants militaires de la frontière.

L'année suivante, les esprits furent distraits des idées guerrières par l'ouverture de la grande exposition destinée à exhiber aux yeux des nations les magnifiques progrès de la science et de l'industrie. Partout alors on était à la joie, et à Metz, comme ailleurs, on s'apprêtait à visiter Paris, quand un malheur terrible vint subitement frapper le général.

Quoique remis en apparence des fatigues de 1864, il avait usé ses forces dans ses longues et pénibles campagnes. En 1866, au retour d'un voyage qu'il avait fait aux eaux thermales de Schinznach (Argovie), il fut frappé d'une congestion cérébrale qui lui ôta momentanément l'usage de la parole. Il se remit de cette première attaque et paraissait être en pleine santé, quand, six mois plus tard, au mois d'avril 1867, il fut frappé de nouveau. Cette fois. le mal était plus grave; ses jours furent en danger. On réussit cependant à le sauver, mais il resta paralysé du côté gauche. Il conserva néanmoins toute sa tête et sa liberté d'esprit. Il comprit alors que sa vie active était terminée et qu'il fallait abandonner tout espoir d'avenir. Au point de vue de l'avancement et des fonctions à exercer, sa carrière était finie. C'était un coup cruel pour lui et les siens. Mais sa résignation égalait son courage; il pouvait être encore utile à ses enfants; il sut réagir contre le découragement et s'occupa d'abord de remettre sur pied sa constitution si profondément ébranlée. Dans les premiers jours de mai, il demanda sa mise en disponibilité, qui fut prononcée à la date du 8.

A partir de ce moment, il régla son existence de façon à trouver le calme et le repos nécessaires à son rétablissement. Entouré des soins affectueux de Mme de Martimprey et de ses trois fils, dont l'aîné, arrivé bien-

Digitized by Google

tôt à l'âge d'homme, donnait déjà les plus belles espérances, il finit par reprendre son équilibre, mais avec des forces ébranlées qui l'obligeaient à une extrême prudence. Il s'installa d'abord avec sa famille aux environs de Metz, où ses fils poursuivaient leurs études. Au mois de janvier 1869, il fut assez bien pour pouvoir assister plusieurs fois aux séances du Sénat.

Sa vie se poursuivait ainsi dans le calme d'une retraite anticipée, quand, au commencement de 1870, une vacance se présenta pour lui.

Digitized by Google

CHAPITRE XVII

GOUVERNEMENT DES INVALIDES

(1870-1883)

Martimprey gouverneur des Invalides. — Guerre de 1870. — Prise de Metz et de Paris. — Les fils du général. — Le gouvernement à Versailles. — Abandon des Invalides. — La Commune. — Perquisitions. — Arrestation du général. — Visites de Madame de Martimprey aux chefs de la Commune. — Accusations. — Le Dépôt. — Le délégué à la Justice. — Remise du dossier. — Installation à la maison de santé. — Ordre d'assassiner le général. — Entrée des Versaillais à Paris. — Le colonel Davout d'Auerstaedt. — Rentrée aux Invalides. — Réunion de famille. — Maintien en activité. — Lettre au *Figaro*. — Mort du général. — Ses funérailles. — Condoléances. — Conclusion.

Au mois d'avril 1870, le gouvernement des Invalides devint vacant, et les amis du général de Martimprey pensèrent de suite à lui pour occuper ce poste. Le maréchal Randon, toujours ministre de la Guerre et fidèle à sa vieille amitié, le proposa à l'Empereur, sans le consulter, avec le n° 1. Mais Napoléon III avait, pour les fonctions d'ordre élevé, un principe dont il ne se départissait jamais, c'était de les confier, avant tout, à des personnalités du premier Empire. Il tint, en conséquence, à ce que cette position fût offerte d'abord au maréchal Baraguey d'Hilliers. Celui-ci demanda vingt-quatre heures de réflexion et répondit par un refus.

Ce fut heureux pour le général. Au même moment, un de ses frères d'armes, qui l'appréciait tout particulièrement, le maréchal Lebœuf, nouvellement promu

Digitized by Google

à ce grade élevé, s'intéressa également à lui et fit écrire par la maréchale à Mme de Martimprey une lettre dont son mari n'eut qu'à suivre les bons avis.

L'intervention du maréchal Lebœuf était d'autant plus précieuse qu'il devait incessamment succéder au maréchal Randon comme ministre de la Guerre. Toutefois, l'influence de ce dernier, au moment où il allait quitter son portefeuille, fut prédominante. La nomination du général de Martimprey fut signée le 27 avril 1870.

Qui aurait pu prévoir alors que ce poste si honoré devait, avant peu, mettre ses jours en danger? Quoi qu'il en soit, ce fut pour tous les siens un sujet de satisfaction, une faible récompense, mais enfin une récompense et une compensation pour le triste état de santé auquel ses services l'avaient réduit.

C'est dans le calme de cette belle retraite que le général vit se dérouler les événements qui amenèrent la guerre de 1870. Son cœur de soldat dut cruellement souffrir de se voir condamné à l'inaction, quand tous ses frères d'armes marchaient à l'ennemi. Mais de quelles angoisses ne fut-il pas saisi lorsqu'il vit se dérouler sous ses yeux la longue série de nos désastres, l'effondrement de l'Empire, la catastrophe de Sedan, et, plus tard, la prise par l'ennemi de cette vaillante place de Metz qu'il avait commandée et qu'il vit livrée à l'étranger sans une brèche, sans un assaut, par un maréchal de France disposant encore de 170.000 soldats! Puis la République vint et lutta comme elle put. Le gouverneur des Invalides assista au malheureux siège de Paris, à la capitulation, à l'insurrection qu'elle provoqua, à la fuite à Versailles du gouvernement de M. Thiers, enfin à la prise de possession de la capitale par les hommes de la Commune. Quels épouvantables malheurs, et pour son noble cœur quelle succession de souffrances! Et encore ce n'était pas tout! Son fils

Digitized by Google

aîné Louis, déjà officier d'état-major, après avoir combattu à l'armée de Metz et subi les péripéties du siège, était alors prisonnier en Allemagne; son second fils, Albert, engagé volontaire dans un régiment de cavalerie, avait fait partie de l'armée de la Loire et se trouvait à Tarascon. Tous deux avaient dignement porté leurs noms et étaient sains et saufs. Le plus exposé de la famille, sans qu'il s'en doutât, c'était encore lui.

Les préliminaires de paix avaient été ratifiés le 1er mars, et nos armées, pour la plus grande partie prisonnières de guerre, n'étaient pas encore rentrées en France. Favorisée par ces circonstances, la populace réussit à s'emparer de la capitale. M. Thiers, président de la République, n'avait pas dans les mains une force armée assez solide pour reprendre Paris. Il dut se résigner à fuir à Versailles pour se donner le temps de reconstituer une armée. Il décida que les ministères, les administrations, les troupes, tout ce qui appartenait au gouvernement se transporterait dans cette résidence. Mais, dans la précipitation du départ, il y eut des oublis. Personne ne songea au gouverneur des Invalides, ni aux vieux débris qu'il commandait. On les laissa dans l'hôtel, sans un ordre, sans un avis. Ils étaient abandonnés.

L'attitude des chefs de la Commune prit de suite, à l'égard du général, un caractère d'hostilité dont la première manifestation fut une perquisition à l'hôtel des Invalides par des soi-disant délégués. Ils voulaient voir, disaient-ils, s'il n'y avait pas dans le palais un dépôt d'armes.

Leur seconde visite eut un autre but, moins avoué, l'enlèvement de la belle argenterie donnée jadis par l'impératrice Marie-Louise, et dont nos vétérans étaient si fiers quand des étrangers les visitaient.

Ce vol était une première atteinte à l'autorité du

Digitized by Google

gouverneur et un indice des procédés auxquels il devait s'attendre. Mme de Martimprey en fut effrayée, et craignant que la Commune en vînt à menacer la liberté ou la vie du général, elle le supplia de se mettre en sûreté.

Mais déjà l'aumônier des Invalides, averti qu'on songeait à l'arrêter, l'en avait prévenu. Après l'avoir remercié, le général lui avait dit simplement : « Monsieur l'Abbé, mon devoir me retient ici; c'est vous dire que je ne quitterai pas ceux qui me sont confiés; je ne vous demande qu'une chose, c'est le silence vis-à-vis de Mme de Martimprey. »

Le général résista donc à ses instances et attendit les événements. On ne tarda pas à mettre son courage à l'épreuve. Les communards avaient là, sous la main, un vieillard illustre, grand-croix de la Légion d'honneur, qu'ils auraient pu honorer pour ses éclatants services. Mais leur âme n'était pas faite pour un si noble sentiment. Ils préférèrent en faire une victime.

Le 26 avril, à 4 heures du soir, le général avait été chercher sa fille à son cours et la ramenait à l'Hôtel, quand il se trouva en présence d'un délégué de la préfecture de police venu pour l'arrêter. Il portait un mandat d'amener auquel il fallait obéir sur-le-champ. Le général pressentit le sort qui l'attendait. Mais, gardant son sang-froid, il prévint Mme de Martimprey qu'on le demandait pour un renseignement et qu'avant une heure il serait rentré. Puis, craignant de laisser voir l'émotion qui le gagnait, il se refusa la douceur d'embrasser sa fille et partit sans prendre aucune précaution contre le froid ou les intempéries. Personne, dans sa famille, ne douta de son prompt retour.

Au bout de quelque temps cependant, l'inquiétude s'éveilla et fit bientôt place à la plus cruelle certitude. Un brave homme qui lui était attaché, son cocher La-

Digitized by Google

pierre, se méfiant de l'incident, après l'avoir conduit à la préfecture, s'était obstiné à l'attendre. En voyant sa persistance, les agents lui avaient déclaré que son patron était arrêté et qu'on l'arrêterait aussi, en lui confisquant sa voiture et son cheval, s'il persistait à rester. Le pauvre homme, désolé, vint en rendre compte à Mme de Martimprey.

Cette vaillante femme se montra aussitôt digne de son mari. Elle réfléchit un instant, combina la conduite qu'il lui faudrait tenir pour le délivrer ou lui sauver la vie, puis, prenant courageusement son parti, elle se rendit sans dîner, sans bagages, à la gare du Nord, avec sa fille, prit le train pour Saint-Denis, arrêta dans cette ville une mauvaise voiture découverte et se rendit à Versailles, où elle arriva vers minuit. Là, elle alla chez une de ses cousines, Mme la comtesse Daru, à laquelle la liait une étroite amitié et dont le grand cœur lui était connu. Elle eut le bonheur de la trouver, lui fit part de ses projets et lui confia sa fille, le seul enfant qu'elle eût près d'elle, car son plus jeune fils, Auguste, alors au collège, se trouvait à Athis avec les pères jésuites chargés de son éducation. La pauvre enfant, amenée ainsi au milieu de la nuit, après la disparition de son père, ne put se séparer de sa mère sans une scène de larmes qui l'émut profondément. Celle-ci revint ensuite à Paris, par une nuit noire et froide, le cœur agité des plus sombres pressentiments, mais résolue à faire l'impossible pour sauver son mari.

Le lendemain, elle se rendit au ministère de la Guerre. C'était là, lui semblait-il, qu'elle devait s'adresser tout d'abord. Le citoyen Cluseret, ancien capitaine du génie, y régnait, avec le titre de délégué à la Guerre. Elle réussit à le voir et le trouva seul en face d'un modeste déjeuner. Il fut poli. Elle lui exprima son étonnement de voir arrêter un homme

Digitized by Google

infirme, à moitié paralysé, qui ne s'était jamais mêlé de politique et qui n'avait eu, toute sa vie, qu'une préoccupation, son devoir militaire. Elle lui parla de la Crimée, sachant qu'il y avait été. « Quant à cela, répondit-il, le souvenir n'est pas heureux; je n'ai vu le général qu'une fois, et c'était pour en recevoir de mauvaises paroles. »

Elle avait eu une inspiration malheureuse; un ancien capitaine de l'armée devenu chef de la Commune ne pouvait pas avoir été un bon officier. Elle revint au sujet qui l'amenait et fit valoir le déplorable état de santé du général. Elle était persuadée que la prison était pour lui un arrêt de mort.

Le commandant de la place, le citoyen La Cécilia, entra à cet instant. Cluseret lui demanda s'il connaissait l'arrestation du général.

Quand il fut parti, le délégué à la guerre dit à la comtesse : « Je n'aime pas ces arrestations; mais puisque celle-ci est faite, je n'y puis rien. » Néanmoins, touché par l'émotion et l'accent de vérité de Mme de Martimprey, il lui remit deux lettres qui répondaient à son désir : l'une pour Cournet, délégué à la police; l'autre pour Protot, délégué à la Justice. La première devait lui permettre de voir son mari, la seconde de le faire transporter, comme elle le demandait, à la maison municipale de santé.

Cette idée de translation du général à la maison de santé de la commune lui avait été suggérée par une voisine qu'elle connaissait à peine, mais qui, bonne et sympathique, était indignée de cette arrestation inique. Ce conseil devait sauver la vie du général, car on l'avait arrêté à titre d'otage, et incarcéré provisoirement au Dépôt de la Préfecture de police comme un malfaiteur. Si on l'avait transféré à Mazas ou à la Roquette, il eût été perdu et fusillé comme ses collègues.

Digitized by Google

Munie de ses deux lettres, Mme de Martimprey ne perdit pas un instant. Elle se rendit à la préfecture de police et demanda à voir le délégué Cournet. On l'introduisit dans un passage sale, étroit, ouvert à tous les vents, où on la laissa deux heures en compagnie de deux communards de mauvaise mine, au langage grossier, qui se vantaient de la solidité de leurs barricades et de la résistance qu'elles opposeraient aux troupes de Versailles.

Impatientée d'attendre, elle chercha un bureau d'un accès plus facile et eut la chance de trouver ouvert celui de Dacosta, secrétaire du citoyen Cournet, qui devait être avant peu remplacé par le sanguinaire Rigaud. Ce personnage avait fait subir la veille au général de Martimprey un interrogatoire qui l'avait édifié sur son malheureux état de santé. Il ouvrit la lettre adressée à Cournet, puis dit à la comtesse, d'un ton important, que l'accusation était grave : son mari était prévenu d'avoir présidé en 1852, dans la Nièvre, des conseils de guerre politiques, fait déporter des républicains et exercé, en 1859, des sévérités odieuses sur les internés de Lambessa (1).

Mme de Martimprey savait que c'était son beau-frère, le général Auguste de Martimprey, alors colonel d'un régiment d'infanterie, qui avait présidé les conseils de guerre de la Nièvre. Mais, de peur de le compromettre, elle se contenta de prouver au citoyen Dacosta qu'en 1852 son mari était à Alger et qu'il y avait erreur en ce qui le concernait au sujet des conseils de guerre. Elle lui fit savoir aussi qu'en 1859, étant à l'armée d'Italie ou au Maroc, il ne pouvait pas non plus s'être occupé des internés de Lambessa. Elle finit par le con-

(1) Lambessa, colonie pénitentiaire de la province de Constantine, affectée d'abord aux transportés politiques de 1848 et du Coup d'État du 2 décembre 1852. Depuis 1860, elle ne contient que des criminels condamnés par les cours d'assise et les conseils de guerre.

Digitized by Google

vaincre et obtint le laissez-passer qui lui permettait de voir son mari.

Elle reprit alors sa course à travers l'affreux dédale des corridors de la préfecture de police, cherchant le dépôt où se trouvait son cher détenu. Il lui semblait parfois faire un mauvais rêve, ou être la dupe d'une hallucination. Enfin, elle parvint au but et entra dans cette sombre demeure du crime. Elle eut la surprise d'y trouver quelques gardiens, anciens soldats, que le président Bonjean avait décidés à rester pour venir en aide aux prisonniers. Celui du parloir fut complaisant, alla chercher le général, le soutint, lui prêta sa chaise, l'aida à s'asseoir et le laissa avec sa femme au delà du quart d'heure réglementaire.

Après tant de courses, de démarches, d'agitations, Mme de Martimprey éprouva une émotion extrême à revoir son mari dans un si triste état. Quand elle fut remise, celui-ci la mit au courant de tout ce qui s'était passé depuis leur séparation.

L'avant-veille, on l'avait fait monter au 3e étage, traverser des galeries étroites, suspendues et à jour, propres à lui donner le vertige, et on l'avait fait comparaître, lui, le vétéran glorieux de nos armées, devant le citoyen Dacosta. Ce jeune homme jouait négligemment avec la barrette de l'archevêque de Paris. Après son interrogatoire, le général avait été écroué de nouveau. Le lendemain, un juge d'instruction, ou soi-disant tel, avait pris ses noms et prénoms. Il affirma à sa femme qu'il n'était pas mal installé, que la nourriture et la chambre étaient convenables; Alexandre, son fidèle serviteur, qui n'avait pas voulu le quitter, partageait sa table, lui tenait compagnie et lui donnait ses soins avec le plus grand dévouement. Enfin, le général apprit à sa femme qu'en 1859 il n'avait pu s'occuper des internés de Lambessa, parce que ceux-ci dépendaient du ministère de l'Algérie

Digitized by Google

et des Colonies. Elle lui fit connaître, de son côté, ses démarches pour obtenir son transfèrement dans une maison de santé. Puis, l'heure de se séparer étant arrivée, Mme de Martimprey, réconfortée par le calme et le courage de son mari, en possession d'arguments et de preuves qui démontraient l'inanité des accusations portées contre lui, ne voulut pas perdre un instant. Elle courut chez le sieur Protot, délégué à la Justice, pour les lui exposer. Malheureusement, il était sorti. Mais, ayant appris qu'il y avait au ministère de la Guerre une réunion des délégués, elle y alla de suite et se heurta à une défense absolue d'entrer. L'huissier lui-même ne pouvait l'enfreindre. Il la fit attendre dans son petit bureau, au pied du grand escalier. Elle y resta longtemps. Sa fermeté et sa résolution que rien ne pouvait abattre furent récompensées. Elle vit enfin sortir les délégués, et, s'adressant à l'un d'eux, le pria de remettre au citoyen Protot une demande d'audience qu'elle avait préparée. Ce dernier lut la lettre et donna rendez-vous à Mme de Martimprey à 7 heures du soir.

Elle fut exacte, attendit une demi-heure et fut enfin introduite dans un grand salon mal éclairé, où se tenaient quelques groupes. Chez tous ces personnages de la Commune il y avait toujours un certain nombre d'individus, à l'air inquiet, qui semblaient se surveiller entre eux.

Mise en présence de Protot, elle lui démontra que son mari était innocent des faits qu'on lui reprochait. Mais aux objections qu'on lui fit elle comprit qu'on voulait, de parti pris, le trouver coupable. Elle eut alors une inspiration. Elle affirma que les preuves écrites de ce qu'elle avançait se trouvaient dans le dossier du général et offrit de l'apporter. La réponse qu'elle reçut la terrifia :

Digitized by Google

Si honorable que puisse être votre parole, madame, lui dit Protot d'un ton railleur, les preuves valent toujours mieux. Apportez votre dossier, si cela vous convient. Mais je ne vous cache pas que la position de votre mari est grave et très compromise. Si nous voulons des otages, c'est pour menacer Versailles. Ils ont tué encore quatre des nôtres. S'ils avaient continué, nous en aurions fusillé trois pour un.

C'était avouer que l'innocence du général lui importait peu. Les communards fusillaient pour se venger. Le reste leur était indifférent. Et c'était le chef suprême de la Justice qui parlait ainsi.

Mme de Martimprey, toujours maîtresse d'elle-même, lui fit observer que son mari ne pouvait cependant être rendu responsable des faits qui se passaient à Versailles, quand il était en prison à Paris. Il reprit d'un ton méprisant : « Madame, vous connaissez comme moi les soldats; ils tuent les gens et vous disent ensuite qu'ils ont fait leur devoir. Il y a assez longtemps que cela dure. On nous met hors la loi; on nous maltraite; à notre tour maintenant. »

La malheureuse femme était atterrée. Elle sortit navrée; il lui semblait entendre déjà siffler les balles qui allaient fusiller son mari. Cependant, le dossier lui laissait un espoir. Elle courut rue Saint-Dominique.

La veille, en cherchant le citoyen Protot, elle avait rencontré un directeur du ministère de la Guerre, qu'elle savait étranger à la politique, et qui, en entendant son nom, s'était mis obligeamment à sa disposition. Elle alla le trouver et obtint, par l'entremise d'anciens huissiers, de se faire ouvrir encore une fois la porte du délégué Cluseret, quoiqu'elle fût sévèrement consignée. Ce dernier la reçut dans sa chambre et fut assez aimable pour s'en excuser, alléguant qu'il n'avait pas d'autre pièce libre, son hôtel étant rempli de gardes nationaux.

Digitized by Google

Il lui accorda volontiers l'autorisation d'emporter le dossier du général et lui montra même, avec un air de satisfaction, le sien, qu'il avait eu soin de prendre. Puis, regrettant peut-être son obligeance, il ajouta : « Ce n'est ni pour vous, ni pour votre mari que je le fais, mais pour moi et par humanité (1). »

Cette réflexion importait peu désormais à Mme de Martimprey. Elle sortit, avec un officier supérieur porteur de l'autorisation. Celui-ci ne connaissait pas le dédale des couloirs ministériels et ce fut elle qui le guida, d'après les renseignements qu'elle avait déjà recueillis. Les recherches furent difficiles. On venait de renvoyer tous les employés. Enfin, elle parvint au bureau des archives administratives et reçut son précieux dossier. Il était si lourd et si volumineux qu'elle eut de la peine à le prendre. Ce fut l'officier supérieur qui, très complaisamment, le porta jusqu'à sa voiture.

Elle se fit reconduire chez Protot. Là, elle trouva le salon d'attente rempli de monde. Sans s'en inquiéter, elle le traversa, tenant avec peine son lourd et précieux fardeau. Elle le déposa sur la table d'un huissier et fut promptement introduite. Comme la veille, plusieurs petits groupes, aux regards soupçonneux, occupaient tous les coins du salon.

Le délégué à la Justice, accaparé déjà par des visiteurs, ne put s'occuper d'elle de suite. Forcée d'attendre, elle en profita pour parcourir le dossier et noter certains détails qui attiraient son attention. Elle vit Protot causer avec un petit vieillard qui lui parlait avec autorité et qui semblait lui donner des ordres pour une séance qu'il devait présider le lendemain. « Parfaitement! » répondait le délégué d'un air satisfait, en pirouettant sur les talons, les mains dans les poches

(1) Le citoyen Cluseret devait faire disparaître son dossier qui n'a jamais été retrouvé.

Digitized by Google

d'un petit veston qui semblait être sa tenue habituelle. Elle se souvint alors qu'à la fin de sa première visite le délégué, ayant voulu accorder encore une audience après la sienne, ses acolytes, en tenue négligée, lui avaient crié : « Ah non! par exemple, en voilà assez; allons souper! » Et Protot, obéissant, s'était soumis. Elle ne pouvait s'empêcher de frémir en pensant que la vie des hommes si dignes, si respectables qu'ils avaient pris pour otages était en de pareilles mains.

Enfin, le délégué vint à elle et reçut son dossier en lui disant que ce serait un moyen d'activer la procédure. Ce n'était pas ce qu'elle voulait. Elle reprit la défense de son mari, demanda quelle serait la durée probable de l'instruction et finit par dire que, si la détention devait se prolonger, elle demandait instamment, en raison de l'état de santé du général, qu'on le fît transporter dans une maison de santé. Protot hésitait. Il lui offrit de le faire changer de prison et de l'envoyer à Mazas. Ce nom l'épouvantait. Elle se récria et insista pour obtenir le transfèrement dans la maison de santé municipale. Elle finit par le décider et reçut cette réponse ambiguë : « Si vous obtenez la permission de Cournet, faites transporter le général. On n'est pas bien en prison quand on n'en a pas l'habitude. » Il semblait parler par expérience.

Sans se décourager, sans songer à sa fatigue, la comtesse retourna au Dépôt, revit son cher prisonnier, lui raconta ses démarches et le quitta pour se présenter de nouveau chez le citoyen Dacosta, qu'elle avait trouvé plus accessible que les autres. Elle fut admise et lui rappela sa promesse de lui faire voir Cournet.

Dacosta lui tint parole et elle réussit à pénétrer dans le bureau de ce personnage, qui la reçut d'un air rogue, la salua à peine, mais lui promit que le lendemain un médecin examinerait le général « pour juger si elle n'exagérait pas son état ».

Digitized by Google

Mme de Martimprey rentra chez elle avec un rayon d'espérance dans le cœur. Elle y trouva une lettre que le général avait écrite à son jeune fils Auguste, dans le but de tranquilliser tous les siens. « Enfin, disait-il, je me porte très bien et tu n'as pas le moindre souci à avoir sur mon compte; j'ai déjà pris mes habitudes : heure de repas, de travail, de coucher;... le temps passe,... on peut aller ainsi plusieurs mois, et je sais d'ailleurs que le martyre illustre les hommes. Votre nom ne sera que plus honoré de mon infortune actuelle, et cela vous portera bonheur par la suite. Cette pensée est plus qu'une consolation, ce m'est une force. »

Cette noble sérénité ne pouvait, hélas! tromper personne, surtout sa chère compagne, qui, dans ses visites au Dépôt, avait fait causer Alexandre, le serviteur qui l'avait suivi avec tant de dévouement. Elle avait appris ainsi que sa cellule, sans feu, n'avait de place que pour leurs deux matelas, recouverts chacun d'une mince couverture, que l'odeur était infecte, que l'air et le jour n'entraient que par un étroit châssis, que la nourriture se composait de pain noir, de bœuf à peine cuit, le tout distribué trop tard pour le déjeuner, trop tôt pour le dîner.

Enfin, maintenant, elle espérait voir la fin de ces misères. Elle était loin de compte. Quand elle revit Cournet, le lendemain, rien n'était encore fait. Ne sachant plus quel parti prendre, elle eut l'idée de tenter une démarche près du citoyen Rigaud. Quand elle arriva au Palais de Justice, celui-ci en sortait avec Protot et Dacosta. Ne le connaissant pas, elle allait le laisser s'éloigner, quand l'idée lui vint de s'adresser à Dacosta, qui demanda à Protot s'il avait accordé l'autorisation. Le délégué à la Justice répondit affirmativement en ajoutant : « Si le médecin la juge nécessaire. » Elle dut se retirer sans avoir la solution qu'elle

Digitized by Google

cherchait. Cependant, deux jours après, dès qu'elle parut au Dépôt, le général lui remit le certificat établi par le docteur.

C'était un dimanche; les bureaux étaient ouverts, et elle ne désespéra pas de se faire donner l'ordre de levée de l'écrou. Elle ne trouva cependant ni Cournet, ni Dacosta, et s'adressa à des sous-chefs du délégué à la police, qui la renvoyèrent de l'un à l'autre, tantôt pour vérifier son permis, tantôt pour choisir le gardien chargé de surveiller le général. Elle fut enfin récompensée de sa patience et reçut l'autorisation d'emmener son mari.

Pour elle c'était le salut, et, sous ce rapport, ses prévisions ne furent pas trompées. Elle ne perdit pas un instant, alla chercher son mari et le conduisit, avec le fidèle Alexandre, à la maison Dubois, rue Saint-Denis, où elle avait déjà retenu des chambres. Elles étaient au rez-de-chaussée, d'un accès facile et donnant sur un beau jardin, où le général allait retrouver le grand air et l'exercice dont il venait d'être privé.

Après l'avoir installé, elle revint aux Invalides mettre enfin un peu d'ordre dans son appartement.

Là, les perquisitions continuaient. Dans l'espoir de trouver des armes, peut-être du butin, comme l'argenterie de l'Impératrice, on ouvrait les chambres, les armoires, les tiroirs; on visitait tout, et finalement on ne prit que deux fusils arabes hors d'usage. Ce régime rendait l'hôtel inhabitable. Mme de Martimprey résolut de passer ses journées à la maison Dubois et de demander l'hospitalité pour la nuit à sa cousine Daru, qui ne cessait de lui venir en aide.

Elle fit porter ainsi près du général tout ce qu'il fallait pour le distraire et pour remplir des journées dont elle ne pouvait prévoir la durée. Une fois installée, elle trouva la nourriture si médiocre qu'elle alla elle-même chercher les denrées nécessaires. Le fidèle

Digitized by Google

Alexandre en tirait parti tant bien que mal au feu d'une petite cheminée.

Après tant d'émotions, le calme semblait enfin renaître autour du général, quand il fut de nouveau troublé par les ordres qu'envoya la Commune pour faire surveiller la comtesse. Avec l'esprit soupçonneux qui les distinguait, ses chefs craignaient qu'elle ne transmît des renseignements à Versailles ou n'apportât à son mari un déguisement pour s'évader. Elle était l'objet d'un espionnage continuel, et ses paquets étaient constamment fouillés. Quant au général, il se regardait comme prisonnier sur parole et n'aurait même pas eu l'idée de se dérober au sort qui l'attendait. Un moment vint où Mme de Martimprey, inquiète de cette surveillance assidue, craignit d'indisposer les agents de la Commune et d'aggraver le sort de son mari. Ses allées et venues, qui agitaient les maîtres de Paris, avaient cependant pour elle une grande utilité : elles la tenaient au courant des événements, des incidents qui pouvaient surgir et des dispositions à prendre le cas échéant. Le directeur de la maison Dubois, quoique nommé par la Commune, se montrait obligeant. Elle lui fit part de ses appréhensions, et, sur son avis, continua à vivre comme par le passé.

L'existence du général s'écoulait ainsi dans un bien-être relatif. Quant à sa tranquillité, elle était constamment troublée par les bruits qui venaient du dehors. On connaissait les progrès de l'armée de Versailles et l'exaspération qu'ils produisaient parmi les communards. Ceux-ci parlaient déjà de se venger sur les otages; leurs propos se répétaient et parvinrent jusqu'aux oreilles du général. Au mois de mai, le sort de ces malheureux prisonniers parut inévitable. Mme de Martimprey, mise au courant du crime qui se préparait, était dans une anxiété extrême. Quant au général,

Digitized by Google

persuadé que sa mort était proche, il s'y préparait avec résignation.

Les jours s'écoulaient dans ces transes, lorsque le dimanche 21 mai la nouvelle de l'entrée inopinée des troupes se répandit dans Paris. Mme de Martimprey, qui était revenue aux Invalides, réveillée de grand matin par un bruit insolite, apprit que c'étaient les Versaillais qui défilaient sous ses fenêtres. Ce fut pour elle un sujet de terreur, car elle pensa de suite que l'heure fatale allait sonner pour les malheureux otages et pour son mari. Elle voulut courir à son aide et se rendre à ses côtés. Mais, après le passage des Versaillais, la circulation fut un moment difficile. Des fédérés en armes l'interdisaient. Un vieil invalide de confiance, qui voulut se rendre à la maison Dubois, menacé de mort, dut y renoncer.

La terreur gagnait tout le monde. Le 23, on apprit que les otages venaient d'être fusillés. Ces infortunés, si dignes de vénération, qui avaient voulu, comme le général, rester à leur poste, payaient de leur vie cet acte de fidélité au devoir. Mme de Martimprey n'avait plus d'espoir. A tout prix, elle voulait savoir ce qu'était devenu le général et si lui aussi avait été massacré. Le lendemain, son cocher Lapierre, qui lui avait déjà montré tant de dévouement, réussit à gagner la maison Dubois, le vit en bonne santé et revint trouver la comtesse pour la rassurer.

La Commune, cependant, ne l'avait pas oublié, et le samedi précédent, la veille de l'entrée des Versaillais, elle avait envoyé au fédéré Fraizier, son gardien, l'ordre de le tuer dans la nuit. Un hasard providentiel devait le sauver. Fraizier, ancien zouave du 2e régiment, avait servi sous les ordres du général dans la province d'Oran. Il avait fait notamment l'expédition du Maroc, en 1859, vu le général aux prises avec de terribles épreuves et subi, comme tout le corps expéditionnaire,

Digitized by Google

l'ascendant d'un grand caractère. Fraizier ne put se résoudre à assassiner son ancien chef. Il l'avoua à une garde-malade, en lui faisant connaître l'ordre abominable qu'il avait reçu. Elle prévint le général. Celui-ci, infirme, sans moyens de défense, la remercia et lui dit simplement, en se couchant : « A la grâce de Dieu! »

La maison fut criblée d'obus et les malades se réfugièrent dans les caves, où le général refusa de descendre. Il préférait attendre stoïquement le sort qui le menaçait.

Dans la matinée du jeudi, 25 mai, il était dans sa chambre, quand un bruit insolite envahit le couloir qui la précédait. Il crut que son heure était venue et se dressa de toute sa hauteur pour recevoir, avec la mâle attitude d'un homme de guerre, les fédérés qui venaient le chercher.

Quelle fut sa surprise lorsqu'il vit entrer un jeune capitaine, qui se présenta à lui en faisant le salut militaire. C'était M. de Castelnau, aujourd'hui général de division et chef d'état-major général de l'armée. Il lui raconta que, faisant partie du 36e régiment de marche d'infanterie, commandé par le colonel Davout d'Auerstædt, il avait été envoyé en reconnaissance dans la rue de Maubeuge. Parvenu à la maison de santé Dubois, il avait trouvé sur la porte un groupe d'habitants qui lui avait appris la présence dans la maison du gouverneur des Invalides. Il était alors entré, laissant dans le couloir le caporal et l'escouade qui l'accompagnaient. Le général de Martimprey l'accueillit avec bonté et sans se départir de son calme, lui dit de faire prévenir son colonel. Puis il fit monter une bouteille de vin pour l'offrir à ses soldats. Bientôt, le colonel Davout d'Auerstædt, bien connu du général, arriva. C'était le salut et la délivrance. Le colonel prit ses ordres et le fit reconduire aux Invalides. Il était 9 heures du matin.

Digitized by Google

Le général apportait à sa chère compagne une joie inespérée qui venait succéder aux angoisses de trois mortelles journées. Quelle action de grâces s'éleva dans leurs cœurs pour remercier la Providence d'un bonheur si désiré! A ces cruelles préoccupations s'étaient jointes d'autres inquiétudes, dont alors seulement il eut connaissance : les vivres avaient failli manquer par suite de la fermeture des magasins; puis, on avait craint de voir sauter les caves de l'hôtel remplies de cartouches par les fédérés et garnies de fils électriques; l'explosion des bureaux de l'état-major avait cassé toutes les vitres et renversé Mme de Martimprey dans son salon; enfin les colonnes de fumée et les incendies fesaient redouter le même sort pour les Invalides. Ce n'était pas tout; à ce moment elle tremblait encore pour les jours de son fils Louis, qui, après avoir combattu au fort d'Issy, se trouvait aux prises avec les fédérés à Ménilmontant.

Mais la fin de ces épreuves allait arriver. Après tant de souffrances, le calme allait enfin rentrer au sein de cette famille si cruellement troublée.

Le général fut d'abord accueilli avec des manifestations touchantes par ses vieux invalides. Son fils aîné revint sain et sauf. Sa fille put rentrer sous le toit paternel. Son second fils, Albert, arriva muni d'une permission et le dernier, Auguste, vint compléter cette heureuse réunion dont trois membres avaient été si longtemps en danger.

A partir de cette époque, son existence s'écoula tranquillement entre ses fonctions de gouverneur, les soins que réclamait sa santé et les préoccupations que pouvait lui donner la carrière de ses fils. Tous trois, fidèles aux traditions de famille, étaient entrés dans l'armée : l'aîné, Louis, dans l'état-major; le second, Albert, dans la cavalerie; le troisième, Auguste, dans l'infanterie. Tous trois, dignes du nom qu'ils portaient, ne lui don-

Digitized by Google

naient que des satisfactions. Le général passait alors les étés dans une propriété qu'il avait à Chaumont-sur-Yonne, suivant toujours de près les événements qui intéressaient sa patrie.

Le 16 juin 1873, il atteignit sa limite d'âge. Mais ayant commandé en chef devant l'ennemi, il pouvait être maintenu indéfiniment en activité. Il réclama cette faveur qui lui fut accordée sans difficulté. Il fut en conséquence classé définitivement dans la 1re section du cadre de l'état-major général de l'armée, à la date du 7 du même mois.

A la fin d'août, un incident l'obligea à sortir un instant de sa réserve habituelle. Dans un article signé d'un pseudonyme, un journaliste avait attaqué la mémoire du vainqueur de Sébastopol, en le traitant de *tueur d'hommes et de colossal gouailleur*. Justement froissé dans ses sentiments de reconnaissance et d'amitié pour le maréchal Pélissier, Martimprey adressa au journal le *Figaro*, une lettre de protestation.

Monsieur le Rédacteur en chef,

J'ai été chef d'état-major de quatre généraux d'armée parmi lesquels je m'honore de compter M. le maréchal Canrobert et le maréchal Pélissier, duc de Malakoff.

J'ai donc quelque titre à vous dire ce que m'a fait éprouver l'article dans lequel votre rédacteur Ignotus ose traiter le maréchal Pélissier de colossal gouailleur et de tueur d'hommes; de telles invectives à l'adresse du mort n'ajoutent rien à l'éloge du survivant si respecté de tous.

Le monde entier fera justice d'offenses qui ne sauraient atteindre la gloire du vainqueur de Sébastopol et ceux qui ont pris part à la guerre de Crimée rendent un hommage unanime au maréchal dont le caractère et les talents tinrent si haut le drapeau français dans cette campagne lointaine.

Je devais ce témoignage à la mémoire vénérée de mon an-

Digitized by Google

cien chef et je m'en rapporte, Monsieur, à votre délicatesse pour l'insertion de cette lettre.

Le général de division,
Gouverneur des Invalides,
Cte DE MARTIMPREY.

Cette lettre fut unanimement approuvée; et son auteur en reçut de nombreuses félicitations. Un membre de la Cour de Cassation, M. Pierrey, ancien premier Président de la Cour d'appel d'Alger, lui écrivit à ce sujet :

COUR DE CASSATION Château de Billy, le 2 août 1875.

Mon cher Général,

Je viens de lire dans le *Figaro* votre digne et belle protestation contre les qualifications aussi injustes qu'inconvenantes qu'un rédacteur de cette feuille a récemment appliquées au maréchal Pélissier.

Cette protestation m'a vivement touché, mais ne m'a nullement surpris, car je sais de vieille date tout ce qu'il y a de noble et de généreux dans l'âme de son signataire.

Plus que personne il avait compétence pour relever l'outrage fait à la mémoire de l'illustre homme de guerre dont l'amitié a été et restera toujours un de nos titres d'honneur.

Je suis ici dans un milieu où tout le monde s'est associé à votre témoignage de réprobation, et prend part aux applaudissements dont je me fais l'écho.

A. PIERREY.

Quoique sa santé continuât à se soutenir, grâce aux soins affectueux dont il était entouré, le général sen-

Digitized by Google

tait sa fin approcher. Il n'ignorait pas qu'une troisième attaque l'emporterait. Il envisageait ce moment avec un calme stoïque et s'y préparait avec cette élévation d'âme qu'il avait montrée déjà dans les grandes épreuves de sa vie.

Le malheureux événement que redoutait sa famille survint au mois de février 1883. Le général était à Paris, aux Invalides. Terrassé par une nouvelle congestion cérébrale, il resta un jour entier entre la vie et la mort, et s'éteignit doucement, entouré de tous les siens, le 25 du même mois, après avoir reçu les derniers sacrements.

Le gouvernement jugea que ses services étaient assez éclatants, pour se charger des funérailles. Elles eurent lieu aux frais de l'Etat, avec toute la solennité qu'on pouvait désirer. On lui rendit les honneurs militaires dus à un commandant de corps d'armée; le Président de la République et le ministre de la Guerre se firent représenter.

Les cordons du poële furent tenus par sept commandants de corps d'armée. L'un d'eux, le général Lallemand, ancien officier d'état-major qui avait servi sous les ordres du général de Martimprey et qui lui était attaché, prononça un discours émouvant avant le départ du cortège.

Le ministre de la Marine, les maréchaux Canrobert et Mac-Mahon, et les principales autorités militaires présentes à Paris, se firent un devoir d'assister aux funérailles de leur vaillant compagnon d'armes.

Après la cérémonie religieuse, qui eut lieu à la chapelle des Invalides, présidée par Son Eminence, le cardinal Guibert, archevêque de Paris, le catafalque fut placé derrière la grille d'honneur de l'Hôtel des Invalides, devant laquelle les troupes défilèrent en silence.

Le corps du général fut ensuite inhumé dans le ca-

Digitized by Google

veau des maréchaux de France et des gouverneurs, où il repose, depuis lors, sous le maître-autel de l'église Saint-Louis des Invalides, à côté des maréchaux Bugeaud, duc d'Isly, Saint-Arnaud, Pélissier, duc de Malakoff, Mac-Mahon, duc de Magenta et Canrobert, ses chefs et ses frères d'armes des guerres d'Afrique, de Crimée et d'Italie.

La mort seule devait le placer au rang des maréchaux de France.

La ville de Meaux, cité natale des généraux de Martimprey, s'associa au deuil de l'armée et fit plus tard sceller une plaque sur la maison où ils étaient nés. Sur cette plaque est gravée l'inscription suivante :

Ici était la maison où sont nés, le 16 juin 1808, Edmond-Charles comte de Martimprey, général de division, sénateur, grand'croix de la Légion d'honneur, chef d'état-major général des armées d'Afrique, de Crimée et d'Italie. Gouverneur de l'Algérie, gouverneur des Invalides. Mort le 24 février 1883.

Et le 16 juin 1809, Ange-Auguste de Martimprey, frère du précédent, général de division, grand-officier de la Légion d'honneur, mort le 15 février 1875.

En outre le nom glorieux de Martimprey fut donné à l'une des principales rues de la ville.

Le brave et vaillant général fut profondément regretté par tous ceux qui l'avaient connu. La quantité de lettres de condoléances et de témoignages de sympathie que reçut, dans ces tristes circonstances, la comtesse de Martimprey, fut considérable. Parmi elles, il y en a trois qui, plus que d'autres, sont dignes d'être citées.

Digitized by Google

Lettre du général Le Flô, ministre de la Guerre, à la comtesse de Martimprey :

Château du Néchoat, près Morlaix, 15 avril 1883.

Madame,

Permettez-moi de m'associer aux sentiments de tous les amis de votre famille, et de mettre à vos pieds l'hommage de mes bien sympathiques et respectueuses condoléances à l'occasion du malheur récent qui vous a frappée. Le général de Martimprey, mon vieux camarade, était l'un de ceux qui avaient le plus honoré notre glorieuse vieille armée d'Afrique. La France a perdu en lui un de ses plus honnêtes enfants, et l'armée un de ses chefs les plus vaillants, les plus habiles et peut-être le plus modeste de tous, et à coup sûr, le plus ignorant de son mérite et de sa grande valeur.

Veuillez agréer, Madame, l'assurance de mon profond respect et être auprès de vos chers enfants l'interprète de tous mes sentiments d'affectueuse sympathie.

Général Le Flô.

Lettre de l'Archevêque de Paris :

ARCHEVÊCHÉ DE PARIS Paris, le 26 février 1883.

Madame la Comtesse,

Est-il nécessaire de vous dire toute la part que je prends à votre douleur et au deuil de toute votre digne famille? Vous savez combien étaient bonnes et douces les relations que j'avais avec l'illustre général. J'ai vivement regretté de n'avoir pas été averti de la maladie qui nous l'a enlevé; c'eût été pour moi une bien grande consolation d'aller le visiter pendant ses derniers moments.

Digitized by Google

J'ai bien prié ce matin à la messe pour cette grande et belle âme, si profondément chrétienne, et, pour témoigner de l'estime et de l'affection respectueuse que m'inspiraient les vertus du général, je me ferai un devoir de présider un service funèbre qui aura lieu demain à l'église des Invalides.

Veuillez bien agréer, Madame la Comtesse, avec l'expression de mes vives condoléances, l'assurance de mes sentiments les plus respectueux et les plus dévoués.

‡ S. Hipp. cardinal GUIBERT,
Archevêque de Paris.

Lettre de Son *Altesse royale*, le Duc de Nemours :

19, avenue du Bois-de-Boulogne, Paris.

Madame,

Je compâtis de tout mon cœur au malheur qui vous frappe et (si vous me permettez de le dire en présence d'une douleur telle que la vôtre et à laquelle nulle autre ne peut être comparée) je ressens profondément pour moi-même la perte que vous faites.

Compagnon d'armes du général de Martimprey dans ma jeunesse j'avais toujours suivi avec le plus vif intérêt sa grande carrière, j'avais pour lui la plus grande estime et une vive affection. Veuillez donc croire à ma sincère condoléance et en être l'interprète près de vos enfants.

Je serai bien de cœur avec vous, Madame, à la douloureuse solennité de demain; mais je ne pourrai y assister. Je ne saurais en effet paraître à une cérémonie d'un caractère officiel au lendemain du jour où mon fils et plusieurs membres de ma famille se sont vus enlever leurs emplois militaires par la mesure qui a été publiée et exécutée hier.

Digitized by Google

Ma peine s'accroît encore de cette impossibilité de rendre en personne les derniers devoirs à un ancien compagnon d'armes, camarade et ami.

Veuillez en recevoir l'assurance, Madame, avec mes plus sympathiques et douloureux hommages.

LOUIS D'ORLÉANS.

Digitized by Google

Digitized by Google

CONCLUSION

Prise dans son ensemble, la carrière si mouvementée du général de Martimprey présente deux ordres de faits : les uns relatifs au service d'état-major, les autres, à l'exercice du commandement suprême.

Dans le service d'état-major, accompli par le général, ce qui frappe le plus c'est tout d'abord une conscience absolue, un sentiment du devoir poussé jusqu'au sacrifice de la vie, une passion du métier qui se manifeste par un zèle sans limite, une rare puissance de travail, une activité incessante, la bravoure dans les combats et enfin une abnégation toujours prête à oublier l'intérêt personnel pour relever le mérite des autres.

Il serait difficile de trouver une plus belle réunion de vertus militaires et celles-ci peuvent sans conteste servir d'exemple à tous ceux qui se voueront dans l'avenir au service d'état-major. Plus sérieux qu'éclatant, souvent ingrat et presque toujours privé de ce juste tribut d'estime éclairée qui honore et qui encourage, ce service n'en restera pas moins l'âme de l'armée, l'organisateur qui veille à tous ses besoins. Aussi, quand on reporte sa pensée aux premières années de la vie du général de Martimprey, on ne peut s'empêcher de rappeler ces préceptes d'un de ses contemporains, officier d'état-major, comme lui, qui écrivait en 1835 :

« Le sentiment intime et profond du devoir donne toujours à la vie quelque chose de grave. Aussi nous

Digitized by Google

voudrions qu'un état-major, au lieu de paraître brillant et nombreux, parut austère et énergique; nous voudrions que les paroles, les actions, toute la vie extérieure y manifestât les graves pensées d'hommes qui se sentent revêtus d'importantes fonctions. La tenue en devrait toujours être soignée..... comme celle d'un militaire qui s'est fait une habitude de soumettre toujours sa volonté à la discipline, jusque dans les moindres détails.... L'officier d'état-major est privé des ressources, des encouragements, des consolations qu'on trouve dans un régiment. C'est lui surtout qui doit s'accoutumer à n'avoir le plus souvent que sa conscience pour témoin et pour juge; aussi ses devoirs exigent plus de force morale que tout autre position et plus que tout autre, il a besoin de veiller sur lui-même. Mais aussi quel noble rôle, quelle stimulante pensée! Veiller à tous les intérêts de l'armée, assurer sa conservation, préparer ses succès, présider à ses triomphes; répondre en quelque sorte de l'armée à son chef et du chef au soldat, assurer le pouvoir de l'un, l'existence et la soumission de l'autre, etc..... » (1).

C'est bien ainsi, on l'a vu, que Martimprey, du grade de lieutenant à celui de général de division, des fonctions de topographe ou d'officier d'ordonnance à celles de major général, a toujours compris ses devoirs.

Dans l'exercice du commandement suprême, sa vie nous montre comme qualités essentielles, le caractère qui brave les épreuves, force l'obéissance et porte fièrement le poids des responsabilités, la tenacité qui conduit au succès, l'énergie physique et morale, un rare talent d'organisation et une bienveillance qui fait naître l'affection et le dévouement.

Chez lui, la supériorité, les qualités morales, l'instruction, l'estime dont il jouissait, obtenaient sans

(1) Général Blondel, *Les devoirs et l'esprit militaire.*

Digitized by Google

effort le zèle et l'obéissance. Si son caractère imposait le respect, son expérience et son instruction inspiraient la confiance. Il sut toujours faire vibrer dans l'âme du soldat ce sentiment de l'honneur si puissant sur nos jeunes gens.

« L'honneur, admirable pivot des grandes actions, âme de la vie militaire, culte fanatique de l'estime de soi-même, qui fait les hommes sans peur et sans reproches, qui donne le désir de la réputation, le dédain du faste et des vanités, l'horreur des moyens honteux, l'amour du devoir, la passion de répondre à tout le bien qu'on pense de nous, plus puissant encore et plus noble que l'amour de la gloire, car il est plus intime et moins intéressé » (1).

Telle était, pour le général de Martimprey, la façon de comprendre ce noble sentiment!

Cette belle carrière fut plus d'une fois soumise à ces influences du hasard qui restent toujours dans la vie des hommes une puissance occulte contre laquelle se brisent leurs efforts.

Très heureuse au début, elle se heurte, dans les grades élevés, à une sorte de fatalité. Sa campagne du Maroc, malgré ses succès, reste attachée au souvenir d'un fléau terrible. Sa lutte contre les empiétements des autorités civiles en Algérie est approuvée par son ministre et son souverain. Mais elle le conduit à une situation qui l'amène à descendre du premier rang au second. Quatre ans après, malgré l'énergie dont il fait preuve contre une insurrection dont il n'est pas responsable, malgré son succès, il est forcé de quitter la plume blanche et se trouve livré sans défense, trois ans plus tard, à un mal implacable qui brise sa vie militaire.

---

(1) Général Blondel.

Digitized by Google

Dès lors, un fait unique survit aux événements et les domine, c'est la hauteur d'âme et l'élévation de sentiments qui distinguent et soutiennent le général.

Les pensées qu'éveille l'étude de sa carrière ne peuvent avoir qu'un effet utile sur la régénération de l'armée. Aujourd'hui, nous savons ce qui nous a perdus en 1870. Jadis, sous l'ascendant des gloires immortelles conquises par nos aïeux, le dévouement, l'enthousiasme, la passion du sacrifice, les vertus militaires avaient atteint leurs dernières limites : la victoire était une habitude; la gloire n'avait jamais eu un pareil éclat.

Tant de grandeur nous avait éblouis. Dans notre aveuglement, nous n'avons pas vu l'ennemi qui grandissait à nos frontières; nous n'avons pas compris les haines sans nom que nous avions provoquées, ni les ambitions ou les perfidies qui nous guettaient en silence.

Aujourd'hui, nous sommes fixés. Mais nous savons que si nous avons été vaincus, notre honneur est resté sauf. Les grands noms des victoires passées resplendissent toujours du même éclat sur les étendards de nos régiments. Les qualités militaires qui nous avaient donné ces succès, et qui nous ont été transmises par des chefs comme le général de Martimprey, vivent toujours dans notre race. Le travail et la volonté nous ont déjà rendu notre force, et l'armée, de nouveau fidèle aux traditions passées, est entrée dans une voie nouvelle où elle aura toujours pour la guider des exemples comme ceux de nos chefs et deux mots sacrés, dont le prestige est immortel, les mots d'*honneur* et de *patrie*.

Digitized by Google

PIÈCES JUSTIFICATIVES

PIÈCE N° 1

Journal de Crimée

Paris, 26 février 1854.

Je gagne Marseille, où je m'embarquerai le premier de tous avec le général Canrobert. Le général en chef est le maréchal de Saint-Arnaud, dont je suis le chef d'état-major général (corps expéditionnaire d'Orient).

Marseille, 8 mars 1854.

J'ai fini d'écrire au ministre à minuit; s'il n'est pas content de mes débuts, il ne se plaindra pas, du moins, de mon silence. Je me débrouille et je crois que tout ira bien; c'est un travail de 15 à 18 heures par jour.

Marseille, 18 mars 1854.

Le général Pélissier est très ému de ne pas être de l'armée d'Orient; il me fait parvenir par-ci par-là des témoignages d'amitié.

A bord du « Christophe-Colomb », 20 mars 1854.

Le général Bosquet faisait remarquer tout à l'heure que nous n'avions pas l'air de nous douter de l'immense rôle que nous allions remplir et de la responsabilité qu'on faisait peser sur nous en face de la France et du monde.

A bord du « Christophe-Colomb », 28 mars 1854.

Le général Canrobert a pris connaissance de mes ordres pour le service général et politique; il les a fort approuvés; il a engagé le général Bosquet à se les faire lire et il en enverra copie au ministre.

Digitized by Google

A bord du « Christophe-Colomb », 30 mars 1854.

Le premier signal de notre alliance avec les Turcs brille sur les fortifications de Ténédos. Le drapeau ottoman rouge, avec un croissant, flotte à côté du drapeau tricolore.

Gallipoli, 9 avril 1854.

Nous sommes sans nouvelles des Russes, preuve qu'ils ne font pas de rapides progrès. Toutefois, nos braves Turcs sont si apathiques qu'on ne sait rien avec eux; ils n'en savent pas davantage eux-mêmes.

Gallipoli, 16 avril 1854.

Le vent du sud nous a ramené le printemps et la chaleur la plus douce; nos troupes ne s'en portent peut-être pas mieux, mais elles souffrent moins que par ces jours froids. Que de nécessités à prévoir! Que de difficultés se rencontrent pour assurer à ces masses d'hommes les vivres, les moyens de les soigner en maladie, etc. Les généraux sont des pasteurs d'hommes et le chef d'état-major général a beaucoup à faire pour satisfaire ces pasteurs de grands troupeaux.

Gallipoli, 19 avril 1854.

Petit à petit, les moyens s'organisent; c'est lent et la patience s'y exerce. Je suis heureux d'avoir eu ce commencement avec le général Canrobert, qui fait beaucoup de bien.

Gallipoli, 26 avril 1854.

Où nous rencontrerons-nous avec les Russes? Nous aurions été fort exposés avec notre petit nombre après le passage du Danube, s'ils avaient marché résolument en avant, laissant Varna et Schumla bloqués.

Je vais me mettre à faire des notes pour l'arrivée du maréchal de Saint-Arnaud. Tout à l'heure, le général Canrobert me disait : « Si le maréchal vient comme généralissime des troupes des trois nations, il lui faudra un commandant en chef de l'armée française. Alors, vous devriez passer major général et il faudra vous nommer général de division. » — « Je suis dans le sillon qui doit me conduire au grade, lui ai-je répondu, le principal est la fonction, et il me suffirait, pour le moment, de la bien remplir; je suis,

Digitized by Google

en attendant, très heureux de l'occuper. » — « Et moi, très heureux de vous y voir », a-t-il repris.

Le général en chef de l'armée anglaise, Lord Raglan, est arrivé aujourd'hui. Après avoir visité le général Canrobert, il m'est venu voir; il en a été de même de l'amiral Bruat.... Lord Raglan était le chef d'état-major de l'armée anglaise de Wellington à la bataille de Waterloo. Il y a perdu le bras droit par un de nos boulets. Il est, malgré son grand âge, très fort et très bien conservé.

Gallipoli, 28 avril 1854.

La Porte ottomane, assez semblable au lion devenu vieux, doit supporter depuis longtemps beaucoup de choses. Nous aurons beau faire, quelque soin que nous prenions du vieux lion musulman, il a hélas les dents usées, les griffes incarnées. Je ne me figurais pas une pareille dissolution, produite par deux motifs dominants : 1° la fierté de noblesse, qui, mal comprise, empêche tous de travailler et amène la réduction complète de leurs ressources; 2° la polygamie, qui use les hommes et tend à diminuer les chances de durée d'existence des enfants, dont beaucoup ne viennent pas à terme. Je devrais peut-être ajouter l'usage immodéré de la pipe. A côté, et plus nombreux, sont les Grecs, les Juifs, les Arméniens, s'agitant beaucoup pour leurs libertés, pour leur commerce. Sous la loi de l'Evangile n'ayant qu'une femme dans le ménage, ayant une multitude d'enfants qui se marient avant 20 ans pour les hommes et avant 15 pour les femmes, cette catégorie, chaque jour plus émancipée, sera-t-elle apte à se gouverner après qu'elle aura, par sa supériorité intellectuelle et numérique, étouffé le Turc? C'est douteux. La lutte pour éloigner le Russe de Constantinople paraissant devoir être opiniâtre, il se pourrait que la conclusion de la paix n'aboutisse que difficilement à créer quelque chose de durable en Orient. Je crois que nous ne ferons, cette fois, qu'un replâtrage très peu consistant. Les années et notre passage dans ce pays, où nous semons nos idées, notre argent, notre industrie, nos habitudes d'activité, l'auront fait marcher et la révolution d'Orient se fera, non pour nos yeux, mais pour ceux de nos enfants. Il

Digitized by Google

serait bien étonnant que la Russie, actuellement empêchée, ne reprenne pas ses projets de domination religieuse et autocratique. La dernière heure de toutes les guerres n'est pas encore prête à sonner.

Gallipoli, 18 mai 1854.

J'ai lieu de croire et de craindre que cette première partie de la campagne se passe sans hostilités. Les Russes ne s'éloigneront pas du Danube pour venir à nous, et, chez nous, c'est bien difficile d'aller jusqu'à eux s'ils ne s'avancent pas. Sébastopol n'est pas facile à prendre, Cronstadt pas davantage.

Gallipoli, 27 mai 1854.

Ordre était donné d'embarquer deux divisions pour Varna; je n'étais guère de cet avis. Je me décidai à envoyer au maréchal de Saint-Arnaud une lettre pour lui donner mon sentiment. Le maréchal vint à Gallipoli, et, me tendant la main, me dit que je m'étais conduit comme un honnête homme. Il revint sur son plan devant les généraux Canrobert et Trochu, et me dit : « Eh bien! Martimprey, êtes-vous content? » Je ne crois pas avoir, de ma vie, rendu un plus grand service à mon pays.

Je poursuis mon idée de préparer la marche de l'armée par Andrinople, pour se porter ensuite sur les Balkans, qu'on franchira, bien réuni, s'il y a lieu, dans de bonnes conditions de force et d'organisation, avec les plus grandes chances de succès.

Gallipoli, 1er juin 1854.

J'ai vu l'abbé Parabère; c'est un homme intelligent, d'une grande tolérance et sachant se faire agréer pour faire mieux. Il va voir les malades avec les poches pleines de bonbons et de bonnes paroles. Enfin, c'est un bon choix. Il est du grand quartier général.

Le maréchal de Saint-Arnaud est bien profondément atteint; il peut subitement mourir. Je pense que le général Canrobert a des lettres de commandement en poche.

Digitized by Google

Gallipoli, 11 juin 1854.

La Russie est, partout et en tout, désappointée dans sa conduite. Elle n'a pas même poussé suffisamment vite ses opérations. Elle pouvait si bien nous surprendre dans notre faiblesse et notre impuissance. Ce n'est plus cela.

Varna, 2 août 1854.

Quelle grande fonction que celle d'un chef d'armée et de son chef d'état-major, qui statuent sur le sort de milliers d'hommes, qu'on épargne ou dont on compromet la destinée, suivant qu'on juge bien ou mal. Et quand on songe à toutes les pauvres mères et aussi à toutes les pauvres femmes!

Varna, 20 août 1854.

J'ai vu manœuvrer un bataillon turc; les braves gens faisaient d'assez bonne besogne. Quand ils ont vu que je les regardais, le chef de bataillon a voulu faire de la science pour un carré oblique. Hier, je suis allé à l'hôpital; je causais avec le médecin; il m'a montré un malade qu'il pense tirer d'affaire; je suis allé m'asseoir auprès de lui. « Comment allez-vous? » — « Bien mieux, docteur. Ah! c'est Monsieur le Général! Ah! c'est mon général! Pardon. J'ai été si malade, mais ça fait un si grand plaisir de se voir revenir. Ah! je suis bien content, mon Général. » Je lui ai mis doucement la main sur la tête comme caresse et lui ai dit adieu. Je n'ai jamais vu pareille satisfaction. Tous les malades, d'ailleurs, aiment à être ainsi visités, et j'aime, à cause de cela, à aller les voir de temps à autre. Ils ont vu arriver avec bonheur huit sœurs de charité, presque toutes très jeunes. En voyant la plus jeune soutenir la tête d'un pauvre diable de moribond pour le faire boire goutte à goutte, j'ai été tout ému, bien naturellement. Quelle charité! Quelle merveilleuse influence du christianisme.

Balaklava, 29 septembre 1854.

Le maréchal est mourant; atteindra-t-il vivant le Bosphore? J'en doute beaucoup. Il m'a pris aujourd'hui lon-

Digitized by Google

guement la main et a fait un effort pour m'embrasser; il l'a fait longuement. Il avait dit à ses officiers : « Est-ce que Martimprey n'a pas l'air triste? Je ne lui témoigne pas assez d'intérêt, lui qui me rend tant de services, qui ne prend pas de repos. N'est-il pas accablé et fatigué? »

PIÈCE N° 2

Notes relatives à la guerre de Crimée (septembre 1855).

Après la prise de Sébastopol, l'Empereur Napoléon III, continuant à former des plans de campagne, exprima au maréchal Pélissier son désir de voir les armées alliées s'emparer de la Crimée. Il pensait qu'il suffisait pour cela d'occuper Simféropol. Il voulait ensuite qu'on évacuât toute la péninsule, en conservant seulement Sébastopol.

Ce fut pour donner en partie satisfaction aux projets de l'Empereur que le maréchal Pélissier fit occuper Eupatoria et Kinburn.

Quant à la conquête de la Crimée, il savait qu'il aurait fallu d'abord s'emparer de la forte position que l'armée russe occupait à Mackensie.

Pour répondre sur ces divers sujets aux idées émises par l'Empereur et par son ministre de la guerre, le maréchal demanda au général de Martimprey de faire étudier un certain nombre de questions, que le chef d'état-major général traita lui-même. Ce travail donna lieu aux notes suivantes.

Peut-on sûrement évacuer la Crimée? Comment et combien de temps faudrait-il?

Cette opération entraînera avec elle des sacrifices de matériel et d'hommes, lorsqu'on devra évacuer le dernier réduit.

L'évacuation totale et finale exigerait l'abandon des ports de Kamiesch et Kasack, dont la possession semble se lier, comme point de relâche maritime et comme réserve de troupes, avec l'occupation de Kinburn et de Jénikalé, dont

Digitized by Google

la grande importance est incontestable. Si l'évacuation devait avoir lieu, elle exigerait la création des réduits indiqués par M. le général Vaillant. Il faudrait plus de six mois pour embarquer les 35.000 chevaux, les 150.000 hommes, le matériel de guerre et les excédents d'approvisionnement, le matériel d'ambulance, de tentes, etc. Il faudrait laisser ou incendier le baraquement. Un certain nombre de pièces de gros calibre, destinées à l'extrême défense, devraient être abandonnées. L'armée de Crimée appelle de ses vœux d'autres destinées que de combattre sur une terre aussi triste que cette presqu'île, et la perspective de faire la guerre sur un autre théâtre plus favorable empêcherait que l'effet moral d'une évacuation totale fût fâcheux chez nos soldats. Mais il n'en serait pas moins un grand triomphe pour l'armée opposée de nous voir nous retirer, bien que nous ne leur laissions de Sébastopol qu'un amas de ruines. D'après ces considérations, il y aurait à conclure que l'idée de l'évacuation de la Crimée doit être rejetée.

Combien d'hommes faut-il pour défendre les positions qu'occupent les alliés à Sébastopol?

Il faut 70.000 hommes tant que Balaclava ne sera pas évacué, et après, 60.000 hommes dont 48.000 d'infanterie. Les garnisons de Kinburn et de la presqu'île de Kertch ne seraient pas comprises dans ce chiffre. Dans cette condition, en organisant la défense des monts Fédioukine et du plateau de la Chersonèse, depuis Inkermann jusqu'au monastère Saint-Georges, avec le grand réduit déjà armé de Kamiesch, on peut se regarder comme tout à fait à l'abri des efforts que tenterait l'armée russe, fût-elle encore augmentée. Elle serait obligée de recourir aux attaques régulières d'un siège. Elle se mettrait à dos une rivière qui n'est pas sans difficultés à franchir. Elle verrait s'augmenter les embarras sérieux qu'elle a déjà pour vivre à hauteur de Simféropol et de Batchi-Seraï. Il lui faudrait faire venir un parc de grosse artillerie. Il est probable que l'armée russe renoncerait à être offensive et qu'elle serait réduite de forces. Cependant, cette réduction ne pourrait être telle que

Digitized by Google

nos 60.000 hommes vinssent à suffire pour se porter en avant. Nous ne devrions pas cesser d'en augmenter les moyens comme artillerie de campagne et transport. Cette menace forcera les Russes à maintenir sans grande modification leur état militaire en Crimée, qui, avec des charrois par terre, pour tout apporter à leurs troupes dans un pays épuisé, est très onéreux pour eux. Il n'est pas permis d'en douter.

Peut-on attaquer les Russes de Simféropol à Mackensie?

Si on l'eût cru possible, on l'eût fait depuis longtemps, et surtout depuis la prise de Sébastopol. Les Russes ne cessent d'augmenter les défenses sur toute cette ligne. Ils y ont multiplié les batteries de gros calibre. Ils savent si bien la valeur de cet obstacle, qui nous empêche de les joindre, que d'Inkermann à la Belbeck, ils n'ont, sur le plateau, que deux divisions, 20.000 hommes. Le reste de l'armée se trouve concentré vers l'Alma, avec des détachements vers Eupatoria et vers Kafa. Cette concentration sur des positions centrales, en vue desquelles il nous faut nous mouvoir, pour ne rencontrer dans toutes les directions que des champs de bataille préparés, sur lesquels on ne débouche que par des défilés étroits, à travers des bois, sans une grande route à notre disposition, cette concentration, disons-nous, donne à la position défensive de l'ennemi une puissance qui rendrait surhumaine la tentative de s'y heurter de front, de Mackensie à Simféropol.

On ne peut même pas compter qu'on y produirait une diversion utile. La démonstration du général de Salles, avec 30.000 hommes, n'a rien produit, et s'il eût fait davantage, il eût, sans utilité, compromis ses têtes de colonne dans des entreprises autant et plus difficiles que les assauts du 8 septembre.

Peut-on faire d'Eupatoria la base d'une large opération?

Non. Eupatoria n'a pas assez d'eau pour qu'on y réunisse 80.000 hommes et 25.000 chevaux. Eupatoria n'offre, à trois marches de distance, que des puits rares et profonds, ce qui ôte l'espoir de réussir, par des sondages, à atteindre

Digitized by Google

la couche d'eau et à y créer de nouvelles ressources. Eupatoria est entouré par des steppes; ses grandes plaines donnent tout l'avantage à un ennemi habile à manœuvrer en rase campagne, riche en artillerie et en cavalerie et posté sur les eaux, dans des positions préparées, où, comme il l'a fait déjà pour le général d'Allonville à Tchobatar, il nous attendra haletants et fatigués. En pareilles conditions, une affaire douteuse, une retraite forcée, avec 10 lieues sans eau pour regagner Eupatoria, serait un événement bien grave. A la première pluie, les steppes sont impraticables; elles sont sous bois, et à Old-Fort nos troupes ne faisaient que difficilement la soupe. Si c'était pour un jour? Mais la concentration de 80.000 hommes à Eupatoria sera nécessairement longue. Les habitants des steppes se servent pour combustible de la fiente desséchée. Dans ce triste pays, il faudra tout porter avec soi. On n'aura pas même l'avantage de conduire, à la suite de l'armée, les troupeaux nécessaires à la subsistance. Ces troupeaux, après les traversées, se traînent à peine. Pour 80.000 hommes, il en faut 300 par jour. A leur défaut, il faut porter de la viande conservée. Le poids de la ration du soldat dépasse alors un kilogramme par jour. Il faut, par cheval, 5 kilogrammes d'orge. C'est donc, pour 80.000 hommes, 800 quintaux; pour 25.000 chevaux, 1.000 quintaux. En n'emportant que huit jours de vivres par les transports, c'est 6.400 quintaux d'une part, 8.000 quintaux de l'autre. Soit 14.400 quintaux, qui exigent 14.000 mulets ou chevaux de bât, ou en voitures de train (à raison de 109 quintaux de charge), 1.440 voitures. En voitures du pays, et nous n'avons pas celles achetées par l'administration, il faudrait doubler ce chiffre. Voilà pourtant le simple sommaire des difficultés que l'on aurait devant soi à Eupatoria, en admettant même que ce puisse être la base d'une large opération. Autre est la position des Russes, qui ont de grands dépôts à Tchougar et Pérékop, à Batchaï et Kara-Bazar, à Simféropol et Batchi-Seraï. De plus, ils tiennent deux villes, dont la ruine est préparée si nous devions y parvenir. Ils sont sur les cours d'eau, qui seuls supportent bien, en effet, des réunions de troupes. Que de désavantages pour notre offensive dans cette série

Digitized by Google

d'obstacles! Que d'avantages pour la défensive par les Russes, si soigneux à préparer leur échiquier de défense par de grands travaux de campagne. Il est certain que nous retrouverions à l'improviste ce que le général d'Allonville a rencontré à Tchobatar. La guerre est toujours malheureuse dans un pays qui ne peut nourrir l'armée qui envahit.

Pour terminer, il faut dire qu'Eupatoria n'offre qu'une dangereuse rade, où les communications avec la terre sont difficiles et souvent interrompues.

Peut-on transporter à Kafa la base d'une large opération?

Ici, le port est favorable, les eaux sont, dit-on, plus abondantes. A part cela, c'est déplacer la question pour marcher plus directement à la solution. Ce sera une aventure où nous jouerons l'honneur de nos armes dans des conditions défavorables. Les positions défensives de l'ennemi y sont bien dessinées. La question de faire vivre l'armée reste encore difficile. La distance à parcourir pour atteindre le nœud de routes à Simféropol est plus longue que d'Eupatoria. Elle en est le double, c'est-à-dire qu'elle est de huit marches de 12 à 14 kilomètres, ce qui est tout ce qu'on peut faire. Ici, la grosse affaire de transports de vivres se fait encore plus grave. Avec les nombreux Cosaques dont dispose l'armée russe de Crimée, les convois et les parcs de réserve doivent forcément être escortés. Il ne faut pas compter, dans un changement de base, qu'on dérobera à l'ennemi la connaissance de ses projets. A Old-Fort, il nous a fallu cinq jours pour nous constituer, et nous n'avions ni cavalerie, ni artillerie de réserve, ni transports. Les armées alliées anglaise et française formaient entre elles 50.000 hommes. Pour tenter de parvenir au cœur de la Crimée, il faudrait conduire le double et en artillerie, train et cavalerie plus que le double d'alors. Il faudrait quinze jours avant de pouvoir marcher et encore tout ne serait pas assuré à la base.

Enfin ne comptons-nous pas trop sur la facilité d'un débarquement devant l'ennemi? Jusqu'à présent, nous avons

Digitized by Google

réussi par surprise dans ces opérations si délicates, et dans lesquelles l'incertitude du temps nous a donné chaque fois de vives inquiétudes, forcés que nous avons été d'interrompre la mise à terre du personnel et du matériel. Comme à Old Fort, comme à Kinburn, la fortune nous a souri. Prenons garde à ses retours.

Peut-on investir la Crimée, c'est-à-dire, poster 30.000 hommes au haut de la flèche d'Arabat et 60.000 à Pérékop?

La marine répond qu'il n'y a pas d'eau pour aborder à Pérékop. La mer d'Azow, peu profonde, rend difficile le transport, par des petits navires, de 30.000 hommes à Jénicheik. Cette dernière opération, qui menace la communication principale des Russes et qui *n'engage pas à s'éloigner de la côte*, peut être d'une grande importance. Des renseignements sont auparavant nécessaires.

Peut-on prendre Nikolaïef et Kherson?

C'est se rejeter dans les éventualités du siège de Sébastopol que de le tenter. Ces places sont d'un investissement difficile par la nature de leur situation. De grands cours d'eau y feront arriver jusqu'à proximité du moins tous les renforts de toute espèce. De fortes réunions de troupes s'y approvisionnent déjà. Il faut courir les chances d'un débarquement à Ortschakoff et à Stanislaw, se faire une base comme l'exige un siège, livrer une ou plutôt plusieurs batailles, la mer à dos. C'est trop chanceux. Mieux vaut neutraliser ces deux places et la marine qu'on y pouvait créer, par une augmentation de valeur de la place de Kinburn, qui ferme le cours du Dniéper et du Bug.

Peut-on porter 100.000 hommes en Bessarabie et se maintenir avec avantage derrière le Dniéster?

Le rivage est [illegible] ort, sans grande place de dépôt existant ou à cr[illegible] lement. Ce sont de mauvaises con- [illegible] our [illegible] vant 100.000 hommes destinés à se

Digitized by Google

Notes relatives à la guerre d'Orient (25 novembre 1855)

Peut-on faire la conquête de la Crimée?

La Russie a en Crimée une armée d'environ 140.000 hommes. Ils se tiennent sur la défensive dans des positions que la nature et l'art ont rendues redoutables. Ils ont échelonné leurs dépôts de vivres en arrière des points de concentration, qui, de longue main, ont été parfaitement bien choisis; leurs lignes d'approvisionnement et de retraite sont assurées.

Les Alliés reçoivent par la mer tout ce qui les fait vivre. Le pays ne leur fournit rien et ne peut rien leur fournir. Les Tatars de la vallée de Baïdar vont acheter du grain à Constantinople sous notre protection. Ceux de l'intérieur vont au marché de Simféropol pour s'approvisionner, avec la permission de l'autorité russe; sans cela ils seraient réduits à la famine.

Les Russes reçoivent tout par charrois, la mer leur étant interdite et la Crimée n'offrant aucun cours d'eau qui puisse aider à leurs transports.

Leurs recrues leur arrivent par de longues lignes d'étapes. Les pertes de la route sont considérables; mais ce qui arrive a déjà acquis beaucoup, comme habitudes de campagne.

Sur 1.000 hommes embarqués en France pour la Crimée, l'armée en reçoit 998. Plus tard, la vie du camp et les travaux font justice des faibles. Cependant, il faut se bien convaincre que notre armée, dont les anciens soldats sont restés si longtemps dans les tranchées, qui est du reste en partie renouvelée par des jeunes gens, qui demeure enfermée dans un espace limité où elle ne fait pas de marches longues et fréquentes, n'est pas en haleine. Si l'on fait le moindre déplacement, les régiments laissent beaucoup de traînards. Les effectifs subiront une réduction considérable aux premiers jours d'une campagne active. Dans l'état où ils sont, les hommes ne peuvent porter plus de trois à quatre jours de vivres. Le gros calibre des armes portatives a l'inconvénient que, pour un même nombre de cartouches, on charge la giberne et le sac beaucoup plus qu'avec des calibres plus

Digitized by Google

petits. Les Anglais ont une arme de petit calibre dont on vante la portée et la justesse. Il y a là un point digne d'attention, qui ne s'arrête pas au fusil. Ainsi les obusiers-canons dont l'effet est admirable sont lourds pour six chevaux et le volume et le poids du projectile rendent les munitions difficiles à entretenir sur le champ de bataille.

Nos voitures du train, montées sur des ressorts, ne sont pas susceptibles de faire un bon service dans les mauvais chemins de la Crimée. Il y aurait là à la suite de quelques jours de marche, surtout avec de la pluie, un grand mécompte; et cependant il ne faut pas oublier que nous n'avons à compter que sur nos propres moyens de transport, si nous voulons porter nos efforts dans l'intérieur. Les conditions de la puissance de ces transports, de leur facilité d'action et de mouvement, de leur entretien, doivent être très sérieusement examinées avant d'entreprendre. C'est là la plus grande difficulté de toutes; car il faudra pourvoir à tout. Partout la destruction est préparée. Les dépôts sont entourés à l'avance de matières inflammables. Il ne faut compter que sur soi. On ne trouvera même pas de population à Batchi-Seraï et à Simphéropol. Ces villes seront incendiées. Déjà les archives, les administrations, les habitants riches, les Juifs et même les Tartares notables ont été acheminés vers la Russie méridionale. C'est ce qui doit faire beaucoup réfléchir avant de donner pour objectif à une armée de 140.000 hommes la conquête d'une terre qu'on ne saurait même occuper qu'avec des sacrifices qu'aucune compensation ne motiverait. N'y a-t-il pas même à redouter quelques revers devant un ennemi qui se reploie sur ses ressources et qui est préparé à combattre avec tous les avantages que peut offrir une bonne ligne de retraite.

Notes relatives à la guerre de Crimée (décembre 1855)

Effets d'hiver.

Le 1er décembre, on expédiait encore de l'artillerie de campagne en Crimée.

Docks de Sébastopol. — Leur destruction à hâter. A quoi bon la conduite d'eau qui les alimentait, puisque Sébastopol

Digitized by Google

ne peut ni ne doit être occupé? Toute cette conduite, qui a été très coûteuse et très difficile à construire, doit être détruite. C'est retarder d'autant le rétablissement de Sébastopol comme établissement maritime.

Forts de la partie Sud (Sébastopol). — Nicolas, la Quarantaine, Alexandre; quais en granit, grandes terrasses, remparts de terre et de mer, tout doit être anéanti.

Forts du Nord. — Ne peut-on les endommager beaucoup avec les batteries établies sur la rive Sud? Il est à craindre qu'on obtienne des résultats incomplets; alors mieux vaudrait ne rien faire.

Quelques navires et barques ont été échoués par les Russes sur la rive Nord du port. Il y aurait avantage à les incendier.

Chaloupes canonnières dans le Danube et dans le Bug. Y veiller.

Occupation de la Crimée.

Le port de Sébastopol, ceux de Strelitzka, Kamiesch et Kasach, donnent à la Crimée toute son importance. Le port de Sébastopol est actuellement fermé par des obstacles et battu par les feux des batteries russes et françaises. Ceux de Strelitzka, Kamiesch et Kasach suffisent aux besoins de la marine militaire et de la marine marchande, dont les armées de Crimée exigent le concours. Balaclava dessert les camps anglais, les Sardes et une partie de nos troupes campées sur la Tchernaïa. Les fortifications de campagne qui couvrent ce dernier port exigent, pour leur défense, 15 à 20.000 hommes. Les fortifications de campagne qui doivent ajouter à la force naturelle du plateau de la Chersonèse, du monastère de Saint-Georges au fond de la rade de Sébastopol, vis-à-vis d'Inkermann, exigent pour leur défense 40.000 hommes. On pourrait renoncer à Balaclava et avoir encore tous les éléments maritimes comme mouillage et facilités de débarquement pour la grande place de dépôt que formerait la Chersonèse.

Eupatoria est sans valeur comme rade. Comme base d'opération, l'eau y est rare sur place et pour se porter dans quelque direction que ce soit, cette même rareté est encore le

Digitized by Google

grand obstacle. En s'avançant dans les grandes plaines qui entourent cette place, on donne tous les avantages à l'ennemi, habitué à manœuvrer sur de grandes lignes, puissant en artillerie et en cavalerie, bien autrement que les alliés? Eupatoria doit être abandonné.

Kinburn ne saurait être gardé avec trop de soin. Il faut y faire de grands approvisionnements de gabions, de sacs à terre. Y multiplier le gros calibre. Il convient d'y envoyer un général de brigade bien connu.

La presqu'île de Kertch, ou pour mieux dire le détroit de Jénikalé, doit être toujours bien gardé.

Un débarquement à Théodosia y donnerait toutes les peines qu'entraîne la formation d'une base, la réunion d'une armée, de ses approvisionnements. Les Russes seraient bientôt en forces devant cette place. Pour en déboucher, on éprouverait de grandes difficultés, car les positions défensives se multiplient pour les Russes, quand on se dirige du sud-est au nord-ouest. Viendront alors les difficultés de faire suivre de ses vivres, de ses ambulances, de ses parcs de réserve une armée qui ne saurait être moindre de 80.000 hommes, de 200 bouches à feu, de 6.000 cavaliers. Il ne faut pas oublier que nous nous avancerons dans un pays sans ressources, que pour la viande nous n'aurons que des troupeaux réunis à grande peine par des achats lointains, et qui arrivent après une navigation plus ou moins longue, épuisés de fatigue et ne pouvant marcher. Alors il faudrait porter du lard ou de la viande salée ou de conserve. C'est une des difficultés dans un pays qui déjà n'a plus de ressources et que les Russes, en se retirant, dévasteront encore par l'incendie des villes et des villages. Quant à leurs magasins, il ne faut pas compter que nous en profiterons. Leur destruction par le feu est déjà préparée. Quant aux fourrages, on pourra trouver de l'herbe, mais non pas de l'orge, car, dès à présent, les Russes sont obligés de venir en aide aux Tatars pour leur assurer du grain, et ceux qui sont dans nos lignes vont en acheter à Constantinople.

Il ne faut pas faire le siège d'Arabat; mieux vaudrait alors courir les risques d'une campagne en Crimée. Le succès de

Digitized by Google

cette campagne ferait tomber cette petite place, qui n'a pas d'importance véritable, quand la mer d'Azow n'a plus à flot une seule barque russe.

Pour chasser les Russes de Crimée, où ils comptent 140.000 hommes, il faut laisser 60.000 hommes pour couvrir les bases de Balaclava et de la Chersonèse. Il faut mettre en mouvement au moins 140.000 hommes par Théodosia, garder une menace de 30.000 hommes par Eupatoria. Ainsi seraient absorbées les armées alliées française, anglaise et sarde, et il n'y aurait rien de possible pour opérer en Asie, où les Russes ont grand besoin d'être appuyés pour reconquérir Kars et où il est si important de combattre les Russes dans leurs possessions au sud du Caucase. C'est là qu'est le véritable objectif de l'armée anglaise. Elle y peut suffire avec les Turcs.

Soixante mille hommes sur la Chersonèse et à Balaclava forceront les Russes à maintenir leur armée en Crimée, si, pour l'honneur de leurs armes et dans un intérêt politique, ils tiennent à conserver cette presqu'île. Il est important de neutraliser ainsi l'une de leurs armées, et la meilleure, soit que l'on opère en Asie, soit que l'Autriche entre elle-même en action et que des efforts soient dirigés vers la Baltique.

Au contraire, l'expulsion de la Crimée de l'armée qui s'y trouve ne ferait que donner à la Russie des moyens plus puissants sur d'autres points. Elle nous lègue une occupation difficile.

Admettons que cette armée subisse de grosses pertes, ce n'est pas là ce qui décidera de la paix. La Russie n'a plus rien à perdre en Crimée depuis qu'elle y a perdu Sébastopol.

Si on occupe la Chersonèse comme place de dépôt et en tout cas, il faut y créer des jardins pour les ambulances et pour la troupe, si on peut. Il faut y semer de l'orge, enfin, y rendre la vie meilleure que ne l'a permis jusqu'à présent ce plateau dénudé.

Il est bien à regretter qu'on n'ait pas fait de Kamiesch au col de Balaclava un chemin de fer. C'eût été une économie immense. Si la guerre doit durer encore une campagne, c'est

Digitized by Google

une chose à faire. Il est facile de le prouver avec quelques chiffres. La question de chauffage à assurer sur le plateau par des apports de mer rendra cette mesure presque indispensable. Les transports ordinaires n'y suffisent pas. (Dans les steppes, le chauffage se fait avec de la fiente desséchée, qu'on emmagasine.)

Général DE MARTIMPREY.

PIÈCE N° 3

Correspondance d'Italie, 1859 (Extraits).

Verceil, le 31 mai 1859.

... Je rentre d'une course à Palestro. Le canon se faisait entendre de ce côté. Aussitôt après déjeuner, l'Empereur est monté à cheval. Quand nous sommes arrivés, tout était fini, les Autrichiens en pleine retraite. Les zouaves ont ajouté un nouveau fait d'armes à ceux qui déjà les honorent; mais celui-ci semble dépasser ses prédécesseurs. Avec de pareils soldats, et tous les autres qui veulent les égaler, il n'est pas douteux que, Dieu aidant, de bonnes dispositions nous donneront la victoire.

Brescia, le 21 juin 1859.

Il était à supposer que les Autrichiens tiendraient ces fameuses positions de la Chiese, dont tous les mémoires militaires sont remplis. Au contraire, ils les abandonnent, et nous allons les occuper sans coup férir. Ils se sont reportés en arrière, sur Peschiera, Pozzolengo, Volta et Goïto, ayant derrière eux le Mincio. Ils sont réorganisés et doivent être nombreux, mais nous n'avons rien à leur envier. Ils chercheront peut-être à menacer notre flanc gauche, c'est leur jeu; nous jouerons le nôtre.....

... J'ai bien à me louer de la manière d'être de l'Empereur, de la manière dont il m'emploie. Je ne cherche pas à percer les intentions de ce caractère bon, mais impénétrable dans sa volonté inflexible. J'en suis toujours à ma devise:

Digitized by Google

« Il vaut mieux mériter pour obtenir, qu'obtenir sans mériter, et avec une volonté constante et forte, quand on mérite, on finit toujours par obtenir. »

Tout continue à très bien aller avec le maréchal Vaillant. Je crois qu'il s'accommode bien de son aide-major général, qui, assurément, prend bien à son compte tout ce qu'il peut prendre; mais le maréchal conserve un certain ordre de relations auxquelles je ne suis pas préparé et où sa personnalité élevée, comme maréchal, donne un poids nécessaire.

Valeggio, le 2 juillet 1859.

... Quelques mouvements s'opèrent ce matin pour occuper Villafranca, Séminara, Campagna et Castelnuovo, tandis que les Sardes complètent l'investissement de Peschiera. Demain, le prince Napoléon, qui, de sa personne, a couché ici, aura rallié l'armée avec son corps, qui ne compte pas moins de trente mille hommes, dont 10.000 Toscans. Les Autrichiens sont près de Vérone, du moins leurs masses. Venise va avoir la visite de l'amiral Bouët-Willaumez, avec un corps de débarquement.

Nos hommes vont bien, malgré la grande chaleur. Ils font campagne en logeant constamment dans des maisons; c'est bien doux.

Desenzano, le 14 juillet 1859.

... Je compte arriver ce soir à Milan. On dit que l'Empereur ne fera qu'y coucher, que demain il ira coucher à Turin, pour, de là, gagner la France. Nous resterons, avec le major général, à Milan pendant quelques jours, pour achever de donner aux troupes leur direction sur les lignes d'étape. Il y a beaucoup de choses administratives aussi à régler. Je suis obligé de les provoquer du maréchal, qui, de fait, en est le juge. J'espère pourtant que nous ne ferons pas la longue arrière-garde de Crimée.

... Je dois à l'Empereur d'avoir fait, hier soir, une charmante promenade sur le lac de Garde, jusqu'à Sermione, où Catulle a habité; plus récemment, le Dante, exilé à Florence. La nuit était magnifique, la lune pleine illuminait cette scène silencieuse, car la conversation s'arrêtait sou-

Digitized by Google

vent, comme si chacun avait voulu penser. Il était 10 heures et demie quand la barque nous a rendus à la plage infecte de Desenzano. Après l'air pur du lac, c'était plus sensible encore. A midi, lancement d'une des six canonnières en construction. L'Empereur les a données au Roi.

Milan, le 29 juillet 1859.

J'ai vu le maréchal Vaillant; les généraux Lebœuf et Frossard étaient là. Il leur a dit qu'il écrivait pour demander à ce qu'ils fussent avec moi appelés à Paris pour la fête (1); que, quant à lui, il n'avait rien fait et n'avait pas à y paraître. Les deux généraux partis, il m'a pris à part et a commencé ainsi : « Voyez-vous, il faut être franc »; c'est sa formule familière quand il a à vous mettre au courant de quelque petit travail caché. « Vous désirez revoir votre femme et vos enfants; il vous sera agréable de rentrer en France plus tôt que plus tard assurément; moi, je n'ai pas d'enfant. Rien ne me presse de rentrer en France. J'ai écrit à l'Empereur pour lui dire que, s'il jugeait ma présence utile ici, il m'y laissât sans crainte de me contrarier. Je ne vois pas ce qu'il ferait de moi; enfin, c'est mon idée. Y voyez-vous des inconvénients? Vous m'arrangeriez un état-major. Jarras est bien au fait, n'est-ce pas? » Je n'avais qu'à dire oui à tout et fort sincèrement. Je crois que le maréchal a écrit dans la journée et je suis même certain qu'il l'a fait pour Lebœuf, Frossard et moi. Pour lui, c'était chose faite et la réponse ne peut tarder. Il est revenu sur le comité. — « Vous avez demandé, m'a-t-il dit, quelque chose de bien modeste, de bien au-dessous des services que vous avez rendus et de la position que vous avez occupée. Je comprends que ce soit sage de votre part et d'accord avec ce qu'exigeait le soin d'éducation de votre famille. Il me semble qu'on fera plus. Il est bon que vous soyez là-bas. Il n'y a plus de raison pour que vous restiez séparé de vos affections. » — Voilà beaucoup de bonté; j'en suis souvent embarrassé.

(1) La fête du 15 août 1859.

Digitized by Google

PIÈCE N° 4

Correspondance de Paris et d'Algérie, 1859.

(Extraits)

Paris, lundi 15 août 1859,
6 h. ½ du matin.

L'Empereur m'avait dit aux Tuileries, quand je lui ai parlé après la revue, pour prendre congé, qu'il me reverrait le soir. En effet, le soir, Sa Majesté est venue pour présider le banquet avec l'Impératrice. Il a traversé les rangs des convives, et, après m'avoir demandé des nouvelles d'Auguste, il m'a serré la main d'une manière plus expressive qu'il ne l'a fait jamais, son visage respirant une très grande bienveillance, je puis dire affectueuse. On est allé dîner.

Il était 11 heures et je ne pensais qu'à m'aller coucher, quand l'Empereur, qui déjà était venu me parler au sujet d'un colonel qu'il croyait général, s'est dirigé vers moi et m'a questionné sur la situation en Italie, sur la position du maréchal Vaillant, sur la durée probable de l'occupation, questions que le ministre des Affaires étrangères avait amenées quelques instants auparavant, lorsque j'étais allé le saluer. Bientôt, l'Empereur a changé le tour de la conversation pour me la rendre personnelle. — « Qu'allez-vous faire? » m'a-t-il demandé. — « Ce que voudra Votre Majesté. » — « Dites ce que vous voulez; vous m'avez rendu de trop grands services pour que je puisse ne pas les reconnaître, et je tiens à vous donner, en outre, en cela, un témoignage de toute l'amitié que j'ai pour vous. » — « Sire, ai-je interrompu, cette amitié restera ma meilleure récompense, et que Votre Majesté me permette de l'assurer de mes sentiments de respectueuse affection. Pour ce qui est de mes intérêts, je les remets entre ses mains et je suis à ses ordres. » — Ces façons n'étaient pas sans intention; en fait de position, ce qu'on vous donne vaut toujours mieux que

Digitized by Google

ce qu'on sollicite. Après une pause, l'Empereur a repris : « Mon désir serait de vous envoyer commander en Algérie. Vous connaissez mon intention d'avoir désormais une armée toujours organisée par divisions, avec tous les moyens d'action pour celle-ci. Nous venons de faire l'expérience de cette nécessité et je ne veux plus y être pris. » — « Sire, je sais vos intentions et je serai heureux d'aller à Alger pour en être l'instrument; mais j'ai deux choses à vous demander : que, dans les actes officiels, fonctionnaires militaires et fonctionnaires civils reprennent leur rang de désignation, conformément aux décrets; que l'armée d'Algérie, dont il faut soigner la tenue et la discipline, ne soit plus le réceptacle obligé de toute l'écume de l'armée. » — L'Empereur a acquiescé, après quelques explications.

Biarritz, le 14 septembre 1859.

... J'ai rencontré le ministre, M. de Chasseloup, au chemin de fer, et nous sommes venus ensemble de Bordeaux à Bayonne. J'ai été enchanté de cette rencontre, qui m'a permis de sonder mon terrain et d'y jeter quelques jalons.

... L'Empereur nous a fait prévenir le soir même d'aller chez lui ce matin. J'ai eu une assez longue conversation avec Sa Majesté. Je lui ai dit les difficultés d'une manière sommaire. J'ai à peu près arrangé les questions de commandement.

Quant au ministre lui-même, il ajourne au printemps sa visite à l'Algérie, et qui sait d'ici là ce qu'il en sera de son ministère, si les choses ne prennent pas une marche autre que celle de ces derniers temps! Enfin, je tâcherai en tout cela d'aller droit mon chemin, comme jusqu'ici.

Sur le Kyss, le 24 octobre 1859,
et oued Sidi-Mohamed-Ouberkan, le 26 octobre 1912.

.....

Demain matin, je quitte le Kyss avec la division Yusuf, pour rejoindre le général Esterhazy. Après-demain, le gé-

Digitized by Google

néral Desvaux nous ralliera avec la cavalerie, et nous serons au complet pour agir. Grâce à Dieu, nous allons infiniment mieux. Après le général Gastu, un autre malheur se prépare : le général Thomas, qui était malade depuis plusieurs jours, donne les plus vives inquiétudes. Il m'avait donné de grands sujets de désirer que son commandement passât au général Deligny, et je le lui avais déclaré il y a quatre jours; son état actuel me fait regretter de n'avoir pas plus tardé à faire cette déclaration. D'ailleurs, j'ai joué de malheur ces jours-ci : le colonel Lafond, du génie, venu très malade à la colonne, a succombé, et j'ai vu dans les mêmes conditions le général de Linières et deux colonels obligés de rentrer dans l'intérieur, à Nemours. Ils vont bien, heureusement, à présent. Le lieutenant-colonel de Contencin était très mécontent que je le laissasse à Oran. Je suis bien aise qu'il y soit, d'autant que l'épidémie y est finie. Ce sont les épreuves du commandement.

Il est impossible de trouver des soldats mieux disposés que ceux de ma petite armée. Quels gens! Que de dévouement! Combien j'ai été aidé par le général Yusuf, par le général Borel, par le colonel Renson et par bien d'autres! J'ai été aussi très content du commandant Mircher et du capitaine de Crény. Ce soir, j'entends chanter de tous les côtés. Hier, après mon départ de la colonne Esterhazy, les Kabyles ont voulu attaquer; on leur a mis 15 hommes par terre. Pendant cela, le général Deligny reconnaissait pour notre mission une route excellente; nous sommes donc en bonne voie....

.....

26 octobre, oued Sidi-Mohamed-ou-Berkan.

... Notre marche d'hier s'est très bien faite. Ce soir, le général Desvaux me rejoint avec toute sa cavalerie. J'ai mes magasins formés et couverts par des relèvements de terre. Demain, j'attaquerai enfin les Beni-Snassen dans leurs montagnes. Tous les ordres sont donnés et chacun est d'un entrain de bon augure. La santé est revenue comme par enchantement; cette vilaine tourmente cholérique est finie,

Digitized by Google

non seulement ici, mais dans toute la province d'Oran. Cela me soulage le cœur. Le général de Liniers et d'autres officiers malades sont hors d'affaire. Mon brave Hadj-Hassan, que j'avais mandé à Nédroma pour mon passage, a été enlevé; mes prévisions pour le général Thomas se sont réalisées. Sur 15.000 hommes, j'ai eu plus de 2.000 malades, dont plus de 1.200 morts en cinq ou six jours. Cela m'a rappelé Orléansville, Alger et Varna. Il me manque une quinzaine d'officiers de différents grades. Malgré cela, les travaux de guerre et les marches n'ont pas été un seul jour suspendus, non plus que la marche de nos approvisionnements, bien que les Arabes convoyeurs fussent également atteints. Voilà de rudes débuts pour mon commandement en chef. J'ai fait venir deux prêtres; l'un de Magrnia, où il est curé, n'a pas été bien utile; l'autre, jésuite, a montré un grand dévouement. J'ai tenu les ministres de la Guerre et de l'Algérie au courant de la situation. Elles les aura assurément fort émus.

Hier, le chef des Beni-Snassen, Cheikh-Mimoun, m'a fait demander une entrevue. Je lui ai répondu que nous nous rencontrerions sur les sommets du Foghral, qui domine ses montagnes. Je connais la ruse de Cheikh-Mimoun, et si j'eusse commencé à négocier avec lui, mes soldats eussent eu les bras et les jambes cassés : une demi-réparation des agressions dont nous avons été victimes ne garantirait pas l'avenir. Je veux obtenir réparation par les armes, imposer des conditions qui laissent un tel souvenir que l'on respecte longtemps notre frontière. Il se peut que dans une douzaine de jours tout soit fini. Si j'ai raison des Beni-Snassen, comme je l'espère, j'aurai ensuite raison plus facilement des dernières résistances des bureaux du ministère de l'Algérie, afin de faire de mon côté ma situation, qui soit à l'abri des stupides théories qui, depuis un an, ont cours contre l'expérience. J'aurai ma bataille avec M. de Chasseloup-Laubat et je la remporterai, si toutefois le bon sens doit dominer l'erreur. Je ne demande qu'à avoir ma position militaire et politique bien nette et bien tranchée.

Digitized by Google

Aïn-Taforalt, le 28 octobre 1859.

... Je suis monté chez les Beni-Snassen hier, dans l'après-midi; notre succès a été complet, nos pertes légères : cinq ou six hommes tués, une trentaine blessés, dont trois officiers. Tout mon monde est content; on a laissé le choléra dans la plaine; les bivouacs couvrent un beau plateau; demain, j'y aurai des vivres pour douze jours. Le chef des Beni-Snassen, Cheikh-Mimoun, m'a écrit ce matin pour m'annoncer qu'il faisait sa soumission et me demander les conditions que je lui imposais. Je lui ai demandé 1 million 800.000 francs environ (125 francs par fusil). Il doit en avoir 15 à 18.000, mais sans doute il se rabattra à 12.000 fusils. Il devra me donner des otages, qui lui seront rendus après le paiement. Je ne lui réclame que cette réparation pécuniaire, autrement il ne s'agit ni de changement de frontière, ni de soumission, ni d'engagement. Toute la journée s'est passée sans un coup de fusil, ce qui me porte à croire que les affaires se traitent entre les représentants de la tribu. Si après demain il ne m'a pas été donné satisfaction, je livre au feu et au pillage les villages de Cheikh-Mimoun, comme j'ai fait aujourd'hui des Tagmas. Nous verrons : si les choses s'arrangent sans nouvelles rigueurs, dans huit jours je pourrai descendre de la montagne dans l'autre plaine. J'ai mes escadrons tout prêts, et, en huit jours encore, si la saison se tient favorable, j'en aurai fini. Je suis sûr, dès à présent, de ne plus trouver de résistance. Ce que nous avons fait hier nous a assuré un ascendant irrésistible. Il n'y aura plus de combat.

... L'aspect de cette montée de six kilomètres, couverte de Kabyles et fortifiée à chaque pas par des embuscades, avait quelque chose de sérieux. Une grande dégringolade de rochers, qui s'est opérée au pied du col, était d'un sauvage et magnifique effet. J'ai été bien content de mes compagnons Yusuf, Desvaux, Deligny, de celui-ci surtout. Mon successeur (1) est un brave homme qui n'a pas leur habitude

(1) Le général Walsin Esterhazy, successeur du général de Martimprey, à Oran.

Digitized by Google

de faire. Si tout va à mon gré jusqu'au bout, je demanderai avec instance à aller passer vingt-quatre heures à Paris pour voir l'Empereur. Il faut que j'en finisse avec les stupidités du ministère de l'Algérie, qui sont bonnes à tout mettre à l'envers, théories vaines voulant faire taire l'expérience. J'aurais raison, parce que j'ai pour moi les faits et le sens commun au lieu du droit commun, que le ministère de l'Algérie a pris pour devise depuis un an.

Aïn-Taforalt, le 1er novembre 1859.

... Tout va bien ici. Les Beni-Snassen soumis, les goums d'Oudjda m'ont fait demander le pardon. Je le leur ai offert au prix de 200.000 francs. Je refuse aux Maïa la même faveur, parce que ce sont les plus coupables. J'ai déchiré les lettres du caïd d'Oudjda, ne voulant pas avoir affaire avec lui. S'il se présente, je le renvoie à Tanger par mer. Après-demain, je laisse la cavalerie au sud d'ici, tandis que Desvaux se portera sur les lignes de retraite. Je suivrai avec l'infanterie; le 10, la campagne sera close. Fait extraordinaire, le prétendant à la couronne du Maroc m'envoie son fils aujourd'hui pour solliciter mon secours pour ressaisir le pouvoir héréditaire que Muley-Abd'Errahman a enlevé à son père. Tandis que ces succès se précipitent avec un bonheur qu'ont troublé malheureusement les pertes cruelles de cette armée (elles s'élèvent à 20 officiers morts et 2.700 soldats malades, dont 1.700 ont succombé), voici que le ministre de l'Algérie s'attaque à moi, n'osant plus le faire vis-à-vis du ministre de la Guerre. A la date du 16 octobre, il m'adresse des reproches fort durs, dissimulés par un langage mielleux, parce que je n'ai pas pris sa permission pour disposer des généraux sous mes ordres; parce que le général Deligny, qui n'a fait que traverser Paris, n'est pas allé le saluer. Puis viennent des observations, des refus sur les mesures que je propose. J'ai trouvé le moment favorable pour lui envoyer un ultimatum. Je veux une situation nette ou bien je résigne un commandement bâtard. J'ai écrit au ministre de la Guerre, qui s'attendait à ce que je serais

Digitized by Google

attaqué et qui m'avait dit de le prévenir pour qu'il vînt à mon aide. J'ai insisté pour partir pour la France, de Nemours, afin de savoir à quoi je dois m'en tenir.

Paris, le 3 janvier 1860.

Je trouve une énorme opposition à ce que je veux obtenir; cependant, j'ai déjà beaucoup gagné de terrain et je finirai par arriver à ce que les circonstances exigent. Chacun veut se ménager, et cela jusqu'à ne pas m'opposer de refus, sans, pour ce motif, en faire plus.

Paris, 4 décembre 1860.

.....

J'avais vu le maréchal Pélissier à 1 heure; le ministre de la Guerre m'a confirmé toutes choses. On ajoute à mon titre de sous-gouverneur général de l'Algérie « chef d'état-major général ». Je serai le chef des services militaires et des affaires arabes, le directeur général ayant les services civils; je crois que cela marchera. Le Maréchal m'a dit hier matin qu'on préparait le décret. Déjà, dans le public, mon maintien et ses conditions sont connus.

Je dîne ce soir chez le maréchal de Mac-Mahon en petit comité; les maréchaux Randon et de Magenta ont, je le crois, gros cœur.....

.....

Le maréchal Randon, que je remerciais de l'intérêt qu'il a mis en tout cela, m'a dit : « Croyez-le bien, rien de mieux n'était possible.....

.....

.....

.....

16 décembre au soir. — On trouve en hauts lieux que mon retour à Alger est quelque chose de fort louable, et on le désirait beaucoup dans l'intérêt du fonctionnement du nouveau système. L'Empereur ne m'a pas caché ce senti-

Digitized by Google

ment et m'a fait sentir son regret de n'avoir pu arranger les choses à mon complet bénéfice. Il m'a dit qu'il voulait me revoir avant mon départ, sans doute pour m'entretenir de la question générale, peut-être encore de ce qui me concerne personnellement. Je ne doute pas qu'il n'y ait chez l'Empereur beaucoup d'affectueux intérêt.....

Alger, les 3 et 4 septembre 1862.

.....

Hier, en arrivant à Alger, j'ai trouvé, m'attendant à l'hôtel, M. Mercier. Voici de quoi il s'agissait : une compagnie anglaise cotonnière nous offre tous les millions possibles. Elle a son principal représentant à Manchester, où la rareté du coton menace à la fois la prospérité du commerce et surtout l'existence de toute une population, déplorable spectacle au point de vue philanthropique. Il faut à tout prix faire du coton; l'Algérie s'offre pour cela. On veut d'ailleurs reconnaître tout le bien que l'Empereur a fait à Manchester avec le libre échange. M. Michel Chevalier, M. Cobden patronnent nominativement l'entreprise. Où trouver la terre? On l'a cherchée sur la Tafna, dans la province d'Oran; mais le général Deligny, qui ne voit pas qu'avantage dans ces grandes compagnies, au profit desquelles il faut avant tout troubler l'existence des indigènes, n'a pas beaucoup donné dans le projet. Et l'on me demande de tâcher d'exercer une influence pour obtenir du commandant de la division d'Oran qu'il arrange toutes choses. A sa place, assurément, je serais au moins aussi récalcitrant qu'il peut l'être; cependant, je n'ai pas refusé mon concours, et ce matin je rencontrerai M. Mercier, à 9 heures, chez le maréchal. J'y conduirai Mircher; le Maréchal lui donnera ses instructions. Il partira ce soir par le courrier pour Oran, reviendra avec lui et aura traité l'affaire avec son ancien général. Cela n'empêchera pas Mircher de partir, le 26, pour Tripoli, sur la corvette le *Narval*, mise à sa disposition pour lui tout seul et sa mission (1). Il ne nous

(1) Il s'agit de la mission envoyée auprès des chefs Touareg.

Digitized by Google

manque qu'un médecin; nous avons tout le reste : drogman, ingénieur des mines, etc. Le commandant Mircher doit déployer partout un grand luxe, une grande dignité; enfin, il emporte deux pancartes d'un mètre carré chaque, en français et en arabe, revêtues de la signature, du cachet du maréchal, grand traité commercial, amical, libéral, que doivent signer les chefs des Touareg, qu'ils sachent écrire ou non. Excellent homme! Quelle foi dans son entreprise. Il mériterait cent fois de réussir.

Alger, le 3 octobre 1862,
vendredi soir.

J'ai cinq ou six fois relu ma lettre de Biarritz. Pour moi, elle est dans des termes de grande bienveillance et indique un désir formel de me voir rester où je suis. C'est le chemin de la plus haute position de France et d'Europe après les trônes; mais, je le répète encore, je ne le suivrai, ce chemin, qu'à regret. D'autres pensées dominent et domineront toujours aisément mon ambition des honneurs et de ce qui les peut accompagner. Je ne suis pas fait pour les faveurs de carrière et de fortune. J'y suis trop froid.

Alger, le 10 octobre 1862.

.....

J'ai vu tout à l'heure le général Desvaux, qui arrive de France assez récemment. L'Empereur a cessé complètement d'entretenir le maréchal Randon de l'Algérie. Sa Majesté sait à quoi s'en tenir; ses projets sont faits. Elle n'attend que le moment de tracer de nouvelles voies, puisque celles suivies jusqu'ici ont conduit si lentement, si peu certainement dans le progrès; mais, pour cela, il faut des hommes nouveaux, et l'on veut respecter la situation du maréchal, aujourd'hui raffermie autant qu'elle a été exposée. Nous sommes donc dans le *statu quo*....

Digitized by Google

ÉTAT DES SERVICES

du Général de division Edmond de Martimprey

DE MARTIMPREY (Edmond-Charles)

Fils d'Augustin-Dominique-Romain et de Angélique-Françoise ROYER DE MAULNY, né le 16 juin 1808, à Meaux (Seine-et-Marne); marié le 19 octobre 1848 à demoiselle Louise-Thérèse MESNARD DE CHOUSY (autorisation ministérielle en date du 2 octobre 1848).

GRADES ET EMPLOIS

Elève à l'Ecole spéciale militaire le 16 novembre 1826.

Nommé sous-lieutenant le 1er octobre 1828.

Sous-lieutenant élève à l'Ecole d'application d'Etat-Major le 1er janvier 1829.

Détaché au 11e régiment d'infanterie de ligne le 31 janvier 1831.

Employé à la Carte de France le 1er avril 1832.

Lieutenant au corps d'Etat-Major le 1er octobre 1832.

Stagiaire au 6e régiment de hussards le 12 mars 1834.

Stagiaire au 11e régiment d'infanterie de ligne le 12 septembre 1835.

Capitaine le 16 décembre 1835.

Chargé du service topographique, à Oran, le 3 mai 1836.

Chef d'escadron le 13 novembre 1842.

Lieutenant-colonel à la disposition du gouvernement général de l'Algérie le 25 octobre 1845.

Chef d'état-major de la division d'Oran le 7 juillet 1846.

A la disposition de la Commission de Défense Nationale le 23 mars 1848.

Directeur du personnel et des opérations militaires au Ministère de la Guerre le 3 juin 1848.

Colonel le 10 juillet 1848.

Digitized by Google

Mis à la disposition du Gouverneur général de l'Algérie pour le commandement d'une subdivision le 23 décembre 1848.

Chef d'Etat-Major général de l'armée d'Afrique le 4 octobre 1851.

Général de brigade le 15 avril 1852.

Disponible le 23 octobre 1852.

Commandant la 1re subdivision de la 14e division militaire le 17 janvier 1853.

Chef d'Etat-Major général de l'armée d'Orient le 23 février 1854.

Général de division le 11 juin 1855.

Disponible le 21 août 1856.

Commandant la 19e division militaire le 18 février 1857.

Commandant la division d'Oran le 13 novembre 1857.

Mis en disponibilité sur sa demande le 3 février 1859.

Aide-major général de l'armée d'Italie le 23 avril 1859.

Commandant supérieur du 7e arrondissement militaire (devenu 7e corps d'armée) et des forces de terre et de mer en Algérie le 17 août 1859.

Sous-gouverneur de l'Algérie et chef d'Etat-Major général de l'armée d'Afrique le 16 décembre 1860.

Chargé par intérim du gouvernement de l'Algérie le 22 mai 1864.

Gouverneur général intérimaire de l'Algérie le 8 août 1864.

Sénateur le 1er septembre 1864.

Commandant la 5e division militaire le 19 septembre 1864.

Mis en disponibilité sur sa demande le 8 mai 1867.

Gouverneur de l'Hôtel des Invalides le 27 avril 1870.

Maintenu définitivement dans la 1re section du cadre de l'Etat-Major général de l'armée le 7 juin 1873.

Décédé à Paris le 24 février 1883.

CAMPAGNES

1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851 et 1852, Afrique.

1854, 1855 et 1856, Orient (a reçu la médaille de Crimée).

Digitized by Google

1857, 1858 et 1859, Afrique.
1859, Italie (a reçu la médaille d'Italie).
Fin de 1859, 1860, 1861, 1862, 1863 et 1864, Afrique.
1870-1871, contre l'Allemagne.
1871, intérieur.

BLESSURES

Coup de feu à la poitrine le 18 décembre 1842, dans une expédition contre la tribu des Keraïch.

BATAILLES ET COMBATS

Combat sur le Sig, 1er décembre 1835.
Prise de Mascara.
Combat sur la Tafna, 26 janvier 1836.
Contre les Garabas-Chrouf, 24 février 1836.
Combat de Davel-Atschen, 15 avril 1836.
Contre les Kabyles-Sidi-Yacoub, 25 avril 1836, où il eut son cheval blessé à l'épaule.
Contre les Oulassas, 26 avril 1836.
Combat de l'Isser, 19 juin 1836.
Expédition contre les Medgers-Madar, 4 octobre 1836.
Passage de la Sikkak, 5 juillet 1836.
Combat de Chabet-el-Laham, 2 décembre 1836.
Combats de Ten-Salmet, 12 mars, et Bridia, 14 mars 1840.
Combat de Mekedra, 22 octobre 1840.
Combat de Sidi-Lakdar, 14 janvier 1841.
Combat de Sidi-Daho, 13 juillet 1841.
Prise de Saïda, 22 octobre 1841.
Expédition du Chélif, mai 1842.
Contre les Flittas, juillet 1842 à janvier 1843.
Combat de Beni-Meslem, 16 juin 1843.
Combat de Sidi-Azis, 30 mai 1844.
Bataille d'Isly, 14 août 1844.
Combat de l'oued Zelamta, septembre 1845.
Bataille de l'Alma, 20 septembre 1854.
Siège de Sébastopol, 25 octobre 1854.
Bataille d'Inkermann, 5 novembre 1854.

Digitized by Google

Prise des ouvrages du Carénage et du Mamelon Vert, 7 juin 1855.

Premier assaut de Malakoff, 18 juin.

Bataille de Traktir, 16 août.

Deuxième assaut et prise de Malakoff, 8 septembre 1855.

Combat de Montebello, 20 mai 1859.

Combat de Palestro, 30 mai.

Bataille de Magenta, 11 juin.

Combat de Melegnano, 8 juin.

Bataille de Solférino, 24 juin.

En Afrique, fin 1859 à 1864.

Combat d'Aïn-Taforalt, 27 octobre 1859.

CITATIONS

1° Le 19 juin 1836, à la suite du combat sur l'Isser;

2° Le 5 juillet de la même année, au passage de la Sikkak;

3° Le 22 octobre 1840, à la suite du combat de Mekedra;

4° En 1842, par le gouverneur général de l'Algérie, avec cette mention : « Le capitaine DE MARTIMPREY, officier distingué comme guerrier et topographe. »

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur le 30 août 1836.

Officier de la Légion d'honneur le 14 juillet 1844.

Commandeur de la Légion d'honneur le 29 décembre 1854.

Grand-officier de la Légion d'honneur le 25 juin 1859.

Grand-croix de la Légion d'honneur le 30 décembre 1863.

Décoré de la Médaille militaire par décret du 28 novembre 1861.

Autorisé à accepter et à porter les décorations suivantes :

3e classe de l'Ordre du Medjidié de Turquie (5 octobre 1855).

Commandeur de l'Ordre britannique du Bain (26 mars 1856).

Digitized by Google

2e classe de l'Ordre du Medjidié de Turquie (10 février 1857).

Commandeur de l'Ordre de Savoie (10 février 1857).

Grand-croix de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare de Sardaigne (2 août 1860).

Grand-croix de l'Ordre de l'Epée de Suède (17 mai 1861).

Grand-croix de l'Ordre du Nichan-Iftikhar de Tunis (10 août 1861).

Grand-croix de l'Ordre de Léopold de Belgique (14 mars 1863).

Digitized by Google

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

Pages

PRÉFACE v

CHAPITRE I.

LES ORIGINES

Ancêtres des Martimprey tués à l'ennemi. — Pays d'origine. — Services militaires. — Décret des ducs de Lorraine, en 1618. — Branches aînée et cadette. — Caractères généraux des chefs de famille..... 1

CHAPITRE II.

ENFANCE ET JEUNESSE

Naissance. — Education. — Entrée à Saint-Cyr. — Ecole d'application d'état-major. — Stage d'infanterie. — La carte de France. — Stage de cavalerie. — Retour à l'infanterie. — Embarquement pour la province d'Oran .. 7

CHAPITRE III.

PREMIÈRES CAMPAGNES D'AFRIQUE (1835-1840)

Arrivée dans la province d'Oran. — Situation du pays. — Combat de l'oued Sig (1835). — Nomination de capitaine. — Travaux topographiques. — Combats sur la Tafna, contre les Garabas, et de Sidi-Yacoub (1836). — Rapports avec le général Bugeaud. — Combat de la Sikkak (1836). — Citation. — Martimprey, chevalier de la Légion d'honneur. — Traité de la Tafna. — Fonctions de chef d'état-major. — Présentation au duc d'Orléans. — Rupture du traité de la Tafna 13

Digitized by Google

CHAPITRE IV.

GUERRE CONTRE ABD-EL-KADER (1840-1847)

Pages

Combat de Mazagran (1840). — Nomination de La Moricière à Oran. — Sa confiance en Martimprey. — L'étoile polaire. — Gouvernement du général Bugeaud. — Destruction de Tagdempt. — Combat d'El-Bordj (1841). — Opérations autour de Mascara. — Expédition du Chéliff (1842). — Martimprey chef d'escadron d'état-major. — Combat contre les Keraïch. — Blessure grave. — Direction des affaires arabes d'Oran. — Carte de la province. — Missions diverses. — Voyage à Paris. — Organisation des bureaux arabes. — Bataille d'Isly (1844). — Expédition dans le sud. — Mouvements insurrectionnels (1845). — Courses avec La Moricière. — Études de colonisation. — Rentrée en France du maréchal Bugeaud. — Reddition d'Abd-el-Kader (1847) 33

CHAPITRE V.

RÉVOLUTION DE 1848

Gouvernement du duc d'Aumale. — Lettre de Pélissier. — Martimprey chef d'état-major de Cavaignac. — Proclamation de la République. — Martimprey quitte l'Algérie. — Sa situation. — Son arrivée à Paris. — Etat des esprits. — Commission de défense nationale. — L'armée des Alpes. — Direction du personnel et des opérations militaires. — Journées de juin. — Son mariage. — Changement de ministère. — Son retour en Afrique.... 85

CHAPITRE VI.

COMMANDEMENT DE LA SUBDIVISION D'ORLÉANSVILLE (1849-1851)

Situation d'Orléansville. — Son climat. — Officier d'ordonnance de Martimprey. — Ses troupes. — Expédition contre les Achacha. — Mort du maréchal Bugeaud. — Le choléra — Dévouement du colonel. — Le théâtre. — Opérations en Algérie. — Siège de Zaatcha. — Séjour en France. — Départ de Du Barail. — Tranquillité des tribus. — Agitation à Paris. — Expédition de Saint-Arnaud. — Martimprey chef d'état-major général de l'armée d'Algérie 97

Digitized by Google

CHAPITRE VII

ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L'ARMÉE D'ALGÉRIE (1851-1852)

Pages

Importance des nouvelles fonctions de Martimprey. — Accueil de Pélissier. — Expédition de Kabylie. — Gouvernement du général Randon. — Ses projets. — Réorganisation de l'armée. — Martimprey général. — Santé de sa famille. — Sa rentrée en France. — Mise en disponibilité. — Proclamation de l'Empire. — Commandement d'une brigade à Bordeaux 109

CHAPITRE VIII

CAMPAGNE DE CRIMÉE

PREMIÈRE PARTIE

Saint-Arnaud et Canrobert (1854-1855)

Préliminaires de la guerre d'Orient. — Martimprey chef d'état-major général. — Première armée d'Orient. — Départ de Marseille. — Arrivée à Gallipoli. — Le choléra. — Varna. — Plan de campagne. — Débarquement à Old-Fort. — Bataille de l'Alma. — Marche sur Sébastopol. — Canrobert succède à Saint-Arnaud. — Siège de Sébastopol. — Bataille d'Inkermann. — Les tranchées. — Premier hiver en Crimée. — Changement de chef d'état-major général. — Lettre de Canrobert. — Répartition en corps d'armée. — Bombardement. — Projets conçus à Paris. — Difficultés du commandement. — Démission de Canrobert 121

CHAPITRE IX

CAMPAGNE DE CRIMÉE

DEUXIÈME PARTIE

Commandement du Général Pélissier (1855-1856)

Réorganisation de l'armée. — Projets du général en chef. — Expédition de Kertch. — Offensive de l'armée. — Occupation de la Tchernaïa. — Prise du Mamelon-Vert. — Martimprey général de division. — Échec du 18 juin. — Bataille de Traktir. — Prise de Sébastopol. — Projets de campagne d'automne. — Notes de Martimprey. — Son congé en France. — Retour en Crimée. — Rapatriement. — Dernier départ. — Arrivée en France 179

Digitized by Google

CHAPITRE X

COMMANDEMENT DE LA DIVISION D'ORAN (1857-1859)

Pages

Rentrée en France. — Disponibilité. — Lettres de Pélissier. — 19e division militaire à Bourges. — Nomination du général à Oran. — Situation de l'Algérie. — Administration. — Ministère de l'Algérie et des Colonies. — Martimprey major général du prince Napoléon. — Lettre du maréchal Randon. — Difficultés de la situation. — Mac-Mahon commandant supérieur. — Bruits de guerre contre l'Autriche. — Martimprey demande sa disponibilité 219

CHAPITRE XI

CAMPAGNE D'ITALIE (1859)

Composition de l'armée d'Italie. — Organisation du commandement. — Gâchis du début. — Rôle de Martimprey. — Sa note sur le plan de campagne. — Marche de flanc vers Novare. — Palestro. — Bataille de Magenta. — Martimprey à Ponte-Nuovo. — Marche sur Milan. — Combat de Melegnano. — Ordres de mouvement vers le Mincio. — Situation le 23 juin. — Bataille de Solférino. — Mouvements après la bataille. — Négociations. — Armistice. — Paix de Villafranca. — Appel de Martimprey à Paris. — Sa nomination de grand-officier de la Légion d'honneur. — Lettres de Pélissier 237

CHAPITRE XII

EXPÉDITION DU MAROC (1859)

Nomination de commandant supérieur en Algérie. — Difficultés de la situation. — Troubles dans l'Ouest. — Composition du corps expéditionnaire. — Proclamation à l'armée. — Départ pour Oran. — Le choléra. — Projet d'opérations. — Camp du Kiss. — Ravages de l'épidémie. — Marche des troupes. — Attaque des cols de Taforalt et de Ouarinfou. — Soumission des Beni-Senassen. — Ordre général. — Marche contre les tribus de la plaine. — Razzias. — Soumissions. — Marche sur Oudjda. — Dernier ordre général. — Dislocation et rentrée des troupes. — Résultats généraux 281

Digitized by Google

CHAPITRE XIII

COMMANDEMENT SUPÉRIEUR DES FORCES DE TERRE ET DE MER EN ALGÉRIE (1859-1860)

Pages

Rivalité entre les autorités civile et militaire. — Le journal l'*Entr'acte*. — Duel du général Yusuf. — Malveillance du ministère de l'Algérie. — Voyage de l'Empereur en Algérie. — Attaques des conseils généraux d'Algérie, contre l'armée. — Lettre du commandant supérieur au président de Vaulx. — Relations avec le général Deligny. — Approbation du ministre de la Guerre. — Le commandant Mircher à Paris. — Blâme du ministre de l'Algérie. — Voyage du général de Martimprey en France. — On lui donne raison. — Changement de système. — Le maréchal Pélissier, gouverneur général. — Martimprey sous-gouverneur 321

CHAPITRE XIV

SOUS-GOUVERNEMENT DE L'ALGÉRIE (1860-1864)

Nécessité de la nomination du général de Martimprey. — — Nouvelle organisation du gouvernement. — Mort de Si-Hamza. — Tendances du maréchal. — Relations avec les Touareg. — Voyage du sous-gouverneur en France. — Son projet de démission. — Promesses qui lui sont faites. — Sa nomination de grand-croix 365

CHAPITRE XV

INSURRECTION DES OULED-SIDI-CHEIKH (1864)

Fautes commises vis-à-vis du peuple arabe. — Ses dispositions en 1864. — Révolte des Ouled-Sidi-Cheikh. — Attitude du maréchal Pélissier. — Mort de Beauprêtre. — Soulèvement des tribus du Sud. — Colonnes d'Alger et d'Oran. — Révolte des Flitta. — Mort du maréchal Pélissier. — Martimprey gouverneur général par intérim. — Difficultés de la situation. — Son énergie. — Sa circulaire. — Malveillance de la presse. — Mesures contre les Flitta. — Expédition du gouverneur. — Voyage en France. — Décret du 7 juillet. — Reprise de l'insurrection. — Retour à Alger. — Mesures contre les dissidents. — Mac-Mahon gouverneur général. — Martimprey sénateur et commandant de la division de Metz 381

Digitized by Google

CHAPITRE XVI

COMMANDEMENT DE LA DIVISION DE METZ (1864-1867)

Pages

Situation particulière du général. — Lettre du maréchal Forey. — Importance de la place de Metz. — Réunion de l'Association scientifique. — Discours du général. — Événements d'Allemagne. — Guerre entre la Prusse et l'Autriche. — Exposition de 1867. — Congestion cérébrale. — Mise en disponibilité..... 427

CHAPITRE XVII

GOUVERNEMENT DES INVALIDES (1867-1883)

Martimprey gouverneur des Invalides. — Guerre de 1870. — Prise de Metz et de Paris. — Les fils du général. — Le gouvernement à Versailles. — Abandon des Invalides. — La Commune. — Perquisitions. — Arrestation du général. — Visites de Madame de Martimprey aux chefs de la Commune. — Accusations. — Le Dépôt. — Le délégué à la justice. — Remise du dossier. — Installation à la Maison de Santé. — Ordre d'assassiner le général. — Entrée des Versaillais à Paris. — Le colonel Davout d'Auerstädt. — Rentrée aux Invalides. — Réunion de famille. — Maintien en activité. — Lettre au *Figaro*. — Mort du général. — Ses funérailles. — Condoléances. — Conclusion..... 435

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Pièce n° 1. — *Journal de Crimée*..... 465
— n° 2. — *Notes relatives à la guerre de Crimée*..... 470
— n° 3. — *Correspondance d'Italie, 1859* (Extraits).... 481
— n° 4. — *Correspondance de Paris et d'Algérie, 1859* (Extraits)..... 484

État des services..... 493

GRAVURES

Photographie du général de Martimprey..... II
Armoiries de la maison de Martimprey..... V

Digitized by Google

Pages

Débarquement de l'armée à Old-Fort, 1854..... 143
Croquis de la bataille de l'Alma, 1854..... 144
Tente du général de Martimprey en Crimée..... 157
Portrait du général, par Pils, 1857..... 224
Combat d'Aïn-Taforalt, 1859..... 310

CARTES

N° I. — Carte de la province d'Oran.
N° II. — Plateau de la Chersonèse.
N° III. — Croquis d'ensemble de la campagne d'Italie.
N° IV. — Bataille de Magenta.
N° V. — Carte des Beni-Senassen (Maroc).

Marc Imhaus et René Chapelot, imprimeurs, Nancy et Paris

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY,
BERKELEY

THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE
STAMPED BELOW

Books not returned on time are subject to a fine of 50c per volume after the third day overdue, increasing to $1.00 per volume after the sixth day. Books not in demand may be renewed if application is made before expiration of loan period.

NTERLIBRARY LOAN

OCT 21 1977

NIV. OF CALIF., BERK.

75m-7,'30

Digitized by Google

YC 75471

DC255
M213
282888
Dentcagaix

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

Digitized by Google

Digitized by Google